École des Hautes Études en Sciences Sociales
Thèse en vue de l'obtention du Doctorat de Sociologie

Pía Valeria Rius

Faire valoir sa légitimité : radicalité et banalité dans les mouvements des *piqueteros* en Argentine des années 1990 - 2007.

Directeur : M. Alain Cottereau

Présentée et soutenue publiquement à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, le 27 septembre 2010.

Membres du jury :
M. Daniel CEFAÏ, Directeur d'étude à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales.
M. Alain COTTEREAU, Directeur d'étude à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, directeur de la thèse.
M. Arturo FERNANDEZ, Chercheur Principal au CONICET (UNSAM-UBA).
M. Jean-Louis LAVILLE, Professeur de sociologie au Conservatoire National des Arts et Métiers, rapporteur.
Mme. Monique SELIM, Anthropologue, Directrice de recherche à l'Institut de Recherche pour le Développement.
M. Dominique VIDAL, Professeur de sociologie à l'Université Paris Diderot - Paris 7, rapporteur.

REMERCIEMENTS

Au cours des années consacrées à cette thèse, j'ai bénéficié d'innombrables apports professionnels et personnels. Je voudrais remercier ici tous ceux qui par leur appui, leur générosité, leur présence, ont rendu ce travail de recherche possible. Je remercie, avant tout Monsieur Alain Cottereau, mon directeur de thèse, qui a eu confiance en mon travail et a su m'encourager à tout moment. Par son implication, ses recommandations et aussi sa bienveillance, je lui suis profondément reconnaissante. Il m'a permis de repérer les moments clés du terrain ainsi qu'à m'obliger à fournir l'exigence de la preuve lorsque les données semblaient en contradiction. Cette thèse lui doit beaucoup.

Je suis également reconnaissante à Madame Monique Selim qui a accueilli le projet de recherche en cours de route et l'a codirigé au sein de l'équipe de l'Unité de Recherche Travail et Mondialisation à l'IRD (Actuellement UMR 201 – IRD/Paris 1 IEDES). J'y ai trouvé une équipe accueillante qui a su m'encourager dans mes recherches. En particulier, Pascale Absi, Pepita Ould-Ahmed, Pascale Phélinas et Jean-Michel Servet ont lu différents passages de mes écrits et m'ont donné de précieux conseils, qu'ils soient ici remerciés.

Nombreux sont ceux et celles qui ont lu et discuté différents passages de ce travail, sous la forme de brouillons, d'articles ou de chapitres, ont suscité des pistes de recherche, proposé des lectures ou enrichi ce travail de leurs critiques et de leurs commentaires. Je remercie sincèrement Stéphane Baciocchi, Olivier Blanchard, Osbaldo Batistini, Susana Bleil, Frida Calderon, Benoît Deniau, Luis Donatello, Paola Diaz, Nina Eliasoph, Benoît Eyraud, Carole Gayet-Viaud, Marie-Paule Hille, Natalia Lavalle, Demian Lecarpentier, Demian T. Panigo, Irene Ramos Gil, Dorina Rosca, Raul Salmeron et Ania Tizziani, par leur disponibilité, leur soutien et leur générosité.

Plusieurs collègues travaillant sur les organisations de *desocupados* et des terrains proches ont contribué au développement des mes recherches, par des discussions et remarques fournies, Je remercie Maristella Svampa, Maricel Rodriguez Blanco, Candice Martinez, Maria Inés Gonzalez Alvarez, Paula Sombra et tout particulièrement Claudia Couso, qui a suivi les évolutions de mes recherches avec un regard critique et amical.

J'ai rencontré dans le CEMS un espace de soutien moral et matériel pour mener à terme ce projet. Au fil des séminaires, des discussions et des échanges, j'ai été encouragée

et l'on m'a conseillé des lectures qui m'ont aidée à approfondir mes recherches. Je remercie l'accueil toujours amical et la disponibilité de Christine Colpin, Guillaume Braunstein, Joëlle Caugnon et Josiane Leconte. Je voudrais également dire ma gratitude aux participants des séminaires et ateliers, riches en discussions et commentaires encourageants, en particulier les participants du séminaire PraTO ainsi que l'atelier d'écriture sociologique. Je suis également reconnaissante à Afranio Garcia et Patricia Sampaio Silva pour leur soutien à mon arrivée à l'EHESS. Ils ont su m'orienter en fonction des interrogations qui étaient les miennes.

Je suis redevable des discussions menées au sein des différents colloques où j'ai pu présenter mes recherches. En particulier, les I Journées Doctorales sur la Participation du public et la démocratie participative organisées par le GIS Participation du public, décision, démocratie participative, pour lesquelles j'ai bénéficié du financement du GIS et le Congrès de l'Association Internationale de Sociologie de Langue Française où j'ai pu tester mes analyses en cours. Je remercie le CEMS et l'UMR 201 de leur concours.

J'ai bénéficié au cours de cette thèse de plusieurs soutiens financiers de différente importance qui m'ont permis de me consacrer au travail de recherche et de rédaction de la thèse dans les meilleures conditions. Que soient ici remerciés en ordre chronologique, l'Institut National de la Jeunesse et de l'Education Populaire pour la bourse « jeunes chercheurs » (2004, aide au terrain), le comité de sélection de l'EHESS pour le Prix Saint Simon (2005) et l'IRD pour la Bourse pour doctorants IRD (2006-2007, 23 mensualités).

Jean-Marc Debois et Valentina Gieco ont soigneusement corrigé et amélioré la rédaction du texte, un grand merci pour avoir partagé avec moi un savoir-faire qui m'a été précieux. Florence Guédas, Jens Petzold, Juan Siquot et Candela Zurro m'ont accueillie chez eux à différents moments, m'ont encouragée et ont contribué matériellement à l'écriture de cette thèse. Je les remercie affectueusement.

Cette thèse n'aurait pas vu le jour sans l'hospitalité des familles et des militants qui m'ont ouvert la porte de leur maison et permis de partager une partie de leur quotidien et se sont ouvertement livrés à mes questions.

Enfin, je voudrais remercier ma famille qui a su endurer avec patience les absences, le travail durant les vacances et les charges d'une thèse qui au fil du temps se faisait omniprésente. A mes parents, pour les maintes fois où ils se sont prêté aux allers-retours aux aéroports ; à Adrian Ponze, mon mari, qui m'a aidée et accompagnée avec ténacité et à ma fille, Faustina parce qu'elle m'a appris la valeur de la présence, cette thèse leur est dédiée.

FAIRE VALOIR SA LÉGITIMITÉ : RADICALITÉ ET BANALITÉ DANS LES MOUVEMENTS DES *PIQUETEROS* EN ARGENTINE DES ANNÉES 1990 - 2007 1

REMERCIEMENTS **3**

INTRODUCTION GÉNÉRALE **9**

Un objet improbable : la mobilisation des sans-emploi *9*
Une question de traduction nous interroge sur la définition de notre objet d'étude. Qu'est-ce qu'est un desocupado ? *12*
Comment observer ethnographiquement les processus de mobilisation ? *15*
La démarche ethnographique et la définition de notre objet d'étude *18*
Brève description méthodologique et des conditions d'enquête *23*
Le partage de la vie ordinaire comme une implication indispensable *25*
Première partie : L'action collective située *28*
Les origines de l'action collective. Piquetes et puebladas dans des régions périphériques interpellent l'État *30*
Des organisations de desocupados ont aussi été créées dans la banlieue de Buenos Aires *31*
Deuxième partie : Les conceptions de travail et de l'activité *36*
Troisième partie : Le sens du juste *39*

I. L'ACTION COLLECTIVE SITUÉE **43**

CHAPITRE I 45
L'EXCEPTION ARGENTINE DANS LA RÉGION, UNE PERCEPTION SECOUÉE PAR DES INCERTITUDES 45
I. INTRODUCTION 45
Urbanisation et scolarisation : un imaginaire de la mobilité sociale ascendante qui se dérobe *46*
Les conditions de travail dans l'Argentine des années 1970 : une société salariale relative *48*
L'évolution économique récente et son origine : les années 1970. Transformation sociale, emploi et salaires *49*
II. LES ANNÉES 1990 : CHANGEMENT DE RÉGIME ÉCONOMIQUE, NOUVELLES ALLIANCES POLITIQUES ET SUBORDINATION DU SOCIAL. 50
Le contrôle de l'inflation à travers la parité avec le dollar américain : la loi de convertibilité et de retrait du politique *55*
La stabilité *55*
L'extension du chômage et les transformations des conditions de travail *58*
CHAPITRE II : 67
LE TRAITEMENT PUBLIC DU CHÔMAGE ET DE L'ACTION CONTESTATAIRE 67
I. INTRODUCTION 67
La solution du chômage par le marché *68*
L'information sur les piqueteros dans les journaux nationaux *69*
II LES PROGRAMMES DE TRAVAIL TEMPORAIRE : UNE RÉPONSE INSUFFISANTE EN SITUATION D'ACCROISSEMENT DU CHÔMAGE 75
L'accès aux PT Qui accède aux allocations ? *79*
Comment les titulaires accèdent-ils aux PT ? *79*
Crise politique, changement de gouvernement et de PTT. Les PT font place aux JJHD *82*
Les PTT à la lumière des indicateurs de l'émergence sociale *87*
Table 1 : Programmes de travail temporaire et capacitation (PTT), titulaires, taux de pauvreté extrême, de pauvreté et de chômage dans le GBA. 88
Fonctionnement effectif des PTT *89*
III. DROIT AU TRAVAIL, DROIT AU REVENU MINIMUM, DROIT AU REVENU FAMILIAL ? UNE PROMESSE NON TENUE 94
Nouveaux gouvernement, nouveaux programme : Familias pour l'inclusion sociale. Le Choix de l'(in)employabilité *97*
« Fin de la crise » et fin des mobilisations. Quand la contestation perd de sa capacité d'interpellation *100*
IV. CONCLUSION 106

CHAPITRE III : ... 111
QU'EST-CE QUE SIGNIFIE FAIRE PARTIE D'UN MOUVEMENT DE *DESOCUPADOS* APRÈS LA CRISE DE DÉCEMBRE 2001 ? ... 111
COMMENT EXPLIQUER CET ENGAGEMENT À PARTIR DE 2002 ? ... 111
I. L'OCCUPATION DE LA SCÈNE NATIONALE ... 114
Gagner le plan dans la rue : Le MTD de Berazategui dans La Veron ... 114
Une transgression dans la conformité. Le parcours de Carmen : Suivre ses enfants et sortir de la maison ... 122
S'engager pour accomplir les obligations vis-à-vis du foyer ? Des stratégies familiales ... 125
Des familles non conformes ... 129
II. LES MTD DU FRENTE DARIO SANTILLAN ... 131
Le MTD de Berisso. Se mobiliser comme une affirmation de soi ... 131
Des militants qui croient dans le travail des quartiers. ... 134
Un « quartier » en train de se créer ... 135
L'organisation de desocupados intégrée par des amis du quartier ... 140
Un réseau de militants en transformation : de l'association pour enfants au MTD ... 142
Le réseau familial : une ressource et des restrictions ... 147
III. SIMILITUDES ET DIVERGENCES DES RÉSEAUX ... 149
La centralité de la famille : une caractéristique commune aux MTD de Berazategui et de Berisso . 149
Une discussion qui divise les MTD : discipline contre camaraderie. Le choix entre deux réseaux .. 151
La centralité des organisations de desocupados déplacée par les membres. ... 158
CHAPITRE IV : ... 167
DIRIGEANTS, MILITANT, DÉLÉGUÉS : DIFFÉRENTES CATÉGORIES DE MEMBRES, DIFFÉRENTES STRUCTURES D'ORGANISATIONS ... 167
INTRODUCTION ... 167
I. UN DILEMME POUR LA LÉGITIMITÉ DU MILITANT : ETRE OU NE PAS ÊTRE HABITANT DU QUARTIER ... 169
L'opposition entre militants et compañeros des quartiers ... 169
Relations entre référents et militants ; des rapports situés ... 171
« Chez nous il y a peu des militants » ... 176
II. DÉLÉGUÉ : LES CONTOURS D'UN POSTE PARTICULIER ... 180
Le délégué type : l'homme adulte et responsable. ... 180
L'extension des limites du possible : « j'ai appris à militer » ... 182
Emilia regrette de ne plus être déléguée ... 188
Rendre des comptes aux compañeros : l'enjeu de l'honnêteté des délégués ... 190
Faire de l'administration, suivre les dossiers des compañeros. ... 192
Un bon délégué ; un bon compañero. ... 193
III. *COMPAÑEROS* DES ORGANISATIONS DE *DESOCUPADOS*, *COMPAÑEROS* DES QUARTIERS. LES CONNOTATIONS D'UNE CATÉGORIE PLURIELLE ... 197
Les compañeros ne sont pas seulement les membres ... 199
Compañerismo : Dimensions économique, politique et affective des engagements ... 205
V. CONCLUSION ... 212

II. LES CONCEPTIONS DU TRAVAIL ET DE L'ACTIVITE ... 217

CHAPITRE V : ... 221
LE TRAVAIL ET SON CONTRAIRE, LE NON-TRAVAIL ... 221
I. LE TRAVAIL ET SON CONTRAIRE, LE NON-TRAVAIL ... 221
Le travail comme exigence de dignité personnelle et droit subjectif ... 221
Travail et contrepartie des PTT. Le vrai et le faux travail ... 226
Le faux travail constitue cependant, une forme de travail ... 228
Travail et temps de travail ... 235
Travail (masculin) et non-travail (féminin) ... 239
Travail et engagement politique ... 242
Travail, obligation et engagement politique ... 247
CHAPITRE VI : ... 255
LE TRAVAIL DES ATELIERS *PRODUCTIVOS* ... 255
I. LE TRAVAIL AU SEIN DES QUARTIERS DES ORGANISATIONS *PIQUETERAS* ... 255
Productivos : l'articulation régionale comme savoir collectif ... 256
I. LE POTAGER : LE CHOIX D'UN TRAVAIL DUR MAIS *TRANQUILLE*. ... 261
II. LA MENUISERIE. UN ATELIER QUI RÉALISE DES PROGRÈS. ... 269
Apprendre un métier et gérer l'atelier ... 274
III. LA BOULANGERIE À BERISSO NY : VALORISER SON SAVOIR-FAIRE ... 280
Partager son savoir-faire ... 284

IV. Les ateliers de couture : trois ateliers qui en font un ... 286
L'évolution de l'atelier conduit davantage à l'inclusion de nouvelles travailleuses ... 290
Division du travail et validation des activités. Pour Susana, le bon travail demeure le travail « à la chaîne » ... 292
« Vivre du productivo » : un horizon possible. ... 296
Chapitre VII : ... 303
Les cantines populaires ... 303
I. La cantine comme extension du foyer ... 304
II. Avoir un local propre, ou se réunir chez les membres. Des arrangements multiples mais non équivalents. ... 306
III. Un lieu de travail avant tout. ... 310
Les cantines fonctionnent toujours avec une part de débrouille ... 316
Quand les débrouilles débouchent sur un financement institutionnel ... 321
La Commission du FOPAR. Suivi gouvernemental et contrôle des membres ... 324
IV. Les cantines destinées aux enfants. S'occuper des autres ... 331
Le goûter ... 331
V. Quand « travailler à la cantine » produit la stigmatisation des « autres ». ... 334
Conclusion sur les conceptions et les pratiques du travail et de l'activité ... 341

III. LE SENS DU JUSTE ... 349

Chapitre VIII : ... 353
Clientélisme politique et appartenances multiples ... 353
Introduction : ... 353
I. Le clientélisme un échange face- à- face inégal mais réciproque ? ... 356
Emilia veut « progresser » : la mobilisation de ressources multiples ... 361
Se déplacer dans le quartier : la réalité « à portée de l'habitant » ... 366
II. Défis de la proximité géographique et sociale. Quand l'État et les citoyens ont un nom propre ... 369
Rendre des comptes aux compañeros ... 372
Accès asymétrique aux ressources publiques et lien volontaire ... 375
III. Réciprocité au sein des MTD et dans l'échange clientéliste : le moment de rendre ... 379
Mercedes n'est pas membre du MTD mais participe aux activités ... 381
Clientélisme et générosité : Les enfants n'ont pas d'obligation de rendre ... 382
Les citoyens ne sont pas obligés par la relation clientéliste ... 384
La coercition au sein des rapports de clientèle ... 388
IV. La représentation des desocupados : une configuration « hérétique » ... 392
V. Conclusion : Faire valoir sa légitimité ... 395
Chapitre IX : ... 399
Espace public et délibération ... 399
I. Espace public et reconnaissance ... 399
L'aveuglement des différences sociales ... 401
Les difficultés à se faire entendre ... 405
Le difficile partage du « public » et du privé ... 406
L'exemple d'une délibération insatisfaisante. Carmen et son « in-group » ... 407
La formulation des intérêts communs ... 411
Le quartier et le primat de la rencontre en face-à-face ... 412
Légalité et légitimité ... 413
II. Délibération et lieu de travail ... 418
III. Assemblées Générales, confiance, formes de prise de parole et d'argumentation. ... 422
Le retard des colis : rumeurs et tentative de restauration de la confiance ... 422
Assemblée Générale. Le déploiement d'un langage ... 427
L'assemblée générale : lieu de décision ou d'information ? ... 431
Comment s'exprime-t-on dans l'assemblée ? ... 434
L'argumentation comme un jeu de langage ... 439
IV. Remarques Conclusives : ... 443

CONCLUSION ... 449

1) Les modalités d'engagements : ... 451
2) Les conceptions du travail et de l'activité : ... 455
3) L'intrication étroite des aspects militants dans un mode de vie critique partagé beaucoup plus largement ... 459

BIBLIOGRAPHIE 463

I. BIBLIOGRAPHIE MÉTHODOLOGIQUE 463
II. BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE 463
III. BIBLIOGRAPHIE SUR L'ACTION COLLECTIVE 469
IV. BIBLIOGRAPHIE SUR LE CLIENTÉLISME 472
V. BIBLIOGRAPHIE SUR L'ARGENTINE ET LE CAS DE *PIQUETEROS* 473
VI. DOCUMENTS ET SOURCES 481

ANNEXE I 484

SITUATION 484

ANNEXE II 486

CONDITIONS DE PAUVRETÉ ET PAUVRETÉ EXTRÊME EN ARGENTINE EN 2003 486

ANNEXE III ..... ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.

PERSONNES INTERVIEWÉES ..... **ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.**

ANNEXE IV : 493

CHRONOLOGIE ..... **ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.**

ANNEXE V : 495

EVALUATION DU PJJHD 495
Caractéristiques des titulaires. *495*

INTRODUCTION GÉNÉRALE

Un objet improbable : la mobilisation des sans-emploi.

Cette thèse porte sur les organisations de travailleurs *desocupados* qui se sont constituées pendant les années 1990 en Argentine. Leur nom de *piqueteros*[1] leur a été donné par la presse. Cette dénomination dérive de la principale forme d'action collective à travers laquelle les groupes *de desocupados* sont devenus de plus en plus visibles : le blocage des routes. Alors même qu'ils ne font plus de *piquetes* et qu'ils ont évolué vers des formes proches des manifestations[2], les membres continuent à être désignés par ce nom, qui n'est pas sans rappeler le piquet (de grève). Les membres de ces organisations *de desocupados* cultivent une certaine distance par rapport à cette dénomination, mais ils revendiquent les actions collectives qui se réfèrent à ce nom. Ce sur quoi ils sont d'accord, c'est sur le fait qu'il s'agit d'un mouvement social[3] de travailleurs en dépit de leur absence de travail. Ainsi, les organisations que nous étudions, regroupées dans différents réseaux et formes d'organisation, prennent le nom de *Movimiento de Trabajadores Desocupados* (MTD), ce qui, littéralement, signifie mouvement de travailleurs sans emploi ou privés d'emploi.

Le partage des expériences de travail et de non-travail[4] de ces populations nous a conduit à dresser un constat particulier. Emilia est une jeune habitante de Berisso. Nous analyserons tout au long de notre enquête son parcours à la fois typique et singulier. Elle

[1] Nous verrons, au cours de notre étude, les différents sens qui revêt cette dénomination ainsi que la multiplication des formes d'action collective.
[2] Nous reviendrons sur ces transformations au cours de notre travail. Précisons, pour le moment, que contrairement à ce qui se passait lors de premiers *piquetes*, en 1996 dans la province de Neuquén, la plupart des blocages durent aujourd'hui quelques heures.
[3] Mouvement social réfère ici au terme natif qui fait parti du nom des organisations analysées.
[4] Nous préciserons ces termes dans le chapitre V.

se dit sans travail, mais nous révèle qu'elle exerce une série d'activités : les quelques heures de ménage par semaine réalisées chez un *vecino*[5], parrain de son fils cadet ; elle distribue, auprès de ses connaissances des catalogues de vente à domicile pour prendre ultérieurement des commandes ou, en été, elle vend de la bière le soir depuis la fenêtre de la salle à manger de sa maison. Un autre membre ironise : « nous sommes des *desocupados*, mais nous sommes très actifs ». Sur un autre ton, une mère s'étonne et s'indigne que sa fille, ayant achevé des études secondaires, avec une moyenne de 8 sur 10 soit, depuis plus d'un an, membre du MTD car elle ne trouve pas du *travail*. Ces expériences se présentent sous la forme d'un décalage qui remet en cause le savoir partagé sur que c'est un travail, sur ce qu'est un *desocupado* et les manières d'éviter de l'être. Comment saisir un monde dont les attentes, notamment du « progrès » par le travail et l'éducation, sont déçues ? Comment interpréter un monde où la place que les individus croyaient occuper s'effondre ?

Dans son essai sur l'étranger, Schütz (2003) propose une étude sur la situation d'approche au mode de vie tel qu'il se présente à ses membres, sous la forme d'un sens commun dans lequel les individus organisent leur savoir en fonction des termes de la pertinence de ses actions. Le savoir propre au sens commun, nous dit le philosophe, « est pris comme allant de soi en l'absence de l'évidence du contraire ». Cette manière de penser l'habituel ne peut se maintenir, nous prévient Schütz, qu'aussi longtemps que demeurent vrais quelques présupposés de base, à savoir 1) que la vie sociale continuera à être la même qu'elle a été jusque-là et que nos expériences passées suffiront pour maîtriser les situations futures ; 2) que nous pouvons nous appuyer sur le savoir que nos parents, professeurs, gouvernements, traditions, habitudes, etc., nous ont transmis ; 3) que, dans le cours ordinaire des choses, il suffit de *savoir* quelque chose *sur* le type ou le style général des événements que nous pouvons rencontrer dans notre monde de la vie, pour pouvoir l'arranger et les gérer à notre manière ; et 4) que ces schémas d'interprétation ne sont pas notre affaire privée, mais qu'ils sont acceptés et appliqués de la même manière par nos compatriotes. Si l'un seulement de ces présupposés s'avère inopérant, survient alors une « crise » qui déborde violemment le système actuel des pertinences (Schütz : 2003, 16-19). En effet, cet auteur affirme que toute interprétation de ce monde est basée sur une « réserve d'expériences préalables », les nôtres, propres ou celles, que nous ont transmises nos parents ou nos professeurs ; ces expériences, sous forme de

[5] « Vecinos », en espagnol, est sans équivalent en français. Il connote à la fois « proche » et citoyen.

« connaissances disponibles fonctionnent comme schème de référence » (Schütz : 1987, 12).

À cet égard, notre terrain d'enquête est particulièrement révélateur. Les transformations sociales et économiques qui sont intervenues pendant les années quatre-vingt-dix bousculent le savoir pertinent pour l'action, propre au sens commun. L'expérience de l'étranger est aussi celle des personnes sans emploi. Ne pouvant agir selon leur *attitude naturelle* – en s'appuyant sur les connaissances et traditions transmises, elles sont dans l'incapacité de surmonter la situation de chômage[6]- et cherchent à comprendre comment se faire *engager*. Elles doivent remettre en question à peu près tout ce qui semblait aller de soi. La métaphore territoriale proposée par Schütz est révélatrice de l'intérêt de ces réflexions pour le cas *de desocupados*. « L'étranger, nous dit-il, se retrouve à la frontière du territoire couvert par le schéma d'interprétation habituel du groupe. Il ne lui est donc plus permis de se considérer comme le centre unique de son environnement social, et cette dislocation provoque chez lui une nouvelle dislocation de ces domaines de pertinences » (2003, 26). De même, les *desocupados* sont-ils relégués aux frontières de la société, produisant une dislocation d'autant plus dramatique que les privations matérielles sont accrues[7].

De ce fait, la sociologie phénoménologique proposée par Schütz nous invite à explorer l'étude des choses prises comme allant de soi, et à interroger l'« attitude naturelle », notamment, quand elle est mise à l'épreuve dans des situations de crise. Il s'agira de localiser et d'expliciter les difficultés rencontrées dans l'action par les propres acteurs, dans l'observation et dans nos dialogues, étant nous-mêmes « un autre » sur le terrain, mais aussi dans les différentes *formes de traduction* que nous avons été amenée à produire. La plus évidente, celle de l'espagnol au français, n'est pas la seule, aussi une traduction se produit-elle sur le terrain entre les acteurs et les sociologues ; ou bien plus tard, entre la sociologie argentine ou latino-américaine et la sociologie française.

L'étrangeté et la familiarité ne se limitent pas au champ social mais représentent des catégories générales de l'interprétation du monde. De telle sorte que le fait inattendu de l'action collective des personnes privées d'emploi, revêt toute sa signification en se

[6] Dans un article sur la perspective phénoménologique Daniel Cefaï considère qu'il y a « problème lorsque l'acteur ne sait pas quoi dire ou quoi faire, ne parvient pas à comprendre ce qui lui arrive, ne trouve pas d'accord et d'entente avec les autres, échoue à inscrire un thème dans les structures de pertinence jusque-là adoptées », p. 112.

[7] Cela revient à dire que, pour l'étranger, le modèle culturel du nouveau groupe n'est pas un refuge mais un pays aventureux, non quelque chose d'étendu mais un sujet d'investigation à questionner, non un outil pour défaire les situations problématiques mais une situation en elle-même problématique et difficile à dominer. (Schütz : 2003, 35-36).

nourrissant à leur propre expérience du chômage ; la conception du travail et de l'activité deviennent compréhensibles au fil de notre enquête. Dénicher un travail, se faire embaucher, sont des recherches qui peuvent au fil des tâtonnements trouver une réponse dans l'action collective. Loin d'être évidente, cette orientation apparaît comme problématique pour les propres acteurs confrontés au regard – souvent réprobateur- de leurs proches, famille et voisinage, concernant la question de leurs engagements. Mais avant de rentrer dans les précisions que ceci impose, il nous faut examiner une question terminologique qui nous aidera à délimiter les contours de notre recherche.

Une question de traduction nous interroge sur la définition de notre objet d'étude. Qu'est-ce qu'est un *desocupado* ?

La traduction du terme *desocupado* par chômeur semble prévaloir dans les écrits qui traitent de la situation du chômage en Argentine[8]. Cette traduction peut-être plus ou moins heureuse lorsqu'il s'agit d'ouvrages qui citent et analysent les statistiques officielles, en particulier l'enquête des foyers de l'INDEC[9], dont l'information est recueillie auprès des membres des familles issues de différents secteurs sociaux. En effet, une précision sur la manière dont les personnes sont comptabilisées comme étant au chômage, peut suffire pour utiliser les données ainsi obtenues. D'après cette enquête, une personne est considérée « occupée » quand elle effectue une activité – rémunérée ou non- de plus de 15 heures par semaine. Cette opérationnalisation diffère de celle proposée notamment par le BIT[10] et élargit les critères de ce qui est considéré comme occupation. En conséquence, les données du chômage sont sous-estimées. D'autre part, le chômage concerne la recherche active de travail. Néanmoins, lorsque les études traitent tout particulièrement de l'action collective des chômeurs, cette traduction nous apparaît comme insuffisante par rapport à la valeur qu'elle peut revêtir pour décrire la situation des acteurs et leurs points de vue. Un grand nombre d'entre eux ne seraient pas considérés comme des chômeurs par le critère statistique. C'est le cas notamment des femmes mariées n'ayant pas de travail dont les recherches d'emploi se déploient au sein d'un réseau local.

En ce qui concerne le contexte institutionnel français, le chômeur possède un statut particulier dont la genèse est décrite par Topalov (1994). Ces recherches montrent que les

[8] À titre illustratif, nous pouvons citer les recueils coordonnés par Quatrocci (2002), (2007).
[9] EPH, (encuesta permanente de hogares), enquêtes produites par l'INDEC -Instituto Nacional de Estadisticas y Censos.
[10] Neffa (2005) explique les différences entre l'enquête des foyers telle qu'elle se déroule en Argentine et les définitions du Bureau International du Travail – BIT- (OIT en Espagnol).

catégories de travailleur et de chômeur sont élaborées comme propres de situations contraires ; le travail – comme emploi continu – devient la norme organisant la vie quotidienne de plus grand nombre et le chômage est prévu pour les périodes de non ouvrage. Toutes deux sont créées en tant que statut personnel, réservées au bon comportement des individus exerçant une activité salariée continue et des droits au chômage durant les périodes de « non occupation involontaire » (Topalov, 1994, 21- 23). Dans la définition officielle du chômage, d'autres formes d'articulation entre travail et non travail sont classées négativement et évoquent ceux qui sont considérés comme des secteurs marginaux. En dépit de l'apparente évidence de cette opposition, là où l'emploi stable n'est pas la forme dominante de travail, ou le travail autonome se lie à des formes de sous-emplois et de travail non-déclaré, les situations de travail et de non travail apparaissent de manière concomitante[11].

En effet, des termes comme « travail », « emploi », « activité » ou « chômage » sont historiquement situés. L'étude proposée par Alain Cottereau (2000) délimite les contours de cette notion lors de la révolution de 1848, en France, où le chômage est lié à une perte involontaire d'ouvrage dont la résultante n'est pas une absence totale d'occupation. Le chômage désigne, ici, une période « d'activité(s) lucrative(s) de substitution et d'attente à la suite d'une perte d'activité(s) lucrative(s) considérée(s) comme normale(s) » (2000, 14). Loin d'une notion de chômage stigmatisante, les activités exercées pendant la période de « chômage » pouvaient s'avérer plus rentables que l'activité « normale » ; désigner le passage temporaire dans le salariat mais aussi l'établissement indépendant (2000, 16-17). Le travail et le chômage renvoient, ainsi, à deux formes d'activité complémentaire. La nécessité de donner toute sa place aux pratiques développées par les acteurs, nous conduit de ce fait à mettre en question les donnés statistiques et des classifications qui en découlent.

En Argentine, les programmes de travail temporaire (PTT) crées pendant les années 1990 ne concernent pas tous les chômeurs et ils ne peuvent, en aucun cas, être assimilés à des allocations chômage. Ils sont accordés non seulement en fonction de la situation de chômage mais aussi en fonction de la situation sociale et des revenus perçus par le foyer. Lorsque nous considérons les mécanismes d'accès à ces allocations, nous constatons que leur distribution est gouvernée avec une grande marge d'arbitraire de la part des administrations. Par ailleurs, il existe, en Argentine, un *seguro de desempleo* – financé par

[11] En Argentine, l'emploi non déclaré s'est accru pendant les deux dernières décennies. Les salariés constituent respectivement 50,5 % de la population active en 2003 et 55,5 % en 2006 – selon l'INDEC. Dans le GBA, 45 % des travailleurs ne sont pas déclarés et 63 % des travailleurs indépendants ne versent pas de cotisations de retraite. INDEC (2005).

les cotisations patronales et salariales – destiné aux travailleurs ayant cotisé dans le système de sécurité sociale. Crée pendant les années 1990, il est de courte durée et les montants accordés, en cas de chômage, ne sont pas équivalents aux anciens salaires. En dépit de ces différences, celui-ci demeure plus proche des allocations chômage connues en France, associées à la condition de salarié. Tout en sachant que cette catégorie administrative recouvre, elle aussi, des populations hétérogènes, il nous faut également invoquer un autre obstacle de taille. La traduction du terme *desocupado* par chômeur induirait à conférer, dès le départ, un statut aux sans-emploi et c'est celui-ci qui est l'aspect le plus problématique de l'assertion. Du point de vue des vécus des acteurs, leur accès aux PTT ne satisfait pas à un fonctionnement conforme au droit. Comme nous le verrons, la reconnaissance d'un tel statut fait partie des enjeux pour lesquels les différents groupes se mobilisent. Compte tenu des différences de statut, et donc de reconnaissance de la légitimité d'une certaine place des individus dans la société, et si l'on compare la situation en France et en Argentine, la traduction du terme *desocupado* par chômeur ne nous semble pas adéquate. Nous optons pour conserver les termes qu'utilisent les acteurs pour se désigner eux-mêmes, à savoir *trabajadores desocupados* lorsque c'est le nom que se donne l'organisation étudiée (MTD)[12]. Ce choix n'est pas fondé sur la recherche d'une prétendue transparence du langage mais sur la tentative de restituer les enjeux qui sont à l'œuvre lors de la formation des organisations de travailleurs *desocupados*. Dans cette même veine[13], nous ferons un usage limité du terme *piqueteros*, employé de manière affirmative par les acteurs, en référence au contexte précis des actions collectives, mais mis à distance lorsqu'il s'agit de désigner individuellement certains membres en tant que *piquetero*. Ce qui nous amène à présenter, de manière sommaire pour le moment, les questionnements qui tentent de comprendre l'engagement des individus, en règle générale et des *desocupados*, en particulier, dans l'action collective.

[12] Nous aurions pu la traduire de manière plus littérale par travailleurs sans emploi compte tenu de certaines manifestations comparables avec celles des sans papiers (Siméant, 2000, Brun, 2006) plutôt qu'avec les organisations de chômeurs rattachées aux syndicats. En effet, le chômage apparaît de plus en plus, dans notre cas, comme une frontière de délimitation de la légitimité.

[13] Un autre contraste que l'on peut proposer est celui des organisations de *desocupados* en Argentine, dont les jeunes font partie et les manifestations des jeunes en France en 2005. Alors que les organisations des *desocupados* acquièrent une visibilité politique à partir des certains *représentants* ou *porte-paroles* – analysés au cours de la recherche- les émeutes connues en France restent nommés par des tiers.

Comment observer ethnographiquement les processus de mobilisation ?

Les actions collectives peuvent être considérées comme des phénomènes qui font partie de la vie ordinaire de toute société démocratique. Néanmoins, certaines interprétations tendent à les considérer comme sources de chaos et de violence. Des concepts comme « acteur collectif » ou « mouvement social » invitent à dépasser une vision négative de la mobilisation sociale, notamment des secteurs populaires, vision qui tendrait à nier leur caractère politique, notamment lorsqu'elles sont perçues comme irrationnelles, issues des classes dangereuses ou infra-politiques[14]. Ces concepts renvoient à des phénomènes hétérogènes et portent en eux d'autres inconvénients, notamment la tendance à l'homogénéisation et la réification des populations. Par ailleurs, ces termes ne parviennent pas complètement à effacer l'association à l'irrationalité qui entoure certain-compte rendus. En dépit d'un certain consensus sur l'existence des liens et d'objectifs communs parmi les manifestants ainsi que des degrés différents d'organisation, ces images demeurent présentes dans les chroniques des journaux[15]. Elles circulent également au sein des sciences sociales, quand elles pointent des effets déstabilisateurs des mobilisations sur le système politique. Elles se retrouvent à plusieurs moments de notre enquête. C'est-à-dire, là encore, à quel point il est nécessaire de mettre à distance les mouvements sociaux vu de l'extérieur. Le terme de *piquetero,* nous l'avons indiqué plus haut, n'échappe pas à cette règle. Comme le résume Marina, une jeune militante du MTD à Berazategui, le regard extérieur identifié comme étant celui des médias de communication, ne laisse pas place aux raisons d'agir :

> Au début, je voyais des mauvais yeux les blocages et tout cela. Mon mari avait un bon travail […] Quand je les voyais de « de hors » pour moi c'était *de la folie,* il n'y avait pas de raison d'être, on les ignorait. Le voir de « dedans » change. Parce que l'on sort à lutter *pour soi-même*, pour ce que l'on veut, pour sa famille, pour avoir quelque chose. Le voir de l'intérieur et le voir de l'extérieur c'est différent.
> Maintenant les mêmes gens qui te voient à la télé et disent ceci et cela, nous approchent et demandent d'être avec nous. Ils disent, « je veux être *piquetero* ».

[14] Plusieurs ouvrages résument les approches les plus utilisées pour l'étude des phénomènes considérés dans les théories de l'action collective. Ils sont très divers, couvrant les mouvements sociaux, mais s'élargissant depuis les mobilisations des foules jusqu'aux modélisations empruntés aux théories de jeux. Fillieule (1993), Neveu (2002), Cefaï, (2007).

[15] Il y en a dans ce domaine des exemptions sur lesquelles nous reviendrons compte tenu de l'usage que nous faisons des journaux comme source d'information.

> Alors que *piquetero* est un nom qu'a inventé le gouvernement mais nous sommes des personnes comme tout le monde, ordinaires, qui sortons réclamer ce qui nous appartient. Il y a des gens qui s'approchent et te posent cette question. Tu leur expliques, leur dis et après on les voit à nos côtés dans les manifestations.[16]

La première attitude vis-à-vis du mouvement *de desocupados* est de les considérer comme étant de l'irrationalité, au-delà de la raison. Ce que Marina nous apprend par son expérience an tant que militante – formé à l'intérieur de l'organisation de travailleurs sans emploi (elle n'a pas d'expérience militante précédente, ni social, ni politique)- retient notre intérêt à plusieurs égards. Ces propos, insérés dans le cadre d'un entretien peuvent, au premier abord, nous faire songer à une plus ou moins originale justification de l'activité politique développée au sein du mouvement. Une lecture plus détaillée nous permet de prendre au sérieux le point de vue situé dans l'action. Les formes de son discours attestent des inflexions qui nous invitent à comprendre celui-ci comme une forme d'argumentation permettant non seulement de justifier l'action des MTD, mais aussi de mettre en avant son expérience personnelle et ce qu'elle a impliqué sur sa propre perception des choses, tout en se rangeant parmi les gens ordinaires. Elle décrit avec, une certaine indétermination, ce qui accompagne la description du point de vue externe, « les blocages et tout cela ».

Marina évoque la grille de lecture des média qui prend en compte les blocages et non pas tant les objectifs des « gens ordinaires ». Elle s'oppose à l'énumération réitérative des motifs du « vue de l'intérieur » qui finit par concevoir la recherche de travail (demeurons, pour l'instant, sur cette formulation des acteurs) comme l'exigence d'un bien qui leur appartient quoiqu'en qu'étant privé. En particulier, l'expérience de chômage et la participation à l'organisation des sans-emploi se réunissent sous la bannière d'un seul prédicat comme s'il s'agissait d'une disposition naturelle ; alors qu'elle était opposée aux manifestations avant de faire partie du MTD. Bien davantage qu'à la justification politique de l'action collective, Marina semble se référer à elle-même, à son expérience, à

[16] Marina, MTD Berazategui, juin 2005. Nous soulignons ici le rapprochement du regard extérieur come étant de la folie. Nous reviendrons sur une analyse plus fine de ses propos dans la première partie de notre thèse. Les expériences de travail et sont résumés dans l'annexe III. Pour le lecteur familiarisé avec la langue espagnole voici les termes employés par Marina : Yo, digamos que a esto lo veía mal, que corten y todo eso, porque mi marido tenía un buen trabajo. Yo de afuera lo veía como *una locura*, como que nada que ver, no les dan bola [pensaba]. Verlo de adentro cambia, porque uno sale a luchar por si mismo, por lo que quiere, por su familia, para tener algo de por si. Verlo de adentro es una cosa y verlo de afuera es otra cosa. […] Y la misma gente que ahora ve en la tele y dice que esto que lo otro, se acerca y te pregunta, « che, ¿puedo estar con ustedes ? ». «Quiero ser *piquetero* » te dicen ellos. Y digamos que bueno, *piquetero* es un nombre que nos puso el gobierno a nosotros pero digamos nosotros somos personas comunes y corrientes que salimos a reclamar lo nuestro. Y hay gente que se te arrima y te pregunta y vos le explicás y le decís y después la vemos al lado nuestro en las marchas y los piquetes.

son parcours et au changement de perception opéré. Finalement, le recours à la télévision apparaît comme une allégorie qui synthétise le point de vue extérieur et apparaît comme une formule qui dénonce ce qui est faux, et en même temps, qui explique sa validité pour ses *vecinos*.

Les termes de Marina véhiculent une intuition qui concerne plus précisément le problème de l'irrationalité de l'action collective. La « folie », nous dit elle, qui est associée aux organisations de *desocupados,* relève d'un regard à distance qui ne tient pas compte d'une forme de savoir acquis par l'expérience. C'est cette expérience, et non seulement les raisons énumérées, qui fait d'elle une personne ordinaire, normale pourrions-nous dire, et donc raisonnable. Cette réponse nous invite à dépasser les premières impressions qui pourraient nous conduire à considérer les *piquetes* des organisations de *desocupados* comme traduisant l'expression de l'absence de cohésion sociale, de l'anomie, du non-sens. Elle constituera une réponse provisoire à la manière dont nous traitons cette question qui concerne tant des enjeux politiques des MTD que des questionnements sociologiques sur le type de liens établis à l'intérieur des organisations des *desocupados* et donc sur la nature de l'espace, associatif ou corporatif, citoyen ou clientéliste, pluraliste ou communautaire, des appartenances volontaires ou coercitives, prenant en considération l'expérience des acteurs[17]. S'inscrivant de pair avec les avertissements qui nous exhortent à ne pas voir dans la mobilisation sociale un phénomène nécessairement vertueux (Escobar, 1992, Fraser, 2004), notre démarche consistera à mettre en rapport les catégories sociologiques avec l'expérience des acteurs afin de tester leur validité, de les préciser ainsi que d'éviter un usage ethnocentrique à partir duquel certaines démocraties se verraient définies par des qualités qui leur seraient étrangères et les mobilisations des secteurs populaires par leur caractère pré-politique. Dans la mesure où comme nous le rappelle Schütz (2003, 63), lorsque nous souhaitons étudier les phénomènes sociaux, il n'est pas possible de les comprendre en dehors de leur relation avec le schème des motifs humains, des moyens et fins humaines, de la planification humaine – en somme au sein des catégories de l'action humaine.

Ces catégories, se présentent dans le récit de Marina sous la forme d'un positionnement dont nous pouvons dégager trois éléments. D'abord sa propre situation, le constat du chômage et des moindres possibilités d'agir contre lui, les voies ordinaires de recherche d'un emploi ne fonctionnant pas. Ce constat s'accompagne de l'action : elle se tourne vers les organisations de *desocupados.* Une évaluation intervient alors. L'action

[17] Cela ne peut pas non-plus réduire notre recherche à la reproduction sous des formulations savantes de discours militants.

contestataire est jugée du dehors et du dedans du groupe. En adoptant le point de vue extérieur, Marina reconnaît les alternatives socialement légitimes disponibles. Elle tente de soumettre son choix aux critères légitimes et de le rapprocher de ce que souhaitent les gens ordinaires, ce qui est dans leur droit ; puisqu'elle considère en faire partie. Néanmoins, elle reconnaît que, sans le point de vue intérieur, son choix demeure, en principe, contraire aux mœurs des gens ordinaires, stigmatisant par la violence, l'irrationalité évoquée et le risque qui en découlent de s'inscrire en dehors des frontières du social. En somme, l'évaluation opère un dédoublement dans lequel elle prend pour fait la rupture sociale associée à la contestation. Un troisième élément est celui de la tentative de rapprocher son choix de celui des gens ordinaires. Il s'agit alors d'établir une catégorisation qui rendrait du même coup l'alternative des MTD légitime. Cette tentative prend en considération l'hostilité affichée à l'égard des actions violentes et l'image que peuvent donner les organisations de *desocupados* via la modalité d'action qui est la leur et les identifie, comme *piqueteros*[18]. Elle refuse alors le nom de *piquetero*.

La démarche ethnographique et la définition de notre objet d'étude

Si nous pouvons mettre en exergue les dénominations mobilisées par les membres des différents groupes, il semble nécessaire de préciser les difficultés inhérentes aux termes véhiculés par les théories de l'action collective. Qu'est ce qu'une action collective ?

Dans son ouvrage sur les théories de l'action collective, Daniel Cefaï (2007) met en dialogue les traditions de la sociologie française et américaine dans le traitement des phénomènes collectifs. Il parvient de la sorte à montrer les multiples définitions opérationnelles autour de « l'action collective ». L'auteur nous livre un tableau des différentes approches dans lesquelles les différents tenants postulent des objets empiriques divers.

Un des problèmes notamment suscités par les différentes approches consiste en la tendance à privilégier une série de phénomènes et à en laisser d'autres de côté. La visibilité des mobilisations des rues apparaît comme un moment décisif. Néanmoins, elle donne lieu à des analyses binaires, privilégiant le moment du conflit. Ces approches ne restituent pas la complexité des phénomènes étudiés. Ces types de descriptions sont, par ailleurs, à l'œuvre sur le terrain étudié et on ne saurait occulter leur importance dans la

[18] Le retour des média est souvent commenté lors des assemblées. Ainsi, lors des campements, il est habituel de voir circuler la presse nationale ou locale parmi ceux qui ont passé la nuit dans la rue.

définition des stratégies de mobilisation des groupes. Sur le ton d'une évidence criante, un dirigeant réalise un pronostic sur le résultat des élections présidentielles en mai 2003 :

> La seule chose que l'establishment a préparée pour nous est des bâtons [*el garrote*]. Cela, on le sait déjà. Certains [candidats] le feront avant que d'autres mais c'est cela qui nous attend. Pour cette raison, nous nous mobilisons. Tout d'abord, par solidarité avec les *compañeros*. Mais aussi parce *nous* considérons que si l'on touche *un des nôtres, nous sommes tous touchés*. Ces choses [la répression] tu ne peux pas les laisser passer, autrement elles se généraliseraient[19].

Ces moments privilégiés de conflit rendent effectivement visibles un « nous » fort, presque physique, résumé par la consigne « si on touche un de nous, on nous touche à tous » qui évoque l'agression physique. Dans le slogan, elle est presque organique ou religieuse, évoquant une identité entre l'individu et le collectif, la partie et le tout, le membre et le corps. Effectivement, les mobilisations en opposition à la répression policière forte et, parfois, meurtrière qu'ont subie les organisations de *desocupados* à différents moments, reçoivent également, le soutien des organisations des droits de l'homme dont on connaît l'importance dans l'avènement de la démocratie en Argentine[20]. Ce regard militant est souvent repris par les analyses sociologiques qui proposent l'émergence d'une « identité *piquetera* ». C'est le cas notamment de Svampa et Pereyra[21]. Leur enquête, *Entre la ruta y el barrio*[22] est consacrée à l'étude et à la comparaison des organisations *piqueteras*. L'ouvrage contribue à distinguer les particularités des blocages de routes produits dans les enclaves pétrolières, non seulement à Neuquén mais aussi dans le Nord du pays, à Général Mosconi. Ce travail permet ainsi de relier ces blocages de routes avec ceux du GBA, tout en thématisant leurs différences. Les auteurs proposent ainsi une analyse de l'histoire des organisations *piqueteras* ainsi que de leurs positionnements politiques. Dans leur reconstruction du processus de formation d'un « mouvement des *desocupados* », ils établissent trois critères ou lignes directrices générales qui interviennent. Une ligne politique, une ligne syndicale et une ligne territoriale. Les auteurs situent dans la première catégorie les organisations dont les

[19] L'analyse politique de ce dirigeant de *La Veron*, a été formulée en avril 2003, à la veille des élections présidentielles. Il évoque l'emprisonnement d'un dirigeant *piquetero* du Nord du pays, P. Fernández : Lo único que tiene preparado [el establishement] para nosotros es el garrote. Eso lo sabemos, algunos lo van a hacer mas rápido y otros lo harán mas lento pero eso se viene. Por eso mismo nos estamos movilizando. En principio por solidaridad con los compañeros y también porque entendemos que donde tocan a uno, tocan a todos. Entendemos que estas cosas no hay que dejarlas pasar porque si las dejas pasar se generalizan.
[20] Le slogan même (*cuando tocan a uno, nos tocan a todos*) y puise ses origines.
[21] Svampa et Pereyra (2003).
[22] En France, Svampa et Pereyra (2004).

modalités d'action sont « empruntées » aux institutions politiques. Par exemple, le PO (*Polo Obrero*), la FTC (*Federación de Trabajadores Combativos*) ou encore le MTL (*Movimiento Tierra y Liberación*) entre autres, qui « renvoient plutôt à une matrice commune unique qu'à un accord politique fondé sur le diagnostic de la situation argentine, et de ce fait, sur la nécessité de développer un plan de lutte à partir d'une confrontation ouverte avec le gouvernement »[23]. En ce qui concerne la « ligne syndicale », les auteurs considèrent que l'élément décisif de ces mouvements sociaux a trait à la composition interne des organisations, comme c'est le cas de la CCC (*Corriente Clasiste Combativa*) et la FTV (*Federacion Tierra y Vivienda*). Il s'agit, autant pour les portes paroles, désignés par le terme de « référents », que pour les « bases sociales » des anciens travailleurs industriels, des anciens travailleurs précaires, des femmes qui ont peu participé au marché formel du travail et des jeunes sans expérience de travail formel ou informel. En fin, la « ligne territoriale » regroupe les organisations « qui ne participent pas d'une manière organique à aucune des deux lignes de participation précédentes »[24]. Cette catégorisation des organisations en trois groupes, met en exergue le rapport entre les *piqueteros* et les partis politiques ou les syndicats dans leur émergence. Certes, elle permet d'identifier les groupes en fonction de plusieurs variables, mais elle n'en confère pas moins la primauté à des prises de position politique. Par ailleurs, la présence des femmes et des jeunes qui ont peu ou pas travaillé formellement est relevée dans la plupart des organisations. Ces auteurs étudient, également, la nouveauté que constituent les mouvements de *piqueteros*, notamment en ce qui concerne les inégalités hommes/femmes ; de même, soulignent-ils le rôle des classes moyennes dans les mouvements. Certes, nous ne sommes pas confrontés à une description monolithique d'un « mouvement social » homogène. Néanmoins, l'expérience des membres qui en font partie occupe une place secondaire dans leur analyse. Dirigeants et référents semblent à eux seuls incarner les organisations et les mouvements. Les mots du dirigeant « si l'on touche *un des nôtres, nous sommes tous touchés »* peuvent suggérer l'existence d'une identité *piquetera* renforcée par les choix méthodologiques privilégiant les moments de conflits et les paroles des dirigeants.

Lorsque nous parcourons l'ensemble de la littérature, nous constatons que la hiérarchisation est donnée aux enjeux politiques des organisations. Elle se traduit dans la place privilégiée occupée par les dirigeants et « référents »[25] dans ces récits, dont nous

[23] Id. p. 62.
[24] Id. p. 67.
[25] Nous reviendrons sur ce terme plus loin.

avons fait le constat. Néanmoins, dans nos recherches, les traitements qu'en font les membres sur les objectifs politiques des organisations sont pluriels. Ils sont mis en rapport avec des objectifs personnels et familiaux. Les actions collectives sont donc analysées sans prendre en compte les articulations supposées non politiques sur lesquelles elles prennent appui, notamment les réseaux familiaux et de quartier. Comment comprendre l'*émergence* de l'action collective sans rendre visibles des appuis qui, eux, demeurent immergés ? Quels sont les liens sur lesquels ces phénomènes prennent appui ? Demeurent-ils immuables lorsque le moment vient de passer à l'engagement ? Comment rendre compte des engagements qui évoluent sans peindre une caricature des membres engagés, purement volontaristes, sortis de nulle part, opportunistes ou déserteurs ?

Le tournant décisif a été de nous apercevoir, que la comparaison des militants avec les non militants, observés dans leur même milieu social, transformait la compréhension de l'ensemble du domaine d'investigation. Il s'agissait de développer une démarche où l'analyse s'appuie sur les discernements effectués en cours d'investigation. Ce type d'interrogations est corrélé à plusieurs autres dimensions notamment les parcours perméables sur le long terme entre militantisme et non militantisme, engagement et retrait, division du travail entre familiers pour répartir les responsabilités privées, économiques et publiques, variant elles aussi dans la durée. L'importance attribuée ici à l'expérience propre des acteurs nous a donc amené à procéder à une observation de ces travailleurs sans emploi dans la dynamique quotidienne au sein de leurs organisations et dans leurs quartiers.

La méthode de la « description dense » permet ainsi d'enquêter sur les mêmes situations critiques pour analyser comment bifurquent les décisions de prendre et de ne pas en prendre des engagements militants. Le parti-pris est une sorte d'ethnographie politique non déterministe ouvrant à la reconstitution des cheminements au sein des possibilités ouvertes en situation. Une perspective microsociologique permet par exemple, d'observer les multiples utilisations du pronom « nous » localisées et certainement pas homogènes. Les conférences de J. L. Austin (1970) réunies dans le volume *Quand dire, c'est faire* proposent une étude analytique du discours et soulignent l'importance des « énoncés performatifs ». Cette perspective nous intéresse en ce qu'elle situe l'action du discours dans le cadre d'une théorie générale de l'action. Aussi, l'auteur privilégie-t-il l'usage de la langue ordinaire, ce qui la rend ici encore plus pertinente. Austin discute les caractéristiques nécessaires à l'accomplissement d'un tel acte. Bien évidemment, les circonstances dans lesquelles les mots sont prononcés sont fondamentales pour valider

leur performativité, car il peut même arriver qu'une affirmation revête un caractère performatif. À la lumière de plusieurs objections – certaines d'entre elles sont les mêmes qu'on pourrait opposer à tout type d'action – la distinction entre énoncés performatifs et affirmations s'effondre au profit d'une distinction entre énoncés constatifs et énoncés performatifs. Les premiers présentent un caractère descriptif et les seconds exécutent des actions, ce qui signifie que pour reconnaître les performatifs, il faut plutôt examiner les usages de la langue ordinaire dans l'action que les critères grammaticaux. En fait, on fait quelque chose, par le fait de dire quelque chose[26]. S'agissant de l'invocation d'une formule, la validité, la *félicité* de l'acte peut se rapporter aux procédures qui la constituent[27]. La force illocutoire ne se réduit cependant pas à la production ou reproduction de conventionnalismes mais se décline en fonction des usages possibles socialement situés.

Les traditions sociologiques d'analyse de l'action collective peuvent ainsi être complémentées par une analyse ethnographique, appuyée sur les liens établis entre membres et non membres, notamment parmi leurs proches et *vecinos* et le sens qu'ils prennent dans leur quotidien. Ce glissement n'est pas mineur, nous semble-t-il, car il permet d'éviter la réification des attributs sociaux (l'âge, le genre, l'expérience, les diplômes) qui apparaissent, dans notre perspective, redéfinis par les usages qu'en font les membres. Il nous permet d'insérer nos analyses dans l'espace local et de mettre en exergue des modes de vie qui excèdent le fonctionnement des organisations de *desocupados*. Au lieu de construire a priori des limites de notre terrain, ces derniers sont établis au cours des interactions qui donnent sens aux activités développées. Dès lors, l'observation classiquement centrée sur les dirigeants et les militants, déborde le seul cas de ceux-ci pour inclure les membres et leurs proches, non-membres.

Les moments de négociations ainsi que les moments de coordination avec les autorités apparaissent dans le quotidien des organisations mais aussi des *vecinos* et des membres de la famille qui n'appartiennent pas à ces groupes. Les objectifs et motivations des membres sont divers et fluctuants. Ils nous montrent la nécessité d'explorer les modalités dans lesquelles un « nous » cohabite avec des simples coordinations des « je ».

[26] Austin (1970) se penche sur la langue ordinaire pour y distinguer plusieurs valeurs qu'un mot ou une phrase peuvent revêtir selon le contexte linguistique. Il propose ainsi deux catégories de performatifs : illocutoires et perlocutoires. Les actes perlocutoires sont situés à l'extrême opposé sans exigences formelles et médiatisés par un dispositif plus vaste destiné à produire un état des choses différent. En disant quelque chose, on fait quelque chose, ce dernier est temporellement médiatisé. En fait, ni les uns ni les autres ne se présentent à l'observation de manière pure.

[27] Eliseo Veron (1987), dans le sillage de Pierce, soulève la nécessité d'abandonner dans le cadre de l'analyse discursive, les schémas binaires pour introduire une troisième dimension, celle de la tércéité de la sémiotique sociale.

Brève description méthodologique et des conditions d'enquête

La délimitation de notre problématique requiert l'emploi d'outils d'observation pertinents, qui nous permettent de rendre compte du sens de ces protestations pour le droit au travail, ainsi que la manière de le comprendre. Il s'agit en effet de comprendre quel est le sens partagé par les membres de ces organisations de sans-emploi et construits non seulement à l'intérieur des organisations et durant les actions collectives, mais également à l'extérieur de celles-ci, confrontés aux attentes des proches et de l'entourage. Aussi, observerons-nous l'inscription des sujets dans plusieurs chaînes d'action situées dans le temps, et dans l'espace, ce qui nous permet de rendre compte d'une dynamique de transformation des acteurs. Il s'agit d'un cheminement qui commence dans les lieux publics des manifestations, nous conduit dans les quartiers où se déroulent les activités quotidiennes réalisées par les organisations étudiées et qui ouvrent également la voie aux liens familiaux et de voisinage indissociables dans la pratique mais analytiquement détachables. La méthodologie adoptée relève de l'analyse anthropologique, et de manière encore plus précise, un travail d'observation participant et non participant aux lieux de vie des personnes étudiées.

Dans la perspective qui est la nôtre de comprendre l'exercice de typification dans la vie ordinaire, c'est-à-dire d'évaluation et confrontation à certaines normes et repères communs, mis en œuvre par les acteurs eux-mêmes, il nous est paru nécessaire de conférer une place centrale à l'observation et au partage des lieux de vie. De surcroît, la réalisation d'entretiens dans l'entourage nous a permis de livrer une « description dense » des vécus des acteurs. Les analyses présentées ici sont issues d'une enquête ethnographique qui s'est déroulée depuis le mois d'août 2003 en quatre phases d'enquêtes successives d'une durée allant d'un à deux mois, chacune dans différents sites ou se développent plusieurs réseaux des organisations *de desocupados*. Nous gardons un regard privilégié sur les sites de Berisso et Berazategui afin d'établir une perspective comparée. Ces deux MTD étaient, en principe, réunis au sein d'un seul et même réseau, appelé La Veron et vers la fin de 2002, plusieurs MTD se sont séparés constituant deux différents réseaux : MTD *Anibal Veron* (AV) et *Frente Popular Dario Santillan* (FPDS) respectivement[28] – FPDS et La Veron respectivement. Nous avons aussi travaillé dans

[28] Le réseau de *La Veron* commence à fonctionner en 1998. En 2002, une partie des organisations quitte cette organisation et constitue le FPDS. Les origines communes des organisations leur confèrent des similitudes. Toutes les deux s'organisent sous la forme de MTD et défendent les mêmes mots d'ordre : *Trabajo, Dignidad, Cambio Social* (Travail, Dignité et Changement Social). Néanmoins, la division survenue vers la fin de 2002 rend explicite différentes conceptions du travail et de l'activité qui sont d'intérêt pour notre recherche.

d'autres districts de la banlieue sud de Buenos Aires à Ensenada, La Plata, La Matanza, Florencio Varela et Esteban Echeverria.

Les deux organisations, le MTD de Berazategui[29] et le MTD de Berisso[30] ont été créées en 2002. Premièrement, ce choix nous a permis d'explorer des terrains inédits. La plupart des études existantes posent en effet la question de l'émergence des mouvements sociaux et se concentrent sur les organisations créées entre 1996 et 1998. Néanmoins, les enquêtes débutent à compter de l'année 2000, lorsque les organisations et leurs dirigeants ont acquis une certaine stabilité. Ayant travaillé sur deux organisations rattachées à différents réseaux -MTD *Anibal Veron* (AV) et *Frente Popular Dario Santillan* (FPDS) respectivement –, nous avons pu suivre les voies successives empruntées, les projets abandonnés et les transformations qui se sont opérées au cours du temps. Observer le temps dans lequel se déroule l'action nous permet de situer les enjeux dans un présent ouvert à des démarches plurielles, plus ou moins fructueuses. Il diffère de celui du regard rétrospectif plus enclin aux récits linéaires, souvent rapprochés de données qualitatives. Le caractère rétrospectif à l'œuvre dans les récits est souvent désigné comme une faiblesse. Les protagonistes des événements tendraient, de manière plus au moins volontaire, à chercher à établir une certaine cohérence dans les faits dont les enchaînements apparaîtraient alors comme inévitables. Notre enquête longitudinale permet de retracer les marges de manœuvres oubliées, les hésitations qui deviennent certitudes ou, au contraire, les déceptions susceptibles de résulter de l'engagement. Sans prétendre écarter le regard rétrospectif, nous présentons des récits qui peuvent contenir des rappels des possibilités oubliées, abandonnées, des contre-exemples, qui font partie des processus en cours dont l'évaluation peut changer en fonction d'événements postérieurs.

[29] Le district de Berazategui est localisé dans le Sud du GBA. Il compte 287000 habitants. En 2002, le taux de chômage était de 30 %. Nous renvoyons à l'Annexe pour sa situation géographique.

[30] Le district de Berisso se trouve au Sud de Buenos Aires et fait partie du Gran La Plata. À huit kilomètres de la ville de La Plata, capitale de la province de Buenos Aires. Il compte 80000 habitants (INDEC 2001). En mai 2002, selon les études de l'INDEC, le taux de chômage y était de 22 %. Le taux de personnes en-dessous du seuil de pauvreté était de l'ordre de 49,7 % et celui de pauvreté extrême, de 22,7 %. Nous renvoyons à l'Annexe pour la situation géographique.

Le partage de la vie ordinaire comme une implication indispensable

Aussi, au cours de nos travaux de terrain, cette méthodologie d'enquête s'est avérée être une possibilité d'interaction avec les membres au sein desquels nous avons pris également la place de l'interrogé[31]. La participation à la vie ordinaire des enquêtés commande un travail de sociologue, qui ne s'intègre pas en tant que membre du groupe – bien que sa place soit parfois ambiguë parce qu'il y participe ; mais la confiance acquise lui permet de devenir un véhicule d'information et de rapprocher des expériences éloignées. C'est au cours de ces échanges que nous avons constaté l'importance qu'il y a à s'engager sur le terrain. Ainsi, au fur et à mesure que notre présence sur les terrains, fut perçue comme non problématique, nous avons été sollicités pour participer à des activités et nous nous sommes laissés « affecter » (Favret-Saada, 1990) par ces interpellations, certaines d'ordre pratique, comme apporter un cahier, écrire une lettre, aider un enfant à faire ses devoirs d'école, d'autres (plus polémiques selon une conception positiviste de l'objectivité scientifique) concernant nos points de vue sur des sujets de discussion au sein des mouvements. Loin de nuire à la qualité de notre projet de recherche, ces exigences faisaient montre d'une certaine place que nous pouvions occuper à l'intérieur des groupes. Ainsi, lors d'une fête du quartier Selma, une militante expérimentée du MTD m'a-t-elle lancé : « T'as vu ? Nous sommes pas mal démocratiques, n'est-ce pas ? »[32]. Si, de par sa formulation, la phrase ne laisse pas grande place à une opinion contraire, – elle induit une réponse par l'affirmative – c'est par la confrontation qu'elle opère, requérant un réel positionnement de la part du sociologue, que nous ne pourrions imaginer qu'une réponse neutre soit apportée à une telle interpellation. Tout au long de notre terrain, nous serons amenés à occuper en réalité tour à tour plusieurs positions, y compris celle d'une *compañera !*

Nous avons exploré la manière dont les actions politiques des mouvements *de desocupados* sont imbriquées dans le vécu quotidien des acteurs. Ceci nous a permis de confronter les démarches *de desocupados* d'avec celles de ses parents ou de ses *vecinos* du quartier qui, tout en étant dans une situation de précarité et de chômage, n'ont pas recours à l'action collective. Nous avons procédé à une analyse relationnelle afin d'articuler l'expérience de ces sans-emploi au sein d'un réseau de relations qui véhiculent

[31] Entre autres, nous avons été interrogées au cours de notre travail, sur les autres mouvements de *desocupados* ainsi que sur l'existence et les caractéristiques des organisations de chômeurs en France.
[32] ¿Viste? Somos bastante democráticos, ¿no? Selma, MTD Berisso, 2006.

plusieurs types d'interactions et lui confèrent un sens, en particulier d'ordre familial, de voisinage, économique, politique ou autres. La métaphore du réseau ne s'essaye pas, ici, à négliger le caractère hiérarchisé établi entre certains rapports. En revanche, elle nous permet de comprendre la multiplicité des rapports établis et leur nature à partir des échanges qu'ils véhiculent. De ce fait nous nous éloignerons d'une idée d'individualité en relation avec l'acteur collectif en tant que deux entités isolées. Comme le propose Elias (1981), il semble plus pertinent de considérer, ici, l'individu relié de multiples façons à plusieurs collectifs ou « associations interdépendantes ». Les entretiens sont articulés avec nos propres observations ainsi qu'avec les recherches existantes afin de rendre compte de la complexité de ces catégorisations.

Au cours de notre enquête, les catégories dichotomiques se sont avérées des approximations trop schématiques pour bien comprendre les phénomènes observés. Elles sont rendues inopérantes par les membres qui nous confient leurs pensées et leurs douleurs les plus intimes (perte d'un bébé, d'un enfant, dépression). Ils ne se posent pas les mêmes questions que celles avec lesquelles nous les avions abordés. Nous arrivions avec des interrogations sur l'action collective, au moment même où s'effectuaient les mobilisations. Eux ont imposé un cadre complètement différent : ils ne séparaient pas leur mobilisation des questions d'organisation de leur vie personnelle, familiale, et de la justice qui, elle, à leurs yeux, ne connaissait pas de cloisons entre la vie privée et la vie publique. Pour basculer de nos catégories aux leurs, il était indispensable de passer par leurs récits dans le face-à-face avec le sociologue. Elles nous ont conduits à restituer ces phénomènes peu présents dans la littérature et pourtant reliés par nos interlocuteurs au cœur même du récit du sens du juste qui a initié leur mobilisation.

Nous inscrivons ces expériences dans leurs parcours afin de saisir les dynamismes auxquelles elles donnent lieux, notamment par le passage de membre à non-membre. Ces différentes expériences seront prises en considération car elles représentent des outils propices à l'élaboration de leurs propres récits de vie et de leurs projets d'avenir, au-delà de la satisfaction des seuls besoins immédiats. Nous considérons donc les trajectoires de *desocupados* à l'école, au travail et en famille afin de ne pas isoler les expériences quotidiennes du contexte pratique, qui leur confèrent sens. Ces données, obtenues grâce aux entretiens, seront restituées via l'analyse du discours qui permet de repérer les catégories mises en exergue par les propres acteurs et à analyser les occurrences dans leur contexte. Il s'agit d'élucider rigoureusement la valeur proprement « expérimentale » des

épreuves traversées par nos interlocuteurs, une valeur expérimentale que l'écriture doit trouver les moyens de mettre en récit.

L'importance, ici, attribuée à l'expérience propre des acteurs nous a donc conduits à procéder à une observation de ces travailleurs *desocupados* inscrits dans la dynamique quotidienne au sein de leurs organisations et dans leurs quartiers. Ce point nous permet de souligner la diversité des membres ainsi que les modalités d'engagement dont ces hommes et ces femmes font preuve dans le fonctionnement quotidien de réseaux en étroit rapport avec les conditions de vie difficiles qu'ils doivent surmonter. À partir de l'exigence ethnographique que propose Geertz (2000, 80), nous tenterons de « trier des structures de signification (…) et de déterminer leur contexte social et leur portée ». Le passage obligé par le point de vue des acteurs requiert cependant une évaluation des catégories sociales qui composent le noyau de notre problématique. De ce fait, si les notions de travail ou de chômage véhiculent, pour les acteurs, un sens du juste, elles se rejoignent dans des activités et des engagements plausibles à l'intérieur ou à l'extérieur des acteurs collectifs afin d'atteindre un certain ordre des choses. La méthode de la « description dense » met ainsi en valeur la pluralité d'ordres normatifs et de sens du juste qui peuvent être pertinents mais aussi entrer en conflit.

Inspiré des réflexions de l'ethnométhodologie, Silverman (1993) nous présente l'analyse textuelle comme étant complémentaire de celle de l'ethnographie. Plus précisément, l'observation du contexte de la production du discours n'est pas « externe » mais constitue plutôt une partie du discours lui-même. Certaines catégories proposées par Van Dijk, telles l'environnement, l'accès à la parole, tentent de mieux saisir la production du discours. En particulier lors de nos premières analyses des pratiques du travail et de leurs évaluations par les acteurs, il nous a été possible d'avancer dans la conceptualisation dans la mesure où nous avons précisé les contextes d'utilisation des différentes notions, les positions des membres – ou non membres – du mouvement, leurs attentes par rapport à celui-ci. De même, ces récits ne peuvent-ils pas être considérés en tant que de neutres descriptions de faits « bruts » puisqu'elles sont le fruit d'une élaboration à partir de nos notes de terrain, de la confrontation de nos questionnements aux sujets faisant partie de notre enquête. Ces données ont été construites comme tel en fonction de leur pertinence pour répondre à la problématique proposée et ont suscité des questionnements et reformulations diverses au cours de notre travail.

Ces observations nous permettent de mieux maîtriser l'univers de signification des mouvements de *desocupados* ainsi que de circonscrire leur discours en rapport aux enjeux

à l'œuvre lors de leurs formulations. Ainsi contextualisée, l'analyse de discours est-elle en mesure d'éclairer les enjeux rencontrés et de dégager des interprétations *pertinentes* pour comprendre, surtout s'agissant des interactions entre les membres mais aussi entre les membres et moi-même, la notion de travail propre à ces personnes qui s'engagent dans l'action collective pour subvenir à leurs besoins. Notre étude relative aux actions des hommes et des femmes confrontés au chômage et au sens qu'ils lui procurent, ne se limite pas à leurs seuls discours. L'analyse de discours nous permet en effet de comprendre la nature des relations établies par les acteurs, les justifications mises en avant par des valeurs précises. En ce sens, les discours ne peuvent être aucunement considérés en opposition aux actions comme la seule réalité sociale mais comme des discours constitutifs d'une perception de cette réalité. Lorsqu'on parle de pratiques significatives, l'accent doit alors être mis sur la manière dont une action particulière est signifiée. En effet, l'observation des activités précises mises en place pour faire face à la situation de précarité implique l'analyse de la dimension économique qu'elles comportent. Aussi considérons-nous les différents usages affectés aux allocations de travail temporaire.

Notre approche à l'objet d'étude comporte trois axes de recherche, définis à partir des enquêtes menées pour rendre compte du paradoxe de l'action collective des travailleurs *desocupados* et afin d'approfondir certaines de ses dimensions souvent délaissées au profit des dimensions politiques de l'engagement : l'action collective et les liens sociaux sur lesquels elle prend appui ; la conception du travail mobilisée par les *piqueteros* ; le sens du juste qui anime les différentes stratégies face au chômage. En même temps, ces axes contribuent à structurer nos données et à les traiter fructueusement, à l'aide d'une analyse qui permet d'en faire ressortir toute sa richesse sans négliger l'articulation nécessaire à des problématiques sociologiques plus larges. Notre questionnement sur les types de liens établis au sein des groupes et des quartiers se retrouve ainsi au cœur des choix difficiles qui sont amenés à produire nos interlocuteurs.

Première partie : L'action collective située

Il nous est apparu nécessaire de mettre en exergue les va-et-vient entre action collective et la constitution des liens sociaux, d'autant que la situation de chômage est reconnue par la littérature comme constituant un facteur d'isolement et de stigmatisation

de l'individu[33]. Telle que la littérature le laisse apparaître, la stigmatisation du chômage est présente dans toutes les sociétés, y compris celles ou le droit social contemple les situations de chômage ; ce qu'illustre notamment Schnapper (1981) lorsqu'elle étudie la situation des chômeurs en France. Cette enquête souligne que « le chômage est perçu par les femmes et les hommes comme une honte. Quels que soient les raisonnements, appuyés sur une connaissance d'ailleurs inégale des conditions économiques, tendant à montrer que la situation de chômage n'est pas individuelle, qu'elle est liée à une conjoncture nationale et même internationale, le *sentiment de honte* apparaît chez les chômeuses autant que chez les chômeurs – honte d'être inutiles, d'être secourus ou assistés » (Schnapper 1981, 34). L'apathie qui découle de ces analyses est considérée plus forte lorsque les individus sont plongés dans le chômage de longue durée, ce qui notamment selon Paugam (1991), empêcherait les victimes d'utiliser les rares occasions de mobilisation qui leur restent[34].

Seulement des études plus récentes s'intéressent plus précisément aux trajectoires de chômeurs permettant de restituer des processus de mobilisation divers (Cohen, 2009). En France, Valérie Cohen (2009,10) analyse l'ensemble des groupes qui ont participé à la constitution des réseaux des chômeurs d'origine sociale diverse[35]. Dans le cas Argentin, où les droits sociaux sont attachés à la situation de salarié[36], l'absence de travail se lie au risque et à l'expérience de la privation matérielle extrême.

Dès lors, les questions qui se posent concernent la possibilité de l'action collective non seulement en termes structuraux (ce qui a été abordé par certains auteurs en termes de structures des opportunités politiques) mais plus fondamentalement en termes de motifs des individus à s'engager dans les collectifs de *piqueteros*, des liens qu'ils y peuvent

[33] D'après Erving Goffman le stigmate désigne un attribut ou qui rend un individu *discrédité* ou *discrédiable* ; « une différence fâcheuse d'avec ce à quoi nous nous attendions » (2001, 13-15).

[34] Rappelons que les mobilisations collectives de chômeurs ont longtemps été considérées comme improbables. Demazière (2000) considère néanmoins que « les actions collectives des chômeurs sont porteuses de critiques d'une codification héritée de la période dite de plein emploi ». Plusieurs auteurs ont analysé les obstacles à la mobilisation des chômeurs, voir à ce sujet : D. Demazière et M-T. Pignoni, (1999) ; D. Demazière, (1996) ; Olivier Fillieule, (1993) ; Olivier Galland et de Marie-Victoire Louis (1981) ; Maria-Teresa Pignoni, (1984).

[35] Sur les difficultés inhérentes aux alliances, on peut se reporter à la synthèse de Lilian Mathieu (2004, 101-105).

[36] L'assurance maladie et les allocations scolaires sont notamment versées avec les salaires. Il convient néanmoins de préciser que, y compris, par les salariés, elles ne sont pas toujours considérées en tant que droits. Souvent, les allocations familiales deviennent une monnaie d'échange lors de conflits portant sur l'augmentation des salaires il s'agit alors d'une manière détournée d'augmenter les salaires sans augmenter les cotisations retraite et d'autres cotisations considérées comme participant à l'accroissement du « coût de la main-d'œuvre ». Les allocations familiales sont versées par l'Etat. A titre d'exemple, un employé à temps partiel ayant trois personnes à charge peut gagner, en 2004, 400 *pesos* de salaire et 450 *pesos* d'allocations. Dans la typologie d'Esping-Andersen (1999), on parle d'un régime corporatiste, les droits sociaux sont indexés sur le statut de salarié.

établir et mobiliser. L'ancrage local de nos observations permet d'opérer un contraste de ceux-ci, avec des habitants des mêmes quartiers, qui partagent plusieurs caractéristiques sociologiques mais qui, eux, ne se sont pas mobilisés. Ainsi, la métaphore de l'émergence de la mobilisation met en exergue qu'une partie visible du phénomène que l'on ne peut saisir pleinement si l'on ne la confronte pas également avec ce qui demeure immergé.

Les origines de l'action collective. *Piquetes* et *puebladas* dans des régions périphériques interpellent l'État

Les antécédents des organisations des *desocupados* étudiées ici peuvent être situés d'une manière générale en trois dimensions : Tout d'abord, les antécédents concernant la forme de contestation et les conditions socio-économiques dans lesquels elle a lieu – le processus dit de « reforme structurelle de l'État ». Ensuite, les antécédents concernant les organisations elles-mêmes, envisagées individuellement qui, selon les cas, peuvent être plus au moins structurées, c'est-à-dire créées à partir d'organisations préexistantes ou de réseaux d'interconnaissance des membres et de leurs dirigeants et finalement, les expériences des membres ayant ou non participé à des formes d'action collective.

La première dimension se rattache aux mobilisations qui ont eu lieu en 1996 dans des régions pétrolifères où le chômage – quelques années après la privatisation de l'entreprise pétrolière étatique YPF – avait fortement frappé. Le 20 juin 1996, la population de Cutral-Co et Plaza Huincul, dans la province de Neuquén – située à l'ouest de l'Argentine dans une région montagneuse et semi-aride de production pétrolière – entreprend une mobilisation, qui acquiert les dimensions d'un soulèvement. Ce phénomène se reproduit en 1997, dans la ville pétrolière de Gral. Mosconi, dans le nord du pays. Désignées sous le terme de *pueblada*, ces manifestations contestataires accompagnées de *piquetes* revêtent une forme particulière : celle d'un siège, à travers des blocages routiers, contrôlé en outre par une population locale hétérogène. L'ouvrage de Svampa et Pereyra (2003), *Entre la ruta y el barrio*[37] contribue à distinguer les particularités des blocages de routes initiés dans des enclaves pétrolières, non seulement en la province de Neuquén – caractérisé par les auteurs sous le mode d'une grande fragmentation sociale – mais aussi dans le Nord du pays, à Général Mosconi.

[37] En France, Svampa et Pereyra, (2004).

À la manifestation, participent ensemble des hommes et des femmes, des jeunes et des adultes, « travailleurs avec ou sans emploi »[38]. La situation de ces régions à la fois périphériques, situées dans des provinces des frontières du pays – Jujuy au Nord et Neuquén à l'Ouest – mais aussi au cœur des transformations survenues pendant les années 1990 rend possible l'interpellation de l'État national qui envoie ses ministres sur place, pour participer à des commissions de crise[39], afin de résoudre les conflits. Sur la scène politique, le conflit se pose comme un problème d'intégration sociale et nationale ce qui dans le cas de Neuquén, est synthétisé sur la forme du chant de l'hymne national à l'annonce de la résolution du conflit[40].

L'ensemble des organisations de *piqueteros* reconnaît comme antécédent de leur organisation (et dans certains cas comme un modèle) les blocages de route de 1996-1997. L'irruption de ces contestations régionales dans la sphère publique nationale est alors apparue comme un moment propice pour investir la mobilisation et amener à la visibilité des activités de mobilisation, jusqu'alors demeurées confinées à l'espace local.

Des organisations de *desocupados* ont aussi été créées dans la banlieue de Buenos Aires

Tout au long des années 1990, ces manifestations ont subi des changements majeurs et des nouveaux acteurs ont fait leur apparition sur la scène nationale. Dans un premier temps, le *piquete* s'est avéré être un outil qui s'articulait à une *pueblada.* Il se transforme, ensuite, lorsqu'il est déployé dans le Grand Buenos Aires, entourant et parfois bloquant le centre politique du pays – la ville de Buenos Aires. Au nombre des caractéristiques propres aux mouvements de *desocupados* et à partir de la généralisation des organisations *piqueteras* tout au long du pays, nous pouvons recenser les traits communs suivants : 1) la mobilisation des jeunes et des femmes dont beaucoup sont sans expérience de travail formel ; 2) des dirigeants et/ou des structures de sociabilité locale reconvertis en représentant des *desocupados* et en organisations permanentes[41] ; 3) l'inscription

[38] Cette formule a été employée afin de considérer comme de travailleurs ceux qui ont et ceux qui n'ont pas de travail. La catégorie de travailleur est reconnue comme un statut de dignité de la personne.

[39] Dans les deux régions, les comités de crises étaient composés par des membres du gouvernement local et national, et des représentants des piquetes. L'Eglise a joué un rôle de médiateur dans les deux cas et un rôle plus important au nord du pays.

[40] Dans ce même sens, il faut également souligner l'importance de l'entreprise pétrolière qui souligne la présence de l'État national dans les régions qui s'inscrit dans le cadre d'une stratégie d'occupation du territoire.

[41] Signalons, ici, que ces organisations ne sont que très faiblement institutionnalisées, qu'elles siègent notamment dans des lieux privés qui sont prêtés aux organisations, à l'exception de quelques dirigeants

territoriale[42] des organisations ; 4) l'adoption des assemblées comme espace de décision ; 5) l'articulation des doléances outre la situation de chômage, concernant notamment la défaillance des services publics locaux, provinciaux ou nationaux et plus généralement ; 6) la diversification des actions collectives (*piquetes*, marches, concentrations, etc.). Notre mémoire de DEA « Les mouvements *piqueteros* en Argentine : l'engagement *des desocupados* dans l'action collective » s'était attaché non seulement à caractériser ces organisations mais aussi et surtout à articuler le vécu de leurs membres confrontés à plusieurs formes de précarité et les propos des acteurs collectifs face à la société et au gouvernement. Nous nous sommes ainsi aperçus de la nécessité d'élargir notre enquête par un contraste entre militants et non militants de milieux sociaux proches. Le regard se déplaçait non seulement des dirigeants et référents vers les membres, mais également vers le réseau familial et celui des *vecinos*. L'abandon d'une certaine primauté des dimensions politiques, mises en récit officiellement par les dirigeants et référents, en faveur des rapports intergénérationnels et locaux laisse place à un mode de rapport au politique qui va de pair avec un rapport au monde.

Ainsi, avons-nous constaté la transformation de la figure de *piquetero* et de leurs organisations, y compris les MTD, qui sont devenues des interlocuteurs face au gouvernement[43]. Ici, nous devons souligner une dynamique d'action enracinée, entre autres, dans l'existence d'organisations préalables et dans des solidarités des espaces intermédiaires, qui, comme nous le verrons, font des quartiers le cœur des activités quotidiennes des *piqueteros*. C'est à partir de ce constat que nous nous proposons d'étudier ces organisations. Le regard « décentré » posé sur l'organisation et appuyé sur le quartier requiert de nous la prise en compte des points de vue des membres des organisations des *desocupados* et du voisinage avec les contextes dans lequel ils s'inscrivent, un déplacement qui n'a guère été effectué par les études disponibles[44]. Il s'agit là de restituer dans cette thèse un chemin que nous avons nous-mêmes parcouru, fait d'expérimentations successives afin de mieux saisir progressivement leurs propres manières d'articuler la vie des familles, des voisinages et des organisations.

---

syndicaux, les militants perçoivent la même allocation de travail temporaire que l'ensemble des sans-emploi.

[42] Sur l'importance de l'inscription territoriale dans la banlieue de Buenos Aires on pourra lire Merklen, (2000).

[43] Ce qui n'empêche pas que la légitimité des blocages de routes ne soit pas questionnée à travers les médias de communication ou du moins certains d'entre eux.

[44] Des recherches plus récentes issues de l'anthropologie s'orientent dans cette même direction, par exemple Quiros (2006), Manzano (2009).

Dans la transformation qui se dessine au sein des organisations de *desocupados* qui réclament des postes de travail en 2000 et constituent des coopératives en 2004, la situation continue à évoluer. Notre dernier terrain en 2007 atteste de ce que les *compañeros* peuvent être de simples travailleurs acceptant de souscrire a des principes normatifs crées par les membres des organisations de *desocupados*. Ils ne se considèrent cependant pas comme des membres, bien qu'ils y travaillent. Les membres, les considèrent des *compañeros* et en aucun cas des employés.

Le premier chapitre rapporte le contexte social, économique et politique au sein duquel émergent les organisations de travailleurs *desocupados*. Les études concernant les changements sociaux et politiques conduits pendant les années 1990 témoignent de la complexité qui caractérise ce changement du régime économique. Trois dimensions seront reprises ici : 1) le changement de l'intervention de l'État dans l'économie, dont la vitesse des changements introduits, (bien que certaines politiques puissent remonter aux années 1970, ses conséquences se font jour d'une manière soudaine et abrupte pendant les années 1990, en particulier sous la forme d'un phénomène de désindustrialisation qui a affecté particulièrement le GBA), 2) les transformations qui concernent plus précisément le travail salarié, les conditions de travail et de chômage compte-tenu de l'expérience des composantes les plus démunies de la population, et 3) le processus de polarisation social aiguë. Notre intention ici, est surtout de fournir au lecteur une notion de l'ampleur des processus sociaux et économiques qui ne sont ni homogènes ni linéaires. Parce que contraire à l'objectif poursuivi, nous ne lierons pas les causes de l'action collective à ces changements structurels.

Ce concours des transformations du paysage institutionnel et de la vie quotidienne demeure présent à l'heure de situer historiquement notre enquête ainsi qu'à l'heure de préciser la place de la dislocation causée par le chômage dans un ensemble des transformations profondes qui sont celles d'un imaginaire du pays et de ses citoyens. Les travaux de Gabriel Kessler (1999, 77-78) sur la paupérisation de la classe moyenne argentine rendent compte d'un effondrement des modèles « historico-culturels » et « générationnels » concernant cette population devenue une composante des « nouveaux pauvres ». Ces modèles cimentaient, pour cet auteur, une forme d'idéologie du progrès que n'est plus valable. L'analyse de ces phénomènes, à partir des classes moyennes donne à voir un processus de fragmentation sociale. Le mythe du progrès n'est pas exclusif de l'Argentine mais au contraire montre l'insertion de cette société dans ce que l'on pourrait designer, avec Castoriadis, comme l'extrême-occident. Dans nos recherches,

l'éblouissement du récit mythique sur le progrès collectif est rattaché à des individus qui font tout de même « le pari » de l'ascension social. D'autre part, ces *travailleurs* constatent que le travail et l'éducation peinent à tenir la promesse de se constituer comme un moyen d'ascension sociale.

Un intérêt particulier sera prêté au débat public, qui a trait au chômage et à la formulation des politiques sociales orientées vers l'aide aux personnes au chômage et sous condition de pauvreté – les deux étant traités par l'État comme étant un seul et même problème. Un détour par l'analyse des programmes sociaux destinés aux chômeurs nous permettra de considérer l'interaction des organisations *piqueteras* et les autorités, souvent nationales mais non seulement, comme un processus d'interpellation. Cette évolution rend compte des transformations suivies par l'action collective elle-même, laissant place à un processus d'institutionnalisation des organisations *de desocupados*. La notion de droit apparaît ici comme un révélateur des tensions entre revendications des manifestants et promesses non tenues des autorités.

Le chapitre trois nous permettra de rentrer en détail dans la formation des organisations *piqueteras* dans l'espace local. Nous analyserons notamment le MTD de Berisso et de Berazategui et les réseaux d'action auxquels ces deux organisations sont politiquement articulés. Les études sur les mouvements sociaux et plus particulièrement sur le mouvement *piquetero* concluent à leur hétérogénéité quant à l'orientation politique qui constitue cet ensemble des organisations ce qui pourrait être considéré comme un mouvement des mouvements (Svampa et Pereyra, 2003). Le concept de mouvement social, étant conçu pour rendre compte de la formation du mouvement ouvrier, les débats, en Argentine, se sont attachés à analyser les spécificités des contestations des *piqueteros* en termes de nouveaux répertoires de l'action collective (Auyero, 2002, 2010, Laufer et Spiguel, 1999, Scribano, 1999) ainsi que l'appartenance à des catégories sociales de leurs membres (Inigo Carrera et Cortarelo, 2000, Auyero, 2002, Svampa et Pereyra, 2003) pour pouvoir les analyser comme étant un nouveau mouvement social ou bien encore les considérer comme une manifestation du mouvement ouvrier. Notre regard, à partir des organisations locales, permet de comprendre le processus d'engagement des individus dans les organisations de *desocupados* à partir de l'expérience qu'en font les individus.

Nous analysons, ensuite, les difficultés rencontrées au sein de l'association. Nous observons des tensions renvoyant à des différences de statuts, de logiques d'engagement, de socialisation et de savoir-faire militant. Les raisons des engagements deviennent également des parcours d'engagement et de prise de distance. Elles se révèlent par le

constat d'un *passage* par les organisations des *desocupados* dans des parcours qui peuvent être « ascendants » ou « descendants ». Le terme de carrière militant peut être utilement interrogé. Ces parcours révèlent également des dynamiques particulières aux actions collectives de *desocupados* qui se sont déployées durant ses dernières années. Cette perspective constitue ainsi une voie d'entrée privilégiée pour mettre en exergue certaines caractéristiques de ces mobilisations et analyser quelques-uns des aspects de la formation des mouvements revendicatifs relevant de populations situées en marge du salariat, dont les ressources sont limitées et qui sont marquées par une forte stigmatisation.

Au lieu d'aborder la question par le biais des catégories sociales qui composent les organisations (étudiants, ouvriers, femmes au foyer) dont la description est nécessaire mais insuffisante étant donné leur hétérogénéité, nous tenterons de reconstituer les réseaux par lesquels on devient membre d'une organisation *de desocupados*. Ceux-ci seront mieux restitués par les distinctions établies par les membres. En effet, sous la solidarité générale établie par le terme de *compañeros,* on rassemble les militants, délégués, référents, *compañeros* de quartier et *vecinos*, des catégorisations qui se transforment au cours du temps laissant place à un processus d'investissement social, politique et affectif. Des réseaux de camaraderie, de voisinage, peuvent être inscrits ainsi à la base de ces organisations. Dans les cas étudiés, il n'y a pas « d'institution mère »[45], au contraire, ce sont souvent les membres qui soutiennent l'organisation par leur réseau familial et de voisinage.

Néanmoins, ces liens peuvent être mis en question. Lorsque l'obtention des allocations se généralise dans tout un quartier et que les *vecinos* connaissent les différents moyens permettant de les obtenir, par l'intermédiaire d'un « *puntero* », par la mairie, ou encore suite à l'intervention des *piqueteros,* les *vecinos* se détachent plus aisément et par différents moyens des connotations stigmatisantes que peut avoir le fait de « vivre des allocations ». Cela se fait d'autant plus au sein des MTD qu'il y a une évocation répétée au « droit » à l'allocation, au « mérite » d'avoir emporté l'allocation dans la *lutte* ainsi qu'au « travail » fourni en contrepartie au service du quartier. Ce renversement du stigmate peut se comprendre plus facilement lorsque l'on entreprend d'analyser concrètement les pratiques de travail à l'œuvre au sein des quartiers.

[45] Nous faisons ici notamment référence à l'ouvrage de John D. Mac Carthy et Mayer N. Zald, (1973).

Deuxième partie : Les conceptions de travail et de l'activité

Au sein des organisations de *desocupados* plusieurs formes d'activité et de travail sont mises en œuvre. Si paradoxal que cela puisse paraître, les *desocupados* s'attachent à la création de travail au sein des MTD. Un tel renversement s'effectue dans un monde de pratiques que les protagonistes réinventent et auxquelles ils confèrent du sens. Au fil des tâtonnements et des confrontations, nous abordons les conceptions de travail et de l'activité mises en œuvre grâce à la coopération entre membres et non membres des organisations de *desocupados* qui se côtoient au sein d'un même quartier et sur un même lieu de travail. Le contraste entre travail et non-travail (chapitre cinq) s'avère, dès lors, un outil indispensable permettant de rendre compte de la multiplicité des pratiques. Cette clarification apparaît d'autant plus nécessaire qu'elle montre une série des positions dans lesquelles les individus sont parfois en désaccord mais tiennent ensemble un lien qui convoque le travail : les *productivos*. Il importe en effet de ne pas « avoir le *plan* pour rien »[46], de s'identifier en tant qu'étant « un groupe de travailleurs », de produire ou reproduire « une culture du travail ». Il y a là une forme d'adhésion à des valeurs communes qui érigent le *travail* comme la forme légitime, permettant de « gagner sa vie ».

Les réflexions de Howard Becker (1985) concernant la théorie de l'étiquetage permettent, ici, de comprendre cette adhésion à un modèle fort, qui demeure présent en dépit des défaillances (également ressenties). Ces conceptions de travail sont inscrites au sein des expériences effectives de travail : le travail « au noir », le plus fréquent, les « contrats de trois mois » dont l'usage a attiré notre attention. C'est de la sorte qui est désigné l'utilisation des périodes d'essai par les employeurs au moment de l'embauche et repris par les travailleurs. Les pratiques qualifiées de travail, d'activité ou encore de chômage, ne semblent pas toujours s'accorder aux usages officiels de la statistique nationale. Une simple reprise par le sociologue ne permettrait pas de rendre compte du *travail durant le chômage*, c'est-à-dire des activités lucratives de substitution (Cottereau 2000) développées dans l'attente de ce que nos interlocuteurs désignent comme un « vrai travail ». Il s'agit d'éviter d'être stigmatisé comme quelqu'un « vivant des *planes* ». La perspective interactionniste proposée à partir des analyses de Becker (1985) permet alors d'approfondir la compréhension des marges de manœuvre ouvert par les individus et

[46] Un *plan,* c'est une dénomination indigène utilisée pour désigner les différents PTT.

même parfois le plaisir qu'ils et elles peuvent retirer du travail par l'accomplissement de soi dans leur travail (Durand, 2000, Cousin, 2007). « Vivre en travaillant » peut se décliner au sein des MTD sous la forme d'un « vivre des *productivos* », une alternative que l'on peut rapprocher, nous le verrons, des formes de l'économie solidaire.

Dans les chapitres six et sept, nous analyserons les diverses activités développées au sein des MTD ici présentées. À prime abord, elles constituent des contreparties de la politique sociale. L'observation de leur mise en œuvre permet, néanmoins, d'en constater les divers usages dont un fonctionnement basé sur le choix de l'espace au sein duquel ce travail est fourni. Nous retracerons une généalogie de la création des différents ateliers au sein desquels les membres et non membres *travaillent ensemble.* Nous nous appuierons, en particulier, sur l'exemple du fonctionnement d'un jardin potager, d'un atelier de menuiserie, d'une boulangerie, et d'un atelier de couture qui ont connu un essor différent, le sort du jardin potager par exemple, marqué par la désertion, s'oppose à l'activité de la menuiserie, dont l'appartenance est convoitée par plusieurs membres.

Les *compañeros* non-membres sont, dans tous les cas, présents. Les tensions de cette coopération sont multiples, en particulier lorsque les non-membres sont inscrits dans des positions hiérarchiques du fait de leur savoir-faire ou bien lorsqu'ils ne partagent pas les conceptions de travail mises en place avec leurs nouveaux *compañeros* (de travail). Le zèle déployé par les non-membres à clarifier leur statut semble révélateur de ces tensions. C'est le cas de Gonzalo que nous avons croisé à plusieurs reprises dans le cadre de différentes activités de quartier. Un jour, à l'« atelier de sérigraphie », dont il se dit intégrant, et alors que celui-ci était en cours de création, en mai 2007, il nous explique qu'il est là pour collaborer au travail, mais qu'il n'est pas « du » MTD[47]. Une liste d'activités à réaliser collée au mur nous semble révélatrice. Un tiers des activités signalées est accompagné de son nom, attestant de ce qu'il en est le responsable. Il est le seul des intégrants de l'atelier à avoir une connaissance du métier. L'atelier pourrait-il simplement fonctionner sans lui ?

Ces situations paradoxales nous interrogent tout au long de notre recherche afin de comprendre la nature de ces choix difficiles et à propos desquels il n'est pas toujours aisé, en réalité, de faire la part du choix de la contrainte. Notre recherche permet de relever divers usages à l'œuvre autour des ateliers *productivos* dont le passage des individus d'un *productivo* vers l'autre, la pratique de plusieurs activités, la continuité, enfin, des mobilisations qui rendent difficile la poursuite et le développement des projets. En

[47] L'expression « *ser de* » du MTD se rapproche de l'expression d'appartenance territoriale comme origine ou lieu d'habitation.

effectuant un rapprochement de ces pratiques d'avec ce que Laville (2000) considère une « approche substantive » de l'économie solidaire, il nous apparaît que la créativité des individus pour résoudre ces tensions est fondamentale. Ainsi, le rapport avec l'État apparaît-il à nouveau complexe et décisif. Comment répondre aux critères techniques des activités productives ? Quelle forme juridique adopter pour avoir accès aux fonds publics ? Le fonctionnement en assemblée est-il possible ? Comment rendre ces activités rentables ? Quelle réponse apporter aux tensions entre rentabilité – en termes de viabilité économique – et solidarité entre les *compañeros* ? Les réponses s'expriment sous forme de tentatives de mises en place par les groupes locaux. Les explorer permettra de conférer des contours particuliers à des pratiques difficiles à saisir sous la simple typification de l'informalité. Les enjeux auxquels ils doivent faire face sont alors autant d'occasions de redéfinir leur place dans le collectif et d'expliciter des règles de fonctionnement et des conceptions du travail qu'il est difficile de classer, parce qu'à mi-chemin entre le « coopérativisme » et le travail autonome.

Dans le chapitre sept, nous nous attardons sur l'expérience des repas communs dans les cantines mises en œuvre et gérées par les membres des MTD au sein des quartiers. En dépit de la réponse insistante des membres qui se sont rapprochés des MTD afin de résoudre le problème de non-satisfaction des besoins matériels de leur famille, ces espaces ont été peu étudiés. Thèrry (2009, 28) souligne que l'on a souscrit trop rapidement à la dichotomie occidentale entre « le public » et « le privé », ou encore « le politique » et « le domestique », et que l'on a assigné, de manière universelle les femmes à un domaine, le privé et domestique, considéré comme traduisant naturellement un lien de subordination dans la vie sociale. Dans cette même veine, plusieurs études montrent le quartier comme étant un espace domestique ou quasi-domestique, ou plus particulièrement en Argentine, un lieu de « repli » du politique lors des multiples périodes autoritaires (et notamment de bannissement du parti péroniste)[48]. Néanmoins, le rattachement des cantines à des lieux de travail peut aussi nous amener à privilégier une autre direction qui mérite d'être explorée. Les activités qui y sont réalisées, certes, reproduisent celles réalisées par les membres dans leur propre foyer. Mais elles sont considérées comme un travail, et acquièrent, dès lors, une visibilité supplémentaire, aussi nous attarderons-nous sur le mode d'implication dans les cantines.

[48] Seulement plus récemment les approches d'anthropologie politique soulignent la politique « des quartiers », des *barrios*, comme un investissement proprement politique. À titre d'exemple pour l'Argentine nous pouvons lire Seman (2002) Frédéric (2006), Grimberg (2009).

> Je considère [la cantine] comme un travail. Pour moi, cela revient à dire, que c'est mon argent, que c'est moi qui l'ai gagné à la sueur de mon front. Ma fierté est de pouvoir dire j'ai payé la facture de téléphone ou d'électricité. Surtout cela, [montrer] que je suis utile, que je ne suis pas là enfermée, ou que je sers seulement à m'occuper des enfants…[49]

Ce que les membres retirent de leur engagement concerne donc ce qu'ils retirent de leur travail en termes d'utilité sociale et familiale. L'activité semble redonner une place du seul fait que l'on est rémunéré, bien que cela, dans d'autres contextes, ne soit « pas assez ». Ainsi, la même activité effectuée dans le cadre de son foyer, considérée sous l'angle du travail produit et de la rémunération perçue ce qui semble acquérir une autre signification. Elle est mieux comprise de par son inclusion dans le parcours des personnes notamment de Mili, qui n'a pas travaillé depuis son mariage, il y a 20 ans. Elle contribue également à régler les dettes que le ménage a contractées pour payer la fête de 15 ans de sa fille aînée. Doit-on considérer cette consommation comme somptuaire ou atypique ? Difficile à expliciter (elle nous l'a presque avoué une fois que ses camarades étaient partis), cette dépense pointe la nécessité de s'interroger sur des catégorisations trop générales et de surplomb comme celles de classes populaires, ou classes moyennes. Elles peuvent être utiles dans une première approche, seulement si nous parvenions à montrer les dynamiques différentes qu'elles recouvrent.

Aussi, la dimension humanitaire développée au moyen des cantines n'est pas moindre. Un dirigeant précisait devant l'assemblée « nous n'allons nier le repas à personne ». Les enfants et les *vecinos* non-membres participent par leur présence dans les cantines à renforcer cet aspect de la légitimité que les membres font valoir dans leurs démarches : s'intéresser à tous, notamment dans les quartiers et non seulement aux membres.

Troisième partie : Le sens du juste

Les personnes rencontrées sont constamment confrontées à des choix difficiles. Ces choix mettent en œuvre des jugements sur ce qui est juste et injuste. En de multiples occasions, ils ne se contentent pas de relever les injustices, ils cherchent à faire valoir les droits en cause, qu'il s'agisse du droit reconnu ou du *bon droit*. Des droits valables pour tous, pour soi-même, ses proches et toute personne, tout concitoyen. C'est ce que nous

[49] Mili, 45 ans, MTD Berazategui, 2006. Yo lo tomo como un trabajo y para mi es como para decir ésta es mi plata, la gano yo. Yo me la gané con el sudor de mi frente. Es mi orgullo de decir pagué la boleta de teléfono, o la boleta de la luz. Más que nada eso, que sirvo, que no estoy archivada ahí, o que sirvo solo para los chicos o nada más.

indiquait explicitement Marina, citée en début de cette introduction lorsqu'elle soulignait sa volonté d'être considérée « comme tout le monde » et comme « des gens ordinaires ». Ainsi, s'est-il dégagé tout au long de notre enquête une force, une passion même, vouée à rendre en la déployant une légitimité dans la parole et dans l'action. L'une des difficultés de restituer les liens établis entre les membres des organisations, notamment de différents parcours, tient à la tension entre autonomie des individus et dépendance qu'elle soulève. Mais dépendance ou autonomie envers qui ? Dans quel contexte ? Il s'agit, en effet, de termes qui devraient être mis en situation afin de pouvoir les utiliser de manière plus pertinente.

Cette tension, on la voit à l'œuvre dans les analyses sur le clientélisme. Certaines cherchent à établir, par cette notion, les modes de contrôle social d'une population passive et prise au piège par sa condition de démuni. Les études sur les statistiques des conditions de pauvreté, semblent fournir, à partir d'un regard extérieur, des fondements à ces réflexions. Si ces dernières sont souvent soumises à de révisions afin de les préciser[50], les conséquences afférentes aux capacités d'agir des populations sont moins revisitées. *A contrario*, d'autres études prennent position pour écarter les pratiques clientélistes des mouvements *piqueteros* en ce qu'ils proposeraient une alternative aux partis politiques, en particulier le péronisme, principal vecteur des politiques clientélistes. Pour notre part, avant même de trancher sur la pertinence de traiter des liens entre les membres des organisations comme des rapports de clientèle, la notion de clientélisme nous intéresse, d'abord, d'un point de vue heuristique. Il s'agit d'une notion dont la validité descriptive locale appelle nécessairement le questionnement si l'on veut rendre toute sa place à l'expérience des acteurs. Nous le ferons à l'aide des notions de droit ainsi que dans l'exploration des multiples enjeux de la proximité. Un choix des membres des MTD et leurs *vecinos* non-membres peut être, ici, décrit à travers des indices comme la possibilité d'emprunter des voies alternatives afin d'accéder à leurs biens et à la place conférée aux tentatives de généralisation de leur cause. Nous tenterons de dégager la dimension

[50] Dans son étude, Salama (2006), regrette que l'on prenne souvent en compte les seuls revenus monétaires, délaissant, de fait, différents mécanismes de solidarité non marchands, ainsi que la subjectivité des individus, qui peuvent se sentir pauvres lorsqu'ils ne sont plus en mesure de faire face aux obligations qui sont les leurs. Ce qui ne semble pas à même de faire partie des statistiques nationales. Sur le programme *Familias* (sur lequel nous reviendrons dans le chapitre 2), l'Indice de Développement Humain (IDH) est également mis en avant. Celui-ci s'appuie sur les travaux d'Amartya Sen qui prônent la pluralité de critères dans les méditions de la pauvreté, notamment sur la « privation des capacités ». Pourtant, cette évolution semble se limiter à un changement de lexique. Une autre approche, pluraliste, celui de la « co-production » souligne les implications individuelles dans la résolution des problèmes de pauvreté à travers des formes de réciprocité (Stephen, Ryan et Boyle, 2008). Ces difficultés ne sont pas exclusives des membres du MTD mais elles ont plus largement trait aux difficultés de se reconnaître dans la pauvreté (Lazarus, 2006), (Vidal, 2007).

positive des initiatives prises par les individus. Le parcours de membres qui « quittent » les organisations peuvent nous dire davantage sur la nature du lien établi. La réalité « à portée » des habitants s'avère ainsi être un monde où, suivant des modalités particulières, les *vecinos* cherchent à accroître leur autonomie. La proximité des membres et non membres est soulignée par certains parcours. Dans ce même sens, les membres continuent à agir comme *vecinos* tout au long de ce parcours à partir duquel sont mises en œuvre plusieurs initiatives. Si le clientélisme est un phénomène omniprésent dans les études sur l'Amérique Latine et en particulier lors qu'il s'agit des secteurs populaires, il s'inscrit, souvent, dans une distance avec les populations. Pour notre part, notre tâche a consisté à observer les liens entretenus dans le quartier ainsi que ceux crées au sein des organisations. En particulier, nous nous sommes attardés sur les pratiques développées dans le cadre d'espaces de « réunion » divers. Ici, semble logée une dualité entre *radicalité* – des propositions normatives – et continuité des modes de rapport au monde. La proximité du quartier témoigne de la récurrence de certaines intuitions, par exemple, concernant le fait de toujours continuer à inscrire ces populations dans le cadre d'une sous-culture de l'assistanat. Le quartier, le lieu de travail, l'assemblée, ne se laissent pas saisir par une analyse dichotomique qui tendrait à traiter de manière scindée les dimensions distributives et intersubjectives de l'engagement politique. Le droit, ou une conception particulière de celui-ci, apparaît à nouveau comme une clé de lisibilité. De manière exemplaire, le droit à prendre la parole, autour duquel les réflexions d'Hanna Arendt nous ont aidés de manière très pertinente, transparaît dans les modes de fonctionnement des assemblées où sont plus précisément mises en œuvre certaines dimensions de l'éthique de l'égalité.

Radical et *radicalism,* sont des termes qui reviennent constamment sous la plume de Michel Walzer (1987) dans son ouvrage sur la révolution calviniste, *La révolution des saints*. Son traducteur, Vincent Giraud, prend la précaution de nous avertir qu'ils évoquent un faisceau de convictions et d'attitudes que le français est impuissant à nommer. Ainsi il précise « *Dans le langage anglo-américain (compte tenu des différences de connotations liées aux circonstances) est un radical celui qui se reconnaît le droit de juger ce qui est vrai et mensonger, juste et injuste, légitime et illégitime, désirable et condamnable, sans soumission aucune aux conventions et aux autorités établies ; il ne sépare pas la défense des libertés individuelles de celle des libertés politiques et lie l'une et l'autre à la recherche du bien public et de la justice sociale. Associant la volonté de transformer les institutions, l'anti-autoritarisme, la critique du privilège, la méfiance à*

l'égard des défenseurs du pouvoir, l'attachement à la participation du peuple aux affaires de la nation, le radicalisme, quoiqu'il ait pu coïncider avec des projets révolutionnaires, relève d'une éthique du politique, plutôt qu'il ne désigne un mouvement régi par une fin déterminée » (Walzer, 1987, 13). La radicalité, dont sont porteuses les organisations de *desocupados,* semble se rapprocher ainsi d'un mode hérétique de rapport au politique qui déborde les lieux institutionnels sensés l'encadrer et canaliser pour devenir un mode de vie critique au nom de la justice, qui englobe la vie privée, la vie familiale et le voisinage. C'est là, encore, une surprise de nos résultats : le mode de vie critique, ne concerne pas seulement la vie militante au sens classique : il concerne beaucoup plus largement une population faisant valoir ses droits, qu'il s'agisse de militants ou d'apparents non militants.

I. L’ACTION COLLECTIVE SITUÉE

« Les dimensions politiques, économiques, juridiques dégagées semblent rendre pertinent une idée du politique plus large qui ne s’intéresse pas seulement à ce qui touche directement ou indirectement aux relations de pouvoir et en traite comme d’un secteur particulier des relations sociales ». Claude Lefort, 1981, p.118.

CHAPITRE I

L'EXCEPTION ARGENTINE DANS LA REGION, UNE PERCEPTION SECOUEE PAR DES INCERTITUDES

I. Introduction

La crise Argentine de la fin de l'année 2001 a pris une ampleur telle qu'elle a été considérée sur la scène internationale tant au plan politique qu'académique comme une situation extraordinaire de par ses dimensions institutionnelles comme de par les événements déclenchés : cinq[51] présidents se sont succédés en dix jours, une partie de la population s'est mise à piller les commerces de proximité et à réclamer de la nourriture aux supermarchés, des couches populaires et moyennes ont effectué des marches vers la *Plaza de Mayo* et la *Casa Rosa* symboles du pouvoir. Ces processus multiples ont attiré l'attention des intellectuels et militants qui ont proposé des interprétations variées.

L'irruption de ces événements sur la scène publique semble comme rendre visible un processus de polarisation accrue de la société argentine, fruit des transformations observées depuis trente ans. Les problèmes d'emploi et de répartition des revenus ne sont pas nouveaux. Le processus d'industrialisation par substitution d'importations a permis l'expansion de l'économie et l'inclusion via l'emploi. À partir des années 1970, des secteurs de l'économie non enregistrée ou « informelle » se développent, pourtant ils seront évalués comme répondant à des nécessités réelles du marché (Llach, 1978) où les personnes bénéficient de salaires « adéquats » ne débouchant pas sur des emplois « refuge » (OIT, 1981). La qualité des emplois occupés par les actifs est très hétérogène. Les caractéristiques de la population argentine d'alors peuvent aider à comprendre cette interprétation. Une scolarisation répandue, mais aussi la constitution des syndicats ont donné lieu à une faible incidence de la pauvreté dans la période de l'après-guerre

[51] Lorsque le Président de la Rua a démissionné, lui a succédé Ramon Puerta, Adolfo Rodriguez Saa, Eduardo Caamaño, et Eduardo Duhalde. C'est ce dernier qui organisa l'appel aux élections quinze mois plus tard. Il n'a pas achevé le mandat de De la Rua suite à la mort de deux manifestants *piqueteros* en juin 2002.

jusqu'aux années soixante-quinze. C'est à partir de cette période que l'économie nationale entre dans des cycles d'instabilité et d'inflation qui vont frapper les classes laborieuses par le chômage et la pauvreté. Dans des conditions politiques de terrorisme d'État à partir de 1975[52], s'entame un processus de transformation de l'économie et de répartition des revenus qui sera approfondi durant les années 1990. Dans l'Argentine des années 1990, les politiques sociales et économiques[53] seront évoquées sous le terme de « el modelo » ; elles eurent pour ambition de reconstituer le modèle du développement après des années d'instabilité économique mais aussi politique.

Urbanisation et scolarisation : un imaginaire de la mobilité sociale ascendante qui se dérobe

Plusieurs études permettent de souligner la particularité de la société argentine dans la région du point de vue de son évolution démographique. Depuis la deuxième guerre mondiale, le taux de croissance de la population active urbaine est ainsi plus faible que celui du total de la population urbaine (2,1 % contre 2,3 % entre 1960 et 1985) et varie de manière rapide. Déjà fortement urbanisée depuis la fin de XIX^{e} siècle, l'Argentine regroupe dans les années quatre-vingts plus de 85 % de sa population dans les villes de plus de 2000 habitants (Neffa, 1986). De la ville de Buenos Aires, où la population est cent pour cent urbaine, jusqu'aux provinces les plus pauvres, l'urbanisation revêt des formes bien différentes mais elle s'impose sur tout le territoire national (Delich, 2002). Le pays est globalement considéré comme urbain depuis la moitié du XX^{e} siècle, la population se concentrant dans les districts les plus urbains des grandes villes et leurs banlieues. Ce processus s'accompagne d'une concentration de la population dans la ville de Buenos Aires et dans la province du même nom. Elles comptent lors du recensement national de la population de 1991, 15 560 000 habitants soit 48 % de la population totale du pays qui est de 32 615 500 (INDEC). En 2001, elles se sont élevées à 16 603 341 et 36 260 130 respectivement, soit 45 % de la population. Plus particulièrement, la ville de Buenos Aires et sa banlieue (le GBA) concentrent 10 918 027 habitants en 1991 et 11 460 575 en 2001, soit 33 % et 30 % de la population respectivement[54]. La

[52] Le terrorisme d'État a débuté avant le coup d'État des militaires de 1976, notamment par la formation des 3A (Alliance Anticommuniste Argentine).

[53] Comme l'a souligné Sigal (1994), il s'agit d'une subordination des politiques sociales à la gestion économique. Ce qui correspond, d'après Grassi (2003), à une réduction de l'espace politique.

[54] Il est hors de notre objet d'analyser cette diminution relative de la concentration de la population dans le GBA car il continue de concentrer 30 % de la population totale du pays. D'après les études, le GBA regroupe vingt-quatre districts qui entourent la ville de Buenos Aires ou bien vingt-neuf, ces derniers étant

concentration de la population dans cette région du pays traduit une morphologie nationale propre à l'industrialisation par substitution d'importations, accompagnée de politiques régionales visant à peupler des zones frontalières considérées stratégiques dont les populations, nous le verrons, se mobilisent, confrontées qu'elles sont à l'abandon de ces formes d'intervention de l'État durant les années 1990.[55]

La migration vers les villes, la généralisation de la scolarité – y compris au niveau secondaire –, l'accès des femmes à l'école, ont permis de constater une forte mobilité sociale ascendante dans laquelle l'égalité – ce que Delich décrit comme une égalisation diffuse (Delich, 2002, 53) – acquiert une place centrale dans la caractérisation de la société argentine et son imaginaire. Rapporté au reste de la région, ce processus d'urbanisation est considéré *prématuré.* On peut, en effet, dater cette urbanisation des années 50, alors que 72 % de la population active était urbaine. C'est le résultat d'une part, de la politique officielle implicite qui a été conduite en matière d'immigration, et de l'autre, de la structure de la propriété foncière, fortement concentrée avec une prédominance de l'agriculture et de l'élevage extensif, employant peu de main-d'œuvre (Neffa, 1994, 70). L'urbanisation a été renforcée par la proportion de la population scolarisée, un moindre taux d'illettrisme, et une durée plus longue de scolarisation des adultes (neuf ans). L'enseignement universitaire enregistre, en particulier, une proportion d'étudiants comparable à celle des pays développés. La gratuité de l'université publique contribue, en ce sens, à un processus de mobilisation sociale ascendante. (PNUD, 1994 ; BM 1995). Il s'agit d'un développement qui ne lasse pas d'attirer les populations vers les villes[56]. Le désinvestissement en matière de services publics et la primauté des politiques d'ajustement sont venues remettre en cause ce processus de mobilité sociale ascendante. L'ascension sociale, via l'accès aux services de la ville et d'éducation, s'est accompagnée de l'extension du salariat. Néanmoins, celle-ci revêt des formes particulières.

---

désignés comme l'AMBA, Area *Metropolitana* de Buenos Aires (Sabaté, 2002). Cette structure démographique est fortement liée au modèle National populaire instauré sous le gouvernement péroniste qui entra en crise au milieu des années 1970.

[55] (INDEC). En ce sens, nous évoquons les mobilisations dans les provinces frontalières de Neuquén, Salta et Jujuy qui donneront lieu à l'organisation de travailleurs *desocupados*. D'autres actions contestataires comme celles de la ville de Rio Turbio dans la province de Santa Cruz ou d'Ushuaia en Tierra del Fuego peuvent également faire partie de ces régions frontières qui combinaient des modes de production interventionnistes et une politique de peuplement frontalière. Au cours des années quatre-vingt dix, suite au changement de mode d'intervention de l'État, les conflits limitrophes avec le Chili ont été résolus par la voie diplomatique.

[56] Ces processus généraux sont présents dans les biographies du milieu populaire. Les personnes rencontrées sont souvent des enfants de migrants des provinces les plus pauvres du pays (Nord et Nord Est) ou même des migrants arrivés au cours des années 1990 pour rejoindre des membres de leurs familles déjà installés.

Les conditions de travail dans l'Argentine des années 1970 : une société salariale relative

Pendant la décennie 1970, les relations au travail ont également différé de celles qui ont prévalu dans les autres pays de la région : 72 % des travailleurs argentins étaient salariés alors que dans la plupart de pays de la région, leur nombre n'atteignait que 50 %. L'occupation d'un travail autonome, le plus souvent considérée comme un indicateur des conditions de travail précaire et d'une économie duale, polarisée, a atteint un total de 21 % des types d'emplois. Ces chiffres étaient eux, en revanche, de l'ordre du 40 % à 50 % dans les autres pays de la région (Beccaria et Lopez, 1996)[57].

Un courant de la théorie économique interpréta que le marché du travail argentin était « moderne ». D'après cette vision (Llach, 1978), et contrairement à ce que l'on observait dans le reste de l'Amérique Latine, en Argentine, il n'y avait pas d'excédent de main-d'œuvre qui puisse affecter la formation des salaires. Bien au contraire, elle soulignait la carence relative en matière de force de travail. C'était là la cause de l'importance du secteur des travailleurs indépendants : il s'agissait de travailleurs à leur compte qui s'adonnaient à des activités « demandées » et par conséquent, qui ne pouvaient être assimilés à du chômage souterrain, caractéristique des pays périphériques. Autrement dit, il n'existait pas de structure du marché de travail « duale » mais une structure du marché de travail comparable à celle des pays industrialisés. En termes démographiques, cette hypothèse semble se confirmer. Au total, sur une population d'environ presque 28 300 000 habitants en 1980, les jeunes argentins d'âge actifs représentaient environ 4 800 000 personnes. 6 817 000 des hommes avaient un âge compris entre 26 et 64 ans, 6 261 000 femmes avaient entre 26 et 59 ans et 3 243 000 de personnes des deux sexes étaient âgées de plus de 65 ans. Cette structure de l'âge actif devenait similaire à celles des pays industrialisés. Entre autres, ces conditions venaient conforter l'imaginaire d'une société relativement développée, riche en ressources humaines et naturelles. Cette interprétation sous-estime, cependant, les effets des transformations néo-libérales déjà présents au début des années 1980. Elle entraîna l'adoption d'une position du gouvernement national pendant les reformes de l'économie qui vont se succéder lors de la

[57] L'ouvrage dirigé par Beccaria et Lopez est reconnu pour son traitement systématique des conditions du marché de travail, et en particulier, des inégalités croissantes. Il présente l'avantage de fournir des données qui recouvrent jusqu'au moment de la formation des premières organisations de travailleurs *desocupados*. Ils distinguent plusieurs « sous-périodes » au cours des années 1990. En 2006, le travail non-déclaré concernait, selon l'INDEC, 40 % de la population active.

décennie suivante, laissant les « conséquences sociales » en résultant se résoudre d'elles-mêmes, par le seul libre jeu des « mécanismes du marché ». Ce qui débouchera sur un paradoxe : les conséquences sociales des premières réformes de libéralisation de l'économie seront négligées et alors que la crise se renforcera dans les années 1990, ces réformes seront approfondies.

L'évolution économique récente et son origine : les **années 1970. Transformation sociale, emploi et salaires**

Les études s'accordent pour situer l'origine des transformations sociales et économiques dans la décennie 1970 (Palomino, 2003 ; Beccaria 2002 ; Bayon y Saravi, 2002). À partir de 1976, des altérations significatives des tendances historiques précédentes pourront être observées dans le sens d'une dégradation de la situation sociale, en particulier de l'augmentation de l'inégalité distributive et de la constatation de hauts niveaux de pauvreté. Sous le régime militaire imposé en mars 1976, plusieurs programmes de contrôle de l'inflation se traduiront par une forte réduction des salaires. Beccaria et Lopez (1996, 21-22) nous rappellent que la moyenne des salaires diminue de 30 % en 1976 comparé aux années précédentes, mais le phénomène économique considéré comme le plus important de la période fut l'accélération de la croissance du niveau de la dette extérieure. Les restrictions imposées par celle-ci et le niveau d'inflation constant constituèrent autant de phénomènes à l'origine de (et liés à) l'impossibilité de parvenir a une stabilisation et à une croissance soutenue.

Cette évolution économique exerça ses premiers effets sur le monde de travail qui commença à se transformer lentement à partir de 1975. Les conditions sociales se dégradèrent comme conséquence de cette évolution notamment sur l'ensemble de toute la période s'étendant de 1975 à 1990, caractérisée par une baisse de la création des emplois déclarés, la détérioration du niveau des salaires offert et la concentration des revenus. D'après les auteurs, l'évolution des salaires réels atteignit, à l'échelle nationale, un déclin de 37 % entre 1974 et 1990 (Beccaria et Lopez, 1996, 24). La faible croissance de l'emploi salarié orienta les travailleurs vers des activités à leur compte et non déclarées. L'instabilité des revenus qui caractérise les milieux les plus modestes apparue avec plus d'évidence si l'on compare les conditions de chômage relativement faibles[58], 6 % pour

[58] Elle peut être qualifiée ainsi de manière rétrospective, compte tenu des valeurs atteintes ultérieurement, à savoir 20 % de chômage de la population active en 1995 et 22 % en 2002. INDEC – EPH. L'annexe 3 offre

1988, et le taux de pauvreté extrême et de pauvreté qui s'élèvait, lui, à 8,6 % et à 29,8 % de la population du GBA sur la même période. La détérioration de la situation de l'économie argentine fut majeure pendant la crise des années quatre-vingts. Cette période de stagnation économique et d'inflation déclencha une situation d'hyperinflation. L'inflation, durant cette décennie, oscilla entre trois et quatre chiffres. Elle s'achèvera dans deux contextes d'hyperinflation, tandis que la situation sociale se dégradera lors de ces épisodes (Neffa, 1994, 50). En 1990, avec un taux de chômage national de 8,6 %, la pauvreté extrême atteignit 12,5 % de la population et la pauvreté, 42,5 %.

Par ailleurs, si l'on abandonne l'analyse en termes de pourcentages de la population nationale pour privilégier uniquement la distribution des revenus au sein de celle-ci, on observe à partir des années 1970 que cette distribution des revenus par foyer (selon l'EPH) révèle une lente mais permanente concentration des revenus dans la tranche supérieure (Beccaria et Lopez, 1996). La population qui bénéficie des plus hauts revenus (20 % de la population totale) augmente son importance dans la distribution du revenu, passant de 43 % en 1974 à 53 % en 2001 (EQUIS, nov. 2001)[59]. Cette tendance rejoint les constats formulés par les études sur la distribution de revenus dans la région. D'après Portes et Hoffman (2003), à partir des données de la CEPAL, les revenus moyens des travailleurs urbains latino-américains ont diminué ou sont restés stables, pendant les années 1990, les revenus moyens des classes dominantes ont, quant à eux, augmenté plus fortement que la moyenne de tous les pays[60] et une grande partie de la population ouvrière a perçu une rémunération qui les a plongés dans la pauvreté (Portes et Hoffman, 2003, 29).

II. Les années 1990 : changement de régime économique, nouvelles alliances politiques et subordination du social.

Le contexte de crise et d'urgence – et plus fondamentalement les épisodes d'hyperinflation- ont fourni autant d'éléments concrets permettant d'expliquer le tournant

un tableau de l'évolution des conditions de pauvreté, de la pauvreté extrême et de chômage depuis 1988 dans le GBA.

[59] Cité par Sigal (2003).

[60] L'étude publiée par le CEPAL (Centre d'études pour l'Amérique Latine, issu des Nations Unies) compare les statistiques nationales produites et fournies par les gouvernements respectifs. La seule exception est le Panama.

économique abrupt[61] survenu lors du premier gouvernement péroniste de Carlos Menem (1989-1998). En principe, « l'épuisement » du modèle de croissance centré sur l'État fut le ciment autour duquel s'unifièrent des arguments pour l'instauration du « libre marché ». Ces discours prônaient l'exécution d'un plan économique orthodoxe en mesure de produire des changements radicaux, refusait de souscrire aux alternatives hétérodoxes et soulignait les échecs du passé. Ces références tendaient à présenter les changements comme drastiques, nécessaires et inévitables. En conséquence, pendant les années 1990, le processus de dérégulation de l'économie et les privatisations ont été promus de manière significative[62]. Les rappels de « l'urgence », de slogans tels que « la pire des crises de l'histoire argentine », « *cirugía mayor sin anestesia* », étaient récurrents, les opposants à ces changements furent isolés. D'après les schémas d'interprétation locale, « les crises » étaient une composante relativement normale de l'imaginaire national Neiburg (1998).

La rhétorique officielle a été orientée vers un crédo néolibéral qui rejoignait les positions traditionnelles du secteur entrepreneurial, mais l'appui de ce dernier se résumait à un appui que l'on pourrait qualifier de général et de diffus (Margheritis, 1999). Dès lors que l'action gouvernementale exerçait un effet différencié sur les affaires, les positions hétérogènes, à l'intérieur de cette composante, se sont faites jour. Confrontée à ces divergences, la stratégie gouvernementale était de sorte à promouvoir l'émergence d'un nouveau groupe de « gagnants » des réformes. Le type d'insertion économique réussi par quelques holdings locaux, grâce aux privatisations, contribua à consolider leur rôle comme acteur politique et économique.

Le Conseil National du Travail et de l'Emploi composé notamment de délégués du gouvernement, des syndicats et du secteur entrepreneurial (les principales firmes du secteur industriel, de la construction, du secteur bancaire, du commerce et de l'agriculture)[63] en est un exemple. Un autre soutien fut celui apporté par les agences internationales[64]. L'arrivée du ministre Domingo Cavallo au Ministère de l'économie en 1991 a représenté la garantie de ce que les mesures adoptées ne seraient pas remises en cause (Margheritis, 1999, 97- 101). Les catégories de « gagnants » et de « perdants » « du

[61] Si les tendances à la mise en œuvre de politiques néo-libérales remontent aux années 1970, le tournant opéré par le gouvernement de Carlos Menem peut être considéré abrupt par rapport aux premières tentatives amorcées de contrôle de l'inflation d'avant 1991, mais aussi par rapport à son propre programme électoral de rattrapage salarial, et également par rapport à l'accélération donnée aux réformes.

[62] Les privatisations sont à cet égard un instrument fondamental de la réduction de l'État. Selon Cavarozzi (1997), celle-ci a été utilisée de manière dogmatique, conçue comme un bien en soi. Les entreprises les plus rentables comme celle de service téléphoniques (ENTEL) ou aériens (AA) n'ont pas été épargnées (p. 119).

[63] Clarín, 22/03/96 ; pp 2-3. Ce Conseil sera réactivé sous le gouvernement de Kirchner afin d'établir un espace de négociation sur les salaires.

[64] Margheritis (1999) démontre ainsi que l'appui des acteurs internationaux s'est fait grandissant au fur et à mesure que les changements apparaissaient définitifs.

modèle » commencent alors à se diffuser. Elles sont ainsi mobilisées afin d'expliquer le processus de polarisation sociale. Elles permettent de désigner une frontière intérieure qui divise la société argentine et commence à se faire jour. En ce sens, le processus de mobilisation sociale qui débutera à partir de la seconde moitié des années 1990 permet d'interroger les frontières du social via les notions d'« in-group » et d'« out-group ». Elle donne à voir des solidarités possibles et entrecroisées ainsi que des formes locales d'exercice de la citoyenneté qui sont en train de « s'inventer ».

Les réactions à l'évolution politique du gouvernement n'ont pas été homogènes, entre autre, celles des syndicats – alliés traditionnels du parti péroniste au pouvoir. La division entre ceux qui appuyaient le gouvernement « menemistas » et l'opposition conduite par Saul Ubaldini, (alors Secrétaire Général de la CGT) explique les récompenses pour les premiers, sous la forme notamment de postes au Ministère du Travail, par exemple, le ministre Jorge Triaca et d'autres institutions nationales, et la mise à l'écart des autres. En octobre 1989, cette division fut institutionnalisée par la création de deux organes séparés, la CGT Azopardo, dirigée par Ubaldini et la CGT San Martin, proche du gouvernement (sous la direction de Güerino Andreoni, du syndicat du commerce).

Vers la fin de 1992, la CGT se réunifia mais plusieurs orientations se dessinèrent à l'intérieur : a) une grande majorité des leaders syndicaux qui non seulement appuyaient les orientations économiques mais qui, en plus, participaient activement à la mise en œuvre des réformes d'un côté ; b) de l'autre, ceux qui représentaient des voix syndicales en désaccord avec le gouvernement mais qui n'avaient pas coupé les liens avec le parti péroniste, qui créèrent le Mouvement des Travailleurs Argentins (MTA) ; c) ceux qui enfin, se sont prononcés pour une opposition au modèle social et économique mis en œuvre, et se sont déclarés affranchis des appartenances partisanes qui ont présidé à la création du Congrès de Travailleurs Argentins (CTA)[65] (Palomino, 1995, 203 -230). D'autre part, l'étude de McGuire (1996) sur les tendances des grèves dans les secteurs public et privé en Argentine souligne l'effet « exemplaire » qu'aurait eu la privatisation d'Entel (la première entreprise privatisée en juin 1990). L'impossibilité d'empêcher la survenue du processus de privatisation de l'entreprise téléphonique, en dépit de la forte mobilisation des travailleurs, serait apparue comme une défaite « exemplaire » de ce qu'était la volonté politique du gouvernement national de vaincre les syndicats et mener à son terme les privatisations[66].. Au cours des premiers mois de 1990, le président Menem

[65] Plus tard, à partir de 1998, c'est la CTA, sous la dénomination de *Central de Trabajadores Argentinos*, qui reconnaîtra une place au sein du syndicat à plusieurs des organisations de travailleurs *desocupados*.
[66] L'interdiction des grèves dans le secteur public a été prononcée dès le mois d'octobre 1990.

avait, en effet, adressé au Congrès de la Nation une proposition de modification de la loi du travail comprenant la limitation du droit de grève et la flexibilisation des conditions de travail. Le premier volet préparait les conditions d'un processus de privatisation et tentait de contrecarrer l'opposition exprimée des syndicats du secteur public. Plusieurs études entreprises sur la mobilisation sociale et les contestations se rejoignent, en effet, pour souligner la centralité du secteur public dans celle-ci (McGuire, 1996 ; Sigal, 2003). L'opposition des salariés aux réformes de Menem provenait presque exclusivement des fonctionnaires directement touchés par la réforme de l'État et par les privatisations, incluant notamment les manifestations d'enseignants. En dépit de l'opposition parlementaire, la reforme de la loi du travail fut imposée par décret présidentiel (N° 2184/90) au mois d'octobre de cette même année. Dans le même temps, la loi sur l'emploi (Ley de Empleo) légiférait sur l'avènement de nouveaux types de contrats temporaires et créait des fonds d'indemnisation du chômage (La Nación, 03 /02/ 90, p. 3)[67]. En l'absence de code de travail, elle est devenue le principe recteur. Cette proposition fut aussi controversée, et considérée anticonstitutionnelle, mais, au final, approuvée par le Congrès après modifications, vers la fin de l'année 1991.

Si de nouveaux types de contrat sont promus par le gouvernement sous la forme d'une incitation aux employeurs à la régularisation des « travailleurs au noir » par le biais de l'allégement sur les charges sociales et à travers l'instauration d'une période d'essai, ceux-ci revêtent d'autres formes au moment de l'application. L'expérience des travailleurs atteste ainsi d'une transformation de la dite période d'essai en contrat d'une durée de trois mois :

> Christian :… une semaine après j'ai trouvé du travail à Carrefour, c'était aussi du nettoyage. Je travaillais de minuit à 9 heures du matin.
> *Pia : Et comment as-tu trouvé ce travail ?*[68]
> C : En cherchant, je suis allé demander et on m'a dit qu'ils allaient embaucher quelqu'un, alors je leur ai demandé *s'il vous plaît* attendez-moi, je vais vous apporter les documents. On m'a dit d'accord et on m'a embauché tout de suite.
> *P : Tu travaillais directement pour Carrefour ?*
> C : Non, c'était pour une autre entreprise qui travaillait à Carrefour. J'ai travaillé pendant trois mois et mon contrat s'est achevé. C'étaient seulement trois mois de contrat.
> *P : Est-ce que tu as cherché à le renouveler ? C'était un remplacement ?*

[67] Jusqu'alors, les indemnités étaient acquittées par l'employeur en cas de licenciement non justifié.
[68] En Argentine, le tutoiement est généralisé. Surtout dans la région littorale et davantage entre personnes d'une même génération. Nous nous sommes donc pliés à cette pratique. Nous avons réservé le vouvoiement aux personnes âgées. Ce faisant, nous avons souvent été invitées à l'abandonner par nos interlocuteurs.

C : Non, on m'avait dit depuis le début que ce n'était que pour trois mois. Après, ils prendraient quelqu'un d'autre.[69]

Ce témoignage suggère que la période d'essai est ouvertement utilisée comme un contrat de travail de courte durée. Ce membre du MTD fait donc l'impasse sur la période d'essai et souligne qu'à ce moment-là, il a trouvé « un emploi pour trois mois ». La période d'essai est perçue comme un contrat de trois mois. Le rapport entre le travailleur et son employeur atteste, dans ce récit, de conditions de contrat particulièrement inégales qui laissent apparaître une précarisation accrue. Ce travailleur peu qualifié, récemment débarqué dans la province de Buenos Aires depuis le nord du pays, a fait des études primaires incomplètes. Il a intégré les conditions imposées par l'employeur en dépit de la violation du cadre légal qu'elles révèlent bien que celui-ci soit déjà subordonné au régime de la flexibilisation. Il associe le lieu de travail et l'entreprise pour laquelle il travaille. L'externalisation de certains services peu qualifiés devient plus courante à partir des années 1990 non-seulement dans les ex-entreprises étatiques récemment privatisées mais aussi dans les grandes entreprises du secteur privé. Ces changements qui sont couramment réunis sous l'étiquette de modernisation de l'économie, demeurent du point de vue de ce travailleur des conditions qui lui sont imposées[70].

La trajectoire est différente pour les personnes plus âgées. Victor à cinquante ans. Il est arrivé du nord-est du pays à Buenos Aires à l'âge de huit ans. Il a vécu à Villa Retiro (un bidonville dans la ville de Buenos Aires), ensuite, à Gutierrez et finalement à Beazategui, il y a douze ans, où il a installé d'abord une cabane et ensuite, a construit sa maison, aidé de son fils aîné et d'autres proches. Il a toujours travaillé dans le bâtiment. Dans son expérience de travail, il ne compte qu'une expérience de travail déclaré : alors qu'il était agent de sécurité, pendant trois ans. Un poste qu'il avait trouvé suite à une recommandation de son beau-frère. Malgré des expériences éprouvantes, il considère être parvenu à progresser. La débrouille semble, pour lui, quelque chose d'habituel. Maintenant, il *travaille* dans le *plan jefes* où il « balaye les rues et ces types de choses ». Il

[69] Christian. 2005. Membre du MTD – *En Carrefour ¿cómo habías conseguido ese trabajo ?* – Buscando, fui, pregunté y me dijeron que si, eh, en ese momento estaban por tomar una persona, hacía falta una persona, entonces les dije que por favor me esperaran así yo iba y traía los papeles. Y me dijo está bien, así que en seguida me tomaron, por suerte si – *Y ¿era directamente para Carrefour o era para otra empresa que trabajaba ahí ?* – Era para otra empresa que trabajaba en Carrefour. Trabajé tres meses y se me terminó el contrato, el contrato era nada más que tres meses. -*¿Y te interesaba renovarlo o era un remplazo ?* – No, yo ya sabía que era solo por tres meses. Después tomaban a otro.

[70] Il participe, en effet, de tendances plus globales de l'économie, notamment de la sous-traitance des services aux entreprises et de la dite « perte de la valeur du travail ». (Absi, Phelinas, Selim 2007 ; Bazin, 2007).

vend également des sandwiches au club local. Il se montre fier de ses enfants, car ils sont « laborieux ». Le travail de son fils aîné, célibataire, assistant boulanger, représente un revenu fondamental pour le foyer. Pour lui, ce qui est difficile à accepter, « douloureux » même, c'est de voir ses filles, qui ont quitté le foyer, dans le MTD. Avoir recours à une allocation après une vie de travail semble alors un moindre mal pour lui qui a déjà élevé sa famille. Y avoir recours à l'âge de ses enfants atteste de la difficulté qui est la leur à « progresser ».

Le contrôle de l'inflation à travers la parité avec le dollar américain : la loi de convertibilité et de retrait du politique

La stabilité

L'instabilité macro-économique débouche sur trois conjonctures d'hyperinflation en 1989-1990 (hiver 1989, décembre 1989 et février-mars 1990, cette dernière est souvent considérée comme un processus unique, été 89/90) (Hillcoat, 1996). Le gouvernement de Carlos Menem, élu en 1989, a échoué à contrôler l'inflation jusqu'en 1991 date à laquelle il y parvient sous le ministère de Domingo Cavallo (économie). La loi dite « de *convertibilidad* » instaurait la parité entre la monnaie argentine et le dollar américain.

Principales caractéristiques de la loi de convertibilité, adoptée par le Congrès :

– Adoption d'un taux de change fixe de 10 000 Australes pour 1 Dollar, parité qui deviendra au premier janvier 1992, avec la mise en circulation d'une nouvelle monnaie, 1 peso = 1 dollar ;

– Libre accès au marché de capitaux ;

– La Banque Centrale en charge de la gestion monétaire est appelée à devenir autonome, la parité de la monnaie n'est modifiable que par le Congrès lui-même.

– D'après la loi, toute émission réalisée par la Banque doit avoir pour contrepartie une acquisition équivalente de devises.

Hillcoat, le considère comme un plan particulièrement ambitieux parce qu'introduisant le bi-monétarisme. En effet, les dépôts et les crédits en dollars sont autorisés, de même que la réalisation et le règlement de certains contrats en devises, notamment ceux des entreprises prestataires de services publics, ex-entreprises d'État. La reprise économique qui s'amorça, ensuite, traduit un point d'infléchissement par rapport aux années

précédentes et déboucha, en particulier, sur une relance de la demande de consommation[71].

Le contrôle de l'inflation est accompagné d'une augmentation de la consommation des ménages tandis que le cycle inflationniste et de stagnation de l'économie semble s'éloigner. Le contrôle de l'inflation semble apporter un soutien nécessaire à la conduite du processus de privatisations qui s'est achevé d'une manière accélérée. La vente de la presque totalité des entreprises d'État fournisseuses de services publics (téléphone, électricité, gaz, eau, pétrole, avions – tandis que les routes, trains et métros furent concédés à des entreprises privées) constitua, en ce sens, une réponse au problème de la dette extérieure et au besoin de liquidités exprimés par le gouvernement national dans le contexte de la loi de convertibilité (Hillcoat, 1996, 112-114).

Vers la fin de l'année 1994, la phase de croissance économique entamée trois ans plus tôt s'interrompit, laissant apparaître la faiblesse d'une économie dont l'expansion reposait sur la mobilité et les flux de capitaux. Les changements intervenus dans la régulation des marchés, orientés autour de l'approfondissement des réformes initiées dans les années 1970 et favorisant, notamment, l'ouverture de l'économie et la réduction de la sphère d'intervention de l'État dans la production, s'avérèrent insuffisants pour garantir une croissance soutenue.

Au début des années 1990, avant même que le chômage ne se généralisât, la question de l'emploi s'inscrivit au cœur des préoccupations des Argentins. Les enquêtes d'opinion soulignent que 22 % des sondés considéraient celui-ci comme étant le problème le plus important ; en 1999, il était devenu la préoccupation principale pour la moitié des personnes consultées (Delich, 2002). Les programmes sociaux concernant les populations au chômage, au sein même des orientations vers l'économie de marché, prenaient du temps à être formulés. En l'absence de politiques économiques qui se seraient consacrées à répondre à cette inquiétude, les analyses mettaient en exergue une « crise de la représentativité ». Silvia Sigal (1996) l'énonce, pour sa part, comme relevant du traumatisme social, provoqué d'abord par une longue crise politique, ensuite par la terreur de l'État et, enfin, par la mémoire des épisodes d'hyperinflation. La perte de confiance dans le système politique – souligne la sociologue – « est une conséquence, somme toute raisonnable, d'un processus où seules les autorités économiques semblent à même de

[71] Ces prémisses ne pourront plus être tenues vers la fin de l'année 2001. Une des premières mesures du président Duhalde sera d'instaurer une dérogation totale à la Loi de convertibilité. Le rapide processus de privatisation a été souvent rapporté à cette exigence de « besoins de devises » (Panigo et Torija Zane, 2004). La nécessité d'atteindre l'équilibre fiscal apparaît aussi comme une justification des programmes de réductions des PTT en dépit d'un chômage croissant.

maîtriser une société soumise aux bouleversements des échanges ». D'après Cavarozzi (1997, 121), le « retrait du politique » – partis politiques, Congrès, politiciens – pourrait être une conséquence non recherchée du processus même de réforme de l'État. Toujours, d'après Sigal, l'expression de « méfiance envers les partis » (ou les candidats) ne serait guère appropriée, il conviendrait plutôt d'évoquer une dépréciation du politique en tant que tel. Dans ces interprétations plus radicales, non seulement les actions collectives des *desocupados* apparaissent comme étant peu envisageables mais tout investissement du politique demeure problématique. Nous reviendrons, ultérieurement, sur les formes particulières revêtues par celui-ci, en particulier chez certains proches des membres des mouvements des *piqueteros* pour qui la mobilisation politique doit être considérée comme un excès non désiré, en dépit de leur succès relatif[72].

Les enquêtes menées sur la corruption (Delich, 2002) inclinent également dans cette même direction[73]. Le degré d'importance attribué à la corruption vaut quelles que soient les opinions idéologiques, partisanes, de sexe et d'âge. Ce qui semble constituer un consensus négatif et susciter un scepticisme généralisé à l'égard des classes dirigeantes se redouble d'une trame propre à la sociologie argentine, à savoir l'adhésion des couches populaires au péronisme, notamment en 1995 lors de la réélection du président Carlos Menem, sur fond de chômage croissant[74]. La perception de la corruption est loin d'être une « sensation » et n'épargne pas les partis politiques, comme en attestent le plus souvent les pages des journaux. L'affaire du Sénat, sous le gouvernement du président Fernando De la Rua (UCR-Alianza), en fut une des illustrations parmi les plus grotesques. Le ministre de l'Intérieur aurait déclaré à l'occasion que pour faire passer la (nouvelle) reforme de la loi du travail – laquelle renforçait le processus de flexibilisation des contrats de travail entamé sous le gouvernement précédent – il comptait sur la « Carte Bleue ». Cet épisode, de la fin de l'année 2000, déboucha sur la démission du vice-président Carlos

[72] Nous y reviendrons dans le Chapitre 5.

[73] Sur une échelle de 1/10, la suspicion de corruption concernant les membres de la Cour suprême et des jurys était établie à 7,5. L'auteur souligne que les questionnaires ont été lancés avant que les procès les plus retentissants contre les fonctionnaires de la gestion Menem aient été conduits. (Delich 2002, 28)

[74] Considéré comme le fondateur de la sociologie argentine, les études de Gino Germani (1962), (1973), expliquent cette adhésion à l'aide de la Théorie de la Modernisation et notamment l'absence d'adaptation de la population rurale au mode de vie urbain. Federico Neiburg (1997) instruit de manière convaincante l'argument selon lequel le champ sociologique s'est construit autour de l'interprétation – controversée- du péronisme. Les systématisations du concept de régime national populaire effectuées par Alain Touraine (1988) ont exercé une influence majeure dans ce débat. C'est la perspective notamment utilisée par Maristella Svampa et Danilo Martucelli (1997) entre autres auteurs. D'autres approches du « fait péroniste » sont, par exemple, livrées par les ouvrages de Murmis et Portantiero (1971) et de Daniel James (1990). L'étude de l'énigme du fait péroniste renvoie autant à l'autonomie des sciences sociales argentines qu'à celui de la légitimité de l'action contestataire au sein des secteurs populaires.

Alvarez et déclencha une scission au sein même de la coalition gouvernementale au pouvoir[75].

L'extension du chômage et les transformations des conditions de travail

À partir de 1993, le chômage dépasse les niveaux connus en Argentine, pour atteindre, en mai 1995, des taux de l'ordre de 18,6 % de la population active[76] (INDEC). L'argument du gouvernement, confronté à celui-ci, reposait alors sur l'hypothèse que la main-d'œuvre serait absorbée graduellement par le simple jeu des mécanismes de marché. Cependant, à compter de la seconde moitié de 1993, l'offre d'emploi a cessé de croître et à la mi-1995, les créations d'emplois cessent. Le taux d'activité étant stable, le chômage s'est accru comme une conséquence du déclin de l'emploi. À ce moment-là, le chômage n'augmentait pas comme une conséquence de l'augmentation de l'activité de la population, c'est-à-dire liée à la recherche de travail par d'anciens inactifs. Durant cette période (entre 1993 et 1995), le sous-emploi horaire a continué de s'accroître. L'évolution dans la seconde moitié de l'année 1995, dans le GBA, suggère la transformation du travail non-déclaré – et de son évaluation – qui aurait acquis un statut d'emploi « refuge » et augmenterait dans un contexte de chute de l'emploi (Baccaria et Lopez, 1996, 37).

Par ailleurs, concernant le niveau de scolarisation des nouveaux chômeurs, entre 1992 et 1995, alors que l'emploi total se réduit, on constate une forte réduction de l'emploi des couches de la population les moins diplômées (études secondaires incomplètes ou inférieures). Mais à partir de 1993, ce sont les individus ayant effectué des études secondaires et universitaires qui enregistrent une stagnation de la demande de travail et même une chute à partir de 1995. Cette évolution a renforcé la tendance à l'augmentation des exigences éducatives en matière d'accès aux postes de travail et la perte de la valeur des études les plus modestes. Les niveaux de chômage les plus élevés ont été observés chez les jeunes, le taux ayant atteint 35 % en 1995[77].

La stabilisation monétaire est souvent avancée comme bénéficiant aux foyers disposant des plus faibles revenus ; ce que l'on constate dans la réduction progressive du taux de pauvreté entre 1990 et 1994, notamment, dans le GBA, où elle passe de 42.5 % à 16.1 %

[75] À partir du mois de mai de 2001, plusieurs provinces connaissent des épisodes isolés de saccages de supermarchés, notamment celles de Cordoba et de Santa Fé.
[76] L'INDEC produit des données sur l'emploi et le travail, dans une optique qui est celle du BIT, également utilisée en France. La population active regroupe la population active occupée et la population au chômage.
[77] www.indec.gov.ar [consulté en février 2003]

de la population[78]. Il s'agit néanmoins, ici, d'une mesure qui concerne le montant des revenus mais qui ne fait pas évoluer la tendance globale à la polarisation sociale (Beccaria et Mauricio, 2004). Parallèlement à la hausse de chômage, on assiste, dès les années 1990, à une augmentation de la pauvreté et de l'extrême pauvreté ainsi qu'à un processus de concentration de la richesse et à une augmentation des inégalités. Elle transparaît clairement dans la dégradation du coefficient de GINI[79]. En Argentine, cet indicateur n'a cessé de se dégrader depuis les années 1970 (0,33 en 1972), mais il est passé de 0,43 à 0,47 entre 2000 et 2002. Le PNUD affirme dans son rapport sur le pays : « ce qui configure le nouveau paysage social de l'Argentine, c'est la polarisation et l'appauvrissement de larges couches de la classe moyenne » (De Riz et Portantiero, 2002, 38-39).

Les transformations de l'économie ont produit des effets sur les rapports de travail qui se sont approfondis tout au long de ces années. Les conditions d'emploi se sont détériorées, le chômage a augmenté fortement mais aussi le sous-emploi (13 % de la PEA travaille un nombre d'heures moins important que désiré en 1996). Durant la période de croissance de la production, comme l'ont été les premières années du Plan de Convertibilité, les foyers frappés par les situations de précarité au travail ont augmenté. De surcroît, les rémunérations qui commencent à combler leur retard au début de la période, chutent à partir de 1994 et le travail enregistré stagne en dépit des nouveaux contrats mis en œuvre. Cette tendance a participé de l'augmentation de la proportion de travail au noir et de la précarité (Beccaria et Lopez, 45). L'augmentation du travail non-déclaré va s'accentuer et perdurer jusqu'en 2003 alors que l'emploi déclaré s'est un peu élevé[80].

En Argentine, le processus d'industrialisation, intervenu à partir des années 50 – par la substitution aux importations – avait permis une rapide extension du salariat. Néanmoins, les institutions sociales pour la protection des individus dans les périodes de non travail, restèrent limitées. Par exemple, les allocations familiales et les prestations de sécurité sociale qui sont associées à la condition de salarié, les allocations de chômage qui, elles, sont de création plus tardive et ne donnent pas droit à ces prestations. Le système

[78] Voir annexe II.
[79] Il s'agit d'un indicateur qui mesure la distribution des revenus (0 correspondant à l'idéal d'équité, 1 soulignant la pire inégalité possible dans la distribution).
[80] L'emploi déclaré augmente de deux points d'après une étude du Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité Sociale (MTSS). Evolución del empleo registrado y no registrado durante el periodo 1990-2005.

d'indemnisation précédant, dont les travailleurs des entreprises privatisées bénéficiaient[81], indemnisait le travailleur en fonction de son ancienneté dans l'entreprise et du niveau de salaire perçu. Par ailleurs, l'assurance chômage – *seguro de desempleo* – instaurée pendant les années 1990 ne pouvait être activée que sur une période de six mois à un an, les prestations sociales autrement dit, n'étaient conçues que comme un palliatif de courte durée adaptée à une situation de plein emploi – même si elles ont été créées, comme nous l'avons vu, en période d'augmentation du chômage. Par ailleurs, le secteur de l'économie non enregistré abritait de vastes composantes de la population qui n'étaient pas intégrées, par conséquent, à ces systèmes de protection. À partir des années 1970 et de manière plus aiguë dans les années 1990, ce secteur va s'étendre, créant davantage de pauvreté et aboutissant à une plus forte hétérogénéité à l'intérieur même des secteurs touchés (Beccaria et Lopez, 86). Un fossé se creuse alors entre les salaires de ceux dont le travail est déclaré et ceux se situant dans les secteurs de l'économie non-déclarés. Pour certains travailleurs des secteurs populaires, notamment les jeunes, la possibilité d'accès au marché du travail apparaît même exclue[82]. Cependant, ce phénomène ne peut être mis en lumière si l'on se contente d'utiliser les catégories statistiques habituelles qui classent les emplois occupés à l'intérieur des « secteurs » ou branches professionnelles (Absi, Phelinas, Selim 2007). Les études montrent oh combien une vision globalisante du « secteur » non salarial, entendu comme un secteur regroupant des emplois de moindre qualité, manque de pertinence. « [La] caractéristique principale des emplois indépendants est leur extrême diversité » (2007, 58). Dans cette même veine, le processus de polarisation sociale s'étend à la totalité des « secteurs » de l'économie. Il semble donc nécessaire de l'étudier dans une perspective locale à l'intérieur des différents milieux sociaux[83].

Une des mesures sur laquelle s'appuie la stratégie gouvernementale consiste à réduire les niveaux de régulation à l'œuvre dans les différents secteurs de la production économique. La réduction de la protection commerciale qui en découle affecte les producteurs locaux dont un grand nombre peine à faire face à la concurrence extérieure et font faillite[84]. Le travail a été ainsi fortement affecté par les reconversions qui se sont

[81] Des quantités importantes qui devaient être versées en une seule fois et servaient de capitalisation aux travailleurs. D'après nos entretiens, ses fonds étaient destinés à l'achat de maisons pour certains ou d'un terrain pour d'autres.
[82] Voir chapitre suivant.
[83] Nous reviendrons dans la deuxième partie de la thèse sur le développement de plusieurs de ces incitations économiques.
[84] L'industrie textile a été particulièrement affectée. Elle fera l'objet, par la suite, de politiques qualifiées de « promotion de l'emploi ».

produites à l'intérieur des entreprises[85]. Promues au titre de la modernisation de l'économie, les relations de travail qui s'y sont établies et les qualifications exigées pour accéder aux nouveaux postes de travail ont généré des inégalités de pouvoir croissantes. Ces tendances sont vécues sur le mode de l'absurde par les acteurs qui ne comprennent pas que l'on exige d'avoir accompli des études secondaires pour accéder à un poste de travail manuel non qualifié, par exemple, de nettoyage des voitures. C'est ce que nous explique un des membres du MTD de Berisso, Alejo, quand nous l'interrogeons sur ses projets :

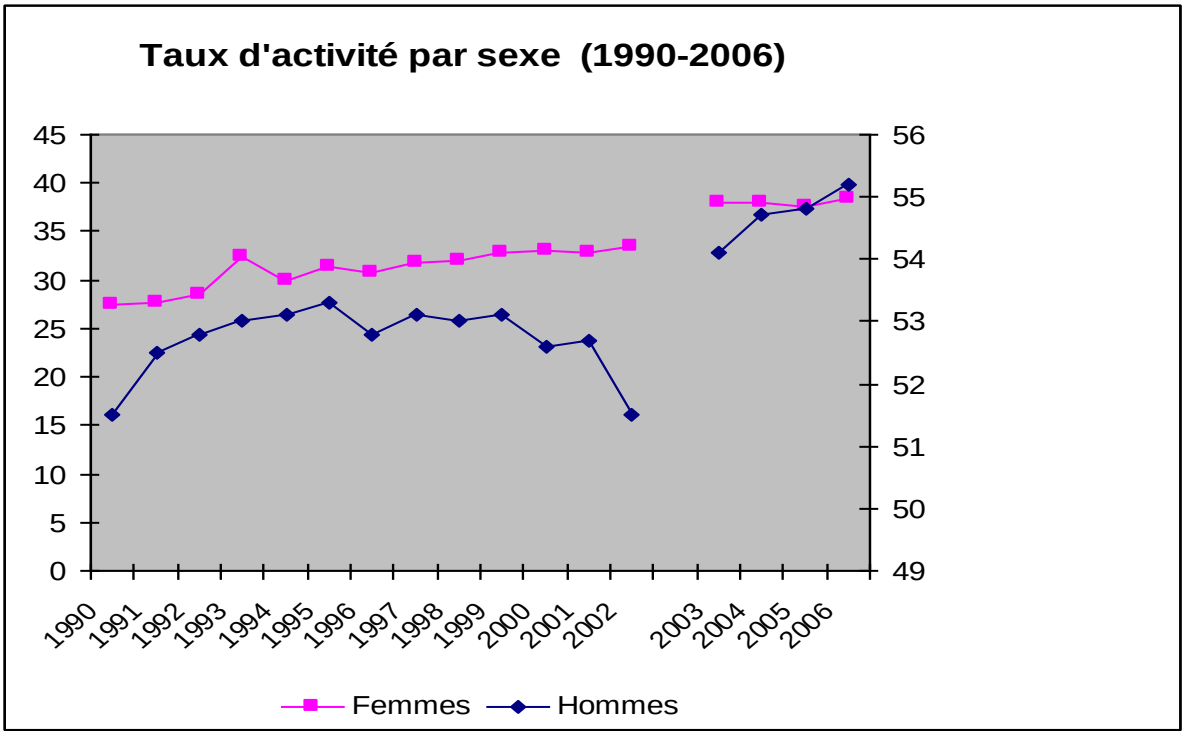
> Ce qu'on gagne ici [l'allocation], ce n'est rien. Ce n'est que 150 *pesos*. Même si on passait à 300, ce ne serait rien. Moi, je bouge. Je n'aimerais pas non plus vivre 30 ans avec 150 ou 300 *pesos*. Tu n'achètes rien et cela ne sert à rien. Je suis toujours en train de chercher du travail, je parle aux gens que je connais, je regarde aussi les journaux, les petites annonces, pour voir s'il y a du travail et il y a du travail, mais tu dois avoir l'école secondaire et tout cela, et je ne l'ai pas fait. C'est-à-dire que pour moi c'est encore plus compliqué, *même pour laver des voitures on te demande l'école secondaire*. Et si tu ne l'as pas, la situation devient un peu compliquée[86].

L'exigence de diplômes pour des postes de travail peu qualifiés alors qu'auparavant ils n'étaient pas requis frappe particulièrement les jeunes des secteurs populaires qui, souvent, désertent l'école en bas âge pour réaliser leurs premières expériences de travail – non déclaré. Nous verrons au cours de notre enquête que les attentes concernant la réalisation d'études secondaires apparaissent comme une valeur commune aux travailleurs ayant du travail et à ceux qui n'en ont pas. Elle contribue à l'expérience de « dislocation » à partir du chômage et de la perception des issues possibles à celui-ci. Cet entretien montre également la multiplicité des stratégies mises en œuvre par les individus. Bien que participant au collectif des *desocupados,* Alejo ne manque pas de recourir à des stratégies plus classiques de recherche d'emploi et « d'auto-emploi ». Les entretiens laissent entrevoir la nécessité d'interroger les catégories sociologiques en fonction des usages « indigènes ». Alejo considère le MTD comme un lieu de travail. « Ce qu'on gagne ici » est une expression qui désigne cette ambiguïté. Néanmoins, il ne semble pas projeter d'y

[85] Il y a des pertes de postes de travail, certaines industries ont complètement disparu, en particulier, celles dites lourdes comme la métallurgique.

[86] Alejo. 2004. Membre du MTD de Berisso. Celibataire. Lo que se gana acá no es nada, son 150 *pesos* y así sea 300 no es nada, yo no me quedo quieto. Tampoco me gustaría vivir 30 años con 150 *pesos* o 300. No compras nada y no te alcanza para nada. No, uno siempre está buscando trabajo o preguntando a los conocidos, o por ahí mirando en el periódico en los clasificados a ver si salen trabajos… y salen trabajos, pero tenés que tener secundario, todas esas cosas y todo, y yo no lo tengo. O sea se me complica más todavía… hasta para lavar autos te piden el secundario. Para todo el secundario. Y si no lo tenés, estás un poco complicado.

faire carrière. Son investissement semble plutôt passager, temporaire. Un recours « provisoire » (qui durera malgré tout plusieurs années) dans lequel son investissement est bien réel[87].



Source : Observatorio de Empleo y Dinámica Empresarial, DGEyEL, SSPTyEL, MTEySS, d'après l'EPH.
Note : La coupure qui intervient entre 2002 et 2003 met en évidence un changement dans la méthode d'enquête de l'EPH. L'INDEC propose des *corrections* pour instaurer une forme de continuité dans les analyses.
Lecture : En 1990, le taux d'activité des femmes était de 27,4 % et celui des hommes de 53,6 % de la PEA.

Une des autres dimensions qui a traduit ces transformations a été l'insertion des femmes, notamment mariées, sur le marché du travail. Le graphique du taux de travail décrit l'augmentation de l'activité féminine tout au long des années 1990. La participation des femmes mariées au marché de travail est la résultante de la combinaison de plusieurs facteurs. Certes, l'Argentine n'échappe pas à une tendance généralisée de croissance du taux d'activité féminin, sur le moyen terme, mais il semble nécessaire d'apporter quelques précisions sur l'évolution de ce comportement à l'intérieur même des différents milieux sociaux. Le taux d'activité des femmes mariées a été inférieur de moitié à celui des hommes chefs de famille. Les obstacles ou les dispositifs et accompagnements dans l'accès à l'emploi diffèrent dans leurs effets en fonction de la couche sociale d'appartenance. Beccaria et Lopez soulignent la probabilité, plus forte, pour les femmes

[87] Il prend notamment la parole dans les divers espaces collectifs du MTD et contribue au développement de plusieurs ateliers de production.

issues des secteurs aisés, d'accéder aux postes salariés, compte-tenu de leur niveau de formation. Celle-ci est combinée à la possibilité de consacrer des ressources économiques au financement des tâches quotidiennes du foyer par une tierce personne.

En effet, en l'absence d'allocations publiques d'aide à la personne (dispositifs de garde des jeunes enfants, personnes âgées ou handicapées), les activités d'accompagnement familial à leur domicile sont entièrement financées de manière privée. Dans les couches sociales à plus faibles revenus, en revanche, ces mêmes éléments viennent freiner la participation de la femme au marché du travail. Un grand nombre de femmes intègrent ces conditions comme une charge naturelle car ne disposant pas de l'aide du réseau familial. En conséquence, le taux d'activité des femmes mariées, dans les couches aisées, atteint 64 % tandis que celui dans les couches populaires, plus faible, est seulement de l'ordre de 39 % (Beccaria et Lopez, 1996, 90). Elles se tournent, néanmoins, vers les MTD.

En somme, le processus de transformation de l'économie se traduit sur le marché du travail par une augmentation du chômage et du taux de sous-emploi horaire ; par l'accroissement de l'incertitude pour les employés quant à la sécurisation de leur rapport au travail, l'augmentation du travail « au noir » et précaire ; les conditions de travail se dégradant, les travailleurs acceptant des emplois inférieurs à leur niveau de qualification et à leur expérience. Cette dégradation des conditions est attestée par la chute du taux d'activité masculin à compter de 1999, illustrant une forme de découragement dans la recherche de travail.

Ces effets ne peuvent être pleinement appréhendés dans toute leur ampleur que si l'on veut bien prendre en compte la signification de l'emploi non seulement économique dans les foyers mais aussi la place occupée par celui-ci dans l'accès aux droits sociaux. Le récit de Christian laisse par exemple entrevoir une précarité accrue s'étendant même aux emplois déclarés.

> Christian : Quand j'ai terminé là-bas mon cousin m'a fait rentrer dans la peinture, c'est-à-dire qu'on est devenu peintre, chez Pétrochimique, j'ai commencé là-bas et j'y ai travaillé cinq ans.
> Pia : *Comment était ton travail chez Pétrochimique ?*
> C : De huit heures à 16 heures, du lundi au vendredi.
> P : *Est-ce que tu connaissais le travail ou tu l'as appris là-bas ?*
> C : Non, je l'ai appris là-bas, mon cousin me l'a appris. J'ai travaillé un an dans cette entreprise et après le nouvel appel d'offres, une autre entreprise l'a emporté et je suis resté à travailler avec eux pendant trois ou quatre ans.
> P : *Est-ce que tu aimais ce travail ou tu préférais le précédent ?*
> C : Oui, j'aimais bien la peinture, ça m'a toujours plu

P : *Tu te rappelles combien tu gagnais ?*
C : Je gagnai 450 à 500 *pesos* selon les mois. *C'était la moitié déclaré et la moitié au noir.*
P : *Et tu étais d'accord avec cette situation ?*
C : Oui, parce qu'on ne travaillait pas trop. Peut-être, fallait-il atteindre une quantité de mètres de peinture par jour, c'est tout. J'ai même touché 600 à 700 *pesos* par mois, grâce aux heures supplémentaires. En fait, on nous payait par quinzaine, 250 à 300 *pesos*.
P : *Tu pouvais toujours faire des heures supplémentaires ?*
C : Quand il y avait, si je voulais je pouvais les faire ; *mais il n'y en avait pas toujours*.
P : *Et qu'est ce qui s'est passé avec cette entreprise ?*
C : J'y étais pendant trois, quatre ans et après on a commencé à ne plus nous verser les cotisations et l'entreprise a fait faillite et elle ne nous a pas payés deux à quatre quinzaines. […]
P : *C'est-à-dire que tu as travaillé un an dans une entreprise et ensuite, après trois ou quatre ans dans une autre, mais au même endroit*.
C : Oui, et après, elle a fait faillite.
P : *Alors tout le monde est tombé au chômage en même temps ?*
C : Oui, la plupart, sauf deux, le contremaître et son frère.
P : *Ils travaillent toujours dans la même entreprise ?*
C : Non, dans une autre entreprise qui maintenant fait ce travail[88].

L'expérience du chômage pour ce travailleur plus ou moins habitué au travail non déclaré, s'efface dans les périodes qui séparent deux activités. Ainsi, nous apercevons-nous que les « trois-quatre » ans de travail englobent à la fois le passage d'une entreprise à l'autre ainsi que des périodes de travail non rémunéré. Les *anomalies* du travail semblent donc intégrées à son quotidien. En particulier, le fait de percevoir la moitié de son salaire « au noir », limite ses droits en cas d'éventuel licenciement ainsi que le

[88] Christian. 2004 MTD de Berisso. – Cuando terminé ahí, mi primo me hizo entrar en pintura para hacer pintura, o sea pintábamos, acá en petroquímica así que comencé a trabajar y ahí estuve trabajando 5 años [2000 – 2005] […] – *¿Y en petroquímica cómo era tu trabajo ?* – De 8 a 4 de la tarde de lunes a viernes. – *¿ya conocías el trabajo o aprendiste ahí ?* – No ahí aprendí, mi primo me enseñó. Estuve un año con la empresa, y cuando hicieron la nueva licitación, ganó otra empresa y quedé ahí 3, 4 años. – *¿Y te gustó ese trabajo o preferías el trabajo anterior ?* – Sí, sí me gustaba, siempre me gustó pintar así que, sí, me gustó. -*¿Te acuerdas cuánto te pagaban ?* -Ganaba 450 o 500 según el mes, era mitad blanco y mitad negro [anticipa mi pregunta] – *A vos, cuando te proponían ese tipo de situación, ¿te parecía normal, estabas conforme con eso o no ?* – Sí, porque no, no se trabajaba a matarnos, no trabajábamos tanto, por ahí tenías que cumplir la cantidad de metros de pintura, nada más. Cuando hacíamos horas extras hasta llegué a cobrar 600 o 700 en el mes, pero nos pagaban por quincena, 250, 300. – *Ah, y ¿tenías la posibilidad de hacer las horas extras cuando vos querías ? ¿o no ?* – Cuando había si quería la podía agarrar, si quería sí, y si no, no. Pero no siempre había. – *¿ahí que pasó con la empresa ?* – La primera empresa perdió la licitación así que ganó la de acá (cerca) Coargen y estuve tres cuatro años ahí. -*O sea que no fueron los cinco años en la misma empresa, estuviste un año en una, y 3, 4 años en otra empresa diferente pero en el mismo lugar.* – Sí, y después ya no nos empezaban a aportar, la empresa no nos aportaba, presentó quiebra y no nos pagó dos o tres o cuatro quincenas […] – *Luego la empresa presentó quiebra, COARGEN* -Sí. – *Entonces ¿todos se quedaron sin trabajo a la vez ?* -Sí, la mayoría, solo quedaron dos. Uno era el hermano del encargado y el encargado también quedó y hoy en día siguen trabajando. – *¿Dónde en COARGEN ?* – No, en otra empresa que ahora hace ese trabajo.

montant des cotisations versées pour la retraite. En outre, il y a une certaine indétermination du temps. Relevée par la littérature comme caractéristique de l'épreuve du chômage[89], elle apparaît ici et aussi lors des périodes de travail déclaré. Cette indétermination ne concerne donc pas seulement l'absence de travail mais également le travail. Dans ces conditions, il semblerait que les frontières entre le travail et le non travail soient poreuses et affecteraient non seulement les conditions de celui-ci (évolution des réglementations, augmentation des arbitraires) mais aussi la perception de ce qu'est le travail et son contraire, l'absence de travail[90].

Cette menace, plus au moins proche, est au fondement des actions et représentations observées dans lesquelles les chômeurs sont mis en concurrence les uns les autres pour des postes de travail de plus en plus rares. L'importance du problème de l'emploi en Argentine traverse l'ensemble de la société, en particulier si l'on tient compte des problèmes d'emploi de ceux qui en ont un. Notamment, le sous-emploi horaire, le travail non déclaré. En ce sens, ceux qui ont un travail souffriraient de la pression du chômage en tant qu'une force qui les contraindrait à accepter la dégradation de leurs conditions d'emploi y compris les heures supplémentaires non rémunérées ou la réduction du montant de celles-ci. Si la réduction du salaire demeure illégale, elle est facilitée par la mobilité des employés qui vont d'une entreprise à l'autre.

En particulier, dans le secteur des entreprises privatisées où plusieurs secteurs d'activité ont été délégués à de petites et moyennes entreprises[91] locales, certaines, même éphémères, qui fonctionnaient par contrat comme le dit Christian, c'est le même poste de travail mais ce n'est pas la même entreprise. La mobilité des travailleurs d'une entreprise à l'autre se traduisant par des réductions successives de salaire. Au cours de notre enquête, nous avons pu constater cette situation dans le secteur pétrolier, celui des transports et des télécommunications mais également dans d'autres secteurs de l'économie – qui n'étaient pas concernés par le processus de privatisation- comme l'industrie alimentaire et du papier.

À partir de la prise en compte de la situation des proches des membres des organisations des *desocupados*, nous avons relevé plusieurs de ces expériences. Cette situation a finalement affecté les salaires du secteur public avec une réduction observée de l'ordre de 13 % de ceux-ci en 2001 sous le gouvernement de De la Rua (CELS, 2001). Le

[89] En ce sens, voir notamment Lazarsfeld, P. Johada, M. et Zeisel, H. ; (1981), Schnapper, (1981), Le Mouël, (1981), Lagrée, J.-C., (1989).
[90] Nous reviendrons sur cette distinction dans la seconde partie de la thèse.
[91] Selon l'INDEC, une petite entreprise est celle qui emploie jusqu'à cinq salariés et une entreprise moyenne est celle qui emploie entre six et cinquante salariés.

processus de polarisation sociale affecte ainsi la totalité des catégories socioprofessionnelles sous la forme notamment d'une croissance du phénomène des « nouveaux pauvres » (Kessler, 1999) dont la perte de repères semble comme brouiller les possibilités de réaction. Quelles sont, dans ce contexte, les initiatives mises en œuvre ?

CHAPITRE II :

LE TRAITEMENT PUBLIC DU CHOMAGE ET DE L'ACTION CONTESTATAIRE

I. Introduction

Dans l'Argentine des années 1990, le débat sur le chômage a surtout mis en exergue le marché comme le seul espace susceptible de résoudre la question du chômage. La stabilité financière – contraire à l'inflation – s'est alors érigée en un bien collectif par excellence. Le *succès* du plan de convertibilité – qui est parvenu à contrôler l'inflation – fournira au président Menem une légitimité durable (Silvia Sigal, 2003, 87). Les premiers programmes de travail temporaire (PTT) conçus par le gouvernement national traduisent ce diagnostic en la formulation de programmes de courte durée (de trois à six mois d'indemnités) et dont les ressources qui ont été affectées s'avèrent nettement inférieures aux salaires (de sorte à ne pas influencer ces derniers, ni à provoquer la cessation de recherche d'emploi).

Le débat sur le retrait du politique que nous avons évoqué a revêtu une forme nouvelle à la lumière des évolutions des PTT. Ces transformations semblent guidées par le maintien de l'équilibre des finances publiques, d'une part, plutôt que par les changements dans les conditions de travail que nous venons d'esquisser. D'autre part, elles semblent traduire une tentative de « fermeture » du débat public sur le chômage et les conséquences sociales de l'adoption du modèle de convertibilité. Qu'implique un tel diagnostic sur les changements en cours, quelles réponses apporter aux manifestations de *desocupados* qui sont de plus en plus nombreuses ? Quelle position les différents acteurs concernés ont-ils avancé ? Afin de répondre à ces questionnements, nous analyserons d'abord les perceptions du chômage à travers les analyses sociologiques ainsi que le traitement qui en a été fait par la presse. Les différentes politiques sociales mises en œuvre, tout au long de ces années, seront ensuite détaillées. Comparer les PTT sous chacun des gouvernements successifs permettra d'établir les principaux critères qui sont intervenus dans la sélection des différentes politiques sociales implémentées.

La solution du chômage par le marché

Malgré les informations plus ou moins disponibles sur le caractère extensif du chômage, le problème est perçu en fonction des individus affectés. Kessler (1996) analyse, par exemple, les attitudes de groupes de chômeurs participant à des thérapies de groupe dans la ville de Buenos Aires qui essayent de s'adapter individuellement aux nouvelles conditions du marché du travail. La dimension sociale du chômage apparaît, selon cette étude, caractérisée par la métaphore de l'épidémie qui tend à négliger la relation de celui-ci avec les réformes économiques en cours, lesquelles, comme nous l'avons signalé, sont présentées comme inévitables, afin de renouer avec le sentier de la croissance et contrôler l'inflation. En ce sens, Gonzalez Bombal (2002, 98) souligne les effets du chômage parmi ceux qui participent aux clubs de troc. Issus notamment des classes moyennes, leurs membres deviennent les « nouveaux pauvres ». La sociologue argentine constate que les sujets culpabilisent pour ce qui leur arrive comme s'il s'agissait de conséquences découlant de la prise de mauvaises décisions. Ils ne parviendraient pas à se percevoir eux-mêmes en faisant partie d'un même collectif.

Non seulement le propre de la période est le traitement de la situation de chômage marqué par la « solution par le marché », mais celui-ci est aussi conçu au détriment de l'individu dont les caractéristiques personnelles sont inscrites à l'origine de la situation de chômage. Le niveau de diplôme obtenu par l'individu est l'une des explications récurrentes les plus avancées. Mais les attributs individuels permettant de trouver un travail renvoient aussi à une certaine disposition à travailler et à prendre « n'importe quel travail » dont l'absence apparaît comme la cause du chômage. La disposition à la soumission à « n'importe quelles » conditions de travail en découle.

Ainsi, la recherche d'un travail confronte-t-elle à des expériences qui débouchent sur une certitude, celle d'une augmentation du pouvoir de l'employeur en raison du chômage, qui ne peut être contestée. La transmission du pouvoir s'exprime, en particulier, dans l'asymétrie de l'information. Lorsqu'en effet, ils sont embauchés, les futurs employés peuvent ignorer tout des conditions de travail les plus élémentaires comme la durée du temps du travail ou le montant de leur rémunération (Kessler, 1996, 130). De fait, l'une des caractéristiques du cas argentin se lit dans l'omniprésence du risque de la privation absolue, spécifique d'un contexte où prime l'absence de protection sociale.

Suite à la crise institutionnelle de décembre 2001, le Sénateur Eduardo Duhalde, ancien gouverneur de la province de Buenos Aires fut nommé président de la République

par le Congrès. Son administration appela au consensus. Dans le cadre d'une « table de dialogue argentin » (*mesa de diálogo argentino*), le gouvernement convoqua des syndicats, des entrepreneurs, la *Sociedad Rural,* des fonctionnaires de l'ONU et des représentants des différentes religions[92]. Il s'agissait-là d'un moyen permettant de rendre visible la participation des divers dirigeants, contribuant grâce à leur propre légitimité, à celle d'un gouvernement qui n'avait pas été élu au suffrage direct. La table de dialogue était chargée de présenter des propositions de solutions à la crise sociale et économique. Cette concertation ne prévoyait aucunement l'intervention des organisations de *desocupados*. Néanmoins, certaines d'entre elles furent reçues par le président Duhalde ou par des ministres et d'autres encore participèrent à des discussions que se sont elles aussi inscrites dans cet espace de dialogue.

Pendant le mois de février, un mois après la nomination de Duhalde, l'état d'urgence fut déclaré en matière de santé et de sécurité alimentaire de la population[93]. Il fallut allouer un budget spécial aux fins de distribution de la nourriture et des médicaments. Le nombre des allocations de travail temporaire augmenta de 50 %.

L'information sur les *piqueteros* dans les journaux nationaux

Dans ce contexte institutionnel, surgissent bien des interrogations sur les conditions de distribution de ces aides et notamment de celles attribuées aux chômeurs, le Programme Chef de Foyer au chômage – *Plan Jefes y Jefas de Hogar Desocupados* (PJJHD). Les journaux nationaux alertèrent l'opinion publique de l'« usage politique » et du « clientélisme » entourant les politiques sociales[94]. Les faits sur lesquels ils s'appuyèrent étaient les suivants : les manifestations de *piqueteros* opposés au système de distribution, les réunions de fonctionnaires nationaux et bien évidemment, les *piquetes*. La position vis-à-vis de ces derniers, il faut le souligner, opposa le président Duhalde à De la Rua, qui durant son mandat n'avait pas reçu personnellement, les représentants de ces organisations. Les *piquetes,* dans la province de Buenos Aires, ont duré plusieurs journées et nuits. Pendant les premiers jours de février 2002, se produisit également un fait qui s'inscrira au cœur du débat, à savoir la mort d'un manifestant survenue lors d'un *piquete,*

[92] Golbert (2004) souligne la centralité de l'action de l'église catholique dans cette initiative.
[93] La déclaration de l'État d'urgence confère, provisoirement, au Président des facultés relevant du pouvoir législatif, par exemple, des compétences en matière budgétaire.
[94] Pourtant, les quotidiens n'exercent pas forcément un rôle de contrôle des pouvoirs publics. Nous avançons ailleurs (Rius, 2007) que ces dénonciations traduisent l'existence de compromis ponctuels avec les autorités.

dans la province de Buenos Aires, le 6 février. L'interprétation de cette épreuve[95] par les médias conduisit ceux-ci à expliciter leur position – bien que susceptible d'évoluer – concernant les modes d'action (de certains) des acteurs sociaux principaux, l'État ou encore les secteurs mobilisés.

L'information sur les *piqueteros,* pendant ces journées-là, apparaît, souvent, dans La Nacion (LN)[96], plus précisément à la section *Politique économique*. Figurent également des articles dans la section *Politique* et *Opinion*. Ce regroupement de l'information souligne la crise politique et institutionnelle qui traverse le pays dans laquelle le mouvement des *desocupados* émerge alors comme un interlocuteur reçu par le président Duhalde mais que ne contribue pas à la sortie de crise. Ainsi, l'article intitulé « *Les piqueteros de la CCC (Corriente Clasista y Convativa) durcissent la confrontation »*[97] comparé à un autre intitulé « *De la contestation aux acquis précis »*[98] (dans lequel le journaliste informe de manière précise sur les actions des associations à but non lucratif) établit-il un rapport entre les articles à l'intérieur même des sections. Ici, une opposition se fait jour entre la confrontation et l'action. Les manifestations des *piqueteros* y apparaissent seulement comme des confrontations inutiles, stériles au plan des résultats. Tandis que les ONG, à la différence de la protestation, auraient produit des initiatives ou tentatives de solutions. En somme, le contraste que présente le quotidien sur une même page à travers les titres, entre la *contestation* et l'*action,* ne fait qu'exprimer une position cultivée à l'égard de deux actions différentes dont seule une, celle des ONG, est, ici, considérée comme légitime selon son interprétation. Cependant, dans les deux cas, il s'agit de groupes qui mettent en œuvre le même type de programme de travail temporaire, ce qui implique qu'un durcissement de sa position vis-à-vis du gouvernement n'aurait causé que des désagréments inutiles. Ce schéma revient à la position « vue de dehors » évoquée par une déléguée des *piqueteros*. Comme le résumait Marina, à Berazategui, le regard extérieur, identifié comme étant celui des média de communication, ne laisse pas place aux motivations de l'agir. Pour Manuel, à Berisso, le changement de perception vis-à-vis du *movimiento* s'accompagne d'un développement du discrédit envers les médias ou

[95] Trew propose ce terme par analogie avec les anomalies scientifiques qui mettent en cause une théorie. Ici, l'épreuve défie un système de représentation sociale telle qu'elle est proposée par le journal.

[96] Avec un tirage de 200 000 exemplaires, le journal détient la seconde audience nationale, mais il jouit d'une forte présence sur tout le territoire national.

[97] *Los piqueteros de la CCC se endurecen*, La Nación, Política, 4-02-02, p. 10.

[98] *De las protestas a los logros concretos*, idem. Dans la mesure où l'article souligne les propositions de réforme politique présentées par des associations, le *piquete* apparaît comme un élément de stagnation et les autres formes d'organisation comme des éléments de transformation nécessaires (le journal soutenant la nécessité de la reforme politique sous le volet de la réduction du déficit public). *Nada más que otra exhibición de fuerza.*

comme il le dit, la télévision, jusqu'alors considérée comme une source d'information digne de confiance :

> Manuel : Au début, j'avais un boulot « fixe ». J'ai entendu parler des *piqueteros* à la télévision. La télévision disait une chose que je croyais vraie. Alors, un jour j'ai perdu mon travail et bon… je me suis intégré au mouvement, comme tout le monde, par nécessité.
> Pia : *Aha, et tu as pensé à aller ailleurs ? Par exemple à la Mairie ou autre chose ?*
> M : J'ai vu des gens qui sont là à la Mairie. On me disait « vas-y, vas-y, insiste, on va t'inscrire et on va t'appeler… » J'attends toujours que quelqu'un m'appelle !
> P : *On ne t'a jamais rappelé…*
> M : On ne m'a jamais rappelé. Jamais on ne m'a offert la moindre opportunité… et bon, quand j'ai su qu'ici on créait un groupe de *desocupados*… [Je suis venu]. Au début, je ne pensais à rien, rien ne me passait par la tête… Ce que je voyais à la télé c'était une chose… que c'étaient des violents… qu'ils étaient contre le gouvernement… qu'ils utilisaient les manifestations comme une excuse et maintenant, je me rends compte que tout cela n'était que des histoires. Maintenant, je me fie à la réalité. La télé, j'y croyais, je croyais tout ce que l'on *m'y* disait… avec le temps, je me suis aperçu que l'on *m*'y mentait[99].

La première attitude à l'égard du mouvement des *desocupados* est de le considérer avec distance, comme quelque chose qui ne le concerne pas. À ce stade, il fait confiance à ce qui lui montre la télévision. Son jugement évoluera à partir de l'épreuve de chômage et de l'impossibilité d'accéder aux PTT. Persévérer dans les indications jusqu'alors valables, « s'inscrire, insister, attendre », ne produit pas les effets escomptés. Il doit faire face au chômage et à l'indifférence des autorités à l'endroit de sa situation. Ce que Manuel nous explique, à travers le passage du regard extérieur à celui de membre, nous intéresse en ce qu'il relate un basculement progressif. Tout d'abord, il garde ses distances. Il préfère tenter d'utiliser la voie institutionnelle, afin d'accéder aux PTT, bien que les organisations de *desocupados*, en 2002, alors qu'il intégrait le groupe, faisaient déjà partie de son

[99] Entretien avec Manuel, 24 ans, jeune membre du MTD de Berisso, ancien boulanger. Manuel : Primero tenia *laburo* fijo. O sea primero a los piqueteros los vi por la televisión, y la televisión me decía una cosa, que yo creía que era verdad. Bueno entonces un día me quedé sin trabajo… Y me integré al movimiento por la necesidad. Pia : *Aha ; ¿Y fuiste a averiguar a otro lado ? ¿A la municipalidad o algún otro lado ?* – Estuve hablando con gente que esta ahí dentro de lo que es el municipio y siempre me dijeron « anda, anda, insistí que te van a inscribir y te van a llamar »…y todavía estoy esperando que me llamen. – *Nunca te llamaron* – Nunca me dieron la oportunidad y bueno. Cuando me entere que acá estaban haciendo un grupo de desocupados… [vine] Al principio no creía nada, no me pasaba nada por la cabeza. Porque lo que yo veía en la tele me mostraban una cosa… Que eran violentos, que estaban contra el gobierno que hacían marchas como una excusa y bueno esas cosas, o sea que buscaban la escusa de la marcha… y ahora me doy cuenta que es puro verso, pura imaginación de la televisión, ahora mas o menos me estoy guiando en lo que es la realidad y la tele a hora no. es como que yo creía en la televisión en todo lo que me decía al poco tiempo me fui dando cuenta que me estaba mintiendo

quotidien[100]. Il nous entretient d'une transformation, à travers le regard qu'il porte sur les MTD, qui s'opère à compter de sa participation. Néanmoins, elle ne se trouve ni de manière préalable ni immédiate. Il s'agit d'un changement progressif au cours duquel il se rapproche du groupe de *desocupados* près de chez lui sans trop y croire. Ce moment se présente comme une forme d'expérimentation. Manuel y va en laissant de côté ses « a priori », et « sans que rien ne lui passe par la tête ». Il observe, en inscrivant entre parenthèses, ce qu'il a vu à la télévision.

Avec le temps, et on pourrait dire, la répétition des observations, il finit par faire basculer ses « schémas de perception » du point de vue extérieur vers ce qu'il vit, sa propre expérience. Il finit par souscrire à ce qui lui apparaît, à présent, comme une évidence. La télévision ne raconte pas sa réalité, elle *lui* ment. Manuel se considère comme le destinataire de ces images qui s'inscrivent en contradiction avec son expérience. Il leur attribue une intentionnalité mensongère, « elle *me* mentait ». D'après son récit, il ne peut en aucune manière s'agir d'une erreur. Dans un troisième temps, la réalité passe par sa propre expérience à l'intérieur du MTD. La télévision apparaît comme un moyen de constitution d'une fausse image dans laquelle les raisons pour agir sont remplacées par (ou considérées comme) des excuses, par exemple, monter des *piquetes* afin de nuire au gouvernement. Cette expérience ressemble à celle des populations soumises à un regard folklorisé et envisagées comme un « objet » du regard par les médias, ou de la bourgeoisie locale, analysées par Claudia Barril Reijman (2003) lorsqu'elle se penche sur les associations mapuches au Chili[101]. Ces situations sont, ici, d'autant plus remarquables qu'elles sont relatées à la première personne. Ces épreuves confrontent Manuel à une situation problématique qui fait intervenir en lui comme une suspension du jugement, en termes Schütziens, il s'agit-là d'une crise des typifications tenues comme allant de soi (Schütz, 1962).

Une même personne, frappée par le chômage, va être disposée à changer d'avis. Manuel estime, pour sa part, que son expérience de première main contribue à attester du caractère infondé des images diffusées par la télévision. Ce qui lui permet de développer des capacités de discernement qui lui sont propres. La place des « gens ordinaires » selon les dires de Marina (rapportés dans l'introduction) permet, à partir de cette expérience, de procéder à une réfutation des images stéréotypées, individuelles mais s'inscrivant au sein même du collectif. Elle permet aux individus de faire la preuve de leur capacité à juger et

[100] Au cours de cette année, plus de deux milles blocages ont été recensés par les instituts de sondage.
[101] Son analyse marque à quel point l'imaginaire de la société chilienne sur les mapuches est intégré par des membres qui n'en ont jamais rencontrés. Le sentiment d'étrangeté peut ainsi être brisé par le contact ou en sortir renforcé.

à argumenter une critique du privilège, ainsi que d'amorcer un mouvement de méfiance vis-à-vis des autorités et des médias [102].

Ainsi, la crise de 2001, précédemment décrite, a débouché sur des tentatives de redéfinition du social. Quels ont été, alors, les questionnements soumis à la société en général ? Si l'on prend l'agenda politique et social publié par la presse écrite, l'on constate que la chute du « modèle de convertibilité » plonge les dirigeants dans un abîme de questionnements. De nouvelles règles du jeu social et économique doivent être adoptées[103]. Les sujets traités par Duhalde pendant les premières semaines de mandat ont été la « Réforme politique » et la discussion du budget tantôt au Parlement tantôt au sein du pouvoir exécutif.

À la suite d'un événement tragique, qui s'achève par la mort d'un membre d'une organisation des *piqueteros*, le débat sur le chômage fait place à celui de la question *piquetera*. Selon le journal La Nacion, les *piqueteros* se définissent comme « des activistes » ou des « groupes d'agitateurs » [104]. Leur action apparaît à la fois comme une « appropriation de l'espace public », « une atteinte au droit constitutionnel », « une aberration, un outrage inacceptable », « une usurpation arbitraire » et « un conflit *sectoriel* ». L'éditorialiste s'abandonne sans retenue à l'expression de ses jugements, pour condamner les hommes et les femmes confrontés au chômage et aussi les autorités publiques qui autorisent leur manifestation. Il condamne toujours comme une « faute très grave » le fait qu'elles ne soient pas interdites.

En somme, mis à part les manifestants et les autorités, le reste de la société ne serait plus concerné, « les citoyens étrangers au problème » (notamment les lecteurs du journal), les « familles entières qui revenaient de leurs vacances », les « automobilistes » et l'ensemble des personnes « privées de leurs droits »[105] de circuler. La position de l'éditorialiste suppose l'absence d'implication de ceux qui ne seraient pas directement affectés par le chômage. L'éditorialiste se sent également « contraint » de rappeler aux lecteurs « l'épisode malheureux » qui est intervenu quelques jours auparavant, afin de les prévenir du danger d'« agitation violente » pouvant exister sur ces barrages routiers. La colonne « opinion » s'achève, elle, sur une recommandation adressée aux autorités :

[102] La modification de l'engagement de Marina semble mettre en évidence une crise au sens que lui confère Schütz. Les catégories d'analyse de la situation sont mises à l'épreuve et ce qui était à un moment « de la folie » dévient rationnel et légitime.
[103] Un parti politique de gauche, le MAS, prône la tenue d'une assemblée constituante afin, comme leur nom l'indique, de procéder à une modification de la Constitution.
[104] Bartolomé Mitre, *El corte de ruta, un recurso intolerable*, La Nación, 13.02.02, p. 16.
[105] Ídem.

« c'est l'heure d'*éradiquer* le blocage routier de la vie de l'Argentine »[106]. Les catégories employées ainsi que la recommandation finale inscrivent les *piquetes,* hors des frontières du social. La peur invoquée sert l'argumentation favorable à l'autoritarisme et à *l'éradication* des protestations – terme particulièrement connoté puisqu'il se référait sous la dictature (1976-1983) au programme d'élimination de l'opposition considérée comme *subversive*.

Le second éditorial du jour est consacré à l'exposition d'une alternative « normale » (au sens de réussite de l'épreuve de la représentation sociale proposée par le journal) devant « l'urgence économique ». Sous le titre, « *Un potager dans la ville* », est dressé l'éloge des « efforts harmonieux » qui ont été mis en oeuvre dans un quartier de la ville de Buenos Aires par les autorités publiques locales mais aussi par les *vecinos,* « pleins de bonne volonté », « peut-être des retraités ou des chômeurs », l'objectif recherché étant d'approvisionner les cantines populaires du quartier. Nous reconnaissons, ici, un type de juxtaposition qui est caractéristique de ce journal[107]. En effet, nous relevons, par exemple, un contraste entre les dénominations péjoratives des *piqueteros,* « agitateurs », « usurpateurs » et les catégories positives, telles celles des « *vecinos* », leurs « efforts harmonieux », etc. Ce contraste interpelle le lecteur d'autant que l'un des sujets inscrits à l'agenda public auquel il est associé est celui de la réforme politique.

De fait, à un moment où la consigne est « qu'ils s'en aillent tous » -elle est lancée aux politiciens depuis la fuite de De la Rua-, les catégories positives sont celles qui, dans l'imaginaire local, évoquent une certaine forme de neutralité politique, notamment les familles, les *vecinos*. Par ailleurs, la position de LN, un journal d'excellence, permet à l'éditorialiste de faire valoir son opinion en tant que conseiller politique. Sidicaro[108] remarque que cette représentation du journal est liée au rôle qu'il s'attribue comme conseiller du pouvoir tout au long de son histoire. Autre trait persistant des chroniques de ce journal, également relevé par le sociologue, c'est celui qui consiste à agiter le danger du dérapage dans la mobilisation sociale. Auparavant vilipendé comme le communisme, ce glissement apparaît à travers les images évoquées précédemment, et les dénominations d'« agitateurs idéologisés ». Cette formulation ne peut que se traduire par la réprobation de toute forme de manifestation massive tenue, de surcroît, pour irrationnelle. L'éditorialiste pousse ce raisonnement plus loin pour également évoquer via l'idée

[106] Ídem.
[107] Le journal a souvent recours à cette confrontation voir, *Les piqueteros de la CCC durcissent la confrontation* et *De la contestation aux acquis précis*.
[108] Le sociologue argentin Ricardo Sidicaro (1993), propose une analyse du Journal *La Nacion* depuis sa fondation jusqu'aux années quatre-vingt-dix. p. 224.

d'« agitation de la violence » et son « éradication » l'un de traumas sociaux argentins, le terrorisme d'État sous la dernière dictature militaire entre 1976 et 1983. Loin d'exercer un rôle modérateur, ce cadrage du mouvement des *piqueteros,* associé à la délinquance et à la subversion des valeurs, évoque une intervention répressive de l'État. Au final, soulignons que le droit est invoqué sous sa forme individuelle de liberté de circulation. Toutefois, s'agissant des droits sociaux et du droit au travail consacrés par la Constitution nationale, l'éditorialiste omet toute évocation juridique (explicite ou implicite). Il préfère citer l'exemple d'initiatives privées, telles celle des cantines populaires instaurées par des associations qui, bien que se développant avec l'aide de l'État – évoquent non les droits sociaux mais la charité publique.

II Les Programmes de Travail Temporaire : Une réponse insuffisante en situation d'accroissement du chômage

La formulation des programmes *Trabajar* (PT) a été conçue durant le gouvernement du président Menem, plus précisément sous son second mandat. Sous le Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale, (MTSS) le traitement du chômage était celui de la gestion du « coût social » des reformes afin de regagner le sentier propre à toute économie de marché ; orienté autour de la résolution des problèmes de problèmes de pauvreté et de chômage, étant celui-ci considéré comme une carence. Les politiques sociales qui découlent de ce diagnostic sont focalisées sur les populations les plus touchées par la pauvreté (Aguirre, 2001, Grassi, 2003) ; le travail se réduit à la dimension de ressource économique comme besoin de travail et n'est plus considéré sous l'angle du droit au travail.

Le premier PT (I), d'une durée d'un an, était financé par un prêt de la Banque mondiale. Considéré par le MTSS comme un « Programme d'emploi direct », il avait pour objectifs de continuer à verser un revenu aux travailleurs pendant les périodes de recherche de travail et de contribuer au développement des structures économiques et sociales des communautés par le biais des projets locaux. Dans ce cadre, le programme cherchait à « promouvoir les opportunités *d'emploi transitoire* pour les groupes les plus vulnérables, par l'optimisation des ressources et la focalisation des bénéficiaires » (BM, 1998). Le programme a été mis en œuvre sur tout le territoire national, et il est devenu une

monnaie d'échange dans le rapport aux organisations des travailleurs *desocupados* qui ont créé des organisations collectives afin d'accéder à ces « *emplois transitoires* ».

Le PT I appuyait les projets locaux qui proposaient des services d'infrastructure pour améliorer les conditions de vie dans les quartiers populaires[109]. Les responsables locaux définissaient les projets et proposaient les outils et ressources nécessaires au travail alors que le programme – national – approuvait les projets dans les antennes locales et finançait la rétribution des travailleurs. Celle-ci ne constituait pas un salaire et exemptait les « employeurs » et « employés » des charges sociales requises par la législation (sécurité sociale, cotisation-retraite, etc.)[110]. Pendant une période de six mois, le « titulaire sélectionné » perçoit une somme comprise entre 160 et 200 *pesos*/dollars. Nous utilisons, ici, l'expression de *titulaire* ou *titulaire sélectionné*[111] pour rendre compte du statut de l'individu que participe à ces dispositifs ainsi que de la particularité des conditions d'attribution des PTT.

D'une part, le terme bénéficiaire, plus proche de celui utilisé dans les documents des Ministères, *sujeto beneficiario*, souligne la mise sous tutelle d'un individu, réduit à la dépendance vis-à-vis de l'État du fait de son absence d'autonomie financière. Cette dénomination ne semble pas à même de signifier les multiples activités que les individus se doivent d'exécuter pour obtenir les allocations et assurer leur continuité. Celles-ci sont d'autant plus importantes que certaines sont exigées par les dispositifs sous la forme de contreparties. Elle ne rend pas compte non plus des activités, outre celles de contrepartie, exécutées par les individus pour assurer leur subsistance et celle de leurs familles[112]. Un autre terme écarté fut celui des ayants droit. Celui-ci englobe les individus concernés par les dispositifs. Néanmoins, de fait, ils ne sont pas tous pris en charge par les PTT. Plus importantes encore, sont les conditions d'accès aux PTT et de maintien dans les dispositifs, imprégnés des pratiques arbitraires dans lesquelles le terme d'ayant droit ne peut-être plus qu'un euphémisme induisant à des contresens.

Les titulaires du programme devaient être sans-emploi, et étaient sélectionnés sans distinction de sexe, devaient être âgés de plus de seize ans et ne pas percevoir la prestation chômage – *seguro de desocupación* – ou tout autre allocation publique. Le programme se concentrait sur ceux qui n'avaient pas ou peu de qualifications et rencontraient davantage

[109] Les titulaires de ce programme doivent accomplir une activité de contrepartie, au profit d'une collectivité publique, d'un établissement public ou d'une association ; un travail non rémunéré par un salaire d'une durée comprise entre quatre et six heures par jour.
[110] Le programme prévoyait l'inclusion d'un système de sécurité sociale pendant la réalisation des projets mais cette dimension n'a jamais été mise en œuvre.
[111] Les termes utilisés dans la documentation du ministère sont *sujeto beneficiario*.
[112] Nous reviendrons sur celle-ci au cours de la thèse.

de difficultés dans l'accès au marché du travail. Un critère requis supplémentaire était également fondé sur la condition familiale ; 50 % des titulaires devaient être chefs de famille. Les renouvellements approuvés au PT ont introduit des modifications à ces critères.

À partir du PT II, le programme vit ses ressources s'accroître et introduisit des modifications concernant la procédure de financement des projets ainsi que les critères d'éligibilité des projets financés. La présentation des projets est ouverte aux ONG locales – y compris les organisations des *desocupados* – et intègre la réalisation des formations. Toutefois, la décision d'approbation des projets demeure inscrite dans le cadre du MTSS. Les évaluations réalisées par SIEMPRO[113] (1997-1998), estiment que le programme a atteint l'objectif qu'il s'était fixé ; 40 % des allocataires appartenaient aux foyers des 5 % les plus pauvres de la population. Pendant les deux premières années du PT, 50 % des titulaires devaient être des chefs de famille. Au moment de la prolongation qui intervint en 1998, le rapport d'évaluation rend explicite la volonté du gouvernement national d'inclure une proportion plus importante de femmes. Pendant les premières années, 85 % des titulaires recensés étaient des hommes et 15 % des femmes. L'inclusion du financement du fonctionnement des cantines était cohérente avec cet objectif (BM, 1997). Dans la version du PT III, une partie des allocations était financée par le Fonds National de l'Emploi. Chaque projet inclut entre cinq et quarante travailleurs. La journée de travail est de six heures par jour et le contrat, d'une durée maximale de six mois.

Une dimension sous-estimée, lors de la conception du programme, a été celle de la périodicité des allocations. Il n'était pas prévu, en effet, qu'elles soient renouvelables. L'incertitude en laquelle se trouvaient plongés les travailleurs tous les six mois faisait qu'ils rejoignaient les mobilisations des organisations de sans-emploi. De fait, le renouvellement étant conditionné à leur capacité de mobilisation et de négociation, des collectifs des *desocupados* entreprirent de s'organiser, de créer leurs propres associations, leur permettant ainsi de présenter des projets et de développer des réseaux d'action collective dans les provinces de Salta, Jujuy et Neuquén. Les chroniques de journaux qui traitent des premières manifestations survenues contre le chômage dans les différentes provinces en 1996 et 1997 soulignent l'intervention qui fut celle du gouvernement national, celui-ci cherchant à désamorcer le conflit, à travers la distribution de « postes de travail ». Elles mettent aussi en exergue l'intervention de la médiation de l'Église comme

[113] SIEMPRO (Sistema de evaluación y monitoreo de programas sociales) est un bureau d'évaluation des programmes sociaux créé dans le cadre du Ministère du Développement Social sur la base d'un financement par les organismes internationaux (Raggio, 2004).

un élément clé du traitement du conflit.[114] Les mobilisations successives présentent les organisations de *desocupados* en tant qu'interlocuteurs des négociations, notamment dans le GBA. Aussi, le PT a-t-il été reconduit annuellement en fonction des négociations avec la Banque mondiale et du respect de la parité d'avec le dollar (non émission de monnaie). À partir de l'année 2000, le gouvernement national a réduit de manière significative le nombre de titulaires du PT pour atteindre en 2001, le chiffre de 86 000 allocataires, un niveau presque identique que lors de sa création, alors que le chômage et la pauvreté augmentaient. En juillet 2001, le PT a ramené à la baisse le montant de l'allocation de 200 *pesos* à 160 *pesos,* la somme étant, par ailleurs, payée en LECOPS – des bons de l'État National[115]- (Auyero 2007, 132).

Les différents gouvernements reproduiront le modèle d'intervention des PT pour introduire des modifications non négligeables, fonction des négociations instaurées avec les acteurs concernés. Suite à la démission de De la Rua[116] et à la nomination d'Adolfo Rodriguez Saá[117] à la tête du gouvernement, le nouveau président a proposé la création d'un programme d'emploi avec un objectif de création d'un million de postes de travail sur la base de la reconnaissance d'un « droit au travail digne ». Ces propos qui reprennent les mots d'ordre de plusieurs organisations des travailleurs *desocupados* n'auront qu'un effet très partiel sur la formulation de la politique sociale car (confronté au factionnalisme régnant et aux conséquences de son association avec d'anciennes figures du gouvernement de Menem), Rodriguez Saá sera contraint de renoncer. Les PTT subissent les effets de ces tensions politiques. Si l'on prend en compte le moment où le gouvernement de Carlos Menem entame la dite reforme de l'État en 1990 et la formulation des PTT en 1996 avec les PT, ces derniers ne semblent prendre de l'ampleur qu'à partir de la création des organisations de travailleurs *desocupados*. En effet, les mobilisations contre le chômage revêtiront la forme d'un siège dans des villes ou

[114] Avant la création de cet espace de dialogue, l'Église Catholique exerçait déjà des intermédiations. CARITAS, l'association de bienfaisance des laïcs catholiques gère aussi des PTT.

[115] Au cours de l'année 2001, certains gouverneurs de province ont décidé de rémunérer leurs fonctionnaires en bons d'échange : en août, le gouverneur de Buenos Aires créa le *Patacon* ; en octobre, c'est le gouverneur d'Entre Rios qui créa également une nouvelle monnaie ; le gouvernement national crée les *Lecop,* l'objectif étant de lutter contre le déficit public. Au total, on a pu dénombrer dix-sept monnaies parallèles différentes. On retrouvera plusieurs analyses des usages de la monnaie en Amérique Latine dans l'ouvrage dirigé par Bauman, Bazin, Ould-Ahmed, Phélinas, Selim et Sobel (2008).

[116] Le départ du Président crée une situation de vacance du pouvoir. Le vice-président – président du Sénat ayant quitté son siège quelques mois plus tôt, le Président de la chambre de députés, Puerta, reçoit, provisoirement, l'investiture jusqu'à ce qu'une décision soit arrêtée au sein des chambres. Rodriguez Saa est nommé Président Intérimaire en charge d'organiser le processus électoral mais, il échoue à obtenir le consensus du Parti Péroniste dont il est issu. Il est amené à renoncer et Eduardo Duhalde, ancien gouverneur de la province de Buenos Aires, alors Sénateur, est désigné par le Sénat pour achever le mandat présidentiel entamé par De la Rua.

[117] Discours devant l'Assemblée Législative, 23/12/2001, cité par Di Leo, (2003).

l'économie se rattachait à la production pétrolière. Des populations entières ont manifesté en Salta et en Neuquén.[118]

L'accès aux PT
Qui accède aux allocations ?

La population bénéficiaire des PT est essentiellement masculine à 80 % (BM, 1997). Ce qui peut être mis en relation avec le type de projet financé en fonction des critères établis lors de l'élaboration du programme, par exemple, la construction d'infrastructures dans des quartiers périphériques. Lors de la formulation du nouveau programme de travail temporaire, *Jefes y jefas de hogar desocupado* (JJHD), en 2002, la population a fortement évolué, 70 % sont des femmes[119]. Concernant les foyers, la quantité d'entre eux que l'on qualifie de monoparentaux semble surreprésentée ; 20 % de titulaires sont célibataires et 27 % sont veufs ou divorcés.

La différence de composition des titulaires entre le PT et le JJHD semble s'inscrire dans le changement de type de projet financé. En effet, les deux PTT financent divers types d'activités de contrepartie, en particulier le JJHD, étend le financement au fonctionnement des cantines populaires et aux différentes infrastructures installées dans les quartiers (néanmoins, le programme privilégie toujours des postes peu qualifiés).

L'importance de la contestation dans l'accès aux PTT peut-être aussi évaluée en fonction de l'accès effectif aux programmes. Goldbert (2003, 18) souligne un problème d'iniquité horizontale notamment pour le JJHD, le programme comportant le plus de titulaires. À partir d'une analyse des données de l'EPH du deuxième trimestre de 2003, la sociologue constate qu'un foyer sur trois qui se situait en-dessous du seuil de pauvreté extrême a accédé au programme. Pour les foyers se situant en-dessous du seuil de pauvreté, la proportion était d'un sur douze.

Comment les titulaires accèdent-ils aux PT ?

La notoriété acquise en Argentine par les PT, le fait de pouvoir accéder à des registres de données, ainsi que les discussions sur le clientélisme, ont fait des PT l'objet de plusieurs études et évaluations. Lodola (2005) propose une analyse statistique de la

[118] Plusieurs études ont analysé des exemples de *piquetes* réalisés dans les régions pétrolières, se reporter, par exemple, à Auyero (2002), Kalchko (2002), Svampa et Pereyra (2003). Ici, nous considérons seulement la vocation des *piquetes* d'interpeler l'État et leurs conséquences sur les modes d'intervention des politiques sociales.
[119] En annexe V, nous présentons les données de l'évaluation du PJJHD en 2004.

distribution des PT. D'après cette étude, la distribution serait opérée en fonction de la fréquence de la contestation.[120]

Du point de vue des secteurs mobilisés, la focalisation exclut ceux qui ne sont pas entrés en contact avec les réseaux partisans. Certes, la corrélation entre l'augmentation des blocages de route et la quantité d'allocations distribuées, ne peut être considérée comme la cause de sa création mais elle introduit néanmoins les conditions politiques dans l'élaboration et le fonctionnement du PT. L'action contestataire apparaitraît comme la possibilité d'accès aux prestations mais aussi son fondement. Ces PTT ne constitueraient donc pas forcément une réponse aux conditions de pauvreté mais plutôt à la mobilisation sociale.

> [Je suis au MTD depuis 1997] parce que je n'avais pas de travail. La lutte des gens du quartier commençait. Nous luttions pour l'unité entre les *vecinos* et le vrai travail, autrement nous ne trouvions rien. Cela faisait quasiment deux ans que je n'avais pas de travail. La seule solution que je voyais c'était la lutte […] Nous étions dans une cantine populaire, j'y étais pendant six mois jusqu'au moment où j'ai eu le *poste de travail*.[121]

> J'ai commencé en 1999, par une *compañera*. Ayant mon fils en bas âge, elle m'a dit « va là-bas, ils vont t'inscrire et tu vas obtenir un *plan* ». […] À ce moment-là, mon partenaire avait un travail, tout. Peut-être pour ça, il ne voulait pas que j'y aille. […] deux mois plus tard, mon partenaire a été viré. Nous nous sommes attachés au mouvement. C'était très important, je suis restée un an comme *desocupada* car il n'y avait pas de *postes*[122].

Ces entretiens évoquent les difficultés que l'on a à accéder aux PT alors que la quantité d'allocations s'accroissait d'une année sur l'autre. Ce qui fait apparaître la mobilisation, « la lutte », comme étant la seule voie possible pour les obtenir. Les évaluations réalisées durant cette période (SIEMPRO, 1998) soulignent une focalisation en accord avec la formulation du PT. Julia souligne, ainsi, qu'en 1997, elle est demeurée *desocupada* pendant un an ; elle ne recevait pas l'allocation. Les raisons pour lesquelles ces personnes

[120] L'analyse quantitative confirme en même temps la « bonne focalisation » dans les poches de pauvreté.

[121] Beto, Florencio Varela, fev. 2003. [Ingresé en el movimiento en 1997] porque estaba sin trabajo y estaba *la lucha* de la gente del barrio que recién se estaba formando. En ese tiempo luchábamos por la unidad de los vecinos y el trabajo genuino, *porque de otra forma no conseguíamos nada.* Yo hacia un promedio de dos años que estaba sin trabajo y, la única solución que veía era la lucha […] Estábamos en un comedor, en un comedor barrial ahí *estuve como seis meses hasta que conseguí el « puesto de trabajo »*.

[122] Julia, Florencio Varela Dec. 2003. Empecé en 1999, por una compañera que, como yo tenía mi hijo chiquito, me dijo, « anda allá que ahí te van a anotar, vas a conseguir un plan ». […]. Entonces mi pareja tenia trabajo, todo. Por ahí no quería que yo fuera porque él trabajaba, en fin… […] a los dos meses que empecé a mi pareja lo echan del trabajo y bueno, ahí empezamos a estar más aferrados al movimiento. Fue un proceso muy grande para mi porque fue *un año de desocupada* porque no había puestos [planes]

n'accèdent pas à l'allocation par la voie administrative classique rendent les critères de focalisation injustes pour ceux qui en sont exclus. Les études conduites sur la distribution des PT durant les périodes électorales montrent que celle-ci peut obéir à des critères clientélistes mais aussi à des critères « techniques », (Brusco et alt, 2005). Il semblerait donc que l'accès aux PT eut été restreint par la formulation des programmes focalisés et non par la manière de les exécuter. La focalisation apparaît donc comme un outil peu cohérent en tant que réponse à la problématique de chômage croissant et à des conditions de travail dégradées.

Pendant le gouvernement de Menem, la résolution des conflits, lors des *piquetes*, intervient à travers des « comités de crise » crées par le gouvernement national avec la participation des évêques de l'Église Catholique[123], dont l'intervention était considérée comme garantissant la « paix sociale ». Les différentes tables des négociations ont débouché sur des actes qui ont été paraphés par les autorités gouvernementales et les représentants des *piqueteros*. Ceux-ci pouvaient même faire l'objet de réclamations en cas de non-respect de l'accord.

Pendant le gouvernement de De la Rua, le PT poursuivra cette dynamique mais le nombre de *titulaires sélectionnés* sera réduit. La création des Comités de crises dans la province de Buenos Aires répondra alors à un objectif bien particulier : contrôler l'utilisation des allocations dans les districts du GBA qui se trouvaient aux mains de l'opposition[124]. La possibilité d'interpeller les autorités nationales (parfois en accord avec les autorités locales) a assis une capacité de mobilisation en expansion qui est allée croissante, les organisations *piqueteras* sont alors devenues des acteurs incontournables dans la formulation des PTT.

Par ailleurs, les organisations présentent leurs propres projets et décident des activités mises en œuvre en contrepartie. Elles n'obéissent pas aux critères de focalisation établis par l'administration qu'elles considèrent injustes. Par exemple, des personnes issues d'une même famille peuvent accéder à des PTT en fonction des critères spécifiques tels que « *la lucha* », le temps consacré aux organisations et aux mobilisations. Souvent, les projets revêtent un caractère social et cherchent à multiplier les ressources au bénéfice du fonctionnement des cantines populaires et des *goûters* (potagers, boulangeries, ventes de vêtement etc.)[125].

[123] Le Ministre de l'Intérieur, Carlos Corach, a remercié publiquement la médiation de l'Église Catholique, voir par exemple http://www.clarin.com/diario/1997/06/01/t-00801d.htm. [Consulté en février 2003]
[124] C'est l'interprétation que traduit, en général, les récits des organisations de *desocupados*.
[125] Nous reviendrons sur les caractéristiques des projets dans la seconde partie.

La fin des projets financés par le PT, passés les six mois initialement prévus, s'est traduite par un réamorcement des protestations. L'activation de cette protestation, de manière périodique, avait permis l'extension des allocations et même l'augmentation des quantités d'allocations distribuées au sein d'une même organisation[126]. L'exercice de la contestation se fera encore plus actif sous le gouvernement du président De la Rua au moment où le gouvernement réduit le nombre des titulaires de PTT.

Crise politique, changement de gouvernement et de PTT. Les PT font place aux JJHD

La crise politique qui s'est installée dans les derniers mois de l'année 2001, en Argentine, a conduit Eduardo Duhalde au pouvoir. Dans son discours d'investiture présidentielle, M. Duhalde donne la priorité à la « paix sociale » et propose de convertir le programme de son prédécesseur, Rodriguez Saa, en une assurance chômage à destination des chefs de foyer sans-emploi. Pendant l'élaboration du nouveau programme, le gouvernement continua à augmenter la quantité d'allocations. Duhalde décréta l'état d'urgence en matière alimentaire, sanitaire et de travail[127] l'urgence de la situation sociale s'aggravant à partir de la dérogation de la Loi de convertibilité et de la dévaluation du *peso* le lendemain de son investiture, le 2 janvier 2002[128].

Le Président de la République avait convoqué une « Table de Dialogue Argentin ». Elle était composée, à l'origine, de représentants des Églises, de membres des différents secteurs industriels et des syndicats, et de certaines organisations de sans-emploi qui seront également présentes lors des discussions conduites dans le cadre de cet espace institutionnel ad-hoc, dont les propositions ont apporté une base de légitimité au programme JJHD. Les organisations de *desocupados* ont mobilisé leurs membres afin que soient intégrées leurs attentes lors de l'élaboration des programmes d'urgence sociale. Ce fut notamment à l'occasion d'une « marche massive des sans-emplois de La Matanza à Plaza de Mayo » (Pagina 12, FEV 2002) qu'un des leaders, Luis D'Elia, avança plusieurs réclamations, parmi lesquelles l'accès à l'allocation des jeunes et des personnes âgées qui étaient exclus de la formulation initialement. Aussi, lors d'une réunion avec le président Duhalde, le problème soulevé a-t-il été le mécanisme de distribution des PTT qui faisait

[126] Entretien avec un fonctionnaire du MDSyMA.
[127] DNU 108/02, DNU 486/02 et DNU 165/02 respectivement.
[128] Le chômage s'éleva de 18 % à 23,6 % de la population active en quelques mois. Au mois d'octobre 2002, la pauvreté extrême affectait 24,7 % de la population et 54,3 %, plus de la moitié de celle-ci, étant considérée comme sous le seuil de pauvreté (INDEC).

l'objet, selon D'Elia, d'une récupération de la part des partis politiques. Les PEC – *Programa de Empleo Comunitario*- sont crées de manière complémentaire au programme *Jefes y Jefas de hogar desocupados* (JJHD) pour palier l'exclusion des jeunes mais ils ne sont pas alloués par les mêmes institutions locales. Ils sont négociés sous forme de quotas entre les secteurs mobilisés et le gouvernement national (Golbert, 2004). Le PEC n'est pas présenté publiquement comme une composante du dispositif déclenché par l'urgence sociale et apparaît privé de toute légitimité.

En avril 2002, le gouvernement édicte le décret de création du (JJHD) son application est dévolue au ministère du Travail (MTSS). Il proclame « l'universalisation » des PTT afin « d'assurer un revenu minimal mensuel à toutes les familles argentines ». Le président Duhalde le présente par message officiel présidentiel comme étant un « droit social » et non pas seulement comme un palliatif à l'urgence de la situation. Dans la création de ce programme, interviennent plusieurs facteurs. D'une part, les antécédents des programmes existant au sein du MTSS, sont pris en compte notamment le PT, qui apporte la structure institutionnelle permettant d'appliquer le programme sur l'ensemble du territoire national. D'autre part, les débats préalables ainsi que les propositions développées dans différents espaces de la société civile, apparaissent orientés notamment autour de l'affirmation d'un droit au revenu minimum citoyen, par exemple le projet développé par FRENAPO[129]. La légitimité de ce statut du « droit social » est renforcée par des dispositifs promouvant une certaine transparence sur les questions de l'approbation des ayants droit et les conseils locaux[130]. Les membres des organisations des *desocupados* ayant le PEC reçoivent ces allocations sans l'intervention des conseils, le PEC ne semble pas alors participer au statut de droit social attribué au JJHD.

Le JJHD introduit également des conseils – *consejos consultivos* – qui reçoivent notamment pour mission de veiller à la transparence dans la répartition des programmes de travail temporaire aux niveaux local, provincial et national. Le gouvernement de Duhalde, souffrant de l'absence de légitimité en raison des conditions particulières de son élection, a eu recours à des instances collectives qui participèrent à l'approbation des projets au niveau local. Le Conseil, au niveau national, est chargé de proposer des recommandations de politique sociale. Le gouvernement peut appuyer, lui, les

[129] *Frente nacional contra la pobreza* (Front national contre la pauvreté). Il s'agit d'un espace de réflexion et de mobilisation des intellectuels, syndicalistes et députés qui émettent plusieurs propositions en matière de lutte contre la crise sociale. Il est notamment parvenu à organiser un « référendum » symbolique, à l'occasion duquel plus d'un million des voix se sont prononcées en faveur de la création d'un fonds pour créer un revenu minimal par enfant.

[130] Confronté aux accusations de clientélisme concernant les PTT, le Ministre de Travail a désigné les conseils locaux (*consejos locales*) comme l'espace institutionnel destiné à garantir la transparence.

propositions à l'égard des organisations de *desocupados*. Avec la formulation d'une politique publique de lutte contre le chômage, les jeunes titulaires du PEC semblent en infraction dans la mesure où les règles d'attribution ne sont pas publiquement affichées. Cette situation est assez fréquente parmi les jeunes des MTD et en dépit du travail entrepris par l'organisation – elle dénonce des restrictions imposées de manière injustice – elle peut occasionner un certain malaise et le risque de se voir radié du programme[131]. Nous avons vu, au cours de notre recherche, conduite auprès des organisations de travailleurs *desocupados* que cet élément est contourné dans le cas des jeunes participant aux MTD. Ces organisations gèrent, en effet, des « quotas » de « postes de travail » tandis que le gouvernement national se limite au seul contrôle de la situation des titulaires au regard du travail déclaré.

Le Président a exposé le programme dans un discours par message national télévisé[132]. Le programme a versé 1 126 387 d'allocations en 2002 et 2 128 408 en 2003. Il a été décrit par le Ministre du Travail du gouvernement Duhalde, peu de temps après son instauration, comme étant « le plus grand programme d'inclusion sociale en Amérique latine ». Ce PTT peut s'inscrire dans un certain type de politiques sociales en Amérique latine – qui, entre autres, se caractérisent par le recours aux transferts directs sociaux au bénéfice de certaines catégories de pauvres –. C'est effectivement un des programmes parmi les plus ambitieux. Avec deux millions de bénéficiaires quelques mois seulement après son installation, soit environ un quart de la population pauvre concernée, il se situerait, en chiffres, juste après le programme « *Oportunidades* » mexicain, pionnier du genre, et le programme « *Bolsa familia* » au Brésil qui lui est postérieur de quelques années.[133]

Malgré l'étendue du programme, celui-ci ne peut être rangé dans la grande famille des programmes à caractère universel, le programme cible, en effet, la population en fonction des trois critères qui ne sont pas réunis par l'ensemble de la population en situation de pauvreté et de chômage. Les restrictions définies par celui-ci ont trait au chômage, aux

[131] Ana et sa mère touchent un PTT. Ana, le PEC, sa mère, le JJHD. Une *vecina* les a menacées de les dénoncer au gouvernement. Sa mère lui a répondu, « nous sommes *piqueteros* ». Ce propos illustre bien qu'accéder aux PTT, grâce aux organisations de *desocupados*, permet de se soustraire aux restrictions imposées au JJHD (et de fonctionner dans un cadre normatif différent).

[132] Ce n'est que lors de moments politiquement forts que les présidents ont eu recours à cette forme de communication. Le discours est repris par le journal La Nacion, 3/4/2002, [Consulté en décembre 2004].
En 1993, le salaire minimal – SMIC- avait été fixé à 200 *pesos*. Malgré le rapport établi entre celui-ci et l'augmentation de la productivité, celle-ci ne s'est pas vue refléter dans les salaires. Le gouvernement fera évoluer ce montant en 2004, le SMIC sera établi à 350 *pesos*. Dans le courant de l'année 2005, le Conseil du salaire a été à nouveau convoqué et a souscrit au principe d'une augmentation progressive du SMIC jusqu'à 630 *pesos* 2005. Le montant des allocations quant à lui, demeure fixé à 150 *pesos*.

[133] Ceballos (2009). Pour l'étude des programmes de « versement direct » d'argent, voir également Fox (1994), Bey (2009).

conditions de pauvreté et à la composition des foyers. Ces critères réunis excluent une importante quantité de chômeurs, un grand nombre de pauvres et une grande quantité de foyers. Le croisement de ces trois critères permet peut-être de réduire le nombre potentiel d'ayants droit et par voie de conséquence ne peut le qualifier de programme universel. Par ailleurs, ces chiffres ainsi obtenus par voie de recoupements ne sont pas non plus atteints par le programme. D'après les autorités de Caritas qui siègent dans la Commission de contrôle du programme, la CONAyEC[134], environ 400 000 familles en situation de pauvreté extrême, qui auraient été normalement en condition de recevoir le PTT, ont été écartées par sa « fermeture » en 2002.[135] La Ministre du Travail explique alors qu'« à un moment donné, il fallait établir une *ligne de restriction* pour des raisons budgétaires ».[136] À partir de l'année 2004, le nombre d'allocations distribuées commence à tomber à 1 919 919 pour atteindre, en 2007, le chiffre de 800 000 bénéficiaires. Des ONG comme le Centre d'Études Légales et Sociales (CELS) ayant présenté des réclamations, par voie judiciaire, pour restituer leur droit à l'allocation de certains ayant droit et ont obtenu gain de cause, le gouvernement a alors prolongé sur l'année le programme mais le nombre d'allocataires a quand même diminué.

Entre droit à l'inclusion et droit au travail, les conditions d'accès aux allocations demeurent soumises à l'arbitraire. L'exclusion la plus importante introduite par ce programme, rapportée au PT est celui du critère familial. En raison des critères de focalisation du programme, entre autres l'obligation d'avoir une personne à charge et d'être soutien de famille, les personnes de plus de 18 ans sans enfants et les personnes âgées sont a priori exclues du programme. Si le premier PT considérait la condition de chef de famille comme un critère prioritaire (50 % des titulaires réunissant celle-ci) elle n'était pas excluante, ce qui permettait d'inscrire au bénéfice des projets des personnes qui ne l'étaient pas été. Autrement dit, la position au sein de la famille – ici de chef de foyer – ne définissait pas l'accès à l'allocation. Cette clause a exclu, en particulier, les jeunes – célibataires – qui vivant au foyer familial, ne pouvaient plus prétendre avoir accès à des allocations. Notre recherche souligne que, le contournement des contrôles exercés par l'État national et provincial était déjà présent dès les premières mobilisations.

[134] Il s'agit de l'organe qui a succédé à la *Mesa de Diálogo* dans le contrôle du PTT.

[135] Ce même rapport consigne que, depuis mai 2002, la *Defensoria del pueblo*, a reçu pas moins de 600 plaintes individuelles et 2600 plaintes collectives pour motif de refus d'inscription. La Nación 19-10-2004, « Impiden a desocupados que se inscriban en el plan jefes y jefas » [Consulté en décembre 2004].

[136] Déclarations développées en conférence de presse par la Ministre du travail du gouvernement Duhalde, Graciela Camaño, au sujet de la fermeture officielle des registres du PJJHD. In *Página/12*, « Un universal muy particular. Limitan inscripciones en el Plan Jefes de Hogar », p. 7, 12 juin 2002. Depuis, au moins 600 000 nouveaux bénéficiaires ont été intégrés d'office, la couverture du dispositif s'élevant à environ 2,2 millions de bénéficiaires à la fin du gouvernement Duhalde.

Lorsque les organisations estimaient que les critères – entre autres – d'allocation des programmes, n'étaient pas justifiés, elles cherchaient alors à accroître leurs marges d'autonomie. Ces jeunes seront les titulaires des PEC.

La contrepartie de travail atteste d'une continuité par rapport au précédent PT. Elle est établie à quatre à six heures par jour sur l'ensemble de la semaine. Comme dans le dispositif précédent, la somme distribuée n'est pas considérée comme un salaire donnant droit à la protection sociale et à la retraite. Les MTD se sont mobilisés pour obtenir la reconnaissance des droits de travailleurs. Notamment, fin 2003, suite à une campagne de mobilisation des réseaux des organisations de *desocupados*, le gouvernement national a octroyé un troisième mois d'allocation pour le mois de décembre, mesure qui sera reconduite un an plus tard. Le montant sera cette fois-ci réduit de moitié, soit 75 *pesos*[137]. Ainsi, le gouvernement a-t-il *concédé* des ressources mais sans leur conférer et les accompagner pour autant du statut des droits des travailleurs.

Une autre condition imposée par le programme avait trait au foyer, le conjoint ne devant percevoir ni salaire ni tout autre revenu issu des aides sociales.[138] Cette condition permet de radier un individu du programme dés lors que lui ou son/sa conjoint/e perçoivent un salaire déclaré. Cela se reflète dans la composition des foyers concernés par le programme, comme nous l'avons signalé, dont une grande partie est constituée de foyers monoparentaux. Par ailleurs, la prestation économique se dévalue d'autant qu'elle n'est pas actualisée. En dépit de l'augmentation du nombre de bénéficiaires, le montant en termes de dépenses de l'État en dollars demeure faible en raison de la dévaluation survenue au début 2002, et l'allocation, elle, ne contribue que très peu à réduire la pauvreté extrême[139]. Dans le courant de l'année 2005, les titulaires des allocations ont fait l'objet d'une évaluation sur la possibilité de passation à d'autres programmes, soit sous l'égide du MTSS à travers le plan *Mas y mejor trabajo* (Plus et meilleur travail), soit dans l'orbite du MDS – *Ministerio de Desarrollo Social y Medioambiente* (Développement Social et Environnement).

Pendant cette décennie qui s'étend de 1996 à 2007, se mettent en place différents PTT visant à améliorer les conditions de vie des milieux populaires via l'allocation directe de revenus. Les données analysées mettent en exergue un fonctionnement des PTT qui semble apparaître dissocié des objectifs proclamés. En matière de transformation des

[137] DNU1668/04. CELS, (2005, 330).
[138] Rappelons que les allocations familiales en Argentine ne sont distribuées qu'aux seuls salariés.
[139] Les effets de la dévaluation sur le montant de l'aide sont évidents si on établit une comparaison du montant en dollars. Il passe alors de 150 à 50 dollars. Le panier de la ménagère (*canasta basica falmiliar*) est évalué, en 2002, à 600 *pesos*.

programmes de travail temporaire, des évolutions concernant le montant des PTT, la définition des bénéficiaires et le type de projets financés, se font jour. Cette évolution est perceptible à partir de l'analyse des PTT opérée grâce à des statistiques officielles.

Les PTT à la lumière des indicateurs de l'émergence sociale

À partir de 2000, le gouvernement national a réduit, de manière significative, le nombre de titulaires du PT, en alléguant de raisons budgétaires[140]. En 2001, la quantité de PT allouée s'éleva à environ 86 000, ce qui représentait un peu plus que le nombre distribué au moment de leur création. Et ce, en dépit de l'évolution défavorable des conditions de vie des couches populaires et de l'économie en général.

Le Tableau 1 montre l'évolution en volume des PTT, et décrit l'évolution des indicateurs de pauvreté et de chômage dans le GBA[141]. La colonne qui montre le nombre moyen des titulaires, soit d'allocations distribuées, traduit une autre distribution. Entre 1998 et 1999, l'assignation des PT diminue de 20 000 alors que les indicateurs sociaux se dégradent. Par ailleurs, le taux de chômage entre 1999 et 2002 augmente à nouveau (de 14.1 % à 17.2 %) tout en demeurant plus faible qu'en 1997 (18.8). Le taux de pauvreté extrême dépasse alors 7.5 % pour atteindre 10.3 %. Cette évolution semble désigner les effets du chômage de très longue durée sur les revenus des individus qui continuent à vivre dans des conditions d'indigence. Ces effets se mesurent encore en 2007 alors que le chômage a sensiblement décru si on les compare notamment aux années 1997 et 2003 qui sont des pics importants de chômage (18.8 % et 21.7 %). Le nombre de personnes vivant en situation de pauvreté extrême est de 11.1 %, soit le niveau atteint en 2002.

Le nombre de PTT distribués ne suit pas l'évolution du taux de pauvreté extrême, l'un des critères établis pour leur focalisation. Si l'on se concentre sur les dernières colonnes, nous constatons que les deux indicateurs qui assoient les critères de distribution des PTT ne sont pas cohérents. En 1997 et 1999, la pauvreté extrême baisse de plus de deux points (de 7.5 à 5.3 %) alors que le taux de chômage chute de plus de quatre points (passant de 18.8 à 14.1 %). Un an plus tard, en 2000, la pauvreté extrême est plus élevée qu'en 1997 (7.6 %) alors que le chômage (tout en demeurant élevé) est de trois points inférieur à 1997 (15.6 % au lieu de 18.8 %). Nous relevons donc l'absence de corrélation entre pauvreté et

[140] La réduction des salaires des fonctionnaires apparaît également comme une mesure destinée à lutter contre le déficit suite à la mise en œuvre du Plan de convertibilité.

[141] Nous nous intéressons aux données du GBA, parce qu'elles apparaissent pertinentes pour notre étude. D'après l'analyse de la pauvreté et la pauvreté extrême proposée par Golbert (2003), les valeurs du GBA sont proches des valeurs recueillies dans tout le pays. Voir Annexe II.

chômage (d'après les indicateurs fixés par l'INDEC)[142]. Le chômage peut diminuer sans que la pauvreté extrême en fasse de même. La diminution du montant de l'allocation de 200 *pesos* (pour le PT) à 150 *pesos* (pour le PJJHD) réduit la capacité de ce dernier à vaincre les causes et manifestations de la pauvreté extrême. En somme, il existe une forte dissociation entre les objectifs formulés par le PT, l'évolution des indicateurs sociaux et les changements intervenus à partir du PT II qui initie une réduction des montants et du nombre des bénéficiaires.

Table 1 : Programmes de travail temporaire et capacitation (PTT), titulaires, taux de pauvreté extrême, de pauvreté et de chômage dans le GBA.

Gouvernement	Période	PTT[1]	Nombre moyen de titulaires	Personne/ pauvreté extrême (GBA)	Personne / pauvreté (GBA)	Chômage (GBA)
Carlos Menem (PJ)	1996	Trabajar I	82 000	6.9	26.7	18.0
	1997	Trabajar II	130 000	7.5	27.9	18.8
	1998	Trabajar III	118 000	5.7	26.3	17.0
Fernando De la Rua (Alianza)	1999	Trabajar III	106 000	5.3	24.3	14.1
	2000		86 000	7.6	27.1	15.6
	2001		91 800	7.5	29.7	16.0
Eduardo Duhalde (PJ)	2002	JJHD	1 126 000	10.3	32.7	17.2
	2003[2]		2 128 400	22.7	49.7	21.7
Nestor Kirchner (PJ)	2004	JJHD/ Familles pour L'inclusion Social*	1 919 900	25.2	51.7	14.6
	2005[2]		1 500 000/237 014	13.6	33.4	14.5
	2006[2]		1 000 000/323 138	11.2	31.4	12.5
	2007[2]		800 000/454 372	11.1	31.1	11

Lecture : En 1996, sous le gouvernement péroniste de Carlos Menem, le PT I distribuait une moyenne de 82 000 allocations alors que le chômage affectait 18 % de la population économique active (PEA) dans le GBA, région la plus peuplée du pays.
Source : Élaboration à partir du MTEySS – Secretaría de Empleo – Area de monitoreo.
1. Pour l'année 2004, sont considérés les programmes suivants : *Jefes de Hogar*, *PEC* et Recuperación productiva.
2. À partir de 2003, la méthode d'enquête sur l'activité et le chômage évolue. INDEC (2007) Mercado de trabajo : Principales indicadores.
*Les données de ce programme ont été publiées par le CELS suite à une demande des renseignements émanant de cette ONG invoquant le droit à l'information. *Décimo Informe* (2005) du Conseil de Consultation National présente les mêmes données.

Après la démission de De la Rua, le 20 décembre 2001[143], Adolfo Rodríguez Saá prête serment en tant que Président par intérim. Il propose la création d'un PTT fondé sur la proclamation d'un « droit au travail digne ». Ces propos prennent en compte les consignes des organisations de *desocupados* et les propositions avancées lors des débats qui ont été tenus dans la sphère publique en général. Cette promesse aura des conséquences limitées puisque, faute de soutien de son parti, il sera amené à démissionner quelques jours après son investiture.

[142] Golbert (2003) analyse les indicateurs de pauvreté construit par l'INDEC – semblables à ceux utilisés dans la région- comme la manifestation d'un déficit du pouvoir d'achat des foyers. D'après son étude, le problème de la pauvreté est davantage lié au système de distribution des revenus qu'à la production de ressources matérialisée via le PBI.
[143] Et deux autres « Présidents ».

En dépit de la reformulation du programme, sous les gouvernements successifs, la dissociation entre l'évolution des taux de pauvreté extrême et de chômage perdure. Le tableau 1 montre une augmentation du taux de pauvreté extrême qui croît de manière plus importante que le nombre des PTT[144]. Cette même évolution est observée concernant le taux de chômage. Il s'élève de 7.5 en 2001, à 10.3 pour atteindre 22.7 pour les années 2002 et 2003 respectivement. Le taux a triplé. Les PTT distribués, eux, passent de 91 800 en 2001 à 1 126 000 en 2002 pour atteindre 2 128 000 en 2003. Ce que les chiffres révèlent, c'est que l'augmentation en nombre des PTT n'est pas proportionnelle à la dégradation des indicateurs sociaux. Cette dissociation nous la retrouvons mais sous une autre forme, sous le gouvernement de Nestor Kirchner. Le nombre d'allocations diminue de même que le taux de chômage alors que la pauvreté extrême et la pauvreté continuent d'augmenter pendant l'année 2004.

Fonctionnement effectif des PTT

Le PJJHD fut présenté par message national. Pendant son intervention, le Président E. Duhalde a présenté les allocations comme un droit, ce qui s'accorde de manière cohérente d'avec la formulation prévue à l'origine (DNU 565/02)[145]. En dépit de sa formulation sous la forme d'un droit universel, ce PTT est désigné comme une politique sociale focalisée. Rappelons ce que sont ces critères de focalisation : la condition de *desocupado*, la situation de pauvreté identifiée, fonction des caractéristiques des quartiers et de la composition familiale. Ces critères réunis excluent une grande partie des anciens bénéficiaires de PTT, notamment du PT, par exemple les chômeurs célibataires et les jeunes ou adultes n'ayant pas de personnes à charge. Le programme exclut, également, les bénéficiaires potentiels dont un membre de la famille percevait un revenu (déclaré). Cette condition exclut les familles qui, tout en percevant un revenu, figuraient sous le seuil de pauvreté. De même, elle exclut les ayants droit potentiels qui vivent sous un même toit, seul un membre de la famille pouvant, en effet, accéder au programme.

En dépit de ces restrictions, le programme atteint rapidement plus d'un million de titulaires. Mais il ne parvient pas à couvrir la totalité des personnes satisfaisant à l'ensemble des critères établis. Dans ce cas, la dissociation entre politique sociale et

[144] La différence est plus importante encore compte tenu de la dévaluation qui a fortement affecté la valeur du montant versé, 150 *pesos*.
[145] Le Président Duhalde annonce publiquement le programme en avril 2002 mais il était déjà en vigueur depuis le mois de janvier. Goldberg (2004).

critères techniques apparaît plus importante que jamais pour le JJHD. Alors que l'urgence sociale est renouvelée tous les ans par le gouvernement[146], les antennes locales ne reçoivent plus de demandes d'inscription. Ainsi, la quantité de titulaires décline-t-elle car les nouveaux bénéficiaires potentiels sont privés de la possibilité de se présenter.

Les modalités d'application du JJHD témoignent des tensions qui affectent un programme qui prétend être à la fois une politique de l'emploi et un programme de lutte contre la pauvreté et plus encore la pauvreté extrême. Il semblerait, notamment, que l'introduction de la situation familiale dans les critères de focalisation ait été définie de manière incompatible avec l'objectif de lutte contre le chômage. En tant que droit uniquement actionnable pour une famille et non pour un individu, il semble se heurter à l'objectif de lutte contre le chômage, en particulier lorsque plusieurs membres d'une même famille sont à la recherche d'un emploi. Comme c'est souvent le cas, ce qui est plus problématique, c'est la manière dont la famille est considérée. Le programme, en effet, ne prend pas en considération la totalité des membres de la famille pour établir le montant attribué, qui demeure donc inchangé quel que soit le foyer. Le programme JJHD semble vouloir inscrire un droit à « l'inclusion sociale » afin de renforcer la légitimité des PTT, questionnée à travers les accusations portées à son encontre, ou par, les gouverneurs, les députés, la presse et le gouvernement national même, de clientélisme et d'absence de transparence dans l'exécution.

La réponse apportée aux réclamations soulevées par les organisations *piqueteras* ne semble pas avoir résolue la tension entre la « lutte contre le chômage » et la « lutte contre la pauvreté ». Celles-ci pointaient en effet, l'exclusion des jeunes et des adultes sans enfants à charge du dispositif comme un problème majeur dans la formulation du JJHD. La réponse donnée ne placera pas ces populations en tant que porteuses de droits à l'égal des chefs de famille. Elle se limite à reconnaître aux organisations de *desocupados* une plus grande autonomie dans la désignation des titulaires d'allocations qui feront partie d'un programme ad-hoc, le PEC, ainsi qu'à prévoir des « quotas » pour des programmes. Dans les deux cas, il s'agit de prérogatives émanant de la volonté présidentielle certes, mais qui ne s'accompagnent pas de la reconnaissance de droits. Leur existence est soumise aux aléas de changements politiques. Le programme demeure, dans son esprit très éloigné de la proclamation d'un droit d'inclusion à caractère universel, ces modifications n'affectant pas l'ensemble de la population.

[146] En raison de l'État d'urgence, l'Assemblée Nationale délègue à l'Exécutif certaines prérogatives en matière de budget national.

L'évolution dans la répartition du nombre de bénéficiaires, en particulier sa baisse à partir de 2004, est souvent présentée comme un succès de la politique économique. D'après le Ministère du Travail, elle serait expliquée par l'accroissement des emplois déclarés (sans préciser s'il s'agit de titulaires en tant que tels ou de leurs conjoints). [147] Néanmoins, si l'on veut bien entendre le point de vue des titulaires de ces allocations et de leurs familles, la radiation est considérée comme injustifiée. C'est ce qui ressort du témoignage de Clara qui a perdu le bénéfice de son allocation, lorsque son mari a trouvé un emploi déclaré,

> Clara : Je suis allée jusqu'à la Mairie, et j'ai attendu l'aube. […] Un jour, j'ai pris mon fils et je lui ai dit d'y aller, de m'accompagner. Il y a quatre ans de cela. J'ai tout pris : L'échographie [elle était enceinte], les papiers que j'avais des enfants, qui à l'époque étaient des mineurs. […] Je me suis inscrite mais je n'avais pas tellement foi. Il y avait beaucoup de monde. Et c'est sorti juste pour la naissance de ma fille. J'étais dans une très mauvaise situation. Je n'avais même pas d'argent pour les couches. Je voulais mourir. […] Nous étions très, très mal, même mon mari qui travaillait ne touchait pas son salaire. Tu vois, quand on te paye par petit bout, 20 *pesos* une semaine 30 celle d'après… En plus, j'ai eu une césarienne […] tout était compliqué. J'ai quitté l'hôpital et j'y suis allée [à la Mairie] avec mon bébé sur le dos. Je suis rentrée par l'autre porte. Quand t'as un bébé, tu passes directement. La fille [l'employé de la mairie] a regardé et j'étais sortie, et là j'ai commencé à toucher le *plan jefes*. […] Après, mon mari a été déclaré dans son travail et ça a *sauté* pour les enfants. C'était un travail dans la construction, dans des places. Ça a duré trois mois et après il est resté à nouveau sans travail. Lui, sans travail, et moi, sans le « plan ». Tout compliqué. Alors je me suis inscrite avec Nani en novembre.
> Pia : *Pas à la mairie* ?
> C : Non, plus maintenant. Si mon mari retrouvait un travail, je serais exclue à cause des enfants. Là-bas, on te demande si tu as des enfants. Ici, ce n'est pas pareil. *Ici c'est nous*. C'est le PEC.[148]

[147] Sitio web del Ministerio de trabajo, empleo y seguridad social. [Consulté en août 2006].

[148] Clara. MTD Berazategui. 2005. – Me fui a la municipalidad amanecí ahí […] Un día agarré y le dije a mi hijo que me acompañe y nos fuimos y nos amanecimos ahí […] Ya hace 4 años que estoy cobrando. Lleve todo, la ecografía [estaba embarazada], los papeles que tenia de los chicos que todavía eran menores. […] Yo me anoté pero no le tenia mucha fe porque había tanta gente, ¡sabes las colas que se armaban! Y salio justo cuando nació la nena que estaba re-mal, no tenía ni para el pañal. […] Estábamos mal, mal, porque hasta mi marido… estaba trabajando mi marido y no le pagaban, viste cuando te pagan así de a puchitos que te dan 20 *pesos*, 30 *pesos* por semana. Bueno, así estaba y justo tuve cesárea […] Todo complicado me agarro. […] Salí y me fui con el bebe a cuesta. Entré por el otro lado, con el bebe te dejan pasar. La chica […] se fijo y había salido y ahí empecé a cobrar el plan jefes.[…] Y bueno entonces me anote en una copa de leche. Después me paso eso, que justo lo anotaron a mi marido en blanco y *salté*. […] Un trabajo en construcciones de plazas, así, en capital. Eso es por temporada dura 3 meses, 4 meses y después se quedo sin trabajo de vuelta […] él sin trabajo y yo sin plan, todo complicado […] Y me anoté en noviembre con Nani. – *Ah ! no te volviste a anotar en la municipalidad.* – No, no ya no. No porque si después él conseguía otro trabajo efectivo me sacaban de vuelta por los chicos, y ahí te piden chicos. Acá no. Acá estamos nosotros. Acá cobro el PEC.

La première expérience de Clara en matière d'allocations, elle l'a faite avec la mairie. Elle ne semble pas avoir été confrontée à un fonctionnement anormal. Au contraire, avec un très jeune enfant, elle a pu bénéficier d'un traitement assez rapide de son dossier. Néanmoins, après tout le mal qu'elle s'était donnée, pour obtenir le JJHD, il lui a été retiré. La profusion des contrats de courte durée, en particulier de trois mois, n'épargne pas aux travailleurs la confrontation d'avec la pauvreté. Ainsi, la création du PEC semble-t-elle conférer davantage d'autonomie aux titulaires du programme et les prévenir contre les « complications » de la privation matérielle due au caractère instable des revenus. Si le gouvernement offre des possibilités de contourner les limitations du JJHD, elles ne demeurent qu'a l'état de pratiques officieuses mises en œuvre via les organisations des *desocupados* mais ne sont pas complètement légitimées par le discours officiel. Clara ne peut pas obtenir le PEC en passant par la Mairie. Le risque de perte de l'allocation est réel. La perte de l'allocation apparaît, dans le discours de Clara, comme une « complication », tout comme le non paiement du salaire au noir de son mari ou la perte de son travail déclaré à peine trois mois après, ne pas pouvoir se procurer des couches pour son bébé ou faire une césarienne. Dans ce sens, pour Clara, le fonctionnement effectif des allocations se rapproche de la gestion ordinaire des conditions sociales auxquelles elle doit faire face.

Le PEC, et parfois les programmes provinciaux, sont d'accès un tant soit peu obscur[149]. Ils constituent autant de réponses aux exigences posées par les organisations de *desocupados* et qui distribuent des allocations à ceux qui ne sont pas chefs de famille – au sens entendu par le programme JJHD –. Les conditions d'accès à ces programmes font partie de l'information locale circulant au sein des réseaux familiaux et de voisinage comme en atteste le récit de Clara dont la principale source de communication demeure les réseaux familiaux et de quartier. Par ailleurs, les conditions de travail précaire décrites, ici, sous la forme de « contrats de trois mois » semblent de plus en plus se normaliser.

Plus difficile apparaît la mission qui consiste à évaluer la diminution des allocations comme une donnée « positive », tel que le fait le gouvernement, et qui ne tient pas compte des montants des salaires qui sont à l'origine de la perte du PTT, plus faibles que le coût du panier ménager moyen et souvent perçus dans le cadre d'un emploi de courte durée. Si le travail déclaré déclenche, de manière automatique, la perte de l'allocation JJHD (en propre ou de son conjoint), le travail au noir, lui, est la cause d'absentéismes qui sont

[149] Lors de la formulation du PJJHD, et de sa présentation publique par le Président Duhalde par « message national », le programme asseyait sa légitimité sur le droit des familles. À titre d'exemple, le PEC ne figure pas dans la liste des programmes du Ministère du Travail [consulté en février 2004 et juillet 2008].

également pénalisés par les autorités locales[150] et les ONG. [151] Luis, inscrit à la Mairie, a été, par exemple, radié du JJHD en raison de ces absences :

> Je me suis inscrit au *plan* parce que ça servait à rien d'aller à l'angle du cinéma chercher du boulot, il n'y avait rien, pas un sous. Je suis allé à tous les ateliers de la zone pour que l'on me donne 5 *pesos* pour laver un moteur, pourvu que je gagne mon pain et qu'ils ne manquent de rien. Je me lève tous les jours à cinq heures du matin pour chercher de quoi vivre, pour qu'ils ne manquent pas[152]. »

Dans les deux PTT, la rémunération n'est pas considérée comme un salaire et l'État ne prend pas en charge les cotisations sociales, puisqu'il n'y en a pas. Le contrôle de l'absentéisme semble plus ferme dans les contreparties réalisées pour le compte de la Mairie. Néanmoins, aux yeux de Luis, le plus important est de persister dans sa recherche de travail par les voies qu'il considère les plus habituelles. Elles requièrent, également, d'être présent lors de divers moments de la campagne électorale que les bénéficiaires ont acceptés par peur de se faire radier. Cette condition de la contrepartie de travail apparaît de manière récurrente, quel que soit le programme, JJHD ou PT.[153] Les organisations de travailleurs *desocupados* organisent aussi des manifestations pour rendre effectif l'accès aux droits des travailleurs et dénoncent les contreparties, telles qu'elles sont exigées dans les autres espaces locaux comme relevant de l'exploitation. Au-delà de l'objectif d'extension des quotas, les manifestations cherchent à conférer aux dites allocations un caractère universel. Les réponses obtenues suite à ces revendications exprimées se limitent à l'exercice de la volonté politique. Par exemple, comme nous l'avons vu, en 2003, les organisations ont obtenu le paiement d'un troisième mois, qui a été étendu à

[150] Gabrinetti (2005).

[151] Le directeur du centre de santé accueillant des titulaires des JJHD considère que les employés y effectuent un vrai travail. Ce qui ne serait pas le cas dans d'autres espaces dit de « contrepartie ». Dans ce cas précis, il n'est pas possible de s'absenter. La radiation n'est pas utilisée de manière explicite par les MTD. Selon les délégués concernés, elle n'est pas du tout utilisée.

[152] Luis, ancien titulaire du JJHD. Proche du MTD de Berazategui […]Yo me anoté en el plan porque me cansé. Yo me iba a la esquina del cine a buscar laburo y no había ni un mango, ni una moneda. He entrado a todos los talleres de acá de la zona para que me dieran 5 *pesos* para que les lave un motor, con tal de ganarme el pan ; yo me levanto todos los días a las cinco de la mañana trato de buscarme el sustento de todos los días para que a ellos [su familia] no les falte. […] Una vuelta a mi me dijeron, no vengas al viernes a trabajar y el sábado a las tres de la tarde anda a tal parte porque va a venir fulano de tal y tenes que ir al acto de fulano de tal[…] si yo no voy me ponen ausente, podés perder el plan. No podes faltar. Berazategui, agosto 2004.

[153] Contrairement au PT, le programme JJHD inclut des « composantes », notamment le financement du fonctionnement de projets définis par le MTSS. D'après les normes, le financement peut atteindre jusqu'à 80 % du montant des projets. Il ne s'agit pas d'un prêt. Une quantité importante des réglementations sont édictées pour établir le type de projet à financer, les conditions, etc. Par exemple, Nº 739/2002, 213/2003, 603/2004, notamment en lien avec l'amélioration de l'habitat.

l'ensemble des titulaires. Néanmoins, en 2004, la mesure a vu son champ réduit au versement d'un « demi mois » (75 *pesos*) et, en 2005, elle n'a pas été renouvelée.

III. Droit au travail, droit au revenu minimum, droit au revenu familial ? Une promesse non tenue

Les témoignages des titulaires des PTT attestent de la réalité de tensions dans le cas de programmes répondant à des exigences posées par le droit au travail mais dont les pratiques ne s'inscrivent pas en cohérence avec ce statut. Ainsi, les PTT sont-ils évalués négativement par les hommes et les femmes en plein âge de travailler, notamment par les titulaires des programmes qui ne sont pas membres des MTD. La critique du faible montant de l'allocation, insuffisante pour subvenir aux besoins d'une famille, est redoublée de l'absence de droits sociaux, en particulier les cotisations retraites et l'accès à la Sécurité sociale. Par ailleurs, les bénéficiaires qui exercent une contre-prestation au sein d'institutions de la mairie voient leur expérience de travail ignorée, ce que certaines études ont souligné et matérialisé sous la forme d'un sentiment de frustration et de mépris à l'égard du savoir-faire des titulaires du PTT (Raggio, 2003). Les conditions de contre-prestation sont assimilées à des conditions valant pour des travaux « sans contrat » du fait de l'absence de fiches de paye ou bien encore au travail « au noir » ce qui leur semble incompréhensible puisqu'initié par l'État. La tension entre la proclamation de droits et le statut effectif de la contre-prestation ressort du sentiment d'humiliation rapporté par ceux qui se voient contraints de « remercier et baisser la tête » [154].

La légitimité de ces programmes est donc remise en cause lorsque ceux-ci sont comparés à un emploi véritable. Néanmoins, la contrepartie n'est pas contestée. Ce qui semble plus problématique, c'est le rapport entre les heures travaillées, considérées excessives – entre 20 et 30 heures pour les titulaires sélectionnés exerçant une contre-prestation à la Mairie — et le montant de l'allocation. Pour les membres des MTD, cela ne fait pas de doutes, c'est un abus[155]. Ainsi, Nora souligne-t-elle que :

[154] Raggio (2003) étudie la « perception des bénéficiaires » de plusieurs programmes de travail temporaires et alimentaires en vigueur dans la province de Buenos Aires. *"Nosotros ganamos 200 pesos miserables y tenemos que agradecer y agachar la cabeza"*. Homme de 38 ans, titulaire du PT.

[155] D'autres études conduites auprès de titulaires abondent dans le même sens. Voir Chebez (1997), Gabrinetti (2003).

> « La *vecina* d'en face travaille à l'école, mais on l'exploite. Dans le mouvement, ce n'est pas pareil[156] ».

Ces dénonciations sont d'autant plus facilitées par le côtoiement des titulaires habitant dans le voisinage, dont les contreparties diffèrent en fonction de l'institution d'accueil qui autorise leur accès aux PTT. Les pratiques adoptées par le gouvernement national ou local dans la gestion des PTT ne semblent pas conformes avec la notion de droit au travail mobilisée par les MTD. Outre l'absence de cotisations sociales, la formulation des PT en tant que programmes provisoires et conjoncturels, éloigne leurs titulaires de la condition « d'ayant droit ». Le sens des PTT peut être appréhendé au moyen de sa formulation politique en tant qu'une réponse apportée aux manifestations ou comme le consignent certains fonctionnaires, leur capacité à éviter des « soulèvements » (*estallidos sociales*). Golbert (2004) souligne, par exemple, le succès que constitue le programme JJHD dans l'objectif de parvenir à faire régner un climat de « paix sociale ».

Que ce soit pour les membres des MTD ou pour les titulaires sélectionnés qui travaillent auprès des institutions locales (Mairies, ONG), la prise en compte des PTT, dans le cadre du droit du travail demeure, à bien des égards, problématique. Néanmoins, ces PTT se donnent vite à considérer comme acceptables lorsqu'ils sont comparés à d'autres possibilités qui semblent elles aussi servir de repères. C'est surtout le cas dans des familles ayant des aspirations caractéristiques des classes moyennes, et qui investissent, fortement, dans l'éducation des enfants et voient leurs attentes insatisfaites :

> Nora : Tu trouves ça normal qu'une fille qui a fini ses études vienne manifester dans un *piquete* ?
> Pia *: Ce serait plus logique qu'elle trouve un travail*
> N : Et que ce soit un travail décent ! Parce que pour aller faire le ménage… quant tu fais le ménage, on ne t'utilise pas [rapporté aux politiciens qui utilisent les gens pour se rendre aux campagnes électorales au lieu d'effectuer leur contrepartie de travail mentionnées plus haut lors de l'entretien] on t'hyper-utilise. Je me rappelle très bien quand j'ai dû le faire. […] Je ne veux pas que mes filles en passent par là[157].

[156] Nora, MTD Berazategui, 2005. Acá la vecina trabaja en el colegio de enfrente, hace mantenimiento, pero la explotan, no es lo mismo que en el movimiento.

[157] Nora, MTD Berazategui, Août 2005. Nous reviendrons ultérieurement sur les conceptions du travail dégagées dans la seconde partie de la thèse. -¿A vos te parece bien que una chica que se recibió de algo tenga que estar marchando en un piquete ? – *Lo lógico seria que consiga un trabajo* -Y un trabajo decente tampoco para ir a limpiar. Porque en casa de familia no te usan [en alusión a los políticos que usan los beneficiarios para los actos], te re- usan. Yo me acuerdo que me toco hacer una suplencia con cama. […] Yo no quiero que mis hijas pasen por eso….

Pour cette mère de famille, la participation de sa fille à un mouvement de travailleurs *desocupados* s'inscrit comme en décalage avec l'effort entrepris pour achever ses études. Nénamoins elle prend tout son sens lorsqu'elle est mise en relation avec les alternatives possibles. Se faire exploiter par la Mairie, se faire « utiliser » par les politiciens ou « hyper-utiliser » dans le cadre d'un travail d'aide ménagère sont aussi et autant d'expériences subjectives stigmatisantes qu'elle entend épargner à ses filles[158]. En l'absence de « travail décent » disponible, la mobilisation contestataire, « aller aux *piquetes* », apparaît comme un moindre mal, mais elle n'est toujours « pas normale ». S'il y a là la marque d'une valorisation relative des allocations, elle est, cependant, encore loin, du droit au travail réclamé par les MTD ou même du droit au revenu familial annoncé par le Chef de l'État en 2002.

Il est intéressant de rappeler que la formulation originelle du PT proposait le montant alloué, (qui était alors de 200 *pesos*) sur le mode d'une auto-focalisation (BM, 1997). En d'autres termes, ce montant n'apparaissait pas suffisamment intéressant pour qu'il incite un travailleur potentiel à renoncer à sa recherche de travail. L'effort et le temps consacrés à la contrepartie du programme sont volontairement sous-rémunérés. Néanmoins, dès lors qu'est intervenue l'évolution des PT, les PTT ont attiré des femmes qui n'étaient pas complètement disponibles pour exécuter un travail dans les conditions du marché.[159] Ce qui explique la forte homogénéité constatée dans la distribution de l'allocation perçue à 70 % par des femmes. Cette composition nous la relevons, également, à travers la forte présence féminine au sein des organisations de *desocupados*. Reprenant les termes des travailleurs, elles estiment n'être pas prêtes à faire « n'importe quel travail » dans « n'importe quelles conditions ». Comme nous l'avons vu, l'insuffisance des structures d'aide à la personne diligentées par l'État, décourage les femmes des secteurs populaires dans leur recherche d'emploi. Pour celles qui ont achevé leurs études secondaires, les conditions du marché du travail son telles que les offres disponibles sur celui-ci sont considérées comme étant de l'exploitation.

Les caractéristiques du fonctionnement des PTT permettent de questionner leur conception en tant que droit au travail. Mais qu'en est–t-il du droit au revenu minimum familial ? Les débats des débuts de l'année 2002 sur la gestion de la crise institutionnelle faisaient état de la nécessité de répondre à l'urgence sociale par des mesures exceptionnelles. Plusieurs propositions développées dans divers espaces de la société

[158]Dominique Vidal (2007) montre, dans le cas du Brésil (Rio) oh combien il s'agit d'un travail éprouvant, tant physiquement qu'émotionnellement, les employées pouvant, par ailleurs, à tout moment, être renvoyées pour un motif quelconque, banal.
[159] Voir ci-dessus dans ce chapitre.

civile, ainsi que des projets de loi orientés notamment vers la création d'un revenu minimum citoyen, le relient, d'une manière générale, aux droits des enfants. Celui avancé par le FRENAPO se fonde, par exemple, sur le droit des enfants au développement[160]. Il semblerait, en effet, que seuls les enfants seraient susceptibles de faire l'objet de droits sociaux dont la légitimité ne s'avérait aucunement contestable pour des motifs d'assistanat ou de clientélisme de la part des pouvoir centraux. Le CONAyEC, dans son sixième rapport remis au Pouvoir Exécutif, en mars 2003, se prononça pour une demande de réouverture des inscriptions du JJHD. L'organe consultatif, bien que doté d'aucun caractère décisionnel, soulignait, néanmoins, dans ses recommandations, que « la suspension des inscriptions a entraîné une grave entorse aux dispositions du décret 565/2 ». Ces dénonciations ne font que mettre en exergue l'absence de conséquences nées de la proclamation des droits dans le décret de création du JJHD dont l'efficacité apparaît subordonnée à la seule volonté du pouvoir exécutif. Les plaintes servirent, néanmoins, à résoudre des cas individuels qui furent présentés par la voie judiciaire (procédures sommaires) mais échouèrent à permettre la réouverture des inscriptions.

Nouveaux gouvernement, nouveaux programme : *Familias* pour l'inclusion sociale. Le Choix de l'(in)employabilité

La fin du gouvernement de Duhalde ne sera pas étrangère à la mobilisation sociale. La crise politique n'avait pas été solutionnée et les partis politiques traditionnels demeuraient encore très fragmentés. En dépit de cette instabilité, le Président par intérim appela à la tenue d'élections anticipées. Ce fut là une conséquence de la forte répression ordonnée le 26 juin 2002, dirigée contre les organisations *piqueteras,* qui firent deux morts (des jeunes) et des dizaines de blessés. Le lendemain de la répression, des manifestations massives multisectorielles prendront le relai pendant la dernière semaine de juin et la semaine qui suivit. Des manifestations mensuelles, furent également instituées le 26 de chaque mois ; différents réseaux des organisations des *descupados* défilèrent, à l'occasion, pour la justice. E. Duhalde[161] fut alors contraint de convoquer une élection présidentielle anticipée. Le 2 juillet 2002, il annonça la tenue d'élections présidentielles avancées au mois de mars 2003 et déclara à l'occasion : « Nous avons besoin d'un gouvernement renforcé par un vote populaire qui sera capable de mettre en pratique les

[160] Le pays est signataire de la Convention internationale des droits des enfants et des adolescents. Les conventions internationales sont consacrées dans la Constitution Nationale à partir de la reforme de 2004.
[161] Contrairement à ce qui était prévu lors de son investiture comme Président par intérim, Duhalde n'acheva pas le mandat de son prédécesseur De la Rua.

grandes réformes nécessaires à la mise en place d'un développement économique soutenu[162] ».

Préparant la commémoration de cette journée, en juin 2005, l'un des dirigeants du MTD évoqua devant l'assemblée les conditions qui avaient présidé à ce recul qui en avaient fait une victoire ; « Duhalde a dû renoncer, nous avons gagné contre lui »[163]. C'est la mobilisation qui l'a obligé à renoncer. Les conditions dans lesquelles intervint cette élection présidentielle montrent bien que la crise s'était fait ressentir. Parmi les candidats à la Présidence de la République, trois appartenaient au parti Péroniste (Kirchner, Menem et Rodríguez Saá) et trois autres étaient d'anciens – ou encore- dirigeants du Parti Radical (Elisa Carrio, Ricardo Lopez Murphi et Leopoldo Moreau). La victoire de Néstor Kirchner qui suivit – censé représenter la gauche péroniste[164]- sera tout de même fragile dans la mesure où il ne réunira que 20 % des suffrages[165]. Il éveilla, malgré tout, bien des espoirs parmi des intellectuels de gauche, des historiens ou des politologues, qui prenaient acte d'« un changement qui fut à même de susciter un large consensus politique », le « Président Kirchner n'ayant pas nommé une seule fois Evita Perón, le général Perón et encore moins le péronisme » pendant son discours d'investiture (Quattrocchi-Woisson, 2003). Certains militants des organisations sociales[166] rejoignirent, également, au cours de l'année 2003, le gouvernement, minorant sensiblement la portée des mobilisations[167].

La politique du nouveau gouvernement vis-à-vis des PTT et des réseaux des organisations de travailleurs *desocupados* présenta des continuités mais aussi des ruptures avec celles menée par son prédécesseur. La croissance économique, de retour, au cours de

[162] Le message transmis par *mesage national* dura deux minutes. Il ne fit pas mention de la répression, ne mentionnant uniquement qu'un « climat propice » à la convocation électorale. Clarin, Buenos Aires, 3 juillet 2002. [Consulté en avril 2007].

[163] Lucas, MTD La Veron, 23 Juin 2005. Plus largement, Lucas souligna : Fue realmente un precedente compañeros y se termino pidiendo la renuncia de Duhalde, y *Duhalde tubo que renunciar, le ganamos compañeros.*

[164] Kirchner se considère comme l'héritier de la génération des années 1970. Clarin, 29-12-2006. in*«Símbolo del retorno peronista del 73 »*, [Consulté en avril 2007]. Aussi, se présente-t-il volontiers comme « un homme ordinaire ». Le péronisme a connu de profondes transformations à l'arrivée au pouvoir de Carlos Menem en 1989. Différentes approches traitent de ces changements, notamment Sidicaro (1995, 2002), Levitsky (1997), (2003) et Svampa (1997).

[165] Carlos Menem a recueilli 24 % des voix mais il s'est retiré au second tour.

[166] Par dérogation aux lois d'impunité, « obediencia debida » et « punto final », le nouveau Président obtient le soutien d'une partie des organisations des droits de l'homme, notamment une branche de l'association *Madres de la Plaza de Mayo* dirigée par Hebe de Bonafini. D'autres, comme Abuelas de Plaza de Mayo, soutinrent la politique du gouvernement sur les violations de droits de l'homme sans se prononcer sur d'autres questions.

[167] D'Elia, dirigeant de la FTV et Pérsico, dirigeant de Barrios de Pié (quartiers début) ; sont nommés au Ministère du développement social. Les membres des organisations participent à de nouveaux programmes de travail. D'autres ralliements interviennent mais au niveau des municipalités.

2003, n'eût d'effets sur les statistiques du chômage que tardivement.[168] Néanmoins, le JJHD demeura « fermé » et le montant de l'allocation ne fut pas actualisé. Le nouveau Président amorça, pourtant, un rapprochement vers certains dirigeants, de manière à réduire l'ampleur de la mobilisation. En particulier, le gouvernement proposa de réorienter les titulaires des programmes vers des programmes crées au sein du MDS (*Familia* et *Tercera edad*) et de créer un nouveau programme au sein du MTSS, l'assurance de Capacitation et d'Emploi (CE) pour les JJHD ayant moins de 30 ans.

D'après les autorités, les titulaires de ce nouveau programme (CE) devraient signer un « contrat » dont l'objectif principal serait l'insertion sur le marché du travail. Pendant une période maximale de deux ans, ceux-ci percevraient une allocation mensuelle de l'ordre de $ 225 ($75 de plus qu'avant).[169] Le terme de contrat évoque à nouveau des formes juridiques mais ne donne pas droit au statut d'employé. Il n'y a pas d'engagement de l'État en tant qu'employeur. Les titulaires du JJHD pourront opter pour une évolution soit vers le programme *Familia*, soit vers le programme CE. Ainsi, le dispositif du JJHD, au sein du MTSS, vient-il renforcer le financement des capacitations[170] alors que ceux développés au sein du MDS, l'assistanat. Les femmes ayant des enfants à charge et qui préfèrent percevoir le *Familias* signeront un « contrat de non-employabilité », plutôt une déclaration, et percevront, elles aussi, une allocation d'environ 225 $ *pesos* (à la condition d'avoir quatre enfants à charge, le montant n'est que de 175 $ *pesos* si elles en ont trois). Quant aux personnes âgées, pour lesquelles le ministère a prévu le programme *Tercera Edad*, elles ont été versées à ce programme sans que l'on ait recueilli, au préalable, leur accord (le programme n'exige pas de contre-prestation).

Le programme Familias peut être considéré comme s'inscrivant dans le prolongement du JJHD. Les titulaires du PTT sont invités à « migrer »[171] vers le programme Familias. Cependant, seule une partie des titulaires du JJHD y seront inscrites, soit 500 000 en 2007. Dans le tableau 1, à partir de 2004, nous avons conservé les chiffres des bénéficiaires des deux programmes. Le programme Familias est centré sur des femmes

[168] Dans le tableau 1, analysé précédemment, le chômage ne recule que très lentement. Pour le GBA, le taux est de 14.6 % en 2004, 14.5 % en 2005, 12.5 % en 2006 et 11 % en 2007.
[169] Boletín informativo N° 919 (2004) Gobierno de la Provincia de Buenos Aires. Déclarations du Ministre Jorge Varela (M. de Développement Humain de la province de Buenos Aires). Cela équivalait alors à 55 euros.
[170] Le dispositif est mis en œuvre très lentement. Il n'y a pas de centres de formation qui soit validé sur l'ensemble du territoire national. Certains syndicats ont obtenu une certification leur permettant de réaliser des formations.
[171] C'est le terme utilisé par le MDS. Le programme Familias s'appuie sur le programme de secours à l'égard des groupes vulnérables – PAGV, financé par le BID. Les premières années, les allocations sont versées à de nouveaux titulaires. À partir de 2004, le programme est clôt pour accueillir seulement d'anciens titulaires du JJHD. Voir site web du MDS [Consulté en avril 2007].

chefs de famille, équivalant alors à 70 % de la population de titulaires du JJHD en 2004. Ainsi, répond-il à un « problème » relevé par les évaluateurs de ce programme[172], celui de la mise en activité de femmes qui, autrement, seraient considérées comme inactives. Sous l'administration du MDS, et « épargnées » de devoir s'acquitter de toute contre-prestation pourtant requise par le JJHD[173], les titulaires du programme Familias ne sont plus considérées comme appartenant au PEA à la recherche d'emploi. Outre le critère de la population, la continuité entre Familias et JJHD s'exprime aussi à travers l'objectif promu par les deux programmes qui est de garantir le « droit à l'inclusion sociale ».

Les conditions d'accès au programme Familias s'avèrent plus complexes que pour le JJHD. D'une part, il ne couvre pas l'ensemble du territoire national. De l'autre, il prend uniquement en compte les femmes à partir du troisième enfant.[174] Par ailleurs, l'information fournie par le MDS est parfois contradictoire sur ce sujet. La contre-prestation consiste en la réalisation de tâches traditionnellement dévolues aux mères concernant leurs enfants, par exemple le suivi médical ou scolaire. Une différence par rapport au JJHD réside dans la possibilité qui est offerte de conserver l'allocation lorsqu'un autre membre de la famille, en particulier l'époux, est titulaire d'un emploi mais dont la rémunération n'excède pas le montant du SMIC. Pour ce faire, *Familias* introduit un mécanisme d'accréditation des revenus. Néanmoins, le versement d'un programme à l'autre n'intervient que lentement et les évaluations font état de la méfiance que suscite cette opération parmi les titulaires (Campos y alt., 2007).

« Fin de la crise » et fin des mobilisations. Quand la contestation perd de sa capacité d'interpellation

L'analyse des différents PTT et leur évolution au cours du temps permet de mettre en exergue leur rapport à l'action contestataire des organisations de *desocupados*. S'agissant des politiques sociales qui sont focalisées et orientées vers et autour des populations considérées comme vulnérables, on relève qu'elles ont en commun de privilégier le transfert direct d'argent ainsi que l'application de certains principes promus par les

[172] BID (2004), « Programa sectorial social Argentina Avanza » www.iadb.org/exr/doc98/apr/apsocq.htm (AR-0290) [Consulté en avril 2007].

[173] Lors de son élaboration, le programme *Familias* prévoyait une contre-prestation sociale qui, consistait à assurer le suivi médical et éducatif des enfants donnant droit à la prestation. Néanmoins, suite à des négociations avec le BID, cette contrepartie fut annulée à partir de 2008. D'après les entretiens conduits auprès du MDS, cette annulation serait due à l'absence d'infrastructures disponibles sur l'ensemble du territoire national.

[174] Temas de Trabajo N° 148, 21-03-05, « En 15 días quedará habilitado el traspaso al Plan Familias en Santa Fé ». www.trabajo.gov.ar/left/biblioteca/temas/temas148.htm

organismes bailleurs de fonds eux-mêmes, notamment la focalisation et la « participation de la société civile ». Ces principes communs ne doivent pas occulter les degrés de marges de manœuvre dont disposent les différents gouvernements qui entendent imprimer leurs orientations politiques spécifiques aux PTT.

Caractéristiques des PTT selon les gouvernements

Gouvernement	**Menem/Dela Rua**	**Duhalde/Kirchner**	**Kirchner**
Programme	**PT**	**JJHD/PEC**	**Familias – IDH**
Focalisation	Poches de pauvreté sur l'ensemble du pays		Provinces sélectionnées
Destinataires	80 % d'hommes	70 % de femmes	Mères ayant 3 enfants ou plus
Montant	160 à 200 *pesos*	150 *Lecops/pesos*	Entre 150 et 225 *pesos*
Contrepartie	Travail peu qualifié, BTP. 4 à 6 heures/jour	Travail peu qualifié, fonctionnement des collectivités locales. 4 à 6 heures/jour	Responsabilité familiale. (disparue depuis 2008)
Durée	6 mois	Provisoire/vaut jusqu'à l'obtention d'un emploi propre ou du conjoint.	Vaut jusqu'à l'obtention d'un revenu de 900 *pesos* par foyer. Jusqu'à l'âge de 19 ans des enfants.

Tableau établi par nos soins à partir des données fournies par le MTSS et le MDS

Le PT et le JJHD sont formulés comme des *Programas de empleo temporario*, des PTT. Néanmoins, la prestation versée par ces programmes n'est pas considérée comme un salaire ; ce qui fait l'objet d'une mention explicite dans la législation. Par ailleurs, tous les deux ciblent des populations au chômage dont le travail est précaire au sens où elles ne perçoivent pas de *Seguro de desempleo*. Ils contiennent ainsi les éléments propres à une politique de l'emploi et de lutte contre la pauvreté. Pour sa part, *Familia* figure parmi les derniers venus. Il procède de la reformulation d'un programme d'assistance aux populations en situation de vulnérabilité permettant d'accueillir une partie des allocataires du JJHD. Avec ce dernier, le Famillas a en commun de partager un objectif inachevé qui est celui de la reconnaissance d'un droit universel. Il fonctionne, parallèlement, sans le remplacer complètement. Confronté à la continuité des JJHD – le programme est en effet conçu comme provisoire- le gouvernement procède à une re-focalisation lui permettant de distinguer les « vrais » *desocupados* des « faux ». Seuls les premiers seront versés aux programmes du MTSS, les seconds, eux, seront réinscrits dans des programmes du MDS.

Les premières mobilisations trouvent une réponse formulée en termes de politique sociale de *création d'emplois*, même s'il est vrai que les postes de travail demeurent précaires. Le traitement public les inscrit au titre de « postes de travail » mettant en place des projets à caractère public. C'est ce qui se détache des chroniques journalistiques d'alors.

> Une offre d'un peu plus de 10000 *postes de travail*, proposée hier par le gouvernement de la province par la médiation de l'Église, a semblé venir appaiser le niveau de conflictualité sociale dans la province de Jujuy. Les délégués de *piqueteros* ont présenté, hier soir, la proposition au sein des assemblées des différents barrages organisés dans la province et apporteront leurs réponses ce matin. Le sentiment de pouvoir aboutir à un pré-accord a été publiquement souligné par le Ministre de l'Intérieur, Carlos Corach, qui a notamment remercié en particulier l'Église pour sa médiation, à la fin de la réunion de Gabinete à Olivos [Résidence présidentielle à Buenos Aires].
> D'après les premières informations, à préciser après la réunion de dialogue de ce matin, la *création d'environ 2500 postes de travail* en Jujuy ferait partie des programmes nationaux. 5000, de manière directe, issus de la mise en place des programmes provinciaux qui en créeraient par ailleurs, plus de 3 000 indirectement. Il s'agit, pour la plupart, de la dynamisation de projets de travaux publics qui seront mis en œuvre par un dispositif qualifié de « légal d'urgence ». Ce dispositif administratif souhaitait que l'on entame des travaux effectifs dans les 10 jours au plus tard, dans le cadre de certains projets. […][175]

Ainsi, au moment où les premières organisations *piqueteras* entreprirent de bloquer les routes dans le contexte des *puebladas*, le traitement du conflit privilégia les requis du droit au travail. La réponse du gouvernement formulée sous la forme de créations de « postes de travail » semble conférer à la contestation un caractère justifié. Ces premiers blocages sont souvent décrits par la littérature comme faisant partie d'un premier cycle de protestations dans lequel le mode de protestation du *piquete* est fixé à l'image, en raison de son succès relatif, par des pneus brûlant et bloquant le passage des camions et des voitures sur les routes nationales.

L'envoi de la préfecture nationale[176] sur les lieux mêmes de la protestation contribua, par ailleurs, à amplifier les retombées de ces protestations. Ce mode de protestation, utilisé dans la province de Jujuy, comme en attestent ces images, en 1997 (photo 1) est répliqué dans la province de Buenos Aires, par exemple sur la voie d'accès menant à la ville de La Plata en 2000 (photo 2).

[175] http://www.clarin.com/diario/1997/06/01/t-00801d.htm [Consulté en avril 2005].
[176] La préfecture nationale intervient lorsque le territoire national est en situation de « péril ». Elle intervient notamment lorsque les routes nationales sont bloquées. Si les manifestations ont lieu sur des routes provinciales, seule la police provinciale – aux ordres des autorités provinciales, agit alors.

Photo 1 : *Piquete* dans la province de Jujuy, 1997. Source : Clarin.

Photo 2 : *Piquete* dans la province de Buenos Aires,
accès à la ville de La Plata, 2000. Clarin.

Les blocages dans la province de Buenos Aires furent une nouvelle fois l'occasion d'ériger des barrières à l'aide de pneus brûlés. La proximité avec le centre du pouvoir national semble avoir contribué à accroître leur capacité à interpeller le gouvernement

national. Cependant, après le processus de mobilisation des années 2001 et 2002, les politiques sociales développées le furent sous le mode des subsides[177]. Le JJHD semble être un programme mixte, révélateur des conditions sociales et politiques qui ont présidé à sa formulation. La continuité qui s'instaure, au fil du temps, et des programmes, semble se situer dans leurs rapports à la contestation sociale en tant qu'instrument de négociation avec les secteurs mobilisés. Son caractère mixte sera, cependant, recomposé afin de réduire la quantité des allocataires de JJHD dans l'ensemble de la population active.

L'implication des organisations telles que les *desocupados* au nombre des interlocuteurs lors de l'élaboration de ces programmes sociaux qui les concernent au premier chef (notamment leur participation aux Conseils de crise –sous les mandats de Menem et de la Rua-, au CONAyEC, aux réunions avec les présidents Duhalde ou Kirchner cités ci-dessus) ne se traduira pas, cependant, sous forme de droits octroyés aux titulaires des programmes. Les négociations qui eurent lieu reposèrent sur les prérogatives et volontés politiques de l'exécutif et débouchèrent sur le traitement différencié de populations placées dans une même situation mais fonction des réseaux qui les représentaient. En ce sens, la réclamation, par les organisations de *desocupados,* d'une « universalisation » des allocations demeurera sans réponse.

L'intervention d'acteurs n'appartenant pas à la sphère de l'État dans l'exécution des politiques sociales – en particulier celles de transfert des revenus- sembla se juxtaposer à des pratiques moins transparentes qu'elles étaient pourtant censées abolir. Ces politiques se traduisirent par l'instauration de fonctionnements parallèles plutôt que par la transformation des pratiques dites clientélistes[178], pourtant affichée comme objectif. Les transformations telles l'évolution dans le montant des allocations, leur réduction, le passage du PT au JJHD ou son augmentation, réclamées par les organisations de *desocupados,* émanèrent du pouvoir présidentiel et étaient susceptibles de modifications, fonction des restrictions budgétaires, en l'absence de garanties qui auraient appelé un droit à la jouissance d'un certain niveau de revenu. En ce sens, la capacité de négociation des organisations de *desocupados* et l'interpellation de l'État telle qu'elle apparaît ici, ne furent pas sanctionnées par la reconnaissance de nouveaux droits au bénéfice des secteurs « représentés ». Néanmoins, les organisations semblèrent accéder à des degrés d'autonomie non négligeables dès lors que leur fut offerte la possibilité d'attribuer plusieurs programmes par famille, suite à l'introduction des « quotas » du PEC.

[177] Pour une comparaison des différents processus de création des organisations de *desocupados,* nous renvoyons à l'ouvrage de Svampa et Pereyra (2004). Dans le cadre de notre DEA (Rius, 2004), nous avions analysé, en détail, plusieurs formes de *piquetes* dans la province de Buenos Aires.
[178] Nous reviendrons sur les définitions de ce terme dans la partie 3.

Ainsi, en dépit de la persistance du chômage et de la pauvreté extrême, le gouvernement a-t-il entrepris de dissoudre le programme JJHD, désormais réduit au seul rang de subsides. En dépit, en effet, des nombreuses caractéristiques qu'il partage avec le PT, le JJHD semble cristalliser à lui seul les aspects les plus répréhensibles de la crise et de l'urgence, associés tantôt à « la dissolution » de la société Argentine, aux chaos des « *estallidos* », tantôt à la mise en œuvre d'une politique d'assistanat. Cependant, l'urgence sociale est renouvelée par décret et les individus qui sont titulaires des JJHD sont également ceux qui le sont aux nouveaux programmes. Ceux qui n'ont pas pu accéder à ce programme en 2003, ou n'étaient pas en condition de le faire, à cette époque, désormais, sont dans l'incapacité d'y prétendre. De pair avec ce traitement, deux ans après son accession au pouvoir, le Président Kirchner refusa aux organisations de *desocupados* de leur accorder la légitimité reconnue lors de son investiture. Le mode de contestation, à savoir le blocage des routes, s'inscrivait au cœur des discussions. Si, à présent, la voie répressive semblait écartée[179], l'interpellation de la contestation avait immanquablement eu pour conséquence de stigmatiser les manifestants. Ces contestations répondraient, désormais, à « des intérêts des partis politiques » et « ruineraient la vie des autres Argentins », elles seraient conduites par des mouvements « d'extorsion »[180].

Loin de l'égalitarisme « diffus » (Delich, 2006), l'imaginaire qui ressort de l'analyse de ces dispositifs est celui d'une inclusion minimale, réalisable à travers « n'importe quel travail », ou type de programmes d'emploi ou d'assistanat. La formulation des programmes focalisés, d'une part, et la proclamation de droits universels de l'autre, ouvrent une brèche qu'il semble difficile de combler, la promesse du droit à un revenu minimum demeurant, par ailleurs, non tenue. Au-delà de celle-ci, les fondements de ces politiques sociales permettent de dégager des principes qui semblent rendre légitime l'intervention de l'État dans l'imaginaire de la société Argentine : Le travail, la famille, plus particulièrement les enfants, les conditions de privation matérielle extrême, la stabilité. La crise de 2001 semble avoir agi comme révélatrice, auprès de la citoyenneté et de l'opinion publique, des conditions de vie et de travail à l'œuvre dans une société polarisée. Confrontée à de nouvelles formes d'intervention de l'État, la population a-t-elle renoncé, pour autant, aux perspectives de promotion sociale évoquées par l'imaginaire égalitaire, présent jusque dans les années 1970 ? Seule une étude plus détaillée des modes

[179] Un sondage publié par P/12 souligne que 80 % des sondés étaient opposés à alternative. 22-Fév-2004 [Consulté en mai 2007].
[180] Déclarations du président Nestor Kirchner et de son Premier Ministre (*Jefe de Gabinete*) Alberto Fernandez. Clarin, Mardi Mai 2005, *Una nueva carga del gobierno contra los piqueteros duros* [Consulté en mai 2007].

d'engagement des membres des organisations de *desocupados*, dans des espaces divers, est susceptible de nous apporter des réponses.

IV. Conclusion

Le changement de stratégie vis-à-vis des organisations de *desocupados* sous le gouvernement de Nestor Kirchner renforça les réponses volontaristes de l'exécutif. Celui-ci s'oriente alors vers la cooptation avec certaines organisations et s'emploie à en marginaliser d'autres. Les mobilisations en faveur de l'augmentation du montant des *planes* sont enfermées dans une logique de démonstration de force et d'enjeux électoraux. Le gouvernement, n'entendant pas faire preuve de faiblesse envers ce qui était devenu « injustifiable » (la croissance économique est brandie comme une opportunité, celle de retour sur le marché de travail en dépit des conditions de travail encore très précaires). Les PTT, conçus comme des réponses ponctuelles face à l'urgence, ne seraient plus efficaces, bien que comme nous l'ayons vu, les indicateurs de conditions sociales demeurent encore très mauvais.

L'augmentation des PTT n'aura pas lieux en tant que telle, mais les titulaires auront droit à une *requalification* de 75 *pesos* en fonction de la réalisation des cours et formations permettant de se réinsérer sur le marché du travail. Ce contournement de l'exigence d'augmentation montre à quel point les relations entre ces organisations de *desocupados* et le gouvernement étaient exprimées en termes de rapports de force. D'autant plus que le Ministère de Développement Social met en place des financements ciblés en faveur de la création de micro-entreprises qui seront octroyés, entre autres aux organisations de *desocupados*. De fait, l'obtention ou non des ressources relève encore de la décision discrétionnaire de l'exécutif sans qu'il ne soit donné lieu à la reconnaissance de droits. Une réponse aux besoins matériels sans reconnaissance symbolique par un statut propre que sera tout de même résignifiée localement.

La reconnaissance de la force de la mobilisation, des organisations et de leur capacité de négocier les PTT n'a pas débouché, sinon brièvement et médiatiquement[181], sur une visibilité accrue de la souffrance liée au chômage et à la pauvreté. Elle est ensuite représentée comme une démonstration de force, ce à quoi le gouvernement a répondu

[181] La période où se produit une certaine reconnaissance des organisations des *desocupados*, 2001-2002, coïncide avec la fin du gouvernement de De la Rua et le gouvernement de Duhalde et avec la croissance de la mobilisation de la société, en général à travers les assemblées de quartiers, notamment dans la ville de Buenos Aires, les mobilisations des épargnants etc. Un dossier spécial du journal national Clarin de septembre 2002 en dresse le constat.

avec plus de mobilisation policière et en retirant la faible reconnaissance jusqu'alors octroyée. À partir de 2004, les dirigeants et référents nationaux ne sont plus reçus, publiquement, par le Président Kirchner[182]. Certaines organisations s'aventurent à évaluer le *piquete* comme une méthode « épuisée » (Retamozzo, 2006). Leur réclamation n'a pas, en effet, reçue de reconnaissance institutionnelle au sens d'identifiée et légitimée (Fassin, 2007, 19). En dépit, cependant, des signes d'épuisement des actions collectives, les organisations continuent à manifester notamment pour l'universalisation des *planes.*

La sociologie des mouvements sociaux en Argentine s'étend sur le rapport entre les organisations de *desocupados*, leur irruption dans la scène politique et la constitution d'un sujet politique ordonné autour de l'identité de *piqueteros*. Les inflexions politiques sont analysées de manière privilégiée et donnent lieu à plusieurs interprétations. Souvent considérés d'emblée comme des mouvements opposés aux reformes néolibérales (Laufer, 1999 ; Sigal, 2003 ; Klachko 2002 ; Lenguita, 2002), certaines analyses soulignent les positionnements et orientations politiques des organisations et de leurs dirigeants[183], d'autres attestent des continuités entre mobilisation pour des aides alimentaires et pour le travail[184]. Ces perspectives tentent d'expliciter la nouveauté que constitue l'action collective des *desocupados* tantôt en termes de répertoire d'action collective tantôt en termes de changements des opportunités politiques.

Notre étude permet de mettre en évidence les caractéristiques précises et diverses des investissements individuels réalisés porteurs de ruptures et de continuités vis-à-vis des engagements des secteurs populaires. En effet, une rupture se produit face à ce qui se présentait comme étant un discours unique, celui du tout marché. Dans ce sens, Kessler (1996) souligne qu'en Argentine, le débat sur le chômage était marqué par la conception d'un marché considéré comme le seul espace où il était possible de le résoudre, les droits sociaux de chômeurs n'apparaissant pas, eux, centraux (1996, 112). Ce constat avancé par Kessler une année avant l'émergence des actions collectives des *piquetes* et leur extension quelques années plus tard à l'échelle nationale permet d'évaluer a quel point ces organisations ont introduit une rupture dans la tradition de traitement du chômage – et des

[182] Suite à une nouvelle stratégie de mobilisation des organisations des *desocupados* pour obtenir l'augmentation du montant des allocations, le Président et le Premier Ministre ont entrepris de taxer la mobilisation d'extorsion. Les référents et dirigeants s'indignent de ne pas être entendus pour dialoguer. Entamé en juillet 2005, au mois de septembre de cette année, un pic de tension détourne des objectifs de contestation. Suite, en effet, au barrage des accès à la *Plaza de Mayo* par la police, les organisations se mobilisent en faveur du droit à la mobilisation, emportant ainsi l'adhésion des organisations des droits de l'homme.

[183] Svampa y Pereyra, 2003, p 41 ; Lobato y Suriano 2003.

[184] Svampa y Pereyra, 2003, p 40.

droits sociaux en général[185]- de manière privée. De même, l'action de l'État, une fois abandonnée la modalité interventionniste de l'État[186] argentin, n'est pas aisée à invoquer ni même à justifier. En effet, comme nous l'avons rappelé plus haut, la transformation des modes d'intervention de l'État intervient dans un climat de suspicion générale à l'égard de toute forme d'entreprise étatique – suspicion d'inefficacité ou de corruption- qui pèse également sur les PTT. En dépit de la capacité de négociation des organisations de *desocupados,* les résultats de celles-ci ne se sont guère institutionnalisés sous la forme de droits sociaux[187].

Les politiques sociales sont aussi traitées en fonction des enjeux politiques de la mobilisation sociale. Lodola (2005) considère notamment que la distribution nationale des PTT est relative à la fréquence de la protestation. Dans ce sens, Golbert (2002) souligne l'utilisation de celle-ci comme un moyen utilisé par le Président par Intérim Duhalde de gérer la mobilisation permanente contre la classe politique dominante alors qu'il accédait au pouvoir, après la crise de 2001. Notre démarche permet de situer l'engagement des membres dans leurs propres biographies afin de compléter ces analyses d'ordre structurel ainsi que de le rendre intelligible en fonction de cette dernière et non de manière subordonnée à des intérêts politiques majeurs qui seraient le fait des organisations.

La capacité de négociation acquise par les organisations de *desocupados* à partir des manifestations massives s'insère dans une tradition de la mobilisation de rue encore aujourd'hui vivace en Argentine. Elle peut être saisie par les théoriciens de l'action collective comme une ressource politique. Les calculs liés aux ressources des organisations dépendent de leur capacité de mobilisation et répondent à cette logique. Nous constatons leur pertinence, en particulier lorsque Chela souligne la nécessité qu'il y a à intégrer un réseau d'organisations pour faciliter l'obtention des allocations ou quand les dirigeants du MTD de Berazategui insistaient durant l'assemblée, sur la nécessité d'être nombreux pendant les mobilisations pour être entendus par le gouvernement.

[185] Si nous nous concentrons, ici, sur la question de chômage en raison de notre objet d'étude, force est de constater que d'autres droit sociaux, en général, sont traités d'après la même logique. L'inactivité propre de la retraite est, dans les couches les plus pauvres de la population, gérée à l'intérieur de la famille. Les enfants prennent les adultes en charge, comme le montre Marita. Dans les secteurs les plus aisés, les investissements immobiliers assurent les jours inactifs. Aguirre (1997). Autre exemple, celui des enfants de familles nombreuses des secteurs populaires, dont certains seront élevés par des proches.

[186] Cavarozi (1990) signale la fin de la matrice centrée dans l'État. Il retrace les transformations politiques en Argentine pendant les années quatre-vingt-dix et précise les conditions locales des réformes qui se sont produites d'une manière générale dans la région.

[187] L'allocation des PTT reste une mesure assujettie à la décision du pouvoir politique. Au fur et à mesure que la croissance économique reprend, le nombre de PTT diminue, malgré la persistance des taux de pauvreté et de pauvreté extrême élevés. Le montant de l'allocation ne sera pas réévalué après la dévaluation alors que ceux des salaires et retraites le seront.

Nous pouvons ainsi prendre en compte également l'asymétrie existante dans ces relations entre le pouvoir d'État et la capacité d'interpellation des *desocupados* ainsi que des autres instances associatives reconnues par les autorités comme leurs interlocuteurs. Nous avons vu comment l'action collective parvient à interpeller le gouvernement et la société toute entière par des formes de manifestations qui confèrent une visibilité à une situation sociale niée par un imaginaire de la société relativement homogène en raison de l'étendue de l'emploi et de l'accès à l'éducation. Le déni de reconnaissance semble fondé sur un déni de réalité[188]. Ces conditions auxquelles le gouvernement n'apportait pas de réponse, seront reconnues puisque les autorités instaureront des allocations et en 2002, dans le cadre de la formulation des nouvelles allocations, le JJHD. Elles seront alors institutionnalisées comme un « droit à l'inclusion ». Aux yeux des membres des MTD, il ne s'agit-là que d'une promesse non tenue.

[188] Nous évoquons ici l'analyse proposée par Alain Cottereau (1999) sur les dénis de justice comme une forme de déni de réalité sociale.

CHAPITRE III :

QU'EST-CE QUE SIGNIFIE FAIRE PARTIE D'UN MOUVEMENT DE *DESOCUPADOS* APRES LA CRISE DE DECEMBRE 2001 ?

Comment expliquer cet engagement à partir de 2002 ?

La mobilisation, dans le cadre de collectifs de *desocupados*, s'accroît considérablement à partir de 2002. Certaines organisations, préexistantes, se divisent et définissent de nouvelles orientations afin de créer des organisations de *desocupados*. Après les premiers *piquetes* en 1996 et 1997 décrits dans les pages précédentes, une deuxième vague surgit à partir des années 1998-1999[189], date à laquelle les *piquetes* acquièrent une certaine forme et, enfin, une troisième vague dans laquelle le GBA, aux contours de la capitale fédérale, s'érige en scénario principal de la contestation à partir de l'année 2000-2002.

Au fur et à mesure que nous progressons dans notre recherche, la question du choix du terrain d'analyse se pose avec de plus en plus d'acuité. Quel serait le cas le plus intéressant à analyser ? Peut-être le plus représentatif d'une moyenne indicative des organisations de *desocupados* ? Ou serait-ce, peut-être, encore le plus singulier ? Celui que l'on pourrait présenter comme l'exception à une règle ? Peut-être serait-il plus intéressant d'étudier le plus proche d'un idéal d'organisation des *desocupados*, ou encore d'analyser le groupe le plus important ? La première organisation ? La plus ancienne ? Le mouvement le plus institutionnalisé ? Le plus présent sur le territoire national ? Ou au contraire le plus marginal ? Le plus radical ? Les recherches exploratoires nous avaient livré des pistes permettant de justifier des choix plus au moins arbitraires et contraintes entre autres par les modalités d'accès au terrain, les alliances – et divisons-politiques à l'œuvre entre les organisations, etc., ce qui nous a permis de progresser, a été la possibilité de confronter les propos des membres des différentes organisations qui pouvaient témoigner de la pertinence ou non de nos questions. Les critères que nous avions décelés, l'objectif étant de proposer un travail pertinent, complémentaire de la bibliographie existante, l'ont été par la possibilité de partage des lieux de vie des membres

[189] Ces moments de forte mobilisation sont souvent appréhendés à l'aide de la catégorie de « cycles de la mobilisation » (Tarrow 1989). L'analogie avec les cycles de l'économie ne nous semble pas pertinente, ici, en ce qu'elle impose une certaine homogénéité à ce processus. Nous constatons, en revanche, une évolution.

des organisations au-delà de celles-ci (Geertz, 2002 ; Cefaï, 2003 ; Livet, 2005). Ces rencontres nous ont permis de « re-situer » nos questionnements, nous permettant l'extension de notre champ de recherche au-delà des seuls groupes, organisations ou mouvements de *desocupados* en nous concentrant sur les multiples réseaux d'appartenance et les parcours biographiques de ces membres. Cette réponse nous est apparue comme étant la plus pertinente rapportée à nos questionnements. Nous nous sommes attachés à travailler au sein des organisations et des quartiers que nous avons jugés les plus à même d'accepter notre présence[190]. Ainsi, nos premières « entrées » sur le terrain se sont-elles, donc, déroulées, le plus souvent, sous la forme de participations aux manifestations et de blocages des routes d'accès à la ville de Buenos Aires ou encore aux manifestations qui se sont déroulées dans la ville. Se rendre à une manifestation et l'arrivée dans le quartier, étaient autant d'étapes d'un parcours balisé, guidé et instruit par les membres des organisations. Demeurer dans le quartier et se soustraire aux manifestations relevaient d'un choix qui requérait la complicité des familles. L'énigme de la mobilisation des *desocupados* peut-être éclairée à l'aide de la présentation des expériences de travail, du chômage et de l'action collective telles qu'elles sont reliées entre elles dans les parcours des membres mobilisés au sein des différentes organisations et en contraste avec celles de leurs proches engagés, mais de manière toute autre, dans la solution de leurs problèmes de travail.

Nous allons, ici, présenter deux organisations qui ont été formées en 2002, le MTD de Berazategui[191] et le MTD de Berisso[192]. Premièrement, ce choix nous permet d'explorer des terrains inédits. En effet, la plupart des études existantes posent la question de l'émergence des mouvements sociaux et se concentrent sur les organisations créées entre 1996 et 1998. Les enquêtes débutent, cependant, à partir de l'année 2000, à un moment où les organisations et leurs dirigeants ont acquis une certaine stabilité. Or, qu'est-ce qui demeure immergé ? Qu'est-ce qui est oublié parce qu'il est moins visible ? Ayant travaillé sur deux organisations rattachées à différents réseaux –le MTD *Anibal Veron* (AV) et le

[190] Nous avons poursuivi nos contacts avec les délégués de plusieurs organisations. Les travaux de chercheurs travaillant sur d'autres organisations nous ont été d'un grand secours pour nos discussions, nous remercions en particulier, Maristella Svampa, Claudia Couso et Maricel Rodriguez Blanco.

[191] Le district de Berazategui se trouve au Sud du GBA. Il compte 287000 habitants. En 2002, le taux de chômage y était de 30 %.

[192] Le district de Berisso se situe au Sud du GBA. À 8 km de la ville de La Plata, capitale de la province de Buenos Aires. Il compte 80000 habitants (INDEC 2001). En mai 2002, selon les études de l'INDEC, le taux de chômage y était de l'ordre de 22 %. La proportion de personnes sous le seuil de pauvreté s'est élevée à 49,7 % et celui de la pauvreté extrême, à 22,7 %.

Frente Popular Dario Santillan (FPDS) respectivement[193]-, nous avons pu suivre les voies successives empruntées, les projets abandonnés et les transformations qui se sont opérées au cours du temps. Observer le temps dans lequel se déroule l'action nous permet de situer les enjeux dans un présent ouvert à des démarches plurielles, plus ou moins fructueuses. Il est différent de celui du regard rétrospectif plus enclin aux récits linéaires, souvent rapprochés de données qualitatives. Le caractère rétrospectif à l'œuvre dans les récits est souvent pointé comme une faiblesse. Les protagonistes des événements tendraient, de manière plus au moins volontaire, à rechercher une certaine cohérence dans les faits dont les enchaînements apparaissent comme étant inévitables. Notre enquête longitudinale permet de retracer les marges de manœuvres oubliées, les hésitations qui deviennent certitudes ou, au contraire, les déceptions qui peuvent résulter de l'engagement. Sans prétendre éradiquer le regard rétrospectif, nous présentons des récits qui peuvent contenir des rappels des possibilités oubliées, abandonnées, des contre-exemples, qui font partie des processus en cours dont l'évaluation peut changer en fonction d'événements postérieurs.

Nous présentons, d'abord, des récits de l'expérience des membres du MTD de Berazategui et puis de ceux du MTD de Berisso. Dans les deux organisations, il s'agit – dans ce chapitre- de membres qui y participent depuis leurs origines, soit le début de l'année 2002. L'hétérogénéité des biographies nous permet de mettre en exergue les diverses dimensions sur lesquelles repose l'engagement. L'expérience de l'engagement dans des manifestations, au sein de réseaux de voisinage, d'amitié, familiaux, dans l'espace local, semble autant un pari, qu'une recherche de solutions alors que l'on est confronté à des situations de privation matérielle et au calcul posé face à des possibilités restreintes. L'analyse de ces expériences nous permet d'intégrer discours militant et non-militant et de dépasser le stade de la recherche d'une organisation idéale. En effet, le plus souvent, les militants s'essayent à justifier leurs engagements au moyen de valeurs qu'ils prônent dans le fonctionnement des organisations. Ces efforts se heurtent, néanmoins, à des pratiques et à des conceptions des membres de base parfois divergentes.

Nous présentons, en fin de chapitre, un contraste des diverses positions dont se réclament les membres des deux organisations. Celui-ci nous permet de revenir sur la

[193] Le réseau de *La Veron* commence à fonctionner en 1998. En 2002, une partie des organisations quitte cette organisation et constitue le FPDS. Les origines communes des organisations leur confèrent des similitudes. Toutes les deux s'organisent sous la forme de MTD et défendent les mêmes mots d'ordre : *Trabajo, Dignidad, Cambio Social* (Travail, Dignité et Changement Social). Néanmoins, la division survenue vers la fin de l'année 2002 rend explicite différentes conceptions du travail et de l'activité qui sont d'intérêt pour notre recherche.

modalité d'organisation instaurée au sein de chaque réseau et contribue à clarifier les principes qui justifient l'engagement dans ces mouvements de travailleurs *desocupados*.

I. L'occupation de la scène nationale

Gagner le *plan* dans la rue : Le MTD de Berazategui dans La Veron

Le MTD de Berazategui intègre le réseau plus connu sous le nom de *La Veron*. Julia, la déléguée du MTD de Berazategui, nous avait donnée rendez-vous à la gare de Plaza Constitution. Nous devions nous rendre à une manifestation, dans la ville de Buenos Aires, organisée avec un ensemble des réseaux. À notre arrivée, nous avons remarqué plusieurs groupes de MTD, alignés le long de l'entrée latérale de la gare, plus au moins rangés autour de banderoles.

Photo 3 : Le cortège de La Veron devant l'Assemblée Nationale. Décembre 2003.

Ceux-ci attendaient encore l'arrivée d'autres groupes avant de commencer à marcher. A l'intérieur de la station, étaient également présentes d'autres organisations de *desocupados* arrivant, elles, du Sud du GBA et qui investissaient les rues environnantes.

Nous nous sommes présentés et avons expliqué le motif de notre présence[194]. On nous a demandée de nous adresser au délégué du quartier. Rubén, un jeune ayant un peu plus de 20 ans, nous a expliqué que le MTD de Berazategui s'était formé au début de l'année 2002. Il en faisait partie « depuis le début » avec sa femme. Par l'entremise de son oncle, il avait contacté les dirigeants du MTD de F. Varela, et ceux-ci lui avaient alors expliqué comment accéder aux *plans* : il fallait les gagner. « Nous avons gagné le *plan* dans la lutte », une phrase, presqu'une formule, entendue jusqu'à devenir une évidence. Une évidence partagée par l'ensemble des membres des MTD, par les sociologues, par les politiciens, qui semblaient y reconnaître la légitimité des mobilisations (mais pas toujours par les médias qui, de manière croissante, n'y voyaient que des obstructions à la circulation routière).

Cette forme d'activité, la présence des organisations de *desocupados* dans la rue, demeure la manifestation politique qui implique le plus souvent ses membres. Elle nous apparaît donc comme une première réponse qu'il convient d'explorer pour savoir ce que veut dire faire partie d'un MTD en 2002[195]. Marcher avec les militants dans la rue s'est avéré être une manière de partir à la découverte des liens que se tissent dans ces cortèges.

Notre conversation avec Rubén fut interrompue par un de ses camarades qui l'appelait pour se rendre à la réunion de *mesa*, avec Julia et les autres délégués. Ces quelques minutes de conversation – et l'invitation de Julia- suffirent pour que nous puissions demeurer là, avec eux. Nous avons marché depuis la gare de la Constitution, le long de l'Avenue San Juan, puis emprunté l'Av. Entre Rios jusqu'au palais de l'Assemblée Nationale et enfin l'Av. de Mayo qui la relie à la *Plaza de Mayo* et à la *Casa Rosada*, siège du pouvoir politique national, lieu de lecture improvisé d'un document sur les revendications et adhésions. C'est sur la *Plaza de Mayo* que nous avions rencontré Julia, la veille de la « Marcha de la resitencia » [196]. Elle était alors fière de partager ce lieu, de demeurer dans le campement du MTD qui « avait toujours été là », « d'apprendre de la lutte » des Mères *de la Plaza de Mayo*.

En l'absence des délégués, nous avons commencé à discuter avec les membres de l'organisation, la plupart d'entre eux étant des femmes. Après environ une heure d'attente

[194] La présentation consistait, le plus souvent, à mentionner le nom de la personne qui nous avait envoyée. Quant à l'objet de notre travail, il était présenté comme une recherche menée sur plusieurs MTD et leurs quartiers.
[195] Nous nous concentrons, ici, sur le réseau de La Veron dont la présence dans le cortège a été notée. Le réseau du FPDS Santillan est souvent présent dans les mêmes manifestations.
[196]Il s'agit de la commémoration du « retour à la démocratie » de décembre 1983, organisée tous les ans par les associations de droits de l'homme.

à Constitution, nous avons commencé à marcher[197]. Les rangs n'étaient pas vraiment serrés. Les gens se succédaient, en rangs, ainsi que les drapeaux, soulignant de la sorte leur appartenance au réseau Anibal Veron et le nom du quartier ou du district, indiquant de fait leur appartenance locale. Une des femmes, âgée de plus de 50 ans, portait un tabouret pliant sur son épaule droite à la manière d'un sac. Lors des arrêts, elle le dépliait puis se reposait. Les plus jeunes, aussi, cherchaient à se reposer et à se protéger du soleil. Parvenu dans l'avenue Entre Rios, le cortège est demeuré à nouveau à l'arrêt un bon moment ; un temps qui correspondait au temps nécessaire à la coordination avec les autres organisations mobilisées ensemble ce jour-là. Il fallait notamment se mettre d'accord sur qui avancerait en tête vers la Plaza de Mayo. Cherchant à rejoindre la première ligne du cortège, nous avons avancé pendant plus de 300 mètres, plus de 1500 personnes étaient là présentes dans la rue, les rangs étant, à présent, serrés. La première ligne affichait la toute nouvelle coordination entre le MTD et la CCC, les deux banderoles étant déployées sur un même niveau. Vers l'Assemblée Nationale, d'autres organisations se sont jointes pour converger elles aussi vers la place.

Lorsque Julia est venue pour donner du rythme à la marche, Carmen, une des membres avec qui nous discutions, lui a rappelée ses problèmes de santé[198]. C'est à ce moment-là que nous avons finalement rencontré Julia, visiblement occupée et informée de notre présence. Enthousiaste, comme elle était de son activité dans le mouvement, Carmen nous a présenté l'un de ses enfants, Marcos, âgé de 16 ans, qui marchait à quelques pas devant nous et désigné de la main, l'autre, Carlos, de 18 ans, qui, ce jour-là, était en charge de la sécurité. C'est alors qu'elle nous a montré la ligne de sécurité – *el cordon de seguridad*- qui limitait les contours du cortège et l'empêchait de se confondre avec ceux d'autres organisations. Une chaîne formée par des jeunes à casquettes, la plupart d'entre eux étant des hommes bien qu'il y avait aussi des femmes, séparés d'un mètre tout au plus, marquant la distance à tenir entre les rangs. De l'autre côté de cette ligne de « points », les *compañeros* de l'autre organisation de *desocupados* qui participaient ensemble à cette mobilisation, la CCC, et qui disposaient, eux aussi, de leur propre cordon de sécurité.

[197] Les manifestants, quant à eux, avaient débuté leur parcours beaucoup plus tôt. Ils s'étaient rencontrés à la gare de Berazategui où ils avaient dû attendre une demi-heure environ avant de prendre le train qui les conduisait à Buenos Aires après cinquante minutes de trajet.

[198] Elle souffre d'hypertension. Le groupe de « santé » que nous avons contacté à l'arrivée à la *Plaza de Mayo* nous a expliqué que les pics de tension étaient fréquents, l'été, pendant les marches. Un tensiomètre, un stéthoscope, des aspirines, des pansements constituaient la trousse de secours basique disponible permettant au cas où d'intervenir. L'infirmière en fonction nous a montré les feuilles d'enregistrement des interventions, signées par les *patients*, comme preuves de son professionnalisme. Elle est membre du MTD et continue à exercer sa profession d'infirmière dans les quartiers.

Carmen mentionne avoir eu peur des mobilisations avant de faire partie du MTD. Néanmoins, nous la voyons se déplacer sereinement durant la manifestation, entourée de ses enfants, de ses *vecinos* et du *cordon de seguridad*. Elle avait l'air de ne pas prêter de trop grande attention à ce qui se passait autour d'elle, de n'y percevoir rien d'anormal ou susceptible de susciter la crainte. Lorsque nous sommes parvenus sur la place de l'Assemblée Nationale, elle s'est assise à côté d'un de ses enfants, sur le bord du trottoir. Le cortège du MTD devait alors faire place à un autre cortège, celui de la CCC qui a alors avancé[199]. C'est à ce moment-là que des incidents peuvent survenir. Les militants de la CCC surgissent, en battant du tambour. Ils passent devant nous d'un pas soutenu. Les membres de la sécurité forment une chaîne humaine en se prenant tous par la main, entourant de la sorte le cortège. Certains membres du MTD, debouts au milieu de la rue, reculent vers le bord pour dégager le passage afin d'éviter que ne se produise un incident. Carmen les regarde avancer sans grande surprise, sans se mettre sur son séant, sans bouger. Notre dialogue cesse, à notre insu, nous n'entendons rien, mais nous avons l'impression qu'elle aurait même pu continuer à discuter, tant elle est habituée à ce cérémonial. Une fois les tambours passés, le cortège, particulièrement étoffé, suit[200].

Entre-temps, Rubén est passé prévenir tout le monde qu'ensuite, ce serait leur tour. Il fallait rassembler ceux qui auraient pu partir acheter à boire ou à manger, ou passer un coup de fil depuis le taxiphone qui était à côté. Le cortège se dirige, à présent, vers la *Plaza de Mayo*. L'arrivée est festive, et se déroule à un rythme soutenu. Une fois parvenu, et après avoir fait le tour de la place, dans la rue, le groupe se disperse ; beaucoup de membres se retirent alors. Les drapeaux sont orientés vers l'estrade, au milieu de la place. La lecture du document ne suscite pas un grand intérêt de la part du groupe. Vers 18 heures, les drapeaux sont pliés. Une dirigeante nationale, ayant vérifié que leur présence sur l'estrade a bien été enregistrée, donne l'ordre de se disperser. Elle s'écrie en passant : « La Verón, on s'en va ! » (*nos retiramos*). Le cortège est réduit au quart de ce qu'il était, il reste alors encore quelques centaines de personnes. Le contingent regagne alors la rue pour se rendre à Constitution plus directement, puis rentrer chez soi. Sur le retour, les dirigeants nationaux sont bien présents, mais pas en tête du cortège, ils le parcourent. Ils sont disponibles, saluent et dialoguent avec les membres issus de différents quartiers ou

[199] Nous précisons qu'il s'agissait d'une manifestation coordonnée par trois réseaux d'organisations, celui de la CCC fournissant le plus gros du contingent.

[200] Cette même année, lors d'une autre manifestation, une dirigeante nous avait expliqué, alors qu'elle observait l'arrivée d'un nouveau groupe sur la place en face de l'Assemblée Nationale, ce qui constituait l'un des critères d'évaluation du risque : si les femmes avec enfants étaient présentes, il s'agissait d'un signe favorable.

peut-être les délégués. Carmen est déjà partie en bus, car elle n'habite pas à proximité de la station de train. Son fils aîné, en charge de la sécurité, lui, rentrera, avec ses camarades, quelques heures plus tard en train. Nous marchons jusqu'à la gare Constitution au côté de deux jeunes femmes, Sonia et Claudia. Elles se disent obligées de rentrer en train pour éviter d'avoir à payer le bus. Contrairement à Carmen, elles n'étaient pas complètement à l'aise dans la manifestation. Claudia poursuit des études d'infirmière et, pendant l'année, elle ne participe pas à l'ensemble des manifestations, donnant plutôt la priorité à ces études. Elle remercie qu'on la dispense de cette obligation mais préférerait ne pas avoir à l'accomplir du tout. Sonia est la sœur de son ami. Encouragée par les dirigeants, Claudia l'a invitée à rejoindre l'organisation. Claudia habite avec ses parents mais elle sait qu'ils ne peuvent pas l'aider à financer ses études. L'organisation accompagne cet investissement personnel bien qu'elle soit convaincue que sa présence dans les rangs du MTD est provisoire. Sonia, l'accompagne pour mieux surmonter les difficultés des mobilisations.

Lutter pour l'allocation dans la rue et « la gagner », marcher au cœur de la capitale, occuper la *plaza de Mayo*, sont autant d'occasions de regagner l'espace politique, à la fois symboliquement et matériellement. Ces expériences sont intégrées dans le quotidien de Rubén mais aussi dans celui de Carmen. La régularité des manifestations tend à inscrire les événements dans une certaine forme de banalité. Cependant, l'arrivée, depuis leurs quartiers jusqu'à la *Plaza*, prend une journée au cours de laquelle se révèle, au cœur du pouvoir politique, l'activisme des habitants des quartiers périphériques. Comme le signale Sergio, ce jeune de 24 ans membre depuis quelques mois :

> J'ai aimé participer aux mobilisations, savoir ce qu'on ressent *d'être là, dans l'action*. Je n'ai pas encore été comme lui [un délégué] lors de répressions comme celle du 26. Je n'y étais pas, mais je crois qu'on apprend beaucoup de choses[201]

« Être là, dans l'action », ou comme le dit Rubén « dans la rue », là où les organisations « gagnent les allocations » pour leurs membres, là où c'est important, là où ça compte, fabrique de l'expérience commune. Si le délégué, joue un rôle d'intermédiaire entre les « bases » et les « dirigeants », relayant les consignes, ordonnant la marche, les dirigeants nationaux savent, quant à eux, se rendre accessibles à leurs pairs, qui marchent

[201] Sergio MTD La Veron, décembre 2003. Me gusto participar en las marchas, quise saber que se siente estar ahí, todavía no me toco como a él, que le toco. El estuvo el 26 cuando fallecieron los chicos, yo no estuve, pero creo que es para aprender muchas cosas.

avec eux dans la rue pendant toute une journée. Le changement produit par l'organisation, d'après le récit de Sergio, se ressent dans le partage dans l'action. Les autres organisations sont également présentes dans les manifestations et les membres les identifient comme des camarades, des *compañeros*.

La présence de Carmen et de ses camarades, à la manifestation, s'avère centrale pour l'objectif de l'organisation qui est de rendre visible le collectif des *desocupados*. Cette visibilité procurera un certain succès aux mobilisations[202]. Elle permettra, en particulier, le rapprochement du réseau local de Rubén, Carmen et leurs familles, des dirigeants du MTD Anibal Veron en vue de la formation de celui de Berazategui à l'échelle locale. Parce que visibles et reconnus par le public, ils peuvent être, à présent, sollicités pour former un nouveau MTD. Cet enchaînement est décrit, de manière plus explicite, par Marina, l'épouse de Rubén, qui deviendra déléguée un an plus tard :

> M : L'oncle de mon mari a contacté les gens de Varela [du MTD], avec Lucas et Gabi [des dirigeants]… Ils se sont rendus à Berazategui et c'est alors que les choses se sont arrangées pour faire un mouvement des *desocupados* à Berazategui.
> P : *Alors t'as connu le MTD de Varela à travers cet oncle, est-ce que vous aviez des expériences d'action militante dans les quartiers ?*
> M : Il faisait tout par la politique, avec les politiciens de la mairie mais bon, après il a eu cette opportunité d'ouvrir un mouvement, voir si ça marchait, et on a ouvert avec toute la famille, sa femme [Carmen], ses enfants, mon mari, ses sœurs, on était tous de la famille. On était vingt-deux, on était les premiers membres de Berazategui.
> Ça c'était en mai, […] et bon, un mois après avoir fait partie du mouvement, s'est posée la question de Dario et Maxi[203]. On a tout vu à la télé, mais c'était comme quelque chose qui *était arrivé à quelqu'un d'autre, pas à nous, on ne pensait pas qu'il s'agissait de nous*. Après, peu à peu, nous nous sommes attachés au mouvement.[204]

[202] Ce n'est pour autant toujours le cas. Des mobilisations pourtant nombreuses peuvent se heurter au silence du gouvernement.

[203] L'argument du nombre de personnes se superpose à celui du risque de la répression. La consigne donnée par les dirigeants, ce jour-là, était de ne pas marcher avec des enfants parce que la manifestation serait probablement réprimée, la possibilité ayant même été évoquée.

[204] Marina MTD Berazategui, décembre 2003. - El tío de él se contacto con estas personas de Varela, con Lucas o con Gabi. Ellos llegaron ahí a Berazategui y ahí salio todo esto para hacer un movimiento de MTD de Berazategui - *Al MTD de Varela lo conociste a través del tío de tu marido, ¿él tenia algún tipo de experiencia barrial ?* - El iba todo por política, con los políticos del municipio. Pero bueno, después se le presento esta oportunidad de abrir un movimiento, a ver como funcionaba bueno, se abrió, de por si con toda la familia. Era todo familia, la mujer de él, los hijos, mi marido, las hermanas, todo familia éramos ; éramos 22 personas, los primeros que comenzamos en Berazategui. […].Así fue, esto fue en mayo, […] y bueno después de un mes que estábamos nosotros pasó esto de Maxy y Dario. Vimos todo por la tele […] pero no estábamos relacionados con el movimiento, no decíamos, si, nos tocó a nosotros, es por nosotros. Después de a poco nos fuimos aferrando, nos fuimos aferrando y bueno..

C'est le mari de Carmen qui, en tant que médiateur local, contacte les dirigeants régionaux ou nationaux du réseau de La Veron, l'objectif étant de créer un siège local du mouvement. Sa femme, ses enfants, sa sœur, ses neveux, y seront engagés. Lui, viendra, plus tard, les rejoindre. Cette adhésion semble comme obéir à un mouvement graduel. En effet, après avoir rejoint cette organisation, Marina considérait encore ce qui avait trait aux MTD, en particulier, la répression du 26 juin 2002, comme quelque chose d'étranger. La formation de ce MTD atteste de la possibilité de se lier à partir des contacts instaurés entre dirigeants et médiateurs locaux. Ceux-ci sont insérés dans des réseaux informels préexistants, dont les structures sont plus ou moins hiérarchisées. Le réseau préexistant continue à être la référence durant un certain temps. Ceux mobilisés antérieurement, durant les « campagnes politiques », sont, à présent, rassemblés au sein d'un réseau unique d'organisations de *desocupados*. Comme Sergio le suggérait en nous faisant part de son expérience, le passage par la mobilisation « dans l'action », à laquelle ils participent, produit des attachements.

Ce passage montre que les MTD sont en situation de concurrence par rapport aux réseaux partisans locaux. L'adhésion à un MTD a été souvent décrite par la sociologie des mouvements sociaux (et revendiquée par les MTD) comme une rupture ou même un défi porté aux attaches qualifiées de clientélistes. Cette concurrence est également subie lorsque les rapports de force donnent perdants les organisations de *desocupados*[205]. Mais elle s'exerce alors pour accéder aux ressources publiques par d'autres moyens. La focalisation des politiques sociales dans les secteurs les plus démunis de la population la rend plus vulnérable à ces pratiques. L'opposition qui apparaît entre pratiques clientélistes et leurs formes de recrutement tient à ce que dans les organisations de *desocupados,* les membres semblent engagés en tant que protagonistes.

Les formes de recrutement qui prédominent dans les organisations de *desocupados,* via les liens familiaux et de proximité, font également songer à la concurrence que se livrent les organisations de *desocupados* et les réseaux partisans. En ce sens, il s'agit bien d'une concurrence dont l'objet est d'emporter l'adhésion du plus grand nombre. En dépit de certaines similitudes, les dimensions motivant la mobilisation demeurent complexes ; certains jeunes se différencient de leurs parents et de leurs proches parce qu'ils étaient « en politique » et eux, à présent, les nouvelles générations, sont dans les MTD. Ce que

[205] Colectivo situaciones (2002).

nous constatons dans la distance que tente d'instaurer Marina dans le rapport à son oncle, qui « faisait tout par la politique ».

Le revirement opéré du réseau partisan vers un mouvement de *desocupados* – par exemple, voir comment cela se passe pour sa femme et finalement prendre la décision de les rejoindre- permet de souligner les multiples tentatives qui sont intervenues pour tenter de subvenir à ses besoins et à ceux de sa famille, lorsque ce n'est pas via un travail, à travers le versement du *plan* par la Mairie, et pour beaucoup, c'est là une dernière possibilité, via un mouvement de *desocupados*, de *piqueteros*. Ainsi, gagner le *plan*, dans la rue, revient-il à revendiquer une possibilité d'agir, y compris dans des conditions de forte vulnérabilité. Il s'agit d'un processus dans lequel, progressivement, les membres se sentent concernés par ce qui se passe dans l'organisation. Au début, « on ne pensait pas qu'il s'agissait de nous » rappelle Marina.

Pour Clara, qui a d'abord obtenu un *plan* grâce à la Mairie, la différence entre être membre d'une organisation de *desocupados* et être attaché à la Mairie, réside dans l'identité du titulaire de l'allocation :

> [Je ne me suis plus inscrite à la Mairie]. Si mon mari trouvait un autre travail j'aurais été exclue à cause des enfants. *Là-bas on te demande des enfants*. Ici, ce n'est pas pareil. *Ici c'est nous*. Ici, j'ai le PEC. Nani [le délégué] m'a dit : « J'ai des *plans*, tu veux t'inscrire ? », On se connaissait du quartier. Il savait que nous allions mal. Alors je me suis dit « allons-y ». J'ai tout de même apporté les papiers sur les enfants. « Ici ce n'est pas avec les enfants », m'a-t-il rétorqué. [206]

Les organisations de *desocupados* et les réseaux partisans locaux se disputent tous deux les ressources de l'État. Tournés vers les programmes *focalisés* et localisés, ceux-ci ne parviennent pas à atteindre l'ensemble de la population dans le besoin. Tous les deux, d'ailleurs, ont en commun de mobiliser d'importants cortèges qui constituent une forme de légitimation par le grand nombre. En ce sens, les organisations de *desocupados* disputent l'adhésion de la population aux opérateurs politiques locaux. Mais pour les membres, la différence qui apparaît, c'est qu'il s'agit d'eux-mêmes. Ils agissent en leur propre nom. La possibilité d'agir en nom propre est, ici, parfaitement résumée par l'expression « Ici c'est nous ».

[206] Clara, MTD Berazategui, 2005. C : Si después él [mon mari] conseguía otro trabajo efectivo, me sacaban de vuelta por los chicos, y ahí te piden chicos. Acá no. Acá estamos nosotros. Acá cobro el PEC. […] El [Nani] me comento que hace poco que había empezado […] me comento « Me dieron tantos planes ¿te querés anotar ? » Como éramos conocidos del barrio… y vio que andábamos mal. Y si, digo, *yo me anoto, total*… igual le llevé todos los papeles de los chicos. « no aca no, con los chicos no ».

Les organisations de *desocupados* n'entrent, cependant, pas toujours en concurrence avec les réseaux locaux des partis politiques. Pour les dirigeants, chacun demeure un allié potentiel en fonction des circonstances politiques. Nous avons vu que les autorités locales, en l'occurrence du parti péroniste, se sont associées à des organisations de *desocupados* pour s'opposer au gouvernement national sous le gouvernement de De la Rua. Ces accords ont orienté, le plus souvent, la nature des contestations des organisations de *desocupados* opposées à l'action du gouvernement national plutôt qu'à celle des représentants locaux. Mario, un autre dirigeant de Berazategui, nous souligne, en ce sens, que depuis qu'ils ont obtenu le « contrôle des projets des *plans* », ils n'ont pratiquement plus organisé de manifestations au plan local. Ce qu'il entend par « contrôle des *plans* », c'est bien sûr l'accès direct à un certain quota – négocié avec les autorités nationales- dérogeant aux règles d'approbation des instances locales[207].

Au sein d'une même famille, la multiplication des stratégies atteste de ce que les deux appartenances coexistent. Ce phénomène est encore plus fréquent dans les MTD qui ne présentent pas de listes électorales[208]. Aux yeux de leurs membres, ils peuvent constituer autant d'alternatives à mobiliser à différents moments. Dans des situations ponctuelles, des événements locaux, par exemple, fêtes pour enfants, célébration organisée pour inaugurer des locaux municipaux. Restituer cette multiplicité des motifs possibles, individuels et familiaux, nous permet de faire l'économie d'une opposition radicale entre un membre *opportuniste* et un autre *engagé*, bien que cette distinction subsiste dans le discours de certains militants[209].

Une transgression dans la conformité.
Le parcours de Carmen : Suivre ses enfants et sortir de la maison

Nous avons fait la connaissance de Carmen durant une manifestation. Elle a accepté de nous recevoir chez elle. En bas de sa maison, fonctionne l'*obrador* (chantier, lieu de travail). Elle y passe une grande partie de sa journée. Elle ouvre et ferme le local, pour chacun des ateliers de travail qui s'y déroule (cantine, goûter, atelier de couture), participe aux réunions des *encargados*, et aux activités de la cantine. En même temps, elle reste chez elle, s'occupe de ses deux enfants qui vont encore à l'école et de ses activités

[207] La procédure précédente permettait à la mairie de décider du lieu où seraient réalisées les heures de travail concernant la contrepartie aux PTT. Les membres des organisations de *desocupados* travaillaient parfois loin de leurs quartiers et n'étaient donc pas autorisés à s'absenter pour se rendre aux manifestations.
[208] Nous rappelons que certaines organisations de *desocupados* ont été créées à partir de l'engagement des militants issus de partis politiques. Ceux-ci invitent à voter pour leurs candidats.
[209] Nous reviendrons sur ce point dans le chapitre suivant.

ménagères. Comme beaucoup de ses camarades, elle met en avant le motif des besoins économiques pour expliquer sa participation au MTD :

> - Quand nous avons commencé, il n'y avait pas la cantine, j'ai commencé de zéro. […] Nous étions vingt […] Nous ne savions pas ce qu'était un mouvement de *desocupados*. Jamais de la vie, je n'avais participé à un mouvement. J'ai adhéré par *nécessité, pour mes enfants*. Pour mes enfants, plutôt que pour moi. Moi, j'avais toujours eu peur. Et au moment de rentrer, c'était pour accompagner mes enfants. Ils étaient trop jeunes. Le plus jeune avait quinze ans. Alors, les mineurs pouvaient rentrer, plus maintenant. Ils ne voulaient plus étudier et ils ne trouvaient pas de travail, à cause de leur bas âge. […] Je suis entrée au mouvement et c'est là que j'ai commencé à travailler. […] Je ne pouvais pas travailler en dehors de chez moi. Alors j'ai commencé le *roperito* en bas[210].

L'adhésion à un réseau d'organisations débouche par la création d'une organisation locale, le MTD de Berazategui, et d'un atelier de travail, dans le cas présent, le *roperito*. Carmen s'y investit avec l'ensemble de sa famille. Le manque de travail dont souffre son mari, celui-ci pensait introduire ses enfants dans le secteur de la construction, déstabilise les prévisions familiales. « L'impossibilité » de sortir de chez elle pour travailler, en raison de ce qu'elle considère comme relevant de ses obligations ménagères, l'amène à songer à une nouvelle manière d'accomplir son devoir envers ses enfants : former avec eux, et dans la continuité de ses devoirs de mère décrits par elle-même, une organisation de *desocupados*, un mouvement même, mais elle avoue ignorer ce à quoi cela l'engageait. Quant à son mari, il a obtenu un *plan* auprès de la Mairie ; le JJHD. Celui-ci est incompatible avec la perception de tout autre revenu déclaré par le foyer[211]. Le couple se retourne alors vers le MTD, les allocations versées au profit d'un seul et même foyer, étant, elles, compatibles[212]. Les *planes* de Carmen et de ses enfants deviennent, de fait, compatibles avec celui de son mari. Son mari viendra, mais ultérieurement, les rejoindre au sein du MTD.

---

[210] Carmen. MTD Berazategui. 2005. Cuando yo empecé no teníamos comedor empecé de nada[…] acá éramos 20. […] Nosotros no sabíamos ni lo que era un movimiento. Yo jamás en mi vida había estado en un movimiento. Entré por una necesidad muy grande que *tenían mis hijos*. Entré mas que nada por mis hijos, no entré por mi. Porque yo siempre le tuve miedo y cuando entramos entré para acompañar a mis hijos[…] Cristian entro porque era muy jovencito tenia 15 años. […] No quería estudiar y no encontraba trabajo por la edad.

[211] Nous rappelons que le PJJHD définit doublement ses destinataires, au moyen premier de la condition de *desocupado* et de leur position, en second lieu, au sein de la famille. Si l'un d'eux déclare des revenus, (travail, pension ou autre subside), le chef de foyer perd automatiquement le bénéfice de l'allocation.

[212] Comme nous l'avons souligné, les allocations nationales et provinciales, par exemple, *barrios bonaerenses*, font l'objet de contrôles de la part d'autorités différentes. Elles ne sont pas non plus distribuées sur la base des mêmes critères.

L'entrée en activité qui lui paraissait « impossible » en raison du bas âge de ses enfants, est rendue possible du fait des formes spécifiques d'activités pratiquées dans le MTD, par exemple la possibilité de créer un espace de travail chez elle. La seule expérience de travail qu'elle nous ait rapportée – dans une fabrique de biscuits- datait d'avant son mariage. Depuis la naissance de son fils aîné, elle n'a plus travaillé. Cette expérience, elle nous l'indique alors que nous l'invitions à préciser. La première réponse qu'elle apporte sur son expérience au travail est pour préciser qu'elle n'en avait pas, ce qui rendait son vécu au sein de l'organisation de *desocupados* plus radical, l'inscrivait davantage en rupture du fait de son parcours particulier, tant économique que politique (elle affirme qu'elle ne connaissait pas les MTD). Si le déroulement de l'enquête révélera, qu'en réalité, elle avait vécu à la fois des expériences de travail et politique, cette présentation de soi a néanmoins permis de repérer la manière dont elle mobilise un imaginaire qu'elle considère légitime.

La catégorie du genre développée par les théories féministes de ces dernières et récentes années, en particulier par l'historienne Joan Scott (1996) considère celui-ci comme un élément constitutif des relations sociales à partir des distinctions opérées entre les sexes. En ce sens, le système du genre instaure des relations sociales et des constructions cultuelles qui délimitent les fonctions que femmes et hommes sont sensés occuper socialement. Ces constructions opposent le féminin et le masculin à partir des hiérarchies et confèrent du sens à des relations de pouvoir (Scott, 1996: 289)[213]. Irène Théry, pour sa part, souligne la difficulté léguée par le « biais masculin » occidental dans l'observation ethnographique, méconnaissant, gravement, non seulement la sujétion des femmes dans les sociétés traditionnelles, mais aussi et du même mouvement leur valeur, leur autorité, leur pouvoir (Théry 2009, 27). En Argentine, le discours du régime péroniste a promu des catégorisations patriarcales à travers la validation publique, en particulier des rôles afférents à la maternité et au rôle de la femme au foyer. Ce discours combinait la reconnaissance de droits politiques de la femme ainsi que celle de la contribution de la femme à la nation en tant que mère (Lavrin, 1995). Ainsi, en réalité, l'espace de la femme n'est-il pas limité à celui, domestique. Le rôle reproductif apparaît revêtu de connotations politiques. Ce contexte, cependant, nous permet de comprendre les difficultés de Carmen à inscrire ses expériences dans l'activité économique ou encore politique à l'aide d'un récit qui soit différent de celui de la maternité, et publiquement validé.

[213] Pour des études de genre en Argentine, voir en particulier Sarlo (1998), Lavrin (1995), Lobato (1997).

L'enthousiasme que nous percevons lors de nos premières rencontres semble être attaché au passage à une certaine forme d'activité : la formation d'un atelier de travail en bas de chez elle d'abord, ensuite la création d'une cantine, sa formation en tant que responsable de la cantine, les réunions des délégués, l'accroissement des responsabilités, des possibilités de prise de parole, les mobilisations, etc. Elle opère, également, une distinction entre sa contribution au bien-être personnel qu'elle peut atteindre sans nuire à celui de son foyer[214]. Cette opération lui permet non seulement de rapporter son engagement à une nécessité mais plus précisément, à celle de ses enfants. C'est pour accompagner ses enfants dans une circonstance risquée, au cours de laquelle elle dit avoir ressenti de la peur, qu'elle s'est engagée. C'est le manque de travail dont souffrent à la fois ses enfants et son mari qui l'ont *poussée* à adhérer à l'organisation. Ainsi, demeure-t-elle dans la droite ligne du « bon » comportement, celui attendu de femmes, celui du dévouement à ses enfants – un stéréotype plus présent dans les secteurs populaires sans qu'il ne revête, pour autant, une dimension exclusive- dont la dimension sacrificielle, du don de soi, rend l'engagement légitime à ses yeux. Elle se serait investie dans le MTD avant tout en tant que mère. Si ces justifications font écho aux « problèmes » découlant de cet investissement au sein même de son ménage, elle l'accomplit tout de même en soulignant son rôle de mère. Les frontières-limites entre légitime et non-légitime sont déplacées afin de pouvoir valider la mobilisation des femmes lorsqu'elle intervient sur un mode particulier, celui de la mère. En d'autres termes, elle mobilise un imaginaire qui confère à la femme un statut de dépendance (vis-à-vis d'un mari, pourvoyeur) qu'elle transgresse en s'engageant dans des activités qui vont la conduire à sortir de sa maison, à travailler, à participer à des manifestations publiques et à prendre la parole en tant que responsable de l'atelier. Si ces ruptures ne sont pas négligeables, elles ne parviennent cependant pas à ôter l'importance des obligations familiales. C'est en rapport à celles-ci que sa mobilisation peut être considérée légitime.

S'engager pour accomplir les obligations vis-à-vis du foyer ? Des stratégies familiales

Les récits recueillis posent le lien familial comme un motif d'engagement au sein des organisations de *desocupados*. Accomplir une obligation de mère, de père, adhérer aux

[214] Elle nous déclarera également dans un autre passage de l'entretien que le dévouement *excessif* au MTD lui avait valu des *problèmes* avec son mari. Par ailleurs, elle désigne celui-ci comme relevant de l'« abandon du foyer » *abandono del hogar*, figure juridique qui peut fonder la perte des droits de la femme à réclamer la garde des enfants en cas de divorce.

initiatives de ses proches, les accompagner, sont autant de motifs qui relient appartenance au MTD et appartenance familiale. Carmen fonde le MTD avec l'aide de son mari, l'objectif premier étant d'apporter un soutien à ses enfants. Julia, la déléguée du district, souligne, elle aussi, avoir rejoint l'organisation pour subvenir aux besoins de sa famille, bien que son mari ait un travail. Leo, un jeune célibataire, nous explique :

> Surtout j'ai commencé parce que mon frère était ici, avec eux. Au début, j'avais du travail mais après je n'en ai plus eu. Alors il [son frère] m'a dit « rejoint-nous »[215].

Nani a 50 ans ; il est délégué d'un autre quartier de Berazategui. Il a rejoint le MTD avec son fils cadet. Auparavant, il était membre d'une autre organisation de *desocupados*. Sa belle-fille en fait aussi partie, même si on ne la voit pas souvent participer aux activités. Sa compagne, Mercedes, en revanche, perçoit une allocation, par la mairie. Elle est toujours là, aux côtés de Nani. Du même coup, elle *remplace* sa belle fille qui habite plus loin et qui a un enfant en bas âge, et qui « a du mal à se déplacer ». Clara a rejoint le MTD parce qu'elle connaissait Nani qui est du quartier, mais elle s'était aussi inscrite à la Mairie « et dans plusieurs endroits »[216]. Son frère habite avec elle, et perçoit un *plan* de la Mairie, son mari s'occupe avec de petits boulots et son fils aîné touche un *plan* via le MTD. Antérieurement, il était inscrit à une autre organisation, mais après des mois d'attente, il s'est inscrit, à son tour, avec sa mère. Son frère jumeau se rend lorsqu'il le peut aux manifestations pour remplacer leur mère, alors même qu'il a un travail dans le bâtiment[217].

Le transit d'une organisation à l'autre et avec la Mairie s'opère par tâtonnements en fonction des rumeurs, de ce que « l'on dit », des promesses – vous seriez mieux ici- se traduisant par des expériences plus au moins réussies. L'invocation de motifs familiaux afin de justifier de l'appartenance à un mouvement de *desocupado* peut même laisser apparaître celle-ci comme accessoire. Ce qui compterait alors serait de remplir les obligations et responsabilités imposées par leur rôle au sein de la famille. Le détail des démarches de Clara fournit un aperçu utile des labyrinthes parcourus, toujours avec l'aide des proches, et en faisant le pari de promesses incertaines :

---

[215] Lalo, 24 ans. MTD Berazategui. Entretien de décembre 2003. Huit mois après avoir rejoint le MTD, il est devenu délégué.Mas que nada participé porque tengo un hermano que estaba acá con ellos. Yo tenía trabajo pero después me había quedado sin trabajo. Entonces me dijo : «mira, sumate ».

[216] Tout le monde te disait, « je t'inscris, je t'inscris ». Mais je ne savais pas combien je devais attendre. C'est chez Nani que cela a marché le plus rapidement. En décembre, j'ai eu le plan.

[217] Les remplacements et tours de rôles successifs nous évoquent les études telles celles de Susan Freeman (1991) qui souligne les structures égalitaires dans certaines régions ibériques.

Pia : *Quel était ton premier contact avec le MTD ?*
Clara : Tu veux dire avec Nani ?
P : *Je ne sais pas, le premier contact… comment cela s'est-il passé ?*
C : D'abord, j'avais le *Jefes*. Je suis allée jusqu'à la Mairie, et ai attendu l'aube. […] Un jour, j'ai pris mon fils et je lui ai dit d'y aller, de m'accompagner. […][218]
P : *C'est-à-dire que c'était juste t'inscrire. Tu ne connaissais personne à la mairie ?*
C : Non, personne. […] je me suis inscrite mais je n'avais pas tellement foi. Il y avait beaucoup de monde. Et c'est sorti juste pour la naissance de ma fille. J'étais dans une très mauvaise situation. Je n'avais même pas d'argent pour les couches. Je voulais mourir. Heureusement, beaucoup de gens nous avaient offert des affaires. Nous étions très, très mal, même mon mari qui travaillait ne touchait pas son salaire. Tu vois, quand on te paye par petit bout, 20 *pesos* une semaine, 30 celle d'après… En plus, j'avais eu une césarienne, tout était compliqué ! C'est ma fille qui m'a dit, il faut que tu ailles voir [à la Mairie] il me semble que toi aussi t'es sorti « Et comment je fais si je suis à l'hôpital ? » Je lui dis. […]. J'ai quitté l'hôpital et j'y suis allée avec bébé sur le dos. Je suis rentrée par l'autre porte. Quand t'as un bébé, tu passes directement. La fille [de la mairie] a cherché et elle m'a dit « je ne crois pas que ce soit sorti, ça fait pas longtemps que tu t'es inscrite ». Elle a regardé et j'étais sortie, et la j'ai commencé à toucher le *plan jefes*. [On dirait le loto !] […] Après, mon mari a été déclaré dans son travail et ça a *sauté* pour les enfants. C'était un travail dans la construction. Ça a duré trois mois et après, il est resté à nouveau sans travail. Lui, sans travail et moi, sans le plan. Tout compliqué. Alors je me suis inscrite avec Nani en novembre
P : *Pas à la mairie ?*
C : Non, plus maintenant. Si mon mari trouvait un travail, j'aurais été exclue à cause des enfants. Là-bas, on te demande des enfants. Ici, ce n'est pas pareil. *Ici, c'est nous*. C'est le PEC.
P : *Alors, Nani t'a expliquée comment ça marchait ?*
C : Oui, il m'a dit que cela faisait peu de temps qu'il avait commencé. Il m'a dit : « J'ai des *plans*, tu veux t'inscrire ? ». On se connaissait du quartier. Il savait qu'on allait mal. Alors je me suis dit « allons-y »… j'ai tout de même apporté les documents des enfants. « Ici ce n'est pas avec les enfants » m'a-t-il dit. *Ici, c'est nous*. Je me disais quand est-ce que cela va sortir. Des fois, ça prenait beaucoup de temps. Je me suis inscrite en novembre et ça a été bon pour le 2 décembre. On a bien passé les fêtes. À la maison, on était tellement content ! Nani disait « tu n'avais pas foi en moi » mais c'est que plusieurs personnes disaient, « je t'inscris, je t'inscris… ». Je me suis inscrite à plusieurs endroits, pas seulement avec lui… [219]

[218] Clara ; MTD Berazategui. 2005. – *¿Como fue tu primer contacto con el movimiento ?*- ¿Con Nani ? – *No se, con el primer contacto que tuviste* – Primero empecé con el « jefes ». Me fui a la municipalidad amanecí ahí […] Un día agarré y le dije a mi hijo que me acompañe y nos fuimos y nos amanecimos ahí. – *¿Cuando fue ?*– Ya hace 4 años que estoy cobrando. Lleve todo, la ecografía [estaba embarazada de ocho meses], los papeles que tenia de los chicos que todavía eran menores. […] – *O sea que fue simplemente anotarte y dar tus datos familiares*

[219]. *¿Vos conocías a alguien en la municipalidad ?*– No a nadie.[…] Yo me anoté pero no le tenia mucha fe porque había tanta gente, sabes las colas que se armaban ! Y salio justo cuando nació la nena que estaba re-

Dans le réseau familial, les enfants jouent un rôle de premier rang. D'une part, ils sont présents aux côtes de Clara dans toutes les démarches qu'elle entreprend. Un de ses fils l'accompagne, sa fille lui annonce le moment où la Mairie est en train de distribuer les allocations. Bien qu'elle n'habitât plus avec elle, elle est informée de ce qui se passe dans le quartier, chez sa mère, et lui rapporte les *informations*. Plus tard, son fils aîné s'inscrit avec elle au MTD. D'autre part, ils sont le motif et la justification du recours à l'aide publique[220] ; que ce soit par l'intermédiaire de la Mairie ou par celui de l'organisation de *desocupados* (elle hésite mais s'inscrit à plusieurs endroits en même temps pour essayer d'accéder aux PTT le plus rapidement possible). Telle est l'urgence matérielle, d'autant plus urgente qu'elle a trait à la satisfaction des besoins matériels des enfants (et à la naissance du bébé).

À la Mairie, le critère imposé par la formulation publique des PTT prévaut dans la distribution. Il faut, en tout premier lieu, prouver que l'on a des enfants pour s'inscrire. Avoir un enfant, un bébé, donne le droit au PTT. Mais des incertitudes apparaissent alors. Elle ne sait pas, par exemple, quand elle commencera à le percevoir, l'employée locale, elle-même, n'en est pas certaine (Elle recherche le dossier sans aucune conviction). Elle reçoit peu d'explication sur le pourquoi, le dossier est traité. Si l'accès à l'allocation demeure entouré d'un halo de secret que Clara est dans l'incapacité d'élucider complètement, l'obtention nous est présentée comme une sorte de prouesse ; à la Mairie,

---

mal, no tenia ni para el pañal. Deci que mucha gente me había regalado ropita y que se yo. Ya te digo que estábamos mal, mal, porque hasta mi marido… estaba trabajando mi marido no le pagaban, pero viste cuando te pagan así de a puchitos que te dan 20 *pesos*, 30 *pesos* por semana. Bueno, así estaba y encima yo tenia un solo paquete de pañales. Me quería morir. Y justo tuve cesárea […] Todo complicado me agarro. […] mi hija me dice, tenés que ir a fijarte porque me parece que saliste vos también […] ¿Y como hago si estoy en el hospital ? le digo yo y bueno me iré la otra semana. Salí y me fui con el bebe a cuesta. Entré por el otro lado, con el bebe te dejan pasar. La chica me busco y me dijo todavía no creo que hayas salido porque te anotaste hace poco. Me había anotado un mes antes. Y fue se fijo y había salido y ahí empecé a cobrar el plan jefes.[…] y bueno entonces asi me anote en una copa de leche y bueno después me paso eso que justo lo anotaron a mi marido en blanco y *salté*. […] Un trabajo en construcciones de plazas, así, en capital. Eso es por temporada dura 3 meses, 4 meses y después se quedo sin trabajo de vuelta […] él sin trabajo y yo sin plan, todo complicado […] Y me anoté en noviembre con Nani - *Ah ! no te volviste a anotar en la municipalidad.*– No, no ya no. No porque si después él conseguía otro trabajo efectivo me sacaban de vuelta por los chicos, y ahí te piden chicos. Acá no. Acá estamos nosotros. Acá cobro el PEC. […] – *¿Nani te explico como era ?* -El me comento que hace poco que había empezado […] me comento « Me dieron tantos planes ¿te querés anotar ? » Como éramos conocidos del barrio y vio que andábamos mal. Si digo *yo me anoto, total*… igual le llevé todos los papeles de los chicos. « no acá no, con los chicos no ». y bueno me anote con él. Yo decía « quién sabe cuando voy a salir », porque a veces tardaban mucho. y me anoté en noviembre y en diciembre para el 2'pasé las fiestas bien, [risas]. ¡Nos aggaro una alegria en casa ! […] Nani me decia, « vos no me tenias fe ». Lo que pasa es que varias gentes te decian « te anoto », « te anoto » y yo me anoté en varios lugares no solo con él.

[220] Dans son article *Entrer pauvre dans la vie adulte*, Dominique Vidal (2003, 16) souligne le désir des familles de retarder le plus longtemps possible l'entrée des enfants sur le marché de travail en dépit des difficultés que fait naître cet investissement.

on réclame la présence obligatoire des enfants. En revanche, la situation est différente dans le cas du MTD, là, « c'est nous » nous rappelle-t-elle.

Le parcours qu'elle décrit pour répondre à notre question – le long récit de l'accès au PTT- semble en réalité, refléter son propre parcours lui permettant ainsi de satisfaire à une nécessité familiale. Pour elle, « le début » peut autant remonter au moment où elle a perçu pour la première fois l'allocation qu'au moment où elle a connu Nani, (comme elle le précisera ultérieurement). Elle s'est essayée à emprunter plusieurs voies susceptibles de lui permettre de subvenir aux besoins familiaux. Le MTD semble associé à ce qu'elle connaît déjà, c'est-à-dire les démarches auprès de la mairie, le partage des lieux de voisinage, parmi lesquels le MTD apparaît comme l'espace dans lequel elle est parvenue à accéder à l'allocation. En ce sens, c'est celui qui s'est révélé le plus efficace de tous les moyens envisagés, un *moyen* pour y accéder, davantage qu'une *décision* d'adhésion. En revanche, sa famille, demeure le cœur de ses préoccupations, bien que le récit de celle-ci semble circonscrit à sa propre biographie. Pour le MTD, la « charge familiale », être mère ou père, n'assure pas en tant que tel l'accès aux PTT.

Les négociations conduites durant la formulation du PJJHD semblent avoir pris en compte des exigences formulées par les organisations de *desocupados*. Les premières moutures excluaient les jeunes et les adultes sans enfants mineurs à charge de la couverture du programme. La création d'un programme complémentaire, le PEC, est venue remédier à cette exclusion. Les autorités locales ne sont pas cependant concernées par ce programme, car il n'est pas distribué par elles. Il est directement contrôlé par le Ministère du Travail[221] et sa distribution est négociée directement avec les organisations de *desocupados*. La réponse publique apparaît comme définitive – elle postule des droits universels- et écarte le chômage en tant qu'étant désormais une raison légitime de contestation publique[222] -bien que les adhérents des organisations de *desocupados* se considèrent comme des exclus.

Des familles non conformes

Alors que les membres des familles agissent collectivement pour tenter de satisfaire leurs besoins, la formulation du PJJHD semble, elle, plutôt reposer sur un modèle de famille – où le chef est le soutien économique –. Certaines études réalisées sur le travail et

[221] Golbert (2003) met en exergue la « négociation directe » des organisations de *desocupados* depuis la création des PTT.

[222] C'est sur la base de ce motif que les contestations, entre autres plaidant en faveur de l'augmentation du montant des subsides et leur distribution sur un mode universel après la dévaluation, ont été réprimées.

le chômage soulignent la nécessité qu'il y a à envisager ce phénomène à partir des flux de population passant de l'activité à l'inactivité. En ce sens, le chômage est considéré à partir des effets qu'il exerce sur la famille. Dès lors que le chef de famille perd son emploi, d'autres membres, femmes et enfants, sont contraints de rechercher une source additionnelle de revenus.

Clara s'est inscrite sur les listes de plusieurs organisations de *desocupados* pour trouver « un plan ». Ses enfants s'y inscriront aussi dès l'âge de seize ans. Ces membres de la famille qui passent de l'inactivité à l'activité sont très fortement enclins à multiplier le nombre de candidatures sur le marché de l'emploi. Néanmoins, il convient de préciser ce que dévoile la situation qui est celle des membres des organisations de *desocupados*, en particulier relative aux conditions économiques et sociales, lorsque le chômage s'étend sur de longues périodes. Le type de population le plus fortement représenté au sein des organisations de *desocupados* est marqué par la concentration de la pauvreté et du chômage, ayant certes un travail mais, souvent, au noir et intermittent, ce qui place les différents membres de la famille en état de disponibilité, presque d'alerte, permanente, toujours à la recherche du travail et de ressources leur permettant de subvenir à leurs besoins. Ceux qui ont un travail, comme le mari de Clara, sont également à la recherche d'un travail, son terme devant bientôt s'achever, sans qu'il ne soit, même, parfois, rémunéré. L'engagement au sein des organisations de *descupados* apparaît comme une forme d'activité en relation avec cette situation. L'insistance de Clara et de Nani sur l'identité des ayants droits des allocations -« ici c'est nous » disaient-ils- nous oriente dans cette direction. Marina soulignait aussi cette notion d'engagement personnel :

> Nous, on sort pour lutter *pour soi-même*, pour ce que l'on veut, pour sa famille, pour avoir quelque chose. Le voir de l'intérieur et le voir de l'extérieur, c'est différent[223].

Du point de vue des organisations, chaque membre de la famille est considéré à titre individuel et sans que ne soient prises en compte ses obligations familiales. Les membres du MTD de Berazategui se trouvent, pour certains d'entre eux, plongés dans une situation de pauvreté extrême. Mais ils parviennent grâce à de petits boulots, grâce aussi aux contributions sous forme de revenus obtenues par plusieurs membres de la famille, à accroître le montant global des revenus individuels et familiaux. Dans la famille de Carmen, les enfants contribuent à hauteur de 50 *pesos* chacun (un tiers de l'allocation)

[223] Marina, MTD Berazatedui, juin 2005.

aux dépenses communes. Les enfants conservent, également, de l'argent sur eux qui est, le plus souvent, dépensé sur la base de critères différents que ceux privilégiés par leur mère : s'acheter un portable, faire un cadeau à sa copine, etc. Chez Juana, sa fille aînée aide à payer les frais de scolarité de la fille cadette qui a six ans, « elles ont décidé de cela ensemble », et par ailleurs, elle lui donne 50 *pesos* pour les dépenses communes, en tout, c'est la moitié du montant de son allocation. Caroline habite avec son mari et sa fille chez ses parents et prend à sa charge la moitié des dépenses communes. Les familles, cependant, ne fonctionnent pas toutes sur le même mode, Margarita se plaignant[224], par exemple, de ses enfants qui ne l'aident pas, elle fait alors comme elle peut avec la nourriture distribuée par le mouvement, celle qu'elle peut se procurer grâce au potager, grâce à son argent personnel, et celui que lui donne son mari (50 *pesos*). Elle cuisine une fois par jour. Le besoin matériel ressort fortement, chez elle, comme le motif principal de l'engagement. Il est articulé différemment dans d'autres organisations, le *plan* n'apparaissant pas toujours prioritairement invoqué au nombre des motifs de l'action contestataire.

II. Les MTD du Frente Dario Santillan

Le MTD de Berisso. Se mobiliser comme une affirmation de soi

Le MTD de Berisso a réuni ces premières assemblées au mois de janvier 2002, une période, comme nous l'avions signalé, de forte mobilisation sociale. Evoquer ces débuts avec l'un des membres les plus anciens semble nous conduire, d'emblée, à évoluer vers les registres du personnel :

> Andrés : Le mouvement a commencé ici, chez moi…
> Monica (sa mère) : Au début, il ne voulait rien savoir[225]
> A : Je ne voulais rien savoir – expliquent les deux presque en même temps.
> Pia: *Pourquoi ?*

[224] Margarita, MTD Berazategui, juin 2005. Dire qu'elle se plaint peut paraître un peu exagéré. En réponse à notre question, elle a dit qu'il l'aide « très peu », elle précise que son fils utilise l'argent pour ses besoins vestimentaires et autres.

[225] Comme dans un grand nombre d'activités du groupe, sa mère est présente pendant l'entretien et intervient lorsqu'elle le considère opportun. Andrés : El movimiento se armo acá, en mi casa, yo estaba… Monica : no quería saber nada/A : no quería saber nada [los dos se superponen] P : *porqué no querías saber nada ? A* : Y porque… que se yo. Yo ya conocía la gente de acá del barrio […] yo el tema de los chicos de Varela, Brown, Lanús ya los conocía. Porque el tema a mi siempre me gustaba, yo veía estas cosas, los cortes y yo me mandaba por mi cuenta, sin saber nada y ahí empecé a hablar con la gente.

> À : Je ne sais pas, je connaissais les gens du quartier… [Qu'il oppose aux membres des premières organisations *piqueteras*] L'histoire des camarades de Varela, Brown, Lanus, je la connaissais[226]. Je connaissais les camarades parce que le sujet m'intéressait, je voyais les blocages et j'y allais moi-même, sans rien savoir et là, j'ai commencé à discuter avec ces gens […] Avec les gens de Brown, ah ! Avec les gens de Solano, cette femme Neka, et puis bon, ici il y a Gerardo, et sa femme, c'est elle que je connaissais, Selma. Gerardo venait toujours et il insistait auprès de moi« créons un MTD » et moi « arrête de me gonfler, ici les gens sont des paresseux, ils touchent l'allocation et ils ne vont pas vouloir s'organiser ». Après il y a eu *la question de De la Rua, et il venait toutes les semaines dans sa voiture*, et puis bon, il a tellement insisté que je lui ai dit « écoute, je vais rassembler les gens du quartier et parler avec eux sur comment ça se passe » et bon nous avons rassemblé des gens que je savais plus ou moins possiblement intéressés. […] Je leur ai dit à Mati, Vicente, à des gens plus âgés de là-bas. Beaucoup sont venus voir ce que c'était mais ils n'étaient pas intéressés. On l'a fait sur le trottoir, car c'était janvier, février [l'été], et bon il y avait quinze personnes, et sept ou huit sont restées[227].

Notre entretien s'est déroulé chez sa mère où il habite, dans la salle à manger qu'il nous expliquera avoir aidé à construire, alors qu'il travaillait en tant qu'*embarcado*[228]. Certaines évocations nous surprennent, en particulier les doutes qu'il exprime vis-à-vis de ses camarades ne viennent pas conforter l'image que l'on peut se faire de lui, l'ayant aperçu, en permanence, impliqué dans les diverses activités développées par le groupe, invoquer l'esprit de camaraderie. D'autres nous semblent élusives. Quel est le degré d'attachement exact de Gerardo au quartier ? Nous ne pouvons pas lui demander de tout expliciter. Néanmoins, il nous livre certaines pistes qu'il est utile d'explorer.

L'image qu'il a de son quartier pose problème : « les gens sont des paresseux ». Une telle image le conduit à instaurer une certaine distance entre lui et son entourage. Andrés pointe une difficulté qui semblerait le différencier : ces propres intérêts ne seraient pas partagés. En effet, à l'entendre, le problème résiderait dans l'attitude des gens du quartier.

[226] Il fait mention aux premières organisations de *piqueteros* formées à partir de 1997 dans le GBA.

[227] A : Con la gente de Brown y después de Lanús, ah ! Con la gente de Solano, con la mina esta, Neka y después bueno, acá esta Gerardo, que bueno, yo la que conocía mas es la mujer, a Silvia, y Gerardo siempre venia a romper las bolas « armemos un MTD », y yo « dejáme de joder, acá la gente es vaga, están cobrando un plan y no van a querer organizarse », y bueno paso el tema este de De la Rúa y todas las semanas venia todas las semanas en la camioneta y siempre estábamos,, y después bueno rompió tanto los cocos que le dije, « mira yo voy a juntar [gente/vecinos], les voy a comentar a la gente de acá del barrio, a ver como es », y bueno, y juntamos un par de gente que sabia que mas o menos iban a agarrar viaje con esto. P : *¿A quién ?* A : Al Mati, a Vicente, a gente grande de allá. Hay muchos que vinieron a escuchar como era pero no se engancharon. Lo hicimos acá en la vereda porque era enero, febrero, por ahí, y bueno de ahí habrán venido 15 y habrán quedado 7 u 8.

[228] Andres a travaillé en mer depuis l'âge de 15 ans. En raison de son bas âge, il a embarqué sous la tutelle d'un adulte. Il a obtenu le brevet à 16 ans sans avoir poursuivi d'études secondaires puisqu'à l'époque, elles n'étaient pas exigées. Les critères d'inscription en Préfecture pour obtenir le brevet étaient l'âge (16 ans) et l'obligation de ne pas avoir de casier judiciaire. Il y a travaillé pendant dix ans en exerçant des contrats successifs.

Il se détache du quartier où la réalité ou peut-être l'abondance des allocations rendrait les gens paresseux. Nous retrouvons, ici, le thème de la stigmatisation lié au fait de « vivre des *planes* ». Dans le même temps, lui se dit intéressé par « l'histoire des *compañeros* », (peut-être par opposition à l'allocation, qui, elle, intéresse ces *vecinos*). Il a participé aux blocages mais il n'a pas été membre d'une organisation locale. Il sortait du quartier pour participer aux manifestations. Il bouge, comme le disait certains de ces autres camarades, il savait ce qu'était un MTD, il les connaissait, il avait discuté avec des représentants aux trajectoires de militantisme très diverses[229]. Il a participé à des manifestations. Cette expérience, qu'il a vécue à l'extérieur du quartier, le distingue de ses camarades. Il doute de pouvoir la reproduire *chez lui*. L'histoire de ses camarades des premières organisations *piqueteras* du GBA atteste de ce qu'il existe maintes difficultés à surmonter pour mettre en œuvre une organisation de *desocupados*. Dans son récit, l'expérience est nécessaire, un effort doit être fourni. Ce n'est pas là une activité pour paresseux.

Andrés présente, d'abord, l'histoire de ses camarades. La profondeur d'une histoire et l'expérience qu'elle implique. Il y adhère de sa propre initiative. C'est lui seul, sans qu'il n'y soit contraint, qui a participé aux mobilisations organisées par les premières organisations. Il discute avec leurs membres et les trouve mieux organisés. Ils ont bâti une histoire. Ils ont su faire face aux autorités locales et nationales. Il semble s'identifier à l'investissement des *militants* qui considéraient qu'il était intéressant de créer un mouvement de *piqueteros*.

Lorsqu'il entreprend de comparer son quartier avec les MTD qu'il connaissait déjà, il perçoit un important décalage entre les deux. Il considère que la plupart de ces *vecinos* perçoit déjà l'allocation versée par la Mairie et qu'il n'est donc nul besoin de s'engager pour l'obtenir. Sa propre mère nous avait déjà expliqué comment elle était devenue éligible au plan *Trabajar* grâce aux services sociaux de la Mairie[230] qui la connaissaient et avaient cerné ses besoins économiques. Les considérer comme des paresseux témoigne, chez lui, d'un sentiment négatif, qui suscite d'ailleurs, des doutes quant à l'éventuelle création d'un MTD. Les besoins économiques, réels, ne suffisent pas à mobiliser concurrencés qu'ils sont par la forte présence du réseau des operateurs partisans locaux. Cette présence le concerne personnellement puisqu'il signale, au cours d'autres entretiens, sa participation à des mobilisations et des actes électoraux. De ce fait, il conçoit le MTD

[229] Des représentants de Solano soulignent leur militantisme auprès des communautés ecclésiastiques de base, ainsi que la participation de la population à la formation des *assentamientos*. Ils évoquent, également, le district de F. Varela où plusieurs représentants mentionnent leurs antécédents politiques dans des partis de gauche (Nos entretiens).

[230] C'est d'abord son mari qui a perçu l'allocation, elle l'a perçue lorsqu'il est décédé.

comme un outil entrant en concurrence avec le pouvoir politique local. Soulignons, ici, au passage, à des fins de meilleure compréhension, la tradition péroniste qui domine dans le district[231].

L'insistance de Gerardo, dont il connaît l'épouse bien avant l'existence des MTD, sa présence constante – il venait toutes les semaines- semblent finir par le convaincre. En dépit de l'attitude contrastée qu'il cultive vis-à-vis de ces *vecinos*, il se rend de son plein gré aux manifestations, alors que ceux-ci, ou à tout le moins certains d'entre eux, lui apparaissant comme des « paresseux », s'y refusent. Il décide de faire appel à ces connaissances pour voir la manière dont cela pourrait se passer. Il énumère une liste de jeunes qu'il convoque, avec une certaine familiarité, par leurs prénoms respectifs, plus proches de lui, et d'hommes « plus âgés », habitant aussi le quartier.

En même temps que les faits ponctuels, initiatives propres ou attribuées à Gerardo, son récit donne à voir un engagement personnel : évoquer la création de l'organisation de *desocupados*, c'est parler de soi-même, de son intérêt pour les luttes de *piqueteros*, de sa contribution à la formation du MTD, de ces aspirations personnelles et collectives. Quelle part de ces réponses pouvons-nous mettre au compte d'un certain besoin de s'affirmer et celle, autre, que l'on peut déceler comme propre de l'engagement qui a été le sien auprès des organisations de *desocupados* ? Quelle importance attribuer à la présence des militants dans le quartier ? Répondre à ces questions par l'observation apparaît des plus nécessaires.

Des militants qui croient dans le travail des quartiers.

Selon Gerardo, il serait intervenu lors des premières réunions du quartier pour expliquer la manière dont il était possible d'organiser un groupe de *desocupados*. Par exemple, cela consistait à transmettre les modalités de fonctionnement interne des MTD[232], les rapports entre les membres, et les décisions que chaque groupe doit prendre de manière totalement autonome[233]. Il a ainsi accompagné l'action de plusieurs quartiers durant la période de formation. Nous nous sommes rendus, à ses côtés, dans un « nouveau

[231] James (2004) souligne l'imaginaire partisan local selon lequel Berisso serait « la cuna del peronismo ». En ce sens, Reyes (1973) souligne la mobilisation des ouvriers en 1945 en faveur de la libération de Perón qui sera, ensuite, élu Président en janvier 1946. La réputation du district, comme à l'origine du Péronisme, est mobilisée comme une partie de l'histoire des travailleurs sans que ne soit explicitement évoqué le Péronisme.

[232] Il n'y a pas une manière unique d'organiser les groupes de *desocupados*. Ailleurs, cela se passe autrement. Nous reprenons, ici, le contenu de conversations informelles que nous avons eues avec Gerardo et les différents membres de ce réseau.

[233] Nous y reviendrons.

quartier » où un groupe était en train de se créer. Certains de ces membres avaient déjà accès au dispositif du PTT en accord avec le MTD de Berisso : « Là, tu vas voir ce qui se passe dans les débuts d'un mouvement de *desocupados* ».

Certains groupes des organisations de *desocupados,* développant un mode d'action dit territorial, ont été amenés à reconnaître l'importance qu'il convenait de conférer à cette dimension[234]. L'observation introduit un glissement sur ce que voulait signifier l'expression travailler le quartier. « Organiser » le quartier, nous est apparu comme une manière, pour ces militants, de présenter la création des organisations de *desocupados*. Une fois que le groupe cultive sa propre dynamique – qu'il *démarre* nous dit Gerardo- il, le militant, s'écarte afin de laisser le *quartier* vivre sa propre expérience.

Un « quartier » en train de se créer

Arrivés chez Marita, accompagnés de deux délégués issus d'autres quartiers de Berisso, Bruno et Martin, nous avons longé le côté de la maison en briques pour nous rendre dans le fond de celle-ci. La modeste assemblée était composée de Marita, de son vieux père, et de trois adolescentes. Ils attendaient, en petit cercle, leur arrivée pour commencer. L'ordre du jour semblait composé de l'évocation de problèmes concernant les allocations que Gerardo devait résoudre. Comment faire, en particulier, pour que tous les membres remplissent leur obligation de travail une fois obtenue l'allocation ? Comment reconnaître et récompenser le travail de cette jeune fille qui ne peut percevoir l'allocation en raison de son trop jeune âge ? Comment faire livrer les rations alimentaires à partir du dépôt de la Mairie ? Gerardo et ces camardes étaient sensés proposer des réponses ou, à tout le moins, avancer des pistes de solutions. Ces questions relevant du quotidien de l'organisation déclenchèrent une discussion qui doit, d'ordinaire, permettre d'instaurer des règles de fonctionnement. Ici, le *plan* apparaît dans le cadre d'une évaluation du mérite de chacun associé au travail. En d'autres termes, deux membres du groupe qui travailleraient en faisant preuve d'un dévouement différent, ne mériteraient pas que leur soit appliqué un traitement unique. En l'occurrence, ici, le problème était que l'un d'entre eux « ne travaille pas » et perçoit l'allocation, alors que l'autre travaille mais ne peut y prétendre en raison des restrictions d'accès posées par la définition des « destinataires » du programme. Gerardo propose alors à Mariela, qui ne peut s'inscrire pour bénéficier de l'allocation, de trouver un tuteur : quelqu'un de sa famille, quelqu'un

[234] Svampa et Pereyra (2004) soulignent trois orientations des organisations de *piqueteros*, syndicale, politique et territorialle.

de confiance, qui pourrait s'inscrire à sa place auprès de l'administration. Celle-ci pourrait recevoir l'allocation pour elle (et la lui reverserai ensuite), pendant qu'elle exécuterait le travail. Marita répond pour elle : son père n'est pas d'accord pour qu'elle soit membre du mouvement, ses cousines, elles, en font déjà partie ; alors, pour le moment, elle ne voit personne qui pourrait se prêter à cette manœuvre, être son tuteur.

Ce problème atteste bien de ce que les membres les plus jeunes se rapprochent de l'organisation, le plus souvent, contre l'avis de leurs parents. Il met à nu, en même temps, la fragilité de l'organisation qui se voit assujettie à des contraintes résultant de l'imposition de critères par le gouvernement dans l'accès aux *planes*. Alors que pour Gerardo, et le MTD, cette femme est un membre à part entière. La présence, seule, du militant ne peut guère y remédier. Gerardo la conseille pour qu'elle insiste auprès de ses parents. Ne partageant pas le bien-fondé de ces critères restrictifs, les militants s'essayent à les contourner. Mariela travaille, c'est une valeur que les membres de base et les militants partagent. Mais le collectif a à sa disposition, peu de ressources matérielles permettant de récompenser, concrètement, ce travail.

Dans le fonctionnement quotidien de l'organisation, membres et militants *partagent* les ressources mises à leur disposition. Le réseau familial fait alors partie de celles dont les membres disposent (ou ne disposent pas en quantité suffisante) et qui deviennent parfois nécessaires dans l'accès aux *planes*. La situation de Mariela n'a rien d'exceptionnel. D'ailleurs, Marita est déjà au courant de ces possibilités. Elle en avait préalablement discuté avec Mariela et elle manifeste qu'elle connaît bien la situation de celle-ci lorsqu'elle répond directement à sa place. Elle imaginait peut-être une autre possibilité, mais pour le moment, Gerardo ne lui en propose pas d'autres. Plus tard, Gerardo nous expliquera que, souvent, les jeunes amènent leurs parents vers le mouvement et les femmes, leurs maris. Le réseau familial peut ainsi devenir un mode de recrutement des nouveaux membres.

Marita manifeste tout de même son inquiétude lorsqu'elle évoque les garçons qui ne sont pas venus à l'assemblée et qui perçoivent l'allocation. Elle ne sait pas trop que faire pour les contraindre à remplir leurs obligations. « Ils ne viennent même pas à l'assemblée, ils savent que c'est aujourd'hui, et puis il y a votre voiture – celle de Gerardo- devant la maison. Ils pourraient passer ». Percevoir l'allocation et ne rien faire en échange, est perçu comme un acte de tromperie vis-à-vis de ceux qui travaillent et se mobilisent. Ces membres fautifs ne semblent pas toujours reconnaître leurs torts. Gerardo rétorque qu'ils devraient formuler un *projet* de travail qui leur convienne mais que c'est « à vous tous »

de voir lequel et, auquel cas, leur faire savoir qu'ils risquent de perdre le bénéfice de l'allocation. Marita semble avoir peur de les affronter. S'ils s'étaient rendus à l'assemblée, Gerardo lui aurait facilité la tâche. La voiture de Gerardo, garée devant la maison de Marita, renvoie et signifie son autorité et la hiérarchie. Et c'est peut-être la raison pour laquelle il y a des absents. Mais Cyntia, la cousine de Mariela, intervient avec conviction : « Moi, je vais leur dire ». La célérité de sa réponse nous donne le sentiment qu'elle n'attendait qu'une autorisation pour les affronter. Gerardo semble fier de sa réaction. Il l'encourage tout en blaguant. Elle lui semble prête à s'emparer de l'autorité que Gerardo n'essaye pas d'exercer (« c'est à vous de formuler un projet », leur a-t-il rappelé), formulant l'espoir que le groupe gagne en autonomie.

Ayant discuté de cette question, Marita demande à une des filles de l'accompagner chercher des *tortas* à la cuisine pendant qu'elle prépare le *mate*. L'assiette de galettes frites passe de main en main. Faute de place sur la table, elle finit par la ranger au bord de l'une des banquettes improvisées dans le jardin. Gerardo insiste pour que la totalité des membres soit impliquée dans les activités. Le père de Marita, lui-même, pourrait se charger des tâches administratives – il le propose sans recueillir d'échos favorables. Marita nous dira plus tard que c'est malgré elle qu'elle est devenue déléguée du MTD dans son quartier ; elle a fait ce choix parce qu'elle avait besoin du *Plan*. Sa fille travaille mais elle ne pouvait pas l'aider et elle devait s'occuper de son père qui ne perçoit ni retraite ni pension. Touts les deux « touchent », à présent, un *Plan*. Elle a mis le fond de son jardin à disposition du MTD. Tous les membres y ont travaillé, l'objectif étant d'aménager le terrain et de faire un potager. Ils ont aussi construit un four leur permettant de préparer et de vendre du pain. Comme pour l'assemblée, l'arrière de sa maison est devenu un lieu de réunion pour les adolescents du groupe qui lui demandent, de temps à autre, l'autorisation d'utiliser le four pour cuire des pizzas le soir. Ça lui plaît, qu'ils en profitent tant qu'ils « ne font pas de mal et que tout soit propre pour le travail ».

Autre sujet traité, c'est celui du transport d'aliments. Bruno s'interroge sur le fait de savoir si le propriétaire du camion est une personne « de confiance, on pourrait alors l'inscrire dans le *Plan* ». Gerardo intervient. Sans répondre à Bruno, il demande à Marita si la marchandise ne rentrerait pas dans une voiture afin que l'on puisse le transporter dans un taxi. « Le camion de la Mairie peut descendre votre part à NY et là vous la récupérez en voiture ». « Vous pouvez payer le remis avec *el fondo*[235] ». Marita n'est pas très convaincue, dans la mesure où il y a peu de membres, la quantité d'argent n'est pas

[235] *El fondo* est la cotisation oscillant entre trois et six *pesos*, variable selon les groupes, versée par les membres bénéficiant de l'allocation.

très importante, mais Gerardo n'a pas d'autre solution à lui proposer, elle acquiesce, donc, sans revenir sur l'idée de Bruno.

La proposition de Bruno met en exergue l'usage qui est fait des allocations en tant que moyen de paiement du service de transport, un élément écarté par Gerardo. Ce n'est pas la première fois que nous observons que les allocations distribuées, via les mouvements de *desocupados,* sont versées à des personnes qui n'en sont pas membres. Tel est le cas par exemple des tuteurs[236]. Mais ici, l'allocation serait utilisée comme un moyen de paiement. La proposition prend pour hypothèse que le conducteur du camion ne déclare pas son activité économique, ce qui est souvent le cas dans ce type d'activité qui se déroule dans les quartiers périphériques. Cela va de soi pour Bruno, dont la seule préoccupation se rattache au fait de savoir s'il s'agit de quelqu'un de suffisamment proche pour que l'on puisse lui adresser ce type de proposition[237].

En dépit des difficultés, Gerardo est sorti de la réunion persuadé que le groupe devrait être bientôt, en quelque sorte, autonome. Se tournant vers nous, il nous a alors fait part des ses convictions. Une autre organisation de *desocupados* fonctionnait à quelques centaines de mètres de là et il n'y avait pas de raison pour que celle-ci ne démarre pas. Rien dans le quartier ne devrait l'empêcher de devenir un MTD à part entière. En rentrant dans sa vieille voiture, il a même estimé que le MTD de Berisso était un vrai – *genuino*- mouvement de *desocupados* car il « fonctionne sans la présence des *militants* ». Cette distinction entre *desocupados* et militants, nous l'avions crue propre du point de vue extérieur, tant celle-ci peut apparaître stigmatisante. Les militants sont assimilés à des infiltrés[238]. Cependant, nous la retrouvons ici pour souligner une présence de militants limitée. Ces membres à statut particulier, ne résidant pas dans les quartiers, participent à un moment précis de l'organisation : celui de sa formation[239]. Ainsi, dans cette organisation, l'engagement dans le quartier requiert-il l'obtention d'une légitimité supplémentaire pour pouvoir se produire. Etre convoqué à une première réunion avec un habitant du quartier, se faire accompagner par des camarades des autres quartiers mais aussi tenter de présenter la participation des militants comme un moment particulier de sa

[236] Nous traiterons plus en détail les usages des PTT par rapport aux formes de travail et d'activité développées au sein des organisations dans la seconde partie.
[237] Il s'agit, ici, d'une utilisation du PTT comme une ressource du groupe et plus exactement un moyen de paiement, mais, compte-tenu de la réaction de Gerardo, ce n'est pas là un usage ordinaire. L'échange de transport contre l'accès à l'allocation d'un individu qui ne fait pas partie du groupe. Il prendrait plus de précautions. Si la *relation contractuelle* venait à se rompre, la personne pourrait ainsi continuer à bénéficier de l'allocation car c'est le gouvernement qui procède au versement à titre individuel.
[238] C'est l'accusation que formule notamment le Président Duhalde en 2002.
[239] L'avertissement de Gerardo reste l'expression d'un souhait en fonction de ce qu'il considère comme étant un vrai MTD. Dans nos enquêtes successives, nous avons relevé la présence de plus en plus importante des militants dans le fonctionnement des activités de l'organisation.

création permettant de donner le jour à une « vraie » organisation des *desocupados,* dévoile autant de questionnements qui sont ceux des militants à l'heure de créer une organisation des *desocupados*.

Ces débuts témoignent du rôle très important d'un militant, Gerardo, pour faire tenir le groupe ensemble[240]. C'est lui qui sait ce que l'on peut faire, les limites qu'il convient de se donner et de ne pas franchir, les ressources que le réseau d'organisations peut mobiliser, ce que l'on peut exiger du gouvernement, les décisions que chaque groupe doit adopter et faire respecter au niveau local. La présence des militants rend possible la confrontation aux problèmes et l'apport de solutions déjà avérées par d'autres organisations, l'établissement de critères de décision semblables qui rapprochent chacune des organisations locales d'un réseau d'organisations. Du point de vue militant, installer des organisations fonctionnant sur les mêmes principes et qui demeureront solidaires les unes les autres dans l'adversité face au gouvernement, constitue une stratégie que l'on pourrait qualifier d'*empowerment*. Ce pouvoir local peut être mobilisé dans le cadre d'autres défis, au-delà de la seule question des PTT[241]. Néanmoins, cette stratégie apparaît, d'une certaine manière, réfléchie par Gerardo lui-même qui envisage de partir et ne pas avoir à être présent lors des assemblées comme il l'a dit et répété pendant la réunion. Il n'apporte pas beaucoup de solutions mais cherche, plutôt, à amener les membres à résoudre d'eux- mêmes leurs difficultés à l'aide de recettes qui ont déjà fait leurs preuves dans d'autres organisations. L'assemblée, telle qu'elle s'est déroulée chez Marita, attendant l'arrivée de Gerardo et de ses camarades pour démarrer, leur exposant ses doutes et problèmes, ne constituerait donc qu'une étape provisoire jusqu'à ce que le groupe enclenche sa propre dynamique. Ce qui revient peut-être à dire jusqu'à ce que le groupe retrouve des militants issus des quartiers.

Revenant sur la formation du MTD de Berisso, la présence de Gerardo entendait souligner que dans les nouveaux quartiers, il fallait un militant local. Marita veut bien travailler pour que le MTD fonctionne mais elle n'ose pas faire face à certains jeunes. Gerardo met l'accent sur l'appui des premiers quartiers dans l'atelier des enfants et adolescents. Une association qui fonctionnait dans les deux quartiers où ce MTD a commencé, NY et Villa Progreso. L'atelier créé en 1985 par un groupe de militants issus du péronisme de base, fonctionnait de manière alternative dans différents espaces du

[240] Nous avons continué de discuter avec Marita que nous rencontrions lors des activités et réunions. Elle continuera à y participer, plus tard après la mort de son père, et même lorsqu'elle aura retrouvé un travail. Le quartier n'est pas très grand. Ses membres y ont construit un poulailler.

[241] Pendant nos terrains, ce réseau s'est mobilisé à Berisso pour la mort d'un jeune dans un commissariat ou encore pour des questions d'amélioration des conditions d'habitat.

district. Selma, son épouse, y prenait une part active. D'anciens adolescents qui, eux-mêmes participaient à cet atelier, sont devenus de jeunes militants du MTD. La perspective optimiste de Gerardo souligne l'approche qui est à la fois la sienne et celle du mouvement d'encourager ces dirigeants locaux potentiels. Comme cela avait pu se produire à la NY avec Andrés, il ne s'y rend pas tout seul, mais avec des camarades issus de divers quartiers, des délégués qui sont en train de se former dans l'organisation de *desocupados*. Ils apprennent de lui, ils sont confrontés à des problèmes similaires dont la portée s'étend bien au-delà là de la gestion de leur propre quartier, et acquièrent ainsi un savoir-faire militant.

L'organisation de *desocupados* intégrée par des amis du quartier

Carlos (26 ans) a assisté à la première réunion à NY. Son récit recoupe celui livré par Andrés, mais il met l'accent sur d'autres dimensions.

> « Gerardo nous a proposé de monter une organisation *piquetera* comme celle de là-bas [Varela, Almirante Brown]. Nous, en tant que *desocupado* n'en avions pas la moindre idée. Les *punteros* choisissaient qui devait avoir le *plan* ou non. Si tu étais avec eux, on te rajoutait [au programme] sinon, il fallait presque faire le lèche-bottes pour y être inclus. À NY et avec les camarades de Progreso, nous étions environ vingt. […] Le seul qui était plus informé, c'était Andrés. C'est lui qui a convoqué quelques *amis* du quartier et nous avons organisé le MTD. Nos avons commencé à nous réunir, à nous voir avec les gens de Varela ou Brown. Ils nous disaient que le plan, il fallait le gagner par la lutte dans la rue[242]…

Ne marquant pas un intérêt particulier pour l'histoire des contestations qui avait attiré Andrés, Carlos évoque la création de l'organisation de *desocupados* en en retranchant le caractère politique qu'elle pouvait revêtir aux yeux d'Andrés ou de Gerardo. Pour lui, le constat premier est celui de l'absence de travail, de ressources et la possibilité d'accéder aux *planes*. C'est à cette fin qu'il s'appuie sur le réseau local, auquel il se réfère, un réseau, composé d'amis. L'appartenance à un réseau de connaissances, antérieur à la

[242] Carlos, 26, membre de MTD de Berisso. C: Vino un hombre llamado Gerardo y nos propuso la idea de como se manejaban la gente piquetera de allá, cómo podíamos formar un MTD y bueno, nosotros como desocupados no teníamos ni idea. Acá los punteros elegían a quien poner en el plan, vos estas con ellos y te ponían, sino tenias que chuparle las medias prácticamente para que te pongan en el plan. Por suerte nos propusieron esa idea, empezamos con de acá de la calle NY y compañeros de villa progreso, en total seriamos 20. P : ¿*Ustedes estaban más o menos organizados* C: Andrés […], tenía conocimiento. Conocía como se movía el taller y como nos conocía a nosotros eligió un par de amigos que estábamos siempre acá en el barrio y lo organizamos. La gente de Varela y Brown nos decían que había que ganarse el plan en la calle.

formation du groupe de *desocupados,* signe comme une forme de sociabilité. Déjà présent dans le récit d'Andrés, qui mentionne sa connaissance de Selma, animatrice de l'atelier des jeunes, et Gerardo, il se pose comme un lien d'amitié, ce qui ne relève pas en soi d'un lien strictement politique. C'est un lien de confiance inscrit dans la sphère des rapports personnels. Son récit confère une certaine dimension de *naturalité* à la création des organisations de *desocupados*. Naturalité qui s'exprime dans l'ignorance des conséquences découlant de l'appartenance à un MTD, à savoir qu'il faudra « gagner les *planes »* par la *lutte,* dans la rue. La catégorie d'ami est en cela significative, elle apparaît dépourvue de toute forme d'intérêt politique en opposition au fait de savoir ce qu'être *piquetero* signifie et de la nécessité de conquérir son allocation par la lutte dans la rue. Elle se décline aussi dans les tentatives d'accéder à ce qui est dans leur droit, les *planes*, tentatives auxquelles s'opposent les autorités locales. En effet, le politique est suspect. Bien que les études existantes concentrent leur attention sur les dimensions politiques du phénomène des organisations de *desocupados*, la négation du politique qui domine, le plus souvent, le discours des membres de base, demeure peu étudiée. Elle apparaît comme un constat découlant de la crise de la représentation qui affecte les partis politiques[243]. Ici, c'est la force de l'expérience de l'arbitraire dans les titulaires sélectionnés des PTT qui rend intelligible la transformation du réseau d'amis en une organisation de *desocupados*. D'autant que nombre de ces membres, des chefs de famille aux enfants, peuvent être considérés comme des « cas prioritaires » d'après la définition qui est donnée de la population susceptible de bénéficier des PTT (notamment les femmes chefs de foyer) mais qui n'y accèdent pourtant pas.

Le « nous » des amis auquel fait référence Carlos apparaît déjà nuancé et situé dans l'espace local (*les amis du quartier*). Cela ne semble pas susciter plus de questions chez Carlos. Il ne tente pas d'expliquer le réseau de sociabilité qui précède la formation du MTD. En revanche, ce qu'il explicite, c'est que lui et ses camarades étaient présents à la réunion, en tant que *desocupados,* une catégorie ne revêtant pas, en principe, de dimension politique. Au-delà de cette situation non recherchée, -j'ai eu le malheur d'être *desocupado*, nous avait-il dit-, il ne savait pas ce que signifiait être *piquetero*. Cultivant

[243] Dans la province de Salta, il n'ya pas eu de rénovation politique […] Par conséquent, la méfiance à l'égard des différentes institutions représentatives, politiques, syndicales, s'est renforcée. Là-bas, l'expérience locale, c'est la base de la confrontation de l'UTD Mosconi. Svampa et Pereyra (2004, 137). Juan Carlos Torre (2004) souligne une plus grande exigence démocratique dans les milieux sociaux composés de couches moyennes – assemblées de quartiers- alors que les secteurs populaires demeurent, selon l'auteur, prisonniers des politiques clientélistes. Auyero (2007) relève une éthique qu'il qualifie « d'apolitique » dans les secteurs populaires lorsqu'il étudie les saccages de supermarchés de 2002 dans le GBA. Tant les victimes que ceux qui ont réalisé ces saccages blâment « la politique » comme étant la source de ces événements.

une certaine prétention à l'octroi des allocations destinées à cette population, il qualifie d'indignes les procédures permettant d'y accéder via la mairie. Andrés, son ami, et Gerardo, le militant, deviennent, dans ce récit, des intermédiaires, des médiateurs selon une certaine sociologique politique, rendant dès lors possible l'accès au savoir-faire des organisations de *desocupados*, et par voie de fait aux *planes*.

Les organisations *piqueteras* précédentes érigent à partir de leur médiation un modèle de ce qu'il faut faire pour former un MTD et avoir accès à l'allocation. Elles renvoient à la lutte, à la confrontation dans la rue. La mobilisation n'est pas questionnée, au contraire, la lutte étant digne des travailleurs, elle témoigne de la réalité de droits qui ont été violés. Ici, l'incertitude entourant la prétention aux PTT demeure présente. Les allocations sont « gagnées » par les membres du groupe. L'adhésion ou la formation d'un MTD ne garantissaient pas en elles-mêmes l'accès aux PTT, mais exprimaient plutôt la garantie d'une forme d'activation par le militantisme, évoqué sous l'angle de la *lutte*.

Il semblerait que le passage à l'action contestataire s'appuie sur la préexistence et la reconstitution des liens sociaux, ce qui rend la mobilisation de *desocupados* d'autant plus intéressante compte-tenu du fait que le chômage est considéré dans la littérature comme un facteur d'isolement et de stigmatisation de l'individu. La sociabilité ne disparaît pas pour ces jeunes. Des amis du quartier partageant une même quotidienneté, des affinités facilitent la rencontre dans la rue en face de la maison de l'un d'entre eux pour discuter d'un projet, ou encore la formation d'un MTD. Nous les avons également vus rassemblés en petit groupe de trois ou quatre, en face du local du MTD, ou bien encore un peu plus loin, alors qu'ils étaient en train de boire une bière, une distance étant posée entre la consommation d'alcool et les activités du MTD. La présence des jeunes dans la rue peut être mal perçue par certains *vecinos*. Les liens entre amis du quartier et *vecinos* ne sont, de toute façon, pas forcément harmonieux. Néanmoins, ces liens convergent à l'intérieur même des organisations et permettent de cultiver un autre regard sur des *vecinos* parfois moins aimables que d'autres. S'y investir, c'est partager un nouveau lieu commun où se tissent des liens *différents* de ceux afférents au simple côtoiement, mais différents aussi du lien d'amitié.

Un réseau de militants en transformation : de l'association pour enfants au MTD

Cherchant à expliciter la place que revêtent les différentes dimensions qui figurent au fondement de leur engagement, certains membres du MTD évoquent leurs premières

activités au profit d'une association-atelier pour enfants. Chela, déléguée de son quartier, nous explique quelles ont été les premières activités qui ont participé de la formation du groupe et l'idée qu'elle se faisait avant d'en faire partie. La question étant suffisamment large pour qu'elle puise situer, d'elle-même, les débuts de l'organisation, elle interroge alors ses repères et fouille dans le passé des origines de plus en plus embrouillées. Son récit permet d'explorer des motifs tant politiques que non politiques de l'engagement.

> Chela : Nous avons commencé des réunions et des contacts avec… [d'autres organisations]. L'image que nous avions était celle de la société en général […] qu'il s'agissait d'un groupe violent, que les gens ne voulaient pas travailler. C'était ce que te montraient les médias. Une fois que nous avons commencé à rentrer dans le sujet… [elle se corrige et resitue les faits] En fait, nous militions dans divers espaces dédiés aux enfants, au sein de l'Atelier pour enfants. C'est sur la base de ce militantisme que nous avons rencontré des gens qui militaient auprès des enfants en même temps qu'auprès des *desocupados*. Alors, nous avons commencé à connaître cette… la réalité ou l'autre son de cloche, raconté un peu par les protagonistes eux-mêmes. Ce qui nous a amené à nous y intéresser davantage. Aussi notre propre situation : nous étions des jeunes de 18, 20 ans qui, pour certains, avions terminé nos études, d'autres essayaient de s'insérer dans le monde du travail et nous nous sommes aperçus que l'on ne pouvait pas. On ne nous laissait pas… Ne pouvant pas avoir accès à un travail, nous nous sommes intéressés de plus en plus à la manière d'obtenir les *planes*, à comment produire plus de ressources pour les enfants. Parce que tout ce que nous étions en train de faire, c'était de l'autogestion, beaucoup d'efforts réalisés à l'atelier. Alors, la possibilité, d'adhérer à un groupe qui te donnait *la possibilité d'avoir la possibilité* d'avoir un plan, plus la possibilité d'avoir un peu de nourriture pour les gamins : le lait, la farine que nous sortions solliciter[244] auprès des commerçants… Alors, cette image du *desocupado* violent qui sème la pagaille simplement parce qu'il est contre le gouvernement, c'est-à-dire tout ce que l'on montrait, s'est éclipsée. Le fait de nous rassembler, de parler avec les gens qui avaient participé, des gens d'ici qui étaient en train de participer, nous a ouvert un peu plus, rendant possible la participation… Si on était deux, on ne pouvait pas le faire, oui nous aurions pu le faire mais cela aurait été très difficile. La première activité à laquelle nous avons participé était un *piquete* d'une semaine de blocage et campement et là, on a commencé à discuter des premiers quinze plans pour Berisso. [245]

[244] Nous traduisons, ici, le terme emprunté à l'argot « manguear », par faire la manche, également évoqué dans d'autres passages.

[245] Chela. MTD Berisso. 2005. Empezamos a tener reuniones y de ahí viste, empezamos a tener contacto con… [otras organizaciones] mira en aquel momento la imagen que nosotros teníamos era la que tenía la sociedad en general que […] eran un grupo de violentos, que la gente no quería trabajar. Lo que te mostraban los medios. Y una vez que nos empezamos a meter en el tema… [corrige y empieza de nuevo la respuesta] Nosotros ya veníamos militando en distintas instancias siempre relacionado con los chicos, desde el taller infantil. En el medio de esa militancia empezamos a conocer gente que militaba con chicos y a su vez con desocupados. Entonces como que empezamos a conocer un poco esa… la realidad, o la otra campana, contada un poco desde los mismos protagonistas. Eso nos fue llevando a interesarnos cada vez más sumado a nuestra propia situación : nosotros éramos pibes de 18, 20 años que, algunos, habíamos terminado de estudiar, otros recién estaban tratando de insertarse en lo que era el sistema laboral y nos fuimos dando cuenta de que no podíamos. No nos dejaban. Y al no poder acceder a un trabajo como que nos

Chela évoque, d'abord, l'association des enfants et ses contacts avec le réseau local. Le *nous* présent dans sa réponse souligne son insertion dans un ensemble d'organisations. Son récit met davantage en exergue l'activisme au sein de l'Atelier d'enfants que le « groupe d'amis » évoqué par Carlos. Cet atelier, également mentionné par Gerardo, va se fondre dans la formation du MTD. Si cet antécédent n'est pas renié par d'autres membres qui n'en faisaient pas partie comme Carlos, ici, il figure en position plus centrale, il justifie même la formation du MTD. Chela présente celle-ci comme un pas décisif vers un investissement plus conséquent qu'elle exprime au pluriel à travers un *nous* qui fusionne, en quelque sorte, le *nous* de l'association des enfants, l'atelier, et le nous de l'organisation des *desocupados*.

Dans son récit, la présence d'interlocuteurs de confiance est fondamentale. « Les gens d'ici » qui militaient déjà, ceux qui ont « participé eux-mêmes » aux blocages des rues et de routes, pouvaient leur transmettre leur propre version des faits, « de première main », dirions-nous même. Ils apportent un témoignage sur une réalité qui, autrement, demeurerait cachée. Mais elle ne peut progresser dans le récit de son engagement sans expliciter ces antécédents. D'après le récit de Chela, le MTD s'inscrit, de manière explicite, dans le prolongement de l'activité de l'atelier des enfants et se donne à voir comme une transformation élargie par la formation d'organisation d'enfants et de *desocupados*. Elle se montre, d'ailleurs, particulièrement explicite sur ce sujet dans son récit ; les enfants continuent à demeurer le cœur de l'activité et demeurent les destinataires privilégiés de cette action. Elle inscrit cet engagement dans son parcours. Ayant achevé ses études secondaires, elle s'attendait à trouver un travail. Les employeurs potentiels deviennent à ce moment cet autre qui l'empêche de voir ces projets aboutir. Elle nous affirme que cela l'a conduit à s'intéresser aux organisations de *desocupados* qu'elle a pu contacter via l'association : « des gens d'ici » des gens de confiance, des

---

fue llamando cada vez más la atención el tema de cómo conseguir los planes, como poder generar más recursos para los pibes. Porque todo lo que nosotros veníamos haciendo hasta ese momento era auto financiado, lo volcábamos nosotros con muchísimo esfuerzo [en el taller infantil]. Entonces, la posibilidad de sumarse a un grupo que te daba la posibilidad de tener un plan. [] Sumado a que podíamos conseguir un poco de mercadería para los pibes : la leche, la harina para el pan que nosotros salíamos a manguear a los negocios. O sea, como que nos abrió un panorama y medio como que bajo esa imagen del desocupado violento porque salio a hacer kilombo porque en realidad esta en oposición al gobierno, es decir todo lo que en ese momento se mostraba, como que […] el juntarnos, el hablar con gente que había protagonizado esos momentos, con gente de acá que ya se venía organizando nos fue abriendo un poco como para que podamos participar. Porque si éramos dos tampoco lo podíamos hacer, o podía ser pero nos iba a costar un poco más. Y bueno, en ese momento se hizo una medida de fuerza creo que fue de una semana, de corte y acampe y ahí se pudieron empezar a charlar los primeros, 15 planes para Berisso.

militants comme elle. Le réseau d'organisations auquel elle peut accéder apparaît, ici, plus largement explicité.

Ayant connu elle-même l'activité militante, les rencontres en face à face avec des membres et militants des organisations de *desocupados*, une nouvelle perception s'est faite jour chez elle. D'après cette dernière, les *piqueteros* sont également des « gens d'ici », qui militent, à l'instar d'elle et de ses camarades « pour les enfants ». Le rapprochement de ces organisations s'inscrit aussi dans un calcul. Il devient une manière de réduire les risques liés à la mobilisation, même s'ils demeurent toujours là, bien présents[246] ; et d'accroître le volume des ressources économiques. En effet, de la participation à ce qu'elle considère comme étant leur première activité – le blocage-campement-, le groupe se voit reconnaître le droit à discuter au sein du réseau des MTD, de l'accès aux PTT. La privation matérielle est également présente, ici, tant au plan individuel que collectif, même si elle adopte une certaine distance d'avec celle-ci en se référant aux besoins des enfants qu'elle n'a pas. D'une part, en raison de l'impossibilité, pour les jeunes, d'accéder au marché du travail ; de l'autre, du fait de l'impossibilité en laquelle ils sont d'accéder aux ressources nécessaires au fonctionnement de l'association, les besoins matériels ressortent très fortement dans les discours.

Participer aux *piquetes* pour accéder aux *planes*, ce lien n'est pas aussi directement évoqué dans son récit. Ce qui ressort surtout, c'est la *discussion* autour des *planes* au sein du réseau, avec différents interlocuteurs, ses camarades, et une prise de parole qui demeure inscrite au cœur de l'organisation. La *discussion* à l'intérieur même de *la mesa* permet à chacun, des *quartiers,* de s'exprimer, parfois, avec méfiance. Il s'agit d'une discussion entre *paires* qui peut déboucher sur des désaccords[247] et la fragmentation des organisations. L'attitude à adopter à l'égard du gouvernement et des autres organisations occupe, souvent, une place centrale dans ces « *discussions* ».

Dans la bouche de cette déléguée, les *planes* sont traités avec cette même distance que dans le rapport au gouvernement. Cela réapparaît au moment où elle souligne que les organisations de *piqueteros* n'offriraient que « la possibilité de la possibilité » d'accéder à ces ressources. Cette manière de présenter les choses nous paraît assez faible, être le propre de quelqu'un qui est habitué à présenter à des membres potentiels les engagements

[246] Le 6 février 2002, un militant a été tué pendant un blocage dans le district d'Esteban Echeverria dans le GBA. Le 26 juin 2002, la répression intervenue, à la suite d'une mobilisation massive, a fait deux morts et une centaine de blessés. Le réseau auquel appartient ce MTD a pris le nom de l'un d'entre eux, Dario Santillan.

[247] Parmi les multiples motifs de division entre les différents MTD de La Veron, fin 2002, début 2003, figure la répartition des gains, mais ce n'est pas le motif qui fait le plus l'objet d'explications.

qui peuvent être ceux de l'organisation. Si notre analyse est la bonne, elle révèle la prudence qui règne dans cette organisation à l'heure de faire des promesses qui pourraient ne pas être tenues à l'égard des nouveaux membres en raison d'un processus de décision administratif qui ne relève pas de leurs prérogatives. Accéder ou non aux *planes* dépend *in fine* d'une décision du gouvernement. Elle révèle, surtout, les contraintes auxquelles est soumise l'organisation dont les ressources dépendent de l'État national, provincial et local. Les mêmes aléas *politiques* évoqués par Carlos, mais à titre individuel, ressurgissent pour l'organisation. D'après son discours, le MTD ne doit pas signifier un accès certain à l'allocation mais uniquement la possibilité de la percevoir. Il s'agit donc d'un calcul à minima. Il semblerait, cependant, que pour que ce calcul soit possible, un pari doive être pris. L'incertitude étant toujours présente, il s'agirait de parier en faveur de la transformation de l'organisation des enfants en une organisation de *desocupados*, agissant au sein d'un réseau plus étendu. Si nous utilisons le terme de « pari », c'est que le pari, davantage que la décision calculée, rappelle l'incertitude qui prévaut quant aux résultats de la mobilisation. Ce pari peut être gagné ou perdu. Dans ce dernier cas, on estime, souvent, qu'il s'agissait d'erreurs de calcul. Mais est-ce toujours réellement le cas ?

Ce qui semble plus évident, rétrospectivement, ne l'est pas toujours dans l'engagement dans l'action qui appelle, lui, des changements des individus et des organisations. Dans ce cas, l'orientation de ces efforts collectifs évolue : moins vers l'autogestion locale, que vers l'action concertée avec d'autres organisations, via l'emploi des moyens que celles-ci maîtrisent déjà. Moins de présence également dans le quartier, plus de contestation dans la rue – ce qui n'était pas du tout associé aux activités de l'atelier pour enfants, Chela considère que le pas à franchir vers la mobilisation dans la rue demeure, malgré tout, difficile. Il ne s'agit pas seulement d'accéder aux allocations, ce pas implique la transformation de la perception de ce qu'étaient les *piqueteros* pour comprendre qu'eux-mêmes pourraient l'être. En effet, s'appuyant sur son expérience militante « pour les enfants », Chela assimile ses activités à celles développées par les organisations de *desocupados*. Elle se considère d'autorité comme une militante. Plus particulièrement, militante et *desocupada*, elle est, en effet, issue de l'un des quartiers où fonctionnera le MTD, V. Progreso ; par ailleurs, elle expérimente le refus du monde du travail, un monde dans lequel elle ne parvient pas à s'inscrire. La transformation dans la perception qu'elle prône des mouvements de *desocupados* semble l'autoriser à établir une comparaison

d'avec les *piqueteros* mais aussi d'avec des semblables, ce qui demeure difficile, comme elle le laisse entendre, pour d'autres membres de l'organisation.

Le réseau familial : une ressource et des restrictions

Andrés nous présente sa participation à la création de l'organisation sous la forme d'un travail militant. Mais il accompagne aussi sa sœur, Emilia, – qui serait d'après ce que nous dit sa mère- et d'autres membres, un pilier de l'organisation. Elle nous racontera : « au début mon frère et moi nous avons fait beaucoup d'effort […] Nous ne comptions pas les heures passées dans le mouvement »[248]. Par la suite, leur jeune frère les a rejoints. Quant à leur mère, Monica, elle continue d'être inscrite à l'allocation via la mairie. A part la fratrie d'Andrés, d'autres noyaux familiaux deviendront membres de l'organisation dans le quartier. Elena et sa fille Elsa, par exemple. L'époux d'Elena travaille pour le compte des candidats péronistes pendant les campagnes électorales. De même que Mirta qui est rentrée au MTD pour « aider sa fille, Victoria, et sa petite-fille », après avoir découvert que celle-ci ne prenait pas de poids, faute de lait ou encore, Victoria qui est entrée au MTD « quand son mari est tombé au chômage, grâce à l'accompagnement de sa mère » et Marita qui rentre au MTD pour aider son père. La présence du réseau familial est perceptible dans la constitution du groupe et s'érige en un mode de recrutement à part entière. Les militants, tels Gerardo, connaissent cette logique et s'appuient sur celle-ci dans le fonctionnement de l'organisation, notamment, lorsqu'il s'agit d'apporter des solutions à la présentation des documents de « tutorat », de rétribuer le travail de membres les plus jeunes ou, de manière encore plus explicite, d'élever le nombre des membres et personnes mobilisés.

Ainsi, la famille peut-elle partager la charge qu'impose l'action collective, un membre de la famille s'inscrit pout accéder à l'allocation, un autre, membre du groupe, exécute la contrepartie au sein des organisations de *desocupados*. Un proche peut également remplacer un membre du MTD lors des manifestations, en particulier durant les périodes de non travail qui le rendent mobilisable toute la journée.

Cependant, le réseau familial ne constitue pas toujours une ressource pour le membre ou le mouvement de *desocupados*. Il peut entrer en conflit avec l'activité militante et empêcher ou rendre malaisé le développement de l'organisation. Elena refuse ainsi de prendre des responsabilités au sein du mouvement. Elle travaille à la cantine ce qu'elle

[248] Emilia, MTD Berisso, décembre 2003.

fait de son plein gré. Elle participe aussi à des réunions d'information et sait prendre la parole devant une assemblée. Néanmoins, elle a du mal avec les manifestations. Son mari travaille pendant les campagnes électorales aux côtés du PJ et cela est plutôt mal vu. Lorsque Chela rappelle, par ailleurs, les débuts de l'organisation, elle souligne l'effort qui a été celui des femmes pour s'y engager « malgré leurs maris » :

> Le groupe que l'on a formé à Progreso était composé pour la plupart de femmes qui *répondaient* à leurs maris. Les maris, n'étant pas dedans, ils avaient très peur de ce qui pouvait leur arriver, de ce que tu peux pas partir et laisser les enfants quelque part… [on les emmène] En ce sens, le groupe de VP a toujours été difficile. Même aujourd'hui, je crois qu'il n'y a que trois ou quatre hommes. Apres, ce sont des femmes. Des femmes ayant des enfants dont les maris sont chefs de maison. Alors cela fait que beaucoup ne s'y engagent pas et à ce moment-là, c'était pareil. Ce qui a été très dur, c'était de *sortir*, [du quartier ?] de se battre dans la rue, de supporter le froid, la chaleur, la pluie. En revanche, ça a toujours été un bon *laburo* de quartier. Je crois que Progreso est l'un des quartiers les mieux organisés en tant que quartier. Or, en ce qui concerne, la lutte, *sortir* dans la rue, se battre, quant à ça je crois que c'est le quartier le plus réticent que nous avons[249].

Si l'on tient compte des difficultés qu'il faut surmonter pour se rendre à un blocage, bien connues de cette déléguée, les femmes qui ne souhaitent pas y participer, cela n'entrant pas dans leurs mœurs, apparaissent, pour autant, dévouées au travail de quartier. Chela souligne que c'est la dépendance à leurs maris qui ne leur permet pas de s'y rendre. La hiérarchie établie au sein des ménages, privilégiant le travail de l'homme lorsqu'il en a un, sur celui de la femme, qui se borne à l'exercice d'une activité à temps partiel, peut être relevée, dans une majorité de familles nucléaires rencontrées dans le MTD. La femme a tendance à travailler lorsque cela s'avère uniquement *nécessaire*.[250] L'évocation des

[249] Chela. MTD Berisso. 2005. El grupo que se formo en Progreso era un grupo que tenia hijos, la mayoría éramos mujeres que respondían a los maridos. Los maridos al no estar involucrados tenían mucho el miedo de lo que puede llegar a pasar, de que no podes irte sin dejar a los nenes. El grupo en VP siempre fue muy difícil. Incluso hoy en Progreso creo que son 3 o 4 hombres. El resto ; son mujeres, mujeres con hijos, con maridos que llevan la casa adelante. Entonces eso hace que muchas veces no se involucren de lleno en lo que es el movimiento y bueno en ese momento también fue así. Como que costo, costo el tema de salir a pelear a la calle de tener que bancarse frío, calor, lluvia, pero siempre se caracterizo por llevar adelante un buen *laburo* barrial. Yo creo que Progreso es uno de los barrios organizados con respecto al *laburo* barrial. Ahora con respecto a la lucha, a salir a pelearla en la calle, es el más conflictivo, me parece que es uno de los mas conflictivo que tenemos. À nosotros nos costo en ese momento. […] no nos quedábamos a pasar la noche, por una cuestión de miedo, de no conocer, de inseguridad, de no conocer al resto de la gente, lo que podía pasar, si bien íbamos durante el día tampoco íbamos todos, el que podía iba se quedaba, nos turnábamos, y bueno, así hasta conocer. Porque también el temor de uno mismo que no sabe qué es, qué significa un corte, qué puede llegar a pasar, que vos ves la policía… este, todo eso cuando vos no conoces te genera un miedo impresionante.

[250] Certaines études soulignent, néanmoins, que l'idée de nécessité est fort variable (Lobato : 1997). Elle peut, en effet, renvoyer à la nécessité d'assurer l'éducation des enfants, orientée autour de la réalisation de

piquetes sous la forme de la sortie, du point de vue de l'organisation, (sortir du quartier, de la maison, de l'inactivité, se battre) souligne la rupture avec des attentes normatives qui confinent la femme au domaine domestique. Elle prend en compte les difficultés qui en résultent pour ces femmes dans la mesure où le fait d'être dans la rue implique de devoir supporter le froid, la pluie, la chaleur, d'avoir peur. Mais l'idée de sortir souligne encore davantage la rupture qui est liée à l'engagement dans une activité contestataire par opposition à une activité qui s'exerce dans le quartier, une activité qui ne contrevient pas au rôle que l'on attend de la femme. Peut- être que c'est aussi en lien avec son propre parcours : elle est, en effet, partie de la maison parentale, seule, et a connu les difficultés de vivre dans un *asentamiento,* une rupture étant intervenue avec sa famille. Dans ce parcours, ces liens au sein de l'organisation de *desocupados,* instaurent une forme de continuité dans sa biographie.

Dans le récit de Chela, l'adhésion au MTD n'était pas envisageable dans la mesure où celui-ci était lointain. C'est uniquement à partir des rencontres et discussions avec des gens proches qu'elle s'est progressivement imposée. C'est le contraire de ce que souligne Andrés, son intérêt pour la lutte, pour la mobilisation, l'amènent à s'éloigner de son quartier pour rejoindre les organisations présentes dans d'autres districts ; il ne mentionne pas le désir d'accéder aux allocations parmi ces préoccupations immédiates. Il s'attachera, à maintes reprises, à nous rappeler qu'il a le brevet lui permettant de s'embarquer à n'importe quel moment s'il le voulait. Le choix reste pour lui une dimension centrale de sa participation au MTD. Ainsi, les voies qui conduisent à cette mobilisation peuvent-elles être issues d'orientations presque contradictoires, les besoins matériels, la liberté en matière de choix, l'obligation familiale, l'estime de soi, pour n'en citer que quelques-unes.

III. Similitudes et divergences des réseaux

La centralité de la famille : une caractéristique commune aux MTD de Berazategui et de Berisso

Inscrire les origines respectives de ces MTD, en 2002, permet de retracer l'histoire des deux organisations ainsi que de comprendre la participation au sein des MTD sous la

projets à moyen terme ou comme dans un grand nombre de situations présentées ici, un besoin matériel urgent.

forme de l'adhésion à un mouvement déjà existant. Dans le cas de Berazategui, il s'agit de la transformation d'un réseau familial et de voisinage local ; dont le dirigeant s'est mis en relation avec des dirigeants du MTD *la Veron* pour former un groupe de *desocupados* au plan local. L'expression « création des différents quartiers »[251] peut être extrapolée à d'autres réseaux de voisinage, l'activité dans des clubs sportifs locaux ou des associations de quartiers (*sociedad de fomento*). L'articulation à l'œuvre entre tous ces réseaux permet l'appropriation des principes de l'organisation et d'une politique sociale qui, au fil du temps, gagne en stabilité[252]. À partir de ce récit des événements, la création des différents *quartiers* apparaît comme une manière d'assurer l'adhésion du plus grand nombre à l'organisation, de « faire progresser le mouvement ». C'est ainsi qu'ils passent en l'espace d'une année d'une vingtaine de membres, « tous de la famille », à un réseau d'environ deux cents personnes, localisées dans pas moins de cinq quartiers différents.

À Berisso, les antécédents sont enracinés dans un réseau local qui émerge dans deux quartiers simultanément. L'investissement des militants d'une association de jeunes et le réseau de voisinage de ces membres dans une initiative « d'organisation des quartiers » permet au MTD de s'étendre géographiquement. Le nombre de membres s'accroît en même temps que celui des localisations, débouchant sur la création de pas moins de sept quartiers. Leur effectif atteindra 250 personnes. Dans les deux cas, le quartier apparaît comme une forme d'appartenance qui excède les simples limites administratives de constitution d'un district, se fondant plutôt sur des réseaux familiaux, de connaissances, d'amitié. « C'est une chaîne », nous dit Laura[253].

La création d'espaces de travail (atelier de couture, cantine, boulangerie, potager) répond, dans les deux cas, aux exigences de la politique sociale, en particulier, celle de fournir une contrepartie en échange du versement de l'allocation, en fonction des ressources disponibles. En même temps, elle procède de l'histoire locale qui rend possibles certaines formes d'engagement ainsi que la prise des décisions au sein d'un réseau plus large. À Berazategui, le lieu utilisé comme *obrador* appartient à l'une de ces membres, ce qui rend difficile de tracer une frontière entre le MTD et les membres de la famille ; le MTD semble soumis à des logiques familiales qui demeurent inscrites dans le temps long et dans le cœur de l'organisation. Les ateliers de travail en dépendent aussi. Le *roperito* évoqué par Carmen, se met en place alors qu'elle apporte sa machine à coudre et

[251] Cette expression propre aux militants désigne la formation d'un nouveau groupe dans un district.
[252] Il demeure, malgré tout, comme une empreinte de précarité car les membres des organisations doivent rendre compte tous les mois à l'administration et il ne manque pas de surgir bien des problèmes individuels.
[253] Laura, 23 ans, entretien en date de décembre 2005 à Berazategui.

que plusieurs femmes y travaillent. Plus tard, ce sera la cantine et le goûter, dont le service est assuré grâce aux aliments recueillis par le réseau à la suite de mobilisations.

À Berisso, l'opportunité ouverte par la « question de De la Rua », la fin mouvementée de son gouvernement, évoquée par Andrés, les mobilisations qui se rapprochent toutes les semaines, auxquelles il participe avec Gerardo qui venait les chercher dans sa vieille camionnette, ce qu'Andrés considère comme étant la première des activités, une réunion dans la rue, ou ce que Chela considère, elle, à ce titre, comme un blocage, sont autant d'éléments recueillis par les différents récits qui posent l'engagement politique de manière plus explicite depuis la constitution du MTD. Ici, l'appui des différents membres de la famille qui accompagnent, parfois à distance et malgré eux, les engagements des membres, est également présent. Néanmoins, ses propres membres, notamment Chela, dévoilent les limites qui en découlent inévitablement. Les relations familiales deviennent, par exemple, une source de tensions.

Une autre différence a trait, cette fois, au type d'activité développé en tant que contrepartie. L*a Veron* s'adonne, essentiellement, à des activités qui visent à fournir un complément à l'alimentation des familles (jardin potager, cantines, goûters, distribution d'aliments) et à alimenter une mobilisation régulière. Au sein du réseau *F.P.D. Santillan,* les activités de contrepartie sont présentes mais tendent à être remplacées par des ateliers *productifs,* le travail s'orientant, alors, autour de la vente, l'objectif étant de générer (et capter) davantage de ressources qui viendront abonder celles procurées par les PTT. Ce qui nous conduit à interroger les domaines d'activités qui différencient chacun des réseaux d'organisations de *desocupados* et l'importance qu'il conviendrait d'accorder aux références qui y sont faites au cours de leur fonctionnement.

Une discussion qui divise les MTD : discipline contre camaraderie. Le choix entre deux réseaux

Alors que les premières mobilisations de *desocupados* débutent sous la forme de la constitution de réseaux afin d'exprimer ce que vont être leurs exigences communes, dans le GBA, en 1998, fut créée la *Coordinadora Anibal Veron* CAV. Les trois MTD qui y participèrent – MTD F. Varela ; A. Brown et Solano- y étaient représentés sur un même pied d'égalité.[254] Les différentes organisations avaient pour trait commun de cultiver une

[254] Pacheco (2004) retrace les origines des réseaux à partir de son expérience en tant que militant et référent du MTD de Almirante Brown.

autonomie vis-à-vis des partis politiques et des syndicats, de partager un fonctionnement par assemblée, ainsi que d'avoir recours aux *piquetes* comme forme d'action directe.

Néanmoins, la manière d'évoluer de chacune posa ultérieurement la question de leur représentativité au sein même de cet espace de coordination. Alors qu'à Varela, les différents quartiers avaient été crées à la suite de décisions prises par un seul et même dirigeant (ou groupe de dirigeants) – comme le laisse entrevoir la création du MTD de Berazategui consécutive à un accord conclu entre le dirigeant national et le médiateur local- au sein des autres MTD, constitués à partir d'un « noyau d'affinités », primait la création de nouveaux districts qui se devaient être autonomes. Parvenus à un certain niveau de développement, chaque district détenait alors une voix au sein de la Coordination. Ces nouveaux MTD reprenaient, mais à leur compte, les critères qui leur avaient été légués – comme on le voit pour le cas de Berisso- et conservaient une plus forte relation avec leurs camarades du groupe qui faisaient partie de ce « noyau d'affinité ». Lucas, le dirigeant national, nous l'avait expliqué de la manière suivante :

> Ils [ce qui forment le noyau d'affinité] créent des nouveaux MTD dans chaque district mais il y a trois ou quatre personnes (*cuatro gatos locos)* et ils veulent avoir le même pouvoir décisionnel que nous, alors que Varela mobilise 2000 personnes[255].

Dans cette structure Florencio Varela, le district de *La Veron*, ne peut pas se prévaloir du nombre de gens qui se sont mobilisés en sa faveur, ce qui est pourtant son point fort. Aussi, souligne-t-il l'ancienneté, face aux organisations qui viennent de se former et ne manque-t-il pas de souligner qu'elles ne peuvent pas recueillir, de fait, le même poids au sein de la Coordination. Il apparaît, par ailleurs, de manière importante, comme facteur de division, que ce dirigeant était très visible dans les médias et qu'il exerçait, de facto, une fonction de porte-parole de l'ensemble des MTD de La Veron[256]. Les autres référents[257], eux, attachés à ne pas imposer une structure verticale au sein de leurs propres

[255] Lucas, dirigeant, MTD La Veron. Entretien non enregistré

[256] Certains travaux réalisés sur le rapport entre les mouvements sociaux et les média soulignent l'effet de ces derniers sur la désignation des porte-paroles (Champagne, 1990). En ce sens, le refus de nommer un porte-parole stable et unique se serait traduit, pour le « noyau d'affinités » par l'impossibilité d'accéder à la couverture médiatique.

[257] Le terme référent est utilisé par certains groupes comme une alternative à celui de dirigeant. Il n'est pas cependant exclusif des MTD puisqu'il était également utilisé, par exemple, au sein du parti péroniste. Eliseo Veron (1978, 62-63) analyse les différentes acceptions propres à l'emploi courant des termes appartenant à la famille de la référence. Elles renvoient toujours à une relation entre deux signes ; un élément renvoie à un autre élément, lui, porteur d'autorité. « Et si l'on peut dire d'une personne, par extension, qu'elle est une référence, c'est toujours parce que sa parole, son discours est considéré comme source de légitimité, d'autorité ». Le sémiologue souligne, également, le lien indissociable qui s'instaure entre le référent et le référé ; l'un n'a pas de sens sans l'autre.

organisations se refusaient à nommer un seul et unique représentant. Comme le soulignent parfaitement Miller et Williams pour les éducateurs de santé [*Health educators*] (1993 :128), c'est souvent la méfiance qui sous-tend les rapports qu'entretiennent les associations avec les journalistes. Les médias ne sont pas perçus comme étant dignes de confiance mais comme des sources potentielles de conflit et de désinformation.

L'importance des mobilisations massives, pour le MTD de Varela, revêt une toute autre dimension lorsque celle-ci entend être utilisée comme mesure de la capacité de décision au sein de la *table nationale*. C'est à cette fin que, dans le district, la participation des membres aux manifestations est comptabilisée sur des listes de présence. Avant la division du réseau, ces dirigeants se cantonnaient à simplement comptabiliser l'assistance présente des autres districts lors des concentrations. En dépit des désaccords, quitter La Veron a été une décision difficile si l'on en croit Lidia, une de ces anciennes militantes.

> La discussion interne fut très intense. […] Un an après le 26 juin, nous ne nous sommes plus rendus au Pont. Les camarades n'étaient pas d'accord pour demander des *planes* pour cette date. Il y avait aussi d'autres choses qui gênaient, dans une manifestation, Lucas passait et te comptait comme du bétail et les aliments, on les distribuait en fonction de gens présents de chaque quartier. Mais ce n'était pas cela le plus grave. Le pire, c'était d'adopter, pour le 26, le mot d'ordre des revendications d'aliments ou des *planes*. […] Dans un entretien [le MTD de Lanus] a affirmé que nous sommes partis parce que nous étions une minorité et que nous ne pouvions pas imposer notre opinion mais, en réalité, il n'y avait pas de dialogue.
> […] Il y a des choses sur cette division que l'on n'a pas discuté mais qui sont là. Par exemple, le fait de ne pas sortir et occuper les espaces où il y a La Veron. Comme ici, à *La plaza* [de mayo]. Ici, c'est un espace gagné, ça fait quatre ans que nous sommes là. Les *compañeros* avaient pris la décision de venir mais ils ne sont pas là. Une fois, avec Tomas, nous sommes tombés sur La Veron. De les voir passer et ne plus être là, c'était très fort. Il y a des *compañeros* qui sont là. Ils passaient, ils disaient bonjour… nous nous sommes soudain sentis très angoissés[258].

Cette décision fait apparaître une division entre référents et *compañeros*. Pour les uns, ordinairement amenés à traiter avec les membres des autres organisations, elle était vraiment nécessaire. Être décompté comme du bétail renvoie aux pratiques clientélistes les plus critiquées, cet acte est contraire au projet politique que ces militants tentaient de mettre en œuvre. Les référents souhaitaient quitter la Veron mais la décision était source de bien des difficultés, ne plus être à La Veron, c'était une décision qu'ils ne pouvaient

[258] Entretien non enregistré avec Lydia, militante du MTD de Solano. Nous l'avons rencontrée au mois de décembre 2003 à Plaza de Mayo. Elle était venue toute seule, le MTD de Solano n'y était pas. Elle est psychologue et anime avec des collègues un atelier de Santé du mouvement.

pas prendre en lieu et place de leurs camarades. Ils ont alors participé à des réunions de la coordination aux côtés de leurs camarades. Ils ont pu assister aux discussions autour de la répartition des *planes* et des aliments y compris lors des mobilisations des 26 de chaque mois, en mémoire de leurs camarades. C'est ce désaccord que Lydia pointe comme définitif pour les *compañeros* et qui va entraîner la scission d'avec La Veron.[259]

Cette comptabilité soulève d'autres questions. Les négociations avec le gouvernement sont suivies de discussions au sein du groupe en charge de la répartition des PTT et des aliments. Le nombre des membres des organisations ne suffisant plus comme critère, pour Varela, il a fallu, dès lors, prendre en considération le nombre de membres mobilisés. La répartition des ressources, négociée avec le gouvernement national, entre les MTD des différents districts, est intervenue sur la base de la prise en compte de ces listes. Elles ont alors été considérées comme un critère d'équité parce que rapporté à l'effort fourni. C'est cela qu'explique Julia, une des déléguées :

> Cette année, on a décidé de distribuer de la nourriture (*mercadería*) aux *compañeros* les plus engagés (*firmes*). Parce qu'ils veulent qu'il y ait une différence avec le camarade qui va aux manifestations, et celui qui ne va pas, qui ne travaille pas, qui ne cotise pas avec les quatre *pesos* pour pouvoir s'organiser. […] Alors, on a donné cela aux *compañeros* les plus engagés. Ceux qui satisfont aux trois niveaux de confiance[260], on leur a bien donné. Ceux qui ne remplissent que le niveau deux, un peu moins et comme ça, un consensus s'est installé parmi les gens[261].

C'est au cours du processus conduisant à cette décision que s'est produite la scission d'avec La Veron. Constituant le mouvement majoritaire, et disposant d'une représentation auprès des médias, celui-ci a cherché à imposer ce critère alors que d'autres organisations ont refusé d'y souscrire. À Varela, le groupe continue d'être connu publiquement sous le nom de La Veron. Pendant quelques mois, et ce jusqu'à la formation du FPDS, les réseaux ne se sont pas différenciés publiquement. Néanmoins, selon Carlos, membre du MTD de Berisso, la répartition ne devait pas être fondée sur la capacité de mobilisation mais plutôt sur le critère de la camaraderie :

---

[259] Le premier groupe à quitter la CAV a été le MTD de Solano entre juin et septembre 2003. Leurs référents ne rejoindront cependant pas le FPDS à l'exception de certains quartiers qui, eux, quitteront, mais plus tard, ce groupe. La gestion de l'horizontalité apparaît, à nouveau, au cœur de la division.

[260] Les trois niveaux qui catégorisent les membres à La Veron sont *firme, medio* et *bajo*. Nous y reviendrons dans le chapitre suivant.

[261] Entretiens avec Julia, MTD La Veron, décembre 2003. Por ahí este año se decidió dar mercadería a los compañeros mas firmes, porque piden que haya algo, una diferencia con aquel compañero que no se moviliza, no trabaja o no aporta los 4 *pesos* que tiene que aportar para poder organizarse. […] Se dio eso [mercadería]. À los compañeros mas firmes, a los compañeros están en los tres niveles [de confianza] se les dio bien. À los del segundo nivel se les dio un poco menos, y hubo un consenso de la gente.

> Lors des mobilisations de novembre, nous nous sommes tous engagés, et eux, ont réservé, pour eux, 60 % des *planes*. Et à l'intérieur de leur réseau, ils ont tout confisqué à leur profit alors que c'était pour tous les *compañeros*, tous ceux qui en avaient besoin. On ne peut pas se faire chier entre nous.[262]

Les modalités de répartition des biens sont souvent évoquées. Néanmoins, dans certains récits, notamment celui du Julia ou de Germán – délégués de la Veron- le désaccord avec le « noyau d'affinités » a pour origine les consignes de sécurité qui avaient été données pendant les *piquetes*.

> « Pour eux, boire une bière, fumer un *joint*, c'est bien, ça fait partie de *la movida*, mais nous ne sommes pas d'accord. Parmi nous, il y a des *compañeros* qui ont des problèmes avec l'alcool, alors le vin et la bière sont interdits pendant les manifs. Puis après, chez toi, tu fais comme tu veux, ce n'est pas pareil, mais pas ici. L'autre jour sur le pont, il y en avait qui fumaient un *joint*. Or, dans les quartiers, el *paco* [pâte résiduelle de la cocaïne] c'est un vrai problème, tu vois les enfants qui sont ravagés. Pour moi, il faut être clair par rapport à ça »[263].

Ce délégué soulève la question des désaccords qui engagent la conduite des membres lors des manifestations. Les consignes de sécurité diffèrent selon les réseaux. Les problèmes d'alcoolisme et de circulation de la drogue, plus au moins accessibles, sont pourtant bien présents dans les quartiers populaires et concernent tous les réseaux sans exception[264]. À la Veron, leur consommation est interdite pendant les manifestations – et les ateliers de travail- et l'interdiction vaut pour tous les membres. Dans les autres organisations, leur consommation est interdite uniquement pour ceux qui exécutent des tâches de sécurité. Lors des campements, ils peuvent organiser les veillées[265] du 25 juin avec des spectacles musicaux, ou faire une ronde autour d'un feu, de la musique et de la bière, à La Veron, les membres sont plutôt incités à dormir et à ménager leurs forces.

Pour ces jeunes délégués du quartier, il s'agit d'agir face à ce qui apparaît comme un problème social. Le dirigeant national justifie l'interdiction de certains conduites dans une assemblée générale au nom d'une stratégie politique, permettant de « ménager ces

[262] Décembre 2003, peu après la rupture. Entretien non enregistré.
[263] Juin 2004. La mobilisation en mémoire de M. Kosteki et D. Santillán avait rassemblée la majeure partie des réseaux d'organisation de *desocupados* existants. Les deux réseaux s'y retrouvent.
[264] La consommation de drogue et d'alcool fait partie des préoccupations des réseaux D. Santillan. À ce sujet, Gerardo soutient que les jeunes qui sont dans la rue, en train de boire une bière, trouvent là un espace de travail au sein du MTD.
[265] Terme utilisé pour désigner les activités réalisées dans la nuit du 25 au 26 juin tous les ans à partir de 2002 en attente des mobilisations massives, du 26 juin. Les organisations des *desocupados* ont constitué un calendrier propre à partir de cette date. Même en 2009 lorsque les manifestations ont diminué fortement, les organisations de *desocupados* ont réunis près de 7000 personnes sur le Pont Pueyrredon.

forces », « d'entretenir un bon rapport avec les commerçants et le voisinage », de « respecter la propriété et le lieu de vie des habitants » et ce afin que soient satisfaites leurs exigences.[266] *La Veron,* centrée autour du groupe constitué à Florencio Varela, tire sa force du caractère massif des manifestations. Les dirigeants assument ou revendiquent pratiquement leur rôle en tant que militants. Comme le dit l'un d'entre eux :

> « Parler des référents ne va pas. Si les *desocupados* sont organisés, c'est parce qu'il y a des dirigeants, des militants qui composent et constituent l'organisation. Et chaque dirigeant pense différemment. Les gens de Solano répandaient l'idée du situationnisme, l'horizontalisme de style Zapatiste, nous n'avons rien à avoir là-dedans. Nous pensons le changement social comme un mouvement de masse »[267].

Si cette affirmation peut paraître excessive, elle renvoie, néanmoins, aux tensions émergentes au sein du réseau sur la manière de penser leurs mots d'ordre, en particulier le « changement social », et de gérer les hiérarchies qui structurent le réseau. Dans ce contexte, le terme de dirigeant est brandi comme une accusation. Le jeune dirigeant national, Lucas, a participé à l'organisation dès les premières mobilisations dans le GBA en 1996. Il prend la parole pendant les assemblées générales (même si dans le cas présent il n'est pas le seul à le faire) devant les médias et avec d'autres membres de la « *mesa* », il participe aux négociations avec les ministres et les membres du gouvernement.

Au sein du *Frente Popular* Dario Santillán (FPDS), composé d'organisations qui prônent l'horizontalité, ce rôle principal pose un problème. Les leaders sont ici des *référents.* Horacio, nous l'avait dit sur un ton accusatoire lors de nos premières visites sur le terrain en 2003 alors que les organisations marchaient encore ensemble, sous la même bannière, lors des revendications nationales. « Ce sont des dirigeants, alors que nous, nous sommes des référents ». Au mois de décembre 2003, plusieurs MTD, considérés comme le noyau de l'organisation, ont quitté l'espace commun constitué par la (CAV) et, peu après, ont formé le FPDS. Cette séparation est intervenue à la suite de débats sur le fonctionnement interne de cet espace de coordination – la CAV- qui rend explicite les

[266] Déclaration du dirigeant national devant l'Assemblée Générale, 23.06.05. Que las demás organizaciones no tienen todas la misma política que tenemos nosotros, de respeto, de tratar de ganarnos a los vecinos. Ustedes saben que nosotros hinchamos mucho con el tema del escabio, que no rompan nada que no tengan que romper, que descansen a la noche, etc. Toda una política que la aprendimos con años de piquetes. Ustedes saben los conflictos que hemos tenido, 13 días acá en la ruta, 15 dias, y sabemos lo que significa una lucha prolongada. Sabeos el nivel de organización y de disciplina que tiene que haber para que una lucha pueda prolongarse. Porque si no dormis por ejemplo es imposible aguantar, ni siquiera 48 horas en el puente, ni que hablar de 72, ni que halar de más de 72 horas.

[267] Mario a environ 50 ans. Il est l'un des dirigeants de la « *mesa* » nationale à La Veron, l'espace de décision central de ce réseau. Août 2003.

liens qui rassemblent les organisations au sein d'un réseau, les accords auquel chacun est tenu, les fautes à ne pas commettre.

Du point de vue des dirigeants de Varela, ce qui n'allait pas, c'était le mode de décision privilégié au sein de la *coordination* nationale, l'espace de décision du réseau. La *coordination* était constituée alors de délégués de chacun des districts (déjà une vingtaine) et demeurait ouverte à la présence des membres de base de chacun d'entre eux qui pouvaient participer aux débats sans détenir de droits de vote. Elle décidait, sur un mode majoritaire, de la réalisation ou non des manifestations, de leur modalité (objectifs, lieu, étendue, consignes de sécurité, durée, etc.).

De ce fait, la critique sur la verticalité d'une part, l'absence de mobilisation de l'autre ; la comptabilité des membres pour les uns ou l'absence de consignes disciplinaires pour les autres, sont autant de règles d'organisation qui divisent le réseau en deux. Inscrits dans cette discussion, chaque district a dû décider du réseau qu'il entendait mobiliser et des consignes auxquelles il souhaitait adhérer. Sur le moyen terme, les différents modes d'organisation de développement se voient plus clairement sur les groupes de base. Néanmoins, des divisions au sein même des organisations de base peuvent survenir à la suite de cette scission des réseaux. En ce sens, en 2005, Mario soulignait qu'un grand nombre de districts était *revenu* à La Veron -plus précisément une partie de ces groupes- pour soutenir leur politique. Ils avaient été, en effet, déçus par la gestion de l'horizontalité.

Lydia trouvait difficile de voir passer défiler la Veron et de ne plus faire partie du cortège. Les MTD qui l'ont quitté quelques mois plus tard n'ont pas abandonné le nom de La Veron. Mais ils ont créé le FPDS qui regroupe aussi des organisations d'étudiants et des associations culturelles dont les membres militaient déjà aux côtés des MTD. Ainsi, être membre ou ne pas l'être de *La Veron* demeure, à leurs yeux, également, un enjeu qui définit ce qu'ils font, y compris lorsque *La Veron* n'est plus la même, et continue, publiquement, dans les médias et dans les communiqués de presse, à être identifiée aux MTD dirigés par Lucas et le MTD de Varela.

Au cours de nos recherches, nous avons constitué des cas d'analyse d'organisations de *desocupados* appartenant à ces différents réseaux. Cette comparaison nous a permis de comprendre l'importance attachée à l'appartenance à une organisation de *desocupados* plutôt qu'à une autre. En particulier, ce conflit qui a débouché sur la formation de deux réseaux différents, rendait possible l'explicitation des enjeux des positions collectives. La discipline, la contestation massive, ou la contestation spectaculaire (les critères n'étant pas

exclusifs les uns des autres) posent des enjeux définissant chacun des réseaux et leur visibilité. La coordination, cependant, et sa démarche de revendications auprès du gouvernement, peut constituer un motif de rassemblement de ces deux réseaux et de bien d'autres encore. Par ailleurs, on observe aussi une relative circulation d'un groupe à l'autre, l'adhésion à l'un ou à l'autre des réseaux de MTD n'étant pas définitive. De ce fait, la biographie des membres apparaît comme un élément qui permet de marquer encore davantage les différences entre chaque organisation et chaque réseau.

La centralité des organisations de *desocupados* déplacée par les membres.

Les différents entretiens permettent de déplacer le centre des récits à partir de perspectives individuelles. Dans le cas de Berazategui, les différentes dimensions mises en exergue par les entretiens soulignent les ruptures et continuités entre les modes de vie des secteurs populaires avant et après l'engagement des membres dans l'action contestataire des *desocupados*. La mobilisation massive, débouchant sur une plus importante visibilité, apparaît comme une stratégie politique conçue par des dirigeants qui lui ont conférée une forme précise (l'importance donnée à la présence de chaque membre dans chaque manifestation, la discipline qui règne pendant celle-ci, etc.). Il ne s'agit pas seulement de se donner à voir mais de maîtriser (ou à tout le moins de tenter de contrôler) la manière dont certains actions peuvent promouvoir ou, au contraire, nuire à leurs réclamations. Pour les membres, ces mobilisations comportent une rupture, la participation « à un mouvement », nous affirme Carmen, est nouvelle mais exprime aussi une continuité dans le sens d'une poursuite des obligations familiales par d'autres moyens.

La juxtaposition du réseau familial et du réseau des membres de l'organisation (même si elle est incomplète) renforce la continuité rencontrée à l'intérieur de l'organisation entre réseau familial et réseau des MTD. En effet, si comme le rappelle Marina, au début, les membres sont « tous de la famille », l'extension des organisations exige de dépasser cet état de fait. Ainsi, les adresses de la parenté n'apparaissent-elles pas dans les espaces propres aux organisations. C'est durant les entretiens que Carmen nous a parlé de sa nièce

ou que Marina m'a expliqué que le goûter avait lieu chez sa mère[268]. Pendant la mobilisation dans la rue, les assemblées, les discussions se sont déroulées en évoquant les prénoms de chacun ou encore la condition de *compañero.* L'appartenance à une même famille n'est pas évoquée dans les adresses et semble, en quelque sorte, effacée. Il ne s'agit pourtant pas, ici, de nier les liens familiaux, Marina et un grand nombre d'autres, n'hésitent pas, au contraire, à les expliciter. En même temps, au fur et à mesure que l'on prend connaissance des liens de parenté, les réseaux se superposent. Or, les liens établis ne se contentent pas de reproduire des liens familiaux. Ils abritent des *conflits d'intérêts* opposés[269] qui doivent être gérés. Ainsi, Marina est-elle obligée de refuser à certains membres de sa famille (sa belle-mère et son frère en l'occurrence) d'octroyer un colis complet d'aliments au motif qu'ils n'ont pas assisté à la totalité des manifestations.

Au sein des familles, les aînés sont souvent conduits à supporter davantage le poids des obligations familiales[270]. Que ce soit sous la forme d'un soutien apporté à la fratrie et notamment au plus jeune en âge, ou plus tard, sous la forme d'une contribution pécuniaire, fruit de leur travail, les aînés, filles et garçons sont dévoués et fort présents dans les tour des rôles. Ils n'hésitent pas, également, à partager les responsabilités de leurs parents. Il ne s'agit pas néanmoins d'une obligation permanente, relative à la position dans la fratrie. On y échappe dès lors qu'il ou elle constitue son propre ménage. La contribution des jeunes célibataires peut quant à elle s'avérer centrale pour la construction d'une maison en briques.

La présence de plusieurs membres d'une même famille au sein du mouvement est un trait qui apparaît plus clairement lors des entretiens que nous avons conduits dans le MTD de Berazategui. Cependant, les organisations ne se différencient pas à partir de cette caractéristique. Loin de là, à Berisso, Andrés peut prévenir sa sœur qu'elle est suspectée par l'assemblée de « *bouffer* » l'argent de la cantine mais il n'intervient pas à sa place, c'est elle-même qui doit s'y rendre et s'expliquer. Ces accusations déclenchent des processus d'évaluation des délégués ou des responsables d'une activité. Ils doivent rendre compte. Mirta prévient sa fille qu'elle risque de perdre le bénéfice de son allocation si elle

[268] Nous pouvons confronter cette trouvaille à la situation décrite par Monique Selim (2003, 235-236) au Vietnam où l'on assiste à la généralisation des adresses de parenté et des termes de parenté fictive, ajustés au moment et à la nature de la relation.

[269] Le cas de séparation des couples lorsque les deux conjoints sont membres du MTD peut apparaître comme une situation extrême dans laquelle les liens familiaux et ceux établis à l'intérieur des organisations sont imbriqués. S'agissant des délégués, les activités des organisations peuvent être compromises par des événements qui relèvent de la vie privée des membres. L'un des membres du couple peut, par exemple, décider de se retirer du MTD.

[270] Sur les enjeux de la propriété au sein des familles des milieux populaires en France voir notamment Gérard Althabe et al. (1984).

continue d'être absente lors des activités mais il lui revient aussi de se présenter devant l'assemblée ou bien à l'atelier de travail et de défendre sa position. Sa mère ne peut pas la secourir. Ce que l'on constate, dans ces enjeux, ce sont les incitations à la parole et à l'action qui ne sauraient être saisies comme relevant d'une simple extension du domestique. Il semblerait que l'on retrouve ces mêmes éléments combinés, mais de manière différente, dans chacune des organisations.

À Berazategui, les membres et les délégués ont des âges différents. Les plus jeunes, Marina et Rubén, ou les enfants de Carmen, débutent leur vie active à l'âge de 15 ans et pour certains, dans les MTD. Leur participation en tant que délégués risque de porter préjudice aux hiérarchies préétablies par les liens familiaux. Ces engagements ouvrent un champ de concurrence particulier entre la famille et le mouvement, un aspect que l'on perçoit chez Carmen :

> Carmen : A mon avis, il y a une seule déléguée et cela ne marche pas bien. Mais moi-toute seule, je ne peux pas me plaindre. J'ai déjà eu des problèmes avec ma nièce. Mon mari aussi il en a eus.
> Pia : *Marina est ta nièce* ?
> C : Marina. Mon mari s'est affronté à elle, et en partie, c'est pour cela que l'on a fermé la cantine ici. Il y a eu des problèmes entre eux et mon mari a perdu son poste de délégué[271].

Alors que les rapports avec la déléguée se font de plus en plus tendus, elle se réfère à elle comme étant sa nièce. Elle évoque l'appartenance familiale pour mettre en cause son rôle de déléguée, elle la considère comme n'étant pas à la hauteur. À d'autres moments, elle considère qu'elle-même n'est pas préparée pour être déléguée, et que les jeunes ne le sont guère davantage. Cette tension pointe la dissociation qui s'instaure entre les liens familiaux et les responsabilités vis-à-vis du mouvement via la transgression des hiérarchies préalables, générationnelles ou de genre, ou comme c'est le cas ici, des deux en même temps. Elle est, partiellement, à l'origine d'un certain désinvestissement de Carmen qui, quelque mois plus tard, renoncera à ses responsabilités dans le quartier, se limitant à accomplir son nombre d'heures de travail dans le *goûter* aménagé chez Irma, un

[271] Carmen, 2005, MTD Berazategui. Marina est l'épouse du neveu de son mari. [Es] una delegada que no funciona como delegada. Para mi y hay una sola delegada, entonces no, no funciona, pero no me sirve [quejarme] a mi sola porque ya tuvimos muchos choques con mi sobrina, con mi marido también tuvimos un choque.-*¿Con Marina ? ?Ella es tu sobrina ?* – Con Marina. Mi marido tuvo muchos choques con ella y en parte por eso se retiro el comedor de acá, hubo muchos problemas entre ellos y a mi marido lo sacaron de delegado.

autre membre. Elle est, cependant, bien considérée par les dirigeants car elle travaille et participe aux manifestations.

Ainsi, les femmes qui ont la quarantaine, comme Carmen, reprennent-elles une activité après être demeurées plusieurs années au foyer, d'autres encore comme Clara continuent, elles, à travailler tout au long de leur vie de couple mais de manière complémentaire à l'activité de leur mari. Elles éprouvent des difficultés à s'investir en tant que déléguées. Néanmoins, certaines, à l'instar de Julia à Berazategui ou de Marita à Berisso, le font. Ces biographies contrastées permettent d'appréhender l'engagement des membres des organisations au-delà des calculs plus au moins individualistes, plus au moins opportunistes ou dans la poursuite des objectifs de ces organisations en tenant compte des engagements multiples.

Les membres des organisations présentent des traits communs concernant les études, y compris certaines filles qui ont fini l'école secondaire tant à Berazategui qu'à Berisso. Pour la plupart, ils n'ont pas réalisé d'études secondaires et certains d'entre eux n'ont pas achevé le cycle de l'école primaire. Si le chômage représente une rupture biographique, il exprime, pour les plus jeunes, l'impossible accomplissement des attentes personnelles et familiales et ce, dès leur entrée dans la vie active. Que ce soit à la fin des études secondaires, pour certains, ou chez la plupart de ceux qui ont abandonné leurs études, cette rupture est affrontée sous la forme de tâtonnements qui prennent appui tantôt sur les membres de la famille tantôt sur les organisations de *desocupados*.

Gagner le *plan* dans la rue figure, également, au nombre des évocations que nous retrouvons invoquées tant parmi des membres de MTD de Berazategui que de ceux de Berisso. Néanmoins, les membres de Berisso semblent avoir l'expérience de différents moments de négociation, ceux avec le gouvernement et ceux avec les *compañeros* des autres organisations. Leur présence dans les différentes instances de décision leur confère un accès privilégié à des informations toujours plus nombreuses.

À Berisso, chaque membre fait montre d'un investissement nuancé vis-à-vis de l'organisation. Andrés privilégie parmi les activités auxquelles il participe, celles qui lui permettent de travailler avec les MTD d'autres districts, en particulier les réunions de *mesa* ou de *productivos* dont il rapporte, s'identifiant comme militant, les discussions et décisions, à son retour, devant son assemblée. Chela est déléguée et ancienne animatrice de l'atelier des jeunes dans son quartier. Son déménagement dans un *asentamiento* a requis d'elle la réalisation d'efforts supplémentaires afin de transformer celui-ci en un

quartier et elle le poursuit dans le cadre du MTD[272], mais elle est moins présente en dehors du quartier. Carlos considère sa participation à l'organisation comme l'expression d'une rupture forte dans son parcours. Auparavant, il demeurait toujours enfermé dans son lieu de travail. En dépit de ce changement, il ne devient pas délégué. À Berazategui, les fonctions de chacun sont distribuées selon des hiérarchies qui restent souples mais qui incitent le délégué à faire preuve d'exemplarité, conférant ainsi davantage de force aux responsabilités que lui sont confiées. Marina entretient un contact privilégié avec les membres de la *mesa de direction* et relaie l'information et les questionnements vers celle-ci ou vers les bases.

Pour Andrés, il s'agit de s'inscrire dans une histoire ; celle des organisations pionnières, celle de Gerardo aussi avec qui il partage la conviction de la nécessité de la mobilisation et de l'action contestataire où il situe ses efforts et ses craintes : si « le quartier » ne veut pas se mobiliser, il deviendra dès lors impossible de créer une organisation de *desocupados*. Le caractère central de l'expérience personnelle confère à chaque récit une certaine particularité. Néanmoins, ils convergent tous dans le signalement (Andrés le fait plus clairement), de l'existence d'autres organisations de sans-emplois plus anciennes comme des modèles. Celles-ci deviennent d'autant plus des exemples à suivre que certains membres participeront à des journées de formation organisées par l'ensemble du réseau auquel ils adhèrent pour comprendre ce que signifie appartenir à un MTD. C'est aussi le fait de s'inscrire dans l'histoire que certains, tels Lucas, revendiquent. Cette histoire leur conférerait, en effet, davantage de légitimité au moment de discuter de la position des nouveaux districts à l'intérieur même de l'espace de coordination. L'ancrage dans l'histoire sociale argentine est explicite chez Andrés, Gerardo et Lucas. Cette histoire renvoie aux revendications des travailleurs, et des travailleurs *desocupados*, à la défense de ce qu'ils considèrent être leurs intérêts[273], en particulier vis-à-vis du gouvernement.

Chez Chela, l'histoire est davantage ancrée dans une association locale, dans le militantisme social, dans un travail de soutien et d'accompagnement des enfants des familles les plus démunies, qui préexiste à l'organisation et est projeté à travers celle-ci.

[272] Ces activités englobent notamment des pétitions contre la Mairie et les entreprises prestataires de services d'eau et d'électricité, des pétitions qu'elle développe avec ses *vecinos* non membres du MTD et en tant que *vecinos*. Elles peuvent éventuellement appeler à une mobilisation. Les membres du MTD des autres quartiers les accompagnent alors. Nous y reviendrons dans le chapitre suivant.

[273] La thématique des intérêts apparaît plus fortement dans le discours des dirigeants et référents durant la préparation des mobilisations. La distinction intervient entre un avant les campagnes électorales pour éviter de céder aux « tentations de *punteros* » et les politiciens qui « utilisent les gens ». Elles apparaissent, également, pour expliciter les motifs et modalités de mobilisation aussi que les consignes de sécurité. Voir notamment les citations de Lucas et Hernan.

Chez Carlos, cette dimension est moins apparente. Il inscrit le militantisme dans une rupture d'avec son parcours de travailleur. Il était présent dans les débuts de l'organisation en tant que *desocupado*. Les liens préexistants ne sont pas, au premier abord, proprement développés sur le devant de la scène de l'organisation[274]. Les liens d'amitiés sont ancrés, eux, dans le partage de l'espace local qui fait de ces *vecinos*-amis des pairs qui partagent les mêmes difficultés liées à leur habitat. Sans considérer *a priori* l'espace local comme une extension du domaine domestique, les liens qui y sont développés puisent à des origines multiples.

Les repères locaux, du familier, apparaissent dans le récit de Gerardo comme un élément central qui est présent dans la manière dont il approche les nouveaux quartiers, toujours accompagné de personnes qui rendent sa présence familière et non-questionnable en termes de légitimité ; en somme, elles attestent de sa fiabilité. Présence et appartenance convergent dans ce lieu qu'est le quartier où « tout le monde se connaît ». C'est ce qui ouvre la possibilité de la participation à une même activité sans même qu'il ne soit nécessaire de faire partie de l'organisation. Dans le vécu de Carmen et de Marina, l'histoire des organisations de *desocupados* est reconnue mais, vient en second lieu, après l'appartenance. Avant, ce qui se passait autour des MTD, était le seul apanage des médias mais ne les concernait en aucune sorte. Dans le récit de Clara, l'histoire de l'organisation n'apparaît que fort peu, laissant une large place à son histoire personnelle.

Quant aux militants tels Julia et Gerardo, ils n'habitent pas le quartier et participent au réseau des organisations sans pour autant exercer une activité directe au plan local. Julia s'est formée comme déléguée au sein du MTD de Varela. Elle dit avoir trouvé un lieu où s'épanouir[275]. Elle consacre ses journées à la tenue de réunions avec des camarades mais aussi avec les autorités provinciales et ne demeure pas dans le quartier. Pour elle, le propre de son rôle est l'entraide. Il s'agit d'une solidarité entre pairs, entre *compañeros*. Gerardo est porteur d'une expérience politique et syndicale. Ces efforts s'orientent autour de la transmission de son expérience et des principes qui sous-tendent l'action de ces MTD dans la formation des organisations dans chaque quartier. Il considère qu'il s'agit d'un travail politique.

[274] Voir Eliasoph (1998).

[275] Nous reviendrons sur la place des délégués dans le chapitre suivant. Elle nous confie qu'avant d'être dans le MTD, elle était sous traitement pour dépression « je prenais des médicaments, *pastillas*, j'avais un psychiatre, tout ; depuis je n'y suis jamais retournée ». Pour elle, l'essentiel de son travail, se résume à l'entraide. Por ahí si el otro esta enfermo, por ahí si nosotros hacemos ventas y ellos no tienen para comprarse un remedio, un antibiótico, y nosotros tenemos [plata] en cada obrador y se lo damos al compañero. Toma compañero, cómpratelo, ¿me entendés ? En cambio si vos laburas para esos infelices, ¿que te van a dar ? Te enfermaste bueno tomate el día, andate a tu casa, ¡y te lo descuentan !

Ces parcours spécifiques permettent de rassembler divers motifs qui convergent, tous, dans la création de ces organisations de *desocupados*. On relève, en effet, une série d'éléments communs aux matériaux présentés mais que l'on peut classer de diverses manières, en fonction de hiérarchies propres au vécu de chaque membre, ou de chaque situation, sans forcement entrer en contradiction. Ils laissent à voir la complexité et la pluralité des situations à l'œuvre dans la création de ces MTD. Ainsi, le croisement de plusieurs discours, et de plusieurs données, ne vise-t-il pas ici à établir la dimension déterminante de l'engagement. Cette intention, d'une certaine manière, ne ferait qu'annuler la diversité que l'on vient d'exposer, en fixant une hiérarchie. Restituer cette diversité plutôt que de la hiérarchiser en fonction d'un seul critère de vérité, de réalité, nous aide à saisir les dimensions pertinentes, pour les individus, dans l'action, qui leur permettent de donner sens à leur engagement au sein d'une organisation de *desocupados*.

Aussi, l'expérience d'adhésion à l'organisation semble-t-elle être précédée du sentiment d'impossibilité de gérer le chômage à l'aide des outils traditionnels. La privation matérielle souligne la dimension subie de cette adhésion. Non seulement du fait de la nécessité qu'il y a à accéder aux *planes*, en tant que moyen de survie, mais aussi en raison de la non reconnaissance de cette nécessité, autrement dit de la négation des allocations par les autorités, du sentiment d'être livré à son sort. Le récit de Chela souligne cette expérience, répandue parmi les jeunes, et ne manque pas de remarquer que ceux qui ont achevé leurs études secondaires sont les plus désorientés par le manque de travail. Les efforts qu'on entreprend pour obtenir un diplôme ne lui semblent plus valables en tant que critère d'accès au marché de travail. Ces observations n'étaient pas déplacées, quelques-uns de ses camarades n'ayant réalisé que des études primaires soulignent la nécessité d'avoir achevé des études secondaires pour accéder à un poste de travail quel qu'il soit[276]. Le premier « nous » reconnu est donc différent dans chaque récit, il désigne tour à tour les militants actifs, les membres de la famille, les amis, les *vecinos* du quartier, les jeunes. Il peut-être plus ou moins central selon les parcours de chacun des membres envisagés. Parmi ces tâtonnements, apparaît le schéma d'interprétation selon lequel « nous » méritons les *planes* mais que ceux-ci nous sont refusés par « eux », les autorités.[277]

L'histoire, ou pouvoir s'inscrire dans une trajectoire individuelle et collective avec sa densité dans le passé et sa projection dans l'avenir ; la localité, ou avoir un lieu de

[276] Ce constat est repris dans la partie deux qui est consacrée à l'analyse détaillée des conditions de travail observées au sein des quartiers.
[277] Les PTT sont des programmes nationaux répartis par les mairies et les ONG.

présence et d'appartenance de plein droit dans l'organisation et le quartier ; la contestation, ou participer à une action qui traduit et exprime la position du collectif, organiser le quartier ; la privation matérielle, inscrite au cœur de la contestation, rompre ou accomplir les attentes familiales. Autant d'éléments qui deviennent de plus en plus évidents lorsque l'on entreprend d'élargir les champs d'enquête pour aller au-delà des militants et dirigeants les plus visibles afin d'intégrer diverses formes d'investissement dans cette organisation de *desocupados*.

Au plan méthodologique, cette diversité nous permet aussi, dans ce cas précis, de valider les données qualitatives à la base de nos travaux, souvent suspectés de carences scientifiques. En restituant les trajectoires des interviewés, l'on observe une tendance à s'inscrire au cœur du récit, dans la mesure où c'est souvent leur propre présence qui le structure. Néanmoins, cette centralité est déplacée en raison de la présence des autres camarades qui sont évoqués par un « nous » plus au moins présent, plus au moins problématique (nous y reviendrons).

Les témoignages sont unanimes quant à la transformation qu'induit la participation au collectif de *desocupados*. Exercée sur eux-mêmes pour Carlos, ou bien sur les autres pour Gerardo, ou bien sur les deux à la fois pour Andrés et Chela, cette transformation semble relative à l'acquisition des compétences de l'action collective permettant aux *desocupados* de coordonner leurs actions, le passage à l'action étant fondamental dans l'abandon du caractère passif attribué à la position de *desocupado*. Néanmoins, nous sommes bien loin d'un récit militant unifié reproduit comme un discours officiel, impersonnel. L'histoire de l'organisation est imbriquée dans leur histoire personnelle. Cette transformation est forgée par le rassemblement, le « nous » évoqué n'est pas préexistant. Cette interprétation valide l'action collective et l'organisation du groupe pour faire valoir ce qui apparaît alors comme un droit auquel « nous » -un nous hétérogène en principe défini par la coprésence- n'avons pas pu accéder » et par le partage dans l'action.

CHAPITRE IV :

DIRIGEANTS, MILITANT, DELEGUES : DIFFERENTES CATEGORIES DE MEMBRES, DIFFERENTES STRUCTURES D'ORGANISATIONS

Introduction

Gerardo nous avait décrit le MTD de Berisso comme étant un « vrai » mouvement des travailleurs *desocupados* et ceci en raison de l'absence de militants. Dès que le quartier avait été formé, il ne s'était plus rendu aux assemblées. En effet, nous le voyons peu dans le quartier d'Andrés et dans celui de Chela. Il ne se rend plus aux assemblées. Mais, il ne s'agit pas d'une désertion parce qu'il est toujours présent lors des manifestations. Il continue aussi à être présent dans d'autres quartiers, « les nouveaux quartiers », comme celui de Marita. Cette manière de créer de nouvelles organisations de *desocupados* nous rappelle ce que Lucas et Mario avaient également mentionné – soulignant leur désaccord- comme étant une forme de militantisme permettant de répandre un fonctionnement particulier, guidé par principe de l'horizontalité. Pour Gerardo, il s'agit de « créer de nouveaux quartiers ». En prenant appui sur des *vecinos,* des habitants, des gens du quartier. Le MTD et le quartier semblent se confondre – à tout le moins dans l'usage qui en est fait ici par ce militant[278]. Ainsi, la première distinction explicite opérée entre les membres a trait au fait d'être habitant dans les quartiers ou encore d'être militant. Elle est associée, ici, à une quête de l'authenticité. Si la mobilisation sociale ne constitue pas un phénomène nécessairement vertueux (Escobar 1992, Fraser 2005), le contraire est-il pour autant vrai ? Cette quête d'authenticité revient-elle à dire que le militant est suspecté ? S'agit-il d'une présentation à destination des non-membres, en l'occurrence nous, à un autre qui rende nécessaire une justification ? Ou bien, s'agit-il d'une distinction significative pour les membres eux-mêmes ? Alain Cottereau met en avant la notion de présomption d'innocence en tant que nécessaire vecteur de citoyenneté, préalable au vivre-ensemble démocratique[279]. Le militant, le délégué, sont-elles, des figures suspectes dans l'imaginaire local ? L'appartenance au quartier, s'érigeant comme une source

[278] Notes de terrain, décembre 2003.

[279] « Dans l'anonymat d'une grande nation fraternelle, tout citoyen non mis en cause est présumé recommandable, digne de foi, de prise de parole et de crédit ». Cottereau (1992, 252).

d'authenticité, de légitimité, des réclamations et actions politiques, soulève des questions d'intérêt pour notre recherche. Comment les membres évaluent-ils les diverses formes d'engagement à l'intérieur même des organisations de *desocupados* dans la durée ? À quelles hiérarchies ces critères d'évaluations donnent-elles lieu ? Quel est le sens des différentes figures de membres des MTD ? Quels sont leurs rapports avec les *vecinos* qui ne le sont pas ? A travers ces multiples questionnements, nous rendrons visibles tant des enjeux politiques des MTD que des questionnements sociologiques sur le type de liens qui s'instaurent au sein même des organisations de *desocupados*. Le caractère politique ou non-politique de l'activité et donc, la nature de l'espace, associatif ou corporatif, citoyen ou clientéliste, pluraliste ou communautaire, des appartenances volontaires ou coercitives, actualisent notre débat au quotidien à partir de l'expérience des acteurs.

Nous avons jusqu'ici essayé de comprendre la nature de l'engagement dans deux organisations de *desocupados* en relation avec le schéma des motifs des membres, situés dans des contextes singuliers de par leur situation matérielle et leur parcours biographique. Nous avons ainsi considéré dans nos analyses tant des membres de base que des délégués, référents et dirigeants des organisations. Nous avons choisi de mettre entre parenthèses les hiérarchies qui existent au sein des organisations de *desocupados* parfois en dépit de leurs membres. Ici, la confrontation des différentes catégories locales permettra d'entrevoir les critères d'évaluation mis en rapport les uns les autres ; elles nous permettront de tester leur validité, de les préciser, de les soumettre à l'épreuve de l'action afin de distinguer analytiquement leurs usages. Ainsi, rendre compte des différents relations entre les catégories des membres des organisations de *desocupados* permet-il d'appréhender des espaces plus ou moins publics, plus ou moins familiaux sans les considérer *a priori* comme étant non-politiques[280].

[280] Plusieurs comparaisons sont possibles avec des phénomènes de mobilisation des milieux populaires en France. Il n'est pas sans intérêt de signaler que des membres du réseau des MTD D. Santillan ont été invités récemment (2007) pour comparer l'expérience d'organisation des secteurs populaires en Argentine à travers les organisations des MTD avec la situation en France. Auparavant, notamment en 2003 et en 2005, des membres d'autres réseaux avaient été également invités.

I. Un dilemme pour la légitimité du militant : Etre ou ne pas être habitant du quartier

L'opposition entre militants et *compañeros* des quartiers

Quand Gerardo est arrivé chez Marita, il était accompagné de deux délégués des autres quartiers, Martin et Bruno. Auparavant, à Berisso, il avait convaincu Andrés de convoquer ses amis et *vecinos* du quartier afin de créer un MTD. Il souhaitait former un MTD à Berisso. Il avait réuni tous les moyens à sa portée pour y parvenir. Sa camionnette, avec laquelle il conduit les membres de Berisso jusqu'à l'endroit où avaient lieu les blocages. Son savoir-faire militant, acquis dans le péronisme de base[281] en tant qu'étudiant et ouvrier pendant les années 1970[282]. Cette expérience, il la partage auprès des plus jeunes comme Andrés, Martin et Bruno qui l'accompagnent et s'inscrivent dans les pas de la voie tracée par lui. Parmi les nombreuses influences que véhiculent les militants plus âgés, la méthode développée par le pédagogue basilien Paulo Freire tient une place privilégiée dans les formations organisées par les MTD[283]. Celui-ci prône une méthode d'éducation active qui « aide l'homme à prendre conscience de sa problématique, de sa condition de personne et de sa condition de sujet ». Le but de l'éducateur, selon Freire, « n'est pas seulement d'apprendre quelque chose à son interlocuteur mais de chercher avec lui les moyens de transformer le monde dans lequel il vit » (Freire, 1974, p. 9)[284].

Si le sens de la consigne du changement social – arborée par le MTD- n'est pas figé et demeure interprété différemment par chacune des organisations[285] qui y adhèrent, il se rapporte au sein du FPDS à la « formation » des secteurs populaires, des *travailleurs* – y compris en dehors de leur activité de travail, les habitants sont considérés comme tels à l'intérieur du groupe- et à leur organisation. Certains délégués, tels Andrés, reprennent les propos – se rapportent à l'exemple même- de Gerardo lorsqu'il explique son propre rôle au sein du MTD de Berisso. Andrés, tout en étant un habitant du quartier, se définit comme un militant qui contribue au développement du *quartier :*

[281] Gerardo décrit le péronisme de base comme une activité militante sociale qui se consacre à la défense des « revendications » des *vecinos*, « autonome » des luttes électorales.
[282] Il a abandonné ses études universitaires au profit de son activité militante et a exercé plusieurs métiers.
[283] Certains membres des MTD sont régulièrement invités à participer à l'expérience du Mouvement des paysans Sans Terre, largement influencé par la pensée de Freire (Bleil 2009).
[284] Cette conceptualisation est aussi à la base des développements concernant *l'empowerment* des secteurs populaires caractéristique des années 1970. Le terme est repris par les organismes internationaux dans le financement des politiques sociales mais recouvre des usages équivoques. Les MTD n'utilisent pas cette expression bien qu'ils participent à ces types de financement.
[285] Selon Mario, suivant l'orientation politique des militants qui l'ont crée – voir extrait dans le chapitre précédent.

> Je suis le référent mais cela ne sert à rien si je dois me rendre à toutes les réunions. J'étais en *administration* et je voulais que d'autres *compañeros* s'en chargent. Alors, je suis allé avec des *compañeros du quartier* [aux réunions] et quand ça marchait bien, je suis parti. Demain, je vais aller avec Cirilo voir le mec des ordinateurs. Comme ça, après il le connaîtra et pourra s'y rendre tout seul[286].

Dans les paroles d'Andrés, le terme de quartier révèle toute l'ambivalence qu'il a à l'intérieur des MTD. Le terme de quartier désigne, ici, tant le lieu que l'organisation. Etant lui-même un habitant, il occupe la place d'un *compañero* de quartier. Cependant, en tant que délégué, et en s'identifiant au militant qu'est Gerardo, il s'inscrit en position de militant, capable de transmettre un savoir-faire aux nouveaux membres. Sa place se rapproche, de celle « de l''éducateur » -pour reprendre les termes de Freire- donnant ainsi à ses camarades les éléments leur permettant de faire advenir « la transformation », notamment les moyens d'agir sur leur quartier, les ressources aidant à la prise en charge des dossiers de l'administration, de participer aux réunions avec les autorités provinciales ou toutes autres relations du réseau. Andrés s'est, par exemple, formé comme référent à l'intérieur du MTD. A son tour, former un camarade le rapproche plus de militants comme Gerardo. Il a également participé à presque tous les ateliers. Il l'a réalisé dans l'idée d'accompagner ses camarades jusqu'à ce qu'ils puissent prendre la relève.

Cette rotation va de pair avec l'horizontalité promue par cette organisation. Ainsi, la *rotation* entre le référent et d'autres membres « des quartiers », énoncée mais pas toujours réalisée[287], a pour objet la formation de ces derniers dans des activités spécifiques qui ont trait au rôle du délégué, notamment la participation aux réunions avec d'autres organisations, avec les autorités locales et provinciales. Bien qu'il exprime une préférence pour la mobilisation – il n'hésite pas à se rendre sur le terrain d'un blocage plutôt que de continuer à travailler dans les ateliers du quartier- il a travaillé au jardin potager, à la menuiserie et s'instruit, à présent, dans le dernier atelier qui est en train de se mettre en place, celui de la sérigraphie. Ce métier de sérigraphe, il l'envisage comme un métier lui permettant de ne pas avoir à retourner sur les bateaux.

[286] Entretien non enregistré avec Andrés. 2006.
[287] À un autre moment, il se plaint du fait que si ce n'est pas lui qui assiste aux réunions des *productivos,* personne ne le fera à sa place

Relations entre référents et militants ; des rapports situés

Les circuits de décision ainsi que les lieux où chaque catégorie de membre intervient nous permettent de mieux saisir leurs rôles respectifs. Andrés et Heroldo participent à des réunions qui ont lieu avec les autorités provinciales. Comment celles-ci se déroulent-elles ? Quel est le rapport entre eux à cette occasion ? À l'occasion de la négociation d'un contrat pour la commande de meubles à laquelle participera la menuiserie du MTD de Berisso, c'est Andrés qui va avec Heroldo, militant du MTD. Andrés n'est pas le coordinateur de la menuiserie, il en connaît le fonctionnement en tant que référent et donne son avis lors des assemblées ou des réunions des ateliers productifs, mais c'est Heroldo qui coordonne[288] l'atelier. Andrés est parfaitement informé de ce qui s'y passe mais il n'en est pas un membre actif : il n'a pas de pouvoir décisionnaire et il n'y travaille pas. Néanmoins, lors de la réunion de *productivos,* Selma a rappelé à Heroldo qu'il fallait qu'il y assiste avec un *compañero* du quartier. Andrés, qui était présent, s'était alors porté volontaire. Andrés s'y rend davantage en tant que représentant du quartier que comme travailleur de la menuiserie. Andrés semble garantir, lors de cette rencontre, la présence des organisations dans les quartiers, gage de l'authenticité proclamée par Gerardo.

Heroldo n'a pas achevé ses études universitaires de science politiques. Ayant pris conscience des différences entre ces idées politiques liées à « la lutte » et celle de ses camarades d'université qui « ne cherchaient qu'à devenir fonctionnaires », nous dit-il, il décida de se consacrer au travail militant qu'il réalisait déjà auprès de l'Union des étudiants.[289] Depuis quelques semaines, il a pris en charge la coordination de l'atelier de menuiserie au sein du MTD de Berisso. En tant que militant, il organise la reprise des activités. Il n'a pas de connaissances particulières du métier. Lorsqu'il y a une réunion avec des autorités locales et provinciales, il se fait accompagner par Andrés[290].

Après l'entretien, il en restitue le contenu, en présence d'Andrés, au sein de la *reunion de productivos* à laquelle des militants et des membres des différents ateliers productifs,

[288] Le terme de coordination atteste de ce qu'il y a une hiérarchie mais qu'il n'est pas seul dans les incitations. Il correspond mieux que celui de diriger pour cette organisation qui n'entend pas avoir de dirigeants.

[289] Nous évoquons, ici, le terme d'*agrupación*. Les membres des *agrupaciones* ne traitent pas seulement des revendications des étudiants mais *militent* également dans les quartiers populaires, animant des activités culturelles, d'enseignement populaire ou bien, comme ici, s'engageant dans les organisations de *desocupados*.

[290] En particulier, à ce rendez-vous, était aussi présent un délégué-membre des autres ateliers de menuiserie qui fait partie du réseau FPDS. C'est grâce au réseau qu'ils pourront faire face à une commande importante de l'État, par exemple.

quartiers et MTD proches, assistent. Cet espace constitue un lieu de rapprochement des expériences, de mise en commun des problèmes et des solutions envisageables, essentiel au fonctionnement des ateliers. Heroldo fait alors part de son optimisme quant aux résultats découlant de l'entretien avec l'autorité provinciale. Celui-ci donne lieu à un compte- rendu de vive voix. À cet instant, il rigole « Nous sommes allés voir, l'*ami* d'Andrés, M. Rogio ». Il se moque ainsi de la proximité d'Andrés et du fonctionnaire, originaire de Berisso.

En effet, étant issu du quartier, Andrés connaît un réseau qui évolue et s'étend au-delà du seul espace local. Dire que ce fonctionnaire est l'ami d'Andrés ne constitue nullement un éloge, mais bien plutôt le contraire. La blague fait référence aux relations de proximité – ils ont vécu dans le même ville- qui ont précédé la formation du MTD. Une proximité que d'ailleurs, Andrés justifie d'appartenant au passé[291]. Moins évidente dans cette anecdote peut apparaître la proximité qu'Heroldo, lui-même, peut aussi entretenir en tant qu'*ancien* étudiant universitaire[292], ou Gerardo et Selma qui habitaient également à Berisso. Le contenu de cette réunion sera également restitué devant l'assemblée du MTD de Berisso. Cette fois-ci, c'est au tour d'Andrés de prendre la parole, Heroldo n'est pas présent. L'assemblée démarrera sans lui, elle est menée par Andrés qui constitue au fur et à mesure l'ordre du jour (il n'a pas de cahier). Heroldo arrivera plus tard quand l'assemblée sera déjà finie. Il entreprend de discuter avec le groupe de la menuiserie, ses camarades l'attendent pour décider du travail à faire[293]. À son arrivée, Andrés et Heroldo discutent d'abord du déroulement de l'assemblée. Heroldo s'excuse alors pour son absence. Il souhaite savoir s'ils ont pu s'accorder sur le fonctionnement de la menuiserie mais certains des *compañeros,* étant absents, ils n'ont pu se déterminer sur le sujet, rapporte Andrés. Ce dernier travaillait alors à l'édition d'une vidéo, Chiqui, étudiant de Beaux Arts à La Plata, lui explique le fonctionnement du logiciel. Heroldo est attendu par les membres de la menuiserie[294].

Les moments et les manières d'agir ensemble, associant différentes catégories de membres, permettent de saisir le propre de chacune d'entre elles et les activités attachées aux différentes catégories. Ainsi, la présence des militants à l'assemblée n'est-elle pas indispensable, à la condition que le délégué conduise les débats et anime l'assemblée.

[291] Il ne se justifie pas dans la réunion, mais il évoque avec nous ses relations avec Rogio, se référant à l'époque où celui-ci était fonctionnaire à Berisso et alors qu'Andres était plus jeune.
[292] En particulier, comme Heroldo, ce fonctionnaire a suivi des études supérieures à l'Université de La Plata. Cette proximité *sociologique* qui peut rapprocher les fonctionnaires et les militants n'est pas évoquée.
[293] Lors de ce terrain, en 2005, l'assemblée du MTD se tenait dans le local de la menuiserie.
[294] L'évolution dans l'affectation des usages du lieu de travail est représentée à la page 271.

Comme nous l'avons vu à propos de Gerardo, dans cette organisation, il est même souhaitable que le fonctionnement du quartier s'opère indépendamment des militants. Par ailleurs, le propre du militant semble être le fait qu'il n'y habite pas. Ceci constitue, d'après les principes de ce réseau, une preuve de la réussite du MTD, de son autonomie et de son authenticité. Les membres continuent à investir l'organisation y compris après le départ des militants. L'assemblée évoquée, dans le chapitre précédent, attendait l'arrivée de Gerardo pour commencer. Mais celle-ci fonctionne, d'ordinaire, sans que Gerardo n'ait besoin d'être présent, l'un des initiateurs, ou d'Heroldo, qui vient de s'intégrer à l'atelier de menuiserie. Cette organisation *du quartier* apparaît plus autonome.

Au sein du quartier, le référent a toute sa place. À l'assemblée du quartier, Andrés semble être parvenu à « remplacer » Gerardo. Plus précisément, puisque un référent est présent, Heroldo peut intervenir dans le partage des activités du quartier entre le militant et le référent. Le traitement privilégié entre militant et référent (c'est vers Andrés qu'Heroldo se dirige en premier lieu), la répartition de la présence sur certains lieux de décision (réunions de coordination, de *mesa*, rendez-vous avec les autorités), l'ancienneté du délégué (Andrés est membre de l'organisation depuis sa création) rendent les deux catégories de membres relativement interchangeables d'un point de vue de la considération mutuelle de l'un envers l'autre, mais non complètement, la présence de chacun s'avérant nécessaire à certains moments.

Heroldo, en tant que coordinateur de la menuiserie, est parti prenante de son fonctionnement au quotidien, il prend des commandes, achète des matériaux, discute des prix avec ces *compañeros*, passe des commandes auprès des autorités gouvernementales[295]. Ses camarades « lui font confiance ».[296] La présence d'Andrés n'est donc pas nécessaire.

A l'extérieur, dans le rapport aux autorités, le rôle du militant doit être secondé, renforcé, légitimé même par la présence du délégué du quartier. Bien qu'il ne travaille pas à la menuiserie, Andrés est présent à la réunion au titre de délégué ou de membre du quartier. Alors que l'habitant semble bénéficier d'une légitimité pleine et entière pour négocier des projets qui le concernent, -celle du militant est toujours mise en péril par un contexte social et politique qui continue d'alimenter la méfiance envers certaines formes de l'exercice de la représentation, y compris par l'organisation elle-même qui refuse la représentation et privilégie les prises décisions en assemblées et les formes d'action directe.

[295] Nous reviendrons, dans le chapitre suivant, sur le fonctionnement des différents ateliers.
[296] C'est ainsi que l'un d'entre eux a évalué son exercice du rôle de coordinateur.

Dans le MTD de Berisso, à partir de 2005, les militants deviennent plus visibles. À la *mesa* – l'espace régional dans lequel se réunissent toutes les semaines des référents de quartiers et de districts- la moitié des participants sont des militants qui n'habitent pas le quartier dans lequel ils militent. En dépit des mises en garde de Gerardo prononcées quelques années auparavant, leur place n'est pas questionnée. Ils sont considérés comme des *compañeros* par les membres du quartier. Leur plus grand nombre est, en partie, et, en réalité, affaire de proportions. En 2005, les membres *des quartiers* de l'organisation ont commencé à diminuer fortement. À titre d'exemple, Heroldo a pris la coordination de la menuiserie à la suite d'un conflit qui s'est clos sur le départ d'un ancien coordinateur, un membre *du quartier*. D'autres défections se sont produites. Elles ont été le fait d'individus qui ont trouvé un travail déclaré, ce qui pour ceux et celles qui ont des enfants en bas âge représente un enjeu économique important[297].

Heroldo est venu à Berisso pour redémarrer l'activité de la menuiserie. Ainsi, les militants circulent-ils au gré des besoins de l'organisation et de leurs possibilités mais aussi de leurs désirs d'engagement. C'est peut-être pour cette raison qu'Andrés admet parfois prendre de la distance tout en reconnaissant la contribution qui est la leur. Ainsi, bien qu'il aime être considéré à l'égal d'un militant, notamment en agissant comme Gerardo, envers ces *compañeros* du quartier[298], il se plaint du manque de fiabilité des étudiants. Il considère que leur présence n'est pas durable et qu'il vaut mieux profiter des projets « tant qu'ils sont là ». Bien que s'identifiant aux discours et activités des militants, par moment, il met en avant l'appartenance au quartier :

> Quand il y a les *compañeros* du quartier je m'engage [*me engancho*] mais si ce sont les gens des écoles [des étudiants] non. Ils laissent tout à moitié fait, ça m'énerve. Par exemple, la vidéo du quartier… ils devraient nous rendre le caméscope, on veut éditer la vidéo. Le caméscope est très vieux, nous l'avions depuis le centre culturel ; je ne sais pas comment il n'a pas été cassé, c'est la seule chose qui reste mais elle reste[299].

Ainsi, habiter le quartier ou non, semble une distinction non seulement valable d'un point de vue extérieur mais aussi à l'intérieur même des organisations et dans les activités qui sont attribuées à chacun. Dans ce récit, Andrés insiste sur la disponibilité, mesurée en

[297] En effet, les avantages sociaux et économiques sont importants comme nous le verrons dans les chapitres suivants.
[298] Lorsqu'il explique son engagement au sein du MTD, il se pose également comme militant.
[299] Andres. MTD Berisso. Entretiens non enregistrés de décembre 2005. Andres veut suivre une formation en logiciel d'édition. Il entreprend d'éditer la vidéo en question en 2007. L'atelier de travail se développe, il y a alors l'espace de travail et un ordinateur acheté grâce à la solidarité des groupes de soutien basés en Espagne. Aujourd'hui, il est en train d'apprendre l'édition et de la réaliser simultanément.

termes de présence sur le moyen terme lors des activités. La proximité de chez soi paraît alors décisive. Si Andrés se plaint des étudiants [qui sont des militants] qui laissent « tout à moitié », il reconnait aussi qu'ils peuvent lui apprendre, notamment, des savoir-faire comme éditer la vidéo. Il faut alors « profiter » de leur présence dans les projets. Le propre de l'habitant est que lui, il demeure dans les quartiers. Même Andrés, qui décide de sortir du quartier pour aller vers d'autres districts, d'autres organisations avant que n'existe un MTD chez lui, à Berisso[300], reconnaît une primauté à la présence dans le quartier comme l'espace contribuant à une continuité dans l'engagement. Le militant [étudiant], fort présent dans la plupart des activités, pourrait se présenter comme un vecteur de diffusion des connaissances dans le quartier.

A travers la circulation entre les quartiers et sa participation à plusieurs espaces de décision, le militant rend possible l'accès et partage de l'information avec des membres de quartier. Néanmoins, Andrés se montre méfiant quant à leur engagement sur la durée. Il a, en effet, attendu pas moins de deux ans avant de pouvoir éditer la vidéo. Ainsi, si vis-à-vis des *compañeros*, le référent exerce un poste de responsabilité, vis-à-vis des autorités, il est la preuve tangible de la présence des organisations dans les quartiers. Le militant, lui, semble contribuer avec son savoir-faire qui est reconnu par les membres du quartier, il circule d'un quartier à l'autre au gré des besoins ce qui ne le rend pas suffisamment proche pour pouvoir les représenter devant les autorités.

L'opposition qui semble opérer entre « militant » et « habitant de quartier » ignore la proximité qui existe notamment entre Heroldo et Andrés. C'est-à-dire entre un militant proche du fonctionnement quotidien d'un atelier de travail et un habitant du quartier devenu référent. Dans ce sens, elle apparaît comme un révélateur de la place problématique du militant dans le quartier vis-à-vis de l'habitant du quartier selon l'imaginaire politique local. La catégorie de militant recouvre tant des anciens militants dont les expériences sont transmises aux nouvelles générations, que des étudiants universitaires, des jeunes plus diplômés comme Heroldo ou pas comme Andrés partageant la condition de *desocupado*. Le travail, dans le quartier, exige du militant extérieur qu'il soit mis en confiance par les habitants, pour pouvoir avoir lieu. Elle est facilitée par les habitants référents comme Andrés ici, ou Mario et Bruno, plus tard. En créant cette proximité, le réseau semble occuper une place intermédiaire entre les membres des quartiers et les militants expérimentés et les jeunes militants, référents des quartiers et

[300] Etant plus jeune, il a quitté la ville pour travailler sur des navires. Il nous dit qu'il a « connu tout le pays » en voyageant. Il s'agit peut-être d'un changement de point de vue, puisque ses déclarations, il les a faites après trois ans d'engagement dans le MTD.

responsables d'ateliers. Cette distinction semble marquer une confluence des activités réalisées par les référents de quartier et les militants. Ce partage des activités entre le référent et le militant au sein du réseau FPDS est pourtant loin d'être acquis dans le MTD de La Veron.

« Chez nous il y a peu des militants »

Vanesa, déléguée à La Veron est, comme Andrés, à la fois habitante du quartier et membre active du MTD. Son père, Mario, en est un des dirigeants, cependant elle ne s'identifie pas au militantisme. Elle décrit la manière de s'engager dans l'organisation en donnant la primauté à la place de *compañeros* du quartier par opposition à celle des *militants* :

> À Don Orionne, nous sommes quarante. Les *compañeros* approchent le MTD par nécessité. Il *y a peu des militants* mais *c'est notre façon de construire*. La manière de construire, de *laburar* [bosser] est différent de celle des autres mouvements et cela pose des différences politiques[301].

La distinction avancée, ici, oppose la nécessité des *compañeros*, habitants du quartier, à la manière de construire, c'est-à-dire le projet d'organisation, la place des militants et des dirigeants. En effet, à partir de la division du réseau à La Veron, l'absence des militants est présentée comme un choix privilégiant d'abord la satisfaction des besoins des *compañeros* du quartier. Cette affirmation nous rappelle la position de Gerardo (en début du chapitre) qui signalait l'absence des militants comme une particularité du MTD de Berisso à l'origine, selon lui, de l'authenticité de cette organisations de *desocupados*.

Il ne s'agit pas de nier les hiérarchies que la présence de militants extérieurs aux quartiers instaure vis-à-vis des habitants, membres de base. Au contraire, cette hiérarchie est reconnue comme nécessaire, comme nous l'avons vu, comme une condition pour créer une organisation de *desocupados*[302]. Il ne s'agit pas non plus de nier les apports qu'étudiants ou professionnels pourraient faire à l'organisation ni de nier non plus les articulations à d'autres types d'organisations (associations professionnelles, syndicats, associations de quartiers, Universités, etc.).

[301] Vanesa MTD La Veron, juillet 2005. Fille de Mario.
[302] Mario réagissait à la seule mention de la catégorie de référent, exprimant sa défense de la dénomination et du rôle de dirigeant.

> Notre position était que d'abord le MTD La Veron était un mouvement *social* et en deuxième lieu, en deuxième lieu, il avait un important contenu politique. Notre position était que nous luttons pour les besoins, les revendications, mais que nous voulons aussi un changement de fond, que c'est le changement social. Mais nous n'avons pas une définition de changement social, la donner ce serait te mentir[303]. Notamment, en ce qui concerne la mobilisation. Il y avait des compañeros qui croient qu'il ne fallait pas mobiliser. Ils nuisaient à tout l'ensemble ! […] A notre avis, il s'agit d'un *mouvement des mases*, et le plus important, ce sont les revendications. C'est par rapport aux besoins des nos *compañeros*. La question politique, c'est pour après. Nous ne sommes pas dans une situation politique ou l'on puisse penser à prendre le pouvoir ou construire un pouvoir parallèle, ou un contre-pouvoir.[304]

Ce jeune militant habite un quartier de son district. Il reprend à son compte le diagnostic de l'organisation dans laquelle il milite, le MTD de La Veron. Les nécessités économiques auxquelles il leur faut donner priorité (les revendications), les tensions qui traversent les organisations. En conférant une priorité au caractère social de l'organisation et aux besoins économiques des ses camarades, il exprime des positions que le distinguent du FPDS. En effet, participer ou ne pas participer à des manifestations ne peut être considéré comme équivalent. Nous l'avons vu, compter l'assistance et distribuer les ressources d'après celle-ci apparaissaient comme des principes d'équité pour ce réseau. La force de cette justification est redoublée par son origine, les *compañeros* de base, ce qui fait aussi, selon les termes employés par Gerardo, l'authenticité du MTD. La mobilisation de tout un chacun des membres étant considérée nécessaire pour l'obtention des résultats du collectif, l'absence est pénalisée. La mobilisation transformée en quasi-obligation, une obligation pour recevoir les provisions de nourriture, elle perd, aux yeux des *militants* le caractère politique souhaité – selon cette organisation- et produit la division du réseau. Dès lors, la priorité des *compañeros* de base est, ici, interprétée comme une priorité donnée aux questions sociales et aux besoins économique et alimentaires.

Précisons que les positions de Mario ou de Vanina à la Veron sont sous certains aspects proches de celle d'Andrés ; ils sont des membres actifs des organisations et ils

[303] Membre de la mesa de La Veron. Planteamos que el MTD era primero, un movimiento reivindicativo, social y en segundo termino, en segundo término, tiene un alto contenido político. Nosotros planteamos : peleamos por las necesidades, por las reivindicaciones pero también queremos un cambio de fondo que es un cambio social. Pero eso, definido bien no lo tenemos ni con los compañeros, y seria una mentira decirlo

[304] Por ejemplo hay cuestiones que tienen que ver con la movilización. Hay compañeros que creían que no había que movilizar, y perjudicaban a todo el resto ! […]. Para nosotros *es un movimiento de masas* y en primer término tiene que ser reivindicativo. Tiene que ver con las necesidades de nuestros compañeros. Y lo político esta en segundo plano. Y más en esta situación. Creemos que no estamos en una situación política de coyuntura en la cual nosotros nos podamos plantear, digamos, tomar el poder, o construir un poder paralelo o un contra poder.

habitent le quartier dans lequel ils militent. Elles ne sont toutefois pas semblables à d'autres égards. Ayant la cinquantaine- Mario peut avoir une place plus proche de celle du militant extérieur. En tant que dirigeant, il circule entre les différents districts du réseau qui sont sous sa responsabilité. Avec Julia, ils sont tout les deux responsables du MTD de Berazategui ; il n'est pas toujours « chez lui ». Des délégués, comme Vanina, assurent la présence quotidienne dans le quartier. A bien des égards, par exemple sa biographie, la position de Mario est plus proche de celle de l'ancien militant, comme Gerardo. Il se considère lui-même comme un militant de gauche, mais sa position dans l'organisation est celle du *dirigeant*. En ce sens, elle diffère de celle du « militant », habitant un quartier populaire périphérique, comme Andrés, il est connu de ces *vecinos* et habitué à côtoyer les autorités locales dont il connaît les parcours.

En termes d'espace, Andrés, Mario et Vanina habitent dans les quartiers où ils militent. Dans les trois cas, il s'agit de quartiers populaires ayant accès aux services urbains. En revanche, Andrés et Vanina ont fait leur expérience de délégués au sein des organisations de *desocupados*. Mario et Gerardo se sont investis en tant que militants, ils ont appris le savoir- faire militant avant – même bien avant, ils ont dans les cinquante ans- de pencher pour l'activité au sein des organisations de *desocupados*. Ce qui apparaît comme la différence la plus marquante, c'est la représentativité des origines sociales de ces deux militants. Mario appartient lui-même aux secteurs populaires, il peut se poser comme dirigeant de l'organisation dans laquelle il milite. Si Vanina caractérise l'organisation par l'absence de militants, l'authenticité de l'organisation, elle, n'est pas mise en cause. Les dirigeants et délégués de l'organisation sont les militants. Cette tension, liée à la présence de militants, pourrait avoir trait à une perception négative de ceux-ci, une conception héritière des conceptions du politique propre aux années 1970 et de leur stigmatisation en tant qu'éléments subversifs.

Ces perceptions sont mitigées au sein du FPDS mais encore présentes comme on le voit dans les témoignages de Gerardo et d'Andrés. Heroldo, étudiant universitaire (en rupture de carrière), est aussi un *compañero* à qui on « fait confiance ». Selon les conceptions de l'authenticité propres à la société argentine dérivant de notre analyse, il ne pourrait pas représenter des secteurs populaires dont il ne serait pas issu[305]. La précision de Vanina sur le fait que « chez nous il n'y a pas de militants » semble plaider en ce sens.

Les deux réseaux promouvant des formes d'action directe et l'assemblée comme espace de décision, tous les deux inscrivent la voix des *compañeros* des quartiers au cœur

[305] Nous précisons, d'ailleurs, que cela n'apparaît pas comme une aspiration dans son discours ni dans celui du FPDS, orienté par l'autonomisme.

de leur justification. Selon E. Veron, on pourrait même dire que les *compañeros* du quartier s'érigent comme le lieu légitime de l'énonciation du politique, des orientations politiques des organisations. En effet, Veron et Sigal (2003) argumentent de manière convaincante sur la pluralité de discours et positions d'énonciation composant le champ politique. Chacun des discours est énoncé sur le mode de la vérité. Le porte-parole d'un groupe tendra à démontrer que la position d'énonciation des autres n'est pas celle qui a été proclamée : ou bien ils mentent ou bien ils ont tort. La vérité des discours des adversaires n'en est qu'une prétention. Cette disqualification, soulignent les auteurs, dans un contexte démocratique, n'emporte pas l'exclusion de l'adversaire comme un être irrationnel, immoral ou pervers (2003, 246). Quel est, dès lors, le statut de ces paroles, de ces descriptions, ayant pour prétention de dire la vérité ? Le traitement de ces récits devient nécessaire si l'on veut comprendre les engagements des acteurs dans l'action. Il ne s'agit pas d'« idées » qui existent « dans la tête » des acteurs. La configuration qui en résulte est matérielle et donne lieu à un échange entre acteurs sociaux. Il ne s'agit pas d'opposer les « donnés objectifs » et la « subjectivité » d'un acteur social. Les auteurs refusent, d'ailleurs, de traiter de l'acteur social comme une métaphore qui désignerait les seuls clivages « objectifs » en termes de classe, positions sociales, etc. En revanche, ils proposent de le saisir comme un acteur social qui se construit, qui se dessine au sein d'un imaginaire structurant les lieux des producteurs/récepteurs des discours. Il ne s'agit pas de points isolés mais de positions relatives les unes aux autres, rattachées par des logiques propres et qui produisent, au final, le sens des comportements sociaux (2003, 252). Revenant sur les distinctions autour de l'opposition entre militants et habitants des quartiers, nous comprenons mieux les difficultés qu'il y a à cerner ces catégories en termes de conditions objectives qui distingueraient l'habitant du quartier et le militant. En effet, délégués et référents peuvent être aussi considérés comme des habitants du quartier ou des militants. Légitimés par leur appartenance locale, leur action ne se borne pas à un espace unique, à participer à des réunions avec des membres des autres quartiers, dans des espaces de coordination avec d'autres organisations ou même à se confronter aux autorités. Les mêmes difficultés reviendraient si l'on entendait confronter la véracité des discours et la distinguer de la subjectivité imprégnant les récits livrés par les acteurs. C'est pourquoi ces alternatives décevantes sont ici écartées au profit d'une étude qui intègre le sens donné par les acteurs à ces catégories. Il ne s'agit donc pas d'évaluer la véracité des positions des organisations dont les dirigeants et militants expérimentés s'auto-définissent comme étant « de gauche », « guevariste », ou bien « autonomiste ». La

question qui nous intéresse est de savoir dans quelle mesure les relations entre ces individus constituent-elles un mode de vivre-ensemble. La tension qui imprègne les propos d'Andrés, par moments, se considérant lui-même comme un militant, par d'autres, comme un habitant du quartier et gardant une distance critique vis-à-vis de ceux qu'il considère ces compañeros, renvoie moins à une contradiction qu'à un imaginaire selon lequel l'activité politique demeure suspecte. Très révélateur de cet imaginaire est l'analyse des enjeux du passage du membre de quartier à celui de référent ou délégué.

II. Délégué : les contours d'un poste particulier

Vanina, dont le père est dirigeant, ou Andrés, qui a crée une organisation de *desocupados* chez lui ont commencé, au sein de l'organisation de *desocupados,* par remplir les fonctions de déléguée et référent respectivement. Mais la croissance des organisations, au fils du temps, permet la formation des nouveaux délégués, soumis à l'évaluation de leurs propres camarades. Comment est-il possible de devenir et de demeurer référent ou délégué ?

Le délégué type : l'homme adulte et responsable.

Tout comme l'adhésion à l'organisation de *desocupados,* les cheminements qui amènent à la place de délégué peuvent être différents. Carmen nous expliquait qu'elle ne voulait pas être déléguée, elle a alors demandé à son mari de devenir responsable[306] du quartier :

> Au début, *Julia s'est mise à la tête de Berazategui* et cette année, mon mari et moi, on s'occupait de tout, mon mari était *responsable du quartier*. […] parce que la plupart d'entre nous, nous étions toutes des *femmes,* ou des *enfants trop jeunes*, mon fils qui avait 16 ans, un autre enfant de son âge… ils ne pouvaient pas nous prendre en charge en tant que délégués. Les autres personnes qui étaient avec moi étaient *des gens âgés* qui ne pouvaient pas prendre cette responsabilité. Alors, j'ai parlé à mon mari du fait que l'on n'avait pas de délégué ni de responsable pour aller aux réunions. Alors, il a fait une réunion avec mes camarades et il leur a demandé leur accord pour nous prendre en charge. Nous avions besoin d'un responsable pour être au courant de ce qui se passait dans les réunions à Varela.
> - Tu n'as pas pensé à le faire toi-même ?

[306] Les termes « délégué » et « responsable » du quartier sont utilisés à Berazategui de manière interchangeable.

> -Non parce que cela prend beaucoup de temps, les réunions sont longues et moi, je m'occupe de ma maison, j'ai quatre enfants, tous des garçons […] ce serait beaucoup les abandonner pour le mouvement. Les jours de manifestation, ils restent seuls. [307] […]

Le récit de Carmen permet de dessiner un profil de délégué par contraste. Elle distingue ce qu'elle et ses *compañeros* du MTD ne pouvaient pas faire et ce que son mari pouvait et dont ils avaient besoin pour fonctionner comme dans tous les MTD. La nécessité d'avoir un délégué, d'être informé sur ce qui se passe à Varela où se réunit la *mesa directiva* montre une évaluation de minima de ce qu'elle attend d'un délégué. Elle signale aussi les approximations qui ont eu lieu jusqu'alors, le poste de délégué étant, en partie, « couvert » par Julia bien que cela ne soit pas suffisant. En effet, Julia « s'est mise à la tête » de Berazategui, elle est dirigeante, mais elle n'y habite pas. L'information sur ce qui se passe à Varela n'y arrive pas à temps. Maintenant, Julia s'y rend en début et en fin de mois quand il y a des manifestations à coordonner, mais plusieurs réunions se tiennent à Varela plusieurs fois par semaine et c'est à la déléguée de s'y rendre. Le groupe avait besoin de quelqu'un de suffisamment disponible pour se rendre régulièrement à des réunions hebdomadaires qui ne se tenaient pas à Berazategui, mais à Varela. D'après le récit de Carmen, les femmes, prises par les obligations familiales, alors qu'elles n'ont pas d'emploi, ne sont pas disponibles.

La disponibilité nécessaire ne remplace pas néanmoins une série de compétences indispensables. Les enfants trop jeunes et les personnes trop âgées ne peuvent satisfaire à ces exigences. En effet, l'activité du délégué apparaît naturellement comme une activité masculine, et dans le même esprit, la charge des activités domestiques, comme féminine. Ce dernier aspect, Carmen le souligne davantage, ses enfants étant tous des garçons, elle considère que personne ne peut l'aider dans les activités du foyer. Elle met en concurrence le temps dédié à la famille et celui dédié au mouvement (elle ne veut pas abandonner ses enfants au profit du mouvement). Le profil idéal désigné par Carmen

[307]Carmen. MTD Berazategui. 2005. Al principio se hizo cargo Julia y ese año lo mantuvimos entre yo y mi marido porque mi marido hacia como responsable de barrio. […][aca] éramos todas mujeres, o chicos muy jovencitos, mi hijo de 16 años otro chico mas de esa edad que no se podían hacer cargo como delegados. Y las otras personas que estaban con migo eran personas mayores que no se podían hacer cargo. Entonces mi marido una tarde hablando con él le digo « mira pasa esto : no tenemos delegado, no tenemos responsable que vaya a las reuniones », y bueno hizo una pequeña reunión con todos los que yo trabajo y les dijo a todos mis compañeros si estaban de acuerdo con que él se hiciera cargo de nosotros. Necesitábamos un responsable para estar al tanto de lo que pasaba en Varela si había reuniones, asambleas, y bueno el se hizo cargo – *Y vos, ¿nunca pensaste en ser delegada ?* -no porque te consume mucho tiempo, las reuniones son largas yo tengo mi casa para atender, tengo 4 hijos y *son todos varones*, […] seria abandonarlos mucho ya por el movimiento. Porque prácticamente los días de marchas ellos quedan solos.

semble aussi tenir compte du moment biographique. Ce n'est pas quelqu'un de trop jeune, ni de trop âgé, c'est l'homme adulte qui peut endosser de telles responsabilités.

Le délégué apparaît aussi come étant un *répondant* du quartier. Il doit être validé par les membres du quartier qu'il doit servir. Sa principale mission est de fournir des informations pour participer à la vie active de l'organisation. Ces attributs qui ne sont pas exclusifs du mari de Carmen, ni promus par l'organisation – dans laquelle des jeunes femmes sont déléguées- semblent s'imposer sans générer de refus de la part des autres membres (les compañeros de Carmen). Ceci est peu surprenant si l'on considère que les activités du quartier – *obradores* et réunions des coordinateurs- ont lieu dans le local que Carmen et son mari prêtent au groupe.

Nous avons vu des délégués plus au moins contraints de prendre cette place dans l'organisation dès qu'a été formé un groupe de *desocupados* « chez eux ». Le nouveau membre prend, peu de temps après son entrée dans l'organisation, la place de coordinateur de l'activité. Il est obligé de préparer un projet qui contient obligatoirement une contrepartie à l'obtention des *planes*, il ou elle devient a *fortiori* délégué. Le récit de Marita, à Berisso, traduisait ce parcours. Le fait qu'elle n'osait pas se confronter à certains membres qui ne se pliaient pas aux règles de l'organisation montre bien qu'elle n'exerçait pas d'autorité sur eux. Cependant, elle est demeurée, jusqu'en 2007, la déléguée/responsable du quartier. Ainsi, la formation d'un nouveau quartier requiert de ce groupe de *vecinos* d'entretenir ses propres liens – simples *vecinos*, amis, famille au sens large, membres ou animateurs d'une association- à plus au moins se prendre en charge et trouver un ou une délégué. Répondant ou non à la caractérisation du délégué type dressée par Carmen, les délégués s'approprient le rôle, le *poste*, de manières singulières et en dépit des tensions que cela soulève.

L'extension des limites du possible : « j'ai appris à militer »

Les contraintes qui font que Carmen ne peux être déléguée sont les mêmes auxquelles Marina doit fait face. Elle a pris le poste de responsable du quartier et en 2003 celui de déléguée de Berazategui, un an après avoir commencé à participer à l'organisation. Au début, son mari, Rubén, était responsable de quartier. Maintenant, il travaille. Connaissant les exigences requises par le poste, Marina est devenue déléguée :

> Pia : *Comment est-ce que tu es devenue déléguée* ?
> Marina : Quand le quartier a commencé, nous étions dirigés par Julia après, bon on a dû chercher un délégué général de Berazategui et bon, personne ne voulait prendre en charge ça, et bon, c'est moi qui l'ai fait.
> P : *Pourquoi personne n'en voulait ?*
> M : On dit que s'est de l'esclavage, tu dois être toute la journée à Varela, dans des réunions, ici et là, et personne ne voulait. À ce moment-là, je pouvais le faire et je peux toujours, alors j'ai dit oui. […] Il y en a qui disent « je ne veux pas être délégué ». Mais bon, il faut toujours se faire un peu de temps pour tout, n'est-ce pas ? Parce que moi, quelquefois en été je viens aux réunions avec mes enfants et il n'y a pas de problème. J'en laisse peut-être un chez ma mère, ou chez ma belle-mère. […] Mais j'essaye toujours de m'arranger pour remplir mon engagement, il faut tenir. C'est un peu une obligation, si l'on décide que l'on va faire quelque chose [être déléguée ou responsable] il faut tenir l'engagement[308]

À Berazategui, les *compañeros* et les délégués semblent s'accorder sur le temps – excessif – qu'exige l'activité de délégué. Marina dit ces contraintes d'une manière plus forte que Carmen. D'une part, il s'agit de vouloir ou ne pas vouloir endosser une responsabilité, plutôt que de pouvoir ou ne pas pouvoir le faire. Il est question de « se faire du temps » et que « personne » ne voulait le faire. D'autre part, en le comparant à de l'esclavage – quoique cela demeure l'opinion des autres (elle répéta cela sans le prendre à son compte, « on dit »)-, elle reconnaît l'emprise excessive que peuvent exercer les activités de déléguée sur sa vie. Comme si elle éprouvait des difficultés à formuler une telle critique, elle préfère se borner à reprendre un discours, copie-collé du point de vue du MTD et souligner qu'elle essaye de « s'arranger » pour remplir ses responsabilités.
Il s'agit donc d'une obligation découlant d'une décision qui lui est propre et de sa volonté. C'est une obligation endossée à la suite d'une décision personnelle. A première vue, les activités des délégués sont prenantes et ne semblent pas résister à un calcul rationnel du temps engagé dans l'organisation en contrepartie d'un certain nombre d'avantages.

Ce dévouement est d'autant plus difficile que celui-ci se fait en détriment des activités de l'organisation évaluées plus positivement par beaucoup des membres. Celles, par exemple, pour lesquelles les organisations ont été légitimées parce que répondant à la satisfaction de besoins exprimés par les *vecinos* des quartiers populaires. Marina nous a dit d'abord qu'elle était responsable du goûter avant de nous préciser les activités qu'elle

[308] Marina, MTD Berazategui, 2005. -¿*Cómo fue que vos empezaste a ser delegada* ? -Digamos que el barrio empezó y nos dirigía Julia. Después bueno, salio esto de buscar un encargado general de Berazategui que bueno nadie se quería hacer cargo y bueno, me puse yo. -¿*Porqué nadie queria* ? -Digamos que esto, ellos [los compañeros] dicen que es esclavitud, tenés que estar todo el día con reuniones, en Varela, encima la gente… y nadie quería. Bueno en ese momento yo podía y puedo. Entonces agarre y yo le dije que si. Y bueno hasta el día de hoy sigo siendo yo […].

réalise en tant que déléguée. Néanmoins, les activités des réunions se chevauchent, en termes d'horaire, avec les projets et, parfois ils ne fonctionnent pas parce qu'il y a l'assemblée et [les membres] « doivent venir s'informer pour éviter après de ne pas savoir au milieu d'une activité où nous allons, le but, ce que l'on fait, etc. ». En effet, la superposition dans la journée d'activités des délégués et des ateliers de travail éloigne, souvent, Marina de l'activité du quartier, dans ce cas précis le goûter.

Souvent, les délégués présentent leur activité sous la forme de la responsabilité d'un *obrador* ou d'un projet du quartier avant d'expliciter leurs responsabilités propres découlant de la fonction de délégué. Ce constat, nous l'avons présenté à Marina. Sans douter de la véracité de ses paroles, nous avions besoin de clarifier le quiproquo qui nous obligeait, souvent, à revenir sur les réponses des délégués pour savoir quel sens ils donnaient à leurs propres activités. C'est alors qu'elle explicite plus précisément l'importance des réunions et des assemblées comme forme de préparation aux manifestations. Elle serait nécessaire à l'idée, chère à l'organisation, qui plaide pour une mobilisation volontaire et informée. Savoir pourquoi il y a une manifestation, quelles sont les autres organisations qu'y participent, les enjeux, les risques de répression, les questions discutées dans les réunions des dirigeants et délégués, constituent le cœur de l'activité du délégué.

La circulation de cette information rendrait les rapports entre les membres de l'organisation différents de ceux qu'entretiennent les *punteros* avec leur clientèle, soumise à l'obligation de se mobiliser en fonction des intérêts des candidats et partis politiques au rythme des campagnes électorales[309] : les manifestants des organisations de *desocupados* doivent être informés du but que poursuit chaque mobilisation, un but défini selon leur propre intérêt – condition d'accès ou augmentation des montants des PTT, accès aux nouveaux programmes, etc-, participeraient aux définitions des différents modes de manifestation, aux décision sur les risques à prendre, etc. Marina perçoit la nécessité des réunions mais elle préfère l'activité du goûter aux réunions. Elle s'attarde à nous expliquer les activités du quartier où ont lieu les ateliers qui prennent en charge les besoins matériels des membres et de leurs quartiers, même si elle y passe peu de temps. Son engagement vis-à-vis des enfants contraste avec son implication dans les réunions du MTD qu'elle considère presque, de manière caricaturale, comme une perte de temps. Quels seraient les bénéfices qu'elle pourrait retirer alors qu'elle perçoit la même allocation que ses camarades, mais y consacre beaucoup plus de temps ? Pourquoi

[309] D'après cette image, les organisations reprendraient à leur compte la critique formulée envers les formes du politique des partis politiques traités de clientélistes.

franchit-elle ce pas ? Ce dévouement est-il compensé par une autre forme de rétribution ?[310] Si l'on revient sur les objections posées par Carmen selon lesquelles elle ne pouvait être déléguée, il semblerait que Marina, partage son point de vue (quant à la charge découlant de l'exercice du rôle de déléguée) mais elle s'y investit quand même. Ayant des enfants en bas âge, s'engager toujours plus comme l'exige le *poste* de délégué peut paraître impossible – y compris avec l'aide de sa belle-mère-. C'est ce qui ressort de la superposition des activités des délégués et de celles développées dans la cadre des projets de quartier. Nous avons voulu savoir qu'elle était, selon Marina, le rapport entre ces deux types d'activités, les « réunions » et les projets entamés, au même moment, dans deux endroits différents. Avec enthousiasme, Marina nous transmet son expérience :

> Marina : Je t'explique. Etre délégué, c'est aller aux réunions, entendre les informations que l'on te donne. On dirait que c'est *rien,* parce que soit tu es en train *d'écouter,* soit tu es en train *d'informer*. Alors, quand tu va mettons au goûter : là ça change parce que t'es en train *d'aider*, notamment aider les enfants qui se rassemblent là-bas à prendre un verre de lait. Et les enfants savent [qu'il y a le verre de lait]. Si un jour, tu n'es pas là, ils se sentent mal, car tu les as déçus. Alors tu te sens plus attaché au fait d'être dans le « goûter » que dans une réunion. A la réunion, parfois, t'es assis, parfois on bavarde, parfois on fait des bêtises, entre guillemets [sic] et là t'es en train de *perdre ton temps*. Alors tu te sens mal. Dans le goûter, tu te sens plus à l'aise parce que tu sais que t'es en train de faire quelque chose pour un besoin. C'est pour cela que c'est différent, ça change beaucoup[311].

Le contraste entre les deux formes d'activité rend l'une plus positive, celle du quartier, et l'autre, plus négative, celle des réunions. Dans le goûter, les engagements sont pris auprès de son quartier et avec des enfants, qui cultivent des attentes matérielles. Elles sont moralement prégnantes et identifiables dans chacun des enfants aidés. L'activité propre du délégué, les réunions, ne lui semblent pas assez obéir à cette règle. « Ecouter, parler » ce n'est rien, nous dit-elle. En dépit du fait que les dirigeants -et elle aussi soulignant la nécessité d'être tenue informée des raisons et résultats de chaque mobilisation-

[310] D'après les modèles développés par Olson, l'action collective n'est pas rationnelle à moins qu'elle ne produise des inventifs individuels. L'attitude rationnelle serait d'obtenir des ressources au moindre coût et donc d'attendre des autres la mobilisation afin de pouvoir bénéficier des résultats. Formalisé sous le modèle du passager clandestin ou « free rider », la question semble se poser tout particulièrement pour les délégués.

[311] Marina, MTD Berazategui 2005. Te explico, ser delegado es que vos estas en una reunión escuchando las informaciones que nos dan ellos. Digamos que es nada, porque estas escuchando en las reuniones o estas informando. Estas en la copa de leche y cambia porque estas ayudando. Por ejemplo nosotros lo que hacemos es ayudar a dar la leche a los chicos que se juntan ahí. Los chicos ya saben, y si un día que vos les fallas a ellos, ellos se sienten mal porque es un día que ya no tomaron la leche. Entonces te aferra mas estar en una copa de leche que en una reunión. En una reunión vos estas sentado a veces charlan a veces boludean entre comillas y ya estas perdiendo el tiempo. Entonces te sentís incomodo, en la copa de leche te sentís mas cómodo porque sabes que estas haciendo algo, le estas dando a una necesidad. Por eso cambia mucho, es diferente.

considèrent important le rôle de délégué et son dévouement comme un attribut du militant, elle avoue que les réunions lui apparaissent comme des niaiseries. En revanche, l'activité du quartier lui semble plus directement utile.

La responsabilité qui retombe sur les épaules du délégué peut être entendue comme la reconnaissance d'une attitude engagée, donnant accès à l'information et à de l'influence sur les décisions du MTD. Cependant, la circulation de l'information, portée par les délégués, apparaît pour Marina comme passive – être assis en train d'écouter ou de parler et parfois même de dire des bêtises. Les tensions entre la défense des intérêts de ses *compañeros,* tel que le veut l'organisation, et les activités que Marina doit exercer en tant que déléguée, permet de mesurer la fragilité de la place de cette déléguée, tiraillée par des emplois du temps surchargés de réunions et de ses propres évaluations des activités. L'emprise de l'organisation sur la vie des délégués est d'autant plus importante que les dirigeants apprécient ce que les autres négligent et inversement. Mais, comment explique-t-elle ce « vouloir se faire un peu de temps » pour se consacrer à un poste qui s'avèrerait, au final, envahissant ?

> Marina : […] Le mouvement m'a donné beaucoup de choses. *De la force* pour m'en sortir, pour lutter, j'ai appris ce qu'est la lutte. Quand nous nous sommes allés vivre ensemble [elle et son mari], nous ne connaissions rien. Ici, tu apprends, et puis tu *montres aux gens* que même en étant d'une basse position [sociale], si t'as rien, t'es toujours humble…, j'ai connu beaucoup de gens et j'ai appris beaucoup de choses.
> *Pia :Qu'as-tu appris ?*
> M : J'ai appris comme ils disent à *militer*, à connaître des gens, à être avec des gens que tu vois un peu comme ça [avec distance] mais ils sont comme nous […] Le mouvement est un bon soutien. T'as le soutien des camarades. […] Je crois qu'ici je suis en train d'apprendre à mes enfants. Mes enfants […] sont avec moi depuis qu'ils sont petits. Tu leur demandes où tu te rends et ils répondent « au piquete », ils connaissent tout. Mon fils aîné connaît la Plaza de Mayo. Il connaît tout. C'est un bien pour lui. Je les amène partout. Là ou je vais, ils viennent (rires). Par ailleurs, mon aîné est asthmatique. [La maladie] cela s'est manifesté l'année dernière. *Je remercie beaucoup le mouvement parce que l'on m'a tendu beaucoup de mains* quand il a dû se faire interner ; il est allé sept fois à l'hôpital pour enfants. *Encore une raison de plus pour laquelle je travaille dans le mouvement*, parce que l'on m'a beaucoup aidé. [312]

[312] Marina, MTD Berazategui, 2005. Mira, a mi el movimiento me dio muchas cosas. Fuerza para salir adelante, para luchar ; saber lo que es luchar. Nosotros al ser jóvenes, al juntarnos, no sabíamos nada. Esto te da fuerza, te enseña, además de demostrar a la gente que por mas que vos seas de la baja posición, no tengas nada, seguís siendo humilde… conocí mucha gente, aprendí muchas cosas – Cuales serian las cosas que aprendiste ? […] Mis hijos desde chiquitos están con migo así que… A ellos les decis « ¿a donde vas ? » y te dicen, « vamos a un piquete ». Te conocen todo. Mi hijo el más grande te conoce plaza de Mayo, todo, así que es un bien. Los llevo para todos lados, donde yo voy ellos van. (Risas). Ahora no los traje porque quedaron con la abuela, además están un poco enfermos y no los puedo sacar mucho. Además

Le sens de ce dévouement devient encore plus clair lorsque Marina le considère comme une expérience personnelle en rapport à son propre vécu. Ayant quitté la maison parentale assez jeune, à seize ans, le MTD lui apparaît comme un soutien moral, un espace de solidarité, ainsi qu'un lieu où il est possible de faire face « aux gens », de leur témoigner de sa valeur. L'activité propre du délégué apparaît, ici, dans les relations qu'elle a nouées avec des gens qu'elle aurait regardés, autrefois, de manière lointaine, peut-être avec une certaine méfiance aussi. Cependant, elle a appris à les considérer comme des égaux. Elle a un peu du mal à s'approprier les mots des dirigeants pour décrire ce qu'elle fait. « Apprendre à militer », tels sont les mots des dirigeants qui lui montrent comment il faut s'adresser à ces *compañeros*, ce que ceux-ci attendent d'elle. Des dirigeants qui lui expliquent dans les réunions, ce qu'elle devra dire, plus tard, à ses camarades.

Militer ou encore éprouver de la solidarité pour autrui ne doivent pas être considérés comme équivalents. Cela devient plus clair quand elle considère les mobilisations comme un legs pour ses enfants. Les rires de Marina lorsqu'elle parle de ses enfants qui sont parfaitement au courant de ce qui se passe dans un *piquete* et qui connaissent « tout », synthétisé notamment dans l'évocation de la *Plaza de Mayo*, réinscrit la mobilisation au cœur de l'expérience de l'engagement au sein du MTD. L'activité politique, se rendre à la *Plaza de Mayo* ou au *piquete* et une certaine insolence du fait de sa naturalité deviennent, ici, un bien pour ses enfants. Donner aux autres enfants, c'est rendre la solidarité dont elle a bénéficié de la part de ses camarades. Apprendre à ses enfants comment s'en sortir dépasse le simple registre de la solidarité. L'activité politique peut devenir un bien à « léguer » à ses enfants. Il s'agit d'une manière d'être avec ses enfants, de leur apprendre à se battre pour « ce qui leur appartient », comme elle nous le disait en expliquant le sens du *piquete*. Ce qu'elle considère qu'elle ne savait pas faire avant de se mobiliser au sein du MTD. L'ennui lié à l'obligation d'assister à des réunions « inutiles » semble comme oublié.

Ainsi, les différentes manières dont elle conçoit son rôle de déléguée lui permettent-elles d'exprimer la dette qu'elle a envers le MTD. Elle ne l'a pas dit sans d'abord mettre en avant la valeur affective qu'elle attache au MTD en général, comme un espace de solidarité avec les enfants du quartier, les autres enfants. A présent, elle lie la nature

el mío más grande es asmático. Se le declaro el asma el año pasado. Yo le agradezco mucho al movimiento porque el movimiento me dio muchas manos cuando mi hijo cayo internado, estuvo internado 7 veces en casa cuna. Así que por eso es mas todavía que trabajo ahora en el movimiento porque a mi me ayudaron un montón.

particulière de son attachement aux « mains » nombreuses qu'on lui a tendue au moment de la maladie de son fils. Le mouvement lui a beaucoup donné, en tant que déléguée, elle peut continuer à apprendre et à lui rendre. La vulnérabilité extrême que peut représenter un enfant malade, notamment de pauvreté, apparaît se situer à l'origine d'un engagement dans la durée fort coûteux – pour certains, proche de l'esclavage- par moments réconfortant, quand il permet d'aider des enfants, « aider à résoudre des besoins », même amusant lorsque l'on rit de bon cœur avec Marina du savoir-faire de ses enfants qui intègrent le *piquete* à leur quotidien[313]. Un engagement supplémentaire semble nécessaire pour s'investir en tant que déléguée, une obligation qui va bien au-delà de l'accès aux PTT[314]. Si pour devenir délégué, il fallait être un « homme adulte et responsable », Marina semble avoir appris à militer, ce qui lui a permis, en dépit des questionnements, de le devenir.

Emilia regrette de ne plus être déléguée

L'ennui des réunions du réseau de MTD A V, réunions auxquelles Marina s'est engagée à assister en tant que déléguée contraste avec le plaisir qu'y prend Emilia, déléguée au sein du réseau du FPDS. Emilia, à Berisso, enceinte et ayant des enfants en bas âge – aidée par sa mère- a occupé la place de déléguée pendant deux ans, jusqu'à ce qu'elle trouve un travail, l'empêchant d'assumer toutes les responsabilités inhérentes du *poste.* Elle délègue à plusieurs *compañeros* les obligations dont elle était seule responsable. Elle décrit l'activité de déléguée avec ce qui semble être une certaine nostalgie :

> Emilia : J'aimerais reprendre l'administration mais pour moi c'est compliqué. Parce que parfois tu reviens d'une réunion à minuit et j'ai les enfants. Les grands, quand j'étais enceinte de lui, je leur manquais déjà. Il était minuit et à ce moment-là on était peu [des membres dans le mouvement] et si on avait deux ou trois réunions par semaine, les enfants ne me voyaient pas. Quand même c'était bien le travail, parce que on avait des réunions avec les ministres et tout ça, et tu discutais ! T'entendais chaque bêtise ! [rires]
> Pia : *Quelle a été l'activité que t'as aimée le plus faire dans le mouvement ?*
> E : L'administration parce que j'ai connu plus de gens, aussi parce qu'on faisait les réunions avec les autres MTD ; Alte. Brown, et tout ça. Et comme ça tu

[313] D'autres entretiens signalent aussi la mobilisation comme étant un moment de divertissement de par l'échange et la possibilité de sortir du quartier.
[314] Cette dette est peut-être déjà rendue. Elle poursuit l'entretien en songeant à la possibilité de « tout quitter ». Mais, elle se retient « parce qu'elle aime » cela.

> apprenais comment ils bossaient, comment ils avaient fait au début, surtout qu'ils avaient du travail depuis des années. Ils ont tous eu les mêmes conflits que nous et ils sont organisés de la même manière […] Il y avait des réunions et par fois on discutait de nos objectifs [315]

Dans le rôle de délégué et référent – évoqué comme étant administratif- le contact avec les autres est le point le plus saisissant. D'autant plus que cela permet, autorise et exige la sortie du quartier pour participer à des réunions avec les autres quartiers, les autres MTD et, dans certains cas, les autorités. Si Emilia regrette de ne plus être la déléguée à Berisso, elle reconnaît que les réunions, qui se déroulaient à l'extérieur de son propre district, étaient trop contraignantes. Les réunions avec les propres *compañeros* peuvent présenter un caractère routinier. Mais les échanges avec des membres des autres organisations permettent d'intégrer des solutions à des « conflits » identiques, que les autres, plus expérimentés, ont aussi dû affronter. Quant elle retrouve un travail – des remplacements dans un restaurant- Emilia se voit contrainte de ne plus exercer la fonction de déléguée. Cirilo la remplacera dans « l'administration » sans pour autant, à ses yeux, parvenir à bien remplir son rôle. Quand Cirilo revient des réunions de *mesa* ou *productivos* il n'apporterait pas, en effet, selon elle, l'information[316]. Les *compañeros* lui reprochent, lors des assemblées, de ne pas faire son boulot. (Certaines réunions sont couvertes par d'autres membres à tour de rôle). Néanmoins, il n'est pas remplacé, même si le groupe essaye de trouver d'autres alternatives et d'envoyer lorsque cela s'avère possible, d'autres membres aux réunions qui se déroulent à l'extérieur du quartier, personne ne veut endosser cette responsabilité de manière permanente. De fait, même lorsque le rôle de délégué est considéré intéressant et que les *compañeros* s'attachent à connaître les discussions qui ont eu lieu dans les réunions avec les *compañeros* des autres quartiers ou

[315] Emilia, MTD Berisso. Y a mi me gustaría volver a administración pero a mi se me complica porque con esto que por ahí venís de una reunión a las 12 de la noche y yo tengo los pibes. Ya los otros nenes, cuando yo estaba embarazada de aquel, ellos ya me extrañaban. Eran las 12 de la noche y por ahí, era en esa fecha que éramos pocos y teníamos 2 o 3 reuniones en la semana y no me veían nada. P: *¿Dentro de la actividad del movimiento cuál fue la que mas te gustó hacer a vos?* E: La administración porque fui conociendo más gente porque fui conociendo… porque hacíamos también reuniones en los otros MTD, Alte. Brown, y todo eso. Entonces ahí también conocías como *laburaban* ellos, como arrancaron, que hicieron mas que ellos tenían *laburo* desde hace años. Tienen los mismos conflictos que nosotros, todos, pero en sí están organizados igual. Pero sino estaba bueno, porque tenía reuniones con los ministros, todas esas cosas, ahí te ponías a discutir! Escuchabas cada cosa! (risas) Y a veces peleaban por las cosas que uno quería.

[316] A la suite d'une assemblée où l'on a accusé Cirilo de ne pas travailler, Emilia nous a expliqué : « Il va aux réunions de mesa, mais lors des assemblées nous ne savons pas ce qui s'est passé. Il n'apporte pas l'information. S'il prend cette responsabilité à quoi ça sert d'y aller si après personne n'est tenu informé ? Tous les *compañeros*, veulent savoir de ce dont on a parlé. » El va a las reuniones de mesa, pero cuando tenemos asamblea, nosotros no sabemos lo que pasó en las reuniones de mesa. Porque no trae la información. Entonces, si está cubriendo una reunión, ¡para que carajo vas si no traes ninguna información !. Todos los compañeros queremos saber lo que se habló.

des autres organisations, l'engagement en tant que délégué requiert un dévouement et une disponibilité qui en font une fonction difficile à accomplir par un seul membre. En dépit du contact privilégié avec les dirigeants ou référents (selon le réseau dont il s'agit) et de la possibilité de s'exprimer dans des espaces collectifs, le rôle de délégué peut être endossé par des membres ne cultivant d'autre attachement à l'organisation que celui de vouloir accéder, faute de travail, aux PTT.

Le récit de Marina rend le rôle de déléguée plus pesant que celui décrit par Emilia. Bien qu'y règne une certaine nostalgie envers un poste qu'elle n'exerce plus, la possibilité de faire face aux autorités – en tous les cas de temps en temps- est un élément qui est absent de la caractérisation de l'activité des délégués de Berazategui. Il semble important pour la définir plus positivement que ne le fait Marina pour qui les réunions – plutôt considérées sous l'angle d'espaces d'information que décisionnel- semblent parfois vaines. Chez Emilia, les rencontres avec les autorités représentent une autre occasion d'exercer la capacité d'agir acquise par le collectif, d'exprimer des positions et même de se moquer des *bêtises* dites par les fonctionnaires. L'irrévérence dans le contact avec les autorités atteste de ces rapports de proximité et de distanciation vis-à-vis des autorités (locales), fréquent dans les milieux populaires locaux.

Rendre des comptes aux *compañeros* : l'enjeu de l'honnêteté des délégués

Prenons le cas de Nani, fier d'avoir été élu délégué à Berazategui. Nani a plus de cinquante ans. Il habite avec son fils cadet et sa compagne (la mère de ses enfants est décédée) dans une humble *cassilla*, faite moitié en bois pressé moitié en béton. Depuis qu'il fait partie du MTD, les membres se rendent, chez lui, avec assiduité. Ils viennent lui rendre des documents, demander des informations, lui rapporter sa « carte de train »[317].

Certaines activités se déroulent chez lui ; dans sa cuisine-salle à manger, notamment les réunions d'administration, pendant lesquelles les responsables de cette tâche, Andrea et Vero, remplissent les fiches avec les données sur les allocataires. Quand nous avons observé les réunions d'administration, Julia était avec elles, en train de leur apprendre. Elle veut « les former » pour pouvoir libérer Marina de cette tâche qui prend beaucoup de temps. Andrea et Veronica ont leurs cahiers à partir desquels elles transcrivent les

[317] Les délégués de la Veron utilisent le train comme principal moyen de transport pour se rendre aux réunions ou aux manifestations. Ils possèdent des « cartes-délégués » émises par l'entreprise de chemins de fer – TVA- leur permettant de se déplacer sans avoir à s'acquitter du montant du billet. Nani peut donner sa carte à un autre membre pour se faire remplacer.

informations sur des feuilles Excel fournies par l'administration provinciale. Julia les apporte de La Plata. Deux autres jeunes membres sont aussi là, assis autour de la table de la cuisine, Daniel et Luis. Ils sont venus pour leur tenir compagnie. Entre-temps, ils boivent du mate, cherchent les feuilles, mangent quelques galettes frites faites maison et regardent s'accomplir cette forme de comptabilité qu'est l'administration. Julia, quant à elle, garde un œil sur ce qu'ils font et sur ce que nous faisons aussi. Alors qu'ils sont occupés, nous discutons avec Nani des projets qu'il a pour le quartier.

Nani coordonne une vingtaine de membres. Maintenant, il veut ouvrir une cantine. Il est certain que cela permettra d'attirer d'autres membres. Dans le quartier, il nous dit, tout le monde perçoit les *panes*. Mais une grande partie les reçoit via le guichet de la Mairie. Il nous montre son cahier sur lequel il a commencé à noter l'identité des membres dont il est le responsable au titre de délégué de quartier.

Tous les mois, il copie sur une feuille les dépenses et l'affiche à l'entrée de sa maison, à la vue de tous pour rendre compte de ce qu'il a fait avec les participations acquitées par les membres (un montant de trois *pesos* par personne). Une dépense courante, 10 *pesos* par mois, est affectée au transport de nourriture. Ce mois, il a aussi acheté de la peinture pour faire les drapeaux du MTD du quartier (35 *pesos*). Ensuite, il nous montre la liste des membres qui ont choisi d'être avec lui (certains d'entre eux étaient avec lui dans une autre organisation de *desocupados* et l'ont *suivi* vers le MTD[318], d'autres ont commencé après, comme Clara, un autre petit groupe était, avant, avec Marina et va être *transféré* vers le groupe de Nani). Ils sont inscrits sur le même cahier. Il y consigne leur date de naissance et des informations personnelles nécessaires à leur inscription dans les programmes.

Sur cette liste, les *compañeros* sont classifiés en quatre catégories *firmes*, moyens, bas et *desocupados*. Cette échelle, il nous explique, met en exergue ceux qui sont présents à toutes les manifestations et le sont toujours à leur travail à l'*obrador*, ceux que s'y rendent la plupart du temps et ceux qui n'y vont que très peu. Les *desocupados* sont ceux qui ne bénéficient pas encore du PTT et ne sont rattachés à aucune activité du quartier ni à l'*obrador* mais, en revanche, qui se mobilisent pour pouvoir accéder aux PTT, vont à toutes les manifestations et reçoivent de la nourriture (bien qu'ils ne s'acquittent pas de la participation et donc du prix de l'acheminement jusqu'au quartier). Comme nous l'avons vu, la présence lors des activités – dans les *obradores* ou les manifestations- devient une obligation. Son accomplissement sert de critère pour l'attribution de la nourriture. L'organisation ne se donne pas pour règle de possiblement retirer un membre des listes

[318] Il relate le changement d'organisation comme une épopée contre un mauvais dirigeant qui « buvait l'argent des fonds » et les menaçait de leur retirer le PTT.

des allocataires des PTT. La seule différence matérielle qu'ils semblent pouvoir établir entre ceux qui accomplissent ou pas cette obligation est la distribution de nourriture[319]. Julia considère qu'il s'agit des catégories « de degrés confiance ». Les firmes sont ceux sur lesquels on peut toujours compter, ils savent comment fonctionne l'organisation. Dans ce même sens, German considère cette catégorisation comme répondant à des « niveaux de conscientisation ». Au-delà de la fin pratique de distribution des aliments, ce délégué/dirigeant préfère souligner que l'engagement est en pleine expansion.

Les traces de l'activité des délégués demeurent, souvent, consignées dans des cahiers ou sur des feuilles volantes. Elles le sont aussi dans les documents remplis pour l'administration nationale ou provinciale. Emilia confondait, dans son récit, l'activité administrative avec celle des délégués. Cirilo et Marina prennent aussi en charge cette activité spécifique. Elle peut être réalisée à différents échelles par des militants, par des membres du quartier et par des dirigeants.

Faire de l'administration, suivre les dossiers des *compañeros*.

Une des activités qui accapare le plus souvent le temps des délégués des MTD est la gestion des dossiers à présenter aux autorités provinciales et nationales pour pouvoir être inscrit comme titulaire d'allocations. Il s'agit, autrement dit, des tâches administratives. Un « poste » de responsabilité, déterminant, qui conditionne l'accès de chaque membre aux PTT. Ce n'est qu'à la condition que les formulaires de l'administration soient remplis avec les données exactes des membres, et que ces documents soient remis à temps aux bureaux des PTT, que les membres pourront accéder à l'allocation. En cas des problèmes ou d'erreurs, ils risquent d'attendre plus longtemps ou d'en perdre le bénéfice. Les délégués prennent cette activité sous leur responsabilité mais souvent quand le groupe s'étend, elle devient une responsabilité différenciée. La prise en charge des dossiers confère d'importantes responsabilités sans pour autant déboucher sur des contreparties en retour. Elle incombe aux délégués qui essaient de former un *compañero* dans cette tâche, souvent s'appuyant sur les membres qui ont suivi une scolarité plus importante. Andrea et Veronica à Berazategui ou Emilia et Cirilo à Berisso ont fait des études secondaires[320]. Le

[319] Cette classification est propre au MTD de AV. À Berisso, dans tout le FPDS, en effet, il n'existe pas ce type de registre car il n'est pas obligatoire d'assister aux manifestations. Les aliments sont utilisés dans les cantines et ils ne sont pas distribués aux membres.

[320] Seul Cecilia n'a pas achevé ses études. En revanche, Marina, la déléguée de Berazategui, n'a pas fait d'études secondaires mais en tant que déléguée du quartier, elle a pris en charge cette activité. Elle dit l'aimer, seulement elle ne peut pas lui consacrer tout son temps. Julia est en train de former Andrea et

passage par le délégué ou la déléguée souligne l'extrême confiance qu'il faut faire à celui qui s'en occupe, « l'argent des *compañeros* est en jeu »[321]. À la Veron, deux dirigeants centralisent l'administration de tous les districts et se déplacent l'un auprès des autorités de la province de Buenos Aires, l'autre auprès du Ministère du Travail de la Nation. A entendre certains qui s'en occupent, le poste ressemble à du secrétariat : « d'abord, je faisais l'administration du quartier »[322] expliquait Julia. Il s'agit d'un type d'activité proche de la gestion administrative telle qu'elle est conçue par l'administration publique. De fait, l'activité n'est pas particulièrement prisée par les dirigeants

Habiter dans le quartier n'est pas le seul critère de validation d'un délégué. La capacité de rendre des comptes semble en être une autre. Etre capable ou disposé à accomplir certains tâches, l'administration ou le suivi des dossiers, en est un autre. La maitrise de l'écrit ou de la parole sont souvent associés au cursus d'éducation formel. Néanmoins, ces aptitudes peuvent être acquises dans la cadre des activités des organisations ou des assemblées. C'est le cas de Marina, la déléguée de Berazategui. Elle procure alors la capacité de parler à tout le monde, aux gens, apprise dans le cours de son activité. C'est une parole qui circule même si elle est susceptible d'instaurer des hiérarchies.

Un bon délégué ; un bon *compañero*.

Les déléguées apparaissent dans les deux réseaux comme issus des membres des quartiers *élus* par les *compañeros*.[323] Cependant, beaucoup d'entre eux commencent leur activité dans les MTD en tant que responsables d'une activité, participant d'emblée à la vie active du réseau. C'est ainsi qu'ils pourront comprendre le fonctionnement et, en fonction de leur engagement, se voir proposer de devenir délégués ou aspirer à le devenir. Les candidatures des délégués sont suggérées par les dirigeants ou militants qui puisent

---

Veronica. Elles accompliront ces activités et rendront les documents à Julia pour qu'elle les ramène à la capitale de la province, La Plata.

[321] No, porque tenés un montón de responsabilidades siendo delegada o administración general porque todo cae en uno. Yo no puedo jugar con el bolsillo del compañero, me entendés ? O sea por ejemplo, a nosotros nos toca ir a cobrar hoy, y nosotros tenemos actividad – marcha- y nosotros no vamos a cobrar, vamos al otro día o al otro día. Esta bien, lo necesitamos pero primero están los compañeros, después estamos nosotros, somos todos iguales, pero tenemos mas responsabilidades. Ahí hay una diferencia.

[322] Julia, dirigeante du MTD La Veron, 2003. Primero fui « administrativa de barrio » de administración.

[323] Julia étant dirigeante, souligne le choix des compañeros. MTD La Veron. Dec. 2003. Los compañeros te eligen. Los compañeros ven a lo que vos llegas, a llevar toda la tarea y que ellos saben que llueva, truene, te duela la cabeza vos tenés que salir igual para responder a los compañeros. No pensas, « no, yo no voy a trabajar porque no quiero ».

dans le vivier des membres du quartier pour cette place, comme l'a signalé Carmen[324]. Notre dialogue avec Gerardo, après l'assemblée qui s'est déroulée dans le nouveau quartier de Berisso, montre qu'il est, en quelque sorte, à la recherche de la formation d'un *référent*. Les responsables n'exerceront pleinement le rôle de délégué que si leur quartier se développe davantage à travers des projets de travail réunissant les membres autour des activités. Recherchés par les dirigeants et militants, choisis ou approuvés par les membres des quartiers, les *compañeros* ; le délégué et le référent sont toujours soumis à des évaluations qui ont notamment trait à leurs compétences de *vecinos*, par exemple, dans leurs rapport avec les fonctionnaires locaux, à leur honnêteté et compétences dans « l'administration », leur capacité « à dire les choses » (entre eux et avec les autres).

À partir de ces caractéristiques, les organisations de *desocupados* de réseaux de La Veron constituées à partir de 2002, utilisent les termes « délégué » et « responsable » de manière presque interchangeable. Néanmoins, la catégorie de délégué est affublée d'une légitimité supplémentaire, celle d'être la conséquence d'un choix des camarades, même si, comme nous l'avons vu, parfois, il s'agit de « choix par défaut », parce qu'il n'y a pas d'autres prétendants au poste de délégué. Le responsable d'une activité le devient dès lors qu'il est à l'origine de l'initiative et accomplit les démarches nécessaires à sa mise en œuvre. La hiérarchie établie entre *compañeros* et délégués se comprend mieux lorsque l'on envisage la reconnaissance pour le dévouement qu'elle exige et comme une forme de confiance conditionnée aux épreuves de l'exercice de ce rôle. À entendre les *compañeros* des quartiers, en les comparant à d'autres dirigeants ou à des politiciens, l'appartenance au quartier semble garantir une certaine égalité, en dépit de l'existence pourtant de hiérarchies entre membres, délégués et dirigeants.

> « Les dirigeants de La Veron ne sont pas comme dans les autres organisations, genre D'Elia. Ils *ont les mêmes problèmes que les compañeros*. German le délégué est très intelligent. Politiquement… on le taquine, « jamais tu ne prends une pèle », mais politiquement, il sait beaucoup »[325]

L'appréciation formulée par Nilda à propos de « son » dirigeant, German et des autres dirigeants de La Veron distingue ces derniers vis-à-vis de « mauvais dirigeants » d'autres organisations symbolisés en la personne de D'Elia. Elle nous rappelle que, pour comprendre la place de chacun dans l'organisation, il convient non seulement de considérer les membres des MTD mais aussi ceux issus d'autres espaces d'engagement et

[324] Julia lui a proposé d'être déléguée et elle a refusé.
[325] Nilda, MTD La Veron. Juillet 2005.

de non-engagement. La Veron et le FPDS sont des réseaux distincts mais leurs membres se considèrent comme des *compañeros*. Si la présence différenciée des militants les distinguent, ils peuvent partager les mobilisations pour défendre des revendications ponctuelles, ce qui n'est pas le cas de toutes les organisations de *desocupados*. D'Elia, en revanche, dirigeant du réseau FTV[326] ancien député, devenu fonctionnaire du gouvernement du Président Nestor Kirchner, est évoqué, ici, comme une figure repoussoir de ce qu'un bon dirigeant ne doit pas être : quelqu'un qui serait loin des préoccupations des *compañeros*, parce que trop proche du gouvernement, quelqu'un qui ne pourrait pas les diriger. Une proximité d'expérience est requise pour que la position de dirigeant soit crédible. Celle-ci semble s'inscrire au fondement d'une possibilité de communication qui est expressément soulignée par Nilda, German expliquerait, en effet, les questions politiques dans un langage partagé par les *compañeros* qui, du coup, peuvent le comprendre.

Lorsqu'elle parle de German, Nilda se moque de sa position de dirigeant, mais apprécie tout ce qu'il peut lui « expliquer ». Ainsi, la légitimité que Nilda reconnaît à German et aux dirigeants de La Veron semble à la base de l'exercice d'une forme de représentativité selon laquelle le dirigeant serait à la fois un *compañero* et un dirigeant. En tant que *compañero,* il partage des problèmes, un langage, en tant que dirigeant, il peut expliquer les questions politiques. Si l'on rappelle la différence proposée par Andrés, dans la section précédente, entre les *compañeros* du quartier et les étudiants – militants du MTD et du FPDS- la place du dirigeant peut se distinguer aussi de la place du militant qui n'habitant pas dans les mêmes quartiers – selon cette caractérisation- ne partagerait pas les mêmes préoccupations.

La place de dirigeant à La Veron est définie dans le rapport aux *compañeros* de quartier ou *compañeros* de base (comme peuvent le dire parfois certains dirigeants). Nilda mentionne la figure de D'Elia, en raison de la notoriété qui est la sienne. Il est souvent évoqué par les médias comme « le dirigeant *piquetero* Luis D'Elia » (même quand celui-ci est présent dans l'acte d'investiture présidentielle en tant que député pour la province de Buenos Aires)[327]. Au-delà du caractère de véracité ou non de cette caractérisation, elle sert, avant tout, à décrire German et les dirigeants de La Veron comme des égaux, non du fait de l'absence de hiérarchie mais en raison de la place de *compañeros,* et du caractère

[326] La *Federacion Tierra Vivienda y Habitat*, -FTV- a apporté son appui à la candidature de Nestor Kirchner à la Présidence de la République en 2003. Il a d'ailleurs participé à la cérémonie d'investiture de celui-ci. Il a été désigné peu de temps après fonctionnaire du Ministère de Développement Social. D'autres dirigeants se sont aussi ralliés à la stratégie du gouvernement de Nestor Kirchner.
[327] Clarin, 25 Mai 2003.

commun de leurs préoccupations. C'est ce qui ressort, également, de l'entretien de Carmen alors qu'elle exprimait ses désaccords, en particulier, avec Marina :

> Carmen : Je ne sais pas…, mais souvent les responsables se prenaient pour plus que les autres, leur poste leur montait à la tête, ils se croyaient les rois. Et ce n'est pas comme ça. C'est *simplement un compañero comme les autres*. Je ne me serais pas présentée comme déléguée parce que… comme je l'ai dit à Julia « si je suis candidate à quelque chose, c'est parce que je sais que je peux bien le faire ». Julia voulait que je sois déléguée. Mais je n'en veux pas, pour prendre [le poste] à moitié, je ne le prends pas. […] D'ailleurs, je ne me sens pas préparée pour assumer un poste *si important*. Parce qu'être délégué est un poste important. Il faut être à la tête de plusieurs quartiers. Et c'est dur surtout que Berazategui maintenant il y en a dans plusieurs quartiers. Je ne me sens pas formée.
> Pia : *Tu en as parlé avec elle* ?
> C : Non, plus maintenant. N'étant pas responsable [de projet/obrador] je ne participe plus aux réunions des déléguées et responsables, je *ne peux pas m'exprimer*[328].

La caractérisation de Carmen du bon délégué, en contraste de l'action menée par Marina, coïncide avec celle de Nilda par rapport aux dirigeants en ce qu'elle souligne l'égalité entre les membres que doit prévaloir sur la hiérarchie qui découle de l'exercice de la fonction de délégué. Cet équilibre semble difficile à tenir d'autant plus que celui-ci est « un poste important », requérant « des capacités » et auquel elle a été proposée comme « candidate » par Julia. Il semblerait que le poste de délégué et de responsable réservé à ceux qui s'impliquent vraiment dans l'organisation, leur offre davantage la possibilité de « s'exprimer ».

[328]Carmen. MTD Berazategui ; 2005. No sé, mucha gente se piensa que… hubo muchos casos que los encargados se creían superiores a todo el mundo. En mas de un caso paso que se le subía el cargo a al cabeza y se creían los reyes. No es así, es un simple compañero igual que todos. Yo no me pondría de delegada porque no… como yo le digo a Julia, « si yo me postulo para algo es porque sé que lo voy a poder cumplir ». […] hace poquito Julia me propuso para ser delegada y « no puedo » le digo. Encima, no me siento capacitada para asumir un cargo tan importante. Porque ser delegada es un cargo muy importante. Porque es llevar al frente todos los barrios, no solamente de un solo lugar. Se te hace muy jodido porque Berazategui ahora tiene muchos barrios. No lo tomo porque no me siento capacitada. *-y vos lo has conversado con ella ?*-No, no porque como ahora no participo en las reuniones de encargados ya no puedo opinar, eso opinan mas los distintos encargados de cada área.

III. *Compañeros* des organisations de *desocupados*, *compañeros* des quartiers. Les connotations d'une catégorie plurielle

Le terme de *compañero* est d'un usage très répandu dans la société argentine. Il peut désigner des collégiens, des collègues de travail, des partenaires dans le cadre d'une activité sportive etc., c'est pourquoi, il est souvent localisé dans un espace qui précise sa portée, par exemple lorsque les membres des MTD parlent des *compañeros* du quartier, ou des *compañeros* des autres organisations. Le terme désigne un statut équivalent par rapport à l'espace social de rattachement. Ainsi, s'agit-il d'une catégorie qui tend à rattacher un grand nombre de personnes sous un même statut, celui de *compañero*.

L'usage du terme, au sein des MTD, peut s'avérer plus ou moins exact quand il s'agit de caractériser l'égalité de situation entre ses membres, mais il a pour vocation de souligner leur appartenance commune au collectif et, de fait, d'effacer les inégalités qui peuvent exister entre deux (ou plus) membres recouvertes par la catégorie de *compañero*. Ainsi, lors des assemblées générales de La Veron, auxquelles peuvent participer jusqu'à 1000 personnes, les membres, interpellés par leur dirigeant comme des *compañeros,* peuvent se reconnaître, comme des protagonistes du collectif. Les membres, les délégués et déléguées réagissent, en donnant leurs avis et en interpellant à leur tour leurs pairs à l'aide du *compañero*. Quand il est question des mobilisations, les *compañeros* peuvent également appartenir à d'autres organisations qui sont, elles-mêmes, en train de participer à la même activité.

Au cours des entretiens, les dirigeants, délégués et responsables nous parlent de leurs *compañeros* en général ou en faisant allusion à une personne en particulier. Le terme est aussi présent parmi les membres des quartiers. Il fait alors allusion à des activités réalisées ensemble. Pendant une réunion à laquelle les *compañeros* sont présents, les membres sont alors référés par leurs prénoms. Les autres liens à l'œuvre comme nous l'avons vu, l'amitié, le voisinage, le lien de parenté, ne sont pas invoqués explicitement dans les espaces communs. Ils apparaissent dans le cadre des entretiens donc en l'absence des autres membres. Cette occurrence souligne les connotations politiques du terme et du rapport qu'il désigne.

L'usage plus restreint du terme *compañero* procède du domaine politique. Le terme peut se référer à l'appartenance à un même mouvement social, mouvement des

travailleurs, ou parti politique. Alors que les membres du parti Radical (UCR) se considèrent entre eux comme *coreligionarios*, et les membres du parti communiste comme des *camaradas*, la dénomination des membres du parti Péronista est celle de *compañeros*. Cependant, comme nous l'avons rappelé, cette désignation excède la situation des seuls membres du parti péroniste. Elle est également utilisée dans l'univers syndical – fortement lié au parti péroniste depuis les années quarante- mais aussi par les organisations des droits de l'homme.[329] Elle permet, en effet, d'également désigner les liens avec ce secteur qui est ; comme nous l'avons vu source d'inspiration des membres des MTD et univers commun de référence des militants et *référents* les plus âgés dont les camarades ont disparu sous la dernière dictature. Tout particulièrement, l'association *Madres de plaza de mayo* – Mères de la plaza de mayo- apparaît comme un exemple de mobilisation politique non partisane[330].

L'horizon de référence d'une telle dénomination n'est pas moins imprégné de ces usages historiques permettant aux membres, cultivant diverses appartenances, de se reconnaître dans l'invocation de *compañeros*. L'usage du diminutif du terme compañero, « cumpa », (relevé parmi les délégués et militants et dans des publications et sites web) semble échapper à cette connotation qui risquerait de rapprocher ces organisations du parti de gouvernement. Néanmoins, dirigeants et *référents* peuvent ignorer – ou en rire, selon- de tels rapprochements[331] confiants d'avoir fait leurs preuves comme organisation indépendante des partis politiques.

Nilda, à travers les jugements de ses dirigeants, est en mesure de nous livrer une évaluation de ce que font aussi les autres allocataires, inscrits dans les Mairies. Elle compatit avec eux, en raison de leurs besoins matériels, mais demeure critique à leur égard, il s'agirait de gens « conformistes » qui ne sont pas prêts à se battre. Ainsi, à La Veron, les *vecinos* des quartiers sont évoqués sur la base de la prise en compte de leurs besoins – lorsque les cantines leur sont ouvertes- ou bien envisagés dans le cadre de la

[329] L'action politique de ses organisations est reconnue en raison des mobilisations qu'elles avaient organisées sous la dernière dictature et de leur rôle joué en faveur de la démocratie. Pereyra (2005), Bousquet (1995) et autres.

[330] Lors de la commémoration du premier anniversaire de la mort de Maximiliano Kosteki et de Dario Santillan, les différents réseaux ont organisé une action sur le Pont Pueyerredon avec la mise en scène d'un jury populaire, (juicio popular). Différents référents et victimes de la répression de ses journées ont alors pris la parole pour « témoigner ». Tout comme les employés des institutions (Hôpital Municipal Fiorito et de la Mairie d'Avellaneda) amenés à intervenir pour secourir les manifestants. Ils évoqueront aussi un photographe qui avait enregistré l'assassinat et les avocats de la cause devant les Tribunaux Fédéraux. La seule dirigeante qui n'ait pas été partie active à ces événements à prendre la parole est Hebe de Bonafini, présidente de l'association *Madres de Plaza de Mayo*. Son discours explicite un lien de continuité entre la mobilisation des organisations des *desocupados* et le projet politique de leurs enfants.

[331] Le commentaire de Lucas devant l'assemblée.

stratégie qui vise à les convaincre de rejoindre le MTD, soit par un jugement péjoratif[332]. Cette caractérisation existe également dans le MTD de Berisso mais elle y est nuancée par le partage avec des non membres des activités relatives à la production.

Les *compañeros* ne sont pas seulement les membres

À la Veron comme dans le FPDS, les deux réseaux accueillent des non membres dans les activités solidaires, notamment les cantines ou goûters. Ce type d'activité concerne des habitants qui reçoivent une prestation, le goûter des enfants ou le repas de la cantine. Cependant, le MTD de Berisso et ceux du FPDS, développent également des projets dits productifs. Mettant en place diverses activités de production, menuiserie, production textile, services de transport, ils partagent ces activités avec des *compañeros* qui ne sont pas membres des organisations de *desocupados*. Ceci ne leur confère pas un statut particulier au sein des espaces de travail où ils sont qualifiés de *compañeros*. Ce qui peut susciter un certain malaise entre collègues. Comme Vilma, qui travaille dans l'atelier textile. Elle a eu le réflexe de se présenter à nous en avançant une première précision : « Je ne suis pas *piquetera* ».

Chela se référait à Vilma comme étant une *compañera.* Elle leur avait appris l'utilisation des machines de couture industrielles. Aussi, les nouveaux membres de l'atelier de couture sont-elles de nouvelles *compañeras* :

> La semaine prochaine commence. Je suis chargée de recevoir les nouvelles filles. Trois nouvelles *compañeras* vont s'intégrer. L'idée étant que vingt-deux *compañeras* s'incorporent […] elles devront apprendre la conception du travail.[333]

Au sein de l'atelier de couture, le terme de *compañeras* peut donc être utilisé d'une manière plus précise, signifiant *compañeras* de travail. Cependant, le travail réalisé pour gérer ces ateliers lors des assemblées et l'autogestion font advenir une position particulière d'après laquelle une *compañera de travail* participe aussi au mode de conception du travail, et qu'elle n'est pas une simple employée. Ainsi, le partage des tâches et des lieux d'activité ou de travail peut-il intégrer des non-membres de l'organisation de *desocupados* en tant que *compañeras* ou *compañeros* du simple fait de

[332] Cette dualité apparaît aussi lorsque Marina souligne la vision qui est celle des MTD de l'intérieur et de dehors.

[333]Chela. MTD Berisso. 2005. La semana que viene empiezan, yo soy una de las encargadas de recibir a las chicas nuevas, se estarían incorporando tres compañeras mas. La idea es que estas 22 compañeras que se tienen que incorporar […] aprendan de a poco.

l'extension du réseau des connaissances ; il s'agit notamment de tâches que les membres ne peuvent remplir en raison de leur absence de connaissances en la matière, ou bien dans ce cas précis, d'une conséquence de l'extension de l'atelier de couture qui veut évoluer vers une coopérative en s'adjoignant l'aide de nouvelles *compañeras*. Si le sens du mot *compañera* semble, ici, affaiblir son caractère politique, il continue de demeurer pertinent pour désigner le partage des lieux de travail et des conceptions de travail. De sorte que Vilma peut parler de ces *compañeras* de travail comme telles et préciser qu'elle n'est pas *piquetera*. Si le pari des membres du MTD est de réussir à pleinement intégrer ces nouveaux *compañeros*, ceux-ci ne sont, bien évidemment, pas assimilés à des employés. En tant que *compañeros* travailleurs, ils partagent les espaces de décision concernant les ateliers de travail, l'assemblée, la *mesa* de production où ils prennent la parole[334]. Par conséquent, dans les MTD de Berisso et le réseau FPDS, devenir ou non membre du MTD ainsi que la participation, en particulier, à des mobilisations, semble une caractéristique non excluante pour être un *compañero*.

Un référent nous explique ce choix, en fonction de l'importance des ateliers de travail productifs[335] pour ces organisations :

> Parfois, on travaille avec des *compañeros* qui ne font pas partie du mouvement. Au début, on essaye de voir s'il y a quelqu'un du mouvement qui connaît le travail ; même dans un autre quartier, mais ce n'est pas simple, et en plus il n'y a pas de raison ; c'est un *travailleur*. La seule chose, c'est qu'il doit s'adapter à notre fonctionnement, venir aux assemblées… c'est vrai qu'il ne va pas participer comme nous, mais au moins, il sait comment nous sommes organisés.[336]

Cet usage du terme *compañeros* instaure une équivalence à celui de travailleurs, il indique, autrement dit, le partage de la condition de travailleur. Si cette équivalence est proclamée par l'usage même du terme, Selma n'ignore pas pour autant les différences qui subsistent. Par exemple, celles enracinées dans le fait qu'il ne s'agit pas d'un *compañero* membre du MTD. À l'heure de prendre la parole dans les assemblées, elles deviennent évidentes. Le mouvement d'inclusion opéré par le terme *compañeros* peut clarifier la position des membres historiques par rapport à la condition de travailleur, affirmée dans la dénomination de l'organisation, faisant de la condition de chômeur une situation

[334] Nous reviendrons, en détail, sur le fonctionnement des lieux de travail dans les chapitres suivants.
[335] C'est ainsi que cette organisation désigne les ateliers de travail. Nous reviendrons sur cette dénomination ultérieurement.
[336] Entretien non enregistré réalisé en mai 2007. Lors de ce terrain, nous avons rencontré plusieurs travailleurs non membres au sein des espaces des organisations des *desocupados*. Pour certains, s'agissait de jeunes hommes, partenaires des membres de l'organisation ou bien âgés de cinquante ans ou plus.

temporaire sans que pour autant il ne soit question de renoncer à la condition de travailleur et dans les activités développées. Inversement, des membres du MTD ou d'anciens membres peuvent travailler au sein d'une association locale, territoriale même[337], pour fournir une contrepartie à leur allocation. Natalia et Chino *travaillent* ainsi au sein de l'association « Juanito Laguna » (JL). Celle-ci a été créée par des étudiants de l'Ecole de Communication Sociale de la ville de La Plata. Son animatrice, nous ayant vu arriver dans un atelier pour adolescents alors que nous accompagnions Andrés, s'empresse de préciser :

> « Ceci ne fait pas partie du MTD [de Berisso]. C'est un projet de l'association *Juanito Laguna*. Les *compañeros* du MTD nous donnent un coup de main, mais nous travaillons avec les *vecinos* et surtout avec les adolescents et les enfants »[338]

Valeria prend aussi bien soin de distinguer leur association du MTD. Si les raisons qu'ont les uns et les autres de préciser leur position peut relever plus ou moins de la stratégie, en tant que présentation de soi-même face aux *vecinos*, ou pour souligner leur vocation à s'occuper des jeunes et des adolescents, elles demeurent encore à élucider. L'intérêt, ici, se loge dans ce qu'elle nous permet de souligner les conditions qui rendent opératoire la notion de *compañero.* Celle-ci semble renvoyer au partage des activités. En tant qu'organisation territoriale, l'association JL est proche du MTD de Berisso dont certains référents ont même fait partie d'une association pour les jeunes. L'association fait partie du FPDS. Elle s'est installée dans ce district dans les mêmes quartiers où fonctionne déjà le MTD. Ces membres connaissaient les délégués du MTD, antérieurement à leur arrivée dans le quartier, dans lequel ils réalisaient plusieurs animations pour jeunes et adolescents. Quelques membres y travaillent régulièrement, mais ils y sont minoritaires, tout comme un ancien membre du MTD. Les samedi après-midi à Berisso dans des quartiers où fonctionne le MTD, ils servent un goûter et réalisent des animations.

Entre autres collaborations, des membres du MTD ont aidé à la reconstitution de l'espace municipal au sein duquel se déroulent les activités de l'association et ont participé aux activités culturelles, foires et marchés afin de collecter des fonds nécessaires à l'achat des matières premières pour la réparation du local. Ils animent, par ailleurs, des activités comme le goûter des samedis. Les matériaux pour l'atelier audiovisuel sont

[337] C'est ainsi que se définissent les membres de l'association *Janito Laguna* (JL). Néanmoins, ses membres n'habitent pas le quartier.
[338] Valeria, étudiante, 2007.

rangés dans le local du MTD, plus sûr et mieux gardé que celui de l'association. Ces usages du terme *compañero* nous permettent de le comprendre en tant que partage, des activités, des lieux de travail, de la condition de travailleur, de réseau d'appartenance, mais en même temps, préservation des espaces de différenciation, le partage ne recouvrant pas la totalité de ces dimensions.

Nous nous sommes intéressés à l'engagement des membres qui refusaient le poste de délégué, des délégués qui abandonnent ce poste et même à l'engagement de ceux qui, de manière plus éphémère, ne participent que quelques mois, au sein des organisations de *desocupados,* l'objectif étant de se rapprocher d'un travail, y compris non déclaré ou qui rejoignent et quittent l'organisation du fait de l'évolution de leur situation de travail et du chômage. C'est ainsi, par exemple, que l'étude des usages de la catégorie des *compañeros* nous enseigne autant que l'étude des dirigeants ou les discours officiels des organisations sur les relations qui s'établissent entre les membres et les formes de lien et de construction politique qui sont mis en œuvre.

Pour l'individu au chômage, la première étape de l'adhésion aux organisations de *desocupados* commande, la plupart du temps, de commettre une transgression, c'est-à-dire un acte non-conforme à un système particulier de normes qui saisissent l'action collective comment un acte répréhensible. Becker souligne, dans ce sens, que les actes non-conformes sont souvent commis par des individus qui n'ont pas l'intention d'agir en ce sens. Le refus initial de Marina, la peur de Carmen, analysées en début de chapitre, mettent en exergue la difficulté qu'il y a à transgresser un ordre normatif, difficulté d'autant plus grande que celui-ci se réalise sous la forme d'un acte inscrit au sein de l'espace public qui expose, d'emblée, la confrontation revendiquée par l'organisation. L'approche interactionniste proposée par cet auteur nous oriente vers l'obligation de vérifier la position des proches qui sont non-membres en ce que le caractère déviant ou non d'un acte dépend de la manière dont les autres réagissent. Tant que personne ne porte une accusation publique, les conséquences de l'acte posé sont minorées. Le problème est, ici, que les réponses des autres doivent être considérées comme problématiques.

Marina distinguait la vision du « dehors » et celle de « dedans », Carmen et d'autres de ses camarades avouaient la peur provoquée par l'action collective de *desocupados* « avant » de les rejoindre. Par « dehors » ou « avant », elles se réfèrent à une vision stigmatisée de l'action collective qui peut l'assimiler à un acte de non-conformité. Certes, intentionnel de la part des dirigeants et des militants, il contraste avec la position des membres éphémères ou moins engagés qui expriment une certaine réticence à rejoindre la

mobilisation. Souligner cette transgression permet d'apporter un élément de réponse à notre interrogation sur l'engagement d'une population telle que celle de *desocupados*, qui se réfère aux conditions sociales, économiques et institutionnelles qui rendent un tel engagement possible.

En effet, celle-ci ne peut être déduite du seul intérêt commun à la reconnaissance d'un statut, et à l'accès aux ressources publiques. Un certain accord semble s'imposer sur le problème qu'il y à représenter « l'action collective comme la conséquence directe de l'intérêt d'un groupe tout à fait formé – classes sociales, communautés, ethnies, syndicats, partis- sans poser sérieusement la question des rapports entre le groupement qui agit et la population de base dont il se veut l'expression […] Ce court-circuit évite d'analyser le problème de la mobilisation individuelle sans toutefois le résoudre » (Charles Tilly, 1986, 224). Un tel court-circuit évacue, en effet, le questionnement avancé par Olson (1978) dans son ouvrage *La logique de l'action collective*, selon lequel l'existence et la reconnaissance d'un intérêt commun ne suffisent pas à expliquer les mobilisations. S'agissant de ce qu'il nomme un « bien collectif », de nombreux acteurs pouvant être tentés par la stratégie du *free rider*, fondée sur l'attente d'un bénéfice sans participer aux efforts nécessaires pour l'obtenir. On sait qu'Olson tente de résoudre le paradoxe qu'il soulève en évoquant l'existence d'incitations sélectives, individuelles, qui s'ajoutent aux biens collectifs tirés de la mobilisation et qui poussent un nombre d'individus à supporter le coût de l'action collective[339].

Comme le souligne Becker, on peut trouver un début de réponse à cette question en analysant le processus de l'*engagement* par lequel une personne « normale » se trouve *progressivement* impliquée dans les institutions et les conduites conventionnelles. Le terme « engagement » renvoie au processus par lequel divers types d'intérêts sont progressivement investis dans l'adoption de certaines lignes de conduite avec lesquelles ils ne semblent pas entretenir de rapports directs (1985, 50). Becker propose le concept de « carrier » pour construire des modèles séquentiels notamment pour étudier les carrières déviantes. Ce que, l'auteur nous avertit, ne devrait conduire à s'intéresser qu'aux seuls individus qui accomplissent une telle carrière, débouchant sur une déviance de plus en plus affirmée et qui finissent par adopter une identité et un genre de vie radicale (1985,

[339] Il convient, dès lors, de rappeler un questionnement qui porte sur la mobilisation. Boltanski (1982, 53) souligne que « la constitution du groupe est elle-même le produit, au moins partiellement, d'un travail social d'unification, comparable, sous beaucoup de rapports, au travail politique de mobilisation ». Par ailleurs, l'approche de la *capabilité* diffère de l'évaluation utilitariste (…) parce qu'elle fait place à toute une série diversifiée d'actions et d'états en les considérant comme importants en eux-mêmes (et pas seulement *parce qu*'ils peuvent être source d'utilité, ni simplement *dans la mesure où* ils le sont) Sen (2000, 71).

47). Cette réponse nous semble pertinente d'autant que Becker analyse les comportements déviants au sens large et non réduits au seul monde de la délinquance. En effet, l'auteur étudie les sous-cultures organisées autour d'une activité « déviante » particulière et les conséquences du fait d'être pris et stigmatisé comme déviant sur la participation ultérieure à la vie sociale et sur l'évolution de l'image de soi de l'individu (54-55). Les activités étant multiples notamment, les fumeurs de marihuana, les musiciens de jazz, etc. Ainsi, la plupart des gens demeurent sensibles aux codes conventionnels de la conduite et, pour pouvoir se livrer à un premier acte déviant, ils doivent composer avec cette sensibilité. Par ailleurs, soutient l'auteur, il peut parfois paraître *nécessaire* ou *commode* à une personne qui respecte habituellement les lois de ne pas s'y conformer dans des circonstances particulières. Lorsqu'une action est entreprise pour satisfaire des intérêts légitimes, elle devient, sinon tout à fait régulière, du moins pas tout à fait irrégulière. En bref, les individus apprennent à participer à une sous-culture particulière.

Dans l'analyse de cet apprentissage, de ce travail politique, la distinction entre *in-group* et *out-group* nous permet de préciser les procédés qui sont à l'œuvre. Schütz exhorte à étudier le système de typifications approuvé socialement comme étant le mode de vie de l'*in-group* [c'est-à-dire le groupe pris en relations de « nous » dans une situation donnée]. Ainsi, le philosophe propose le monde de l'*in-group* comme étant un monde de situations communes dans lequel les problèmes communs n'émergent qu'au sein d'un horizon commun, problèmes qui appellent des solutions typiques par des moyens typiques pour mener à bien des fins typiques.[340] Autrement dit, l'engagement progressif de soi, de sa famille, de ses proches, dans des organisations de *desocupados* permet l'apprentissage des formes d'action *typiques* pour répondre aux situations communément rencontrées. Au vu de cet apprentissage, la différence qui subsiste entre le militant et le délégué du quartier semble ancrer le premier dans un horizon d'expérience externe à l'organisation propre à sa biographie. Ce réservoir lui permettant de rapprocher les problèmes communs aux organisations de *desocupados* de ceux déjà rencontrés par le passé. Il établit un ample réseau de solidarité avec d'autres organisations de *desocupados*, avec des organisations d'étudiants, des associations de droits de l'homme, des professionnels, des organisations syndicales. Un acte donné, la mobilisation, ou non, dépend en partie de ce que les autres font. Bien que le projet politique demeure implicite, les diverses organisations s'insèrent

[340] Dans ce sens, nous avons constaté, notamment en 2006, que dans les espaces collectifs, le recours aux blocages et aux manifestations de rue est très vite suggéré pour la résolution des problèmes typiques même s'il n'est pas adopté systématiquement mais sur un mode plus stratégique, en raison notamment du faible rapport de force des groupes.

dans un horizon commun. Par conséquent, il est possible de concevoir, à la manière de Julia, qu'un membre d'une autre organisation soit « un compañero »[341].

Compañerismo : Dimensions économique, politique et affective des engagements.

Les récits présentés témoignent de l'imbrication des dimensions politique, économique et affective qui sont à l'œuvre dans les réclamations des *desocupados*. Dimensions qui apparaissent exprimées dans l'investissement de ces membres des MTD et ses *compañeros*. Ces dimensions ne se substituent pas, elles semblent s'opposer les unes aux autres et se recouvrir mais pas complètement. Revenons, à présent, sur le récit de Carmen. Nos premières rencontres nous permettent d'entrevoir l'enthousiasme avec lequel elle s'engage dans l'activité au sein du MTD de Berazategui. Néanmoins, suite aux multiples tensions survenues en particulier avec Marina, sa nièce qui deviendra, par la suite, la déléguée, elle éprouve une sorte de désenchantement dont il lui est difficile de retracer l'origine. La distance qu'elle à prise vis-à vis de ses activités fait que, deux ans plus tard, elle renonce à exercer des responsabilités dans l'organisation. Elle a récupéré son local, et quitté les responsabilités à la tête des ateliers (*roperito* et cantine). Alors que durant nos premières conversations, elle soulignait des changements significatifs survenus dans le passage de l'inactivité à l'activité dans l'organisation, des mois plus tard, elle compare cet engagement avec sa participation politique, le *travail en politique*, affirme-t-elle :

> Carmen : Nous, ce que l'on a, c'est parce que l'on ne paye pas la main-d'œuvre. Et la maison s'est faite par la politique. C'est que quand nous travaillons *en politique,* au lieu de nous faire payer nous nous faisions livrer les matériaux pour la construction. Nous travaillions pendant les *campagnes politiques* avant de rentrer dans le mouvement et grâce à cela, j'ai fait la maison. Si c'était pour mon travail, je ne travaillais pas. J'avais les enfants. Imagine-toi, il ya dix ans les quatre étaient petits. Après, je suis entré au mouvement et là, j'ai commencé à travailler
> Pia : *Comment le fait d'être en politique vous a-t-il aidé pour faire la maison ?*
> C : C'est que les politiciens, arrivées les campagnes politiques, te payent. Comme moi je travaillais avec mon mari, j'étais fiscal ou vocal de « table », alors tu as un salaire. Julia a raison, c'est *une fois tous les quatre ans*. Mais tous les quatre ans, j'avançais. Je ne sais pas combien d'argent c'était. Maintenant, dans le mouvement j'avance un petit peu, j'ai mon *salaire tous les mois,* mais

[341] Julia souligne la diversité de groupes en même temps qu'il y a un partage de la cause : « nous sommes dans les rues pour les mêmes raisons ». Somos muchas organizaciones, salimos a la calle por lo mismo… mas alla de que tengamos diferencias políticas, […], atrás de esas banderas, o de ese dirigente, hay compañeros igual que nosotros […], somos iguales.

> quand tu as tout l'argent ensemble tu peux faire davantage qu'avec les 150… Je ne sais pas combien c'était, mais disons qu'avec 1000 *pesos* en une fois, tu peux avancer. Les 150, moi, en deux jours je n'ai plus rien. [342].

Pendant les premiers mois, le pari de la mobilisation semble porter ses fruits. Avoir une activité, accéder aux ressources des PTT, à des « formations » de l'organisation[343] autant des changements qui semblent combler les attentes qu'elle cultivait vis-à-vis du mouvement. Carmen dit ne pas avoir eu la moindre idée de ce que c'était un MTD, soulignant les tâtonnements au cours desquels elle a compris ce que cela pouvait signifier. L'atelier de travail fonctionnera dans son local durant deux années. Néanmoins, plus tard, des conflits vont apparaître. La comparaison entre travailler en politique et participer à un mouvement lui permet d'exprimer ses déceptions. Le retour, l'échange qu'elle et son entourage attendaient n'a pas été toujours là.

Quant elle compare la formation du MTD avec la participation politique de son mari elle ne renie pas de sa décision – s'engager au sein d'un MTD- mais sa position apparaît mitigée. D'une part, l'investissement dans le MTD lui appartient davantage, alors qu'elle décrit l'activité politique comme étant propre à son mari. Les décisions lui appartiennent. Cependant, l'évaluation économique des résultats de son engagement se fait sur un bien familial et non sur les avantages que l'activité, au sein du MTD, pouvait lui apporter personnellement. Les multiples calculs qu'elle peut faire -ainsi que ceux que ceux auxquels se livrent d'autres membres de l'organisation de *desocupados* – semblent prendre appui sur la nécessité et les carences que ces organisations ne parviennent pas à corriger. Cette maison qui n'avance pas, les 150 *pesos* qui ne durent plus que deux jours, l'effort qu'exige l'organisation, apparaissent de plus en plus pesants[344]. Les avantages relatifs que pouvait représenter le fait de percevoir chaque mois un revenu stable s'effacent devant la déception. Le revenu donné par des *punteros,* sachant que la participation aux élections ne fait l'objet d'aucune indemnisation par l'État et constitue un

[342] Carmen. MTD Berazategui. 2005. -Nosotros lo que tenemos dentro de todo es porque no pagamos la mano de obra y la casa de arriba la tengo hecha por la política. Porque cuando nosotros trabajábamos con la política en ves de que nos pagaran nosotros le pedíamos que nos compraran los materiales. Nosotros trabajábamos en campañas políticas antes de entrar al movimiento y gracias a eso tengo mi casa hecha, porque si fuera por mi trabajo, yo no trabajaba, tenia mis hijos chicos. […] Después entre al movimiento y ahí empecé a trabajar yo… no podía trabajar afuera. En el movimiento estoy adelantando un poquito, tengo mi sueldo todos los meses, pero lo que pasa es que ahí agarras toda la plata junta, podías hacer algo mas que con los 150 *pesos*… en cada campana no sé cuanta plata era pero supone, 1000 *pesos*, y con esa plata hacías. Porque es más que con 150 *pesos* todos los meses, porque yo me lo gasto en el mes, a los dos días ya no tengo más nada

[343] A la tête de la cantine, elle a pu bénéficier d'une formation délivrée au sein du réseau notamment pour apprendre à transformer le soja.

[344] Néanmoins, lors de nos terrains successifs, en 2005 et 2006, elle continue à faire partie de l'organisation.

revenu illégal, est référé, comme souvent le *plan*, sur le mode d'un salaire. Or, les deux investissements (chez les *punteros* et chez un MTD) répondent à des nécessités économiques que la prolongation du chômage fait sentir d'autant plus lourdement.

Ce qui apparaît en tout premier, ce sont les besoins vécus à partir de l'absence de travail. Ni les « campagnes politiques », ni le « mouvement », ne peuvent combler le manque de ressources qui ne sont plus gagnées du fait de l'absence de travail de son mari et qui débouche, également, sur l'absence de travail de ses enfants. Même si elle, son mari et ses fils accèdent à l'allocation tous les mois, et il ne s'agit pas de 150 *pesos* mais de 600 *pesos* perçus alors par le foyer, cela demeure insuffisant[345]. En somme, ce que l'on peut lire dans le calcul de Carmen, c'est que l'argent des « campagnes politiques » pouvait être mis de côté car son mari et ses fils travaillaient, celui des *planes*, y compris celui de ses enfants, qui contribuent tous les mois aux dépenses du foyer – électricité, gaz, téléphone, alimentation-, est orienté vers des besoins *prioritaires*. Cette comparaison montre l'engagement dans l'action collective comme un substitut au travail, comme un moyen *atypique* de gagner sa vie[346]. L'argent de l'allocation semble se dissiper dans la consommation courante alors que celui de la politique était resté dans le concret des murs de la maison ; bâtie par son mari et ses fils, qu'elle considère alors être de bons « compañeros » de leur père. Un éloge qui évoque, ici, une contribution d'ordre économique.

Les déceptions, qu'elle quantifie lorsqu'elle les compare au travail politique apparaissent de manière plus immatérielle quand elle les attribue à l'absence de confiance, aux conflits qui ont culminé avec la perte du poste de délégué de son mari.

> Carmen : Mon mari a eu beaucoup de confrontations avec Marina. *C'est un peu pour cela que l'on a fermé la cantine ici.* Il y a eu beaucoup de problèmes entre eux. Alors, mon mari a été destitué du poste de délégué. On disait des choses, que mon mari s'était arrangé avec les politiciens, ceci et cela. C'est vrai que nous

[345] Par ailleurs, sa famille a aussi droit à deux bourses alimentaires distribuées par le mouvement en fonction de la mobilisation des membres.

[346] Nous y reviendrons dans les chapitres suivants. Avoir l'électricité, le gaz et le téléphone fixe semble l'inscrire, par ailleurs, dans une meilleure condition que celle que vivent beaucoup de ses camarades. Elle nous explique même que le téléphone n'est pas un luxe mais un outil de travail pour son mari qui reçoit des commandes. Il y a aussi le raccord au gaz qu'il a fait lui-même pour éviter de payer les frais de connexion au réseau. Connaissant un plombier attitré, son mari a fait « approuver » le travail par un professionnel et payé la signature des travaux pour pouvoir faire le raccord. Le réseau de gaz passe par sa maison ce qui n'est pas le cas dans tout le district. Le seul luxe qu'elle considère se permettre est d'avoir récemment acheté une voiture d'occasion. C'est le ton de confidence qu'elle donne à ces commentaires, suivis d'une justification que nous n'avons pas sollicitée, qui nous font penser à un luxe avoué. Il s'agit pourtant d'une vielle voiture de 1996. Le sens qu'elle donne à cette dépense en tant que luxe pourrait être associé à la valeur de la voiture comme bien de différenciation notamment de ses camarades pour lesquels, il s'agit d'un bien rare.

avions travaillé en politique. Avant de commencer avec le mouvement, mon mari travaillait pour les *punteros*. Mais *depuis que nous sommes entrés dans le mouvement, jamais il n'a travaillé en politique*. […] On l'a accusé de vouloir mener les gens pour les politiciens. Une parti de Quilmes est avec Varela, mais la plupart sont partis avec d'autres districts [FPDS] En ce moment, mon mari a beaucoup de problèmes.
Pia : Pourquoi, il en était proche ?
C : Oui, ils habitent en face. On l'a vu discuter plus d'une fois et tout le monde croyait qu'il voulait s'arranger pour récupérer les gens. Et ce n'était pas vrai. C'est pourquoi j'ai toujours dit «*j'ai donné le meilleur* de ce que j'ai pu au mouvement. Si quelqu'un a quelque chose à me reprocher qu'elle vienne me le dire ». [347]

Les suspicions qui pèsent sur son mari sont dures. Il aurait travaillé pour le compte des *punteros*, suscitant ainsi des divisions dans le mouvement, à l'encontre des intérêts communs. Souvent, elle évoque un calcul plus au moins opportuniste de la part de « certains membres ». Les membres saisissent des opportunités, celles d'accéder à des subsides publics distribués par des *punteros* sans pour autant adhérer aux partis politiques. Ainsi, certains membres qui « viennent par nécessité » peuvent-ils participer, de manière concomitante, à des actes politiques ou à des événements culturels avec les autorités locales afin d'avoir accès à d'autres ressources. Mais pour un délégué, ce genre d'arrangements n'est pas toléré. Récupérer les gens au profit des autres, s'arranger avec les politiciens, est une accusation qui entache son honnêteté. Ce risque encouru à tout moment par les organisations de *desocupados* – autant que par les *punteros*- fait écho à l'expression de Nani quand il soulignait, « ici c'est nous ». Ici, le MTD agit comme la négation de s'engager ou de se mobiliser pour le compte des *punteros*. Devant les accusations formulées – faussement dit-elle- et à la perte du poste de délégué de son mari, elle ne tiendra plus le local à la disposition de l'organisation. Le calcul proprement économique laisse, ici, place à d'autres motifs de déception, le manque de confiance, la non-reconnaissance de l'effort qui a consisté à donner le meilleur de soi. En ce sens, le

[347] Con Marina. Mi marido tuvo muchos choques con ella y en parte por eso se retiro el comedor de acá. Hubo muchos problemas entre ellos y a mi marido lo sacaron de delegado, se hablaron muchas cosas, que mi marido transaba con la política, que esto y que lo otro… « Ta bien, nosotros siempre trabajamos en política porque antes de empezar con el movimiento mi marido trabajaba con los punteros políticos. Pero después que entramos al movimiento jamás trabajo en política y lo acusaron que estaba transando con un político […] llevar la gente de acá para los políticos cosas así. – Hay una parte de Quilmes que esta con Varela. Pero la parte mas grande se fue, que eran bastantes y se fueron con otros distritos, y ahí tuvo muchos problemas mi marido –*¿Porqué ? ¿El era muy cercano a ese grupo ?*. –Y son chicos conocidos de acá en frente. Lo vieron hablando más de una vez y todo el mundo pensaba que estaban transando para que se llevase la gente. Y bueno, no era nada, […]. Por eso yo siempre digo, al movimiento le brindé lo mejor que pude. Si hay una persona que me tiene que decir algo, que no estuvo de acuerdo conmigo en el movimiento que venga y me lo diga ».

calcul économique semble être l'expression même de la déception. Cependant, après avoir conservé le salon pour un usage familial comme lieu de vie, son mari le loue à une nièce pour un montant de 200 *pesos*.[348]

Le *compañerismo* est aussi le critère pour décider de l'étendue et de la durée de sa participation aux organisations de *desocupados*. S'agit-il d'un calcul du rapport coût-bénéfice ? Carmen expliquait les raison de son désengagement[349] par l'absence de *compañerismo*. Ce calcul est-il intervenu a posteriori quand ses espoirs ou ses attentes ont été déçus ? Est-ce l'absence de ressources qui la déçoit ou l'attitude de ses camarades ? Dans son récit, il est question du manque de *compañerismo*, c'est-à-dire de camaraderie. Une disponibilité qui rend le bon *compañero* présent quand on a besoin de lui. Pour elle, ses enfants sont des bons *compañeros* de leur père puisqu'ils travaillent avec lui. De même, lorsque ses camarades se réunissaient dans son local, elle ne manquait pas de préparer du mate et du thé pour avoir quelque chose de chaud à boire. Quand le local a été endommagé par ses camarades, c'est sa famille, son mari, qui a dû le réparer. Son dévouement n'a pas été reconnu comme elle pouvait s'y attendre. Personnellement, elle a reçu d'autres formes de reconnaissance dans l'organisation. Julia l'a souvent invitée à être déléguée, à assumer un poste, *un cargo*, de responsabilité dans le quartier. Mais elle a refusé car elle ne se sentait pas accompagnée, ou soutenue par ses camarades.

En dépit de ces déceptions, elle continua à prendre plaisir aux activités du mouvement, tant le travail que les manifestations. Seulement, elle fait des contes et accomplit uniquement ce qui est obligatoire[350]. Pour Carmen, la dimension politique de ces activités est quelque part méditée. Ses propos mettent en valeur une considération négative de la politique. Elle la relègue à l'activisme dans les partis politiques, rattachée aux *punteros*. Elle la réintroduit en évoquant l'action des membres actifs de l'organisation, délégués et responsables d'ateliers. En la désignant comme possible déléguée, elle reconnaît bien qu'il s'agit d'une marque de distinction – elle s'y réfère comme un poste important et de responsabilité pour lequel il faut être capable. Néanmoins, elle le refuse car elle ne se sent pas capable de bien le faire. Quand Carmen se réfère au poste de responsable d'atelier et à celui de son mari de délégué, Carmen signale une autre dimension du politique, c'est dans

[348] Quand elle récupère le local, son mari le divise en deux et y installe une habitation pour sa mère.
[349] Bien qu'elle continue à faire partie du MTD, elle n'y prend plus un rôle actif et ne prête plus son local.
[350] Nous reviendrons sur cette caractérisation dans les chapitres suivants.

ces espaces de l'organisation qu'elle peut s'exprimer, sa voix comme membre active de l'organisation et montrer qu'elle y a toute sa place[351].

Une dimension affective se dégage également du récit de Carmen.

> Pia : *Et qu'est-ce qu'il faudrait pour avancer ?*
> Carmen : Du *compañerismo*. Tu t'en sors grâce au *compañerismo*. Ça ne sert à rien de ramer à contre-courant. Je pense que la seule manière de nous en sortir est que nous soyons unis. […] par exemple, il y a un an et demi que Julia est en train de nous dire de chercher un lieu à la Veron et personne ne s'en occupe, d'avoir un terrain qui soit à la Veron. Un terrain pour pouvoir construire pour la Veron. Ici, personne ne s'en occupe. *C'est là que je dis que les gens sont là seulement pour les besoins qu'ils ont chez eux. La majorité des gens sont ici par nécessité et non pas par conviction pour le mouvement*. *J'aime le mouvement et tout le reste.* Le gens ne sont pas là parce qu'ils aiment le mouvement. Un de mes enfants est là seulement par nécessité, il a besoin de travailler mais il n'est pas convaincu de la politique du mouvement, il est là parce qu'il ne trouve pas de travail, pas plus d'une fois par semaine.[352]

Carmen exprime ses attentes sous la forme d'une disponibilité qu'elle attribue aux membres de sa famille, le *compañerismo*.[353] Les enfants accompagnent leur père sans se poser la question de leur propre intérêt, ils sont de bons *compañeros* de leur père. Une présence qui ne résiste pas au calcul économique. D'après Carmen, ces formes de réciprocité sont défaillantes – à tout le moins à Berazategui- et se répercutent en l'absence de progrès dans l'organisation elle-même. Elles mettent en cause l'équilibre entre son engagement considéré comme généreux et les retours liés à celui-ci, ici, en l'occurrence, des conflits, des accusations infondées. Ceci semble inscrire sur un même pied d'égalité, sa déception personnelle, elle ne peut pas avancer dans la construction de sa maison -ce qui n'est pas forcément ce que l'on peut demander au MTD mais qui continue d'être une

[351] C'est là ou se discute ce qu'elle appelle la politique du mouvement ; une notion positive du politique semble émerger.

[352] Carmen. MTD Berazategui 2005. -*Y ¿qué tendría que haber para adelantar ?*-Mas compañerismo, sobre todo, vos salís adelante con el compañerismo, no te sirve de nada remar contra la corriente. Yo pienso que la única forma que Berazategui va a salir adelante es que seamos unidos si no hay unión no vamos a salir nunca a adelante, hace mas de un año y medio que Julia esta al frente con nosotros. Hace un año y medio que se viene diciendo que busquemos *un lugar de la Verón* y nadie se preocupa para tener un terreno que sea de la Verón un terreno para construir algo para la Verón, pero acá nadie se preocupa por nada. Es ahí donde yo te digo que *la gente esta por la necesidad que tienen en sus casas, la mayoría esta por la necesidad no es porque este convencida por el movimiento. A mi el movimiento me gusta* y todo lo que vos quieras y no toda la gente esta porque le gusta el movimiento, esta porque tiene que *cumplir* nada mas. Mis hijos, uno de mis hijos esta por la necesidad que tiene no es porque este convencido de la política del movimiento, el esta porque no tiene trabajo y si consigue, consigue una vez por semana alguna changuita o algo

[353] Faulk, Karen Ann, Trouve le *compañerismo* au sein des entreprises gérés par les ouvriers, notamment l'hotel BAUEN, à Buenos Aires. Elle souligne à partir d'une étude ethnographique, la constitution d'un « coopérativisme affectif » autour du *compañerismo*.

forte attente des secteurs populaires[354]-, et ce qu'elle considère l'échec dans le MTD, ne pouvoir pas faire avancer le mouvement, avoir un lieu lui appartenant.

Si, dans certains passages, elle reconnaît s'être rapprochée de l'organisation de *desocupados* « par nécessité » (de ses enfants précisait-elle), son engagement dans les activités et le travail l'amènent à prendre du plaisir à en faire partie. Elle considère avoir dépassé l'attitude de la nécessité et considère que celle-ci nuit le progrès du quartier. Alors que d'autres *quartiers* ont beaucoup avancé, ce n'a pas été le cas de Berazategui. Un grand nombre de ses camarades seraient dans l'organisation uniquement par nécessité et non pas par conviction. Alors l'absence de *compañerismo*, l'absence d'affectivité, réduit l'engagement à son simple minimum[355]. C'est ainsi qu'elle réintroduit une autre dimension de la politique, celle de l'intérêt pour autrui. Associée à la politique du mouvement, non pas celle du calcul et de la nécessité, mais celle qui fait que les autres quartiers progressent, c'est le *compañerismo*. La politique prend une dimension affective à travers le *compañerismo* qui est caractérisé par l'entraide, l'union, le travail orienté vers un même objectif (avoir un lieu pour la Veron), penser à apporter le *mate* pendant les manifestations, réunions et assemblées, penser au *compañero* qui n'a pas à manger durant celles-ci, penser aux *compañeros* ou à leurs enfants qui sont malades. Ces manifestations du *compañerismo* peuvent revêtir une valeur économique, mais elles semblent évaluées à l'aune de la disponibilité envers autrui, plutôt que par le prix que pourrait avoir le mate, une galette ou encore un médicament.

Le *compañerismo* devient une forme de solidarité qui permet de s'engager en faveur d'une même cause, au-delà des seuls calculs personnels, elle peut articuler les rapports familiaux et les liens au sein des organisations de *desocupados*.

[354] L'accès ou les avancées dans la maison continue d'être une attente centrale des secteurs populaires et moyens. Juana et sa fille ont décidé de rentrer dans le MTD pour renforcer le toit de la maison. Elles ont mis de côté leurs deux premiers revenus pour acheter des matériaux. Son mari l'a construit avec l'aide de son cousin.

[355] Dans d'autres entretiens, y compris à Berazategui, le *compañerismo* est souligné comme une valeur retrouvée dans l'organisation. Margarita (43 ans) nous dit : La première chose que j'ai vue, c'était le *compañerismo*, l'on s'aide les uns les autres. Quand tu dois marcher et tu a un enfant, on t'aide à le porter, ou avec la poussette, on amène le mate, quelque chose pour manger, tout… La primera impresión fue el compañerismo que se ayudan unos a otros. Cuando vos tenés un chico y no puede caminar te ayudan o te ayudan con el cochecito. Entre todos tratan de ayudar para que… llevan el mate, las cosas para comer, todo. Retrouvé ou pas, le *compañerismo* semble relier (ou diviser) les membres de manière assez visible.

V. Conclusion

Nous avons tenté de restituer les cheminements multiples qui sont à l'œuvre dans le cas des membres des organisations de *desocupados*. Nous ne pouvons pas retracer l'histoire d'une institution mère qui serait un soutien en termes de ressources et de reconnaissance à l'origine des mobilisations[356]. Des réseaux de camaraderie, de voisinage peuvent s'inscrire au fondement de ces organisations. Le rapport à « l'institution mère » ne se vérifie pas ici ; ce sont souvent les membres de base qui apportent les ressources de leur réseau familial et de voisinage à l'organisation. Cette inversion est d'autant plus marquée que les liens qui sont à la base des organisations sont d'ordre familial. Certes, il s'agit d'appartenances qui sont susceptibles d'apparaître concurrentielles, en particulier lorsque les plus jeunes exercent le rôle de délégué.

Si l'on propose une analyse des données objectives des caractéristiques des membres des organisations de *desocupados,* il se lit une certaine forme d'homogénéité qui les décrirait comme des secteurs paupérisés. Si l'on regroupe les membres en fonction de leur âge, donc d'un moment du cycle de vie, ceux qui ont plus de quarante ans, grâce à des investissements familiaux, avec l'aide de leurs enfants, sont parvenus à acquérir leurs propres maisons en dur, mais la plupart ne sont pas finies. Mis à part certains militants, ils n'ont pas fait d'études universitaires, beaucoup, même, n'ont pas achevé l'école primaire mais ils se sont investis pour offrir cette possibilité à leurs enfants. Ces données nous semblent pourtant insuffisantes. La prise en compte des réseaux familiaux, dans les organisations de *desocupados,* permet de mieux comprendre les logiques d'engagement qui sont à l'œuvre. Ces dernières ne se limitent pas à l'expression du conflit avec les autorités et dépassent une conceptualisation étroite du politique.

Ces aspirations rendent intelligibles les arguments des membres des organisations des *desocupados* et leur entourage comme une frange paupérisée de la classe moyenne tenus à l'écart d'un mode de vie auquel ils aspirent[357]. Bien que la plupart des foyers ne puisse

[356] Par ailleurs, la multiplicité des origines politiques est très importante. Certaines organisations de *desocupados* sont articulées au sein des syndicats (notamment la FTV ou la CCC au sein de la CTA) ou des partis politiques (entre autres le PO et le Partido Obrero ou même l'étroit rapport entre le MTD Evita ou la FTV et des secteurs du PJ) et entretiennent des rapports complexes plus ou moins autonomes. Une topographie des organisations *piqueteras* est décrite par Svampa et Pereyra (2004) et par Couso (2005).

[357] L'association des modes de consommation et de citoyenneté demeure, le plus souvent, cantonnée à certains biens, télévisions et vêtements de marque. Cette consommation pourrait se donner à considérer sous

pas être considérée comme constituant une classe moyenne paupérisée au sens où les standards de modes de consommation de la classe moyenne n'ont pas été atteints, la référence à celle-ci est présente sous la forme d'une prise en considération des aspirations d'ascension sociale exprimées, dans notre étude, notamment l'accès à la propriété, le droit à l'éducation gratuite, (en général, des études secondaires) à la santé-. Ici, ces possibilités sont à nouveau investies, avec plus ou moins de succès, comme une stratégie familiale à laquelle les enfants aînés participent, parfois, lors de la construction de la maison familiale ou encore en garantissant qu'une éducation sera dispensée à leurs frères et sœurs cadets.

Cette réponse nous invite à dépasser les premières impressions qui pourraient nous conduire à considérer les *piquetes* de *desocupados* comme traduisant l'absence de cohésion sociale, l'anomie, le non-sens. Elle nous invite à réfléchir à la singularité des personnes. C'est précisément à partir de la singularité d'une personne que nous formons une image d'elle qui n'est pas identique à sa réalité, mais qui ne désigne pas pour autant un type universel. Or ce principe, nous rappelle Simmel (1999), agit à l'intérieur de la société comme l'*a priori* des actions réciproques entre les individus.

Le développement apporté par Simmel[358] sur les modes de socialisation nous rappelle l'articulation entre l'appartenance à un groupe et l'individualité de chaque membre. Il nous permet d'envisager les membres dans ces différentes dimensions de sorte à ne pas réduire l'activité des individus au seul engagement dans l'action collective. Ce fait agit comme un a priori social, dans la mesure où la partie qui n'est pas orientée vers l'intérêt du groupe ou qui ne se confond pas avec celui-ci, n'est pas simplement posée à côté de la partie qui revêt un sens social, sans lien avec elle. Ce n'est pas seulement une chose extérieure à la société à laquelle bon gré, mal gré, celle-ci fait une place ; que l'individu ne soit pas par certains aspects, seulement un élément de la société, c'est au contraire la condition positive pour qu'il le soit par d'autres aspects de sa nature : sa manière d'être socialisé est déterminée ou co-déterminée par sa manière de ne pas l'être. Dans cette

---

les modes de ce que Charles Tayor (2003, 76) désigne comme un « individualisme expressif ». Ce qui est le plus mis en exergue dans notre recherche, c'est l'importance conférée à l'accès à l'éducation et à la santé.

[358] A l'intérieur d'un cercle fondé sur un métier ou des intérêts communs, chacun des membres voit les autres non pas de façon purement empirique mais en fonction d'un a priori que ce cercle impose à chacune des consciences qui en font partie. Dans les cercles d'officiers, de membres d'une Eglise, de fonctionnaires, de savants, de membres d'une famille, la vision de l'autre dépend de cette condition préalable évidente : voilà un membre de mon cercle. Bien évidemment, la singularité de la personne n'est pas purement et simplement voilée, mais dans la mesure où son existence tout à fait individuelle et concrète se fond avec cet a priori en une unité, ce voile lui confère une forme nouvelle. L'engagement à l'intérieur des organisations de *desocupados* permet de ne pas voir les autres avec distance, comme le soulignait Marina au début, mais comme un *compañero*. En même temps qu'on lui reconnaît une certaine spécificité de par sa biographie et d'autres formes d'appartenance, qui sont plus ou moins concurrentes avec l'activité dans l'organisation ils établissent une certaine camaraderie.

même veine, la distinction de Schütz entre in-group et out-group présuppose une réciprocité des perspectives fondée sur l'action et l'expérience quotidienne.

La signification sociologique de certains types est d'autant plus pertinente qu'ils sont précisément exclus de la société pour laquelle leur existence a un sens (Simmel 2002, 70-71). Dans quelle mesure est-il possible d'étendre ces réflexions aux *desocupados* mobilisés au bénéfice de la reconnaissance de leur statut, de celui de travailleurs. Cette reconnaissance rendrait accessible une catégorisation plus légitime que celle de quelqu'un qui vit des aides publiques ou qui, du fait du chômage, deviendrait socialement inutile. Dans quelle mesure un tel renversement est-il possible ?

La prise en compte des motifs des engagements, dans la durée, permet d'échapper à une explication que réduirait l'engagement à la seule attente de bénéfices : accès à l'allocation et aux ressources alimentaires. En effet, la jouissance potentielle de ces biens entrent en ligne de compte à l'heure d'envisager un tel investissement. La mobilisation telle que la présentent les membres des quartiers, constitue une transgression qui risque de redoubler la stigmatisation produite par le chômage. En dépit de ce risque, pour les membres des organisations créées en 2002, à l'instar de celles dont il est question ici, le constat selon lequel des quartiers entiers perçoivent les allocations semblerait exercer un effet normalisateur sur celles-ci. A plusieurs reprises, on nous a expliqué que, dans le quartier, « tout le monde » bénéficiait de l'allocation, Andrés, évoquant les origines de l'allocation, Nani, pour m'expliquer la composition du quartier, qu'il connaissait très bien puisqu'engagé au sein des associations locales, ou encore la mère de Marina, soulignant les bienfaits du *merendero* dans un quartier dans lequel les besoins sont élevés. Il semblerait que la généralisation des allocations aide à supprimer ou à réduire le caractère stigmatisant des allocations en éloignant celle-ci tant d'une situation choisie que méritée. On n'a pas ou plus honte d'avoir recours à l'allocation, bien que l'on n'en soit pas fier. Le fait d'avoir « gagné » l'allocation, déplace la stigmatisation liée au fait de percevoir le subside vers ceux qui « vivent des allocations », ces « autres » qui sont à la fois des *vecinos* et des proches et même des membres du mouvement. Contrairement à la situation observée chez les chômeurs qui perçoivent le RMI en France où comme le signale Pierre Strobel (2001, p170- 171) « on ne dit pas facilement à ses proches qu'on est au RMI.[359] En même temps qu'il n'enlève en rien le regard de la mobilisation en tant qu'acte contraire aux mœurs, ce constat permet de comprendre la multiplication des tentatives

[359] L'auteur précise que 18 % des allocataires du RMI n'en ont pas parlé à leurs parents.

d'accès aux allocations, dont la négation s'impose progressivement comme un acte arbitraire et injuste.

Dans ce sens, les militants et les dirigeants cultivent une vision précise de ces rôles. Alors que le terme de délégué semble souligner la représentation exercée, celui de militant ne tient pas compte du poste exercé au sein des organisations mais de la volonté individuelle de s'y consacrer. Le terme met en exergue, dans ces organisations, un rôle de passeur, des formes d'action et de prise de décision entre les organisations de *desocupados* de manière explicite mais aussi entre générations[360] et entre groupes sociaux.

Quand il apparaît comme critique, notamment chez Andrés ou plus fortement du point de vue extérieur, chez D'Elia, il est circonscrit dans une caractérisation d'« avant-garde éclairée » de gauche, extérieure au milieu populaire[361]. Or, cette dualité entre militants et membres du quartier semble atténuée lorsqu'on suit les activités des uns et des autres dans le cadre de situations très diverses.

Si nous consultons les définitions plus générales du terme de militant, elles ont trait à des activités propres au politique et qui sont à la base des soutiens nécessaires au fonctionnement de ces organisations. Le Grand Larousse Universel, nous donne une acception du terme militant :

> **Militant** ; adj. (de militer) se dit de qqn, de son attitude, de son action, qui lutte, combat pour une idée, une opinion, un parti. N. Adhérant d'une organisation politique, syndicale, sociale, qui participe activement à la vie de cette organisation (réunions, financement, propagande, campagnes)
> **Militer** v. i. (lat. militare, de miles, -itis, soldat) participer d'une manière active à la vie d'un parti politique, d'un syndicat, d'une organisation défendant une cause.

Aussi, la racine étymologique du mot, d'origine latine, place-t-elle le militant au fondement des organisations, politiques, syndicales ou sociales ; plus proche du soldat que du commandant ou du dirigeant. Veyne (1995, 63) souligne l'influence du christianisme dans la conception du militantisme comme une forme de prosélytisme. Reprenant la doctrine de Saint Augustin, l'historien estime que « le christianisme est un militantisme prosélyte, une *militia Christi*. […] tous les hommes s'aiment entre eux parce qu'ils aiment le même Dieu et qu'ils veulent le faire aimer »[362]. Quel est le rapport entre l'amour de Dieu et l'amour du prochain ? Le véritable amour de Dieu… consiste à

[360] Dans l'ouvrage *El fogon de la memoria*, -le feu de la mémoire- l'expérience des militants des années 70 est décrite explicitement.
[361] Dans son ouvrage, La dérive des intellectuels, Silvia Sigal (1996) montre les difficultés qu'éprouvent des militants des classes moyennes à s'identifier au péronisme et à réclamer la représentation « du peuple ».
[362] Saint Augustin, De doctrina christiana, I, 30 (29). Cité par Veyne (1995, 63).

participer au plan que Dieu a formé sur l'humanité toute entière, à se passionner pour l'entreprise divine de salut universel. De même, Walzer souligne la fonction du dévot selon Calvin, agissant dans le monde : il est un activiste, un militant chrétien, et son activité l'entraîne à faire acte de prosélytisme à l'extérieur de l'église. (1987, 71).

Pour une partie des référents, l'activité militante consiste à mettre en œuvre un projet politique qui ne passe pas par les partis politiques en particulier, ni en règle générale par des formes représentatives. Ce positionnement n'est pas partagé par toutes les organisations de *desocupados*. Mario reniait, dans notre évocation, son rôle comme étant un référent pour lui préférer le mot plus classique de dirigeant, dépourvu de toute connotation à l'horizontalité.

Lorena gère les relations du mouvement avec l'administration provinciale. Son activité militante serait proche de son activité professionnelle, si elle avait un travail. Ayant réalisé une formation en « coopérativisme », elle suit le dossier de création de la coopérative de travail textile dite sociale[363] qui permettra d'améliorer les conditions de travail des travailleurs du MTD. Son engagement semble, à nouveau, questionner les distinctions classiques entre public et privé. Pour mieux comprendre ce « partage », il nous faut, dès à présent, produire une étude des conceptions du travail et de l'activité mobilisées par cette population.

[363] Le statut de « coopérative sociale » évoque l'exemption du paiement de la TVA, dont le taux est fixé à 20%.

II. LES CONCEPTIONS DU TRAVAIL ET DE L'ACTIVITE

« Il s'agit donc de repérer ce qui a valeur de commentaire et surtout les commentaires qui font l'objet d'une discussion et de positions contradictoires dans le groupe. Mais dans un autre mouvement de l'investigation il s'agit de repérer l'effacement du commentaire subjectif au profit de la description opératoire. A titre d'exemple on peut citer ce que se passe lorsqu'on aborde la question du danger du travail. Il est fréquent alors d'avoir à faire à une énumération, ou à une description, à un recensement des risques observés dans le travail. Mais alors il n'y a plus de commentaire, c'est-à-dire qu'il n'y a pas l'introduction dans la discussion de la dimension subjective du vécu de ces risques. Ce qui est décrit c'est la situation extérieure, ou schématiquement, ce qu'on pourrait appeler du nom de « contrainte ». En revanche manque un commentaire qui nous indiquerait ce qu'il en est du vécu de ces risques, c'est-à-dire la parole sur l'« astreinte » ». Christoph Dejours, 1988.

Nous avons précisé certaines évolutions survenues dans la société Argentine ces dernières années. Au sein des quartiers populaires, celles-ci ont des conséquences à l'heure de considérer l'éventail des possibilités qui s'offrent à portée de l'action de ses citoyens. Nous avons l'habitude de considérer le travail comme un indicateur du statut social des individus. Qu'en est-il du statut de ceux dont les activités sont caractérisées par l'instabilité ? Comme nous l'avions anticipé, la notion de travail est invoquée par les membres des organisations de *desocupados* eux-mêmes et de plusieurs manières. Elles évoquent des expériences passées, mais aussi leurs attentes futures ; le vécu des malaises au travail, proches de l'humiliation, autant que les possibilités de valorisation ; des occasions de trancher dans un conflit autant que l'expression de leur fierté. Nous tenterons de comprendre quelles notions du travail sous-tendent, à différents moments, les organisations de *desocupados*. Nous essayerons ainsi de dépasser la question telle qu'elle est posée par la littérature, à savoir si les mouvements de *desocupados* constituent un mouvement de travailleurs ou un nouvel acteur. Le lien entre travail et identité s'inscrit dans ces approches de manière privilégiée, ce qui tend à négliger les multiples pratiques qui recouvre le seul terme, travail. À partir de cette approche, les informations concrètes sur la manière de travailler dans les projets montés par les organisations, les modes de valorisation multiples, les possibilités et les moyens effectifs de rémunération des membres des organisations de *desocupados,* demeurent oubliées. En effet, plus qu'une réponse à l'exigence de contrepartie posée par la politique sociale, les *projets productifs* mis en œuvre par ces organisations, semblent s'orienter autour de l'institution des normes par les membres eux-mêmes. Ayant pris pour repère un contexte sur lequel ces pratiques sont contrastées ou adaptées, elles mettent en œuvre des solutions qui apparaissent par tâtonnements successifs. Il nous semble alors pertinent de saisir les différentes manières de comprendre le travail à partir de leurs discours et de leurs pratiques, dégageant des connotations qui sont laissées à voir par les acteurs eux-mêmes.

Chamoux (1994) nous avertit de la nécessité qu'il y a à étudier le travail dans toute sa diversité[364], sans chercher à imposer une notion univoque, qui vaudrait universellement. Notre démarche tente d'étudier ces différences par rapport aux contextes dans lesquels elles s'inscrivent (pendant les blocages, dans le travail de quartier, au foyer) et par rapport aux arguments qui les soutiennent (la mobilisation du droit, le besoin partagé ou individuel, l'obligation de subvenir aux besoins de sa famille). En particulier, l'évaluation

[364] Elle souligne, en même temps, une notion de travail « éclaté » chez les Romains sous forme de plusieurs termes.

de ce qu'est le travail apparaît dans la confrontation entre le « vrai travail » et les allocations des PTT d'une part, et entre le travail réalisé au sein de réseau des organisations de *desocupados* et à l'extérieur de celui-ci.

La définition du travail, en France, a fait l'objet de débats qui font apparaître un héritage philosophique multiple. Alain Cottereau (1994) nous livre plus d'une dizaine d'acceptions scientifiques du terme, en particulier au regard des théories de l'action. L'approche développée s'appuie sur une vision large de l'activité, notamment inspirée de la conceptualisation de l'activité humaine développée par Hannah Arendt (1983). L'activité distingue selon cet auteur trois dimensions : 1) celle du travail (activité de l'*animal laborans*, la reproduction de la vie biologique et matérielle), 2) celle de l'œuvre (la création personnelle d'*homo faber* qui transforme la matière en matériaux, c'est la dimension des projets destinés à rendre le monde habitable) et 3) celle de l'action, en tant que *praxis* (la participation, la vie politique et associative, domaine essentiellement du langage, de la coordination). Cette vision intègre ainsi l'activité humaine non seulement dans sa dimension d'obtention, de production et de gestion des ressources (travail), mais aussi de la vie personnelle et créative et de la participation à la vie politique et associative. Nous disposons, de la sorte, d'une vision élargie de l'activité qui permet de dépasser les injonctions à la productivité. Ainsi, à partir d'une notion du travail entendu comme forme d'activité, les différents usages et pratiques de travail que nous avons relevés pourront être précisés. Les signes d'une autre économie sont ainsi rendus visibles. Elle surgit et se développe même, dans les interstices de l'économie de marché. De ce fait, le travail militant devient aussi une forme de détournement, une forme de transgression dans l'économie du profit à travers un mode de vie critique : il y figure comme un excès (le don de soi), une contestation (le refus du profit) ou une transgression (une atteinte aux modes de concurrence).

CHAPITRE V :

LE TRAVAIL ET SON CONTRAIRE, LE NON-TRAVAIL

I. Le travail et son contraire, le non-travail

L'opposition entre travail et non-travail semble ouvrir un champ sémantique fécond permettant de repérer les valeurs attachées à la notion de travail ainsi que les pratiques pertinentes pour les acteurs. Comme le signale Chamoux (1994, 69), ce qui est ici mis en exergue, en apparence hétéroclite, peut se formuler positivement et être relié, de façon plus au moins cohérente, à d'autres idées traitant des rapports des hommes entre eux et avec le monde. Lors des manifestations publiques et des *piquetes*, le travail est considéré comme un droit au travail digne, ce qui nous renvoie, par contraste, à une interrogation sur le non-travail comme un espace de non-droit. Loin de constituer un raisonnement purement abstrait, le lien entre droit et travail émerge de l'expérience de ces manifestants de manière particulièrement explicite. Certains membres font référence aux conditions de travail devenues si exceptionnelles qu'elles sont décrites comme contraires au droit. Nous relevons, également, des évocations au non-droit lorsque, ayant un travail, les proches des organisations témoignent de la dégradation des conditions de travail dans un même emploi lorsque l'on augmente, par exemple, le temps de travail sans augmenter le niveau de revenu qui était déjà faible[365]. La référence au droit au travail, plus que rapportée aux normes du droit du travail (ce qui n'est pas exclu), convoque les facultés associées à un « ayant droit ».

Le travail comme exigence de dignité personnelle et droit subjectif

Lors des manifestations publiques et des *piquetes*, le travail est considéré comme un droit au travail digne. Formuler ces exigences sous la forme du droit que l'on a à un travail digne permet de préciser des conditions de travail vécues qui seraient assimilables à du non-droit. Autrement dit, c'est revendiquer la possibilité de travailler dans des

[365] Rappelons, notamment, l'expérience qui a été celle de Claudio qui refusait de faire des heures supplémentaires contre une paie au montant strictement identique. Par la suite, il n'a plus été convoqué par le constructeur (Chapitre 1)

conditions de dignité et, par voie de conséquence, de ne pas travailler dans n'importe quelles conditions. L'expérience des manifestants évoque ce lien, lors des entretiens, de manière explicite. Certaines conditions d'emploi sont devenues si contraignantes que l'activité peut être écartée. Nous avons déjà mentionné, plus haut, la dégradation des conditions de travail qui se matérialise, concrètement, par une augmentation du temps de travail contre un revenu au montant inchangé. Une autre forme de dégradation se traduit par l'occupation d'emplois successifs dans une même activité auprès d'entreprises différentes sous-traitantes de services dont les revenus sont de plus en plus faibles. Les plus jeunes n'ayant pas ou peu connu le travail déclaré mais plutôt des contrats précaires, vivent cette situation comme normale[366]. Ils constatent l'arbitraire des conditions de travail qui s'opposent aux aspirations qui sont les leurs d'avoir un « bon » travail et un travail « digne ». À partir de ces définitions évoquées par les acteurs, les petits boulots que l'on trouve, les *changas* – notamment caractérisés par des conditions de travail de plus en plus dégradées en raison de niveau élevé du taux de chômage qui, dans ces régions du GBA, a atteint en 2002 25 % de la population active et plus particulièrement les jeunes (INDEC- EPH, Mai 2002) -, apparaissent comme une forme de non-travail parce que dépourvus de reconnaissance monétaire et d'utilité sociale. Les conditions proposées par les potentiels employeurs ne satisfont pas aussi aux conditions minimales nécessaires qui leur permettraient d'être acceptées, d'après de nombreux membres des organisations de *desocupados*, comme étant un travail. Cela va de pair avec la formulation du mot brandi par l'organisation, à savoir, celui de « changement social », littéralement *cambio social*. Ainsi, une jeune femme, membre du MTD A VERON, signale-t-elle, comme beaucoup d'autres, l'évolution qu'a subi ses objectifs personnels dès lors qu'elle a participé aux organisations de *desocupados* ; elle ne veut plus de petit boulot (*changuitas*) et lutte pour un changement social qu'elle définit à partir de l'opposition entre ses objectif actuels et ses expériences passées. Interrogée sur le sens de ce changement, elle nous explique :

> Maria : Maintenant, je lutte pour un changement social.
> Pia *Qu'est ce que c'est, pour toi, ce changement social ?*
> Maria : Avoir un bon travail, pouvoir étudier… si quelqu'un te *donne* un travail actuellement, c'est comme il veut, la paie est misérable, tu bosses toute la journée, ou peut être tu dors chez ton patron et on te *donne* 300 *pesos*. Je parle d'un travail digne, que la paie corresponde aux heures [de travail], que l'on te

[366] Nous n'utilisons pas l'opposition entre travail formel et informel car elle privilégie le rapport entre le travail et la « modernisation de l'économie » et ne rend pas compte des expériences des acteurs.

> respecte. Par ailleurs, tu es maltraitée et il faut que tu subisses beaucoup de choses[367].

Ainsi, la recherche d'un travail se trouve-t-elle confrontée au développement d'une très importante précarité. Les conditions de travail indignes justifient son refus. L'exigence de changement social excède la possibilité de trouver une activité salariée pour aller vers une délimitation, de manière plus générale, de ce qu'est un « travail digne ». La dignité réclamée s'inscrit moins en rapport avec la législation existante qu'avec l'expérience des conditions de travail insupportables, des abus des employeurs. Certaines études ont souligné l'absence de l'État dans les relations contractuelles du travail. Elles se rapprocheraient, de plus en plus, de rapports d'ordre privé entre les individus[368]. Tel qu'il apparaît dans le récit précédent, les travaux que l'on peut trouver – lorsque l'on est jeune et que l'on habite ces quartiers de la périphérie du GBA-, mettent le travailleur à la merci de celui qui *donne*. Ces conditions soumettent les couches sociales les plus démunies à des expériences de plus en plus limites, qui vont à l'encontre du respect de leur propre dignité. Particulièrement révélateur nous semble le lexique du *don* évoqué par cette jeune femme dans sa tentative d'accès à l'emploi, éloigné du droit du travail et du droit au travail digne. Donner du travail, dans ce contexte, peut impliquer d'avoir le pouvoir de se substituer à l'ordre légal. Cette femme ne semble pas ignorer le contexte contractuel prescrit qui est associé au travail. Le contraste auquel elle fait référence le souligne sous la forme de l'équivalence normalement attendue entre heures travaillées et montant du salaire versé. En ce sens, la formulation des objectifs des membres des mouvements relatifs au « bon travail » pourrait être considérée comme un travail sujet aux normes communes et non à la volonté d'un individu.

Le projet qu'elle associe à sa participation dans les organisations de *desocupados*, (avoir un travail, pouvoir étudier.), synthétisé dans la consigne de changement social, est opposé à ce qu'elle nous dira plus tard sur ce que sont les conditions de travail vécues. L'absence de paie, d'intimité (elle dort dans son lieu de travail, chez les patrons), en somme de respect de sa dignité personnelle.

Se réclamer comme ayant droit au travail digne, c'est participer à l'accès à une série de biens valorisés (éducation, logement) et jouir d'une vie privée. Les conditions effectives sous lesquelles certains membres dressent une définition de travail digne varient en fonction de l'âge de ceux-ci. Chez un militant plus âgé, ayant connu le travail salarié, la

[367] Maria, membre du MTD La Veron. 2005.
[368] Kessler (2002).

définition de travail digne se réfère très explicitement la législation. Il définit le droit au travail comme une « faculté de faire » et de décider :

> « Nous voulons bosser huit heures par jour, recevoir notre salaire et décider par nous-mêmes ce qu'on va acheter à nos enfants et ce qu'on va leur donner à manger »[369].

L'expérience du travail déclaré semble faciliter l'évocation au droit du travail. Le travail est considéré comme une activité salariée permettant de gagner sa vie, et de fait, fait, en particulier, référence à l'institution du salaire minimal (*salario minimo, vital y movil*), rattaché aux besoins du travailleur et sa famille plutôt qu'à la productivité[370]. En tant que faculté de faire, le militant apporte une précision à ce qu'est le droit au travail digne en tant qu'activité permettant de gagner sa vie, de subvenir aux besoins du foyer, et de garantir son autonomie. La faculté de faire est ainsi faculté de décider. Le discours des membres des organisations opère donc, un déplacement du terrain de la nécessité matérielle à celui de l'exercice du libre choix individuel, y compris dans la consommation des biens matériels nécessaires à la survie. Nous ne saurions, cependant, réduire la compréhension des mobilisations à l'absence de biens matériels, d'autant que, d'après ses participants, elle ne se borne pas à celle-ci. En effet, l'exigence de ressources pour la subsistance n'est pas sans évoquer, les moyens pour les obtenir. Le travail devient la manière autonome d'y parvenir, ouvrant, de fait, la possibilité de l'exercice de choix des biens estimés nécessaires pour soi et sa famille. L'identification en tant que travailleurs renvoie ainsi à la dignité dans l'exercice de l'autonomie individuelle. Elle est également présente dans la dénonciation des allocations en espèces et dans la contrainte de dépendre de la distribution par le gouvernement de la nourriture. Une nécessité qui ne se réduit pas à la survie. Dans le témoignage de ce militant, elle apparaît comme la possibilité d'opérer des choix concernant son sort et celui de ses enfants qui deviennent impossibles lorsque l'on dépend de la politique sociale.

D'une certaine manière, la perte de son for privé, évoquée par la jeune femme – contrainte d'habiter chez ses patrons- dans des conditions de travail qui plus est, indignes est réactualisée, ici, comme l'impossibilité, pour les parents, d'exercer leur *podestat* de parents sur leurs enfants. Cette dimension, nous la verrons aussi à l'œuvre lorsque nous

[369] José, 2003. MTD La Veron.

[370] Une des modifications de la législation instaurée pendant les années quatre-vingt-dix promeut l'utilisation de la mesure de la productivité pour établir les augmentations de salaire. Comme le fait remarquer Perez (2008), pendant cette décennie, le salaire minimum est resté fixé à 200 *pesos*, y compris pendant les périodes de croissance de la productivité, entre 1993 et 1995.

analyserons le fonctionnement des cantines populaires. Il importe, ici, de souligner ce qui apparaît plus clairement si nous faisons abstraction pendant un temps des besoins matériels. Exprimé comme une réclamation du droit subjectif au travail, celui-ci apparaît comme le moyen de gagner son autonomie individuelle, l'absence de travail contraint les individus concernés à s'inscrire dans un espace de non-droit qui affaiblit leurs facultés.

L'allusion au droit de travail est présente dans la mesure où ce droit représente une forme contractuelle qui désigne le droit à ne pas être exploité. En langage juridique, Kelsen (1962, 170 et subs), précise le droit subjectif comme un intérêt juridiquement protégé. Le dualisme de la doctrine traditionnelle, qui consiste à opposer le droit au sens subjectif et le droit au sens objectif est abandonné au profit d'une conception du droit subjectif comme pouvoir juridique. Le juriste Allemand précise ainsi que « l'élément essentiel de cet ensemble de données est le *pouvoir juridique* conféré par l'ordre à ce dernier [l'individu] de faire valoir, par une action en justice, l'inexécution de l'obligation juridique […] L'exercice de ce pouvoir juridique est exercice du droit au sens propre du terme ». La consécration du droit au travail dans la Constitution nationale confère aux individus le pouvoir de faire valoir une exigence. Comme nous l'avons signalé. Confronté à celle-ci, l'État va devoir admettre la nécessité de son intervention à travers la mise en œuvre de différentes allocations en échange des travaux d'utilité sociale à caractère temporaire (PTT). Formulée comme un droit au travail digne, l'exigence des organisations de *desocupados* exprime un droit subjectif à travers l'exercice d'un pouvoir juridique. La dimension juridique des droits subjectifs est également actualisée lorsque, à travers différentes organisations de défense de droits – notamment le Ombudsman de la ville de Buenos Aires ou encore l'association CELS *Centro de Estudios Laborales y Sociales*-, en fait valoir par action en justice l'inexécution de l'obligation juridique résultant de la consécration du Droit à l'inclusion dans le décret de création du programme JJHD[371]. C'est à ce type de norme juridique que l'on se réfère lorsqu'on parle d'un droit subjectif, en entendant un pouvoir juridique conféré à l'individu[372]. Le droit subjectif, dans sa dimension juridique et dégagée des connotations du droit naturel, permet de saisir une dimension citoyenne dans les mobilisations dans la mesure où celles-ci se reportent aux normes établies par le système juridique national. En règle générale, ce pouvoir juridique conféré à un individu inclut le pouvoir d'intenter un recours à l'encontre d'une décision juridictionnelle qui lui serait défavorable, en faisant valoir que la première

[371] La Nacion art. Cit. L'obligation juridique surgit, selon cette interprétation, de la norme de création de PJJHD.

[372] Cette interprétation peut être considérée dans la droite ligne des développements de la théorie pure du droit.

décision n'était pas conforme au droit. Il est également considéré, en tant que liberté ou droit fondamental garanti constitutionnellement[373]. En effet, l'élément essentiel de cet ensemble de données délivrées autour du droit subjectif est le pouvoir juridique conféré par l'ordre à l'individu de faire valoir, par une action en justice, l'inexécution de l'obligation du premier. Ce n'est que dans ce seul exercice de ce pouvoir juridique que l'individu apparaîtra comme « sujet » d'un droit. « C'est seulement lorsque l'ordre juridique confère un semblable pouvoir juridique qu'existe un droit au sens subjectif » insiste le juriste allemand (252). L'exercice de ce pouvoir juridique serait exercice du droit au sens propre du terme. Cet exercice du droit n'est pas déjà inclus dans la définition de la conduite qui forme le contenu de l'obligation dont l'exercice du pouvoir juridique doit faire valoir l'inexécution.

L'évocation du droit est appuyée sur l'expérience d'une société qui a connu le plus haut degré de salarisation de l'Amérique Latine[374]. Cette réalité composée de pratiques interactionnelles, autorisant transmission entre les générations, permet de produire ce que Michel Métayer (2001) qualifie de « processus de responsabilisation » ou « d'appel à la responsabilité », qui peuvent être considérées à la fois comme des pratiques d'ordre moral mais aussi comme des modes d'expression, de consolidation et de transformation du lien social.

Travail et contrepartie des PTT. Le *vrai* et le *faux* travail

Après avoir présenté les différentes politiques sociales avancées comme réponses à la mobilisation des *desocupados*, il apparaît que l'existence de la contrepartie s'inscrit comme dénominateur commun. D'après les normes de création, celle-ci est exhibée comme une activité de bien public. Tout en répondant à l'urgence de la crise sociale et du chômage, ce mécanisme entend justifier leur distribution aux populations considérées comme étant susceptibles de contribuer à la société, de produire des activités utiles. Sous ce jour, la contrepartie est justifiée du point de vue gouvernemental. Cette stratégie ne

[373] Selon les représentations de la science du droit traditionnelle, le sujet de droit avec « ses » obligations et « ses » droits, représente le droit au sens subjectif ; (252) la possession d'un droit qualifié de droit subjectif n'est qu'un cas particulier de cette conception large. Et ce droit, entendu en ce sens subjectif large, se dresse en face du droit objectif, de l'ordre juridique, c'est-à-dire d'un système de normes, comme un domaine distinct de celui-ci. La théorie pure du droit se propose d'éliminer ce dualisme. Kelsen ramène le soi-disant droit au sens subjectif au droit au sens objectif, […] parce que cette théorie réduirait l'obligation et le droit subjectif (au sens technique) à la norme juridique, qui attache une sanction à une conduite déterminée d'un individu et qui fait dépendre l'exécution de la sanction d'une demande en justice tendant à cet effet. (253)

[374] Au début des années 1970, 70 % de la population active était salariée. Ceci est peut-être présent dans l'imaginaire des militants âgés de plus de 40 ans et a été transmis à cette jeune de 20 ans.

parviendra pas à empêcher le traitement des PTT sous l'angle des subsides et leur questionnement car exprimant une politique d'assistanat. Ceci n'est pas un phénomène isolé. En France, certaines allocations souffrent de ce même déficit de légitimité. Bouquet (133) le montre à propos du RMI ou du RMA. L'auteur souligne, en effet, combien les « RMistes déplorent la stigmatisation dont ils font l'objet », cette allocation étant considérée comme de l'assistanat dans les représentations de la société. D'après ces analyses, la politique sociale apparaît marquée par une « méritocratie qui tend à distinguer les bons pauvres des mauvais pauvres, la pauvreté légitime ou illégitime ». Le RMA participe aussi de ce phénomène et individualise les causes de la situation de non-travail.

Pour les membres des groupes de *desocupados,* les *planes* constituent le contraire d'un travail. Ce que le travail digne permet de faire place l'allocation en situation de son contraire à celui-ci, dans la mesure où elle n'est pas un salaire. De par son montant, l'allocation est insuffisante pour pouvoir subvenir aux besoins. Considérée sous l'angle du rapport des heures travaillées et du montant de l'allocation, l'activité peut être considérée comme relevant de l'exploitation. Par son statut, elle est dénoncée comme une forme de travail au noir au sein de l'État[375]. Elle ne permet pas d'avoir accès aux droits sociaux associés au salaire – principalement la reconnaissance du groupe familial à charge et la Sécurité sociale souvent réclamées par les allocataires- ni de satisfaire à la condition de travailleur.

L'accès au travail ouvre d'autres possibilités qui ne sont pas disponibles via les *planes*. De fait, les *planes* sont considérées certes comme des emplois mais qui ne parviennent pas à se substituer au « vrai travail ». D'après la formulation d'un militant : « nous voulons du *vrai travail*, nous ne voulons pas vivre des allocations » [Carlos, 46 ans, Décembre 2003]. Dans cette intervention, le « vrai travail » apparaît en opposition au statut d'assisté et plus précisément à la dépendance aux allocations, autrement dit le « vrai travail » est celui dont on peut vivre dignement. Vivre en travaillant, c'est non seulement exercer une *profession,* une activité, mais cela implique aussi que celle-ci soit rémunérée par un salaire satisfaisant les besoins. La dignité accompagne le travail dans la mesure où celui-ci est reconnu par un ensemble de dispositifs sociaux qui attestent de la contribution de travailleur à la société. « *Vivir del plan* », en termes natifs, ou « vivre de l'allocation », revient à vivre sans contribuer véritablement – car elle ne parvient pas à se constituer comme vrai travail- à la société. Cette expression négative, entendue comme repoussoir et signe d'une réprobation morale de l'assistanat peut, sous une autre forme, celle de « vivre

[375] Notamment, lorsque la contrepartie intervient au sein de la Mairie.

du *productivo* », révêtir des significations positives au sein-même des groupes étudiés. Nous reviendrons sur cette expression dans le chapitre cinq après avoir analysé les pratiques mises en place dans le cadre des « projets *productivos* ».

Le faux travail constitue cependant, une forme de travail

La réalisation réitérée de *piquetes* produit, également, un déplacement de l'exigence de travail vers l'interpellation de l'État afin que des négociations aient lieu permettant d'obtenir un plus grand nombre de PTT ainsi que vers l'intervention sur leurs modalités de distribution et de contrôle. Les négociations entamées sur les conditions d'accès aux subsides déplacent les exigences de reconnaissance par la participation en tant qu'acteur obligé à l'instauration d'un subside conforme aux caractéristiques des populations concernées. Le mot d'ordre des organisations, lors des manifestations, traduit ces exigences sous la forme d'une augmentation du montant des allocations, et de leur « universalisation », ce qui reviendrait à l'élargir à toute personne sans travail. Comme nous l'avons déjà remarqué[376], en dépit de certaines attributions obtenues, qui continuent notamment, à décider, via ces organisations, des projets à réaliser en contrepartie, un grand nombre de titulaires-sélectionnés était soumis au statut d'assisté. Cette logique risque de réduire les organisations de *desocupados* à un rôle d'acteur entrant dans une arène concurrentielle pour l'accès aux ressources des programmes de l'État et leur distribution. D'après les organisations indépendantes étudiées, ici, le défi consiste à éviter de se transformer en simples administrateurs des PTT en lieu et place des autorités tout en satisfaisant aux contrôles réclamés par le gouvernement. Nous voyons les organisations se transformer dans cette négociation avec l'État, elles mettent en oeuvre des projets productifs dont le principal bailleur de fonds est l'État, ce qui permet, notamment, d'acheter des machines et des matières premières[377]. L'allocation, et donc la prestation requise en contrepartie, est considérée comme étant un travail, tandis que l'expression de non-travail renvoie à ceux qui n'accèdent pas à l'allocation. Dans l'usage, celle-ci peut

[376] Voir chapitre 1.

[377] Les premiers micro-projets productifs ont été mis en place, sans le soutien de l'État, à partir des ressources apportées par les membres des organisations. Ils se sont multipliés dans la plupart des organisations à partir de la création des programmes gouvernementaux, notamment le programme *Manos a la obra* en 2004 qui s'appuie sur l'ancien programme *Redes de produccion local* (conçu comme un programme de soutien aux ONG de développement local). Le programme soutient le lancement des projets afin de faciliter l'accès au capital. Les recherches à partir de la « co-production » montrent les différentes modalités d'accès au capital au sein des milieux populaires donnant à voir une redéfinition même de ce que représente le capital (Conaty, 2001), (Stephen et al., 2008). Laville souligne, en ce sens, que la prise en compte de l'économie populaire modifie les perceptions de l'économie dans son ensemble (2010, 275).

être désignée comme étant un « salaire » et sa contrepartie, comme un « poste de travail »[378]. En ce même sens, dans cette opération de recherche collective d'un travail, la figure de *desocupado* est abandonnée au profit de la figure du *travailleur-desocupado*. Les analyses portant sur les modalités de précarisation du travail considèrent les PTT comme un contrat de travail fortement précarisé en termes de conditions de travail et de rémunération. Par ailleurs, les statistiques nationales comptabilisent les allocataires comme étant des individus ayant du travail[379]. Si nous insistons sur ce point, c'est qu'il nous paraît important d'établir la nature de cette conception qui peut assimiler PTT et poste de travail en dépit de la stigmatisation qui pèse sur les allocations.

Etant donné l'émergence de nouvelles formes de contrats sur la décennie 1990, nous sommes plus inclins à considérer le glissement des frontières entre travail et non-travail comme étant un phénomène partagé, plus largement, par l'ensemble de la société et non pas comme une caractéristique idiosyncratique qui relèverait de l'auto-isolement d'un groupe *outsider*[380] ou du développement d'une sous-culture. Les recherches de Howard Becker qui débouchèrent sur ce qui a été désigné comme étant la « théorie de l'étiquetage » éclairent l'analyse des actes de déviance intentionnelle. L'auteur souligne (1985, 201) que ces réflexions concernent le vaste domaine de conduites différentes, notamment des délits, du non-conformisme, de la singularité, de l'excentricité ou de la folie. Si ces caractérisations comportent différents jugements des actes, l'analyse s'oriente autour du fait de comprendre pourquoi des individus accomplissent des actes qui sont réprouvés. Contrairement aux études classiques portant sur les motivations des individus non-conformistes, l'auteur met en question le présupposé selon lequel la différence fondamentale entre les conformistes et les non-conformistes réside dans la nature de leurs motivations. D'après Becker, « il n'y a aucune raison d'admettre que seuls ceux qui finissent par commettre un acte déviant seraient effectivement portés à agir ainsi. Il est beaucoup plus vraisemblable que la plupart des gens connaissent fréquemment des tentations déviantes. Les gens sont beaucoup plus déviants, au moins en imagination, qu'ils ne le paraissent ». Si le travail est le comportement socialement prescrit comme moyen de gagner sa vie, les conceptions de travail rapportées jusqu'ici ne nous permettent

[378] C'est le cas du MTD Fcio. Varela. En revanche, d'autres organisations tentent d'éviter cette forme de légitimation des PTT et avertissent leurs membres que l'on peut seulement avoir « un poste de lutte », notamment le MTD de Lanus, de Solano et plus globalement ceux inscrits aux FPDS.
[379] Selon l'EPH (*Encuesta Permanente de Hogares*), les personnes ayant un travail – y compris non rémunéré- d'au moins quize heures dans la semaine enquêtée, sont considérées comme actives et occupées. Cette définition éloigne cette étude nationale des recommandations de l'OIT qui l'inspirent globalement, (Neffa (coord) : 2005, 18).
[380] Becker (1963, 81-82).

pas de discerner une sous-culture, contraire au travail, qui serait le propre de certains groupes de *desocupados*. Ce constat est d'autant plus central que le sociologue américain nous exhorte à nous « demander pourquoi ceux qui respectent les normes tout en ayant des tentations déviantes ne passent pas à l'acte » (49-50). Autrement dit, les réflexions de Becker au sujet des cultures déviantes, nous permettent d'examiner les présupposés qui fixent sur les individus les raisons du chômage, d'une part et de l'autre, de nous interroger sur l'existence d'une culture de l'assistanat contraire au travail[381].

La critique qui cible ces allocations, souvent diffusée par les médias, tend à souligner les pratiques qui négligent la contreprestation. Dans le cadre d'une évaluation négative, mettant en cause tout politique sociale à destination des chômeurs, on envisage, souvent, l'utilisation des allocations comme une monnaie d'échange contre l'appui des dirigeants des différents partis politiques. Elle serait à l'origine d'une dépendance envers l'État. De surcroît, la distribution serait faussée, privilégiant les membres des partis politiques et non pas ceux qui en ont « réellement » besoin. Le rapprochement entre *planes* et formes de clientélisme concerne, également, les organisations de *desocupados*. Localement, les allocataires tentent de différencier les travailleurs des « fainéants » – *vagos*-. En réalité, le statut des allocations sur l'axe du travail – non travail fait partie des enjeux de disputes des différents secteurs. Alors qu'une vulgate particulièrement répandue tend à stigmatiser les chômeurs, en règle générale et les *piqueteros* en particulier, les organisations de travailleurs *desocupados* dénoncent la discrimination qui s'exerce contre les pauvres et tentent de conférer un sens positif aux activités dans le quartier[382]. La même vulgate s'empresse de faire l'éloge des allocataires qui satisfont aux obligations de la contrepartie. La contreprestation apparaît, dans ce contexte, comme étant une activité qui atteste de la volonté de travailler et de ne pas vivre de l'assistance, partageant ainsi le même rapport entre travail et non-travail que la population active occupée. Ces accusations ne sont pas seulement véhiculées par la presse, mais circulent, également, parmi les titulaires-sélectionnés au sein de la Mairie et d'autres institutions. Gabrinetti (2005) rapporte le récit d'une titulaire-sélectionnée à Berisso exerçant sa contrepartie dans un centre de santé local. Elle considère comme une source de fierté que de pouvoir faire « les mêmes choses que les employés »[383], qui travaillent tous les jours et aux mêmes horaires. En dépit de

[381] La perspective d'ensemble étant l'interactionnisme, ses réflexions sur la théorie de l'étiquetage recouvrent « toutes les activités que l'on peut considérer comme accomplies par un certain nombre des gens agissant ensemble : par exemple, des activités comme se mettre en grève, participer aux activités de la classe à l'école, prendre un repas en commun ou traverser une rue » (1985, 206).
[382] Nous reviendrons sur celles-ci dans les chapitres suivants.
[383] Elle n'a, néanmoins, pas le droit de travailler dans les caisses de l'institution.

cette évaluation positive, du point de vue des dénonciations des syndicats et organisations de *desocupados,* ceci constitue plutôt une forme de travail au noir au sein de l'État. Dans la mesure où ce titulaire des PTT réalise une activité utile et nécessaire à l'institution, elle devrait bénéficier du même statut d'employé que ses collègues. Si, d'une part, il convient de ne pas sous-estimer la capacité des contreparties comme celle-ci à pourvoir – sur le long terme- les moyens d'insertion dans de nouveaux réseaux de socialisation ; d'autre part, il ne faut pas négliger les conditions familiales qui rendent possible un tel engagement. En effet, il s'agit dans ce cas d'une jeune mère célibataire habitant chez ses parents. En somme, l'opposition entre travail et non-travail permet de révéler un « drame complexe » (Becker, 1985, 207) dont l'un des ressorts réside dans l'expression des accusations.

La tension entre ce qui constitue un travail et ce qui ne le constitue pas semble être devenue une frontière amovible permettant d'inscrire dans une seule et même catégorie, celle du travail, plusieurs situations relativement *ambiguës*. Le paradoxe qu'il y a à réclamer un travail en même temps que l'on considère que la contrepartie en est un, ne tient plus lorsque nous l'observons en rapport avec l'expression des accusations formulées autour du non-travail. En effet, l'imaginaire selon lequel le travail est le seul moyen légitime de gagner sa vie est le plus répandu y compris (ou peut-être encore davantage) pendant les périodes de hausse du chômage. Partagé par la société en général, les *desocupados* (membres ou non-membres des MTD), les titulaires-sélectionnés des PTT semblent inscrire leur combat au sein de cet imaginaire et tentent de démontrer la volonté qui est la leur de contribuer à la société par l'effort, par leur « travail ».

Les formes d'organisation du travail, au sein des organisations, semblent donc s'inscrire dans le cadre de cette conception du travail « glorifié » bien que les activités qui y sont considérées varient considérablement de celles d'un travail, envisagées sous l'angle d'un point de vue extérieur à l'organisation. C'est le cas, notamment, de l'effort physique qui consiste à être présent lors des activités assignées et à y consacrer un certain temps que ce soit dans une cantine ou en participant à une assemblée générale, à une réunion de *productivos*, aux rencontres avec les autorités ou autres.

L'activité de travail, dépourvue de tout statut légal, s'enracine, notamment, dans l'expérience du travail « au noir » dont il est possible, ici, de saisir les contours comme une forme intermédiaire entre le « vrai travail » et le « faux travail » de l'allocation. L'expérience du travail au noir semble prévaloir au sein des trajectoires des allocataires

(bien qu'il y ait des membres qui aient connu le travail déclaré, la plupart d'entre eux[384] a connu une période de travail non-declaré). Elle pourrait constituer un antécédent qui faciliterait la considération de l'allocation en tant que travail. Elle partage avec le travail le type d'activité réalisé et sa dénomination générale en tant que travail[385]. Néanmoins, à l'instar du PTT, il ne comprend pas la reconnaissance des droits des travailleurs. Enfin, toujours comme dans le cas des PTT, la rémunération n'entretient plus de rapport avec le travail réalisé. L'expérience de cette jeune femme, qui travaille au sein du centre de santé et accomplit « le même travail que ses collègues », nous rappelle cette proximité.

Les tensions dans le monde du travail, avec l'ordre légal, apparaissent également en rapport aux activités concrètes qui pourraient être considérées comme un travail. Souvent, elles sont désignées au moyen d'une expression issue de l'argot populaire argentin : un *laburo*. Nous pouvons enraciner ce terme dans le latin *labor* qui signifie peine et souffrance. Chamoux [1994] souligne que, chez les Romains, il renvoie tant au travail des hommes – agricole ou militaire- qu'à celui des femmes – la parturition. *Laburar*, que l'on pourrait traduire comme « bosser » fait allusion à l'effort mais il est dépourvu de toute connotation légale. Un travail déclaré pourrait être également considéré comme *laburo* mais ce faisant, on n'évoquerait ni le statut légal ni les « droits des travailleurs » mais uniquement l'effort consacré par celui qui le réalise. Certaines études ont souligné l'absence de l'État en tant que tiers garant des règles communes (Kessler, 2002) dans les relations contractuelles du travail. Celles-ci se rapprocheraient, de plus en plus fortement, de rapports de pure soumission entre celui qui travaille et celui qui *donne* le travail. Ce type de constat apparaît dans le récit déjà évoqué lors de la section précédente, des « travaux » que l'on peut trouver – lorsque l'on est jeune et que l'on réside dans ces quartiers de la périphérie du GBA-, soumettant le travailleur à l'employeur. La capacité de fournir du travail peut, dans ce contexte, impliquer le pouvoir de se substituer à l'ordre légal. En ce sens, l'objectif des membres des mouvements de *desocupados,* formulé en termes de « bon travail », pourrait être envisagé comme un travail soumis aux normes communes et non à la volonté arbitraire d'un individu.

L'allusion au droit du travail est tangible, ce droit représentant une forme de relation établie à partir du droit à ne pas être exploité. Elle s'appuie sur l'expérience d'une société

[384] Ce ne serait pas le cas de ceux qui entrent dans la vie active par le biais des organisations de *desocupados*.
[385] Il peut également être évoqué par d'autres termes tels que *laburo* ou *changa* (que l'on peut traduire en français par boulot, petit boulot).

dans laquelle le taux de salariat atteignait 70 % de la population active[386]. De fait, les organisations de *desocupados* tentent de reproduire, à l'intérieur même du mouvement, des pratiques de valorisation de leurs membres en les considérant comme des travailleurs – en tant que sujets de droit- et, en même temps, d'établir des principes normatifs de ce que devraient être, dans l'absolu, des conditions de travail dignes ayant pour horizon une législation qui s'éloigne, de plus en plus, des pratiques et des conditions de travail vécues.

Les règles de fonctionnement instaurées à l'intérieur des organisations évoquent cette législation et l'usage qui en est fait au sein des projets de travail : ainsi, entre autres exemples, l'allocation est-elle, parfois, considérée comme un salaire, lorsque, notamment, son augmentation est évoquée sous la forme d'une « augmentation du salaire » ou bien en allusion aux membres de l'organisation qui n'ont pas encore perçu l'allocation qui sont eux évoqués comme des « *desocupados* ». Dès lors que l'individu commence à être reconnu en tant que titulaire sélectionné par l'administration, il doit accomplir la contrepartie au sein d'un projet du quartier ; ses absences doivent être alors justifiées par une ordonnance du médecin. Il lui reste aussi la possibilité de s'adresser à un proche afin qu'elle le remplace pendant ses absences. Les participants de chaque projet établissent les horaires de fonctionnement de celui-ci et le temps de présence exigé de chacun des membres. En fonction du type de projet et du nombre de personnes qui y participent, la présence peut très fortement varier, soit deux heures par jour tous les jours (un groupe du goûter où travaillent six membres accueillant une vingtaine d'enfants), soit trois heures par jour trois fois par semaine (une boulangerie dans laquelle travaillent dix membres mais qui ne commercialisent pas le produit) ou trois ou quatre heures par jour tous les jours (cantines ou jardins potagers). Ces accords sont conclus par ceux qui y travaillent en fonction de la possibilité et du besoin du travail ; ils ne sont pas validés par les autorités. Les membres ont le droit, par ailleurs, à des « congés ». La création de ces normes du fonctionnement surgit au cours du temps et comme une forme de traitement adéquat à des situations précises. C'est ce que nous révèle un membre qui manifestait son désaccord à l'entrée en vigueur d'une nouvelle norme qui remet ses pratiques en question :

> « Avant ce critère n'existait pas, maintenant je suis là et je ne peux plus être là. C'est comme cela. On invente des règles »[387]

[386] Au début des années 1970, 70 % de la population active était salariée (Becaria et Lopez, 1996). Ceci est peut-être présent dans l'imaginaire des militants âgés de plus de 50 ans et a été transmis aux jeunes de 20 ans.

[387] Octobre 2006. Faisant partie de l'organisation depuis sa création, le rappel à l'ordre est assez mal vécu. La confusion est peut-être la résultante de deux changements survenus dans les conditions de travail. Celui du membre, qui vient d'un autre quartier, et celui de l'organisation qui a rendu l'espace où fonctionnait la

Le changement de règle ou la création d'une nouvelle règle apparaissent comme une source de mécontentement. Néanmoins, parce qu'établie par l'assemblée, ce membre se voit contraint de l'accepter. Celle-ci a trait à l'impossibilité d'utiliser les espaces communs de travail pour des activités familiales. Il s'agit plus que d'une nouvelle règle, mais du rappel d'une pratique ignorée par ce membre qui vient de déménager dans le quartier. Ces décisions, issues des assemblées, tentant de délimiter les usages possibles de l'espace, et les règles de vivre-ensemble à respecter, y compris en présence des non-membres des organisations. Elles semblent nous orienter vers l'hypothèse selon laquelle les liens établis au sein des organisations de *desocupados* ne se limitent pas à l'obtention des moyens de subsistance. Au sein des quartiers, les discussions déchiffrent le comportement attendu des uns et des autres au sein des espaces collectifs, ce qui tendrait à détacher ces activités du simple ordre privé pour les confronter et établir des normes de vivre ensemble.

Du fait de cette opération de recherche de travail, la figure de *desocupado* est abandonnée au profit de la mobilisation de celle du travailleur. L'identification comme travailleurs renvoie, également, à la mise en œuvre de règles qui, considérées globalement, ne semblent pas s'orienter vers la formation d'une sous-culture. Bien que les *planes* soient considérés comme un travail, ils sont, surtout, ici, considérés comme une forme de travail dégradé, que l'on accepte parce que l'on a pas de vrai travail. Au contraire, cette population partage non seulement l'éloge du travail, mais aussi le sentiment de l'importance attaché à la distinction des espaces et des liens familiaux de ceux établis au sein du collectif. Dans la discussion précédente, cette différenciation rendait possible le respect à l'égard du lieu de travail. Les normes ainsi créées constituent autant d'obligations qui s'imposent au travailleur et au membre du mouvement de *desocupados* et de droits qui leur sont reconnus. Pour mieux comprendre ce rapport particulier aux normes, nous étudierons, ultérieurement, d'autres formes de reconnaissance mises en œuvre par les organisations de travailleurs *desocupados*. Le temps consacré, par les hommes et les femmes des MTD, ainsi que le fait qu'ils aient ou non un travail, nous fourniront autant d'indicateurs de ces formes de reconnaissance. En examinant, par ailleurs, de plus près, les pratiques de travail, nous en viendrons plus aisément à les préciser.

---

cantine à sa propriétaire. Il compte, à présent, avec une petite cuisine qui fonctionne à côté de l'atelier de travail de la menuiserie dont l'utilisation était réservée à ceux qui y travaillaient.

Travail et temps de travail

Le temps consacré au mouvement de *desocupados* est une préoccupation présente chez les membres et leurs familles, le rapprochant, de fait, de l'idée de travail. En effet, l'activité de contrepartie ne peut pas être considérée comme un travail sous l'angle d'un droit au travail en raison du statut auquel elle est associée. Néanmoins, elle renvoie à une conception large du travail en tant qu'obligation. Une obligation qui s'instaure par rapport au temps passé au sein des organisations. Elle apparaît, notamment, lorsque les interviewés soulignent certains engagements qui excèdent la durée du temps de travail exigée par la contrepartie, c'est-à-dire – en principe- quatre heures de travail par jour.

> Le matin, on travaillait dans la cantine et dans l'atelier de couture jusqu'à midi. Apres, à quatorze heures, il y avait le goûter. Je devais leur ouvrir et ça c'est du temps, peut-être 10 ou 15 minutes mais tu dois y être tous les jours[388].

Carmen, qui s'est retiré du marché du travail depuis qu'elle s'est mariée décrit ainsi le dévouement qu'elle n'est plus prête à consacrer au collectif. L'adéquation, la justesse (en termes financiers) de l'allocation temporaire de travail – les 150 *pesos*- et la « contrepartie » requise des allocataires – établie par les autorités lors de la création des PTT à quatre à six heures par semaine- nous enseigne sur la mesure des engagements que les acteurs sont prêts à consacrer au mouvement. Le temps passé à accomplir différentes tâches au service du collectif, semble, ici, comme une commune mesure de la contribution réalisée, du travail fourni. Dans ce récit, le temps de la contrepartie n'est pas remis en question. Il s'agit en fait d'un accord ajusté en fonction du temps de travail nécessaire et du nombre de personnes qui composent le groupe. Nous verrons de fait que, certains groupes travailleront tous les jours, d'autres moins. Ce qui légitime la quantité de temps travaillé est le respect d'un accord entre les membres. Il apparaît plutôt comme une mesure de comparaison entre une obligation imposée à l'ensemble des membres et le travail réalisé effectivement. Elias (1984) nous rappelle l'association inextricable qui existe entre la mesure du temps et les formes de régulation sociale et d'orientation de l'activité. Les activités réalisées au sein du MTD diffèrent selon l'individu concerné, son expérience, ses savoir-faire, ses ressources, etc. Elles peuvent, néanmoins, être rapportées au nombre d'heures consacrées au MTD. Cette mesure semble considérer et mettre sur un

[388] Août 2005, Carmen, MTD Berazategui.

même pied d'égalité toutes les activités, le temps offre ainsi un paramètre susceptible de devenir la règle afin d'établir les obligations de chacun.

Carmen avance l'argument du temps consacré à l'organisation pour mettre en évidence des tâches qui lui sont propres comme conséquence du prêt de son local qui sert de lieu de fonctionnement aux activités du mouvement[389]. Celles-ci sont évaluées, ici, en fonction du temps consacré et surtout en fonction de la disponibilité inconditionnelle qu'elles exigent d'elle. Sa présence, en effet, au début et à la fin de l'activité de chaque atelier de travail, lieu dans lequel ses *compañeros* réalisent leur contrepartie, est nécesaire pour ouvrir et fermer le local. Ils la sollicitent donc plusieurs fois par jour. Par ailleurs, elle ne se trouve pas, elle-même, exemptée du travail de contrepartie, par exemple, à la cantine dont elle est responsable. Toute sa journée semble calquer sur le rythme des activités réalisées dans le local, morcelant sa journée de telle sorte qu'elle se sente sollicitée en permanence et de manière excessive. Le temps réellement consacré à l'organisation apparaît comme une mesure de l'occupation obligatoire, celle exigible de tous les membres. L'occupation réelle semble devenue excessive et produit le désengagement de Carmen. Connaissant l'enthousiasme de Carmen, celui qu'elle exprimait au début de son parcours – lorsqu'elle ne mesurait pas alors son temps passé- et la fatigue dont elle nous fait part dans ce passage, il semblerait que l'évaluation du temps implique une évaluation plus générale sur son rattachement à l'organisation et ses liens avec ses camarades. Le temps de travail comme moment de *sortie*, d'acquittement des obligations familiales, d'extension des horizons au-delà du quartier, laisse place au temps de l'obligation où chaque investissement est comptabilisé et considéré comme étant contraignant et la rattachant à nouveau chez soi « tu dois y être tous les jours » – le local se situant au rez-de-chaussée de sa maison-. Aussi, le temps supplémentaire requis du fait du contrôle de l'accès au local apparaît-il comme un temps de présence qui n'est pas comptabilisé en tant que temps de travail ; il n'apparaît pas comme équivalent au travail[390]. Cette évaluation, fonction du temps, nous permet de prendre en considération l'activité de contrepartie comme obligation et comme travail qui la distinguerait d'une corvée qui ne constitue pas

[389] Le contrôle qu'elle exerce sur son local atteste de ce qu'il ne s'agit pas d'une location. Elle est la seule à avoir les clés.

[390] Interrogée sur les alternatives qu'elle et la déléguée auraient évaluées avant de décider de « fermer » le local, elle considère que les autres membres de sa famille (également membres du MTD) n'ont pas à s'occuper de cette tâche. La question ne semble pas avoir été soulevée par la déléguée. Elle en aurait référé à ses propres camarades qui, de ce fait, ont perdu leur lieu de travail. Par la suite, chaque atelier s'est déroulé dans la maison de différents membres sans qu'il n'ait été possible d'établir un lieu unique de réunion.

un travail au sein du MTD, son affectation en tant que « propriétaire-gardienne » du local[391].

L'intervention des membres de la famille qui ne font pas partie des mouvements de *desocupados*, rapproche également le travail du temps consacré au MTD et de l'obligation envers le mouvement. C'est le cas d'un père de famille, Luis, qui tout en valorisant la contribution de sa femme au mouvement, s'empare de la mesure du temps afin d'apréhender l'obligation de travail. Il introduit, de ce fait, le temps prescrit par la contrepartie comme un temps de travail et le met en rapport direct avec la rémunération :

> Une manif par mois *plus* le travail, il faut travailler quatre heures par jour, au moins c'est ce que l'on est censé faire parce que parfois ce n'est pas très organisé. Si tu fais des calculs, la paie est de six *pesos* par jour [pour travailler] quatre heures par jour, […] trente *pesos* par semaine, 3x4 12, ça fait 120 et le *plan* est plus ou moins ça. Si c'est que le travail, c'est bon. [392]

D'après ce père de famille, dont la femme participe au mouvement de *desocupados* (et pas lui), les obligations envers l'organisation s'évaluent en fonction du temps et de la valeur monétaire que l'on peut attribuer aux heures consacrées. A cette fin, il distingue deux usages du temps au sein des organisations de *desocupados*, celui des manifestations et celui du travail.

L'allocation est, d'une certaine manière, assimilée à un salaire et la contrepartie à un temps de travail. Avec le salaire, elle ne partage que la régularité – relative- parce qu'elle est perçue tous les mois. C'est un fait important dans la mesure où un grand nombre de ces *desocupados* n'ont jamais connu le statut de salariés et sont entrés sur le marché du travail en effectuant des activités irrégulières et non-déclarées. Cette référence n'est pas exclusive de quelqu'un qui n'est pas membre du mouvement de *desocupados*. Nous la relevons, à nouveau, au sein du réseau MTD A Veron auquel participe sa femme. Nous rappelons qu'à Berazategui, ses membres, et les obligations y afférentes, se distinguent entre ceux qui sont *employés* – qui perçoivent l'allocation- et les *desocupados* – ceux qui ne perçoivent pas encore l'allocation. Ces derniers sont exemptés de travail dans les projets communautaires mais doivent assister aux manifestations. En même temps, ils

[391] La situation est différente de celle observée à Berisso pendant la période où les activités se déroulaient dans une maison du quartier sous un contrat de prêt.

[392] Août 2005, Luis et Monica. L'allocation s'élève à 37,5 *pesos* par semaine. Entretien réalisé chez eux. Les époux participent activement à l'entretien. Deux de ses filles entrent et sortent de la maison et y demeurent vers la fin de l'entretien. L : Una marcha por mes mas el trabajo… son cuatro horas por dia, eso se supone, porque a veces no esta muy bien organizado. Si haces la cuenta son seis *pesos* por dias, por cuatro horas, 30 *pesos* por semana. 3x4 12, da 120 y el plan es mas o menos eso. Si es el trabajo esta bien.

peuvent percevoir l'allocation alimentaire que le groupe reçoit de la municipalité et répartit entre les membres et ne pas s'acquitter de leurs cotisations.

Le jugement que ce proche énonce sur le montant de l'allocation va à l'encontre des positions établies au sein des organisations. Il y a notamment leur mobilisation, particulièrement forte à l'époque de cet entretien, en vue de l'obtention d'une augmentation de l'allocation (de 150 à 350 *pesos,* soit moins de la moitié du salaire minimum du moment). En rapprochant l'allocation d'un taux horaire ou bien encore d'un taux journalier (six *pesos* pour quatre heures par jour), en échange de la contrepartie, Luis semble tenir compte de son expérience car trente *pesos* par semaine ont été, à certains moments, le montant de son salaire. Il s'agissait en fait d'un des moments, du point de vue financier, les plus critiques pour lui et sa famille qui a conduit sa femme à se rapprocher du MTD pour accéder au PTT. Le calcul rapide proposé par Luis nous laisse entrevoir qu'il envisage la manière d'évaluer le travail comme un paramètre servant à évaluer l'activité au sein du MTD. La rapidité qui est la sienne nous fait songer qu'il avait déjà fait ses comptes. Aussi, trouve-t-il acceptable une rémunération minimale qui est trop faible pour sa femme qui, durant le même entretien, estime difficile de travailler pour moins de 350 ou 400 *pesos*. Ces comparaisons nous permettent d'inscrire l'analyse de l'expérience des PTT dans un continuum des formes de travail plus ou moins proches de la reconnaissance de l'emploi légal. Le travail au noir apparaît alors comme un intermédiaire entre le travail déclaré et l'allocation. Dans le même temps, elles soulignent le fait que le PTT puisse servir à établir un seuil pour le salaire du travail au noir toujours très inférieur au salaire du travail déclaré. Autrement dit, cette femme, qui percevait l'allocation, n'accepterait pas de travailler au noir pour moins du double des revenus que celle-ci lui rapporte.

Cependant, toutes les activités réalisées dans le cadre du collectif, ne se laissent pas aisément traduire en termes d'heures de travail. Nous l'avons perçu en envisageant l'activité de Carmen ; en tant que propriétaire du local, le contrôle du local n'est pas considéré comme un travail consacré au groupe. Au sein du MTD, le temps qu'elle passe à ouvrir et à fermer le local n'est pas considéré comme un travail. Luis procède à une distinction entre les deux activités qui seraient ni échangeables ni ne seraient non plus dotées du même statut. Il distingue le temps de l'obligation de mobilisation, établi par les seuls membres des organisations de *desocupados,* du temps consacré à la contrepartie. Seul ce dernier est considéré en tant que travail « si c'est que le travail, c'est bon » conclut Luis.

Nous pouvons remarquer la tension existante entre l'appréciation de ceux qui font partie des mouvements de *desocupados* et les membres de leurs familles qui n'en sont pas. Ces dernières condamnent la mobilisation politique y compris lorsqu'elle est réduite à l'expression minimale d'« une fois par mois », ce qui n'est pas toujours le cas lorsque se produisent des manifestations plus rapprochées en raison d'autres conflits ou des contextes favorables au conflit[393]. Cette tension revêt l'apparence d'un paradoxe si l'on veut bien prendre en compte le fait que cette famille bénéficie, amplement, des bénéfices matériels liés à l'activité dans le MTD. D'une part, deux personnes dans la famille perçoivent un PTT, l'épouse et la fille de Luis, Graciela et Lana. Ceci ne serait guère possible si l'une d'entre elles devait percevoir l'allocation par le biais de la Mairie.

D'autre part, existe la possibilité de choisir le lieu de réalisation de la contrepartie. Graciela souligne, également, la distribution des colis alimentaires qui lui permet d'avoir « une base » et d'orienter le revenu des allocations – et le revenu de son mari qu'elle gère- vers le financement d'autres dépenses. Ainsi, sommes-nous face à ce que Parfit (1984) étudie sous l'angle stratégique du « dilemme de contributeur ». C'est à l'aune de ce concept que Parfit critique le dilemme du prisonnier[394]. Si l'analyse critique des théories de l'action rationnelle déjà avancée nous a permis de dévoiler la complexité du phénomène de la mobilisation des *desocupados,* notre démarche souligne également un constat mais qui, cette fois, se rapporte aux calculs stratégiques. Ils sont présents chez les acteurs et dans leur justification vis-à-vis de leur famille dans le rapport temps consacré/ressources obtenues. Comme en attestent les spéculations développées par Luis et Graciela. Cette dernière profite de l'entretien pour énumérer les *avantages* obtenus au sein du MTD souvent « oubliés » nous dit-elle. Certes, ils ne constituent, pourtant, pas les seules motivations à prendre ici en considération, mais ils permettent de rendre plus visibles les alternatives considérées par les acteurs sous l'angle du « dernier choix » ou du « pari ».

Travail (masculin) et non-travail (féminin)

L'opposition travail/ non-travail est redoublée d'un autre contraste, celui qui définit, dans ce contexte précis, une activité susceptible d'être considérée comme étant un travail

[393] Lors de la décision du lancement d'une série des manifestations dites « plan de lucha » en juillet 2005, le dirigeant du MTD A Veron a expliqué qu'il fallait tirer parti du rapprochement de la date des élections pour exiger l'augmentation du montant des PTT.
[394] Olson (1978) considère que l'action collective et la coopération sont contraires au choix rationnel.

à condition qu'elle soit réalisée par une femme et celle que l'on pourrait attribuer typiquement à un homme.

Le temps de présence dans les ateliers des quartiers semble pouvoir être considéré comme un travail mais seulement sous certaines conditions. C'est ce que révèle la suite de l'entretien avec Luis et Graciela :

> L : Parce que quatre heures pour une femme qui a peut-être d'autres tâches, elle peut le faire, mais en plus les manifs… et parfois il y en a deux fois par semaine ou trois…[395]

En ce sens, la contrepartie constitue une activité qu'une femme peut exécuter. Il s'agirait même d'une forme de travail féminin. Le temps consacré au MTD apparaît comme comparable à un travail à temps partiel. Le type d'activité réalisée – ou plutôt l'activité non-réalisée, pourvu qu'il ne s'agisse pas de la présence à une manifestation- apparaît comme un autre repère permettant d'établir ce qu'est le travail.

Ces prescriptions coïncident, dans une certaine mesure, avec les appréciations formulées par Graciela surtout, lorsqu'elle compare l'activité réalisée au MTD avec la modalité et le temps de travail tel qu'il est exigé par la Mairie locale. Elle considère cette dernière comme assimilable à une « exploitation ». C'est la manière dont elle juge ainsi le travail d'une de ses *vecinas* qui effectue sa contrepartie dans une école municipale du quartier. Sa *vecina* travaille avec des collègues salariés dans le service de maintenance. Ce que Graciela trouve injuste, c'est de devoir travailler comme un employé de la Mairie sans l'être, « sans avoir droit de t'absenter pour faire autre chose » ; satisfaire aux mêmes obligations sans, cependant, jouir des mêmes statuts et droits.

Les deux critères mis en avant par Luis pour évaluer la faisabilité d'un travail pour la femme servent à clarifier la notion de travail. Une activité autre que la mobilisation politique et une activité requérant une faible présence, d'environ quatre heures par jour, peuvent devenir un travail en échange du *plan*. En tant qu'obligation, elle entrerait, cependant, en concurrence avec les autres obligations qu'une femme *doit* accomplir. Le fait que l'activité soit au maximum de quatre heures par jour, apparaît comme une condition rendant possible de considérer le *plan* comme un travail féminin. Il apparaît comme une activité complémentaire réalisable dans la mesure où celui-ci ne *distrairait* pas la femme, ou à tout le moins, sa femme, de ses obligations premières. Il s'agit d'un individu qui demeure, malgré tout, concerné par les *planes* et les bénéfices retirés par le

[395] Luis, non membre, Berazategui, 2005. Porque cuatro horas para una mujer, que tiene otras cosas que hacer puede hacerlo pero encima las marchas… y a veces marchan dos veces por semana o tres…

groupe. Dans le foyer, les revenus perçus sous forme d'allocations peuvent représenter 40 % du budget familial. Ainsi, dans cette typification, le travail féminin demeure complémentaire du travail masculin et subordonné aux tâches ménagères. Inversement, pour un homme, un travail à temps partiel (si on suit le raisonnement qui considère l'allocation comme tel) ne peut aucunement constituer un véritable travail, car il ne suffit pas à subvenir aux besoins économiques du foyer.

Les démarches qui conduisent Graciela à se rapprocher du MTD s'inscrivent dans cette logique. Tout d'abord, Luis s'inscrit à la Mairie en tant que chef de foyer ayant des enfants à charge. Ayant trouvé un travail – non- déclaré- il perd le bénéfice de son allocation en raison de ses absences. Par la suite, c'est Graciela -avec leur fille- qui s'inscrira pour obtenir l'allocation mais cette fois-ci auprès du MTD. C'est sa fille qui accédera à l'allocation avant elle. Elles percevront toutes deux le PEC. Luis continue à chercher un travail mieux rémunéré, travaille dans un atelier et aussi à son compte. Graciela, quant à elle, ne cherche pas de travail pour elle.

L'argument de Luis semble aller dans le sens de la « glorification » du travail, plus précisément en tant qu'activité masculine. Son raisonnement inversé voudrait qu'au-delà du travail, l'homme n'aurait pas d'autres tâches à accomplir. En effet, si pour une femme, un travail de quatre heures semble acceptable, c'est parce que lui incombent d'autres obligations, celles du foyer. A l'inverse, pour un homme, une activité de quatre heures ne saurait être considérée comme un travail car il n'aurait rien d'autre à faire. Sans amplifier ces affirmations au moyen du contraste le plus extrême, cette formulation nous permet de constater l'attention qui est portée au travail. En dépit de la croissance du chômage – ou peut-être en raison de celle-ci- la relation au travail semble s'ériger comme l'activité structurante pour ces habitants des quartiers populaires. Il nous rapproche de la position phénoménologique établie par Schütz. L'auteur considère, en effet, le travail comme « une sorte de réel éminent, un repérage privilégié, par rapport auquel doivent se situer d'autres réels moins consistants »[396] (Cottereau, 1994). Cette interprétation peut nous éclairer sur l'aversion qui ressort de la vision de l'activité politique vécue, elle, comme une « exposition » excessive pour la femme. Alors que nous enquêtons sur le travail, les relations homme/femme se sont posées d'emblée. Nous sommes confrontés à une prescription selon laquelle, l'activité domestique doit demeurer l'obligation principale des femmes. Un travail à temps partiel qui serait complémentaire à celle-ci s'avéreraient certes possible mais « les manifestations » en tant qu'engagement politique seraient, elles,

[396] Alain Cottereau évoque, ici, les hypothèses formulées par Schütz (1962).

excessives. Pour analyser cet argument, il nous semble plus adapté à notre objet d'insérer cette problématique dans la conception du travail et de l'action politique.

Travail et engagement politique

Le contraste qui définit, dans ce contexte précis, une activité typiquement réalisable par une femme et celle que l'on peut conférer, typiquement, à un homme articule travail et engagement politique. Dans le cadre de notre démarche, nous tentons d'éviter les positions essentialistes même si les acteurs expliquent l'intervention des femmes dans l'espace public à partir d'un rôle de reproductrice de la famille. Le mouvement de *desocupados* n'est pas le seul à manifester cette « contradiction ». Feijoo et Nari (1995) soulignent les limitations du mouvement des droits de l'homme, notamment des *Madres de plaza de mayo*, à surmonter cette tension[397]. Cette étude atteste, également, de ce que les mobilisations des *vecinos* sont souvent traversées par cette même tension.

Notre recherche sur les motifs d'engagements des membres des MTD nous amène à questionner une division trop rigide entre espace privé et public. Nous avons montré, en effet, à quel point les femmes – mais pas seulement- expliquent les motifs de leurs engagements par des motifs qui relèvent *a priori* de l'ordre privé. Mais comment distinguer ce qui relève de l'ordre privé et de l'ordre public lorsque le premier, notamment, constitue l'argument qui rend possible la mobilisation dans la sphère publique ? Pour aller plus loin, il nous faut donc explorer un certain nombre d'explications qui intègrent les transformations produites par les individus au cours de leurs actions – tant dans l'espace privé que public, fonction des conceptions du travail et de l'activité. Comme nous l'avons déjà démontré, c'est celle-ci qui, en effet, sert de repère en tant qu'activité légitime.

Comme nous l'avons constaté dans les premiers chapitres, la participation, majoritaire, des femmes est une caractéristique que l'on relève dans toutes les organisations de *desocupados*. Plusieurs entretiens sur les motivations des femmes à rejoindre le MTD ainsi que ceux analysés dans la section précédente, ont montré des femmes qui demeurent attachées à l'espace domestique et qui estiment que le travail, à l'extérieur du foyer, est

[397] Une approche de genre relève la faible présence des femmes parmi les dirigents des organisations « piqueteras » (Di Marco, 2007). Concernant le cas de l'association *Madres* certains témoignages révèlent qu'il s'agissait d'une stratégie intentionnelle cherchant à ôter le caractère politique des mobilisations pendant le régime dictatorial. Larvin (1985) attire notre attention sur la tension au sein du régime péroniste sur, notamment, la reconnaissance de droits politiques à la femme et la séparation Parti péroniste/ Parti péronista feminin. Lobato (1997) montre que le terme de nécessité mis en avant pour argumenter des raisons du travail féminin à Berisso, pendant cette époque, repose sur le fait que le travail féminin était une transgression à laquelle on ne pouvait souscrire en dehors de ce type de justifications.

légitime dans la mesure où celui-ci ne conduit pas à délaisser le foyer. Ces constats nous rapprochent de la conceptualisation proposée par Nina Eliasoph (2003) des « public fragiles ». A propos des discours des membres des associations écologiques, la sociologue américaine analyse la tendance des militants à présenter leurs revendications sous la forme de motifs privés. Elle parvient à montrer ainsi qu'il ne s'agit pas d'une absence de civisme où de souci pour l'intérêt général qui est en cause ici mais d'un discours qui se construit en relation avec les médias et les autorités. Les motifs audibles demeurent de l'ordre de l'intérêt personnel comme si les militants ne s'intéresseraient qu'à leur bien-être personnel et à celui de leurs familles. Les répercussions de cette conceptualisation sur notre terrain sont évidentes en particulier lorsque les prescriptions de l'entourage semblent aller à l'encontre d'une formulation ouvertement politique des raisons ayant présidé aux mobilisations en règle générale et à celles des femmes en particulier[398]. Dans le récit de Luis, le travail de sa femme est toléré, accepté à certaines conditions, mais la mobilisation dans l'espace excède ce qu'il peut justifier. En fait, le désaccord survient face à l'échec des prescriptions puisque sa femme va effectivement et en dépit de son opposition participer à des manifestations et même les justifier comme une réponse apportée à ceux qui oublient la différence qu'il y a entre percevoir le *plan* à la Mairie – avec un usage clientéliste ou d'exploitation- et dans le cadre d'un MTD.

Le déroulement de l'entretien cité précédemment nous apparaît exemplaire de ce fait. L'évaluation du mari sur l'intérêt – qu'a sa femme- à participer à une organisation de *desocupados* repose sur un calcul strictement économique et de proportionnalité entre les heures de travail et la rémunération. Sa femme ne semble pas le contredire alors qu'il formule cette position. Les affirmations de Luis et Graciela ne sont pas, néanmoins, nourries que de coïncidences. En effet, d'après des membres comme Graciela, les manifestations demeurent – peut-être malgré elle- nécessaires à l'obtention des allocations. Rappelons que la présence aux manifestations est (dans le cas du MTD A Veron) une forme d'obligation qui est contrôlée au moyen de l'établissement de listes de présence pendant celles-ci[399]. Alors que pour les non-membres, les manifestations apparaissent, à tout le moins, « irritantes », sinon « de la folie »[400].

Néanmoins, au cours de l'entretien, Graciela profite de ce dialogue pour revenir sur des faits que l'on « oublie souvent », estime-t-elle. Elle rappelle, d'une part, que les membres

[398] Mead (1963) établit l'importance de l'intégration des attentes normatives d'autrui envers soi dans les relations humaines.
[399] Cette différence par rapport au réseau FPDS a trait à la modalité de participation, mais dans les deux réseaux, les mobilisations de rue sont des moyens légitimes de faire entendre leurs réclamations.
[400] C'est ainsi que les caractérisait Marina, dans la première partie.

des MTD accèdent à davantage de ressources que celles obtenues via le PTT – notamment à travers les cantines et la distribution des colis alimentaires-. Ce premier rappel demeure inscrit, cependant, dans la même logique de calcul économique que celle exposée par son mari. Elle enchaîne en nous rapportant un dialogue qui lui permet d'évoquer une autre différence, le type de contrepartie établi au sein des MTD ne relèverait pas, selon elle, de l'exploitation :

> La *vecina* travaille à l'école d'en face, mais on l'exploite. Ce n'est pas pareil que dans le mouvement. Il y a des gens qui ne veulent pas le *comprendre*. Elle en *était* une. Je lui ai dit « tu sais grâce à qui tu as touché le troisième mois ? […] Grâce à nous, « les *piqueteros* qui cassent » comme on dit […] L'autre jour, Lucas a dit [pendant l'assemblée] que les colis n'arrivaient pas. Il *explique* pourquoi les colis n'arrivent pas. Il n'est pas question de stocker… peut-être il y en a des colis mais on ne les a pas distribués parce qu'il n'y en a pas assez [pour tous les membres] On ne veut pas que les colis arrivent dans un quartier et non pas dans un autre, puisque *nous sommes tous pareils*[401]

C'est une prise de parole qui restitue l'utilité de l'existence des organisations de *desocupados* car « grâce à eux », d'autres personnes peuvent voir leurs conditions de vie s'améliorer. Le troisième mois jouant un rôle fondamental pour préparer et célébrer les fêtes de fin d'année (Noël et le Nouvel An), leurs actions non-conformes, « qui cassent », qui, par les blocages interrompent la circulation des autres, apparaissent alors comprises comme un moyen, un désagrément qui permet aux allocataires – membres et non-membres des organisations de *desocupados* – de participer à l'une des célébrations les plus instituées, des plus universelles[402].

Graciela évoque, également, le rapport avec Lucas, le dirigeant du MTD A Veron. Il apparaît exprimé sous la forme d'un rapport direct et empreint de confiance, un mode de communication au sein des assemblées. Le dirigeant répond aux problèmes soulevés.[403] Il « explique » aux membres les raisons pour lesquelles « les colis n'arrivent pas » dans les

[401] Graciela, MD Berazategui, 2005. La vecina trabaja en el colegio de enfrente, pero la explotan. No es lo mismo que [sucede] en el movimiento. Y eso hay mucha gente que no quiere entenderlo. Una era ella. Yo le dije, ¿vos sabes gracias a quien eh cobraste el aguinaldo ? […] Gracias a nosotros, a los « piqueteros » que rompen, como dicen ellos… El otro día dijo Lucas que no estaba bajando mercadería […] explica porque no llega la mercadería. No es que ellos lo tienen ahí guardado. Ojo, hay mercaderías guardadas también ahí, pero no alcanzan, […] no quiere repartir a un barrio porque viste como de a poco después [la información] llega a otro barrio y, [hay cuestionamientos] ¿a nosotros no nos llego y estos ya recibieron ?, si todos estamos en lo mismo !

[402] Certains témoignages invoquent la proximité des fêtes de fin d'année pour expliquer les événements de décembre 2001, notamment les saccages survenus à cette occasion.

[403] La manière dont le dirigeant évoque le problème pendant l'assemblée suggère qu'il s'agit d'une réponse à un problème soulevé par les délégués lors des réunions précédentes. Nous analyserons le fonctionnement de cette assemblée dans le chapitre IX.

quartiers et les foyers. Elle semble être informée du fait que le MTD possède une certaine quantité de nourriture que l'on n'aurait tout de même pas distribuée. Le dirigeant ne l'a pas expliqué en détail durant l'assemblée, les membres l'ayant plutôt appris de la bouche même des délégués. Le déroulement de l'assemblée atteste de la réalité d'une certaine communication effective entre les membres et avec les délégués et dirigeants. Les membres savent qu'il y a de la nourriture stockée, ils savent pourquoi elle n'a pas été distribuée et ils seraient rapidement informés si l'un des quartiers venait à connaître un traitement différent des autres. Si la communication n'est pas sans défaillances et demeure à l'origine de bien des problèmes et dissensions entre les membres au sein des réseaux, il n'en reste pas moins vrai qu'en règle générale, c'est l'efficacité qui domine dans leur fonctionnement.

Sur les ressources, le dirigeant ne semble pas rendre compte aux seules autorités mais aussi et, plus fondamentalement, aux membres du réseau. À partir des intentions que Graciela prête au dirigeant, son récit montre qu'elle lui témoigne de la confiance. C'est pour éviter un traitement inégal que l'on aurait évité d'anticiper la distribution des colis. Cette forme de réponse délivrée devant l'assemblée, à laquelle le dirigeant rend compte des ses décisions, est souvent difficile à restituer si l'on réduit l'assemblée à un simple espace d'information de décisions déjà adoptées par les dirigeants des organisations.

L'action représente, selon Hannah Arendt, une catégorie proprement politique. Elle comporte la « révélation de l'agent dans l'action et la parole » (1996, 231). Sous le mode de l'indignation, confrontée à l'insensibilité des autres, de sa *vecina*, peut-être aussi de son mari-, l'intervention de cette femme au cours de l'entretien révèle le moment politique comme une critique des relations auxquelles sont soumis les autres titulaires des PTT, ce qui les distingue des membres des MTD. Le processus de communication entamé au sein de l'assemblée est brandi comme une preuve de cette différence. La compréhension de l'assemblée comme le moment de distinction en tant qu'action politique souligne le caractère éphémère de celle-ci. En effet, la parole semble émerger en opposition à une autre femme, une *vecina*, dans les interstices du conformisme et du non-conformisme, aux prescriptions des comportements attendues des femmes – plus présent dans les milieux populaires- et des possibilités offertes par la participation au MTD. Cette participation ne semble pas modifier, dans ce cas, les prescriptions de la division du travail masculin et féminin mais pourvoit, pourtant, en éléments susceptibles de les rendre possible des comportements effectifs autres que ceux prescrits et des justifications qui les font accéder à une certaine légitimité. Elle parle, également, en termes de justice et de

reconnaissance, de la valeur des manifestations qui débouchent sur des améliorations pour d'autres populations et non pour les seuls membres.

L'expérience subjective ne semble pas être suffisamment pertinente, ici, pour être brandie publiquement comme une raison d'agir. C'est du moins ce que nous constatons pendant l'entretien et en la compagnie de son mari. Graciela formule ainsi les critères audibles, comme le calcul économique des bénéfices retirés des mobilisations[404] pour expliquer celles-ci. Il s'agirait-là d'un mode de contournement des prescriptions qui restreignent les possibilités des femmes au seul travail domestique ou à un travail à temps partiel. Une prise de parole proche de ce que Danièle Kergoat (1988, 143) estime relever d'une « attitude de conformisation » [405]. Cette notion permet de mettre en exergue le malaise produit par l'activité politique de la femme dès lors qu'elle participe à l'action collective mais encore davantage lorsque les femmes s'engagent en tant que militantes et déléguées dans le fonctionnement de l'organisation.

En ce sens, les femmes excédent, de fait, le rôle qui leur est conféré par l'espace du foyer et le rôle reproductif lorsqu'elles participent à une assemblée mais aussi à l'activité collective. Néanmoins, les prescriptions à leur égard ne semblent pas radicalement transformées. Ce n'est qu'au sein des organisations que ces activités sont considérées comme étant pleinement légitimes.

Les sacrifices et efforts physiques consentis au cours des actions collectives (longues marches, journées entières consacrées à cette activité, parfois aussi, l'argent dépensé pour les déplacements), ne semblent pas équivaloir au travail. Luis l'assimile à de l'« exposition » à un certain risque. Notre enquêtée réclame le droit d'entrer dans le domaine public et de participer, de reconnaître l'influence des MTD sur les décisions politiques les concernant. Or, ce dévouement ne semble pas entièrement assimilable au travail. Ces interventions suggèrent une plus grande réticence à accepter un changement de la définition du rôle des femmes dans la reproduction de la famille. Graciela peut participer à la construction des mouvements dans l'espace public mais dans la stricte mesure où elle ne néglige pas ses obligations vis-à-vis de sa famille. Dans ce contexte, l'activité politique des femmes apparaît non seulement comme un excès mais aussi comme une limite dont la transgression, de fait, ne rencontre pas une justification

[404] Cette attitude nous rappelle l'analyse de Nina Eliasoph (1998). Le langage proprement plitique n'apparaît pas ou peu sur le devant de la scène.

[405] La sociologue évoque de la manière suivante les tensions entre les pratiques non-conformes et les « attitudes de conformisation » : « pour avoir la paix avec leurs maris – nous dit Kergoat- et les hommes en général, elles [les ouvrières] trouvent bien plus facile de faire comme si elles reprenaient à leur compte les stéréotypes notamment sur le salaire des femmes. Reste qu'elles n'en pensent (ou plutôt qu'elles n'en font…) pas moins ! » H. Hirata, D. Kergoat, (1988).

convaincante pour les non-membres, y compris quand, comme dans le cas de Luis, ils sont témoins des changements produits.

La responsabilité du chômage continue à être attribuée aux individus et à leurs caractéristiques personnelles. En dépit des débats intervenus au sein des organisations de *desocupados* sur les transformations sociales et politiques qui seraient à l'origine des taux de chômage élevés, ces explications ne sont pas toujours évoquées lors des entretiens. Certes, la responsabilité des autorités est pointée lors de chacune des mobilisations et elle est intégrée en tant que telle mais elle n'est pas le seul argument invoqué. Souvent, les *desocupados* affublent les autres des motifs qui rendent l'individu suspect d'être un fainéant – *vago*- ou de vouloir « vivre des allocations ».

Travail, obligation et engagement politique

Nous remarquons que dans le discours des proches, non-membres du mouvement de *desocupados*, l'analyse du travail et du politique apparaît étroitement liée. Tous les deux se définissent par opposition mutuelle. Ils constituent des obligations auxquelles les membres doivent consacrer un certain temps mais l'activité politique constitue, elle, dans la perspective que nous venons de détailler, un excès non désiré.

Comme nous l'avons relevé, l'accès aux allocations de travail temporaire appelle à la réalisation d'une contrepartie sous forme de « travail communautaire » gérée, dans le cas des MTD, par les organisations elles-mêmes[406]. Nous avons évoqué cette contrepartie à plusieurs reprises. Mais que représente-t-elle exactement ? Rappelons qu'il s'agit des activités organisées à l'intérieur même des mouvements de *desocupados* à destination, parfois, de leurs propres membres ou plus largement des habitants des quartiers, par exemple des aménagements d'espace vert, le fonctionnement des cantines ou des goûters distribués aux enfants. Dans certains groupes, il y a également des micro-projets productifs de boulangeries, d'ateliers de menuiserie, etc. visant à créer davantage de ressources. Le caractère obligatoire de la contrepartie a été institué par le gouvernement, néanmoins, dans la pratique, cette dernière apparaît plutôt comme une obligation envers le mouvement de *desocupados* ou ses camarades.

[406] En 2003, le gouvernement national a versé deux millions d'allocations, dont 10 % ont été administrées par les associations de *desocupados*. La plupart, donc, sont administrées par les gouvernements locaux. Dans ces cas, le travail communautaire est attribué par le gouvernement et contrôlé par l'un des allocataires. Les activités sont variées, elles ont notamment trait à l'entretien des espaces publics, squares, écoles, centres de santé etc.

Ce sont en effet les groupes qui mettent en œuvre un système de contrôle plus ou moins flexible et répondant à des impératifs opérationnels qui évoluent en fonction des groupes et des moments. Chaque groupe de travail est coordonné par un membre de son choix, un responsable ou coordinateur. Cette personne doit, entre autres, contrôler la présence de chaque membre du groupe. A cette fin, elle fait signer une feuille de présence les jours correspondants ou bien consigne la présence sur des listes. En même temps, ce coordinateur est censé s'astreindre aux mêmes tâches que les autres membres du projet. Dans la pratique, comme nous l'avons remarqué, selon les groupes, le coordinateur est désigné par l'assemblée, le délégué[407] ou bien devient le responsable car il propose lui-même l'activité qui va être exercée chez lui. Le délégué, pour sa part, participe aux activités de la contrepartie à titre facultatif ou symbolique.

Ce travail communautaire apparaît comme une obligation envers le mouvement[408]. Dans le cas des organisations de *desocupados*, la réalisation effective de cette obligation est contrôlée par les assemblées. Si les liens de chaque membre au sein du mouvement se forgent sur le mode de l'adhésion volontaire, la non-participation aux projets est alors un argument qui peut être invoqué valablement pour exclure un individu de l'organisation. Il est nécessaire de rappeler que cette attribution apparaît comme une prérogative que les mouvements acquièrent par défaut, en tant qu'exécuteurs des programmes gouvernementaux. Elle n'est pas attribuée explicitement par la réglementation relative aux allocations et, de fait, les organisations ne la maîtrisent pas, car un ou plusieurs de leurs membres peuvent perdre le bénéfice des PTT sur décision des autorités. Les projets sont soumis à un « contrôle de gestion » de la part du gouvernement national ou provincial – en fonction de la juridiction du programme. Chaque organisation doit alors présenter, tous les mois, une liste de personnes qui participent à la totalité des projets communautaires. Si la liste est mal établie ou si l'on a omis, volontairement, des individus, cette personne risque de ne plus percevoir l'allocation le mois suivant. En revanche, si la personne est prévenue à l'avance de cette possibilité – cette décision étant prise par l'assemblée-, elle peut tenter de mettre en œuvre des alternatives pour continuer de percevoir son allocation. Par exemple, se faire inscrire sur les listes d'une autre organisation *piquetera* ou sur les listes de la mairie.

[407] Dans la plupart des organisations, il y a un délégué par quartier ou par district qui est chargé de faire le lien avec d'autres groupes, de participer aux réunions de coordination et d'articulation et de diffuser l'information auprès des membres du quartier. Nous avons précisé, dans le cadre de notre DEA, les rôles attribués à l'assemblée dans les organisations. Elles peuvent revêtir un caractère décisionnel ou informatif. Ces deux traits sont présents même si l'un d'entre eux peut avoir plus d'importance au cours du temps et selon le groupe concerné.

[408] L'activité du délégué est aussi considérée comme une obligation redevable au mouvement.

Si les conceptions de travail et de l'activité retracées jusqu'ici privilégient les points de vue des *desocupados* en général, elles nous permettent de restituer des dimensions qui n'étaient pas encore éclairées par la littérature sur les organisations de *desocupados* en Argentine[409]. Quant à la caractérisation qui a été entreprise du rôle des délégués par cette littérature, elle souligne, souvent, les prescriptions promues par les organisations, en particulier, l'« horizontalité »[410], le « centralisme démocratique »[411] dans les cas étudiés ici. Nous souhaitons décrire plus précisément, les activités des délégués qui sont fondamentales au fonctionnement de l'organisation à la lumière de la notion de travail. Une première remarque que nous pouvons établir relève d'une source d'incompréhension survenue entre les délégués et le sociologue.

Le travail des délégués consiste à faire l'intermédiaire notamment avec les autorités mais aussi à l'intérieur du réseau entre les différents quartiers, entre les différents districts. Pourtant, les délégués conservent un rattachement signalant leur participation dans un des projets communautaires du groupe. Lorsque nous leur demandions, en effet, quel était leur travail, ils répondaient systématiquement en se rattachant à l'un des projets, la boulangerie, la cantine etc. Or, nous nous sommes aperçus que le malentendu s'inscrivait dans la question elle-même, dans la mesure où nous leur demandions d'expliciter leur *travail,* ils essayaient de formuler une réponse adaptée. En d'autres termes, notre mode de questionnement sur le travail de délégué préfigurait la réponse apportée. Le mot travail demeurait associé à l'activité de contrepartie et à leurs projets.

Au sens large, en tant qu'obligation, la réponse peut être affirmative car ils identifient très clairement des obligations telles que se rendre aux réunions, informer les *compañeros,* organiser les quartiers, les conduire aux manifestations, entre autres. Or, une grande partie des activités est un travail de nature politique, et c'est celui-ci qui semble être le moins légitime. Ceci nous a conduits à nous interroger sur le fait de savoir si le travail de délégué doit être considéré comme un *travail*. En d'autres termes, dans quelle mesure l'activité des délégués peut-elle être envisagée comme un travail et que nous indique-t-elle sur les conceptions de travail et de l'activité à l'œuvre dans les milieux populaires en général et en particulier au sein des organisations de *desocupados* ? Une déléguée s'étend à ce propos :

[409] Le constat est le même en France où les recherches se sont penchées, en grande majorité, sur l'analyse des « entrepreneurs de mobilisations » ou des « militants professionnels » non concernés, à titre personnel, par le chômage. La trajectoire des chômeurs ayant participé à la mobilisation est abordée notamment par Sophie Maurer (2001) et Valérie Cohen (2009).
[410] C'est le principe prôné par le MTD de Berisso et les MTD réunis au sein du FPDS
[411] C'est le mode d'organisation qui régit le MTD de Berazategui et le réseau du MTD AV.

> Dans une réunion, tu t'assois, quelquefois on parle, on dit des conneries entre guillemets (sic) et tu es en train de perdre ton temps. Alors, ce n'est *pas confortable*. Dans le « goûter » [le projet où elle est inscrite], tu te sens plus à l'aise parce que tu sais que tu fais quelque chose, tu travailles pour aider à satisfaire un besoin[412].

Les remarques formulées par cette déléguée sur les activités des délégués qu'elle traite de futiles, (« entre guillemets » dit-elle pour relativiser) nous rappellent le constat que relève –concernant les ouvrières- Danièle Kergoat (1984, 125). La sociologue souligne notamment la difficulté qui est celle des femmes dès lors qu'elles entendent participer à une lutte collective. Des nombreux obstacles[413] ont trait aux pratiques syndicales bien éloignées de la réalité quotidienne que les femmes ont à affronter, « réunions trop longues, inefficaces, mal préparées, qui donnent aux femmes l'impression de perdre leur temps ».

Il s'agit d'obligations auxquelles on a souscrit car « si l'on s'engage, on doit le faire » nous dit Marina. Etant volontaire, l'explication de cette déléguée semble nous orienter vers l'invisibilisation[414] de cette activité. C'est un travail pour lequel on ne comptabilise pas le temps dépensé, que l'on se doit d'accomplir sans émettre de plaintes, presque comme une forme d'altruisme envers l'organisation et ses camarades. En termes de temps consacré, les délégués hommes et femmes y consacrent beaucoup plus de temps que leurs camarades non-délégués, surtout si l'on prend en compte le travail en amont des activités collectives et les déplacements qu'ils doivent réaliser pour relayer l'information et confronter les différents points de vue. Néanmoins, à en croire l'explication avancée par Marina, cela ne semblerait pas exiger un important savoir-faire, il s'agirait presque « de perdre le temps ». Le malaise exprimé par cette déléguée et que l'on retrouve sous la forme d'un sentiment de perte de son temps ne semble pas tenir compte de la prise de parole et de l'expérience de l'action dans la version forte décrite notamment par le récit de Graciela. L'idée de l'assemblée comme un lieu de communication, d'explication et de mise en exergue des responsabilités des dirigeants rapportée par Graciela dans la section précédente faisait de cette routine d'information qui circule et des décisions rendues

[412] Marina, déléguée, 23 ans, Juillet 2005.
[413] Notamment, la vie familiale, les interdits sociaux et l'intériorisation de ces interdits inculqués depuis l'enfance.
[414] Souvent, l'invisibilité du travail évoque le travail domestique des femmes. Ai-Thu Dang et Marie-Thérèse Letablier (2008) soulignent les tensions entre « familialisme » et « individualisme » en matière de reconnaîsance du travail du « care ». Ici, il s'agit d'un travail de militant, souvent réalisé par des hommes.

publiquement un moment privilégié offrant aux membres les ressources et le savoir-faire lui permettant de répondre aux critiques.

Cette réflexion sur l'activité est inspirée de l'explication qui en fait une jeune déléguée ayant connu sa première expérience militante au sein du MTD. Dépourvue de toute socialisation militante préalable, elle s'éloigne des positions des militants les plus expérimentés ainsi que des prescriptions faites qui valorisent, elles, les militants au sein de chaque organisation. Elle nous permet, de fait, de nous rapprocher des positions que supportent les membres de base et leurs familles qui trouvent si problématique l'activité politique en dépit des bénéfices qu'ils peuvent recueillir tant du point de vue matériel que de l'espace de sociabilité. Ainsi, devient-il possible de comprendre que la participation en tant que déléguée au sein de l'organisation de *desocupados* produit un décalage envers des prescriptions familiales et locales qui continuent à servir de modèle en dépit d'un certain changement induit par l'expérience elle-même. Christoph Dejours, (2000, 22) souligne les difficultés qu'il y a à symboliser certains savoir-faire qui ont trait à l'engagement subjectif dans l'activité, notamment dans le travail. Il s'agit de ce qu'il appelle la connaissance « par corps », une intelligence du corps « méconnue par ceux-là mêmes qui, pourtant, la mettent en œuvre constamment. Elle est banalisée et naturalisée ». Le récit précédent semble rejoindre cette méconnaissance du savoir-faire des délégués, celle-ci peut, néanmoins, se comprendre, également, par l'instauration d'une routine contraire à la sollicitude permanente de la subjectivité propre à la caractérisation des « bons délégués »[415] promue par le groupe.

Ce malaise quant à l'activité des délégués ne peut être généralisé à l'ensemble des militants. Néanmoins, il nous permet de remarquer dans quelle mesure analyser les organisations de *desocupados,* d'après le seul point de vue des dirigeants des organisations et de leurs portes-paroles envisagés comme des « entrepreneurs des causes », demeure problématique pour qui entend comprendre l'engagement des membres dans la durée. Cette analyse demeure partielle et elle néglige l'expérience de ceux qui ont acquis leur première expérience militante au sein des organisations de *desocupados*. La transformation intervenue dans la perception des organisations de *desocupados* évoquée par Marina, dans le cadre de notre première partie, confrontait un point de vue du dehors et un point de vue du dedans. Avec l'expérience et l'exercice de la fonction de déléguée, sa perception de ce que voulait dire être dans un MTD avait évolué. L'action lui procure le plaisir d'entreprendre une activité qu'elle considère importante, comme un legs même,

[415] Nous rappelons la caractérisation du « bon délégué » par sa disponibilité et son écoute dans le chapitre 3.

pour ses enfants. En dépit de cette transformation positive, le travail semble demeurer comme le *réel éminent,* le repère sur lequel viennent se hiérarchiser d'autres engagements. Elle échoue à formuler des stratégies qui rendraient la charge de l'activité de délégué moins lourde[416].

Par ailleurs, nous devons encore problématiser cette forme d'obligation- volontaire- qui revient tant dans les discours des membres en général que dans ceux de certains délégués, si nous entendons rendre compte de la nature des liens tissés par les acteurs sans qu'il soit besoin de les soupçonner d'être des marionnettes totalement dirigées par des forces externes. En ce sens, la conceptualisation de l'espace public proposée par Hannah Arendt peut nous éclairer. La philosophe considère ainsi que l'« espace de l'apparence commence à exister dès que des hommes s'assemblent dans le monde de la parole et de l'action ; il précède par conséquent toute constitution formelle du domaine public et des formes de gouvernement, c'est-à-dire des diverses formes sous lesquelles le domaine public peut s'organiser », mais il s'agit d'un espace éminemment « éphémère » et « fragile » car il disparaît non seulement à la dispersion des hommes mais aussi au moment de la disparition ou de l'arrêt des activités elles-mêmes (Arendt, 1994, 259).

L'homo *faber* et l'animal *laborans* relèvent, pour cette auteure, d'attitudes à proprement parler apolitiques. Prendre le travail comme principal repère de l'action inclinerait les individus à « traiter la parole et l'action d'occupation oiseuses, de bavardage, d'agitation stérile… », la pression par la productivité tendant à mépriser d'autres formes d'engagement dans l'activité. Les actions collectives observées[417] et le plaisir éprouvé à « être dans l'action », à occuper les lieux symboliques de la politique nationale, semblent s'inscrire dans la temporalité « éphémère » du politique. L'impossibilité à expliciter un savoir-faire « par corps » peuvent être aussi rapprochées de la fragilité de l'action elle-même ainsi qu'à un caractère « interstitiel ».

Le rapprochement, au sein du groupe, entre activité politique et travail, rend difficile la reconnaissance pleine et entière de l'activité politique. L'introduire au sein des activités du travail et des rapports de voisinage, semble lui faire perdre la spécificité caractéristique du domaine public. Cela ne signifie pas, pour autant, que l'action politique apparaît, ici, dépourvue de toute spécificité par rapport au travail. Au contraire, elle semble rendre

[416] D'autres districts fonctionnent avec trois ou quatre délégués, ce qui permet de se relayer pour ce qui est des déplacements. Néanmoins, il s'agit, en général, de groupes plus nombreux tandis que les exigences, en termes de temps consacré, demeurent plus importantes que celles des non-délégués.

[417] La mobilisation pourrait être analysée comme un rituel d'actualisation de la solidarité du groupe (Manzano, 2009).

possible, nous le verrons, l'abandon de la productivité comme unique critère d'évaluation du travail.

La confusion sur le travail de délégué évoquée plus haut souligne que la parole et l'action demeurent problématiques, en particulier lorsqu'elles sont mobilisées durablement en tant que *desocupado.* En revanche, quand l'accent est porté sur le terme de travailleur, l'action peut alors s'inscrire dans la durée. Elle est rendue possible dans la définition des normes et des modes de vivre-ensemble.

CHAPITRE VI :

LE TRAVAIL DES ATELIERS *PRODUCTIVOS*

I. Le travail au sein des quartiers des organisations *piqueteras*

Les données existantes sur le fonctionnement des allocations ne nous disent pas grand-chose sur la manière de gérer les projets au sein des mouvements de *desocupados* – sur les autres institutions non plus d'ailleurs. Le contrôle des allocations exigé par le gouvernement national se limite à relever l'identité des allocataires[418] qui ne doivent bénéficier ni d'un salaire ni d'une autre allocation en espèces. Il est là pour enregistrer la présence des allocataires dans les activités. Il délègue aux interlocuteurs gouvernementaux -dont les mouvements de *piqueteros*- le contrôle quotidien. Ceux-ci doivent fournir des listes de présence afin d'établir le respect des obligations de contrepartie envers le groupe lui permettant d'assurer les activités engagées.

À partir d'une généalogie de la création des différents ateliers au sein desquels les « *compañeros » travaillent*, notre recherche permet de relever divers usages autour des ateliers *productivos*. Les membres fournissent une contrepartie à leur allocation mais installent, également, des métiers et construisent leur appartenance aux organisations de *desocupados*. Les enjeux auxquels ils doivent faire face sont autant d'occasions de redéfinir leur place dans le collectif [ou de produire leur sortie] et d'actualiser des règles de fonctionnement et des conceptions de travail difficiles à classer notamment parce qu'à mi-chemin entre le « coopérativisme » et le travail autonome. Dejours nous rappelle que le propre du travail est de produire, collectivement, des manières de travailler qui font consensus, c'est-à-dire de produire des règles de travail (2003 60). Ici, la relation sociale de membre en tant que travailleur semble instituée, reformulée et actualisée simultanément. Aussi, Irène Théry (2009, 36) souligne le caractère relationnel dans lequel les individus agissent « en tant que » partenaires en relation à des règles partagées. Cette relation revêt certes une dimension intersubjective, mais elle est irréductible à

[418] Lors de la demande d'allocation, la personne doit fournir une photocopie de sa carte d'identité et une attestation de l'organisme de contrôle de sécurité sociale nationale, l'ANSES, qui enregistre les travailleurs (déclarés via les contributions des employeurs). Ensuite, tous les mois, les institutions consignent aux organismes de contrôle du Ministère de la province ou de la nation, les informations sur l'identité des allocataires. Tous les trois mois, elles informent des projets développés.

l'intersubjectivité, « c'est-à-dire au simple ajustement d'un « moi » et d'un autre « moi » : l'action/la relation que partagent les partenaires présuppose la référence intentionnelle de chacun à une règle commune »[419].

Nous allons nous attarder, d'abord, sur la catégorie de *productivos.* Traité comme une notion indigène, ce terme porte en lui-même les tensions propres à un groupe sociologiquement hétérogène dont les exigences de l'autonomie et de l'autogestion sont fortes. Différents échanges, intervenus au sein des réunions dites de *productivos,* nous serviront de support afin d'apporter des précisions sur les activités proposées par les ateliers dans l'imaginaire du travailleur localement situé.

L'autonomie proclamée est défiée par le rapport au gouvernement. En dépit des accusations lâchées à son encontre, et en vertu desquelles il lui réclame des ressources, le groupe entretient des rapports permanents, exigeant une certaine coopération. Ensuite, nous montrerons comment ces positionnements opèrent dans les interactions quotidiennes. Les différents ateliers nous permettent de mettre en exergue des situations qui leur sont propres, du fait de la nature du travail que l'on y réalise, mais qui sont révélatrices de l'ensemble des ateliers.

La trajectoire de travail des différents membres permet de souligner l'hétérogénéité de cette population ainsi que les expériences qui s'opposent à ces définitions. Cette expérience, ou son absence, permet de se positionner différemment au sein du collectif, et de définir, de manière particulière, la valeur de sa propre contribution au collectif.

Productivos : l'articulation régionale comme savoir collectif

Au sein du MTD de Berisso Andrés, on emploie le terme de *productivos* (productif) d'une manière tout à fait singulière. Dans le jargon institutionnel, le terme demeure employé pour désigner la qualification de projets financés localement par des institutions à composante majoritairement privée afin d'établir une activité de type micro-entreprise, susceptible de devenir une source de revenus[420]. En effet, le terme est extrait du cadre discursif dans lequel il se présente, celui de la politique sociale focalisée. En revanche, à l'intérieur du MTD, il désigne les ateliers de travail crées par les différents membres percevant ou non une subvention du gouvernement. D'autres études, (Sombra, 2005)

[419] Le don-contredon, à la suite de Marcel Mauss, apparaît comme la relation sociale d'institution du social.
[420] Le programme a reçu pour mission d'attribuer des crédits à des « organisations non gouvernementales, institutions mixtes à majorité privée, et d'autres formes institutionnelles représentant des groupes de micro-entreprises ou petits producteurs de « couveuses de capital » pour le démarrage des opérations et orientés vers l'augmentation des capacités de crédit des opérations de micro-finance en cours … en particulier, pour des composantes sociales à faible revenu » Résolution MDS N° 1375/04.

relèvent une utilisation similaire du terme *productivo* éloignée des usages institutionnels. Le terme est ainsi utilisé pour également se référer à des activités qui ne produisent pas de revenus. Dans ce groupe, en particulier, l'analyse rapporte que pour les militants, « tout ce qu'ils font acquiert une valeur productive, qui n'implique pas nécessairement une rentabilité financière »[421].

Les réunions des *productivos* se déroulent une fois par semaine. Il s'agit d'un lieu de consultation dans lequel les participants de chaque atelier productif informent de l'état d'avancement d'un atelier particulier et, en particulier, des problèmes auxquels ils sont confrontés. Chaque semaine, les réunions ont lieu dans les différents locaux de travail. La rotation du lieu a été établie afin de renforcer un fonctionnement en réseau des différents quartiers qui font partie du MTD de Berisso d'une part mais aussi du FPDS, de l'autre. Ce dispositif vise donc à faciliter la participation de tous les membres des ateliers à la réunion des *productivos* et pas seulement de celle des responsables. De fait, y participent les responsables des ateliers qui souhaitent s'y rendre, les délégués qui peuvent remonter des problèmes des différents ateliers de travail, – même si aucun des travailleurs n'est présent- et ceux qui travaillent dans l'atelier qui les accueille. Le choix des lieux intervient en fonction des problèmes qui sont à discuter. Si l'atelier de boulangerie rencontre un problème de fonctionnement, par exemple une mauvaise connexion électrique, c'est dans son espace qu'il est traité. Les réunions s'étendent sur une durée d'un peu plus de deux heures avant que n'aient lieu les réunions de *mesa*.

Lors d'une réunion de *productivos* qui s'est tenue en face de l'une des boulangeries-cantines du MTD de Berisso, les femmes travaillant dans la boulangerie, étaient présentes ainsi que la déléguée de l'activité, Claudia et celle du quartier, Chela. Les apprenties boulangères se tenaient près de la porte du local. Près d'elles, assise sur une marche, se trouve Selma, entourée de trois jeunes femmes à l'allure d'étudiantes, avec des cahiers et habillées en jean. Devant le local, des tabourets et sièges improvisés accueillent plus d'une dizaine de délégués, membres des organisations du FPDS et responsables des ateliers.

La réunion commence par la constitution de l'ordre du jour. Selma rappelle deux questions à traiter et interroge Lorena et d'autres participants sur les thèmes à évoquer. Lorena en lit plusieurs et d'autres sont proposés par les responsables des ateliers et délégués. Un délégué souligne que le *compañero* de l'« autocar », un homme dans la cinquantaine, debout à ses côtés, doit partir assez vite et qu'il faudrait rapidement évoquer

[421] Il s'agit du MTD de Solano. Ce groupe était relié à ce même réseau jusqu'en 2002.

le sujet qui lui tient à cœur. Le responsable de l'atelier des enfants, un jeune surnommé « le Chinois », fait un signe de la main et sollicite le même traitement.

Le premier sujet traité est celui de l'autocar. L'ancien chauffeur d'autocar rapporte les difficultés qui sont apparues lors du dernier voyage, vers la province de Santa Fe (1000 KM). Les réparations qui ont dû être entreprises[422], mais aussi le retard de son collègue de voyage – qui n'a pas d'expérience dans le domaine- et celui des passagers (les membres des organisations du FPDS). Un temps d'attente trop long est nuisible pour les conducteurs qui doivent conduire des heures durant. Un troisième chauffeur devrait donc se joindre à eux. Il s'adresse à l'assemblée mais, surtout, à Selma. Selma demande aux délégués qui sont là si, parmi les camarades, quelqu'un souhaiterait se former pour travailler comme chauffeur mais personne ne se déclare intéressé parmi les membres des différents MTD. L'homme explique les tentatives de recrutement infructueuses, son récit argumente sur la nécessité de recruter un troisième collègue en dépit de l'absence de candidat enfin, il propose la solution d'un ancien collègue, ce qui est accepté. Selma lui rappelle – sur un ton décontracté- qu'il devra venir aux assemblées et aux réunions de *productivos* pour se familiariser avec leur fonctionnement.

Le tour est à la boulangerie du quartier. Elle ne fonctionne pas à temps plein car le raccord électrique n'est pas performant. Le four électrique risque de s'abîmer. A chaque fois qu'il est allumé, les *vecino*s sont privés de courant. Diana, référent de la boulangerie, présente le sujet mais ses compañeras apportent des précisions. Selma s'interroge sur les *vecinos*, qui sont aussi concernés par le problème. Chela explique la composition de ce quartier en train de se former, tout en avançant que les *vecinos* se sont montrés solidaires du problème. Alberto, un jeune référent du MTD de Villa Elisa (ville voisine située à 25Kms de là où se tient la réunion) propose de faire une manifestation devant la Mairie pour exiger que la situation soit régularisée dans le quartier. D'après lui, à la Mairie, « nous n'existons pas » et il convient de leur faire savoir qu'ils sont là. Cela leur permettrait de régulariser, également, la situation énergétique. Il propose d'utiliser le projet d'un autre MTD pour proposer un projet d'urbanisation complète.

Chela n'est pas d'accord sur le fait qu'ils n'existeraient pas. Ils ont déjà effectué des démarches qui se sont traduites par l'ouverture de rues et « peut-être dans un tout petit bout de papier mais nous sommes là ». La proposition de se mobiliser ne semble pas l'intéresser. Chela énumère les contacts déjà pris, les rendez-vous auprès de l'entreprise

[422] Le bus a été acheté par le FPDS. À chaque voyage, les organisations s'acquittent d'un somme qui est fonction des passagers. L'autocar peut également servir pour des voyages autres que ceux des organisations du FPDS. Le prix de ceux-ci est plus élevé.

prestataire du service et de la Mairie qui semblent se renvoyer mutuellement la responsabilité de la situation. Selma intervient pour rappeler qu'avant de manifester, il est nécessaire de bien préparer le dossier, et de s'accorder, également, avec les *vecinos* sur une proposition concrète qui ait des chances d'aboutir[423].

La réunion se poursuit par l'évocation de différents sujets. Souvent, il s'agit d'informer sur l'évolution que connaît une activité. Chino explique le résultat de l'atelier de *hip-hop* des enfants qu'il anime et avec lequel il a participé à un festival. Andrés intervient sur l'atelier de sérigraphie, composé de trois *compañeros*, et revient, notamment sur la première « vente »[424] de t-shirts qui a eu lieu lors d'une activité culturelle du quartier. Heroldo fait de même à propos de la menuiserie, Valéria de l'atelier de bougies, en expliquant qu'ils auront besoin d'un gazier propre car celui prêté par la boulangerie consomme trop. D'autres *compañeros* proposent des solutions car elles ne disposent pas de ressources permettant d'en acquérir un. Les sujets sont traités mais ils ne font l'objet d'aucun vote. Les propositions émanant de la réunion des *productivos* seront ensuite discutées dans le cadre des assemblées de chaque atelier. Vers la fin, les compañeros de mesa commencent à arriver. La réunion a débordé le temps prévu – de deux heures- et certains sujets n'ont toujours pas été traités. Ainsi, l'échange et la discussion dépassent-ils les seuls espaces de l'organisation et de la mise en œuvre d'un projet politique pour s'étendre, également, aux lieux d'organisation de l'activité économique des projets de travail *productivo*. Par la circulation des informations, se produit un savoir collectif qui peut être actualisé à l'intérieur de chaque MTD et de chaque quartier. Tous les participants de la réunion évoquent les soucis concrets de leur propre *productivo* en même temps qu'ils partagent les manières de les résoudre avec leurs *compañeros* et en lien avec leurs *vecinos*. S'il s'agit d'échanges entre la cantine et la fromagerie, le déplacement s'opère vers la cantine, etc., ce qui facilite la présence de leurs membres à la réunion et au mode de fonctionnement instauré par celle-ci.

La composition plus hétérogène des participants actualise, également, différentes formes de savoir. Ainsi, pendant le traitement de la construction d'un lieu de fonctionnement de l'atelier pour enfants, Lorena rapporte les devis qu'elle a cherchés. La réunion des *productivos* apparaît ici comme un lieu où certaines dépenses sont avalisées

[423] Près de deux semaines plus tard, « les *vecinos* » ont organisé une manifestation devant la Mairie de Berisso. Plusieurs centaines de personnes se sont mobilisées, notamment les *vecinos* du quartier et des membres du MTD de Berisso et du FPDS.

[424] L'atelier de sérigraphie est composé de quatre membres. Au cours de cette activité, ils ont inscrit leurs designs sur des t-shirts qui ont été portés par les assistants à la journée culturelle. On pouvait se les procurer en faisant un don.

ou non. Antonio, un homme proche de la soixantaine, juge que c'est trop cher « on t'a dit n'importe quoi » lance- t-il avec un certain dédain. Lorena, semble habituée à ce clivage, qui condense la fragmentation des âges, du genre et de classe, « oui, bien sûr, je ne sais pas demander un devis » ironise-t-elle tout bas. Selma intervient cette fois-ci pour proposer aux *compañeros* de l'atelier de peinture d'en apporter un autre, après tout, dit-elle, « ce sont eux qui savent ». Antonio n'en fait pas partie. Dans le *productivo* de peinture, les représentants considèrent que l'estimation est coûteuse. Lorena insiste sur le fait que le groupe entend que ce soit bien fait, et non pas que dans un an, tout le travail soit à refaire. Pour elle, la qualité des matériaux est primordiale. Lorena donne son accord à la proposition de Selma mais tient à préciser que le groupe avait décidé de ne pas procéder à un simple blanchiment, « il ne faut pas que les enfants soient après tout blanc à chaque fois qu'ils touchent les murs » argumente-t-elle sans se résigner. A la fin de la réunion des *productivos,* elle discute avec Raquel, chargée du projet de peinture. Elle la presse pour qu'il établisse un devis dans le courant de la semaine afin que les travaux ne prennent pas de retard.

Dans cette discussion, on voit Lorena, la jeune militante, une universitaire, proposer un devis pour une activité du bâtiment, la peinture du local d'un centre culturel pour enfants. Ses connaissances, dans ce domaine, se limitent à son rôle de cliente, plus au moins expérimentée, elle a en effet déjà réalisé (ou participé à la réalisation de) ce type de travaux. Raquel, et son camarade qui sont là habillés avec un t-shirt blanc avec un petit insigne qui mentionne son activité « peinture FPDS » exprime son opinion en regardant son collègue, comme si elle cherchait son accord. Sans être offensive, elle mobilise les connaissances de quelqu'un qui travaille dans le secteur et obtient des prix préférentiels lorsqu'elle achète les matières premières nécessaires à la réalisation du travail. Antonio va plus loin. Il se permet de se moquer des chiffres avancés par Lorena. Est-ce à cause de son âge ? Est-ce en raison de son expérience dans le bâtiment ? S'agit-il d'une question de genre ? Ou d'une opposition de classe ? Son intervention est, en effet, traversée par plusieurs clivages qui risquent de s'actualiser au sein de mouvement et que les membres se doivent de gérer s'ils ont l'intention de continuer à travailler ensemble. L'intervention de Selma semble privilégier la négociation. Elle fait semblant d'ignorer les propos d'Antonio. Elle ne lui répond pas directement mais semble prendre en compte le savoir-faire qui est le sien, mais qui est exprimé maladroitement. Elle valorise le savoir-faire des « *compañeros* » de peinture qui, sans détenir de diplômes mais dotés de leur seule expérience, sont considérés comme des experts. De fait, les connaissances, les savoir-faire

des uns et des autres circulent à l'intérieur de la réunion des *productivos*. Les participants valident différentes formes de savoir. Celles-ci peuvent devenir, si le groupe parvient à surmonter les tensions sous-jacentes et les différents clivages, une forme de savoir collectif. Dans cet esprit, les réunions de *productivos* permettent d'encadrer les activités comme relevant de l'économie solidaire en ce qu'elle a de plus spécifique, notamment la capacité des membres à mettre en œuvre des actions par le biais d'un agencement en interne se fondant sur des relations faiblement hiérarchisées mobilisant des catégories d'acteurs différents. « Même s'il n'existe pas une réelle égalité entre les intervenants – soulignent Bévort et Bucolo (2006, 92)-, des relations paritaires peuvent s'établir du fait d'une « mise en dialogue » des différentes parties prenantes. Par le biais de cette régulation négociée, les acteurs de l'économie solidaire participent à la création d'un « espace public autonome ». Bien qu'il existe plusieurs définitions de l'économie solidaire, celle-ci semble particulièrement s'appliquer à notre projet. Toutefois, il convient de préciser ce qui constitue le cœur de notre démarche. Il ne s'agit pas de poser a priori le type de relation établie entre les intervenants dans chaque espace mais, bien au contraire, de trouver les indices qui pourront nous éclairer sur le type de rapport qui est à l'œuvre. En effet, les clivages risquent de déboucher sur des affrontements mais ils permettent, également, la constitution d'un savoir faire qui ne se résume pas à l'information technique – si l'on peut dire ainsi- nécessaire au fonctionnement du *productivo* (les rythmes de travail des conducteurs, le fonctionnement des outils, le prix de la peinture, etc.). Il concerne les moments et les manières de faire appel aux *vecinos*, aux autorités, aux entreprises ainsi que les raisons pour le faire, définies collectivement. D'autre part, les tensions ne sont pas toujours canalisées et elles peuvent alors donner lieu à de violents affrontements verbaux. C'est ce qui se produit notamment au sein d'une assemblée sur le sujet du dévouement inégal des membres.

I. Le potager : Le choix d'un travail dur mais *tranquille*.

Raul travaille dans le potager qui est situé à côté de l'habitation de sa mère. Lorsqu'il a commencé, il n'avait pas d'expérience mais il a appris à faire ce travail qu'il considère facile et surtout *tranquille* au sens où il ne cause pas de problèmes avec ses camarades. Auparavant, il participait au projet de la boulangerie mais il n'a pas souhaité continuer car

il était chargé de la vente mais cela n'a pas fonctionné[425]. Alors, il a voulu changer de groupe de travail. Il est inscrit dans le groupe qui travaille l'après-midi ; du lundi au vendredi aux alentours de 15 heures, tous ceux qui y sont inscris se retrouvent à l'entrée du potager.

Dans le potager, il nous a montré le basilic qu'il avait planté mais aussi les poivrons, et les courgettes en nous montrant combien ils étaient grands. Il a mentionné qu'il manquait quelques courgettes aussi, quelques minutes avant, sa mère lui avait demandé d'apporter des laitues et il lui avait répondu qu'il n'y en avait plus. N'étant pas le responsable du groupe, il tenait à me montrer à quel point il connaissait et suivait quotidiennement les évolutions du potager. Comme ses camarades, il perçoit un lien direct entre son travail et le produit de son travail dont il souligne les contributions qui sont aussi les siennes. La production comprend également des tomates, des bettes, des laitues et du persil sur une superficie de 15m². Elle est destinée aux préparations de la cantine du mouvement[426] et à la consommation de ceux qui y travaillent.

Il nous a expliqué, qu'au début, des étudiants de la faculté d'agronomie étaient venus afin de les aider à mettre au point les pratiques de culture du potager. Ils leur ont appris à travailler le champ ainsi que les périodes propices à l'ensemencement de chaque plante. Le panneau de la faculté, qui marquait cette participation institutionnelle dans le projet, était devenu la porte du potager et on ne lisait plus le nom ni le logo de l'Université. L'intervention de l'Université apparaît, de manière intermittente, à différents moments du développement des projets[427]. Au cours de l'année 2002, plusieurs quartiers ont développé des jardins potagers mettant ainsi à profit les espaces disponibles ou en aménageant d'autres.

Les semences sont distribuées par les gouvernements provincial et national via le programme *Pro-huertas* et *Huertas Bonaerenses*. Le potager est entretenu par deux groupes de membres du mouvement. L'un travaille le matin et l'autre l'après-midi par groupe de six personnes, entre deux et quatre heures chacun.

[425] La rotation des membres d'un projet de travail à l'autre est très courante.

[426] Durant cette période, la cantine procure des repas pour une moyenne de trente personnes par jour, du lundi au vendredi.

[427] Dans leur discours, on a du mal à saisir s'il s'agit d'une participation institutionnelle ou si les étudiants ont participé de leur propre chef. En particulier, dans le cas de la création du potager, la participation est institutionnelle, dans le cadre de la « coopération technique » assurée par le programme *Huertas Bonerenses* mis en œuvre par le gouvernement de la province de Buenos Aires qui distribue, également, les semences.

Photo 4 : production saisonnière des légumes.

Alors que nous discutons avec Raul, l'une de ses camarades est arrivée. C'était Araceli qui était accompagnée de sa fille de trois ans. Elle apportait la « liste de présence » qui lui était adressée par le coordinateur. Il s'excusait de son absence car il avait décroché un petit boulot, il allait aider à enlever la tente du « Cirque de Bala » qui partait ce lundi-là. Il lui avait donné une consigne de travail : arroser et retirer les mauvaises herbes. Ce jour-là, le groupe participait à un blocage de route au niveau du *Cruce Varela*[428] réclamant l'obtention d'un droit à une allocation de fin d'année[429].

Le groupe de matin y était allé, laissant celui de l'après-midi s'occuper de l'entretien du potager. Les motifs d'absence à la manifestation diffèrent selon la situation de chacun. Raul ne s'y est pas rendu car il a raté le bus qui est parti très tôt le matin ; Araceli est régulièrement absente des manifs, surtout quand elles sont loin. Elle n'a personne à qui confier ses enfants. Si c'est loin, cela signifie aussi que c'est trop cher de rentrer en transport commun et elle doit donc y demeurer toute la journée avec ses filles. Ana, qui

[428] Le *Cruce Varela* relie le sud-est de la banlieue de Buenos Aires à la métropole, à 35 KM de celle-ci. C'est un point de *piquetes*, investi par plusieurs organisations de *piqueteros* du SE. À partir de ces actions communes, certaines instances de coordination ont été créées, notamment la *Coordinadora de Trabajadores Desocupados Anibal Veron*. Pacheco (2004).

[429]Les mouvements obtiendront, en 2004, un *aguinaldo* (treizième mois) pour les titulaires d'allocations nationales et un avancé de l'allocation de janvier avant les fêtes de Noel pour les titulaires des allocations provinciales. Ceci ne se reproduira pas en 2005.

est arrivée plus tard, compatit avec elle et rajoute que l'on ne peut pas exiger des enfants qu'ils restent toute la journée sur la route, c'est trop dur. Elle a aussi un enfant en bas âge, qui, en ce moment, est gardé par sa mère. Alors qu'ils ont passé en revue des membres, ils s'emploient à travailler. Ana se plaint, d'ailleurs, du fait que ce sont toujours les mêmes qui viennent travailler. Raul est moins bavard depuis que ses camarades sont arrivés. Il dit ne pas vouloir avoir de problèmes et se met à désherber. Ainsi, il ressort que certaines obligations envers l'organisation, comme la participation à l'action collective ou encore aux projets du quartier, sont excusées par les opportunités que constituent les petits boulots, ou encore les obligations envers les enfants. En dépit de cette flexibilité, d'autres membres sont considérés fautifs en raison d'absences qui ne rencontrent pas de motifs valables. Araceli note, sur sa liste, ceux qui sont là, ceux qui sont à la manif et consigne « absents » les autres.

Ce projet est tablé sur la participation de douze membres mais d'ordinaire, ils ne sont pas au complet. La journée démarre par les explications de ceux qui étaient absents. Le groupe du matin est celui qui plante, en raison des conditions climatiques, l'après-midi, il fait en effet trop chaud. L'après-midi, le rythme de travail apparaît assez faible. Néanmoins, ce qui compte est le fait que l'on se réunisse cinq fois par semaine et qu'on y consacre du temps et de l'effort. Par ailleurs, le rythme de travail devient plus intense lorsqu'il faut créer les installations, une serre, et en fait, c'est un travail considéré comme dur. Du fait de l'engagement du corps, au sein d'une assemblée, le travail du potager est considéré exemplaire. En effet, c'est celui qui requiert un effort physique et quotidien qui ne peut ne pas avoir lieu au risque de nuire au fonctionnement de la cantine (ceci revient également dans d'autres conversations sur la répartition du travail au sein du groupe). Un des nouveaux membres est accusé de chercher à bénéficier des privilèges – à savoir percevoir l'allocation sans travailler- alors qu'il est absent et qu'il s'est inscrit dans le groupe qui se réunit, seulement, trois fois par semaine. Emilia, une des jeunes fondatrices du groupe, peut se permettre de rappeler, en haussant le ton, le fonctionnement *normal*, ce que l'on attend de lui. L'ambiance de l'assemblée est assez tendue, par moments, plusieurs personnes parlent en même temps et les accusations fusent :

> Emilia : Qu'il aille au *potager* ! Tout le monde… *tout le monde y est passé*. Qu'est-ce qu'il y a ? Il a des privilèges ? À la boulangerie, on travaille trois fois par semaine. La première fois qu'il vient et ce qu'il fait, c'est venir à la cantine. Qu'est qu'ils font ? [Ceux qui sont dans la cantine] Ils font la vaisselle, quelques niaiseries et c'est tout ! Non ! Qu'il aille au potager ! Qu'est-ce qu'il y a ? [En le

regardant] ça te dérange tellement de prendre une pelle ? ! Qu'est- ce que tu as ? !
Nouveau : Non, ça ne me dérange pas, je la prends la pelle.
E : Alors, va au potager ! [En direction de l'assemblée :] L'autre jour, je l'ai vu au potager. Et, qu'est ce qu'il faisait ? Debout à côté de la machette ! Rien, en train de faire des niaiseries. Autant de problème ? ! Va prendre la machette et va bosser au potager ! Nous sommes tous passés par le potager ! [Elle parle moins fort quand elle se retourne vers l'assemblée.] Il était à la cantine et il ne faisait rien. Quand il ne touchait pas [l'allocation] il bossait, quand il a commencé à la toucher, il a recommencé à ne rien faire.
Tante : *Ici, on parle comme il faut. On ne vient pas à crier*.
E : Peu importe. Je parle, je crie tout ce que je veux.
T : Pas sur nous !
E : Je m'en fous. Ça fait longtemps que je suis là. Il ne va pas arriver ici, et en plus d'être un nouveau, il ne va pas venir dire ce qu'il veut faire ou ne pas faire. [Elle parle moins fort]. Avant, il était à la cantine et il ne faisait rien. Quand il ne touchait pas l'allocation, il bossait. Quand il l'a perçue il a recommencé avec les niaiseries [430]

Il considère que les nouveaux membres sont contraints de s'acquitter des tâches les plus pénibles, notamment celle consistant à travailler au potager. Apparaîtrait alors, ici, une comparaison, entre travailler au potager, le poste par lequel « tous sont passés », le travail le plus dur, et la boulangerie ou la cantine. D'une part, il s'agit d'un travail physique, dont l'effort se résume à « prendre une pelle », de l'autre, il faut être présent tous les jours. Emilia tente d'imposer sa position en criant. C'est à ce moment précis que la tante du nouveau membre essaye de limiter son dérapage. En dépit de la situation de tension, elle, qui est là à la place de son mari, et, visiblement, pour aider son neveu, tente de recentrer la discusion. Emilia continue de crier et tente de se défendre au prétexte qu'elle fait partie de l'organisation depuis longtemps. Enfin, elle finit par baisser le ton. Surtout, elle ne semble pas prête à accepter qu'il fasse autre chose que travailler au potager.

On peut reprocher à quelqu'un de ne pas travailler assez, que ce soit du fait de ses absences répétées ou en raison du choix de projet pour lequel il a opté, requérant dans ce

[430] Assemblée Générale à Berisso. Emilia : ¡Que se vaya a la huerta ! Todos los que… ¡todos pasamos por la huerta, ¿qué acaso el tiene coronita ? ! ¡En panadería trabajan tres veces por semana ! La primera vez que viene y lo que hace es venir al comedor, ¿qué hacen ? ¡Lavan, hacen unas boludeces y chau ! ¡No ! ¡Qué se vaya a la huerta ! ¿Qué pasa ? Tanto te molesta agarrar una pala ? ! ¡¿Qué tenés ? ! N : No, no me molesta, yo la agarro a la pala. E : ¡Y bueno entonces andá a la huerta ! El otro día lo vi en la huerta, y ¿qué estaba haciendo ? Parado sobre el machete ! Nada más, boludenado ! ¿Tanto lío ? ! Andá a agarrar el machete y andá a laburar a la huerta ! Todos pasamos por la huerta. T : Aca se habla bien, no se viene a gritar. E : A mi no me importa, yo aca hablo, grito, todo lo que yo quiero. T : Bueno pero con nosotros no
E : Bueno, no me importa ! ¡Yo hace rato que estoy aca ! Y el va a venir aca, encima que es nuevo a venir a decir lo que quiere hacer y lo que no quiere hacer ! [baja un poco el tono] Estuvo en el comedor y no hacía nada. Cuando no cobraba laburaba. Cuando empezó a cobrar volvio a boludear.

cas, de sa part, moins de présence hebdomadaire. Cette attitude est vécue sur le mode de la déception, de l'abus de la confiance envers le groupe qui lui a accordé l'allocation. De fait, si l'on perçoit une certaine souplesse quant à la manière dont on peut s'acquitter de sa charge de travail dans chaque groupe, les plaintes adressées à ceux qui abusent de cette souplesse et qui sont absents sans motifs valables, permettent de dessiner des limites qui rendent possible la définition de l'obligation envers le mouvement. Le non accomplissement de ses obligations sera *réglé* devant l'assemblée là où l'argument du travail fait semble donner le droit à la parole. Bien qu'Emilia tente de faire valoir son ancienneté, c'est un argument qui ne semble pas jouer. Personne, en effet, dans l'assemblée ne le valide ni ne le reprend. Les cris, le caractère insistant du témoignage (Emilia rapporte qu'il ne faisait rien alors qu'il était affecté à la cantine) n'entraîne pas de réaction de la part du nouveau membre qui semble attendre qu'un moment plus propice se dessine pour discuter.

Ces plaintes donnent lieu à plusieurs tentatives de contrôle formulées au sein de l'assemblée. La liste, comme celle apportée par Araceli, est la plus courante d'entre elles. En dépit de son existence, le fait de travailler ou pas semble, au fond, relever de la volonté de chacun. C'est ce que laisse entendre un autre des anciens membres à la suite de l'intervention crispante d'Emilia. Revenant sur les caractéristiques du travail au potager, certains anciens du mouvement continuent à y travailler, en particulier Carlos qui, tout au long de l'assemblée [comme Raul pendant notre entretien], considère qu'il s'agit du travail le plus *tranquille*.

> Carlos : Tous les *compañeros* qui sont au potager, bossons. Chacun sait ce qu'il doit faire, *nous ne sommes pas derrière*. D'ailleurs, *tu le fais pour toi*… combien de fois nous avons travaillé dur ?… Ces jours nous avons… bon qu'un jour nous avons durement bossé [431]et le lendemain nous devions aller bosser et…[432] D'ailleurs, je préfère être au potager plutôt qu'être à la cantine. À la cantine, on fait toujours des *histoires* [le bordel]. Au potager, tu vas, tu bosses tranquille, tu bosses selon l'horaire du matin ou celui de l'après-midi, tu bosses quand tu veux. Personne fait le bordel avec personne ni rien. Je crois que le boulot n'est pas dur. Tu bosses un peu, bon tu te fatigues, mais bon, après c'est fait. *Ici, je crois que la plupart y sont passés*[433].

[431] Les membres viennent de refaire le grillage du périmètre du potager. Ce jour là, ils ont dû travailler davantage que le nombre d'heures exigées par la contrepartie. C'est peut-être à cela qu'il fait allusion quand il dit « tu te fatigues mais bon, après c'est fait ».

[432] Assemblée Générale. Suite. Carlos : [De un tono tranquilo] todos los compañeros que estamos en la huerta *laburamos*. Cada uno sabe lo que tiene que hacer, nosotros no andamos atrás. Aparte, loco, va por vos… cuantas veces le dimos duro… […] Aparte yo prefiero estar en la huerta y no estar en el comedor.

[433] Asemblée à Berisso. 2003. Cristian : [De un tono tranquilo] todos los compañeros que estamos en la huerta laburamos. Cada uno sabe lo que tiene que hacer, nosotros no andamos atrás. Aparte, loco, va por

E : Tout le monde, confirme Emilia.

Carlos souligne plusieurs dimensions qui s'inscrivent, toutes au cœur de la conception de travail prônée au sein du groupe et que nous retrouverons présente lors des différents ateliers. Il s'agit d'abord d'un travail où les contrôles sont peu nombreux [*nous ne sommes pas derrière*] et que l'on accomplit surtout pour soi-même [tu le fais pour toi]. Apporter la contrepartie sans y être contraint, revient à ne pas vouloir vivre des allocations mais de son travail, mais aussi à tenir sa place au sein du groupe sans avoir des *histoires*, dit Carlos, subir des reproches, tout en restant *tranquille* disait Raul. Il souligne qu'il est possible de choisir son horaire, soit le matin, soit l'après-midi, ce qui ne l'est pas dans les autres ateliers. Carlos semble se livrer à une description des avantages pour lesquels il a choisi d'y travailler, en dépit de l'effort physique requis qui apparaît, par ailleurs, échapper à l'estimation. En effet, il semble comme hésiter au moment de décrire l'effort fourni : il interpelle alors l'assemblée en leur demandant, « *combien de fois on a travaillé durement ?* » et finit par déclarer que le dernier travail *dur* qu'ils ont accompli n'a duré que l'espace d'une seule journée. Finalement, on ressent comme un doute exprimé entre l'éloge de l'effort physique et la durée de celui-ci. Il semblerait que, la plupart du temps, l'effort à fournir puisse être qualifié de raisonnable. Pour le formuler autrement, en dépit de l'effort physique exigé, le travail au potager vaut la peine du fait des conditions de travail. Elles sont établies à partir de l'affirmation de confiance dans la bonne foi de ses *compañeros* qu'il n'est guère besoin de surveiller. Malgré les colères qui ont éclaté, ce jour-là, l'assemblée prendra fin peu après l'intervention de Carlos, sans que l'on ne procède, pour le moment, au vote concernant l'expulsion du nouveau membre. Seul un mécanisme de contrôle plus strict pourrait bien être instauré afin de tenter de palier l'absentéisme. Au lieu de nommer un responsable parmi les membres du projet, une des membres s'est portée volontaire pour contrôler la liste de personnes participant à celui-ci.

Le travail semble plus à même d'être reconnu en tant que tel lorsque l'activité qu'il implique exige un effort physique. Hannah Arendt remarque la persistance des idées sur la nature de travail lié au cycle de la vie et de la nature. Le « bonheur » du travail « est la façon humaine de goûter au simple bonheur de vivre… et c'est même la seule manière

---

vos… cuantas veces le dimos duro… […] Aparte yo prefiero estar en la huerta y no estar en el comedor. En el comedor es donde se arman todos los kilombos. La huerta vos vas, laburas tranquilo. Laburas en el turno de la mañana o a la tarde, laburás cuando vos quieras. Nadie tiene kilombos con nadie ni con nada. Yo creo que el laburo no es pesado. Laburas un rato, te cansas pero bueno por ahí después ya está. Acá creo, la mayoría fueron. E : Todos fueron.

dont les hommes puissent s'insérer avec satisfaction dans le cycle de la nature… avec la tranquille et aveugle régularité du jour et de la nuit… de celui qui a bien travaillé à la sueur de son front » (1996, 153). L'idée du travail au sein du jardin potager, évoquée par Carlos, sur le mode du « tranquille », du « pour soi », fait écho à cette conception, nous semble-t-il.

Au fur et à mesure que le groupe se consolidait, le potager a élargi son périmètre – 30m² d'abord puis 50m² par la suite. Ces expansions requièrent que soit entrepris un travail ponctuel effectué par la totalité des membres qui participent à la préparation et au désherbage du terrain. Celui-ci sera marqué par de gros poteaux posés avec l'aide du groupe de « menuiserie »[434]. Par ailleurs, à l'intérieur du périmètre, on construit une serre de 7m². A cette fin, le groupe a bénéficié, à nouveau, de la participation des étudiants de la faculté d'Agronomie, étudiants qui leur ont expliqué le fonctionnement de celle-ci et ont même consacré deux journées de travail à sa mise en œuvre. Elle servira à préparer les plantes qui seront cultivées plus tard et à assurer l'approvisionnement en légumes tout au long de l'année.

Néanmoins, l'émergence d'ateliers de travail susceptibles d'apporter une rémunération supplémentaire aux PTT attire les membres, en particulier, vers la menuiserie. La rotation des membres a conduit, ensuite, à une certaine désertion et à l'abandon du champ. Raul a trouvé du travail dans une fabrique de peinture locale. C'est un travail déclaré et, bien qu'il participe aux activités culturelles réalisées en commun avec les membres du MTD dans le quartier, il ne fait plus partie de l'organisation[435]. Deux autres garçons ont évolué dans le choix de leur projet, vers la menuiserie. Deux des filles ont quitté le mouvement et une troisième a changé d'activité, elle est partie vers la boulangerie. Le groupe, réduit, a tenté d'instaurer un système de rotation pour pérenniser le travail du potager. À tour de rôle, les membres des autres projets « donnent un coup de main » afin que cette activité se poursuive, néanmoins, vers la fin de 2006, les herbes commencent à regagner du terrain. Le déménagement de la cantine vers un autre quartier semble y jouer un rôle important. Alors, un des référents nous dira, qu'ils se sont aperçus « qu'en fin de compte, personne ne voulait travailler dans le potager ». La cantine ayant fermé ses portes, l'effort semble inutile à fournir.

[434] Ce projet a débuté en 2004 dès qu'a débutée l'occupation des lieux abandonnés. Quand le projet a décroché un financement national, d'un montant de *15 000 pesos*, plusieurs membres du potager – les garçons les plus jeunes- et un garçon qui était à la cantine, se sont convertis à l'intérêt de ce projet, y compris Carlos.

[435] Nous l'avons croisé dans les rues du quartier et c'est la première chose qu'il nous a dit. De temps en temps, nous l'avons vu à la menuiserie à laquelle il avait commandé des meubles.

Trois *vecinas* [aucune d'entre elles n'est membre du MTD] dont la mère de Raul, entendent récupérer la serre et y cultiver des plantes aromatiques qui pourront, ensuite, être vendues. L'installation de cette pépinière pourra compter sur la participation des deux membres du MTD qui prépareront la terre. Alejandro, un jeune garçon d'origine rurale, et Javier, s'y sont engagés. Elles bénéficieront aussi de l'assistance de deux étudiants d'agronomie[436] qui sont à l'origine de l'idée et qui songent à tirer parti des installations déjà disponibles pour générer des ressources. Les étudiants se sont portés volontaires pour créer la pépinière. Les investissements ponctuels, sous formes de « coups de main », semblent, par la suite, remplacer l'obligation de contrepartie quand les membres trouvent un travail rémunéré. Aussi, ce tournant, de difficile aboutissement, confirme-t-il la priorité conférée au travail pour un *salaire* contre le travail fournisseur de biens de consommation, et ce, en dépit des sentiments de fierté, qui ont notamment trait à la qualité et la quantité des produits récoltés, exprimée par ceux qui y travaillaient.

II. La menuiserie. Un atelier qui réalise des progrès.

Le projet de menuiserie s'est mis en place en 2005. Avant de songer à un tel atelier susceptible de créer du travail pour plusieurs personnes, il a fallu trouver un lieu pour l'établir. Le premier acte posé a été d'occuper une propriété abandonnée, située à quelques mètres du local principal du MTD, où fonctionnaient alors la cantine et la boulangerie[437]. Avant de procéder à l'occupation, le groupe avait entrepris de rechercher les propriétaires auprès de la mairie sans y parvenir. L'occupation est intervenue sous forme collective[438] ; ils sont entrés en brisant un cadenas qui avait été placé sur la porte d'entrée. A l'intérieur, ils ont trouvé le lieu désolé. La moitié du toit de la construction avait été détruite. Les espaces étaient couverts de débris et gagnés par la végétation. En dépit du cadenas qui était posé, personne n'est venu faire jouer son droit de propriété[439].

[436] Rappelons, ici, la proximité de la ville de Berisso d'avec la Faculté d'Agronomie entre autres, de l'UNLP. Un terrain leur a même été prêté.
[437] Le mouvement avait, auparavant, envisagé cette occupation afin de déménager la cantine. Il avait, en effet, rencontré plusieurs problèmes avec la propriétaire de la maison où fonctionnait le mouvement.
[438] L'occupation a été filmée. L'idée étant de réaliser un documentaire qui est en cours de réalisation. L'on peut voir sur les images non éditées une première entrée durant laquelle deux jeunes brisent le cadenas et une seconde entrée où ils vont chercher tout le groupe qui rentre et constate l'état d'abandon des lieux.
[439] Le groupe s'était également renseigné sur deux autres locaux qui avaient été abandonnés dans la même rue. Dans les trois cas, ils ont échoué à retrouver les propriétaires. Les lieux étaient abandonnés depuis au moins vingt ans ont-ils dit. Et ils étaient visiblement gagnés par la végétation. Sur certaines pièces, le toit s'était effondré. L'un d'entre eux se trouvait très près de la menuiserie et ils projetaient de s'installer au cas où la menuiserie viendrait à être agrandie.

Hommes et femmes ont, tout d'abord, nettoyé un secteur afin d'y aménager une chambre et d'assurer la garde des lieux.

Le groupe a travaillé pendant plusieurs semaines à retirer les briques, du toit et des murs tombés par terre. Ils ont réparé la partie de toit encore utilisable, récupéré l'installation d'eau, aménagé le WC, démoli un mur, ce qui a permis de créer un grand atelier de travail et finalement d'y installer un raccord avec le réseau électrique industriel. Il reste, cependant, un grand nombre de réparations à accomplir[440]. Lorsqu'ils auront achevé d'améliorer l'espace de vie, un autre camarade pourra s'y installer[441].

Pendant une période, deux jeunes célibataires, membres du mouvement, ont habité dans une seule chambre. L'un d'entre eux s'y est installé suite à l'incendie de la chambre dans laquelle il habitait. L'autre habitait dans une chambre, chez sa tante, son oncle et avec ses neveux. Vivant dans des conditions très précaires, l'offre de déménagement sur place leur a offert une solution (même provisoire). En même temps, ils garantissaient une présence sur place, ce qui permettait de ne pas laisser les lieux sans surveillance. Au début, la vigilance visait surtout à pérenniser l'occupation mais ensuite – en l'absence de réclamations- elle a tenu à la valeur du travail réalisé et à celle des machines qui y avaient été installées. En 2006, ils décidèrent d'installer des portes plus solides à l'intérieur des locaux des ateliers et de fixer l'entrée avec un cadenas.

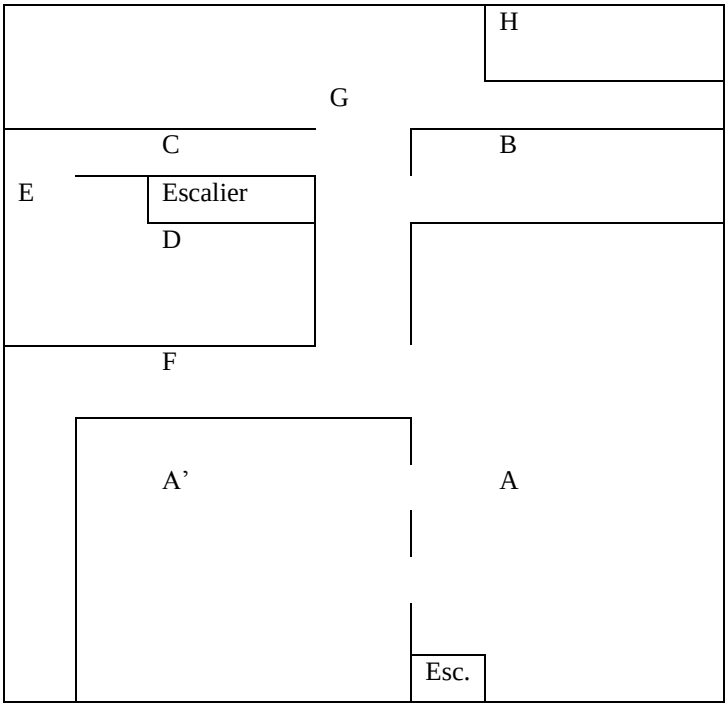
En 2005, seul Hector habitait la chambre aménagée. Un autre membre envisageait de venir s'y installer. Il habitait chez sa famille dans un deux pièces : sa mère, son frère, sa sœur et ses deux enfants. La seule condition pour y aller explique le coordinateur, c'est qu'il soit tout seul parce qu'il ne s'agit « pas [d'] un lieu pour les enfants et bon, -il rajoute-, il faut un minimum des règle de vivre ensemble ». Ces règles minimales consistent, d'après lui, à maintenir propres les espaces collectifs afin de rendre accueillant l'accès à tous les membres, en particulier aux femmes du mouvement. Dans son argumentaire, trop de désordre « n'est pas possible ». La menuiserie est un atelier où ne travaillent que des hommes, mais les femmes s'y rendent fréquemment parce qu'il est devenu un lieu de rencontre entre les membres du MTD. Elles passent ainsi demander des informations sur les diverses activités du groupe, et aussi pour emprunter les outils qui y

[440] Voir l'évolution des travaux au cours du temps à la page suivante. Contrairement à ce qui se passait la première année, pour évoluer, le travail ne suffit pas. Le groupe a besoin de davantage de matériaux de construction.

[441] Pendant le terrain de juin 2005, un seul membre habitait l'atelier. L'autre avait quitté le mouvement et était rentré chez sa tante. Le coordinateur de l'atelier considère qu'il aurait pu vivre dans les locaux sans être dans le mouvement s'il avait respecté certains règles de vivre ensemble. Il lui reprochait d'avoir laissé ses affaires traîner partout, et de ne pas avoir veillé à la propreté des lieux.

sont rangés. C'est aussi le cas des non-membres, notamment des proches des membres ou des clientes de la menuiserie.

Photo 5 : Façade de la menuiserie.
Un an après l'occupation du local, le nom du MTD a été inscrit sur la façade.



Plan : les espaces rendus utilisables ont été progressivement agrandis. A : Menuiserie. B : Boulangerie/atelier de sérigraphie. C : Cuisine. D : Goûter. F : couloir. G : Patio. H : WC. Au bout de deux ans apparait un étage : A' : espace de travail en mezzanine. E : Chambre (étage).

Néanmoins, nous verrons que ces règles, énoncées par Carlos comme allant de soit, ne sont, en réalité, pas du tout naturelles[442]. A plusieurs reprises, différents membres se sont vus rappeler que ce lieu est un « lieu de travail ». Nous avons recueilli d'autres témoignages concernant ces rappels à l'ordre quant aux règles à observer là où fonctionnent les ateliers. Quelques années plus tard, Juan évoque même ce sujet avec une certaine nostalgie ; en particulier le temps où Emilia était au MTD. « Elle était capable de faire respecter les règles » nous dit-il.

Photo 6 : Un apprentissage : Se mettre d'accord sur les devis.

La création de l'atelier et son évolution sont liées à la participation du groupe aux réunions de « productivos » avec d'autres organisations de *desocupados.* Cette participation leur a ainsi permis de connaître le fonctionnement des projets mis en place dans d'autres quartiers et de lancer les nouvelles initiatives. Par exemple, la demande de financement, pour le projet de menuiserie, présenté au gouvernement, a obéi à un modèle de projet déjà approuvé et présenté, auparavant, par un autre groupe appartenant au même réseau aux actions politiques duquel il participe (FPDS). S'inscrivant dans le cadre d'un des programmes « phare » du gouvernement national « Manos a la obra », le projet sollicitait la prise en charge du financement des machines. Le montant de la subvention

[442] Carlos tente d'éviter de donner une connotation moralisante à ses réflexions. Il se donne en exemple de « désordre » qu'il peut produire un vendredi soir avec ses camarades mais souligne qu'il s'agit-là d'un moment précis qui ne doit pas empêcher le travail.

pour installer et démarrer la menuiserie a été de 15 000 *pesos*[443], qui ont permis l'acquisition des machines (tronçonneuse, polissoir, perceuse, raboteuse) ainsi que des matières premières utiles aux premiers mois de fonctionnement. Néanmoins, le subside ne s'est révélé guère suffisant pour acquérir la totalité de l'équipement nécessaire. Ceux qui travaillent comptent le compléter au fur et à mesure que le projet se développera.

Andrés nous explique ce qui a été décidé lors de la réunion des *productivos*. L'idée est, d'abord, d'assurer l'achat des matières premières, puis de distribuer 70 % des revenus issus de la vente des meubles entre ceux qui y travaillent, et en mettre de côté 15 % pour l'achat d'autres machines ou pour leur éventuelle réparation et de consacrer les 15 autres pourcents aux dépenses du mouvement. La commande de bois est, à présent, le coût le plus important. La première fois, elle s'est élevée à 11 *pesos* l'unité – étal de pin non lissé-, la seconde fois, à 13 *pesos* et la troisième fois, à 18 *pesos*. Cette augmentation n'apparaissant pas justifiée, ils ont décidé de changer de fournisseur, ils en ont trouvé un qui leur vend, depuis, le bois à 15 *pesos* l'unité[444].

Les travailleurs de l'atelier – en ce moment tous membres du MTD- ne connaissent pas le métier. Carlos nous montre le catalogue d'un supermarché dans lequel ils puisent des idées de fabrication. Le prix des meubles est calculé en comparaison avec celui des commerces locaux. Ainsi, le prix des deux meubles de cuisine, exposés dans le local de la menuiserie, sont-ils passés de 60 *pesos* et 120 *pesos* chacun à 80 *pesos* et 150 *pesos* après qu'ils aient relevé le prix en vigueur dans le commerce (les meubles équivalents étaient vendus à 120 *pesos* et 240 *pesos*, soit 100 % de plus que leur première estimation). Les prix fixés sont, malgré tout, bien inférieurs à ceux des commerçants locaux, ce que Carlos justifie par leur apprentissage mais aussi par le moindre coût de production car ils ne s'acquittent pas du prix de l'électricité[445]. Ils ne maîtrisent pas encore non plus les prix des matériaux ni même les quantités de matériaux ou de temps de travail requises pour la fabrication d'un meuble et ont tendance à se rapporter à leur propre pouvoir d'achat. Autrement dit, le premier prix estimé était guidé par la question de savoir combien ils seraient prêts à payer pour acquérir ce meuble. Le second par la question de savoir combien il serait vendu sur le marché local. L'important décalage entre les deux

[443] Lancé par le gouvernement du Président Nestor Kirchner, ce programme apparaît comme l'expression paradigmatique de la « lutte contre le chômage ». Contrairement aux PTT, le programme est censé créer des sources d'emploi. Il s'appuie sur le programme précédent REDES, dont le gouvernement avait augmenté les ressources budgétaires. Suite aux négociations conduites avec les mouvements de *desocupados*, le programme n'a pas été déclaré incompatible avec les PTT.

[444] Le premier fournisseur travaille à La Plata et le second à Berisso. Tous les deux apportent le bois dans le local de l'atelier.

[445] Le gain lié à leur travail semble devoir demeurer modéré.

s'explique peut-être par le fait que peu d'entre eux ont acheté des meubles neufs récemment. Par la suite, Carlos s'est référé directement au prix de marché local à chaque fois que cela s'est avéré possible. Prenant pour repère l'économie locale, la pratique du travail se modifie au fur et à mesure que les outils sont, eux aussi, maîtrisés.

Apprendre un métier et gérer l'atelier

L'estimation des prix fait partie d'un processus d'acquisition du métier de menuisier par la pratique. Ces évolutions, nous pouvons les repérer à l'aide de plusieurs indices. Les premiers mois, à l'extérieur de la menuiserie, il n'y avait pas trace de signalement[446] mais on entendait les machines fonctionner dès neuf heures. A l'intérieur, le travail se déroulait rythmé au son qu'émettait une petite radio. Carlos a pris en charge la coordination de la menuiserie. Il s'est investi dans la préparation du local en effectuant, entre autres, l'installation électrique. Il dit ne pas avoir d'expérience particulière dans le domaine, mais il s'agit, néanmoins, d'une installation industrielle branchée au réseau local sans compteur électrique[447].

Carlos a été le premier à utiliser la machine à couper le bois pour le travail. Au début, le groupe était composé de quatre membres du mouvement. Le coordinateur était là, la plupart du temps, et travaillait au côté de deux de ses camarades. Le troisième venait seulement l'après-midi car le matin il avait un petit boulot. D'autres membres envisageaient de s'y inscrire. L'obligation de travail de deux à quatre *heures* par jour était largement dépassée. En fait, au sein des ateliers *productivos,* le travail n'apparaît plus comme une exigence liée à l'obligation de *contrepartie* des PTT. Au sein de la menuiserie, le travail est effectué en fonction des disponibilités de chacun. Il est plus ou moins plaisant pour ceux qui s'y adonnent. C'est volontairement qu'ils se sont inscrits au projet en ayant à l'esprit l'idée d'accroître le montant de leurs revenus[448].

Dans le local principal, on retrouve une table de travail – sur laquelle sont posés les différents outils -une machine à couper, disposée au centre ; contre un mur, une malle et

[446] Dans le local principal, plusieurs panneaux décrivent et annoncent les activités du mouvement.
[447] L'accès à l'électricité est une condition déterminante de l'installation de la menuiserie. Tout le quartier est desservi par l'électricité mais un grand nombre de maisons se sont branchées illégalement, suite aux coupures des services.
[448] Le passage des membres vers la menuiserie a entraîné le fait que certains ont déserté d'autres activités. Comme cela a été souligné à propos du jardin potager. Le groupe a aussi présenté un projet d'atelier de boulangerie commerciale, l'objectif étant d'acheter les machines nécessaires, notamment un four électrique industriel. Carlos reconnaît que les *compañeras* souhaitent, également, travailler sur un projet qui engendrerait des bénéfices.

trois casiers où l'on range plusieurs outils, notamment de la menuiserie mais aussi du potager, sur le mur d'en face et celui du fond, plusieurs objets fabriqués et du bois de pin. Notamment, des chevalets, des bancs, plusieurs mannequins, des étagères, deux meubles de cuisine, une table et un meuble de télévision. A côté des meubles, une cuisine et une bonbonne de gaz[449].

Les chevalets et les bancs ont été les premiers objets produits[450]. Leur apparente simplicité leur aurait permis de maîtriser les outils de travail. Néanmoins, Carlos nous montre les progrès réalisés, tout en se moquant des défauts des premiers. Les chevalets sont fabriqués alors même qu'ils ne reçoivent pas de commandes car ils semblent plus faciles à vendre et peu encombrants. Un jeune menuiser du quartier s'est intégré depuis quelques semaines. Il s'est rapproché de l'atelier, alors qu'il était à la recherche d'un travail. On lui a expliqué les conditions – la répartition des revenus en fonction du travail- et il a accepté. Il ne perçoit pas l'allocation ni ne participe aux mobilisations. Il est présent lors des réunions du groupe. Il ne remplit pas une fonction différente de celle de ses nouveaux camarades, il ne doit ni leur apprendre quoi que ce soit ni les guider.[451] Néanmoins, le référent observe sa manière de faire et tente d'imiter ses gestes. Il a également contacté un professeur de menuiserie, enseignant à l'école provinciale des métiers afin qu'il vienne à l'atelier leur apprendre les rudiments du métier[452].

Les toutes premières commandes de la menuiserie sont passées par des habitants du quartier ou bien par des connaissances des membres. La table de télévision a été ainsi commandée par un ancien membre du mouvement qui l'a quitté quand il a trouvé du travail ; les étagères, par Gerardo, un militant qu'ils continuent à voir lors des manifestations. Les mannequins ont été, quant à eux, commandés par l'épicière du quartier dont la fille va ouvrir un commerce de vêtements dans le centre ville. Elle a connu le travail de la menuiserie via une de ses employées qui avait elle-même commandé des chevalets et une table. Elle leur a également commandé un comptoir et des cabines d'essayage. Certains meubles sont fabriqués sur commande mais pas tous. La table a été construite comme modèle. En fait, un *vecino* leur avait réclamé un devis et ils ont dû lui donner un chiffre « sans trop savoir ». Après, et ce bien qu'il n'avait pas passé

[449] La cuisine se trouvait dans la cantine, elle n'était plus utilisée depuis l'obtention du financement pour l'achat de la cuisine industrielle.
[450] Les chevalets sont vendus 11 *pesos* au lieu de 12 *pesos*, dans la plupart des magasins. Le groupe a proposé de les vendre à la quincaillerie, mais on leur a offert sept *pesos* en échange, ce qui ne les a pas intéressés.
[451] Terrain de 2005.
[452] Pourtant, jusqu'en 2007, aucun d'entre eux n'a suivi de cours. L'idée d'organiser une formation est toujours évoquée.

commande, ils se sont mis à fabriquer la table pour s'exercer à calculer la quantité de bois nécessaire et le temps de travail que cela supposait. L'évolution du groupe et de l'activité de l'atelier est ainsi attachée à un réseau local plus large que celui du MTD et du quartier. Les pratiques de travail, au sein du groupe, se veulent distinctes par la possibilité d'apprentissage et de maîtrise de la situation de travail et par la participation à la prise de décision mais les modes de rémunération et le rapport aux clients se rapprochent de ceux prévalant en économie du marché.

En particulier, dans le cadre de ce groupe, plusieurs alternatives ont été envisagées afin de l'amener à évoluer. Celles-ci sont discutées au sein du groupe, dans des assemblées qui les concernent, mais aussi lors des réunions de *productivos*. A présent qu'ils ont la possibilité de travailler, ils cherchent à mieux en profiter, par exemple, à établir un contrat pour vendre des bancs en grande quantité à l'université[453] ou à la mairie. Pour cela, il leur faudrait facturer aux normes et donc s'acquitter d'un certain montant de cotisations ou, à tout le moins, de la TVA. À ce stade, il était plus envisageable de s'accorder avec une menuiserie pour facturer de manière commune, au risque d'accroître les coûts et de perdre une clientèle.

Autre projet envisagé, c'est celui qui rassemble des organisations de travailleurs du Nord-Est du pays qui font partie du réseau FPDS. Ils travaillent dans l'exploitation du bois mais le coût et l'organisation liée au transport du bois rendent ce projet particulièrement complexe. Une autre possibilité, envisagée, pourrait être d'actionner le réseau des organisations de *desocupados*, plusieurs d'entre eux étant en train d'installer des ateliers de menuiserie. Les frais légaux pourraient être ainsi partagés. C'est sur cette voie qu'avance le projet en 2007.[454]

Pendant notre terrain de 2007, nous avons relevé une évolution inégale dans le développement du projet. Carlos n'est plus le coordinateur. Son absence a débouché sur une période de non-activité. L'arrivée d'Heroldo, comme nouveau coordinateur, a coïncidé avec un nouveau départ de celui-ci, doté de nouvelles règles de fonctionnement.

Les raisons du départ de Carlos, il les explique à demi-mots[455]. Ses camarades n'étaient pas d'accord avec la manière dont il gérait l'atelier ; lui se considère comme quelqu'un de perfectionniste, « ce n'est pas parce qu'on est un MTD que les meubles peuvent être mal finis » souligne-t-il. Ces désaccords semblent attester de l'existence d'une forme de

[453] Ils ont déjà vendu des bancs à l'Université, mais en faible quantité.
[454] La réunion avec les autorités provinciales a permis d'obtenir une commande avec l'État provincial.
[455] Cet entretien non-enregistré se déroule à la fin de l'atelier de sérigraphie. Il est allé voir Andres. Nous avons profité de cette occasion pour reprendre contact avec lui. Nous l'avons fréquemment revu dans le quartier et lors du goûter des samedis, alors qu'il se trouvait en compagnie de plusieurs membres du MTD.

révocation du rôle de coordinateur[456]. Néanmoins, si cette prérogative est toujours soulignée en tant que principe de base de l'organisation, elle semble difficile à mettre en œuvre. Si nous restons ancrés sur le sens littéraire des mots, c'est lui-même qui aurait décidé de décliner le poste en raison du manque de soutien de ses camarades. Durant un certain temps, il a travaillé à l'atelier mais « à son compte », à titre individuel, les fins de semaine ou après l'horaire de travail. C'est une modalité de travail autonome que nous avons observée lors de notre terrain de 2007, mais qui demeure difficile à gérer[457]. En dépit de ces tensions, il continue de participer à certaines activités et nous le voyons rentrer et sortir du local du MTD sans que cela ne pose de problèmes. Nous croiserons Carlos à plusieurs reprises dans l'atelier de sérigraphie qui se situe derrière la menuiserie. Malgré une certaine déception, liée à son départ de la menuiserie, il nous explique que, pour lui, ce qui compte est de continuer à *lutter pour* l'allocation. C'est-à-dire à continuer à travailler pour le quartier, à ne pas renoncer au projet du mouvement en s'inscrivant dans un projet de la Mairie. Il nous explique qu'il a fini par « quitter le mouvement » et travailler dans une menuiserie à la journée. Néanmoins, il continue de participer au travail de l'atelier des jeunes crée par une association du réseau FPDS qui est venue installer un espace culturel dans le quartier[458].

Suite à cette période de tensions, le groupe s'est dispersé et après quelques semaines de non-activité, la situation a été discutée en assemblée et lors de la réunion des *productivos*. Laisser l'atelier désoeuvré, sans activités, leur semblait inacceptable. Quelqu'un devait « le travailler ». Lors de cette réunion de *productivos,* une grande importance a été accordée à la stabilité des revenus des camarades afin de rendre possible la continuité de l'activité de la menuiserie. L'idée étant que la stabilité des revenus permettrait à ceux qui y participent de se consacrer à ce travail seul et de développer l'atelier. La convocation, pour relancer la menuiserie, fut également lancée pendant une manifestation afin de pouvoir informer le plus de membres possible. Tous les équipements étant à leur disposition, un nouveau groupe de travail s'est formé, rassemblant deux des anciens et

[456] Souvent, les études constatent un écart entre la rotation supposée ou prônée des coordinateurs et délégués et leur stabilité. La rotation est, dans ce cas, une démission ; parfois, ces conflits débouchent sur une scission du groupe.

[457] Un des membres plus âgés veut, notamment, travailler davantage. Si le principe est accepté, il reste difficile de se mettre d'accord de manière durable sur les modes d'organisation de ce travail de la rétribution. Une possibilité étudiée consiste à rémunérer les heures de travail. Elle n'est pas retenue car elle est considérée plus coûteuse pour le groupe. Une autre se base sur l'idée d'usage des installations – et matériaux- pour des travaux à son compte.

[458] L'association *Juanito Laguna* fonctionne comme un groupe d'« action territorial ». Elle a reçu l'appui de la Faculté de Journalisme de la ville de La Plata (UNLP) lui permettant d'animer des ateliers avec des enfants et des adolescents. Le local prêté par la Mairie est vétuste. Il a été aménagé grâce au travail effectué par des membres du MTD et d'autres *vecinos* du quartier.

deux nouveaux. Un nouveau coordinateur a été désigné, Heroldo. Il s'est porté volontaire lors de la réunion des *productivos* et a relancé l'atelier. Il n'avait aucune expérience du métier de menuiserie et il ne travaillait pas à l'atelier, lui-même, avec le bois. Il ne fabrique pas, donc mais, en revanche il s'est montré très actif durant cette réunion et s'est engagé dans plusieurs activités qui concernent l'atelier ; réunions des groupes de travail, avec les autorités, achat de matières premières. C'est Heroldo qui a décroché les premières commandes. Une série de meubles d'exhibition a été produite pour un réseau de commerce équitable qui fait partie du réseau FPDS. Il a engagé les travaux pour les meubles et a présenté un devis mais qu'il doit réviser. Lors d'une discussion avec ses camarades, ceux-ci lui ont adressé des reproches, le prix accordé leur apparaissant trop faible et pas du tout en rapport avec le temps de travail que requiert la fabrication de ces meubles et le coût des matières, notamment les portes en verre. D'autres membres, plus connaisseurs à présent, se plaignent du fait qu'il n'aurait pas bien négocié les prix avec les fournisseurs.

Malgré tout, Juan, un des anciens de l'atelier, est satisfait de son intervention, car il considère qu'il « a mieux organisé le travail ». Afin de palier l'éventuelle absence des camarades à la recherche d'un petit boulot, les membres de l'atelier ont décidé de distribuer chaque semaine, un revenu de 100 *pesos* issu de la fabrication des meubles[459]. C'est un revenu minimum équivalent à la rémunération d'un petit boulot journalier. Le salaire du travail au noir, le plus proche de leur expérience de travail effective, devient ainsi un paramètre permettant d'établir la répartition des revenus produits par la menuiserie. A la fin du mois, le salaire peut être complété en fonction des gains que procure le travail effectif.

Avec l'avance de 100 *pesos* par semaine, il est plus simple de s'engager à travailler huit heures par jour. Au fait de cette nouvelle modalité de rémunération, Juan craint que certains de ses camarades ne respectent pas l'engagement de travailler leurs huit heures. Pour sa part, il souhaiterait surtout travailler davantage. Héroldo lui rappelle que dans le MTD, « nous n'allons pas, nous, abuser de nos propres *compañeros* ». Il préfère faire confiance aux membres sur cette question de l'engagement au travail. Il comprend, également, que n'ayant pas de famille, les contraintes horaires de Juan ne sont pas identiques à celle de ses camarades. Finalement, le groupe s'est mis d'accord pour qu'il puise rester travailler, pour son compte, après l'horaire de travail effectif de l'atelier et réaliser des travaux particuliers pour ses propres clients. Cette solution peut paraître

[459] En l'espace d'une semaine, les revenus peuvent atteindre jusqu'à 500 *pesos* à répartir entre quatre membres. Une partie est épargnée pour s'acquitter d'éventuelles réparations.

problématique – car comment distinguer ses clients de ceux de l'atelier ? Ne sont-ils pas tous sensés apporter des clients ? La possibilité de signer un contrat avec le gouvernement provincial rendrait cet accord viable. Heroldo est persuadé qu'en garantissant un flux de travail constant, les membres vont s'investir davantage dans l'atelier que dans la recherche de petit boulots. Par ailleurs, Heroldo a repris contact avec le professeur de menuiserie afin que les nouveaux membres apprennent le métier et le fonctionnement des machines.

Aussi, l'atelier a-a t-il présenté un projet de reforme de son local et d'« extension » de l'activité afin d'acquérir les machines manquantes nécessaires à la réalisation de certains travaux. Pour présenter celui-ci, ils ont attendu l'arrivée des inspecteurs du gouvernement national et leur ont fait part de leur projet concernant la menuiserie. En dépit de la représentation conflictuelle du rapport avec le gouvernement national, et en dehors des manifestations, d'autres formes de rapport plus coopératives semblent se mettre en place. Ici, en l'occurrence, les inspecteurs leur auraient recommandé de présenter un projet différent. Une demande d'extension de la menuiserie existante aurait, en effet, selon eux, de faibles chances d'être approuvée. Les budgets alloués, étant toujours inférieurs aux ressources nécessaires pour démarrer la menuiserie, il serait peu probable que celle-ci bénéficie d'un versement supplémentaire afin de pouvoir compléter le stock des machines. Le groupe a ainsi procédé à l'élaboration d'un nouveau projet de menuiserie et à sa présentation au ministère national. Le projet a été ainsi approuvé et le budget s'est élevé alors à 30 000 *pesos*.[460]

Les savoir-faire sont acquis par la pratique, par tâtonnements, par l'observation et l'imitation des gestes. Cette modalité atteste d'une certaine réticence à mettre en place des formations de type plus formel et lorsqu'elles existent[461], elles sont faiblement investies ou rapidement désertées. Les adaptations au moyen desquelles les individus s'insèrent dans les postes définissent les contours des postes eux-mêmes. L'atelier, sensé être sous la responsabilité d'un membre habitant le quartier, a laissé place à la coordination d'un militant, ce qui n'induit pas forcément une plus forte hiérarchisation de l'organisation. Comme nous le voyons, Heroldo rend compte aux travailleurs des activités de l'atelier et les consulte ; les décisions sont révocables.

[460] C'est le gouvernement qui décide du montant à allouer. Toujours sous le programme *Manos a la obra* du MDS.

[461] Heroldo a assisté au séminaire de « commercialisation » organisé par le réseau FPDS. Il est dirigé par un étudiant de la Faculté des Sciences économiques. Certains de ses camarades le trouvent « trop théorique ». Heroldo, pour sa part, considère qu'il est possible de lui poser des questions spécifiques à l'activité des ateliers de manière à ce que le professeur adapte son séminaire.

La mise en place des ateliers de travail auxquels les travailleurs peuvent prendre part, ainsi qu'aux décisions, ne débouche pas toujours sur la création de « travail sans patron ». Carlos, à l'instar de beaucoup d'autres, après plusieurs années d'engagement dans le MTD, est retourné travailler dans des conditions similaires à celles qu'il avait connues avant son expérience dans le MTD (travail occasionnel, « au noir »). Il a, tout de même, tiré profit de son expérience acquise dans un nouveau métier. Si les objectifs de développer, parmi les jeunes, une culture du travail distincte ne sont pas toujours transposables en dehors du MTD ; plus humblement, les membres de base valorisent l'apprentissage d'un métier. Dans le cas de Carlos, l'activité *militante* s'est déplacée du MTD vers l'association locale. Or, dans celle-ci, il contribue à un projet à la définition duquel il n'a pas participé. Sa place, et celle des autres membres du MTD qui y sont présents, se rapproche de celle du bénévolat, de l'engagement volontaire.

Le passage de Carlos par l'expérience de travail des MTD, et au sein de l'association locale, s'inscrivant dans la continuité de ce dernier, permet de saisir le sens de ces mots alors qu'il déclarait réaliser la contrepartie de travail « pour soi » plutôt que pour satisfaire à une obligation. L'activité, au sein du MTD, semble pouvoir réunir, dans ce cas précis, les dimensions obligatoire et volontaire du travail et de l'action.

III. La boulangerie à Berisso NY : valoriser son savoir-faire

La boulangerie a commencé à fonctionner peu de temps après la création du mouvement. Manuel, un jeune de 24 ans, ancien employé d'une boulangerie, en est à l'origine. Au début, Carlos, a participé à la construction d'un four au bois, installé dans la cour du local du MTD. Il a suivi les indications dont on l'avait instruit lors d'une rencontre régionale[462] avec d'autres MTD. Les matériaux provenaient de la récupération, chez les commerçants locaux, ou de la rue.

Manuel leur a appris à faire du pain et des petits gâteaux sucrés qu'ils vendaient dans la rue – en faisant du porte-à-porte, et dans les commerces de proximité. Manuel était également le responsable de la boulangerie en 2003. Pour lui, cette expérience dans la boulangerie du MTD a changé son rapport au travail :

> Les exigences du mouvement permettent que *tu aies ta propre vie*. C'est différent, t'as un peu *plus de liberté*. Avant, dans la boulangerie, je ne travaillais

[462] Celle-ci comptait sur la participation des membres des autres mouvements plus expérimentés qui lui ont expliqué comment fabriquer un four à partir d'un grand réservoir en métal et des briques.

> pas cinq ou six heures, je travaillais dix-huit heures. *J'étais constamment dedans*. La seule chose que je faisais était de prendre une douche, manger quelque chose et aller me coucher pour pouvoir aller travailler le lendemain. Puis, dans la boulangerie, tu fais tout mais pour quelqu'un d'autre [le patron], ici, dans le mouvement, *je sens que c'est personnel*, parce que maintenant, *je me sens très identifié au mouvement*.[463]

Cette expérience laisse apparaître une conception de travail apprise dans le mouvement qui nous fait songer à un autre investissement au travail. Son expérience précédente lui permet d'opérer un contraste avec l'organisation du travail rencontrée car il a déjà la connaissance du métier Ce rapport a trait d'une part, aux conditions de travail rapporté au temps de travail. Il déplore, en effet, l'impossibilité de cultiver une sociabilité en dehors du travail. Ce qu'il décrit comme un dévouement exclusif au travail apparaît plutôt comme une forme d'enfermement : « j'étais constamment dedans » souligne-t-il. La routine qu'il décrit commence le soir, alors qu'il sortait du travail – prendre une douche, manger, se coucher et se rendre au travail le lendemain-. De fait, sa vie commençait par le travail et se réduisait au seul travail et à sa subsistance. Il n'est pas nécessaire de prendre ce récit au sens littéral pour comprendre que le travail exerçait une forte emprise sur sa vie au quotidien.

Gustavo, proche du MTD de Berazategui, également boulanger, décrivait une situation similaire, aggravée par le manque de sécurité qui l'a amené à quitter le travail :

> Tous les jours, je faisais remarquer quelque chose à mon patron. Ceci ne marche pas, je ne trouve ceci ou cela, c'était le bordel. C'était trop risqué. Et moi des risques, je n'en veux pas. La nuit, j'étais seul et le four perdait du gaz de partout. Tu allumais le four et cela perdait de partout. Et après, cela a explosé ! C'était trop ! Heureusement, j'étais couvert, je ne me suis pas brûlé le visage par pure chance, alors je ne suis plus allé. Apres un ancien patron est venu me chercher. Il m'a dit « je reprends une boulangerie, on doit la remonter, cela te va ? » Heureusement, cela a marché[464].

Arendt (146) considère l'aspect « destructeur, dévorant de l'activité de travail » rendu, visible que du point de vue du monde[465] et par opposition à l'œuvre qui change la matière en « matériau » afin d'utiliser « le produit fini ». Dans les extraits que nous venons de citer, le trait destructeur s'accentue jusqu'à mettre en péril la vie du travailleur lui-même.

[463] Martin, terrain de 2004.

[464] Gustavo, proche, non membre, Berazaegui, 2005. Todos los días le decía algo, esto no anda, no encuentro esto, no encuentro aquello, yo siempre, era un despelote, se corrían muchos riesgos, y yo riesgos no quiero correr, la primera segunda noche si, porque estaba solo porque estaba en horno que perdía gas por todos lados, prendías un horno y eso que exploto el horno, para! Justo estaba así, no me queme la cara de pedo, me hubiera quemado toda la cara, y no no fui mas… vino este hombre que yo… mi patrón de ahora vino, me dijo, agarré una panadería, que te parece ? Hay que levantarlo, […] por suerte nos fue bien

[465] Du point de vue de la nature nous dit la philosophe, c'est l'œuvre qui est destructrice car elle ne restitue pas la matière à la nature (146).

Ces expériences montrent la similitude des conditions de travail dans des situations qui, pour Manuel (confronté à une situation de chômage non choisi), débouchera sur la création d'une boulangerie au sein du MTD dans lequel il travaille « pour soi ». Pour Gustavo, seule l'insécurité extrême l'a conduit à envisager une possible démission. Par chance, il n'a pas été brûlé, alors il a quitté son travail. Plus tard, la possibilité de reprendre une boulangerie, avec son ancien patron, est apparue comme une nouvelle chance, celle d'avoir réussi, avec son patron, à relever ce défi.

Nous pouvons observer le contraste qui existe entre destruction et production au travail en retraçant les origines de l'atelier de boulangerie à Berisso, notamment en revenant sur la fabrication de leurs propres outils de travail. Le four en bois demeurera opérationnel y compris une fois acquise la cuisine industrielle. Ce mode de fonctionnement réunit, dans l'atelier de boulangerie, des caractéristiques propres à l'œuvre. Ainsi Arendt souligne-t-elle : « les outils et les instruments qui peuvent faciliter considérablement le travail ne sont pas eux-même des produits du travail, mais des produits de l'œuvre ; ils n'appartiennent pas au processus de consommation : ils font partie du monde des objets d'usage », (170). La routine établie au sein de la boulangerie, telle qu'elle est restituée par Manuel, ne semble pas reprendre ce caractère destructeur et dévorant du travail en ce qu'il procède à une différenciation entre le travail et « avoir [sa] propre vie ».

D'autre part, cette organisation du travail comprend une forme de liberté. Elle consiste à réduire le temps de travail et à l'utiliser pour pouvoir faire autre chose. Cette dimension, bien que présente dans l'idée de travail autonome, n'apparaît pas souvent de manière aussi explicite. Contrairement à la glorification du travail, caractéristique des proches, de ceux qui ne sont pas membres de l'organisation (mais comme nous l'avons vu, ils ne sont pas les uniques porteurs de celle-ci), Manuel se livre à un éloge du temps libre, de la possibilité de faire autre chose que de travailler, d'être autre chose qu'un travailleur. Fonction du temps de travail et des formes de rapport au travail pratiqué dans le MTD, celui-ci semblerait perdre – à tout le moins en partie- son caractère obligatoire, nécessaire, pour permettre de gagner sa vie dignement, pour devenir une source ou tout au moins une condition d'épanouissement « personnel ».

Cet épanouissement est possible dans la mesure où il considère le travail, au sein de la boulangerie du MTD, comme un travail personnel, « pour soi ». Manuel l'explique par la transformation « sur soi » (« maintenant », précise-t-il) formulée comme une « identification » au MTD, par la possibilité d'avoir une vie personnelle. La place centrale inscrivant le travail au cœur de la réalisation personnelle, la mieux considérée des

activités humaines est renvoyée à des limites car entendue comme une activité nécessaire mais insuffisante à l'éclosion de l'épanouissement. Cet épanouissement souligne, également, l'implication subjective de Manuel au travail car il ne se rapporte pas au seul discours officiel pour décrire l'activité mais l'explique à partir de son expérience (Dejours, 106).

L'identification au MTD s'opère à plusieurs niveaux, notamment via la participation à la formulation des règles de travail. Ainsi, en est-il de la maîtrise du temps de travail, décidée par le groupe. Dans la boulangerie, à ce moment-là, le travail excède les quatre heures par jour établies pour tout compte de la contrepartie et du travail réalisé dans le cadre des autres projets. Sachant que la boulangerie du MTD de Berisso ne génère pas, à ce stade, de bénéfices. Pour Gustavo, en revanche, les décisions semblent se réduire à l'acceptation ou au refus des conditions proposées.

Le type d'activité à réaliser, également accordé dans les rapports locaux, tendrait à favoriser d'autres formes d'engagement, d'autant que le MTD prônerait ceux-ci parce qu'étant de nature politique et moteurs d'une visibilité sociale se traduisant de multiples façons dans la sphère publique.

Manuel souligne le travail « pour soi ». Cette appréciation ne doit cependant pas être saisie au seul plan symbolique. Les membres des organisations s'approprient le résultat de leur travail. Cette modalité d'appropriation excède le caractère symbolique et s'étend à la répartition des ressources générées. En effet, les revenus perçus pour la vente des produits sont considérables. Celle-ci n'est pourtant pas sans poser problème, comme nous l'avons vu, dans la menuiserie. Le changement des règles à ce sujet, intervenu au cours de nos terrains, atteste de la difficulté qu'il y a à arrêter une forme opératoire satisfaisante pour la totalité des membres puisqu'elles évoluent à partir de tâtonnements qui se révèlent plus ou moins décevants.

Pouvoir développer différentes dimensions de sa vie, travailler pour soi-même, établir des modes de fonctionnement de l'atelier, son rôle –à Manuel- de coordinateur de la boulangerie du MTD, témoignent de son implication au sein du groupe. Cette expérience s'oppose à son vécu en tant qu'employé de la boulangerie du quartier dans laquelle son travail prenait une emprise sur sa vie. Le débat sociologique et politique sur la participation à l'action collective des secteurs les plus défavorisés présente, souvent, le lien entre l'individu membre du groupe et ce dernier sous la thématique de l'emprise des dirigeants et des formes diverses de clientélisme, ce qui installe l'individu dans une sorte

d'assujettissement. La dimension de liberté ici évoquée nous amènera à questionner la pertinence d'une telle catégorie.

Partager son savoir-faire

Manuel continue à exercer le même métier de boulanger mais dans le cadre d'une autre forme d'organisation et à d'autres conditions. Il est également responsable de la boulangerie du MTD et apprend, à ses camarades, le métier. Il refuse, néanmoins, de cultiver un ascendant sur ceux-ci du fait de son expérience. Cette position a trait à l'organisation elle-même qui fait de l'horizontalité un principe appliqué à toutes les activités développées. Dans le récit de son quotidien, Manuel cherche à se fondre parmi ses camarades :

> « En tant que coordinateur, je ne peux pas me différencier des autres, de personne, je suis un parmi les autres – *soy uno mas* - je ne suis ni plus ni moins que les autres »

La caractérisation de Manuel pourrait être associée à celle de « primo inter pares ». Une fois de plus, le projet politique apparaît lié à des pratiques quotidiennes et il est mis en tension avec celles-ci, en particulier lorsque la production n'est pas destinée à la consommation. En effet, une partie de celle-ci étant destinée à la consommation de la cantine et une autre, l'étant à la vente, comment alors répartir les revenus ? A l'exception du réapprovisionnement en matières premières, dont le levain, l'assemblée avait décidé de provisionner les revenus pour rendre possible l'acquisition de machines (d'occasion) nécessaires à l'agrandissement de la boulangerie et à son devéloppement commercial. Comme nous l'avons souligné, elle comptait, à ce moment-là un four à bois construit par l'un de ses membres.

Une partie de l'équipe de boulangerie préparait la pâte et cuisinait les pains et gâteaux et une autre les vendait[466]. Cette forme d'organisation durera quelques mois. La petite échelle de production ne permettait pas d'acheter les machines. Les membres chargés de la vente du pain firent du porte-à-porte et parvinrent à faire connaître le travail du MTD. Cependant, la vente fut abandonnée où « mise en attente », car l'un d'entre eux avait trouvé un petit boulot et ne pouvait plus s'en occuper, tandis qu'un autre avait changé de

[466] Pour d'autres groupes du MTD, la possibilité de vendre des produits, dans le quartier, présente le risque d'enfermer les organisations dans la poursuite du profit, donc, dans le système capitaliste et ainsi de le reproduire au sein même des organisations. Marcelo, Fcio Varela

groupe pour aller au potager ; jusqu'à ce que d'autres membres reprennent la vente. Claudio était chargé du porte-à-porte. Elle restera dans le projet comme une possibilité de travail pour les membres du mouvement[467].

Aujourd'hui, ils se concentrent sur la production pour satisfaire la consommation de la cantine et fournir le « verre de lait ». Trois fois par semaine, ils se réunissent pour faire du pain et des « *tortas fritas* ». Grâce à l'inscription de l'organisation dans un programme national, ils ont obtenu des ressources ce qui leur a permis d'acquérir une cuisine industrielle ainsi que des bombonnes de gaz qui leur permettent de travailler dans de meilleures conditions. Suite à la désertion de certains compañeros, une nouvelle organisation de travail s'est mise en place. Lors du terrain de 2004, nous avions pu constater une répartition des tâches en deux groupes, le premier qui commençait à travailler plus tôt, à huit heures, faisait la pâte pour la confection du pain et des *tortas fritas* et l'autre, ceux qui arrivaient en dernier, vers dix heures, une fois que la pate de base avait levé, contrôlait la cuisson au four et la friture et laissait la cuisine propre pour le groupe de cantine qui venait vers midi.

Elena, la plus âgée du groupe, assurait le travail du matin. Elle connaissait le travail car elle avait appris à faire de la pâtisserie. Elle possédait des ouvrages sur la question qu'elle partage, maintenant, avec ses camarades. Elle est contente de pouvoir ainsi mettre son savoir-faire au profit des enfants et de préparer des gâteaux, de la pâtisserie aux fruits qui sont servis pendant le goûter. Ce qu'elle aime le plus est de rester avec les enfants alors qu'ils prennent le goûter. Ils la traitent un peu comme si elle était leur grand-mère, dit-elle. A chaque fois, le groupe de la boulangerie prépare entre dix et douze kilos de farine. Le réseau organise aussi une *formation* (sorte d'atelier) pour apprendre le travail aux nouveaux membres. Le four en bois est utilisé pour cuire le pain mais des galettes sont préparées dans la cuisine industrielle.

Dans ce groupe, Claudio, vend la moitié des pains dans le quartier. Il a réussi à se faire une petite clientèle. Ces revenus seront réemployés pour acheter le levain et le gras et distribuer trois *pesos* à chaque membre. Il est entré dans le mouvement, récemment. Il a participé à la formation et a suivi les conseils d'Elena. Les horaires sont établis afin de permettre aux membres de remplir d'autres responsabilités particulières. Notamment, la

[467] Le groupe a présenté une demande de financement dans le cadre du programme national *Manos a la obra* pour acquérir les machines nécessaires à l'installation d'une boulangerie commerciale. Carlos nous explique que l'idée est de l'installer à côté de la menuiserie une fois que le financement du FOPAR (*Fondo Participativo de Inversión Social*) pour la cantine sera épuisé. Ce projet n'aboutira pas. Ceux qui travaillent dans la cantine pourront y participer et assurer les activités. Il pense à installer une fenêtre afin que les gens puissent voir comment ils travaillent. Mais, au final, le projet n'aboutira pas.

présence au cours, dans le cas d'un étudiant, conduire les enfants à l'école dans le cas d'une maman, profiter de la possibilité offerte d'accomplir un petit boulot de quelques heures, ou garder les petits enfants dans le cas d'une grand-mère dont la fille travaille. L'ambiance n'est pas toujours au beau fixe, car les absences sont la cause, parfois, de reproches, mais les gens bavardent et partagent les tâches.

Manuel, l'ancien délégué ne travaille plus dans ce projet, il est, à présent, affecté au groupe de la cantine où il occupe un rôle mineur. Les petits gâteaux ne sont plus préparés pour la vente, seulement en moindre quantité pour le goûter. La production du pain et des *tortas fritas* n'exige pas une grande connaissance en cuisine. En effet, interrogé sur son travail, un des membres qui a préparé la base des *tortas fritas* explique comment les faire avec un certain mépris, sur le ton de cela est vraiment très simple. Bea, une jeune femme du groupe, rentre alors dans la cuisine, elle attend un moment et retourne les *tortas fritas* afin de les frire de l'autre côté. Pour ce faire, elle prend la place de son camarade. Nous avons l'impression qu'elle le fait pour ne pas être prise comme ne faisant rien, comme si elle avait été prise en faute, dans un moment de paresse, car elle n'était pas en train de travailler lorsque nous sommes arrivés avec Emilia. Il semblerait, en réalité, qu'il n'y a pas assez de travail pour occuper tous les membres du groupe de boulangerie, ceux-ci sont, en effet, au nombre de cinq pendant trois heures, trois fois par semaine[468]. D'autres groupes se réunissent, eux, par exemple, tous les jours.

IV. Les ateliers de couture : trois ateliers qui en font un

À l'atelier de couture, travaillent plusieurs femmes. Notamment Lola, directement concernée par la préparation du projet et sa prochaine demande de financement auprès du gouvernement :

> Lola : Je suis là avec les filles de l'atelier depuis le début. J'ai préparé le projet dans le quartier *Honor y Patria*… pendant une manif, j'ai su par une fille que l'on préparait un atelier de couture sans nous prévenir […] Alors, après, dans une manif, j'ai commencé à discuter et j'ai dit, « c'est nous qui avons commencé le quartier H&P ». J'ai commencé à me rendre aux réunions, j'ai fait les budgets, tout, c'est moi qui l'a faite [elle ponctue son récit de chaque activité réalisée]
> *Pia : Vous avez commencé l'atelier dans le quartier H&P ?*

[468] L'un des membres est un étudiant d'anthropologie qui va bientôt achever ses études. Il travaille dans le groupe boulangerie car il ne peut pas se rendre tous les jours au local en bus et il n'habite pas le quartier, enfin, c'est trop cher. Lorsqu'il est présent dans le local, on en profite pour lui confier des documents qu'il faut rendre à l'administration provinciale puisqu'il habite plus près.

> Non, nous n'avons jamais travaillé là-bas. Nous avons réuni les trois quartiers qui avaient présenté des projets. On a réuni l'argent et nous avons acheté tout le matériau. […] Nous sommes tous pareils, du mouvement. Mais nous avons présenté les projets par quartier en fonction de ceux qui voulaient y travailler et de qui le rédigeait mais, en fait, tout appartient au mouvement ![469]

Le récit de Lola[470] met en évidence plusieurs circonstances qui désignent, toutes, le mode de fonctionnement du MTD, intervenant, en particulier, dans la création de l'atelier de couture, à savoir : l'information circulant pendant les manifestations, les initiatives simultanées de plusieurs groupes, le savoir-faire dans la gestion et la rédaction du projet, que l'on adresse, ensuite, à l'administration publique, les attentes relatives à la considération *dans* un atelier et l'expérience du travail dans le domaine textile – ou plutôt son absence-. Les initiatives de plusieurs groupes rentrent aussi en concurrence. Plusieurs membres, habitant différents quartiers, conçoivent, en effet, des projets de manière simultanée et plus au moins indépendante. Chacun inscrit comme futur travailleur ou travailleuse des membres de son réseau de sociabilité local, de son quartier. Lola s'empresse de présenter « son projet » car elle considère qu'elle a été « mise à l'écart » dans l'un des projets actuellement en cours.

C'est un sentiment d'injustice qui semble, dans son récit, nourrir sa détermination à satisfaire les procédures nécessaires afin d'être intégrée dans un atelier de couture, « son » atelier. Un troisième projet présenté par autre quartier a débouché sur la création d'un atelier de manière complémentaire. Ce dernier est promu par un autre quartier – situé lui aussi à Berisso- dans lequel elle n'aspirait pas à être intégrée. Malgré cette déception, la complémentarité est soulignée dans son récit, les « trois » projets constitueront un seul atelier de travail dès lors qu'ils auront reçu leur aval. À partir des discussions qui ont eu lieu au sein des réunions de *productivos*, les projets se sont regroupés et ceux qui les animent ont décidé de « rassembler tout l'argent » afin de mieux organiser le travail.

[469] Lola, responsable de la formation de l'atelier textile, Berisso 2005. Y acá estoy con las chicas de costura […] esto lo armé en el [barrio] Honor y Patria. Me enteré por una piba, en una marcha. Estaban hablando así y justo escuché que estaban haciendo el taller de costura, sin decirnos nada. […] Entonces yo […] en una marcha empecé a preguntar y dije « ¡nosotros fuimos las que armamos el barrio ! » Me, y fui a las reuniones, conseguí los presupuestos, todo. Y bueno, ¡lo armé ! – *Entonces ¿empezaron trabajando allá ?* No, en ningún momento trabajamos allá, porque nos reunimos los tres barrios, barrio Obrero, HyP, y […] Villa Nueva, se junto toda la plata y se compro todo lo que hay [las maquinas] Somos todos igual, del movimiento, solo que se dividieron los proyectos por barrios para ver la gente que quería trabajar o quien lo armaba, ¡pero es de todo del movimiento !

[470] Nous avons rencontré Lola lors de notre premier terrain en 2003. L'entretien s'était déroulé dans l'atelier de couture alors qu'elle faisait l'instruction de nouvelles travailleuses.

Les trois ateliers seront installés, finalement, dans un local géré par le FPDS à La Plata ; le Centre Culturel Olga Vazquez[471]. L'atelier fonctionne, depuis ses débuts, sous la forme d'un seul et unique espace de travail, néanmoins, Lola souligne – tout comme d'autres de ses camarades- qu'il s'agit de trois ateliers travaillant ensemble. Au cours de nos observations, d'autres membres qui ne travaillaient pas à l'atelier nous ont rapporté les mêmes remarques. Ces récits semblent souligner leur capacité à s'accorder, la synergie des membres travaillant ensemble, la solidarité entre *compañeros,* l'égalité et s'essayent à effacer les tensions existantes au sein du MTD, les aspirations personnelles, par exemple la déception de Lola de savoir qu'elle n'a pas été prise au sérieux par ses camarades pour le projet ou encore son refus d'y inclure ceux qui l'avaient écartée. Elles sont éloignées en tant que positions individuelles, subordonnées à l'intérêt collectif, car ce qui compte est tout entier contenu dans sa formule, « tout appartient au mouvement ». Une fois les projets approuvés, il est alors temps de préciser les modalités effectives de travail.

L'expérience de Lola nous permet d'observer le développement et le déploiement des capacités de gestion des membres, outre les délégués. Il est alors probable que l'entretien peut constituer un moment propice qui lui permet de se conférer un rôle excessif. Elle y met en avant ses propres contributions. C'est alors le sentiment de fierté que semble l'emporter au début de cet extrait qui s'achève, tout de même, par une évocation du collectif. Néanmoins, elle ressort, ici, en contraste, d'avec la passivité souvent attribuée à la population au chômage et, en particulier, aux populations disposant de faibles ressources. La promotion des projets financés par le gouvernement national, qui octroient des fonds relativement importants et qui ne font l'objet d'aucun remboursement, semble faire naître des conflits à l'intérieur du MTD.[472] Sont en jeu, ici, des ressources toujours nécessaires et reparties avec une part de discrétionnaire. Une fois les projets approuvés, l'atelier de couture parvient à convoquer les trois quartiers, ce qui leur permettra ultérieurement, de compléter l'achat de plusieurs machines.

« Nous avons crée le quartier » argumente Lola pour ce qui semble être une amorce de reprise de sa discussion avec ses camarades afin de les encourager, à présent, à écrire le

[471] Au cours des premiers mois, plusieurs personnes inscrites se sont désistées. Parmi elles, tous les hommes inscrits. La faible rémunération et le coût des déplacements étaient au nombre des motifs déclinés. Il s'agit d'une école fermée qui a, d'abord, été occupée et, ensuite, aménagée pour y installer un centre culturel. Plusieurs « classes » ont été affectées au fonctionnement des différents ateliers. D'autres espaces de travail fonctionnent dans d'autres lieux : une pizzeria, un atelier de tissage artisanal, etc.

[472] Le programme *Manos a la obra* peut également être mobilisé en faveur de tous les « investissements privés » « micro-entreprises ou petit-producteurs » qui souhaiteraient développer un projet de « développement local » notamment le « démarrage du projet et pour élargir la capacité des opérations de micro-finance » (MDSMA). Néanmoins, il est soumis aux mêmes critiques en raison de son manque de transparence et du clientélisme qui concernent aussi d'autres politiques sociales.

projet et à créer l'atelier. À titre plus personnel, elle souligne « j'ai crée ce projet ». L'énumération des différentes étapes des démarches nécessaires à son approbation mais aussi à l'obtention des ressources qui couronnent ses efforts, nous rappellent le déploiement des capacités de gestion des individus qui, comme Lola, ne sont ni délégués ni référents[473]. De par les démarches réalisées en amont, le projet rend visible l'activité de membres moins politisés d'autant plus que, et c'est le cas de Lola, ils peuvent faire partie de ceux qui prennent peu la parole lors des assemblées. L'atelier installé devient alors une preuve des capacités qui sont les siennes. L'information et le savoir-faire, nécessaires au fonctionnement de l'atelier, requièrent la mobilisation des ressources « propres » aux *vecinos* privés d'emploi qui ne sont pas membres du MTD et au moyen desquelles les membres contribuent à son développement.

Susana, qui a enseigné comment utiliser les machines industrielles, ne se considère pas membre du MTD. Ses *compañeras* de travail souscrivent à cette position.

> -*Comment avez-vous fait pour contacter Susana ?*
> L : Elle était la tante d'une des filles du quartier, inscrite au projet. Quand nous avons crée ce projet, je me suis dit, « je vais avoir besoin de quelqu'un qui sache ». Je savais que lorsqu'elle était plus jeune, elle avait travaillé dans les ateliers. Alors je me suis rendue chez elle et je lui ai demandée si elle voulait faire partie du projet. Je le lui ai expliqué et elle a accepté. Alors je l'ai inscrite dans le projet. A l'époque, elle disait que ce n'étaient que des histoires. Elle avait été déjà inscrite dans un autre projet de la mairie et elle s'était fait avoir. Le projet a été approuvé mais on ne l'a jamais appelée. Alors elle disait que c'étaient des histoires, n'est-ce pas, Susana ?
> S : Mais oui ! On m'avait inscrite. Nous sommes allés faire le devis, nous avons cherché tout et quand le projet fut approuvé, on a mis tous les membres de la famille.[474]

Lola ne connaît pas le métier de couture lorsqu'il faut passer à la production industrielle. Il lui semble donc nécessaire d'obtenir le soutien de quelqu'un qui dispose de cette expérience. A nouveau, elle se tourne vers ses connaissances afin d'obtenir leur adhésion et le soutien de Susana. Elle se tournera, ensuite, et également, vers le milieu des

[473] Avant de participer au MTD, Lola tenait une boutique de cotillon et accessoires pour anniversaires.

[474] *¿Como habían hecho el contacto con Susana ?* L : Era la tía de una de las chicas que estaba en el proyecto, que estaba en el barrio. Cuando se armo este proyecto yo digo, bueno acá voy a necesitar alguien que sepa. Como sabia que ella estaba en talleres y trabajó de joven, entonces me fui a la casa y le pregunté si ella no quería estar en el proyecto. Le conté, y me dijo que si. Entonces ya la sumé, la anoté en el proyecto. Y todavía me dice que era todo cuento. Porque a ella la habían anotado en otro proyecto de la municipalidad y resulta que la embromaron porque el proyecto salio pero después no la llamaron. Entonces cuando le fui a decir me desconfiaba, ¿no Susana ? Qué usted desconfiaba que iba a salir el proyecto ? Susana : A si ! Porque me habían anotado en otro proyecto. Fuimos a hacer un presupuesto, buscamos todo, y cuando salio el proyecto, pusieron a toda la familia.

connaissances de son mari – qui n'est pas membre du MTD. Notamment, par son intermédiaire, elle se renseigne auprès des membres des ateliers similaires mis en place avec le soutien des autorités locales. Ces instructions lui ont été utiles au moment de choisir les machines à acquérir.

Lorsque Lola évoque Susana, elle précise qu'elle ne fait pas partie du MTD. Ce renseignement dévoile une circonstance qui, nous a semblé d'abord atypique mais que nous avons rencontré, par la suite, plus couramment que nous ne l'aurions cru. La quantité de personnes non membres du MTD, travaillant dans les projets, s'accroît graduellement à partir de 2005. À cela il est une raison, l'extension des projets qui requiert toujours davantage de compétences[475]. Le profil de ses *compañeros* est proche de celui des membres sur plusieurs points. Ils habitent les mêmes quartiers et ont souvent connu la précarité. Néanmoins, ils se distinguent par un savoir-faire particulier. Ils peuvent travailler au sein des projets quelques mois seulement ou bien s'y investir dans la durée. Comme l'a fait Susana, c'est souvent le cas de personnes âgées de plus de cinquante ans qui ont également connu des périodes de travail salarié mais qui ne retrouvent plus ces conditions de travail.

L'évolution de l'atelier conduit davantage à l'inclusion de nouvelles travailleuses

A compter de l'année 2005, cinq femmes travaillent dans l'atelier. Trois d'entre elles ont plus de cinquante ans, Lola, Susana et Aurora ; Chela et Lorena, ont, elles, moins de trente ans. Les plus jeunes ont pris à leur charge les tâches de gestion de l'atelier et sont les plus proches du projet politique du MTD. Chela est déléguée de son quartier et Lorena, militante. A l'exception de Susana, elles ne connaissaient que des machines à coudre familiales et se sont mises à apprendre la confection industrielle au sein de l'atelier. Susana a également dû s'investir. Elle ne connaissait pas l'utilisation des certaines machines qu'elle avait seulement vu à l'usage. Par ailleurs, lorsque Lola l'a contactée, elle ne travaillait plus depuis dix ans. De fait, Susana a dû réapprendre le métier. Son expérience dans l'industrie se limitait à la coupure des tissus, c'est là où elle se sent le plus à l'aise – même après cette expérience- et continue à être l'activité qu'elle préfère réaliser. Elle maîtrise, à présent, les autres postes (il y a huit machines industrielles et une machine à coudre familiale). L'atelier fonctionne avec une certaine

[475] Nous l'avons souligné à propos de la menuiserie. Dans chaque atelier, c'est le groupe qui décide l'appel à des compañeros non membres du MTD, en général, quand les membres habitant à proximité ne sont pas en mesure d'assumer une tâche particulière.

routine et avec des horaires fixes de travail – au début, c'était l'après-midi mais- depuis 2005, c'est de huit heures à quatorze heures, soit six heures de travail par jour. Dans la mesure où elles apprennent le fonctionnement de chaque machine, ses membres pratiquent ce que l'on appelle la rotation des postes. Chela considère ceci comme un principe de « démocratie organisationnelle ». Par ailleurs, les décisions sur le rythme, les formes de travail, les commandes à prendre, la formation de nouvelles travailleuses, sont prises par assemblée. Celle-ci se déroule une fois par semaine en fin de journée.

Lorena est la seule à avoir fait des études tertiaires. Une spécialisation en coopérativisme. C'est elle qui a effectué les démarches administratives afin de constituer l'atelier en coopérative[476]. Aussi, après une année d'expérience de travail avec le gouvernement provincial, notamment à la confection des blouses des écoliers, l'atelier a décidé de changer d'échelle. Lorena est en train de négocier la signature d'un contrat avec le gouvernement national. D'autres ateliers de couture, membres du réseau FPDS, participent à ces négociations. La *coopérative* en train de se constituer prévoit d'intégrer jusqu'à vingt-deux personnes. Pendant notre terrain (2006), deux jeunes, Gabriela et Veronica, avaient débuté leur formation afin de s'intégrer à la coopérative. Elles ne sont pas membres du MTD, mais le frère de Gabriela l'est. La croissance de l'activité de l'atelier semble le projeter vers des perspectives de développement plus ambitieuses, contrairement à celles du MTD dont les membres diminuent. L'atelier pourrait être, dans peu de temps, composé d'une majorité de non-membres du MTD.

Nous constatons que le rapport au gouvernement ne se limite pas à ce seul moment de la création de l'activité. Le gouvernement provincial fournit, également, une demande stable sous formes de commandes de confection de blouses d'école – et il fournit le tissu coupé[477]. Cette commande permet de garantir un revenu plus stable qui est en moyenne de 300 *pesos* par personne. Le même type de contrat sera signé avec le gouvernement national, l'objectif espéré étant de pouvoir assurer un « travail digne »[478] à un nombre toujours plus grand de personnes. Ce n'est pas la seule production. Un autre client stable,

[476] Les démarches pour obtenir le statut de coopérative se sont étalées sur plus d'une année. Lorena a reformulé le statut pour pouvoir accueillir d'autres *productivos* dont les membres voudraient également s'inscrire, notamment ceux de la menuiserie.

[477] Chela s'empresse de nous préciser que l'atelier ne bénéficie d'aucun traitement de faveur du gouvernement. Les blouses finies sont payées 5 *pesos* l'unité, mais si le tissu est endommagé et la blouse perdue, la compensation est de 15 *pesos*. En revanche, elles n'ont pas à payer pour le tissu coupé. Les blouses sont distribuées par le Ministère de l'Education gratuitement aux populations défavorisées ainsi que lors des épisodes de catastrophes naturelles (les inondations sont récurrentes).

[478] C'est ainsi que Lorena nous explique ses démarches auprès du gouvernement national : « 150 du PTT plus 150 fixe des blouse plus ce que l'on peut travailler en fonction des différentes commandes, c'est un minimum de 300 *pesos* dans des conditions de travail digne ».

c'est par exemple l'atelier de sérigraphie d'un autre MTD[479] qui commande un stock de T-shirts tous les mois. D'autres commandes ponctuelles arrivent également[480]. De même, la création de la coopérative apparaît comme un horizon à moyen terme dans la conquête d'une plus grande autonomie. Les démarches sont en cours depuis 2005 et le statut légal sera obtenu en 2007. Le groupe s'est accordé sur une forme d'organisation qui a évolué au cours du temps.

Division du travail et validation des activités. Pour Susana, le bon travail demeure le travail « à la chaîne »

Chela, membre du MTD depuis sa création, n'hésite pas à caractériser les évolutions survenues dans l'organisation de l'atelier comme révélant un *apprentissage* du groupe :

> Nous n'avons *personne pour nous imposer* une manière de travailler ou un horaire. Y compris le mode de paiement. Nous ne percevons pas toutes la même paie car nous ne travaillons pas le même nombre d'heures. Ensemble, nous décidons toutes le temps que nous allons travailler et quelle sera notre priorité.
> Avant d'en arriver là, nous nous sommes aussi trompés, n'est-ce pas ? Cela a entraîné beaucoup de choses. Y compris entre nous-mêmes, car nous avons différents âges, chacune venait avec différentes conceptions du travail […Susana] était habituée à recevoir des ordres… À recevoir et à en donner. Alors, elle avait du mal à ne pas le faire. Ici, personne ne peut te dire « les choses on les fait comme cela ». Mais, toi non plus, tu ne peux pas dire à ta *compañera*, qui est en train d'apprendre, celle à laquelle tu es en train d'expliquer que les choses sont comme tu veux. Dans tous les cas, nous nous retrouvons ensemble, nous discutons, nous parvenons à un accord et à partir de ce moment-là, nous œuvrons en conséquence…. Alors, au début, c'était très difficile. C'était quelqu'un d'âgé qui avait appris le système de l'usine, du patron et ses employés… rompre avec cette logique avec une personne âgée, c'est vraiment dur… mais nous sommes mieux aujourd'hui.[481]

[479] C'est l'atelier de sérigraphie du MTD de Lanus, qui est plus développé que celui de Berisso.
[480] Il s'agit, en général, d'uniformes de travail.
[481] Chela 2006. L'entretien se déroule chez elle. Todas decidimos qué es lo se va a hacer, cuanto tiempo le vamos a dedicar, a qué le vamos a dar prioridad. En el medio nos fuimos dando un montón de palos, ¿no ? y genero un montón de cosas, incluso entre nosotras mismas porque tenemos distintas edades cada una venia con una concepción del trabajo distinto. […Susana] Estaba acostumbrada a recibir órdenes. À recibir y a dar. Entonces como que le costaba el tema de que no. Acá no va a haber nadie que te va a decir « *las cosas las tenés que hacer así* ». P ero vos tampoco le tenés que decir a tu compañera, que es la que no sabe, a la que vos le estas enseñando, que las cosas tienen que ser de esta forma. En todo caso nos juntamos, lo charlamos, llegamos a un acuerdo y a partir de ahí nos manejamos. Chela.

Chela résume cette forme d'organisation comme étant un travail sans imposition de règles. Néanmoins, elle reconnaît que, sous ce terme, plusieurs évolutions des formes de travail sont possibles. C'est de celles-ci que l'on décide lors des assemblées de l'atelier, du rythme de travail, du temps de travail de chacun, de la rémunération, des engagements à prendre auprès des autorités, etc. L'apprentissage des machines demeure, lui également, soumis à une décision de l'assemblée au cours de laquelle il faut « parvenir à un accord » plutôt que d'imposer « les choses se font ainsi ». En effet, au sein de l'atelier, l'assemblée doit parvenir à établir des consensus et à adopter des décisions qui permettront son fonctionnement. Si, dans l'atelier, il n'y a pas de patron, les asymétries d'information, les positions dans le MTD et, de fait, les positions de pouvoir ne sont pas pour autant absentes. Chela rappelle, également, les discussions qui ont eu lieu au démarrage du projet, lorsqu'elle a tenu, en particulier, à expliquer à Susana le mode de fonctionnement sans patron, prêché par le MTD : « Tu n'en reçois pas d'ordres mais tu n'en donnes pas non plus » résume-t-elle.

À partir de 2006, les nouvelles ou futures *compañeras* sont instruites par Lola qui semble faire preuve de « plus de patience pour expliquer ». Lola s'occupe, en effet, des plus jeunes, mais Susana continue de suivre, de près, l'évolution d'Aurora, la dernière à s'être mise aux machines industrielles et qui ne les utilise pas toutes. La machine à coudre industrielle requiert une plus grande maîtrise des gestes que la machine domestique. Outre le bruit, au moment de son démarrage, la coordination entre les mains qui guident le tissu et le pied qui active la pédale exige aussi plus de concentration et de précision. L'appui du pied sur la pédale active la couture à une grande vitesse.

Chela se montre compréhensive à l'égard de Susana, par rapport à son âge et à sa trajectoire d'ouvrière industrielle. Bien qu'étant dans une position minoritaire dans l'atelier, Susana exprime ouvertement son désaccord avec cette forme d'organisation. Elle apprend un métier sans jouir de la position d'autorité qui aurait dû lui revenir de droit dans un atelier d'entreprise, « sous patron » qu'elle continue peut-être à considérer comme devant être la norme. Deux ans après son incorporation à l'atelier, où elle continue à travailler et à prendre des décisions au sein des assemblées, alors que, par ailleurs, elle maîtrise à présent plusieurs postes de travail, nous l'interrogeons sur son idée du travail idéal. Elle n'hésitera aucunement alors à nous répondre qu'il s'agit du travail « à la chaîne ». D'après elle, à l'atelier, il manquerait un peu de « rythme », la productivité serait faible, et l'apprentissage du métier trop lent.

Dans l'atelier, le travail « sans patron » s'érige en valeur qui augmente la capacité de décision de chaque travailleuse. Tout en conservant une idée de productivité, les motifs qu'elle invoque sur l'apprentissage du nouveau métier sont signifiés à partir de possibilités subjectives : dans son récit, chaque *compañera* « apprend selon son rythme ». Par exemple, Chela « a décidé » de se mettre à travailler sur les machines industrielles, vingt jours après leur arrivée. Pour Aurora, ce sera un an plus tard. Entre temps, elle travaillait sur la machine familiale et s'attelait, la plupart de temps, aux tâches de finition (notamment coudre et coller les manchettes/poignées de blouses). Cette souplesse contraste d'avec les conditions de travail qui sont celles en vigueur dans une usine textile « sous patron » pour reprendre la terminologie de Chela[482]. Si les engagements commerciaux requièrent du travail supplémentaire, seuls ceux qui le souhaitent restent à travailler davantage. Certes, Chela souligne les aspects non coercitifs de ce mode d'organisation, mais ces arrangements ne sont pas exempts malgré tout de contraintes. La même solidarité les incite à « faire un effort », établissant un compromis entre l'horaire de travail souhaité et la nécessité de finir une commande afin d'éviter que l'atelier ne soit pénalisé en raison d'échéances non respectées[483].

Si Susana considère le mode de fonctionnement de l'atelier comme un obstacle à une plus grande efficacité, elle respecte, néanmoins, les accords établis au sein du groupe. De fait, le travail à la chaîne ne semble pas être l'aspect le plus problématique. Par ailleurs, dans la mesure où les engagements auprès des différents clients doivent être tenus, une certaine routine de travail s'impose et elle peut subir bien des accommodements lorsque le respect des termes d'une échéance est en jeu[484]. Néanmoins, en règle générale, plutôt que d'être dicté par le principe de la productivité ou celui de la maximisation des gains, le temps de travail doit être adapté aux capacités et volontés des individus et du groupe. Ce qui semble plus difficile, pour Susana, c'est de reconnaître que certaines activités sont du travail :

> Pia : *Comment vous êtes-vous mises d'accord ?*
> Chela : Discussions et discussions, comme tout, n'est-ce pas ? Il est clair que chaque fois que quelqu'un vient, nous nous montrons sous notre meilleur jour,

[482] En particulier, dans l'industrie textile où des études ont constaté des « rejets précoces » des postes, notamment une durée de trois ans pour certains postes de couturière, en raison des exigences extrêmes du travail. (Teiger et alt. 1973, 18).
[483] C'est notamment le cas de Lola qui, en règle générale, ne souhaite pas faire d'heures supplémentaires. Elle souffre de crises de panique et doit éviter le stress.
[484] Le fait de disposer de davantage de machines que de travailleuses permet d'introduire une plus grande souplesse.

comme si nous travaillions parfaitement[485]. Après, dans nos réunions, nous nous défoulons ! Nous discutons, nous nous disons tout ce sur quoi nous ne sommes pas d'accord. Nous avons mis du temps à nous accommoder.
P : *Quels étaient les points sur lesquels vous vous êtes accordés ?*
CH : Surtout c'était la question d'apprendre tous les postes. Aucune d'entre nous ne doit être irremplaçable […] L'alternance, la nécessité, nous a poussées à apprendre à tout faire. Pour quelques-unes, c'est plus dur, chacune travaille selon son rythme. Il est fondamental d'apprendre à respecter le temps de chacune. Si nous décrochons une commande et que nous avons un délai pour l'accomplir, alors nous disons « qui peut travailler jusqu'à plus tard ? ». Et celles qui font le travail gagnent plus.
Dans le nombre d'heures, nous comptons également la question des mobilisations. Il y a également des réunions auxquelles nous devons être présentes en tant qu'[atelier] productif et cela on le respecte, comme des heures de travail. La compañera n'est pas restée chez elle en train de boire du mate. Au contraire, elle s'est rendue à une réunion. Si ce n'était pas elle, une d'entre nous aurait dû le faire. Au début, nous avons eu du mal à nous mettre d'accord sur cela. D'après nous, un compañero qui se rend à une manifestation ou à une réunion […] donne de son temps pour quelque chose qui nous est cher, alors il faut le considérer comme des heures de travail. [486]

Les discussions au sein de l'atelier, telles qu'elles nous sont rapportées par Chela, révèlent les tensions qui existent entre les positions soutenues par les membres du MTD qui se sont déjà confrontés à certains principes de travail et Susana, qui ne connaît pas ce mode de fonctionnement. Cette dernière considérait, en effet, que seul le temps passé « face à la machine » devait être décompté comme un temps de travail.

Dans la modalité de fonctionnement proposée au sein de l'atelier, plusieurs activités sont valorisées sur un même pied d'égalité. Non seulement le travail apparaît alors comme une activité légitime mais aussi le temps nécessaire pour acquérir le savoir-faire du métier

[485] Lors de la signature des nouveaux contrats, l'atelier est soumis à l'inspection du gouvernement qui vient s'assurer de la capacité de l'atelier à honorer la commande.
[486] Chela, 2006. Peleas, peleas, y como todo ¿no ? Obviamente, nosotros cada vez que viene gente y siempre mostrando de que somos un grupo buenísimo, de que *laburamos* perfectamente, después en nuestras reuniones internas ¡nos matamos *¿Y como se fue dando ese proceso para poder entenderse… ?*(risas) ! Discutimos sacamos todas las cosas en las que no estamos de acuerdo y nos llevo un buen tiempo poder acomodarnos. *¿Cuales son los puntos que lograron ponerse de acuerdo ?* Y sobre todo en el tema del trabajo de que todas tenemos que aprender a hacer todo porque ninguna tiene que ser irremplazable […] Rotando, la necesidad, nos llevo a que todas aprendamos a hacer de todo. À algunas les cuesta mas que a otras. Cada cual con sus tiempos, eso es fundamental, aprender a respetar nuestros propios tiempos. Por ahí nos llega algún pedido que tenemos un plazo para cumplirlo y entonces decimos :' ¿quiénes son las que se quedan (después de hora) ?' y la compañera que se queda es la que después cobra su trabajo. En la cantidad de horas, nosotros también tenemos en cuenta el tema de las marchas. Hay reuniones que tenemos que cubrir como área de productivo y eso se respeta como horas de trabajo. No es que la compañera se quedó en su casa tomando mate, si no que la compañera se fue a cubrir una reunión que si no iba ella tenia que ir otra. Esa fue una de las cosas que al principio nos costo ponernos de acuerdo […] Para nosotros un compañero que se va a una marcha o que se va a cubrir una reunión […] esta poniendo parte de su tiempo en algo que para nosotros es valioso, entonces lo tenemos que considerar igual que las horas de trabajo.

et celui de sa transmission, assuré d'abord par Susana et par la suite par Lola. Le temps de l'activité politique (réunions et manifestations) apparaît, à nouveau, comme un temps de travail équivalent au travail accompli à l'intérieur de l'atelier. Cette considération comprend, ici, davantage de conséquences. Lorsqu'elle était issue des projets sociaux, et ne faisait pas l'objet d'une répartition des revenus, l'enjeu se limitait à la possibilité de mener à bien l'activité. Ici, Lola, quand elle instruit « les nouvelles » travailleuses, Chela ou Lorena, lorsqu'elles participent à des réunions, ainsi que lorsqu'elles se rendent à une manifestation sont censées contribuer au fonctionnement de l'atelier et procurer des bénéfices au même titre que les *compañeras* qui travaillent « face à la machine ». Ces heures « respectées » comme travail sont donc rémunérées comme du travail.

Les difficultés qu'éprouve Susana à reconnaître l'activité militante comme un travail semblent liées – dans le récit de Chela- à sa propre expérience. Elle ne dévoile pas moins aussi les limites des accords passés entre membres des MTD et ceux qui travaillent « seulement » à l'atelier. La participation aux assemblées confère à Susana la possibilité de s'engager « au même titre » que ses compañeras dans la prise de décision. Cette forme de participation ne semble pas atténuer les désaccords qui sont les leurs sur le fonctionnement de l'atelier. Son idéal demeure le « travail à la chaîne », la productivité, la réalisation du travail en un temps réduit. D'ailleurs, Lola prend la relève dans le processus de formation des nouvelles *compañeras*. En dépit de ces tensions, et de ses maigres revenus (ne percevant pas l'allocation, la base de ses revenus s'élève à 150 *pesos.* Elle déclare percevoir en moyenne 250 *pesos* de revenus). En dépit de ces désaccords, Susana continue à faire partie de l'atelier grâce à qui elle a retrouvé une activité.

« Vivre du *productivo* » : un horizon possible.

La possibilité de gérer leur propre espace de travail apparaît dans chacun des choix de l'évolution de l'atelier. Depuis la présentation du projet aux autorités, décidant de sa fusion avec d'autres projets présentés par les *compañeros* en un seul et unique atelier de couture, adaptant les rythmes de travail à leur propre apprentissage, collaborant avec d'autres ateliers productifs des autres organisations du FPDS, tout cela atteste d'un investissement personnel qui excède la simple exécution des tâches caractéristiques de la « division du travail ». Le choix du lieu de travail semble participer de cette logique :

> L'idée est de produire des *relations*, non seulement entre nous mais aussi avec les autres ateliers. Dans l'atelier, il y a constamment des gens… alors nous tenons aussi a générer ces liens[487].

Cette définition livrée par Chela semble se référer à un certain type de relations, de liens. Il s'agit d'une distinction fondamentale, surtout si l'on entend saisir la nature de ces liens. Ce sont ces relations humaines qui apparaissent comme le support du déploiement de l'action. L'atelier fonctionne au sein d'un centre culturel. Le « Olga Vazquez » accueille plusieurs ateliers de travail et culturels appartenant à diverses organisations du réseau FPDS[488]. Les échanges, parmi les membres de l'atelier, ne sont pas les seuls, conférant une visibilité maximale à leur travail et à leur forme de travail. Celle-ci s'insère difficilement dans l'histoire de l'industrie textile où les conditions de travail sont, dans la plupart des cas, relativement pénibles. Dans un atelier présentant ces caractéristiques, est-il seulement possible de construire des relations humaines propices à la prise de parole et à la constitution d'un espace politique démocratique tel que prôné par ces organisations ? Cette interrogation semble faire partie des défis auxquels sont confrontés les membres dont les réponses se dévoilent par une casuistique des choix possibles :

> Nous n'avons pas encore trouvé la solution. Mais nous essayons de trouver une issue à ce système qui te rend esclave face à la machine. Si tu as fini de faire ce que tu étais en train de faire, tu peux passer à autre chose. Tu ne restes pas toujours là, comme dans le système capitaliste. Ce n'est pas parce que tu colles les boutons que tu vas y passer toute ta vie[489].

En somme, les stratégies mises en œuvre peuvent se rapprocher des techniques de management mobilisées dans des usines conventionnelles [entendons, ici, gérées par des patrons-propriétaires] notamment l'alternance. Néanmoins, elles sont ramenées, ici, à un discours de libre choix et d'ouverture à ces nouveaux défis. Ne pas se rendre esclave de la machine se rapporte, par exemple et également au regard critique posé sur la productivité. Ce n'est pas la machine qui dicte le temps de travail mais la capacité d'apprentissage des travailleurs et leur volonté d'évolution. Nous pouvons, de même, souligner que, dans cette

[487] La idea también es generar relaciones, no solo entre nosotros si no también con otros talleres, en el taller constantemente hay gente, entonces también se apunta un poco eso a generar relaciones entre nosotros mismos.
[488] Le centre accueille des activités très diverses : d'autres ateliers productifs, mais aussi des cours de danse, des festivals de cinéma, des présentations de livres et autres.
[489] Chela 2006. Todavía no le encontramos la vuelta. Pero la forma que estamos tratando hoy de encontrarle la vuelta a ese sistema que vos te esclavizas en esa maquina es bueno, si vos terminaste de hacer esto que es lo que vos estas haciendo estas en condiciones pasar a hacer otra cosa, no quedarte ahí… que es lo que hace el sistema capitalista: si vos pegas botones, toda tu vida vas a pegar botones.

logique, Chela reconnaît qu'il s'agit, ici, de réponses provisoires apportées au fur et à mesure que les situations se présentent mais qu'il n'y a pas une solution définitive, « nous n'avons pas trouvé la solution » rappelle Chela.

Compte tenu de ces difficultés, les membres qui continuent à s'investir dans la durée présentent un profil particulier. Ils apprécient particulièrement ce mode d'organisation et de décision bien davantage que le travail concret lui-même. Il s'agit, pour le moment, d'une solution qui s'applique à l'atelier de couture et il pourra s'agir plus, demain, d'un autre dans la mesure où ce qui est privilégié est l'expérimentation collective des systèmes locaux de solidarité, la « construction de petites ou de grandes utopies politiques » pourrait-on dire en paraphrasant Luc Boltanski (1993, 76) où ils peuvent donner leur opinion sur l'état de la société et intervenir à l'échelle locale. A la suite de ce raisonnement, il nous est possible de relier les pratiques et les conceptions de travail mobilisées au sein de l'atelier non seulement à un projet politique mais aussi à des projets personnels. Ce que Chela qualifie comme son projet personnel, suite à notre interrogation, nous guide dans cette direction :

> Dans mon cas personnel, mon projet serait en rapport à la famille. Ce serait de *vivre d'un productivo*. Je crois que tous ceux qui y bossent partagent cette aspiration, avoir un boulot qui produise un revenu qui – même si celui-ci n'est pas fixe- te procure une base à partir de laquelle tu pourras te dire « alors 300 *pesos* par mois, cela justifie ma présence ici, et non pas sous l'autorité d'un patron, et si en plus, je peux avoir les mêmes bénéfices que tout le monde en travaillant dans un projet du quartier ». Je crois que tous ceux qui sont dans un *productivo* veulent cela[490].

Un projet rendu possible qu'avec le concours de soutiens multiples, notamment familiaux et du conjoint, et qui permettrait de résoudre, par un autre moyen, la question de la subsistance économique :

> Chela : C'est très difficile de tenir. Nous voyons que les *compañeros* qui sont depuis longtemps c'est parce qu'ils ont un soutien, en général, du compagnon.
> *Pia : Dans quel sens ?*

[490] Chela 2006. Un proyecto para mi, en lo personal, que v relacionado con lo familiar, poder vivir del productivo. Yo creo que todos los que estamos *laburando* en el productivo aspiramos a eso, poder tener un *laburo* que te genere un ingreso que si bien no fijo que puedas contar una base que bueno 300 *pesos* mensuales se justifica que yo este acá, no que este *laburando* bajo patrón que a su vez pueda tener todos los beneficios que puedo llegar a tener *laburando* en un proyecto comunitario. Yo creo que todos los que estamos en un productivo queremos eso.

> CH : Surtout en ce qui concerne l'aspect économique. Pour nous, l'aspect économique a beaucoup à voir[491].

Entre aspiration, projet personnel, et projet familial, vivre d'un *productivo* semble relever de l'utopie. Au plan économique, ce projet serait, en tous les cas, dans l'immédiat, non viable. Ce désir peut paraître plus au moins proche, fonction qu'il est de l'évolution des projets vers une plus grande autonomie économique et financière. Le travail militant et le travail tout court se rejoignent mais cette fois-ci d'une manière plus inattendue. Le travail, dans un *productivo,* ressemble plus qu'à première vue à un travail militant considéré sous la forme d'un investissement personnel et familial à la création d'autres formes de lien au travail. Si l'on tient uniquement compte de la production des ressources personnelles, les évaluations plus conventionnelles de la productivité ou de la rentabilité selon des critères économiques, l'atelier ne pourrait durer. En revanche, si l'on devait prendre en considération la prolongation des liens de confiance mutuelle, les mêmes qui permettent à Aurora de prendre son temps pour apprendre, ou qui exigent de la part de Susana d'avoir certains égards pour les apprenties couturières, le regard sur l'atelier est transformé. Ces liens désignent des relations qui tendent à mettre sur un pied d'égalité des individus cultivant des savoirs-faires divers. Ils agissent au bénéfice de la circulation des savoirs-faires et de la reconnaissance de plusieurs formes de savoir. L'aspect purement économique est résolu par l'appui de la famille. Cet équilibre fragile entre volonté et possibilité de travailler dans ces conditions devient d'autant plus évident si l'on tient compte de la biographie des membres qui participent au projet. Les trois femmes les plus âgées n'ont pas d'enfants à charge, ceux-ci ayant déjà quitté leurs foyers respectifs. Les plus jeunes, elles, n'ont pas d'enfants. L'investissement dans de tels projets requiert donc non seulement l'expression d'une volonté de travailler dans ces conditions particulières mais aussi l'acceptation de pressions économiques moindres en raison de l'absence de la charge des enfants et/ou du soutien économique dans le foyer.

Avoir un travail et garantir une rémunération ne sauraient être évalués en fonction des seuls critères de la productivité mais en fonction de la création de certains *liens* entre les individus attachés à des valeurs précises, notamment l'autonomie, en tant que maîtrise des règles de travail et du vivre-ensemble, ainsi que la prise en compte des situations individuelles plutôt que des références standardisées de la productivité. La rémunération, considérée comme faible et insuffisante, entre aussi en ligne de compte. Sur ce point,

[491] Chela 2006. Es muy difícil, generalmente lo que nosotros vemos es que los compañeros que se la bancan es porque detrás tienen otro respaldo, generalmente de la pareja. -*A qué te referis ?* -Y sobre todo un aspecto económico, nosotros la parte económica influye muchísimo.

Chela met en exergue un fait qui peut, en partie, expliquer la rareté d'une durée prolongée dans les postes de travail ; seules les personnes bénéficiant, en effet, d'un soutien familial économique sont susceptibles de s'y investir dans la durée. Un élément qui tend à rapprocher le travail des ateliers productifs du travail militant est qu'ils n'obéissent pas à une logique de maximisation des gains. La conception du travail semble, également, liée à une conception du bien public – en tant que bien partagé par tous ceux qui s'investissent sur leurs lieux de travail.

Les multiples dimensions des conceptions de travail mobilisées au sein des ateliers et les pratiques associées nous permettent d'entrevoir, d'une manière plus précise, la revendication d'un « travail digne » proclamée par ces groupes. L'activité semble s'apprécier, et non le seul travail, à partir de la création des marges d'autonomie de l'individu – respectant les rythmes et les temps de chacun- et de l'investissement de la subjectivité dans l'activité par la création de nouvelles relations. L'activité est évaluée, positivement, mais, de fait, est assimilée au travail, ce qui rend sa spécificité – éloignée des critères de productivité- moins visible.

Les désaccords, constamment réactualisés, soulignent les paris en tension de chacune des travailleuses. Les participants ne connaissent pas, à l'avance, le résultat de cette coopération particulière entre une ancienne ouvrière de l'industrie textile, des membres du MTD et des jeunes apprenties. Si la formation de hiérarchies, au sein des différents groupes, apparaît comme inévitable, elle s'appuie néanmoins sur des dimensions diverses, telles que l'âge, le savoir-faire, l'ancienneté dans le groupe, le genre. Comme en attestent les différentes tensions que nous avions rapportées au sein de chaque atelier *productivo,* ces hiérarchies sont mises à l'épreuve dans les différents groupes de travail, au moment de la prise de décision et pendant les assemblées. L'assemblée, au sein de l'atelier, est l'espace au sein duquel surgissent les conflits. Les procédures et dispositifs qui règlent ceux-ci (critères et principes de l'organisation en général et les accords spécifique aux ateliers) engagent tous ceux qui y travaillent, membres ou non-membres du MTD.

Les ateliers *productivos* sont l'occasion d'aborder un problème sensible pour cette population de *desocupados,* celui de la création de ressources. Ils ne se résument pas à la construction locale, autour d'un quartier, par des relations plus vastes – que les membres tiennent à entretenir-. La participation des militants qui n'habitent pas le quartier, la participation de membres qui ne font pas partie des MTD aussi bien que l'emplacement choisi en dehors du quartier pour « rassembler » les trois projets de couture, constituent autant des preuves de l'existence de dispositifs qui s'inscrivent dans un au-delà du

quartier. Elles permettent de questionner une association trop hâtive entre activités du quartier et espace domestique. Les activités, au sein des cantines, demeurent quant à elles, plus proches de la constitution des quartiers. Son analyse se révèle centrale dans la possibilité de cerner la nature du lien construit dans les quartiers.

CHAPITRE VII :

LES CANTINES POPULAIRES

Une grande partie de la pérennité des organisations de *desocupados* peut être imputée à l'investissement, au quotidien, dans les cantines populaires. C'est un lieu de vie privilégié où sont non seulement préparés les repas mais également diverses réunions de travail et assemblées. Souvent prises pour allant de soi, négligées au profit de pratiques considérées plus novatrices, les activités installées afin d'assurer le fonctionnement des cantines sont peu étudiées. Néanmoins, si on entend prendre au sérieux le récit des membres des MTD, la plupart nous expliquant qu'ils ont rejoint l'organisation pour satisfaire un besoin matériel, y compris alimentaire, il est nécessaire de s'y attarder et de faire face à la description de la création d'un espace hybride dans lequel la domesticité semble être redéfinie pour accueillir des pratiques collectives.

Nous tenterons, d'abord, de comprendre le fonctionnement des cantines des quartiers à l'aide des témoignages de vécus de familles qui y ont recours afin de tenter de saisir ce que signifie manger à la cantine. Ce qui se dégage de nos observations laisse apparaître les cantines comme un espace de multiplication des ressources vers lequel convergent les aides sociales avec des formes de débrouille, la solidarité des réseaux locaux et régionaux mais aussi un savoir-faire d'une part, manifeste dans l'organisation et la gestion des cantines et des espaces collectifs et d'autre part, un savoir faire rendant les lieux accueillants et habitables.

Nous allons, par la suite, explorer l'aménagement des cantines à l'intérieur même de plusieurs quartiers. Cet espace traduit une juxtaposition de registres ordonnés notamment selon que les cantines fonctionnent soit dans des locaux appartenant aux organisations de *desocupados*, soit dans un local appartenant aux membres en tant que tels, dans des espaces domestiques mis à la disposition du groupe. De fait, l'engagement dans le collectif est soumis au regard familial. Dans le même temps, l'acquisition d'un espace propre au mouvement apparaît comme un enjeu autour des possibilités de développement de l'organisation.

Finalement, nous nous attarderons sur le mode d'implication dans les cantines. Ici, cette juxtaposition entre le privé et le public se rapporte aux types d'activités qui s'y

réalisent, à caractère alimentaire, préparation et distribution des repas ou réunions de fonctionnement de l'organisation, assemblée, réunion des délégués, etc. Lorsque ces activités sont considérées comme un « travail », est il alors possible de continuer à les référer au travail domestique et à l'espace privé ?

I. La cantine comme extension du foyer

D'après Emilia, elle subvient aux besoins alimentaires de son foyer grâce à l'apport indispensable de la cantine. Mais celle-ci n'est qu'une ressource parmi d'autres dont elle se sert. Elle habite avec ses enfants dans la maison où elle a grandi. Un de ses frères habite là aussi, dans la chambre de derrière mais, nous dit-elle, « passe la plupart de temps chez sa mère ». Sa mère, son autre frère célibataire et sa jeune sœur adolescente, habitent à 400 mètres de là dans le chemin menant au local du MTD.

Chez Emilia, il y a peu d'ustensiles de cuisine. Le soir, elle retire un bol de la cantine qu'elle donne, chez elle, à ses enfants. Elle et ses enfants mangent dans différents bols improvisés en assiettes. Son frère dîne du même repas, mais chez sa mère. Malgré les peu de moyens dont elle dispose, il y a cinq ans qu'elle n'habite plus chez sa mère. Elle considère qu'elle a réussi à *progresser*, à « avoir ses affaires ». Les 150 *pesos* sont le seul revenu stable dont elle dispose –elle nous en informe- et elle multiplie les petits boulots qu'elle trouve grâce à l'aide que lui appporte son réseau familial et le voisinage[492].

Elle fait partie du MTD depuis sa création en 2001-2002. Les soirs, vers 19 heures, elle se rend à la cantine du quartier ou elle prépare à manger avec ses camarades et pour ses camarades mais aussi pour elle et ses trois enfants en bas âge. Au passage, elle confie ses enfants à sa mère qui habite sur le chemin qui mène à la cantine et alors que le repas est prêt, elle va y jeter un coup d'œil. Il arrive, parfois, que c'est sa mère qui vienne la chercher, elle vient s'enquérir de ses nouvelles pour voir comment ça va et du même « coup », se renseigner sur le repas préparé à la cantine qui sera son repas du soir. Elle y retire, en effet, aussi un bol pour elle et ses enfants, dont l'aîné est également membre du MTD.

[492] Aucune de ses activités n'est considérée comme un vrai travail. Certaines, elle ne les mentionne même pas lorsque nous l'avons interrogée sur son expérience de travail. Elle fait quelques heures de ménage par semaine chez un *vecino*, parrain de son fils cadet, distribue, parmi ses connaissances des catalogues de vente à domicile pour prendre plus tard des commandes ou, en été, elle vend de la bière le soir depuis la fenêtre de la salle à manger de sa maison. Avant, elle préparait des sandwichs pour les vendre à l'université qui se trouve à 11 km de chez elle. Elle les préparait chez sa mère avec sa sœur. Pour s'y rendre, son frère aîné l'amenait en vélo. Elle a également participé aux activités du club de troc du quartier. Sa mère m'en parle en rappelant « le tas de papiers » qu'elle n'avait pas pu échanger.

Emilia a 24 ans et trois enfants âgés respectivement de, 9, 7 et 2 ans[493]. Son fils cadet rentre à la crèche à 7h 50 où il reste jusqu'à 13 heures. Il n'y retournera pas l'après-midi. Les aînés rentrent un peu plus tard à l'école et ils y demeurent pour le déjeuner. Etant dans un quartier situé près de la Mairie et du centre-ville, ses enfants peuvent se rendre à l'école municipale N° 9, qui est gratuite, à l'exception d'une mensualité de 5 *pesos* par enfant pour soutenir la *cooperadora*[494]. Ils y prennent le déjeuner. Le plus jeune va à la crèche municipale « Evita », en demi-journée, où il déjeune avant de rentrer chez lui. Quant à elle, elle ne prend pas de petit-déjeuner chez elle, mais uniquement chez sa mère ou à la cantine où elle grignote des *tortas fritas* ou un bout de pain.

En somme, Emilia, a recours à toute une série d'institutions locales pour tenter de satisfaire les besoins de son foyer. En dépit de ses faibles revenus, elle parvient à nourrir sa famille. Elle considère avoir son « chez soi » bien qu'elle ne dispose pas de tous les moyens. Elle ne cuisine pas beaucoup chez elle. Dans la cuisine du MTD, elle emploie tous les ustensiles disponibles, y compris le pain et les *tortas fritas ;* elle s'en sert comme si elle était chez elle. En ce sens, la cantine est investie comme une forme d'extension du « chez soi », de son foyer. C'est également ce que nous pouvons constater alors que sa mère va la chercher à la cantine pour prendre de ses nouvelles, et entamer la conversation sur les enfants ou à propos de ses frères, comme si elle était chez elle[495]. Les possibilités de progresser semblent ainsi liées au fait d'avoir son « chez soi », bien que celui-ci relève davantage de l'ordre de la débrouillardise incluant l'utilisation des espaces collectifs. La porosité entre le domestique et le quartier est, souvent, soulignée comme caractéristique surtout en ce qui concerne l'Amérique latine. Ici, ce qui nous semble particulier, c'est le développement d'une sphère privée autour des cantines populaires et du quotidien des repas. Elle semble relever de l'autonomie acquise, au plan collectif, à laquelle correspond le caractère familier de se sentir chez soi. Cette manière d'envisager son propre parcours apparaît chez certains membres, pour juger du développement de l'organisation de *desocupados,* disposer d'un local propre devient alors un indicateur de réussite.

[493] La situation correspond à notre terrain de 2003-2004.

[494] La *cooperadora* est un type d'association de parents d'élèves qui prend en charge la gestion des ressources pour l'amélioration de l'école. Dans une étude portant sur l'histoire de ses institutions (Insua et Rius, 1999 et Rius, 1998), nous avons pu établir la non ingérence de cette institution dans les questions pédagogiques.

[495] Nous n'entendons pas insinuer, ici, qu'elle dévoile des questions privées, non pertinentes, les enfants d'Emilia sont souvent présents dans le local et ils sont connus de tous les membres, ainsi que de ses frères, à tout le moins de ceux qui habitent dans le quartier. L'intérêt pour la famille de quelqu'un fait aussi partie des formes de relation caractéristiques du voisinage.

II. Avoir un local propre, ou se réunir chez les membres. Des arrangements multiples mais non équivalents.

Chez Carmen, à Berazategui, la cantine fonctionne en bas de sa maison. Elle a d'abord été située dans un local destiné à la location. Il y a deux ans et demi, dès que le MTD a été formé dans son quartier[496], le local étant disponible et encore en travaux, il avait été utilisé comme salle de réunions et cantine du quartier. Il s'agissait d'un prêt pour le compte duquel Carmen ne percevait pas de loyer. Elle travaillait au foyer jusqu'à ce qu'elle commençât à y participer. À ce moment-là, elle a préféré mettre ce local à la disposition de l'organisation et pouvoir continuer à s'occuper de ses enfants. Elle a proposé l'usage de son local car elle pouvait ainsi, rester dans l'enceinte de sa maison et éviter de se rendre au travail ailleurs, loin de chez elle,[497] dans un autre *obrador,* et dans un autre quartier. Si, dans le parcours d'Emilia -analysé dans la section précédente- nous avons pu constater qu'il y avait une forme d'extension du privé, débordant les seules limites du foyer vers le quartier, ici, le mouvement semble en quelque sorte contraire. Il s'agit de l'ouverture d'un local dans un espace privé qui introduit le MTD à l'intérieur de l'espace domestique, familial.

L'entrée du local est indépendante de la maison et donne sur une artère centrale, l'avenue « Varela ». S'inscrivant dans la division politique de deux districts du GBA (Berazategui et Quilmes), cette avenue est desservie par plusieurs bus qui donnent accès au centre-ville et à la ville de Buenos Aires. La maison (et a fortiori le local) est desservie par toute l'infrastructure urbaine (électricité, eau potable, gaz[498] et téléphone[499]) adéquate. Cet emplacement n'est pas très habituel ; beaucoup de cantines se situent, en effet, dans

[496] Il s'agit du MTD de Berazategui. Nous avons presenté le processus de formation de ce MTD au chapitre 3.

[497] La possibilité de travailler ou non est rapportée à l'âge des enfants, à leur autonomie et au fait qu'elle n'a pas d'enfant fille : « Il y a dix ans encore, les quatre (enfants) étaient petits ». Ensuite, elle considère son arrivée dans l'organisation comme une transition durant laquelle elle travaille tout en demeurant à la maison. Cela fait quatre mois qu'elle travaille « en dehors de la maison », dans un « goûter » chez une *compañera*, c'est à quinze pâtés de maison de chez elle. Comme si c'était un peu trop loin, elle rajoute une précision : « je connais le chemin, c'est à côté de chez ma belle-sœur ». Imaginate hace diez años atrás tenia los 4 [hijos] chiquitos y bueno después entre al movimiento y ahí empecé a trabajar. Yo… no podía trabajar afuera, recién ahora que trabajo en la copa de leche empecé [a trabajar afuera] pero primero trabajaba acá y estaba en mi casa también […] Desde acá son quince cuadras, pero como mi cuñada vive al lado… ese caminito me lo conozco (risas).

[498] Les installations de gaz ne sont pas mises à disposition dans les secteurs les plus périphériques du district.

[499] Carmen s'empresse de souligner (et donc de se justifier) que son téléphone n'est pas un luxe mais un outil de travail. En effet, la plupart des foyers des membres du MTD ne disposent pas d'un téléphone fixe mais de portables.

des quartiers périphériques sans que ne soit installé le gaz, dans des rues non asphaltées[500]. Comme la maison, le local est fait de matériaux. Le parterre n'est pas posé et la fine couche de ciment a cédé à plusieurs endroits en raison de l'usage qui en est fait, quotidien[501]. Dans une extrémité de la salle, se trouve la cuisine et à l'extrême opposé, une porte donne sur les WC. Au milieu, trône une longue table rectangulaire sur des chevalets et contre le mur, sont rangés des tabourets et quelques chaises que sont déplacées selon l'activité réalisée. Cette utilisation multiple de l'espace, nous la retrouvons aussi dans d'autres maisons où ont lieu les goûters destinés aux enfants, ou la cantine. La table est mobile. Elle sert à manger mais aussi au travail des ateliers. Elle est retirée lorsque prennent fin les activités et lors des assemblées.

C'est Carmen qui dispose de la clé du local et elle l'ouvre au début des activités auxquelles elle participe (la cantine et la réunion des responsables des groupes de travail) même lorsqu'elle n'y participe pas. Elle est en effet présente, tous les jours, quand le local accueille le travail pour les autres groupes (atelier de couture[502]) ou les réunions des délégués une fois par semaine, ou encore lors de la distribution des colis alimentaires une fois par mois. De fait, même si le local est séparé de la maison et que l'entrée en demeure indépendante, elle s'est intronisée gardienne du local. L'espace est partiellement investi par les membres de l'organisation. Il y une petite étagère avec des bricoles réalisées par l'atelier de bricolage (faites en tissus, plastique ou papiers recyclés) ; la « table de couture » est occupée par la machine à coudre, une boîte à ustensiles et des tissus pliés. Les vêtements sont rangés dans des cartons. Contrairement à d'autres locaux, qui, eux, appartiennent au groupe, les murs ne sont pas couverts par des affiches renseignant sur la nature de leurs activités. Cette forme d'utilisation, nous l'avons observée, dans plusieurs ateliers aménagés dans les espaces des maisons des membres. En dépit de la bonne disposition des hôtes, y compris de Carmen,[503] qui s'éclipse lorsque les réunions ou les

[500] Nous rappelons, ici, ce qui caractérise l'urbanisation du GBA. Berazategui fait partie de la « troisième ceinture », la plus éloignée de la ville de Buenos Aires et celle qui conserve bien des caractéristiques de la ruralité (Forni, 2002). Les associations de vecinos peuvent jouer un rôle important dans le procesus d'urbanisation (Gonzalez Bombal, 1988)

[501] Même si ce n'est pas la raison qu'elle invoquait pour expliquer son désengagement partiel de l'organisation, à un moment de nos entretiens, elle nous fait part de sa déception quant au fait que la famille n'ait pas « avancé » par rapport au local comme elle l'avait fait lorsque son Mari était « en politique ». Lorsqu'elle et son mari participaient activement au MTD, le local n'avait pas été achevé et avait subi des détériorations. Elle considère que c'est grâce à la politique que sa famille a pu construire une maison en béton. En effet, son mari travaillait pendant les campagnes électorales au côté des candidats politiques locaux du parti péroniste en échange de matériaux de construction. C'est son mari qui va bâtir la maison.

[502] Contrairement à l'atelier, décrit au chapitre précédent, il s'agit, ici, d'un atelier familial qui ne dispose pas de machines industrielles.

[503] Au cours de nos terrains successifs, nous avons constaté un moindre investissement de la part de son mari. Il considère qu'elle y passe trop de temps.

groupes de travail ne la concernent pas, l'espace n'est pas complètement investi par le groupe. C'est pour cette raison que l'obtention ou la construction d'un *obrador* appartenant à l'organisation constitue réellement un enjeu pour son développement. Carmen considère qu'il s'agit-là d'une déficience révélée dans le fonctionnement de son quartier et fait part de sa déception à l'occasion :

> « Je pense que la seule manière qui permettra à Berazategui d'aller de l'avant est que nous soyons *unis*. […] Cela fait un an et demi qu'on dit que l'on cherche un terrain pour *La Veron* et personne ne trouve une solution pour trouver un terrain qui soit à *La Veron* et construire quelque chose qui soit à *La Veron*, mais ici, personne ne s'en occupe. C'est pour cela que je pense que les gens sont dans le mouvement parce qu'ils sont motivés par les besoins qu'ils rencontrent dans leurs maisons. La plupart viennent pour satisfaire leurs besoins et non parce qu'ils sont convaincus du mouvement ». [504]

Carmen considère que le local du groupe est une preuve de l'*unité,* de la cohésion du groupe, de leur engagement au côté des valeurs du MTD. « L'union fait la force » semble être la devise (qu'elle applique aussi bien au groupe des *desocupados* qu'à sa famille). Il s'agit d'une union incarnée non seulement dans la jouissance de certains biens obtenus grâce au MTD – et dont l'équité veut qu'ils soient partagés de tous- mais surtout dans l'union dans l'adversité qui permettrait, en dépit de tout, d'« aller de l'avant » grâce à l'effort de tous. Cette unité qui permettrait d'avoir un lieu de travail qui leur soit propre, apparaît dans le discours de Carmen comme une forme de croyance à certaines valeurs communes, mais celle-ci semble faire défaut. En dépit de cette distinction et de la déception qu'elle éprouve, la qualification par Carmen des « gens » du mouvement –ils sont là « pour satisfaire les besoins qu'ils rencontrent dans leurs maisons »- ne tombe pas sous le coup d'une description péjorative, ce qui finit par relever d'une certaine acceptation, de sa part, de ce type d'engagement.

Dans d'autres cantines, la table et les tabourets sont situés à l'extérieur des maisons. C'est le cas chez Myriam, où la cuisine se fait au bois, en général, récupéré par les hommes du groupe. Cet arrangement peut inscrire une coupure plus forte entre l'espace de cuisine et celui de la prise des repas. Il débouche, également, sur une autre organisation : ne pas manger à la cantine et y prendre seulement les rations dans des bols pour, ensuite,

[504] Carmen, MTD Berazategui, 2005. Yo pienso que la única forma que Berazategui va a salir adelante es que seamos unidos. […] Hace un año y medio que se viene diciendo que busquemos un lugar de la Veron y nadie se preocupa para tener un terreno que sea de la Veron un terreno para construir algo para la Veron, pero acá nadie se preocupa por nada. Es ahí donde yo te digo que la gente esta por la necesidad que tienen en sus casas, la mayoría esta por la necesidad no es porque este convencida por el movimiento.

rentrer manger chez soi. Les repas, pour les habitants des quartiers non-membres du MTD, sont fréquemment distribués.

Dans le quartier[505] de Pedro, la situation de la cantine s'inscrit presque à l'opposé de celle décrite chez Carmen. Notamment s'agissant de deux dimensions, afférentes à l'emplacement puis au rapport à l'espace établi par les membres qui considèrent la cantine comme « leur » *obrador*. La cantine-atelier est située dans la périphérie du district, les rues d'accès ne sont pas asphaltées. Il n'y a pas d'installation de gaz naturel, la cuisine se fait au bois, derrière la construction, et l'eau est pompée à l'extérieur, à quelques mètres, à côté. Il s'agit d'un espace construit par les propres membres pour y abriter expressément le MTD du quartier. La construction avance peu à peu sur un terrain cédé à cette fin par le délégué. Lors de notre premier terrain (2003), c'était une structure avec deux murs, un toit en métal et des piliers, le sol était de terre. Trois tables et des tabourets fabriqués de manière rustique longeaient le périmètre du local. Si l'entrée de la cantine est indépendante de la maison du délégué, la confusion, entre lieu de travail et lieu familial, n'est pas complètement écartée. Le chantier – *obrador*- n'était pas encore achevé au début de notre enquête, seuls le toit et un mur y étaient dressés. De fait, l'emplacement de la cantine demeure indépendant de la maison du délégué mais les allées et retours sont fréquents, notamment lorsqu'il faut aller chercher de l'eau chaude. Pedro nous explique qu'il appartenait à la commission de « mangueo » -*manguear,* un terme argotique qui se réfère à la demande d'argent ou de biens. Le but est de récupérer tout ce qui peut être utile pour « faire progresser » le chantier et pouvoir « avoir un lieu à nous », en particulier, la cantine. Le matin, il parcourt en vélo les alentours du quartier avec deux camarades pour repérer des matériaux qui pourraient être récupérés. Les *vecinos* le connaissent déjà et parfois, ils le préviennent afin qu'il vienne chercher des objets pour le mouvement. C'est ainsi qu'il a récupéré des tonneaux qui, une fois coupés et lissés, ont été utilisés pour faire deux murs. Il attache une grande importance à finir le chantier. Ça va leur permettre de rendre ainsi le local plus autonome par rapport au dirigeant qui habite dans la maison principale et d'éviter de mélanger la vie du mouvement et celle de famille, se sentir à l'aise, « pouvoir chauffer l'eau pour le mate, entrer sans demander la permission » nous confie-t-il.

Une situation intermédiaire trouve à s'illustrer par le cas de la cantine de la Nueva York, à Berisso. Cette cantine est située dans un ancien quartier industriel, et plus

[505] Il fait partie de la même organisation mais dans un quartier périphérique.

précisément dans un immeuble prêté par une *vecina* qui n'appartient pas au MTD[506]. L'entrée du local est ouverte puisqu'il n'y a pas de clé. Les membres peuvent s'y donner rendez-vous pour diverses activités ou simplement s'y rendre afin de discuter. Quand le groupe est arrivé dans les lieux, le local était mal entretenu. Les membres s'y sont investis pour qu'il soit remis en condition, les murs ont été réparés. Accrochés aux murs, on aperçoit plusieurs panneaux qui ont été confectionnés par les membres de l'organisation qui affichent ainsi les activités réalisées, des informations, y compris le compte-rendu des réunions de mesa, des photographies offertes par des étudiants qui sont proches du mouvement et un panneau d'affichage d'actualités. A l'extérieur, un mural indique à qui appartient le local. Il y a les services d'eau potable et l'électricité mais pas le gaz. A côté du local, on trouve une pièce (3m x 2,5 m environ), fermée à clé, où sont rangés des ustensiles de cuisine, des provisions et un frigo. En traversant une cour, on trouve la cuisine (elle n'a pas de porte d'entrée) et à côté, un WC. Dans ces conditions, chacun peut pénétrer dans le local ou même dans la cuisine. Saluer, en règle générale, ceux qui sont là, boire de l'eau ou préparer des mates. Comme Emilia qui rentre avec son fis cadet, se sert une des *torta frita* pour elle et son enfant qui ont été faites le matin pour le goûter[507] et laissées sur la table, à portée de main. Le seul espace véritablement fermé est la pièce de rangement des provisions. Le cadenas y a été posé à la suite des disparitions de provisions. Plusieurs membres du MTD y ont accès[508].

Ainsi, ces différents modes d'aménagement de l'espace, les relations entre les membres, avec un délégué ou encore un responsable, un propriétaire ou non des lieux des activités et des réunions, semblent configurer les conditions de possibilités qui permettent de créer un sentiment de familiarité avec les lieux. C'est dans ces mêmes conditions que se déclinent les interactions et les diverses modalités de participation aux projets auxquels les membres des MTD mais aussi des *vecinos* peuvent s'inscrire.

III. Un lieu de travail avant tout.

Souvent passé sous silence, le fonctionnement des cantines mérite pourtant une exploration plus détaillée. D'une part, parce que la pression de l'urgence alimentaire

[506] Il s'agit d'un prêt en échange d'un PTT pour le compte de son neveu qui habite en haut, derrière la cour, dans une chambre.
[507] Manger les *tortas fritas* ou le pain qui sont faits pour le goûter n'est pas encouragé et plutôt toléré dans la mesure ou ils sont préparés pour être distribués au goûter des enfants à la sortie de l'école. Toute personne peut toujours manifester son désaccord.
[508] Le responsable de la cantine, de la boulangerie, et un délégué.

appelle à la création de ces espaces collectifs[509] et d'autre part, parce qu'elles sont souvent considérées par les militants eux-mêmes et par les sociologues qui s'en font écho comme des lieux de solidarité[510]. Nous verrons que cette dimension est présente mais qu'elle ne doit en aucun cas être retenue comme étant la seule. D'après les femmes et les quelques hommes qui appartiennent au groupe de « cuisine », et qui s'occupent de cuisiner, de ranger et de nettoyer, il s'agit, avant tout, d'un lieu de travail.

La présence des femmes, dans les cantines, est toujours majoritaire. Elles y reproduisent leurs rôles de ménagère. Un « savoir-faire » qui revient à traiter les membres des organisations comme des membres de leur famille. Ce phénomène est plus marqué lorsque la cantine est installée chez un membre qui devient « naturellement » le ou plutôt la responsable du groupe de travail de la cantine. Il est renforcé par le fait qu'au sein du groupe, sont impliqués un ou plusieurs membres de la famille étendue.

Dans la répartition des activités au sein de la cantine, la propriété des lieux n'est pas le seul critère à prendre en ligne de compte. L'âge en est un autre. En effet, pouvoir disposer d'un espace chez-soi et y héberger la cantine, est plus probable dans le cas d'un ménage plus ancien. Le moment dans leur parcours biographique atteste de ce que les femmes, âgées de la quarantaine et de la cinquantaine sont plus souvent en condition de proposer qu'une partie de leurs maisons soit affectée à la cantine (mais aussi à d'autres activités). Parfois, il s'agit d'espaces libérés suite au départ des enfants à l'occasion de leur mariage (lorsqu'ils partent vivre en couple). Ce sont elles qui organisent le repas et, souvent, préparent à manger. Les femmes les plus jeunes et les quelques hommes qui participent à l'activité de la cantine « aident » aux tâches *secondaires,* comme aller chercher des légumes au potager – lorsqu'il y en un à proximité-, du bois, si cela est nécessaire, distribuer des plats, quand on mange sur place, ou encore procéder au rangement après l'activité. Le récit de Carmen nous rappelle comment elle s'était érigée en « hôte » de ses camarades, même s'ils n'étaient pas là pour lui rendre visite. C'était à elle de décider de ce que l'on allait manger, dans la limite impartie bien sûr par les ressources disponibles.

> Ayant dix personnes dans le quartier, tu as 30 *pesos* de fonds commun [par mois]. A ce moment-là, nous n'avions ni viande ni légumes, nous devions acheter [aussi] les condiments parce que tu ne peux pas *donner n'importe quoi* aux gens qui viennent. J'essayais de cuisiner le mieux possible. Comme je cuisine chez moi, je cuisinai dans la cantine. Par ailleurs, c'était la famille entière

[509]Rappellons que la situation de nécessité n'explique pas à elle seule le recours à l'action collective.

[510] Une militante nous explique qu' « à présent [2006], la cantine ne fonctionne pas quotidiennement, mais les *compañeras* savent que si nous en avons besoin, *chacun apporte quelque chose* et ici, il y a de quoi se débrouiller ». Elle estime que la cantine couvre environ 50 % des besoins alimentaires.

> qui venait manger et pas seulement ceux qui y travaillaient [les membres du mouvement]. Cela générait des dépenses, il fallait acheter de l'eau de javel, du détergent, l'argent du fonds commun n'était pas suffisant. On faisait des réunions, on préparait du pain, des petit gâteaux et on les vendait mais on avait du mal à couvrir les dépenses… On avait l'atelier de couture mais les gens, par ici, ne sont pas tellement en besoin au point de devoir acheter des vêtements d'occasion. On fabriquait des coussins, parfois on les vendait mais les vêtements ne sortaient pas beaucoup[511].

C'est aussi à elle qu'incombe la responsabilité de ce que l'on mangeait. Son rôle en tant que *responsable* de la cantine consistait à gérer, au mieux, les ressources disponibles et à dénicher les ressources manquantes. Elle distingue deux types d'éléments. Ceux que le groupe obtient par l'intermédiaire de l'organisation – elle ne s'y attarde pas- et ceux que le groupe doit se procurer, acheter grâce aux dons (viande, légumes, sel, poivre, produits d'entretien). Les aliments de *base,* nécessaires au fonctionnement, sont distribués par le gouvernement national, et – la quantité varie en fonction du district concerné- avec la médiation du gouvernement local[512]. Etant responsable de la cantine dans son quartier, elle ne pouvait se permettre de donner à manger selon ses propres termes, « quelque chose d'immangeable ». Son implication, à la cantine, était partagée par les membres des différents ateliers de travail dont les activités avaient été organisées de sorte à contribuer au fonctionnement de la cantine. Le peu d'argent retiré des ventes des autres ateliers de travail, couture, bricolage, boulangerie[513], est, lui, destiné à abonder le budget de fonctionnement de la cantine.

Carmen situe ainsi le fonctionnement du mouvement autour de la cantine. Cette dernière est alimentée par le fonds de contribution des membres – dont le montant

[511] Carmen, MTD Berazategui, 2005. Con 10 personas vos juntas 30 *pesos* de aporte. En ese momento nosotros no teníamos ni carne ni verdura, no nos daban la carne no nos daban verdura, nosotros teníamos que comprar los condimentos porque tampoco a la gente que venia a comer no le podes dar una comida incomible. Yo trataba de… trate de cocinarle lo mejor posible. Como cocino yo para mi, cocinaba en el comedor. Aparte comíamos toda la familia, no solo los que trabajábamos y se generaban gastos y así que tenías que comprar lavandina, detergente, la plata del porte solamente no te alcanzaba. Hacíamos siempre reuniones, hacíamos pan, rosquitas y vendíamos pero no te generaba para cubrir todos los gastos. Teníamos el roperito pero la mayoría por acá no es gente tan carenciada como para… que te compren la ropa usada. Hacíamos almohadones, a veces salía pero no es que de la ropa salía bastante.

[512] À partir de la déclaration de l'état d'urgence alimentaire nationale, en 2002, la distribution d'aliments est devenue plus régulière mais elle est demeurée soumise aux aléas de l'arbitraire gouvernemental, notamment s'agissant des quantités distribuées ou encore de la variété des aliments. La ration par personne est variable, chaque mois, les personnes se demandent les uns les autres « qu'est-ce qui vient ? ». À titre d'exemple, en 2005, nous avons relevé les chiffres de la distribution par personne et par mois de 5 kilos de farine, 4 kilos de polenta, 2.6 kilos de lait en poudre, 2 kilos de riz, 1,5 kilos de lentilles, 1 kilo de pates (type coquille), 1 kilo de semoule, 4 kilos de *yerba*, 3 pâtés (240gr), 2 *viandade* (400gr), 3 confiture, 1l d'huile.

[513] Rappelons que cette organisation ne participe pas aux programmes sociaux finançant des « projets productifs » du type « manos a la obra ».

demeure insuffisant- par les colis alimentaires distribués, la vente des activités de l'atelier et la contribution des potagers lorsqu'il y'en a. Cette cantine a été créée en 2002, depuis son origine, elle s'est vue verser une quantité de nourriture, distribuée par le MTD en proportion du nombre de membres. Le nombre de membres qui perçoit l'allocation détermine le montant de l'argent collecté régulièrement. Les efforts de Carmen cherchent à mettre davantage de ressources à la disposition de la cantine afin de réussir à distribuer un repas « comme chez-soi ». Poulin (2002 : 177) a déjà relevé les dimensions sociales de l'acte de manger : « La nourriture, la cuisine et les manières de table, parce qu'elles sont culturellement déterminées insèrent le mangeur dans un univers social, dans un ordre culturel. L'acte alimentaire est fondateur de l'identité collective et du même coup, dans un jeu d'identification/distinction, de l'altérité. […] l'acte alimentaire insère et maintient par ses répétitions quotidiennes le mangeur dans un système de significations. […] C'est par l'alimentation que se tissent et s'entretiennent les liens sociaux ». Au fil du temps, ces liens permettront aux membres de s'impliquer plus grandement dans un projet, d'endosser davantage de responsabilités ou de se désengager, lorsque cette confiance est déçue.

C'est peut-être ce à quoi faisait allusion Juana lorsqu'elle nous a invité chez elle à boire du *mate* et lorsqu'elle a expliqué à son mari -qui rentrait- qu'elle avait pu nous faire immédiatement confiance lorsqu'elle nous avait vu manger « comme tout le monde » durant le *piquete*. C'est peut-être cet être social que Carmen ressent comme délié lorsqu'elle fait le constat d'un « manque de *compañerismo* » au sein de son quartier.

Carmen prêtait une partie de sa maison afin que puissent avoir lieu les activités du mouvement, la cantine était également le lieu de travail des différents ateliers et était devenu le lieu des réunions des délégués. Elle agissait comme la maîtresse du lieu, ce qui lui conférait un certain nombre d'*obligations*. Elle tenait, de surcroît, à ce qu'il y ait toujours quelque chose de chaud à boire ou à manger – le local ne disposait pas de chauffage-, pendant les autres activités qui se déroulaient dans le local. Ces attentions auront contribué à créer un espace accueillant pour les différents groupes de travail, qui se ressent surtout au moment d'accueillir les réunions.

Carmen souligne l'accueil offert aux membres des autres quartiers. Lorsque se tient une réunion de délégués, elle leur propose des petits gâteaux, du thé ou du mate, pour se tenir chaud. Ces obligations sont vécues comme telles par Carmen mais toutes les cantines ne prodigueraient pas un tel accueil, nous prévient-elle. Elle tente de garantir la qualité des repas afin que l'on puisse manger en famille. De fait, les premières activités effectuées par Carmen, au sein de la cantine, peuvent être superposées à des activités

réalisées en tant que ménagère, concentrées sur la gestion des ressources alimentaires. Cette superposition des activités du foyer et du mouvement de *desocupados* est posée, par Carmen, comme un savoir-faire mis plus largement au service du groupe. Elle inscrit ces pratiques dans une forme de continuité d'autant plus prégnante que deux de ses quatre fils font également partie du MTD. Lorsqu'elle participe aux activités de la cantine, sa famille est là, présente, et partage les repas avec ses camarades. Les autres membres du mouvement s'y rendent aussi avec leurs familles et participent, également, aux activités de la cantine. Chacun des membres du MTD contribue à la constitution d'un fonds commun à hauteur de 3 *pesos* par personne percevant l'allocation – et non par personne se rendant à la cantine- pour financer les dépenses. Ce faible montant n'est guère suffisant d'autant plus que, dans chaque famille, il y a toujours des enfants ou des personnes âgées qui ne contribuent pas financièrement (parce qu'ils ne sont pas allocataires de PTT)[514].

Les repas sont, la plupart du temps, confectionnés à base de féculents (riz, farine, pates, lentilles) et qui sont distribués par le gouvernement ; leurs quantités et leur périodicité sont régulés en fonction de négociations qui interviennent au niveau local. Cette nourriture est clairement identifiée comme un droit gagné par la lutte et non pas comme un don provenant des autorités ou des dirigeants de l'organisation. L'auto-gestion des cantines populaires introduit une rupture, plaçant au cœur de leur gestion, les populations. Elles se distinguent des cantines mises en œuvre par des organisations humanitaires (ONG ou associations religieuses) dont l'accès est subordonné à l'exécution des tâches assignées. Les travaux existants montrent en effet, que dans ces cas, les femmes peuvent collaborer à la cuisine mais ne décident pas de son fonctionnement[515]. Ainsi, l'autogestion des cantines procède-t-elle à la reconnaissance de ses membres en tant qu'égaux sur le plan de l'obtention et de la gestion des ressources. Le partage des repas avec ses *vecinos* devient, d'une certaine manière, une démonstration de leur solidarité et de leur volonté de partager ce qu'ils ont gagné. Néanmoins, cela n'est pas toujours aisé au plan financier.

Dans l'espace de cette cantine, Carmen engage son savoir-faire de ménagère mais ce n'est pas pour autant qu'elle en oublie le caractère collectif de cet espace, qui excède les limites du foyer. En effet, pour elle aussi, il s'agit d'un lieu de travail. En dépit de la proximité et du fait qu'elle cuisine, à la cantine, tant pour ses camarades que pour sa famille, Carmen caractérise son activité comme un travail. Cela est le cas, en particulier,

[514] Certaines cantines sont ouvertes aux *vecinos* mais celle-ci ne l'est pas. Cette décision est prise par les responsables de la cantine et l'assemblée générale.

[515] Outre nos propres observations, les études sur les allocataires de PTT attestent de ce qu'elles (dans le cas des cantines, ce sont les femmes qui travaillent) occupent souvent un rôle d'employée les enjoignant à se soumettre à des consignes de travail.

lorsqu'elle souligne que pour le meilleur fonctionnement de la cantine, « il ne faut pas apporter les problèmes personnels au travail », autrement dit, à la cantine ou plus largement au MTD. Cette affirmation est bien évidemment une expression normative ; seulement descriptive de ce qui demeure défaillant, tout en déplorant les conflits, notamment entre son mari et sa nièce.

Carmen décide le menu du jour avec une *vecina* plus âgée. Elles arrivent les premières. Carmen salue ses *compañeras* au fur et à mesure qu'elles arrivent sans abandonner son poste. Dans le contexte de l'autogestion, des hiérarchies existent au sein des groupes de travail. Elles sont plus ou moins marquées, fonction qu'elles sont des membres, des responsables de l'atelier et des tâches auxquelles chacun se consacre. Les membres les plus jeunes rangent la table pour manger. Elles y posent leurs ustensiles et attendent debout, autour de la cuisine. Dans la casserole, le *guiso* à base de pâtes est en cours de préparation.

La position de Carmen lui impose tant des obligations envers les *vecinos* et les *compañeros* qu'envers sa propre famille. On pourrait inscrire ces tensions à l'intérieur des pratiques d'une éthique du *care.* Dans celle-ci, ce que l'on donne dans l'exécution d'une tâche s'inscrit dans un au-delà de l'obligation qu'impose un travail mais demeure nécessaire à sa réussite. Cette approche s'engage à réunir des compétences professionnelles liées à un travail et des attributs personnels nécessaires à sa réalisation[516]. Durant l'entretien, Carmen nous décrira quelles sont les attentes qu'elle cultivait à l'endroit de ses camarades – en particulier des autres quartiers-. Une déception qui s'inscrirait à l'origine de son retrait partiel (puisqu'elle n'est pas partie) du mouvement. Elle attendait une plus forte contribution au fonctionnement de la cantine, à la hauteur de ses propres efforts. C'est pour cette raison qu'elle a retiré l'usage du local au MTD[517]. D'après son récit, elle a mis plusieurs mois avant de rendre cette décision effective. Un *compañero* a offert d'ouvrir sa maison pour accueillir la cantine. À aucun moment, durant nos entretiens, elle n'a considéré qu'une répartition différente du travail au sein du foyer, aurait pu améliorer le partage des tâches et la libérer ainsi de certaines obligations tout en continuant à accueillir la cantine. Quand nous lui posons la question, elle insiste pour que ses enfants accompagnent leur père travailler sur les chantiers ou encore, que les plus

[516] Les pratiques dites du *care* tendent à reconnaître la professionnalisation des activités associées à des compétences naturalisées comme étant féminines. Ainsi, le savoir-faire requis ne semble saisissable qu'alors, quand il est absent. Ces travaux réhabilitent la place du 'souci des autres' dans l'appréhension du monde social (Laugier et Paperman, 2006 ; Paperman, 2008).

[517] Chacune des activités et des ateliers de travail ont dû être déplacés vers d'autres espaces, chez les habitants.

jeunes aillent à l'école. Ils ne peuvent donc l'aider à accomplir les tâches que lui impose le fonctionnement de la cantine au sens large, comme lieu de réunion. Autrement dit, si elle consacre du temps au mouvement, c'est aussi dans un rôle de ménagère, qu'elle continue d'exercer et qui semble la consacrer gardienne des lieux. Elle peut intégrer les nouveaux rôles nécessaires au fonctionnement de la cantine et de l'organisation dans la mesure où ceux-ci n'entravent pas le bon déroulement de ses activités de ménagère. Il s'agit d'une seule et même activité qui, dans un contexte, est une occupation et dans l'autre, le MTD, est un travail. Néanmoins, la notion de travail féminin, sous la forme de travail complémentaire, apparaît, ici, contestée (**contestable ?)**. Son travail n'est pas complémentaire, parce qu'il est destiné à satisfaire ses besoins primaires propres et ceux de son foyer.[518]

La description réalisée par Carmen est rétrospective[519] puisqu'elle intervient après qu'ait été fermée la cantine, empreinte d'une certaine déception, ses efforts n'ayant pas été récompensés par manque, dit-elle, de *compañerismo*. En d'autres termes, elle est la trace d'un moindre dévouement en termes de temps et d'argent. Elle estime que sa contribution au collectif, notamment le prêt du local sans frais, n'a pas été reconnue à sa juste valeur. Notamment, lorsque certains éléments du local se sont détériorés, elle a réclamé de Julia, en tant que déléguée de Berazategui, de l'aider à financer ses dépenses ponctuelles mais sans résultats aucuns. Son mari – dit-elle- a dû les réparer lui-même et avec son propre argent. [520]

Les cantines fonctionnent toujours avec une part de débrouille

A plusieurs reprises, nous avons mangé, pendant les blocages de routes ou dans les cantines, chez les militants, en famille. Le plus souvent, on a partagé les repas collectifs toujours préparés avec une part de débrouille. Le *guiso* est le repas le plus souvent servi lors des *piquetes* mais aussi dans les cantines[521]. Le *guiso* est une potée notamment à base

[518] L'analyse des dépenses des foyers proposée par Aguirre (1997) mentionne que, parmi les différentes composantes sociales, les femmes dépensent la grande majorité de leurs revenus en nourriture, suivi de l'achat des produits ménagers et des vêtements.

[519] Nous l'avons aussi rencontré une année auparavant alors que la cantine était encore installée chez elle. A l'époque, elle décrivait le temps passé avec ses camarades comme un temps de partage et elle soulignait la nouvelle sociabilité qu'elle avait connue grâce à sa participation à l'organisation.

[520] Elle attendait une aide financière de la part de la déléguée et des autres quartiers dont les réunions de délégués se déroulaient dans son local pour pouvoir s'acquitter de ses dépenses collectivement. Quant aux délégués, ils ont considéré que c'était au groupe de Berazategui de réparer le local et d'ailleurs, ils ne disposent pas des ressources collectives susceptibles de financer les dépenses de l'organisation.

[521] Lorsque les cantines ont accès à des programmes alimentaires plus importants, l'alimentation est plus variée et la quantité de viande plus importante.

de riz, de pates ou de lentilles à l'origine avec des morceaux de viande de bœuf. Quand les ressources ne le permettent pas, celle-ci est remplacée par d'autres éléments qui ne sont pas équivalents mais qui rendent le repas plus copieux et plus goûteux. Dans les *guisos* des cantines, la viande peut être remplacée par des boyaux, des viscères de poulet, ou encore des os de poulet[522]. Mais tous les *guisos* ne se valent pas. Un excellent *guiso* contiendrait une certaine variété de légumes (variable en fonction des régions, des pommes de terre, des carottes, des oignons, du maïs). En revanche, dans des *guisos*, plus pauvres, une ou deux cuillérées de substitut de viande -ou même de la viande hachée- sont parsemées dans un plat de pates à l'huile et avec un peu de tomate.

Carmen, à l'instar d'autres responsables des cantines, a suivi des cours pour apprendre à préparer le soja et à faire notamment des *milanaises*, la présence de ces protéines pouvant atténuer l'absence de viandes. Mais cela ne change pas l'importance de la viande (ou son absence) qui, en Argentine, est perçue comme l'ingrédient le plus important des repas. Dans certains usages, *la comida,* désignant ordinairement le repas, est utilisé comme synonyme de viande[523]. On décèle cette priorité dans les évaluations qui ont été réalisées dans ses substitutions : « tu mange *au moins* du poulet » ou bien dans l'exclamation en pleine assemblée sur le fait qu'il « faut faire quelque chose parce que cela fait trop longtemps qu'on ne voit pas de viande dans nos cantines ». Dans la mesure où il s'agit de leur repas principal, la rareté ou l'absence totale de cette viande dans les menus de la cantine est plutôt mal vécue par les membres qui la considèrent comme une grande injustice. Ne pas avoir accès à la viande dans un pays dans lequel la consommation de la viande équivaut à bien manger – et qui en est exportateur de surcroît, – devient la manifestation d'une exclusion. Aguirre (1997) analyse le « patron alimentaire rioplatense » comme une consommation homogène traversant les différentes couches sociales jusque dans les années 1990 lorsque celui-ci a commencé à faire apparaître une polarisation. Les carences en fruits et légumes ne semblent pas être suffisamment pondérées (184). Dans les composantes sociales les plus démunies, elles induisent un important manque de vitamines, de minéraux et de fibres. En revanche, le manque de viande apparaît, au plan symbolique, plus pesant. Aguirre argue qu'il s'agit de la quantité de viande socialement établie qui fait défaut. La viande de bœuf peut être souvent compensée du point de vue nutritionnel par d'autres sources de protéines. Ainsi, l'auteur estime-t-elle que tout en ayant combiné ses ressources de la manière la plus optimale

[522] Les os de poulet ne sont pas mangés mais on les utilise pour récupérer les petits morceaux de viande que l'on plonge et qui donnent du goût à la cuisson.

[523] Aguirre (1997) souligne cette caractéristique comme un trait propre au « patron alimentaire rio-platense » dans la population du GBA.

possible pour établir un régime équilibré, la consommation de viande demeure insuffisante pour satisfaire ce qu'elle appelle « la faim du signifiant *carne* ». (185). Il ne s'agit pas, ici, seulement, de pouvoir manger une certaine quantité de viande mais surtout de partager un comportement alimentaire identifié à l'appartenance à la société qui l'a inventé, celle attachée au mythe de la société d'abondance et de progrès infini. Cette interprétation nous éclaire sur une dimension surprenante de la fin de l'égalitarisme diffus dont nous faisions état en début de thèse. Nos données nous permettent de relever la présence de ce cadre interprétatif, y compris après vingt ans d'évolutions contraires. Les attentes d'inclusion au sein de cette société égalitaire continuent d'exercer une pression sur la motivation des individus à agir collectivement. D'autre part, la mise en œuvre des pratiques de production autonome à partir des jardin-potagers permet de dégager l'introduction de la valeur de la diversité alimentaire, là où manger de la viande continue à être considéré comme synonyme de bien manger.

Dans le quartier de Don Orionne, on a constitué une commission de *mangueo*. Au début, les *vecinos* ont réclamé auprès des commerçants du quartier mais, la cantine, se développant, cela n'a plus suffi. Une fois par semaine, le groupe de *mangueo* se rend au marché central pour récupérer des fruits et des légumes. Pedro est le responsable du groupe et il cherche à apprendre à ses camarades, à leur enseigner la « débrouillardise ». Par ailleurs, les aliments recueillis par le mouvement sont essentiellement des aliments non périssables, contenant donc, peu de légumes. Les quantités varient selon la distribution qui en est faite par les mairies mais d'ordinaire, les aliments fournis aux organisations de *desocupados* sont le riz, les pates, l'huile, le lait en poudre, la *yerba*, le thé, le sucre, la confiture. Cela est complété, dans certains cas, par des lentilles et des conserves de tomate ou de petits pois et du pâté. D'où la préoccupation qui est celle de chaque cantine en matière d'approvisionnement en produits frais, afin de compléter leur alimentation. L'achat de viande hachée qui est rajoutée à des *guisos* ou la demande auprès des industries locales – notamment les abattoirs de proximité, est pratiqué de manière ponctuelle. Les légumes des potagers viennent, également, compléter les repas.

Le fait de compter sur un espace propre à l'organisation conditionne aussi l'appropriation de l'espace en termes des contributions à réaliser lorsqu'il est question d'une contribution en argent. Le « manque de *compañerismo* » décrit par Carmen, dans la section précédente, s'oppose à nos observations relevées dans d'autres cantines dont les locaux n'appartiennent pas à un membre de l'organisation de *desocupados* mais au

collectif. Tel est le cas de la cantine de Pedro[524] dont nous avons suivi l'état d'avancement de la construction au fil du temps, grâce au travail des membres. Tel est également le cas de Berisso, où les membres travaillent pour réparer la construction. Toutefois, au-delà de l'apport régulier -entre 4 et 7 *pesos* par allocataire fonction de l'organisation et du quartier- nous n'avons pas relevé l'existence de contributions en argent mais en travail pour récolter de l'argent[525] et acquérir les matériaux nécessaires.

Le groupe de cantine de Berisso NY travaille tous les jours, du lundi au vendredi, et prépare un repas pour cinquante personnes[526]. Il est composé de huit membres comprenant six femmes et deux garçons. Les membres de l'organisation retirent les repas, le soir, pour les ramener à la maison ; seuls quelques-uns les mangeaient sur place[527]. Il y a aussi plusieurs *vecinos* non-membres qui y achètent un bol au prix d'un *peso*, une contribution versée qui sert à l'achat des produits frais. Au début, les repas étaient payants pour tous, mais toujours à de très faibles prix, un *peso* pour un bol familial. Cet argent était destiné à se procurer des provisions fraîches et une bonbonne de gaz par mois non utilisée pour tous les repas afin d'en prolonger la durée. Ce faible prix était rendu possible grâce aux dons des commerçants, à l'approvisionnement par la Mairie et le jardin potager entretenu par le mouvement.

Les repas de la semaine étaient composés à partir d'hydrates de carbone – de pates, de la polenta fournies par la mairie- accompagnés de légumes – ceux du potager ainsi que d'autres achetés, notamment des pommes de terre- et un peu de viande, notamment de la viande hachée – achetée- ou des menus de poulet – donné par les commerçants du quartier[528]. Nos données ne nous permettent pas de mesurer quel est l'apport exact du jardin potager à la cantine en termes de consommation journalière de légumes recommandée. Néanmoins, l'estimation de Lola consiste à mettre en exergue la complémentarité de la gestion du potager et celle de la cantine ainsi qu'à exhorter à la diversité des repas. Les légumes étaient récoltés au fur et à mesure de manière à en avoir toujours un peu. Elle met en avant la variété des légumes :

[524] Cette cantine est située dans un quartier périphérique.
[525] Notamment, des journées culturelles ou festives durant lesquelles on vend des aliments et boissons.
[526] Selon les différents moments envisagés, le nombre de personnes qui se rendait à la cantine était plus important. Entre 2003 et 2004, on en dénombrait environ une centaine. En 2005, le local où fonctionnait la cantine a été rendu à sa propriétaire et le local trouvé en remplacement – plus petit- est, lui, seulement destiné à donner le goûter. Le programme qui finançait la cantine a été affecté à un autre quartier.
[527] Il s'agit de deux hommes qui habitent seuls dans des pensions du quartier. La cuisine du mouvement leur permet de ne pas manger seuls dans leurs chambres respectives.
[528] Une des cuisinières explique que lorsque la boucherie prépare des poulets farcis, les commerçants donnent les parties qu'ils n'utilisent pas.

> Nous avions un très beau jardin potager. Beaucoup de belettes [une superficie estimée à environ 12X12m]. Nous avions un peu de tout, pommes de terre douce [3X3m], beaucoup de tomates [6X6m]. Nous récoltions les belettes et immédiatement, nous plantions autre chose, des cols, des oignons, des citrouilles et des courgettes. Cette année, nous avons fait de tout, des laitues, du maïs, des radis, y compris des aubergines ![529]

Lola clôt son énumération en évoquant, néanmoins, la consommation typique du patron local :

> Certaines choses venaient davantage. La tomate poussait beaucoup. Mais tu ne peux pas faire une année de tomates. Ça dure quelques mois, quelques mois avec chaque chose. Le maïs aussi, on le coupait et on le mélangeait au riz. Les enfants mangeaient très bien, on leur préparait des steaks hachés avec de la salade et de la tomate[530].

L'abondance décrite par Lola finit par mettre en exergue la consommation de viande. Alors que les *guisos* trouvent, souvent, dans les cantines d'autres sources de protéines, ici, durant la période de fonctionnement du programme FOPAR[531], la viande redevient un composant important du plat principal[532]. Bien qu'elle apparaisse sous sa forme la moins coûteuse, elle garantit une portion d'environ 100 grammes de viande. Garnie avec de la salade et de la tomate, elle réintroduit le patron de consommation local. Cette mention semble renvoyer non seulement à une bonne alimentation, laquelle est rendue possible par l'abondance des légumes, mais plus largement par la possibilité de retrouver un élément d'appartenance sociale, par le fait de bien manger et de manger ensemble autre chose que des *guisos*.

[529] Lola, MTD Berisso.Teníamos una huerta hermosa. […] Suponé que esta habitación, todo lo que es pasillo y la otra era todo acelga, [12X12] después teníamos batata todo esto, la mitad de la pieza [3X3] y después una parte también así grande teníamos tomate, y sacábamos la acelga y en seguida plantábamos otra cosa, coliflor, repollo, tomate, cebolla, ese año hicimos de todo, rabanito, zapallo, calabaza, hasta plantábamos la berenjena, las semillas las traian [de la facultad].

[530] Lola MTD Berisso. Hay cosas que venían más, el tomate venia bien. Pero tampoco podías hacer un año de tomate. Duran meses, unos meses de cada cosa. el choclo también se le cortaba y se le ponía en el arroz. Les hacíamos *pati* con tomate lechuga. Los chicos comían bien en el comedor.

[531] Le FOPAR (*Fondo Participativo de Inversión Social*) est un programme social proposé par le MDS : 70 % des ressources financières du programme proviennent des prêts de la Banque mondiale et 30 % sont apportés par les « partenaires locaux ». Parmi ces derniers, figurent les gouvernements nationaux ou locaux ou même les exécuteurs des projets du programme, notamment des ONG et des associations civiles qui forment les mouvements de *desocupados*. De ce fait, le FOPAR constitue un programme caractéristique de la méthode d'intervention sociale des organismes internationaux qui finance des projets et prône la « participation des bénéficiaires » à ceux-ci.

[532] Le repas des enfants est également et alors accompagné d'un yaourt et de fruits au dessert. Autrement dit, des produits frais achetés que le groupe ne pourrait pas acquérir sans le soutien du FOPAR.

Par rapport au patron alimentaire *rioplatense* désigné, il est intéressant de remarquer que la culture du jardin permet de cultiver une plus ample diversité alimentaire que celle prescrite par celui-ci. Elle répond aux besoins réels de la consommation en légumes dont l'achat est coûteux. Son récit permet d'entrevoir la fierté qu'elle retire de la possibilité de consommer une bonne alimentation fruit du travail collectif. S'éloignant de la stricte consommation de viande, « bien manger » est également associé à la consommation abondante de légumes. Sa fierté est d'autant plus manifeste qu'il est aussi question de donner à manger aux enfants.

Quand les débrouilles débouchent sur un financement institutionnel

Au cours de l'année 2004, le dossier de soutien à la cantine a reçu le soutien du MDS. La participation au FOPAR a conduit le groupe à répondre aux nouvelles exigences formulées par le gouvernement national. Informés par la Mairie de la possibilité qu'ils avaient de participer à ce programme, deux membres ont commencé à se renseigner. La durée prévue de ce programme est de six mois renouvelable deux fois. Afin de monter le dossier, les membres ont dû signer un contrat de prêt avec la propriétaire du local. Ils ont dû créer, sur le plan juridique, l'organisation – sous la forme d'une association civile- et désigner des responsables légaux de la gestion de la cantine, créer une « commission du FOPAR[533] » pour gérer le programme, présenter des devis pour les éléments à acheter, (frigos, cuisine, casseroles, vaisselle) et des travaux à entreprendre dans le local (réparation du toit et installation du gaz). Bien que non convaincus du résultat, plusieurs membres s'en sont occupés et ont suivi les indications de l'administration du programme afin de faire aboutir leur demande de financement de la cantine par le FOPAR.

Cet investissement dans la gestion du programme n'est pas considéré comme un travail à part entière par ceux mêmes qui s'y adonnent. La gestion ou les activités des délégués en général constituent un travail similaire à celui réalisé par l'administration. Lorsque nous posons la question du travail nécessaire au fonctionnement de la cantine, les différents participants se bornent à décrire leur participation à la préparation des repas et au nettoyage des locaux. Le travail administratif n'est apparu qu'à la suite de plusieurs conversations comme une activité ad-hoc ; tout se passe comme s'il s'agissait d'une

[533] La commission est composée de huit membres qui contrôlent l'usage de l'argent. Les factures d'achats sont, par la suite, adressées à la Mairie.

activité exceptionnelle alors qu'elle a lieu, de manière renouvelée, tous les mois. Par exemple, une fois le projet approuvé, Emilia a ouvert un compte pour les achats chez un grossiste local. Et elle s'y rend tous les mois. Néanmoins, l'activité d'administration de ces fonds ne semble pas considérée comme un travail à part entière. La prééminence de la conception de travail sous sa forme manuelle ou effort physique semble perdurer en dépit de l'insistance des militants à postuler le contraire.

Au sein de la cantine, l'aval donné au projet du FOPAR du gouvernement est le signe d'une transformation sur la quantité de ressources, les personnes qui se rendent à la cantine et la manière de s'organiser. Le programme FOPAR est orienté vers les enfants du quartier, la cantine, elle, est ouverte aux *vecinos*. Pendant douze mois, la cantine de la NY a été financée par le programme national FOPAR qui a fourni les ressources nécessaires au fonctionnement de celle-ci. Au début, le travail de la plupart des membres était nécessaire à son fonctionnement. À l'activité des repas, se rajoutait celle de la recherche des ressources, y compris des aliments et du bois, activités que réalisaient les hommes de l'organisation. Depuis l'obtention du financement du FOPAR, il n'est plus obligatoire d'effectuer certaines tâches, notamment en ce qui concerne la récolte de dons auprès de commerçants locaux ou l'utilisation du bois[534]. Le financement du FOPAR prévoit la mise en œuvre d'une cantine pour enfants. Les enfants du quartier mangent sur place, en compagnie de leurs mères.

Les ressources sont partagées avec deux autres quartiers de sorte à ce qu'elles puissent couvrir le plus possible de personnes. Ce qui en résulte est un peu paradoxal ; en dépit, en effet, de l'augmentation des ressources d'après certains membres, il s'avère qu'« avant le FOPAR, c'était mieux car nous étions plus unis ».

Emilia est membre de la commission du FOPAR. Entre la préparation du dossier et son approbation, plusieurs mois se sont écoulés. Peu de temps après, elle a retrouvé un travail dans un restaurant. Elle est peu présente dans le quotidien de l'organisation ; elle a dû s'absenter de la cantine et de l'assemblée parce que les horaires se chevauchaient avec ceux de son propre travail. Etant la responsable de la trésorerie, elle a néanmoins continué à passer les commandes auprès du fournisseur local avec l'un de ces *compañeros*. En raison des absences des *mercaderia,* tous les deux ont été accusés de « bouffer l'argent » du programme. Informée de cette accusation, Emilia a dû se rendre devant la Commission et l'assemblée, et a failli tout abandonner afin d'éviter « ce type de problème », autrement dit, se retrouver en situation de suspecte « alors qu'elle n'a rien fait ». La Commission du

[534] La combustion à bois est toujours utilisée mais de manière complémentaire.

FOPAR s'est réunie, elle y a présenté les factures des achats. Emilia s'est justifiée mais la tension n'est pas complètement retombée La solution adoptée a consisté en la fermeture à clef de la porte de « la chambre » de stockage de nourritures sans avoir fait toute la lumière sur l'identité du responsable (ou des responsables) des absences des produits. Emilia et deux autres compañeros détiendront la clé. Le fait qu'elle continue à être responsable de la cantine et que lui soit même confiée une des clés, semble indiquer que ses justifications, assorties de la présentation des comptes des commerçants, a été reçue valablement. La gestion de l'argent semble, néanmoins, éroder la confiance des membres.

Cette crise survient six mois après le début du programme FOPAR, et un peu avant la première évaluation des comptes par le programme. Elle est susceptible de compromettre le second versement. Lors du contrôle de l'administration, la cantine ne fonctionnait pas à cause de ces conflits (et du manque de nourriture), le groupe a donc failli perdre le financement. Un mois plus tard, le travail d'Emilia, au restaurant s'atténue. Dès lors, on ne fera appel à elle que pour des remplacements, ce qui lui permet de renouer avec le fil de ses activités dans le mouvement. Sa disponibilité envers le mouvement est variable[535]. Ainsi, la participation aux différents programmes gouvernementaux requiert-elle davantage de continuité ou d'intensité (puisque au fil du temps Emilia ne s'est pas – encore- désengagée) en termes de présences que lorsqu'elle trouve un travail.

Plusieurs études réalisées sur l'économie sociale (Dussuet et Lauzanas, 2007) analysent les organisations de la dite économie sociale sous l'angle du passage à un fonctionnement plus formalisé. La mise en place d'un type d'organisation plus « professionnel » s'avère, en effet, souvent, nécessaire au fil du temps, notamment lorsqu'il s'agit de faire appel à de nouvelles sources de financement. La mise en œuvre de méthodes standardisées entre les différents membres du réseau, ainsi que le recrutement de salariés, sont les clés de ce travail de formalisation. Faute d'un salaire permettant de se consacrer davantage à la gestion des projets avec le gouvernement et soumise à des fluctuations et instabilités également liées à ces conditions de travail, la pérennité des projets semble souvent mise à mal.

Si la cantine travaille toujours dans une ambiance conviviale, les réunions de la commission du FOPAR ont lieu, elles, cependant, dans un climat de travail qui, comme nous le verrons, laisse transparaître des tensions. L'enjeu attaché à celles-ci touche à la continuité de l'activité de la cantine. C'est peut être ces tensions qui s'inscrivent à

[535] Emilia continue de rechercher un travail et de répondre aux différentes possibilités qu'on lui propose.

l'origine des regrets du délégué, Andrés, quand il considère qu'avant le FOPAR, la cantine disposait de moins de ressources, mais que le groupe était plus uni.

La *Commission du FOPAR*. Suivi gouvernemental et contrôle des membres

A la fin de l'assemblée, une réunion de la *Commission du FOPAR* a été convoquée par Andrés afin de discuter du dossier de financement de la cantine. Au local, le lendemain, dès neuf heures, plusieurs membres étaient présents. Ils saluent l'équipe de l'atelier de cuisine qui est là, en train de travailler. Les membres de la Commission attendent Emilia.

Andrés n'est pas membre de la Commission mais il a dû se rendre devant elle en raison de problèmes récents. Dans l'attente que la réunion commence, il a proposé de discuter des thèmes abordés par l'assemblée, la veille. Certains membres ne sont pas venus. Il a également commenté le bilan d'une réunion de *mesa* qui s'était tenue avec d'autres groupes de *desocupados*. Ainsi, un délégué les a-t-il informés des sujets qui ont été traités. En procédant de la sorte, il incite ceux qui y étaient présents à raconter ce qui a été dit à propos des différents thèmes. Andrés intervient souvent sur ce ton pédagogique, propose de préparer des *mates* et aide à créer une ambiance amicale. Lola résume sommairement les discussions de l'assemblée. La discussion est entamée lorsqu'Emilia arrive au local du MTD accompagnée de son fils cadet, âgé de deux ans. Elle parle avec une jeune fille de l'atelier de cuisine qui, est demeurée dans l'autre extrémité de la cour. Nous ne l'entendons pas lancer de bonjour général. Elle ne fait guère allusion à son retard conséquent, il est d'une heure, mais elle annonce :

> « C'est aujourd'hui qui l'argent est arrivé » J'ai commencé à rembourser les dettes que j'avais [des achats à crédit sur les comptes des commerçants locaux] »[536].

Après une telle irruption, elle traverse la petite cour et rentre dans la cuisine avec son fils. Elle parle avec la fille qui est présente, et prend des *tortas fritas* et en donne à son fils. Dans la cuisine, elle raconte ce qui s'est passé lorsqu'elle est allée payer ses dettes. Elle affirme que c'est ce qu'elle vient de faire. Nous trouvons peu probable, cependant, que l'argent soit arrivé le même jour. Les banques ouvrent, en effet, à dix heures. Et c'est à cette même heure qu'elle est arrivée au local mais personne n'entreprend de faire de commentaires à ce propos. Son annonce à la première personne « j'ai payé les dettes que

[536] Emilia, MTD Berisso. E : Bajo la plata. Ya empecé a pagar lo que tenia pendiente.

j'avais » explique, en partie, les motifs de suspicion qui pèsent sur elle. Elle gère le compte bancaire presque toute seule. Bien que nous ne doutions aucunement de son honnêteté, nous relevons que le contrôle de l'organisation sur les mouvements enregistrés sur le compte n'est pas systématique et n'intervient que lorsque des conflits surviennent, comme à présent.

Andrés lui demande d'expliquer les tenants et aboutissants du projet du FOPAR, les pièces qu'il faut produire pour les autorités, etc. Emilia explique qu'une inspection de la municipalité a eu lieu et que cette semaine là, il n'y avait pas de cantine. Ils devront donc lui écrire une lettre pour en produire les raisons. Ils peuvent se justifier grâce à l'intervention de quelqu'un qui travaille au FOPAR dans la municipalité et aurait expliqué à Emilia la manière dont elle et ses camarades pourraient procéder.

Les membres de la Commission du FOPAR quittent la cour où ils s'étaient installés. Ils se dirigent, à présent, vers le local principal, « s'assoient » autour d'une table et la réunion débute. Emilia est en tête de table. À ses côtés, on trouve Lola et Sandra. En face d'elle, il y a Hugo et à ses côtés, Andrés, qui ne fait pas partie de la Commission, et, enfin, nous-mêmes. L'un des membres de la Commission, le Président, n'est pas présent. Ils sont tous âgés de moins de 30 ans à l'exception de Lola, proche de la cinquantaine.

Emilia sort de son sac une pochette en plastique dans laquelle elle rassemble la documentation. Elle lit la dernière lettre que le groupe avait adressée aux autorités du programme afin de reproduire la présentation. Elle n'a pas de papier, nous lui prêtons donc une feuille détachée de notre cahier[537].

Elle explique ce qu'il faut dire d'après les conversations qu'elle a eues avec l'employé du programme. Depuis le 10 décembre, la cantine pour enfants a été fermée, il n'y avait plus en effet d'argent pour acheter des provisions fraîches. Dans la lettre, cependant, rédigée en ce moment, ils affirment aux autorités du FOPAR que le mouvement a dû fermer la cantine en raison d'un problème de sanitaires, (ce qui apparemment est également vrai, les toilettes sont interdites mais ce n'est pas pour cette raison que la cantine a été fermée). Emilia rédige la lettre au fur et à mesure de la discussion. Sandra et Lola donnent leurs avis et participent aussi à sa rédaction. Hugo écoute les discussions avec attention mais n'intervient pas. Au moment de signer la lettre, une tension se fait jour. Emilia lit la version finale et rajoute :

[537] Nous n'avons pas vu de cahiers dans le local du MTD ni chez Emilia. Les comptes étaient consignés sur des feuilles volantes. Pendant l'assemblée, seul le coordinateur, qui est en charge du suivi administratif des allocations, en avait un. Souvent, nous avons apporté notre cahier et on nous a demandé des feuilles à plusieurs reprises. Le fait de circuler avec un cahier nous rapproche des étudiants militants.

Emilia : Après, on met ma signature et celle du Président.
Andrés : Quelqu'un d'autre peut-t-il signer ?
Lola : Non, nous sommes que pour le décor – *Nosotros estamos de figurita no más*
E : Bon, la lettre est faite, en tout cas, il la signera après. Il n'est pas urgent car on a parlé avec Carmelo, [un employé de l'administration].
A : La lettre oui, maintenant, il faut voir ce qui se passe avec le FOPAR
E : Ceci est le second versement. Puis, il y aura un troisième versement, mais il faut bien garder (*cuidarlo*) cet argent, le faire durer.
A : Quand est-ce que l'activité de la cantine va-t-elle recommencer ? Vous avez prévu qui va venir cuisiner ? Vous avez déjà prévenu les enfants ?
E : Les enfants le savent dès que l'on commence ! [*gênée par les questions, elle tente d'éluder celles-ci*]. J'ai déjà aussi acheté pour le quartier *del Carmen*
A : Ça serait bien de leur donner leur part au plus vite, parce que ce sont bientôt les fêtes (Noël) et il se peut qu'ils n'aient pas de provisions. Hier, lors de la réunion de *mesa* des quartiers, je leur ai dit que l'argent n'était pas encore arrivé. Ils disaient que nous voulions le leur « piquer ». [un bref silence] Quoi d'autre ?
E : Je ne sais pas.
A : Combien d'argent a-t-on versé/descendu ? [*bajaron*]
E : 12 000 *pesos*.
A : Et pour combien de mois ?
L : 4 ou 6 mois.
A : Et qu'est qu'on est censé faire avec ?
E : Nous faisons les achats ensemble [entre les différents quartiers]
Sandra : [se tournant vers Emilia] Ne charge pas tout sur tes épaules.
A : Est-ce qu'on va nous apporter les provisions jusqu'ici ?
E : Il faut voir.
A : Il faudrait leur demander
E : Il faut faire la liste de « boulangerie » de tout ce qu'il faut. [538]

Personne n'émet d'objection ni ne rajoute de commentaires. Ayant lu le brouillon, Emilia commence à réécrire la lettre sur la feuille. Lola et Sandra demeurent présentes pendant qu'elle écrit. Le groupe a fait valoir la nécessaire réparation des installations sanitaires, ce qui a été fait mais ce qui n'était pas le motif véritable de la fermeture de la cantine ce dernier mois. Andrés et Hugo retournent vers la cour et la cuisine. Quelqu'un de la cuisine arrive et laisse un papier sur la table et repart sans rien dire. C'est la liste des

[538] Réunion de la Commission du FOPAR. MTD Berisso. E : Después yo firmo y va la firma de Marcos. A : *No puede firmar otro ?* Lola : No, nosotros estamos de figurita. E : Bueno la carta ya esta. Que Marcos firme después. Total ya hablamos con Carmelo. A : *La carta, si. Pero hay que ver qué pasa con el FOPAR*. E : Este es el segundo giro. Después hay un tercer giro, pero hay que cuidarlo, que dure. A : *¿Cuando van a empezar con la cantina ? ¿ya vieron quien va a cocinar ? ¿Le avisaron a los pibes ?* E : Los chicos ya saben ni bien empezamos ! También hice el pedido para del Carmen. A : *Habría que avisarles. Van a ser las fiestas y capaz no tienen nada. Ayer en la reunión de mesa les dije que la plata todavía no había llegado. Ellos están pensando que se lo queremos hacer.* […] *¿Qué mas ?* E : No se… A : *¿Cuanta plata bajaron ?* E : 12 000 *pesos*. A : *Y para cuanto tiempo dura ?* Lola : cuatro a seis meses. A : *¿Y Como lo manejamos ?* E : Compramos todo junto ; Lola : No te cargues vos con todo. A : La mercadería la traen ? E : Hay que ver. A : Habría que pedírselo E : Hay que hacer la lista de lo que hace falta en la panadería.

produits manquants. Claudia la lit à haute voix. Andrés ne revient pas. La réunion semble être terminée sans qu'il n'ait été prononcé d'au revoir particulier. Emilia se rapproche de la cuisine pour se renseigner sur l'autre personne qui serait susceptible de signer la lettre et de l'adresser au plus vite aux autorités.

Avant l'arrivée d'Emilia – dont Lola se plaint du retard- le groupe paraît peu animé. C'est Andrés qui tente de profiter de la présence des certains membres pour discuter de ce qui avait été dit la veille durant l'assemblée, ou même avant, lors de la réunion de mesa à laquelle il s'était rendue. Lola et Emilia manifestent un peu d'animosité, en dépit de notre présence à différents moments de la discussion. Lola se plaint d'être uniquement présente « pour le décor ». Elle fait reposer sa plainte sur le fait que, dans le fonctionnement légal de l'association, seules les signatures du Président et du trésorier ont valeur légale. Le fonctionnement effectif, néanmoins, ne dépend pas de cette structure. Par exemple, Andrés convoque et anime la réunion alors qu'il n'y est pas inscrit. La plainte de Lola semble, en fait, plutôt se rattacher à la manière dont Emilia gère le FOPAR, c'est-à-dire de manière trop individuelle, sans prendre en compte les autres (elle se serait rendue à la banque et aurait commandé les produits alimentaires toute seule). Nous relevons, également, ce type d'allégations dans une remarque de Claudia qui, plus amicalement, lui propose son aide « Ne charge pas tout sur tes épaules » lui a-t-elle dit. Leur présence, et celle de certains de ses *compañeros,* ne revêtirait pas un caractère obligatoire aux yeux des autorités municipales mais elle compte parmi les membres dans la mesure où ils posent des questions et qu'Emilia se doit de leur fournir des explications. En dépit du malaise que peuvent susciter, chez Emilia, les interrogations d'Andrés, ainsi que ses suggestions sur le fonctionnement de la cantine, elle répond aux questions.

En effet, par moments, l'intervention d'Andrés ressemble à un interrogatoire. D'ailleurs, il est le seul à poser des questions, en dépit du silence, personne d'autre ne prend la parole. Néanmoins, le silence des autres membres peut s'entendre – dans certains cas- comme l'expression d'une connaissance en détail du fonctionnement de programme liée à leur participation plus permanente dans cette Commission alors qu'Andrés est le seul à ne pas participer, ordinairement, aux réunions du FOPAR. Certes, Emilia est la seule à connaître le montant exact du versement, mais Lola et Claudia montrent toutes deux qu'elles sont familiarisées avec les achats, le mode de distribution de ces ressources et leur gestion à différents moments du dialogue (Lola sait combien de temps ils peuvent compter sur cet argent, Claudia connaît la manière de procéder d'Emilia et lui offre de l'aider).

D'ailleurs, Andrés, qui a participé à la réunion de *mesa*, connaît les besoins exprimés par les autres groupes ainsi que leur méfiance liée à l'absence des ressources. A travers ses questions, nous voyons qu'il connaît également les écueils à éviter dans la gestion des programmes et qu'il tente de relancer une dynamique collective, axée sur les démarches réalisées par Emilia (« quoi d'autre ? » lance-t-il suite au silence du groupe pour relancer la discussion).

La tension observée entre Lola et Emilia ou entre Emilia et Andrés laisse supposer que le groupe est certes parvenu à partager des lieux de travail et de décision, mais que cela n'a pas pour autant débouché sur un travail de coordination collective. Les responsabilités incombent principalement à Emilia qui, bon gré mal gré, a pris en charge une grande partie de la gestion du programme. La confiance mutuelle a été mise à l'épreuve suite à la survenue d'événements récents, notamment ses absences et le manque de nourriture. La dimension des cantines comme forme de sociabilité perd de son importance. En tant que cantine gérée par le groupe lui-même, elle pourrait fonctionner comme un lieu de travail, au sens où leur présence et les activités qu'ils y réalisent sont justifiées par la seule motivation de bien faire fonctionner la cantine plutôt que par leur sens de l'amitié ou de la solidarité. Mais les dysfonctionnements observés ne permettent pas d'initier une telle dynamique. Les responsabilités de chacun des membres ne sont pas clairement connues. La tentative d'Andrés d'imposer la prévision et la répartition des tâches ne semble pas avoir été prise en compte. Plusieurs de ses interventions commencent par « il faudrait », mais elles demeurent sans suites. Néanmoins, le moment venu, « chacun saura quoi faire ». D'une part, les enfants sauront que la cantine fonctionne à nouveau et d'autre part, que les membres seront présents à leur poste de travail. Tout se passe comme si un refus de formalisation n'empêcherait aucunement la cantine de fonctionner mais tendrait plutôt à générer des tensions internes qui mineraient la possibilité de développer davantage le projet et d'améliorer le climat de travail. Comme nous l'avons constaté lorsque nous avons entrepris de caractériser ce qu'est un « bon délégué », les exigences de transparence à l'œuvre dans la gestion des ressources sont présentes dans la totalité des MTD. Elles semblent s'exprimer avec plus de force lorsqu'elles émanent de ses *compañeros* que lorsque le contrôle des projets est exercé par l'État. Un entretien et une lettre explicative peuvent alors suffire pour débloquer des fonds[539]. La mise au jour, cependant, des

[539] Nos avons relevé la complexité des instances administratives dans la formulation des PTT où interviennent plusieurs niveaux de l'État, local, provincial et national ainsi que des associations et des organismes internationaux, bailleurs de fonds. Cette complexité affecte, également, le FOPAR conçu sur la base de principes prônés par la BM.

comptes avec le listage des débits ainsi que les réunions successives ne parviennent pas, dans l'immédiat, à restaurer la confiance entre les membres.

En ce sens, l'activité de la cantine n'est pas particulièrement motivée par un esprit de charité. Certes, parmi les membres, certains ont tendance à assimiler leur pratique de l'aide à autrui, notamment lorsqu'il s'agit d'enfants. Il y a aussi une partie des membres qui ne souhaitent pas manger à la cantine et qui préfèrent rentrer chez eux manger. Parmi les militants, il peut y en avoir certains qui possèdent une expérience qu'ils ont acquise dans des *communautés chrétiennes de base*. L'activité, dans la cantine, ne rejoint pas, cependant, les pratiques d'une éthique humanitaire et d'aide au prochain.

Les catégories pratiques qui décrivent le mieux ces activités renvoient à différentes formes d'égalité. Les personnes concernées jugent de leur relations en fonction du degré de l'égalité ; réelle, supposée ou attendue. C'est notamment le cas d'une forme d'égalité fondée sur la même appartenance aux quartiers ; non pas inscrite dans les délimitations administratives, mais plutôt fonction des réseaux de voisinage liés le long d'une rue, autour d'un club de *futbol*, ou d'une école, qui confère un sens local à leur activité. L'égalité apparaît dans l'accès aux biens considérés comme ayant été obtenus ensemble dans le cadre « de la lutte ». L'égalité semble, par ailleurs, instituée dans la prise des décisions du groupe, dont l'absence suscite un sentiment d'injustice tel que celui éprouvé par Lola lorsqu'elle estime qu'elle n'est là « que pour le décor » dans la Commission du FOPAR.

Lorsque les membres eux-mêmes des organisations sont à la fois les actifs, les responsables de la gestion de la cantine, ainsi que la population à la recherche de nourriture, la position des intervenants bascule vers une forme de prise en charge de soi-même. En tant qu'acteurs interpellant les gouvernements locaux et nationaux, la catégorie d'assisté perd de son sens au profit de celle de l'autogestion par les activités développées pour atteindre leurs objectifs. En dépit des difficultés à aboutir à un travail plus formel, les formes d'autogestion instaurées se révèlent une forme de développement des capacités, par exemple celle consistant à écrire une lettre aux autorités, à réclamer un entretien et à y assister, etc.

Les membres des MTD ont été, dans leur grande majorité, éloignés des populations que prend, par exemple, en charge Caritas, mais ils ont souvent connu des formes de distribution matérialisées par un clientélisme politique. Le type de travail, dans l'autogestion, permet à certaines propriétés de se développer, notamment l'estime de soi, les compétences à faire valoir, la critique sociale à faire entendre, les rapports familiers et

relativement familiers au fonctionnement des institutions, etc., qui les éloignent des formes d'exclusion les plus extrêmes et des rapports plus proches de l'assistanat et du paternalisme. Celles-ci n'apparaissent pas toujours préalablement à la formation des groupes. Seuls certains militants peuvent y accéder. Dans le réseau MTD Anibal Veron, la plupart des délégués les ont acquises lorsqu'ils ont adhéré aux organisations.

Par ailleurs, il existe de véritables et importantes différences d'organisation entre les MTD. Comme nous l'avions vu, les relations plus hiérarchiques établies dans le réseau MTD Anibal Veron présentent le risque, selon d'autres MTD, de reproduire des rapports clientélistes. De même qu'il y a des moments, dans le MTD, où la camaraderie prend le dessus, la méfiance qui est souvent cultivée à l'égard des politiciens est ressentie envers des *compañeros*, qui, de fait, ne le sont plus. Ce qui prime alors, comme l'affirmait Carmen, c'est l'absence de *compañerismo*.

D'autres différences procèdent de la composition des habitants qui varie d'un quartier à un autre, et est fonction de la proximité des industries ou des commerces. Ces derniers peuvent être invités à faire preuve de solidarité, en ce qui concerne le fonctionnement des cantines ou à contribuer par des dons précis à la réalisation d'une activité ou d'une « tombola » pour récolter des fonds. L'analyse de Merklen (2002) sur les quartiers populaires compare l'attitude des habitants à celle de chasseurs de ressources dans la ville. Elle consiste en la capacité de reconnaître les ressources et quand et comment les obtenir. Cette capacité semble se révéler, ici, dans l'état d'alerte qui caractérise notamment le groupe de *mangueo*. Elle est investie collectivement, adaptée à des ressources de proximité, et transmise via un savoir-faire générationnel dans lequel les rapports avec l'État local jouent un rôle privilégié. Le conflit n'est jamais trop éloigné mais les rapports de coopération sont aussi réels. Cette capacité se reflète dans le fonctionnement des projets au même titre que dans les accords et les coopérations mutuels. Emilia a assisté aux réunions d'information du FOPAR avec une *compañera* du MTD. Elles ont informé les autres membres de son contenu et suivi à la lettre toutes les indications fournies par les fonctionnaires pour obtenir l'approbation du FOPAR bien qu'elles se méfiaient des résultats.

Résoudre les problèmes des cantines requiert également de négocier avec les autorités locales avec lesquelles les MTD entrent en concurrence pour se partager le territoire. Cette concurrence est souvent utilisée de manière stratégique, afin de permettre l'expression de nouvelles relations et le lancement de négociations pour l'obtention des

ressources au nom du voisinage et de la citoyenneté et pas seulement pour le compte des organisations de *desocupados*.[540]

IV. Les cantines destinées aux enfants. S'occuper des autres

Le goûter

À Berazategui, le groupe du goûter est composé de douze membres. Lors de notre visite, nous en retrouvons sept, dont deux hommes, qui s'occupent du feu à côté du *patio,* ils y font frire les petits gâteaux que vont manger les enfants avec leurs camarades. La maison ou l'on sert le goûter est située dans un quartier périphérique et elle n'a pas non plus d'installation de gaz[541]. Elle est en béton, afin d'y accéder, nous devons contourner le périmètre de la maison, car l'entrée se situe sur l'arrière. Le goûter est servi derrière la maison, dans le patio qui se forme entre l'entrée de la maison principale et l'entrée d'une petite maison en bois, appartenant au second garçon de la fratrie. Le patio ouvert, n'a pas de toit (s'il pleut, l'activité est donc suspendue), le parterre est de béton. Il s'agit de la maison parentale de la déléguée du groupe. Les deux parents sont membres du mouvement, de même que ses deux sœurs qui travaillent dans le groupe du goûter (Les filles ont toutes quitté la maison parentale, seuls deux garçons, célibataires, y vivent encore). La gestion du goûter exige également de gérer les liens familiaux. Les deux sœurs ne s'y rendent pas le même jour afin d'éviter que leurs propres enfants (trois pour chacune d'entre elles) soient à la maison en même temps, ce qui gêne leur mère et « ne leur permet pas de bien travailler ».

Lorsque le groupe a décidé de monter le « goûter », les membres ont fait le tour du voisinage afin d'inviter les enfants. Ils ont ensuite été inscrits sur une liste de présence dont la supervision a été confiée à la déléguée. La liste dénombre trente-deux enfants mais, en général, ils ne sont pas tous présents. Elle sert surtout à calculer la quantité d'aliments qui sera affectée à ce groupe du goûter par le MTD. Durant la préparation, les enfants qui viennent manger un goûter sont dehors, devant l'entrée de la maison. Une des filles ira les appeler lorsque tout sera prêt. Entretemps, depuis 15 heures, dans le patio, sur

[540] La mobilisation de rue se déploie souvent en même temps qu'un ensemble de stratégies de dialogue et de négociation est mené.

[541] Ancien *asentamiento*, le quartier est reconnu par la Mairie. Il y a l'installation électrique ainsi que l'eau potable. Cependant, il n'y a pas de services sanitaires et les rues sont en terre. À 200 mètres, on trouve un club de football où « toute la famille » participe aux activités. Le plus jeune des enfants est, par exemple, en train de suivre une formation d'arbitre qui lui permettra de percevoir un petit salaire.

sa table – qui sera, ensuite, nettoyée et utilisée pour qu'on puisse servir le goûter), Norma, la mère, prépare des petits gâteaux sucrés dont les ingrédients sont récoltés par le mouvement auprès de la Mairie (farine, sucre, lait en poudre, eau et de l'huile pour les faire frire)[542]. Dès qu'une de ses filles lui rapporte les ingrédients, elle prépare la mase toute seule. Les autres membres du groupe se tiennent éloignés, auprès du feu. Les hommes sont chargés de trouver du bois et de faire le feu, les femmes s'occupent de la cuisine et des enfants. L'activité n'est pas particulièrement difficile et se prête à de possibles bavardages.

Sur le feu, une grande casserole sert à chauffer de l'eau pour préparer les thés et une autre, à frire les gâteaux. A l'aide d'un grand morceau de bois et deux supports, on monte une autre table, autour de laquelle on dispose quelques chaises de la maison, des tabourets et des boîtes sur lesquelles s'asseoir. Vers 16 heures, les enfants commencent à entrer pour interroger et voir si tout est prêt mais ils vont continuer d'attendre jusqu'à ce que tous les gâteaux soient frits et que l'on puisse retirer la casserole du feu. Le gouter est servi jusqu'à 17 heures et les membres demeurent là jusqu'à la fin pour nettoyer et ranger les tables et les tabourets. Norma affirme que le goûter rend un vrai service, nécessaire, au voisinage. Il est fréquenté par plus d'une vingtaine d'enfants âgés entre quatre et douze ans. La *vecina* d'à côté a onze enfants et n'arrive pas à s'en sortir, tout comme une autre *vecina* qui, elle, a six enfants. Elle insiste sur le fait que, dans le quartier, la plupart des foyers perçoivent l'allocation de 150 *pesos*, mais elle est versée par la Mairie. En réalité, c'est la déléguée, sa fille, qui a suggéré de monter un goûter dans le quartier suite à la fermeture de la cantine qui se trouvait chez elle. Certains membres ont changé de groupe en raison de la plus grande distance qu'ils devaient parcourir pour s'y rendre aussi que pour d'autres motifs personnels[543]. En dépit de la disponibilité nouvelle que cela présente pour Norma d'offrir d'abriter le goûter chez elle, elle semble satisfaite :

> J'aime bien cette activité [le goûter]. J'aimais et j'aime le faire parce que c'est une manière de montrer… d'aider les gens qui n'ont pas. Je me sens bien en le

[542] Certains membres considèrent que les aliments reçus, grâce à la mobilisation du groupe, constituent une ressource fondamentale pour leurs foyers.

[543] C'est le cas d'une *vecina* qui, à la suite de disputes concernant le comportement de sa fille, ne voulait plus se rendre chez Norma. Bien que la déléguée soutienne que cela n'a rien à avoir avec le mouvement, elle se sentait blessée et n'était pas prête à y retourner. Le fait que le goûter se prépare dans un foyer apparaît à nouveau comme problématique. La réalisation de l'activité de contrepartie, en principe, une obligation, semble soumise à des critères personnels, notamment une bonne ou une mauvaise relation avec le chef du foyer. Cette membre ne peut, unilatéralement, décider de « ne plus travailler » mais peut changer de lieu d'activité.

faisant. Surtout, si c'est pour les enfants. C'est un travail que je ferai même gratuitement [s'il le fallait][544].

D'après Eleonor, une grand-mère qui était responsable du groupe de goûter des enfants, faire du pain pour les enfants, partager la table avec eux, bavarder un peu de tout, c'était comme devenir leur grand-mère pendant un moment. C'était l'activité qui lui plaisait le plus. Des groupes de goûter ont été formés dans tous les MTD. En règle générale, cette activité est organisée en synchronisation avec les horaires de sortie de l'école des enfants. À partir de quinze heures, le groupe se réunit et accueille les enfants à partir de seize heures trente. En 2003, à Berisso NY, les lundis, ses membres doivent se dépêcher lorsque l'assemblée s'achève pour tout remettre en place. Trois ou quatre femmes se mettent alors à préparer le goûter. Dans la cuisine, une femme qui approche de la quarantaine prépare un léger chocolat au lait. Sur la table, une jeune femme coupe et prépare des tranches de pain à la confiture. Une fine portion de confiture qui la fera durer le plus longtemps possible. Cela va de soi, car le plus grand souci, c'est d'avoir du lait à offrir aux enfants – *Aujourd'hui, il n'y a pas de problème, mais parfois lorsqu'il n'y a pas assez de lait, on ne fait que du thé. Car il faut au moins donner quelque chose aux enfants*.

Les préoccupations de nourriture sont très présentes en particulier dans la première période qui succède immédiatement la création des organisations. Cherchant à savoir si le goûter aura bien lieu, les enfants passent en début d'après-midi dans les locaux ou s'y rendent directement à la sortie de l'école. Certains enfants qui viennent prendre le goûter sont les fils et les filles des membres de l'organisation. Dans le groupe du goûter, il y a un seul garçon : Pedro, âgé de 34 ans. Il reste auprès des enfants pendant qu'ils prennent le goûter. La table n'est pas suffisamment grande pour accueillir tous les enfants, alors ils s'organisent à tour de rôle en deux « groupes ». Un vieil homme arrive en fin d'après-midi et prend le goûter. C'est un *vecino* qui vient souvent dès que les enfants sont partis. Lorsque les activités de goûter s'achèvent, un peu avant 18 heures, Pedro nettoie la table et balaye le local. La première année, le goûter fonctionne grâce aux ressources du groupe de boulangerie mais, à partir de 2003, il participe au financement du FOPAR ce qui va permettre d'acquérir une cuisine industrielle, des bombonnes de gaz mensuelles – car le local ne dispose pas d'installation à gaz- et de cuisiner des aliments plus variés. La durée

[544] Norma, responsable de goûter, MTD Berazategui. A mi me encanta hacer esto, me gustaba y me gusta hacerlo porque es un modo de mostrar… de darle una ayuda a esa gente que no tiene. Si yo puedo hacer voy y lo hago. Me siento bien haciéndolo más si es para los chicos. Yo veo que es un trabajo yo gratuitamente lo haría, por los chicos lo haría.

du financement s'étale sur un an. À Berisso, lorsque le groupe de la rue Nueva York rend les locaux à sa propriétaire, l'activité quotidienne opère un déplacement vers des projets productifs. Le goûter continuera à avoir lieu dans les nouveaux locaux, entre 2005 et 2006, mais sans financement du FOPAR.

Un groupe réduit de quatre femmes continue à travailler dans le *merendero*. D'autres membres se sont orientés vers certaines activités de production plus « féminines » telles l'atelier de couture. Faute de lieux susceptible de l'abriter, le groupe de *merendero* risque de fermer à son tour. Des membres ont alors entrepris de convoquer les parents des enfants pour leur faire part de la situation et essayer de trouver une solution. La réunion ne porte pas, cependant, les fruits escomptés. Il s'agissait, en effet, de trouver un nouveau lieu de réunion pour organiser les activités de goûter chez un *vecino*. Le goûter est distribué et chaque famille l'emporte pour le manger et le boire à la maison. Entre-temps, d'autres goûters vont ouvrir dans le quartier. Une *vecina* nous explique qu'elle n'envoie plus ses enfants là-bas car personne ne les surveille. Il s'agirait, selon elle, d'un espace « purement politique »[545].

V. Quand « travailler à la cantine » produit la stigmatisation des « autres ».

Vers 2004, la plupart des quartiers du réseau MTD Anibal Veron ont décidé que l'on mangerait, à l'avenir, chez soi – et non dans les cantines. Une décision adoptée par les assemblées locales en dépit de la volonté manifestée par les délégués qui entrevoyaient dans les cantines la possibilité de créer des liens de solidarité. Le travail de la cantine a donc été modifié par décision des assemblées. A présent, certains quartiers distribuent les rations des aliments une fois préparés, et chaque famille les consomme à la maison. D'autres, comme le quartier de Carmen et de Pedro, distribuent directement les colis des aliments sur la base de critères tels que ceux de la « confiance » ou encore l'« engagement » des membres.

Les allocations alimentaires demeurent une source de questionnement pour ceux qui les perçoivent. C'est peut-être pour cette raison que les membres ont préféré la solution qui consiste à manger à la maison. Il s'agirait peut-être de rendre moins visible cette nécessité. Le service des cantines rentre dans le domaine de la nécessité mais il n'est pas toujours aisé d'admettre ce besoin, ou même, selon les récits, d'en faire l'aveu. Avoir

[545] Entretiens non enregistrés avec une *vecina* en présence d'Emilia.

recours à la cantine pour subvenir à ses besoins alimentaires demeure un geste difficile à admettre. Gabriela nous dit à ce propos que :

> G : Quand t'es dans le *piquete,* ce n'est pas pareil que manger chez toi. Par ailleurs, peut-être la nuit, il y a à manger… [mais il n'y en a pas à midi]. *Dieu merci je n'ai pas besoin de manger de la casserole* qu'ils sont en train de cuisiner. Quand nous nous rendons quelque part, je prends [de l'argent] pour acheter un petit peu des froids et les emporter.[546]

Gabriela remercie Dieu de ne pas avoir à manger de la cuisine collective durant les *piquetes* bien que, chez elle, elle consomme ces mêmes produits distribués par le réseau. Elle remarque en passant que, durant les *piquetes*, les cuisines collectives ne fonctionnent que la nuit. Ce qui la détache encore davantage de cette nécessité. Rappelons que, depuis l'année 2003, la plupart des actions collectives commence et finisse au cours d'une même journée. Néanmoins, à midi, il y a des galettes ou d'autres encas qui sont spécialement préparés afin d'être distribués aux *piquetes* par les responsables des cantines ou des boulangeries de chaque quartier. Elle apprécie cette possibilité de pouvoir faire le choix de ne pas manger à la cantine, de pouvoir compter sur de l'argent pour acheter ce qu'elle désire. Pourtant, plus tard, toujours durant ce même entretien, elle soulignera jusqu'à quel point l'allocation alimentaire est nécessaire à sa famille :

> Epoux : [A la Mairie], une fois on m'a dit, « ne viens pas vendredi au travail et le samedi à 15 heures, rends-toi à tel endroit parce qu'il y aura Untel et tu dois te rendre à l'acte [de campagne] d'Untel ».
> Graciela : La plupart y vont.
> E : Si je ne m'y rends pas, je suis marqué absent.
> G : Mais il y a encore une différence avec nous [le réseau dont elle fait partie] […] tu peux parler avec les autres organisations, ils ne perçoivent pas les colis [alimentaires] tous les mois. Nous, oui. […] À la mairie, il n'y a aucune autre aide. Ces aliments nous aident beaucoup. Je n'ai pas à m'occuper d'acheter des choses telles que le sucre, la farine et ce genre de choses. Comme ça, l'argent sert un peu plus. Maintenant, je m'en rends compte.
> Pia : Quand on pense à la raison pour laquelle il y a ces colis…
> G : [coupant la phrase] parce que cela fait partie de la lutte des gens[547].

[546] Gabriela, MTD Berazategui, 2005. G : no es lo mismo que comer en tu casa. Aparte que por ejemplo a la noche si, dan comida. Yo doy gracias a Dios no necesito ir a comer de la olla donde están cocinando. Siempre que vamos a ir a un lado o a otro saco para comprar un poquito de fiambre y llevar.

[547] Gabriela, MTD Berazategui, et son époux, non membre, décembre 2005. E : En el municipio […] una vuelta a mi me dijeron, no vengas al viernes a trabajar y el sábado a las tres de la tarde anda a tal parte porque va a venir Fulano de tal y tenes que ir al acto de fulano de tal. G : La mayoría va (al acto) E : si yo no voy me ponen ausente G : pero hay otra diferencia, nosotros.[…] Decime, vos podes hablar con cualquier otro movimiento, ellos no reciben la mercadería todos los meses. Nosotros sí recibimos. […] pero

Loin de la réduction des motifs des membres au seul calcul rationnel, l'allocation alimentaire est, ici, considérée comme une aide bienvenue mais non pas recherchée (maintenant, je m'en rends compte, dit-elle). En même temps, en tant que membre du mouvement, elle reconnaît l'avantage qu'implique la possibilité de la percevoir alors que d'autres allocataires en sont privés. Ces colis ne sont distribués ni par d'autres organisations de *desocupados* ni par la Mairie locale. Le déni d'une telle nécessité répond peut-être à un besoin de préserver une bonne image de soi, de quelqu'un capable d'assurer sa propre autonomie ; ou à toute le moins, qui fait tout son possible pour y parvenir. Tout se passe comme s'il faudrait se détacher de ces « aides » et les considérer avec un certain mépris. Graciela témoigne, également, de sa pudeur lorsqu'elle considère ces aliments comme un seuil que lui permet de consacrer son argent à d'autres dépenses, toutes aussi nécessaires (par exemple l'achat de produits d'hygiène). De fait, elle contribue aussi grâce à son travail, et n'apparaît pas comme une simple bénéficiaire. Cette *aide,* elle considère, d'ailleurs, l'avoir bien méritée en participant à « la lutte des gens ». Par le truchement de ce raisonnement, l'« aide » devient un gain, une preuve de l'activité, symbolisée par « la lutte », et une preuve de la capacité à subvenir à ses besoins et à ceux de sa famille.

Les allocations sont considérées comme un *droit* dans la mesure où elles sont le résultat de la lutte qui permet de responsabiliser le gouvernement.[548] Toutefois, on voit bien que percevoir une aide sociale continue d'être problématique. D'une part, parce que le montant est faible – et insuffisant pour couvrir, en particulier, la totalité des besoins alimentaires- et d'autre part, parce que cela fait l'objet, au plan moral, d'une stigmatisation. Ce même jugement se voit renforcer lorsque cette femme considère que « vivre des allocations » constitue une forme d'abus et que cela est encore plus condamnable chez un homme :

> G (membre du mouvement) : Mais il y a des gens… il y a des gens… [Elle n'arrive pas à le dire et son mari achève la phrase].
> Mari (non membre) : [des gens] qui vivent des allocations.
> G : Ça me dérange davantage dans la bouche d'un homme. Quelqu'un a dit « je ne suis pas resté [dans la manif] parce qu'on m'a dit qu'il n'y aurait pas de

acá en el municipio no te da ninguna otra ayuda. ¿Sabes como a nosotros nos ayuda cuando nos dan la mercadería ? Yo no tengo… que pensar en cosas que… por ejemplo en azúcar, harina esas cosas ya no tengo que gastar. Y alcanza un poquito mas la plata, yo ahora me doy cuenta, […]- Pia : Si uno observa porqué el movimiento tiene esa mercadería… [interrumpiendo] G : forma parte de de la lucha de la gente.

[548] Nous nous inspirons, ici, des formulations des membres. Nous reviendrons sur les modes de distribution des ressources afin d'examiner dans quelle mesure ceux-ci peuvent-ils être considérés caractéristiques d'une relation de type clientéliste.

> repas ». J'ai eu honte pour lui quand il a parlé de cette manière. […] L'homme doit savoir plus se débrouiller qu'une femme quand il y a de la famille, sinon c'est un fainéant[549].

Les allocations constituent une *aide* utile mais celle-ci semble reléguée, en quelque sorte, à un rôle accessoire dans la mesure où « on ne peut pas vivre des allocations ». Nous entrevoyons, ici, une forme de préconisation morale, « on ne doit pas vivre des allocations ». En même temps que de condamner le fait de « vivre des allocations », ce qu'elle ne ferait pas, elle souligne que cela est encore plus grave lorsqu'il s'agit d'un homme avec famille à charge. Dans cette même veine, le mari ressent le besoin de se justifier, concerné qu'il est par la participation de sa femme au mouvement de *desocupados*. Il argue alors de sa constante recherche de travail, qu'il se levait tôt le matin, « à cinq heures », et qu'il a fait le tour de l'ensemble des ateliers pour trouver « quelque chose ». Pou résumer, il ne serait pas un fainéant, sa famille ne vivrait pas des allocations, ils ne mangeraient pas ce qui viendrait de la cantine populaire. Faisons abstraction, pour le moment, des distinctions qui ont trait aux justifications des allocations et qui sont fonction du rôle de l'individu selon son positionnement biographique au sein de la famille. Au-delà des responsabilités de chacun des membres d'une famille, la problématique attachée au fait de manger à la cantine rappelle, au quotidien, l'impossibilité de subvenir aux besoins du foyer. Ne pas manger à la cantine autorise, d'une certaine manière, le déni de l'impossibilité en laquelle on est de subvenir aux nécessités vitales propres et familiales. Ce que manger dans la cantine signifie est compréhensible en contraste de ce qu'il est lorsque l'on mange à la maison. Cette question se pose autrement pour les jeunes célibataires pour qui, manger à la cantine, revient à partager un espace de camaraderie ou bien encore pour les personnes âgées, qui habitant seules, préfèrent la compagnie que leur procure l'espace collectif.

Quand les responsabilités des adultes envers leurs enfants ou familles entrent en jeu, certains membres du mouvement vont même jusqu'invoquer des imaginaires qui culpabilisent ceux qui ont recours aux cantines. Cette invocation n'est exclusive ni de Graciela ni même du réseau dont elle est membre. Nous pouvons le constater, de manière prononcée, à travers le récit de Natalia, une jeune mère, membre du MTD de Berisso, qui n'a pas d'expérience de travail :

[549] Graciela, membre MTD Berazategui. 2005. G : Pero hay gente… el otro día a mi eso me molesto. Más me molesto en la boca de un hombre. Dijo « ah, yo no me quedé porque dijeron que no iba a haber comida ». Yo sentí vergüenza ajena cuando ese hombre hablo[…] Yo pienso que el hombre tiene que ser más buscavida que la mujer si tiene una familia. Si no es cómodo.

> A mon avis, les cantines, c'est pour la fainéantise des parents. Je ne sais pas pourquoi mais je n'ai jamais aimé envoyer [les enfants] à la cantine. [Je crois que] c'est à cause des gens, parce que là-bas, il y a des gens qui ont un bon travail et qui peuvent donner à manger à leurs enfants chez eux mais ils les envoient à la cantine. Je crois que la cantine est pour les gens qui en ont vraiment besoin et je n'ai pas vu cela. […] qu'est-ce que tu vas dire à l'enfant ? Ne viens pas parce que ta maman ou ton papa a un bon travail ? Je n'aimais pas manger à la cantine. J'y venais et après, je rentrais chez moi et j'y faisais à manger. […] Tu le vois. Si tu as pour deux ou trois cartons de cigarettes, pour ton vin et ce genre de choses… moi, j'arrêterai de fumer trois paquets et donnerai bien à manger à mes enfants. […] Il y a des gens qui ne pensent pas comme cela. Des gens qui préfèrent les cigarettes plutôt que les enfants mangent avant d'aller à l'école […] Tout le monde ne pense pas pareil. Ma manière de penser, c'est celle-là. […] Chacun à sa manière de penser et d'évoluer[550]

Nous avons passé en revue, précédemment, diverses tentatives permettant de conférer une primauté à l'égalité au sein des activités qui sont proposées dans les différents quartiers. Le partage quotidien permet de susciter un sentiment de confiance sous la forme de la camaraderie, du *compañerismo*. Lorsque les cantines fonctionnent pour l'usage des membres eux-mêmes, des liens de confiance peuvent alors se tisser entre eux. Ceux qui sont là sont convaincus de vivre des situations semblables et de subir des injustices identiques.

Contrairement à ce qui se produit dans des cantines ouvertes aux *compañeros*, y compris à soi-même, la gestion des cantines ouvertes aux habitants des quartiers, semble reproduire la stigmatisation qui caractérise le traitement des populations pauvres dans les administrations, sur fond de méfiance à l'égard des « profiteurs » de ressources qu'ils n'auraient pas gagnées. Ne pas manger à la cantine apparaît ainsi comme une possibilité de se différencier de ceux qui sont « vraiment pauvres », des « parents fainéants » ou de ceux qui négligent leurs enfants, qui boivent et fument plutôt que de les alimenter correctement. Contrairement aux descriptions faites par d'autres membres et délégués, dans ce dernier récit, le recours à la cantine est dépourvu de toute forme de justification

[550] Natalia membre MTD Berisso, 2006. Yo el comedor siempre lo vi como una comodidad de los padres. No sé porque, pero a mi nunca me gusto mandarlos al comedor [a sus hijos]. Por el barrio, por la gente, porque por ahí hay gente que tiene buen trabajo o le puede dar de comer a sus hijos en su casa y lo manda a un comedor. Yo creo que el comedor es para la gente que realmente lo necesita y yo no lo vi así. […] y ¿qué le vas a decir al chico ? No. ¿No vengas porque tu mama tiene un buen trabajo ? Lo aceptaban igual. Y a mi nunca me gusto mandarlos al comedor. Cocinaba en mi casa, comía en mi casa, todos juntos. […] Vos los ves. Si vos tenes para dos o tres atados de cigarros o para tu vino o esas cosas, […] yo dejaría de fumar tres atados de cigarros y les daría de comer bien a mis chicos y hay gente que no lo ve así, prefiere los tres atados de cigarros a que[los chicos] vayan bien comidos a la escuela. […] Todos no pensamos lo mismo. Pero yo mi manera de pensar es así. […] Cada uno tiene [su] manera de pensar, de *crecer*.

collective ou proprement politique. Elle tend à refléter un aspect peu mis en avant par les organisations, les conséquences qui résultent de la transformation en politiques administratives des politiques sociales d'urgence qui ne sont pas formulées en fonction du projet politique et de la transformation sociale érigés en principe par les organisations de *desocupados*. Elles s'insèrent dans la perception méritocratique qui semble inscrire les raisons de ces conditions sociales dans des dispositions individuelles.

Notre étude sur les liens créés et entretenus au sein des quartiers entre membres et non-membres des organisations de *desocupados* permet ainsi de saisir les limites rencontrées dans la mise en œuvre des différents projets politiques affichés par chaque réseau des organisations.

CONCLUSION SUR LES CONCEPTIONS ET LES PRATIQUES DU TRAVAIL ET DE L'ACTIVITE

À partir de l'étude du fonctionnement de ces projets, nous voyons se dessiner les multiples dimensions qui traversent les conceptions et pratiques de travail et de l'activité sur et dans lesquelles prennent appui les initiatives développées. Celles-ci ne relèvent pas des actions contestataires les plus visibles (blocages des rues, des routes et manifestations) et montrent les différents rapports entretenus par les membres et non- membres des organisations au cours d'échanges de nature différente. Dans l'espace local, les rapports avec les non-membres sont axés autour de la problématique de l'emploi et de ses conséquences bien qu'ils excèdent, largement, les seules actions locales, développant une coordination qui permet de multiplier les ressources disponibles.

Les activités développées réunissent la dimension du travail destiné à pourvoir aux besoins matériels, la créativité et la production dont l'objet est de rendre le monde habitable mais aussi l'intervention politique à travers la prise de parole et la participation au monde associatif. Cette vision élargie de l'activité permet de dépasser les injonctions à la productivité et d'éviter de réduire celle-ci à une simple énumération des caractéristiques manquantes en fonction d'un modèle supposé universel. Ainsi, et à partir d'une notion du travail entendu comme forme d'activité, les différents usages et pratiques de travail que nous avons relevés peuvent-ils être précisés, l'objectif étant d'en mieux comprendre les caractéristiques communes mais aussi les différences. Ce pluralisme n'est pas dépourvu de tensions, notamment celles qui surgissent lorsque ces activités sont considérées, bien que d'une autre manière, à leur tour, comme productives.

En dépit des confrontations persistantes avec les autorités, l'analyse du fonctionnement des projets de travail mis en œuvre dans les quartiers témoigne d'une continuité dans le rapport avec l'État, qu'il soit provincial ou national. Les PTT ne sont qu'une des ressources mobilisées, les liens de solidarités entretenus, outre les organisations de *desocupados,* avec les étudiants et organisations professionnelles[551] et syndicats, constituant autant de ressources variées autres. La plupart des projets de production fonctionnent avec plus de stabilité dès lors qu'ont été obtenus des subsides permettant notamment l'acquisition de machines industrielles, ce qui rend possible de produire en fonction de standards proches du marché –concernant les produits fabriqués. Les membres sont loin de demeurer ancrés dans de simples positions de « récepteurs » des ressources et

[551] Il s'agit des associations d'avocats, de médecins, etc.

de l'assistanat. Les investissements sont déjà bien réels, en particulier les travaux concernant les locaux, avant même que ne soit versée l'aide financière, le versement de celle-ci étant toujours considéré comme incertain. La participation des groupes aux décisions concernant les *productivos* atteste, en dépit des limites auxquelles ces espaces sont confrontés, de la place de l'exercice de la citoyenneté qui s'inscrit au cœur du fonctionnement de ceux-ci. Il ne s'agit pas, ici, de nier les difficultés que peuvent éprouver certains membres et non-membres à prendre la parole. L'adoption de cette forme d'organisation permet, en revanche, de reconnaître les capacités des personnes sollicitées, qui ne sont plus considérées comme des « inemployables ».

Suite à des négociations, les coopératives ont obtenu l'autorisation de travailler pour le compte de l'État et d'écouler leurs produits. Cela exige le développement de capacités de gestion qui font appel, souvent, à l'expertise de non-membres des organisations de *desocupados*. De fait, la présente étude met en évidence l'insertion de ces organisations dans des rapports plus larges et dépasse le seul récit des membres. Elle permet de mettre en exergue, via l'analyse des interactions engagées, une complexité qui serait autrement perdue. Il ne s'agit pas non plus de surestimer la présence des non-membres, qui, au plan numérique, sont minoritaires dans les projets productifs. Rendre évidente leur présence permet, cependant, de comprendre les évolutions des organisations au fur et à mesure qu'elles se détournent des actions de rue contestataires.

Plusieurs traits communs aux pratiques de travail mises en œuvre dans le cadre de ces MTD semblent se dessiner. Certains d'entre eux sont plus clairement observables chez les organisations du réseau FPDS qui investissent fortement les projets productifs et les coopératives, en particulier le MTD de Berisso. Elles sont également présentes dans le réseau MTD A. Veron (en l'occurrence à Berazategui) dans la mesure où ces ateliers sont aussi considérés comme des espaces de travail. Les multiples pratiques qui sont évoquées sous le terme de travail mettent en avant certaines caractéristiques qui ne revêtent pas toujours la même importance selon qu'elles renvoient aux contours de ce concept de travail tel qu'il est décliné, ici, sous la forme de l'activité. Nous souhaitons, à présent, présenter ses traits fondamentaux : 1) constituée « de fait » -souvent dans les marges de la légalité ; 2) d'une faible formalisation ; 3) inscrite dans des logiques d'appropriation des fruits du travail ; 4) valorisant le choix qui est exercé dans la participation aux ateliers de travail faisant l'éloge du « travailleur autonome ».

1) La légalité et le rapport avec l'État sont complexes. Les groupes sont, par moments, des gestionnaires d'une politique sociale, à d'autres moments, des créateurs d'une politique sociale et du travail nouvelle. Les initiatives, souvent parallèles à l'ordre légal, notamment au moment de la constitution d'un atelier, ou de l'appropriation d'un local, sont très fortement perceptibles dans le cas des certains projets productifs. Cela ne signifie pas, pour autant, qu'elles sont l'expression d'une opposition totale à l'ordre juridique, ni la marque d'une ignorance de l'existence ou des conséquences qu'entraînerait la pratique d'une activité illégale. Notamment, le local principal du MTD de Berisso est une maison et son occupation est encadrée par les limites d'un prêt[552]. Le plus souvent, le problème de la propriété des lieux de fonctionnement est résolu de manière légale.

On peut aussi relever la volonté de normaliser des situations en les faisant reconnaître par les autorités municipales et provinciales. De même, la création d'une coopérative, dont l'objectif est de tirer parti d'un statut légal particulièrement avantageux, témoigne de la réalité d'un usage des formes juridiques comme des outils d'organisation, sans qu'il ne puisse être considéré comme la manifestation d'une soumission aveugle. Elle apparaît comme nécessaire au fonctionnement des ateliers travaillant de concert avec l'État (menuiserie, textile) et son statut est formulé très largement du point de vue des objectifs sociaux, l'objectif étant de pérenniser les deux activités.

La légalité est mise à l'épreuve, négociée ou contournée[553]. Plutôt que revendiquer ou s'accommoder de l'illégalité, les groupes semblent vouloir rendre leurs propres pratiques légitimes et, ultérieurement, légales. L'occupation des terrains et des locaux le montre avec évidence. Pour ces gestes, l'on peut trouver leurs antécédents dans les occupations de terrains qui ont d'abord permis de créer des *asentamientos* et, par la suite, des quartiers. Ici, l'occupation est justifiée par rapport à une nécessité de travail, et par rapport au travail accompli dans la récupération et la transformation des espaces des quartiers laissés à l'abandon.

La formulation des nouvelles règles de fonctionnement et de contrôle peut, également, être analysée à partir de ce rapport à la légalité. Ces règles[554] valent tant pour les individus

[552] Le plus souvent, il s'agit d'une partie de la maison d'un membre de l'organisation qui est aménagée pour l'usage collectif.
[553] Ces initiatives peuvent déboucher, dans certains cas, sur des tentatives de régularisation de la situation par l'intervention de l'État, soit pour reconnaître un droit, notamment de propriété ou au travail.
[554] Rappelons, à titre d'exemple, le nombre d'heures travaillées dans les ateliers, l'utilisation des allocations comme mode de paiement, l'exemption de la contrepartie pour les personnes âgées ou les femmes enceintes, la mise en place de congés, la validation de l'activité de délégué comme travail, l'établissement des adaptations locales, etc.

membres des organisations que pour leurs proches. Elles ne sont pas sans contradictions avec les règles de fonctionnement établies par les programmes sociaux.

Ainsi, quand la propriétaire du local de la cantine du MTD de Berisso a voulu changer les conditions du prêt, l'organisation a-t-elle envisagé de déménager dans un autre local du quartier qui était abandonné. L'accord avec la propriétaire a été respecté. Elle leur a seulement demandé de payer un loyer presque deux ans plus tard. Comme les activités réalisées ne produisaient pas de revenus permettant de le financer, le groupe a mis fin à l'emprunt. Ces discussions sont présentées et décidés en assemblée au vu et au su de tous les membres et des participants des ateliers. De même, à Berazategui, le potager a été installé dans un terrain abandonné adjacent à la maison d'un des membres, ce qui est aussi le cas à Berisso.

L'utilisation des PTT comme moyen de paiement est peu fréquente mais la pratique n'en reste pas moins importante dans le fonctionnement de l'organisation. Elle peut servir, comme nous l'avons observé, à payer la livraison d'un camion ou bien les photocopies et d'autres fournitures. Cette utilisation est le fait de personnes qui n'ont pas de travail déclaré puisque dans le cas contraire, leur travail constituerait une condition qui ferait l'objet d'un contrôle de la part du gouvernement. Elle est révélatrice d'un fonctionnement des activités aux interstices de la légalité.

2) Les activités sont faiblement formalisées. Certes, les mêmes activités peuvent s'exercer tant dans un MTD, que dans une coopérative ou encore dans une entreprise privée. Mais par rapport à un travail similaire accompli dans le cadre d'une entreprise privée, dans les organisations de *desocupados,* le travail apparaît moins formalisé et les « routines » plus changeantes. Les connaissances nécessaires à la réalisation d'une activité sont acquises à l'intérieur du mouvement, par l'observation sur place. Elles ne sont pas toujours précédées d'un moment d'« instruction » et se laissent appréhender dans une démarche de preuves et d'erreurs. L'apprentissage du métier intervient de manière concomitante à la mise en place du projet. Il ne s'agit pas pourtant de stages, les « apprentis » sont les propres responsables du projet. Ce fonctionnement appelle à la participation des différents acteurs extérieurs issue des espaces de solidarité vers ces collectifs. La collaboration des étudiants universitaires ou des gens du tertiaire est l'une des ressources les plus fréquemment mobilisées. Dans les potagers, dans les boulangeries observées, de même que dans l'atelier de couture, l'apprentissage du métier se réalise au fur et à mesure que le travail se réalise et selon le temps et les capacités de chacun. Des anciens travailleurs du secteur privé montrent et parfois expliquent comment réaliser le

travail. Ainsi, au côté des différents groupes, nous avons également observé des associations de professionnels, des travailleurs sociaux, des psychologues, des médecins, qui participent à cette forme d'organisation du travail, de circulation et de transfert de savoir faiblement formalisée.

Les échanges avec d'autres organisations de *desocupados* ou des mouvements notamment d'indigènes ou de paysans, (comme c'est le cas d'APENOC, de MOCASE en Argentine ou du MTS au Brésil) permettent aussi de se former à certains métiers. D'autres peuvent s'apprendre grâce à l'intervention des artisans, notamment la menuiserie et la boulangerie mais ils sont acquis, très largement, par la débrouille et l'auto-apprentissage. Il y a aussi une forte rotation des personnes qui sont rattachées à chaque atelier de travail qui peuvent évoluer (plus au moins) volontairement vers un autre projet ou bien, ayant trouvé un travail, peuvent être amenés à quitté l'organisation. Les routines de travail ont une durée de quelques mois et sont constamment soumises à des changements notamment du fait de la rotation des membres qui y participent.

3) La répartition des ressources entre les membres des organisations de *desocupados* satisfait à divers critères fonction du type de ressources en question et des principes des organisations. Néanmoins, elle s'oriente, d'une manière générale, à partir d'une logique d'appropriation de la « production » au sens large par ceux qui la produissent. L'accès à ces ressources et aux postes de travail, apparaissent, en effet, comme le résultat d'une mobilisation collective. Elle permettrait aux membres et à ceux qui participent des espaces de travail de s'affranchir de la soumission aux partis politiques[555] d'une part, et des forces du marché, de l'autre. Dans le continuum de cette appropriation, les membres peuvent transposer la condition d'assisté à de tierces personnes, aux enfants et personnes âgées. C'est l'organisation de *desocupados* qui installe la cantine au sein de son quartier et qui garantit une partie de l'alimentation à des enfants, à des personnes âgées qui n'ont pas de famille. La participation à ce collectif procure ainsi un sentiment de fierté, celui de pouvoir « aider les autres ». Si les ressources le permettant proviennent du gouvernement, leur expérience les amène à considérer que sans la mobilisation, ces ressources auraient été destinées à d'autres quartiers ou à d'autres personnes probablement moins nécessiteuses. L'expérience les amène à juger les institutions étatiques comme incertaines, arbitraires, répondant à une logique moins institutionnelle et plus clientéliste.

La distribution des ressources de l'État demeure soumise à des critères particuliers établis par les membres, elle n'est pas garantie tous les mois. Avoir accès à ces ressources

[555] Grimson et Cerruti (2005) estiment, pour leur part, qu'il s'agit toujours d'une relation clientéliste. Nous reviendrons sur ce débat dans le chapitre huit.

est considéré comme étant l'un des acquis de la mobilisation. La comparaison avec d'autres cantines ou goûters –qui ont reçu le soutien des autorités locales- qui reçoivent des aliments plus variés renforce le sentiment d'abandon auquel cette population est confrontée, liée à sa non-participation aux réseaux locaux des partis politiques. Pour la distribution de la nourriture, la situation varie selon l'organisation concernée. Chez les MTD A Veron, la distribution d'aliments dépend de la présence des membres aux différentes activités de l'organisation. Au début, il n'y avait pas de colis d'aliments du gouvernement. Les cantines recueillaient alors leurs ressources, dans les quartiers, auprès des commerçants et des industriels divers. Depuis qu'ils ont obtenu des allocations alimentaires, ils ont décidé par assemblée, et malgré la volonté des dirigeants, de distribuer les lots de nourriture afin que chaque famille les utilise comme elle l'entend. Si l'on recense encore plusieurs cantines, elles ne sont pas généralisées à tous les quartiers. Leurs activités sont soumises aux actions collectives, hormis quelques exceptions, elles sont suspendues lors des manifestations. Un des dirigeants, plutôt en désaccord avec cette décision, nous confie, qu'à ses yeux, il était plus important de conserver la cantine comme un espace de camaraderie. Or, les membres ont insisté pour qu'il y ait un critère de différenciation entre ceux toujours présents, aux assemblées, dans les espaces de travail et au cours des mobilisations, et ceux qui ne manifestent aucun dévouement. Cette différenciation contribue à créer un critère de mérite établi par les propres membres pour la distribution des ressources. D'une manière générale, l'accès aux allocations apparaît comme le produit de la lutte individuelle et collective, de l'ensemble, puisqu'à titre individuel, un grand nombre d'entre eux n'auraient pas obtenu l'allocation.

Concernant la répartition des éventuels revenus produits de la vente, celle-ci rappelle un fonctionnement proche de celui *d'une coopérative*. Certains projets sont, en effet, constitués comme des coopératives sociales (une figure créée pour donner une forme juridique aux micro-projets subventionnés par l'État dont les ventes sont exemptées de TVA). Tout en demeurant cantonné aux marges de l'économie déclarée, l'argent est distribué au fur et à mesure qu'il rentre, de manière égale, entre les travailleurs qui participent sans que ne soit prise en compte la moindre marque de productivité classique ou encore l'appartenance au groupe. Les critères opérationnels sont l'accomplissement des engagements envers les *compañeros*, les heures de présence à l'atelier et dans les espaces de décision. L'idée de percevoir un salaire dans le cadre des projets productifs n'était pas explicite avant nos questionnements. Elle représente, néanmoins, un horizon vers lequel s'orienter.

On peut observer l'importance de l'appropriation des fruits du travail non seulement dans la distribution des *ressources* obtenues grâce à la mobilisation ; mais aussi lorsqu'il s'agit d'évaluer la contribution au quartier. Rappelons qu'une des premières revendications des MTD était de pouvoir réaliser la contrepartie de travail dans les quartiers habités par les allocataires. Outre la possibilité d'économiser temps et prix du déplacement, l'argument mis en avant concernait la possibilité de travailler dans le quartier et d'améliorer les conditions d'habitat des secteurs périphériques de la ville, « oubliés » des autorités.

4) L'éloge du « travailleur autonome » n'est pas exclusif des mouvements des *piqueteros*. Il est aussi partagé tant par les milieux populaires que par la classe moyenne. Ce qui est exprimé, c'est la fierté de pouvoir s'en sortir par ses propres moyens mais aussi le refus d'avoir un patron. Ce travailleur autonome illustre parfaitement la capacité à s'adapter, à « se débrouiller », à « se bouger », à entreprendre. Il est confronté à des expériences de travail considérées insupportables, qui se situent à la frontière de l'esclavage. Le « dogme de la croissance » (Laville, 2001)[556] est, ici, soumis au choix, individuel ou collectif, concernant les modalités de réalisation de certaines tâches, le temps engagé dans le travail, le temps personnel d'apprentissage, etc.

Le travail « pour soi », ou le travail sans patron, est considéré comme celui qui offre le plus de possibilités de faire des choix, en particulier s'agissant du fonctionnement des ateliers de travail[557], des modes d'organisation entre les différents membres, des postes à occuper par chacun, du temps de travail de chacun, etc. La maîtrise du temps de travail semble un élément clé permettant de dégager des marges d'autonomie, signifiant des rythmes de travail plus souples et plus accessibles pour les personnes plus âgées. On voit alors émerger une fierté du travailleur du fait de cette réhabilitation et du développement des savoir-faire particuliers.

D'autres activités jusqu'alors légitimes sont stigmatisées. Accomplir un travail domestique se rapprocherait, pour certaines femmes, d'un travail servile. Il apparaît comme un dernier recours auquel les organisations permettent d'échapper. Les pratiques de travail semblent se rapporter à un choix personnel, qui peut être cerné en tant que l'expression d'une liberté négative au sens d'un choix qui procède du refus de faire partie

[556] Il s'agit d'une forme de subordination du politique à l'économique. Laville (2010, 280) prône ainsi la nécessité de s'émanciper d'une idéologie du progrès « qui a installé la croissance économique au cœur du fonctionnement social ». Dans ce sens, voir également Perret (1999).

[557] Les travailleurs qui sont employés du secteur privé sont également amenés à faire des choix pendant leur travail. Une analyse détaillée des conditions de travail dans un atelier de confection du point de vue de l'ergonomie est présentée dans Teiger et al (1973). Ce qui est mis en avant par les participants aux ateliers ici présentés met en évidence la possibilité de faire des choix portant sur les règles de fonctionnement.

du réseau des partis politiques, [558]ce que beaucoup considèrent non légitime. Il ne s'agit pas de choisir d'être allocataire, mais, confrontés à cette nécessité, de choisir une manière de l'être. A l'intérieur des organisations, ces choix sont considérés comme un travail volontaire, la possibilité de changer de projets et comme une obligation sur la base du volontariat ; revendiqué pour l'autonomie à laquelle elle donne droit, au sens de propriété de soi, de faire le travail « pour soi-même ». Les conditions de possibilité de ces formes de travail requièrent l'accueil de non-membres, synonyme d'introduction de ressources et savoir-faire nouveaux.

Pour Schütz, le « travail », notion très large définie comme un genre d'action, à savoir toute activité intentionnelle impliquant de corps propre dans une transformation de la nature, est une expérience fondamentale de la constitution du réel, au point d'engendrer, parmi les domaines différenciés d'expériences, une sorte de réel éminent, un repérage privilégié, par rapport auquel doivent se situer d'autres réels moins consistants (Cottereau 1994). Comme nous avons pu le constater, les organisations de *desocupados* constituent des réseaux locaux en interaction permanente avec les liens familiaux et de voisinage qui sont autant mobilisés que transformés à partir de ces échanges. L'étude des foyers et des liens, inscrit dans les échanges entre leurs membres, devrait nous permettre de mieux comprendre cette réalité sociale.

Les analyses entreprises sur les stratégies collectives qui prirent de l'ampleur fin 2001 et 2002 mentionnent souvent l'apparition d'une nouvelle sociabilité (Gonzalez Bombal). D'après la lecture qui en est faite par Guillaume Huet, celles-ci déclinent une vision mythique de l'Argentine. Elles pourraient être perçues plus simplement sous l'angle de l'expansion de l'économie informelle, plutôt que sous celui de l'évocation de nouveaux élans de solidarité entre les classes moyennes et les secteurs populaires. Cette dernière analyse prendrait place dans la construction d'une représentation d'un scénario de sortie de crise de l'Argentine trop optimiste, renvoyant à la réalisation d'un « miracle argentin ». Or, comprendre ces liens en fonction de registres publics de l'activité économique, revient à négliger les productions d'activités et de sens qui créent des acteurs sociaux et parfois politiques. Dans les cantines, le sens de ces activités s'exprime sous la forme d'une souplesse grâce à laquelle les membres se repèrent dans l'espace entre camarades, agissant comme ayant-droit puis comme « étant chez-soi ». Chacun peut entrer dans les lieux, allumer un feu, préparer un mate et bavarder.

[558] Cela est en rapport avec le refus du clientélisme en même temps que le besoin de ne pas reproduire des pratiques clientélistes à l'intérieur des organisations, voir les chapitres précédents.

III. LE SENS DU JUSTE

.

« Entre le sophisme et la démonstration scientifique, le langage du politique et de la justice reste rhétorique ; on y cherche le probable, le vraisemblable en prenant acte de la pluralité des formes de langage », Paul Ricœur, 1991.

L'analyse du sens du juste, du point de vue des acteurs, permet, ici, de comprendre les manières de vivre ensemble en dépit des différentes raisons qui font que les uns et les autres se consacrent à l'action collective. La question du juste et de l'injuste est au cœur des relations entre les membres et non membres des organisations ou encore de l'affrontement avec ceux qui bénéficient des allocations via le gouvernement local. Confrontés à ceux-ci, le clientélisme, comme « usage politique » des droits, comme instrumentalisation, est posé d'emblée par les acteurs eux-mêmes. Le *déni de justice* se mue en un *déni de réalité* par l'expression de l'indignation la plus courante « *no es así* », dont la traduction littéraire serait « ce n'est pas comme cela ». Ce déni de réalité semble à l'origine d'une revendication de justice qui ne se résigne pas malgré les entorses qui lui sont faites. Nous avons évoqué le « droit au travail digne » qui nous a permis de comprendre la conception de travail ici à l'œuvre dans l'action. La confrontation entre droit et clientélisme devrait, à présent, nous aider à nous rapprocher, à travers ce contraste, de notre objectif qui est de comprendre la nature des liens qui se composent à l'intérieur même des organisations de *desocupados* ainsi que leur portée dans les relations sociales.

Déceler les dimensions constitutives du rapport de clientèle n'est cependant guère une tâche qui peut être menée à bien sans que l'on ne soit confronté à des ambigüités. Elle n'en demeure pas moins fondamentale lorsqu'il s'agit de préciser le propre des rapports établis parmi les personnes rencontrées et que nous avons questionnées. Car le clientélisme qu'elles dénoncent, souvent, arrache, avec lui, toute connotation positive de l'activité politique. Dès lors, l'engagement politique se trouve sans cesse remis en question. D'après Luc Boltanski (1990, 24), « les causes, des plus petites aux plus grandes, des plus étranges au premier abord aux plus évidement légitimes pour notre sens de la justice, ont dû, un jour ou l'autre, être faites, construites, établies, prouvées ». En outre, pour qu'un problème, à l'origine d'une cause, devienne réel et acceptable, il doit d'abord être compris par l'ensemble des membres du collectif, qui choisiront ou non, en fonction de leur capacité d'agir ensemble, de le résoudre (Boltanski, 1984).

La capacité d'agir ensemble des membres semble se heurter à des « obstacles » dans cet objectif qui est le leur de rendre légitime leur cause. Le clientélisme désigne-t-il alors

une pratique, au sein du groupe, qui entraverait l'expression de cette légitimité ? Le clientélisme recouvre, en effet, un ensemble de pratiques qui renvoient à une certaine opacité du politique, à la corruption, à la décision arbitraire, aux privilèges d'un petit nombre, au népotisme, à l'appropriation du public à des fins personnelles, à la manipulation et, en termes de rapports, à la dépendance et à l'inégalité entre parties prenantes, pour ne citer, ici, que les associations les plus fréquentes. S'agit-il d'une catégorie sociologiquement valable ou d'une représentation spectrale qui servirait à refouler certains conflits en dehors de la cité ? Ce qui semble évident pour le moment, c'est la distance qui s'instaure entre clientélisme et pratiques démocratiques. Cependant, dans le cadre d'une conception purement procédurale, fondée sur les normes électorales, clientélisme et système démocratique peuvent coexister. Le problème réside donc dans *le fait de la norme* qui, dans le cadre d'une démarche analytique, apparaît restitué par l'évaluation effective des acteurs eux-mêmes. Le clientélisme fort éloigné de l'idéal d'un espace public démocratique, déposséderait les citoyens, touchés par de telles accusations, de leur capacité d'agir. En effet, d'après l'idéal démocratique, les citoyens bénéficient « d'un préjugé favorable dans les mœurs publiques…, faisant de la confiance publique ou estime publique non plus la conséquence d'une affiliation dûment vérifiée, mais un crédit de respect, sous réserve de possibilités de vérifications organisées dans un Etat de droit » (Cottereau 1992, 2005). En effet, les images véhiculées par le clientélisme privent les personnes concernées du principe de présomption d'innocence nécessaire à la mise en œuvre de la formulation d'une cause politique. Cette catégorie semble s'ériger comme le contraire même de l'espace public démocratique.

Le concept d'espace public tel qu'il a été proposé par Habermas (1993), implique une dimension normative qui repose sur le principe de publicité qui détient un potentiel d'orientation dans l'action. Les espaces de sociabilité donnent naissance à une *opinion publique*, qui serait le produit d'un processus de délibération rationnelle. Les personnes capables d'entreprendre la délibération et la critique sont celles bénéficiant alors d'une autonomie individuelle. À partir des reformulations successives, notamment de sa théorie de l'agir communicationnel (1987), l'autonomie relève de l'acquisition des compétences communicationnelles, nécessaires à la possibilité de participation à une argumentation réflexive et publique. Enfin, les décisions du pouvoir politique sont soumises à la délibération critique, mettant ainsi en œuvre le principe de souveraineté démocratique.

Plusieurs objections peuvent être opposées à la construction théorique d'Habermas (Voirol, 2003). Elles concernent, d'une part, les appuis factuels de la théorie, des travaux

d'historiens soulignant le fait que les analyses d'Habermas amplifient l'étendue du principe de publicité à l'époque des lumières (Calhoum 1992 ; Berman et al. 2000). Un autre développement critique souligne, lui, l'exclusion de groupes sociaux et catégories sociales ne partageant pas les règles instituées de l'argumentation publique. La théorie ne ferait que reproduire la place hégémonique de l'espace public bourgeois en méconnaissant les autres formes de publicité possibles (Fraser, 2005). Pour sa part, Honneth (2000) tente de reformuler la théorie de l'espace public afin de faire place à une théorie des luttes pour la reconnaissance. Bien que ce ne soit pas notre objectif de clore ici ce débat, il nous semble pertinent afin de restituer le sens donné par les personnes interrogées à leurs parcours, dans la quête qui est la leur à faire valoir une légitimité au titre de citoyen dans l'espace public.

La formulation de leur lutte en termes de droit, permet d'éloigner les pratiques qui y sont mises en œuvre à partir d'une simple considération clientéliste. Nous pouvons, néanmoins, nous demander si cette distinction est suffisante pour pouvoir conclure à l'ancrage des pratiques démocratiques au sein des organisations de *desocupados.* Celles-ci contribuent-elles à la formation d'un espace public démocratique ? Dans les pages qui vont suivre, nous tenterons de fournir des indicateurs précis issus de notre terrain afin de répondre à ces interrogations.

D'autre part, il y a la signification de la réciprocité qui est établie dans les hiérarchies existantes : le refus des faveurs, le fait que les services rendus soient, souvent, appréhendés à partir d'une logique de la solidarité qui tend à inscrire les deux membres de la relation dans une sorte d'égalité symbolique ; la revendication de la lutte à l'origine des biens obtenus et donc leur rôle central plutôt que leur passivité et manipulation ; leur mérite dans l'obtention d'un bien pour le collectif tout entier et non le mérite du dirigeant qui les obtiendrait pour certains des membres grâce à des contacts personnels qu'il aurait mobilisés auprès des puissants.

CHAPITRE VIII :

CLIENTELISME POLITIQUE ET APPARTENANCES MULTIPLES

> « Il n'existe pas de système de distribution universellement valable et tous les systèmes connus expriment des choix aléatoires révocables, liés à des luttes qui jalonnent l'histoire violente des sociétés ». Paul Ricœur, 1990, p. 330.

Introduction :

Nous avons vu à quel point l'impossibilité d'accéder aux allocations par les voies institutionnelles accroît le sentiment d'injustice alors que les contraintes de la précarité se font sentir. C'est un fait que nous avons entendu lors de plusieurs discussions[559]. Nous retrouvons cette même protestation d'injustice concernant les allocations alimentaires : elles seraient distribuées arbitrairement auprès des cantines gérées par les réseaux partisans, délaissant celles mises en place par des organisations « autonomes », et les MTD traités, ici, en particulier. Le clientélisme apparaît comme un « usage politique » des ressources. Cette expression locale concentre une forme de mépris du politique qui, dans le cas du clientélisme, accuse le détournement des ressources au profit de certains dirigeants et de leurs partisans. Celles-ci devraient revenir, de droit, à des personnes qui « en ont besoin ». S'agissant des aliments, le droit est invoqué pour sa force légale mais également en tant que vecteur du « bon droit », du raisonnable[560].

La confrontation entre droit et clientélisme nous permettra, dès lors, de nous rapprocher de notre objectif de compréhension de la nature des liens qui se tissent à l'intérieur des organisations de *desocupados* ainsi que leur portée dans les relations sociales. En effet, cette notion se présente comme l'envers (et en termes pratiques l'obstacle), de la réalisation d'un espace public démocratique.

---

[559] Durant et en dehors des entretiens. Le sentiment d'injustice s'étend, également, à l'impossibilité de conserver l'allocation comme le soulignait, notamment, le témoignage de Clara (Chapitre trois).

[560] Nous avons rencontré un autre emploi de l'expression « usage politique » cette fois-ci du fait des gens. Il évoque aussi le clientélisme dans le sens de manipulation des besoins. Alain Cottereau décrit à l'aide des termes « droit et bon droit » les principes de jugement des droits des ouvriers avant l'instauration du droit du travail (2002).

Concernant le financement des ateliers *productivos,* les suspicions – ou les constats à en croire les habitants- sont les mêmes : certaines organisations bénéficieraient d'un accès privilégié aux subsides. En les évoquant, Chela[561] considère les membres de ces organisations comme des sortes de « fonctionnaires ». Ainsi, les allocations sont-elles arborées comme un droit, conquis de haute lutte, par la mobilisation et par le travail communautaire produit en conséquence pour les conserver (ou même les faire fructifier). Autrement dit, ces droits sociaux seraient rendus accessibles par l'engagement permanent, dans la durée, des individus et des collectifs d'individus[562]. Quelle est donc la portée de ces droits dont les pratiques des autorités politiques semblent dissociées ? La réclamation des droits rend-elle à ces individus, le statut de citoyen ? Afin de mieux répondre à ces interrogations, nous examinerons d'abord la notion de clientélisme, et plus précisément, les rapports de clientèle, puis c'est dans la situation de rapports précis que nous tenterons de déceler la signification qu'elle peut revêtir.

Le sentiment d'injustice face à la précarité est, en effet, alimenté par une tension, elle-même mise en exergue par les études sur le clientélisme, celle de l'écart entre le pays *réel* et le pays *légal* évoqué par Gellner (1977, 3). Les conséquences de cette opposition sont pour Gonzales Alcantud (1996, 36) l'imposition du « cynisme politique » et le détournement de l'engagement politique actif. Seuls les professionnels du politique se déclarent comme tels. Le point de vue des militantes et d'une bonne partie des habitants convergent en effet, sur le fait que, le recours aux organisations de *desocupados,* permet de contourner les rapports de clientélisme actionnés par les partis politiques au plan local, notamment par la voie des médiateurs locaux – *punteros*- afin d'accéder aux droits. Si l'engagement politique n'est plus à démontrer, l'insoumission envers la politique institutionelle emprunte des formes qu'il apparaît nécessaire d'explorer. La proximité des autorités caractéristique des espaces locaux sera une voie privilegiée à cette fin.

Dans les MTD, le clientélisme apparaît comme une accusation lancée à l'encontre des dirigeants des partis politiques. Elle s'appuie sur le fait qu'ils s'approprient des ressources de l'État de même qu'elle est révélée par la négation de l'accès aux citoyens non partisans, « à ceux qui en ont vraiment besoin ». Ainsi, le clientélisme émerge-t-il comme

[561] Nous avons présenté le témoignage de cette jeune déléguée concernant le fonctionnement de l'atelier de couture.

[562] En effet, l'analyse longitudinale des organisations de *desocupados* nous a permis d'établir une modalité d'engagement en tant que transit, en tant que *moment militant*. Les membres se renouvelant de manière permanente. Les militants et délégués développent, eux, une pédagogie garantissant la continuité des collectifs. Dans ce sens, Graham (2010, 29) précise que la continuité des entités collectives « ne dépend pas de la persistance des individus particuliers qui la composent ». Le substantif « collectif », selon Trom (2010), apparaît comme un résultat qui permet de déplacer l'enquête sociologique « vers les multiples formes d'*assemblement* interindividuel ».

une forme de médiation, contraire au droit, que les MTD seraient parvenus à surmonter. Leur groupe aurait échappé à de telles pratiques grâce à l'autonomie qu'ils cultivent dans leur rapport aux autorités locales. En dépit de leurs aspirations à être des organisations « démocratiques », les organisations de *desocupados* ne sont pourtant pas épargnées par de tels « reproches », que ce soit par leurs adversaires politiques, la presse nationale, ou encore les sciences sociales. Le fait que la catégorie de clientélisme soit également une forme d'offense politique nous alerte sur la nécessité de préciser sa signification sociologique. De fait, nous examinerons, d'abord, les débats qui se sont développés autour de la notion de clientélisme et des relations patron-client. Son usage concerne tant les études des rapports des pouvoir dans des régions rurales (synonyme de patronage) que les analyses électorales, en tant qu'une forme spécifique, le « clientélisme électoral ». Si certaines de ces caractéristiques apparaissent sous une forme unanime (la modalité d'échange, l'asymétrie du rapport, et la personnalisation du rapport établi), d'autres portent à débat, notamment, l'usage de cette catégorie dans la description des rapports entre collectifs et État (Rouquié 1978, 70), ou bien d'autres encore qui sont considérées, comme des caractéristiques circonstancielles, spécifiques d'une région et rattachées à un moment historique précis.

Les études anthropologiques, précurseurs dans l'analyse du clientélisme, et de science politique, présentent plusieurs figures de coopération sociale asymétriques. Rouquié (1978, 70) souligne qu'elles coïncident, notamment, en trois éléments : une relation entre deux parties de statut inégal ; un échange de biens ou de services non homogènes ; un rapport interpersonnel fonction de critères particularistes présidant à cet échange. Bien qu'il s'agisse d'une coopération, l'asymétrie conditionne l'ensemble de la relation. Nous reprenons cette définition restreinte, sans nécessairement y adhérer, sans la faire nôtre, en ce qu'elle est susceptible, cependant, de nous aider à mieux comprendre les rapports établis entre les membres des MTD et dans leurs interactions successives. Sans supposer a priori qu'il s'agit du clientélisme ; nous tenterons de revenir sur le rapport établi avec les autorités dans l'espace local en nous fondant sur nos recherches et en dialogue avec d'autres recherches qui abordent des questionnements proches concernant ces populations, principalement en Argentine (Auyero, 2005, 2001, Svampa et Pereyra 2003, Grimson, 2004). Comme le soulignent Grimson et Cerruti (2005, 133), il semble injustifié d'envisager l'engagement au sein des organisations de *desocupados* comme étant l'expression d'une rupture absolue et généralisée d'avec les rapports de clientèle. C'est en étudiant de plus près les rapports aux autorités et aux médiateurs qu'il devient possible de

préciser la nature des liens établis. S'agit-il d'échanges de type clientéliste ? Peut-on distinguer ces derniers de la revendication d'une cause rattachée à un droit ? Ou encore peut-on les distinguer de l'acceptation « instrumentale » des ressources « nécessaires » (une catégorie contingente) ? Dans quelle mesure ces pratiques peuvent-elles se juxtaposer ? Nous confronterons ces définitions aux pratiques en usage à l'intérieur des quartiers analysés de sorte à tester leur validité et à préciser leurs particularités. Nous pouvons aisément imaginer la qualification de clientélisme comme étant une forme de discrédit porté à l'encontre de l'adversaire dans la sphère publique. Mais à quoi tient-elle pour les sciences sociales ? Pour y voir plus clair, nous tenterons de questionner les différentes dimensions de la notion de clientélisme.

I. Le clientélisme un échange face- à- face inégal mais réciproque ?

Les éléments que nous avons soulignés, le rapport personnel qui incline au face- à-face ; les hiérarchies établies ainsi que les formes de réciprocité, semblent se décliner de manières diverses. Le clientélisme apparaît le plus souvent attaché à certains pays ou régions, en particulier méditerranéens, mais également à l'Amérique Latine[563]. La nature particulariste des rapports politiques renvoie selon ces études, à des sociétés dites traditionnelles, dans lesquelles les sphères publique et privée ne sont pas encore suffisamment autonomes. Piattoni (2001, 9-10) qualifie ces approches de culturalistes en les distinguant des approches structurelles. Ainsi, dans les études anthropologiques réalisées sur les sociétés méditerranéennes, le clientélisme apparaît-il comme un instrument permettant de décrire les relations établies entre les populations et les détenteurs du pouvoir au sein de sociétés rurales traditionnelles, à une période où l'accès au centre étatique devient une condition déterminante de l'exercice de ce pouvoir.

Les ressources -du patron- tendent à n'être plus seulement celles qui permettent de disposer de la propriété de la terre, mais aussi celles qui offrent la possibilité d'entrer en relation avec les administrations et d'influer sur leurs décisions. La médiation des notables est présentée comme un facteur de « liaison entre communauté locale et l'État » et comme un moyen de palier les dysfonctionnements institutionnels d'une administration

[563] En dépit du fait que l'on reconnaisse qu'il s'agit d'un phénomène répandu, certaines régions sont ainsi plus représentées. Le cas recueilli dans Gellner et Waterbury, J. (eds.) (1977) est à cet égard significatif. À titre d'exemple, citons plusieurs études qui font du clientélisme le cœur de leurs analyses sur la politique en Amérique Latine, à savoir Gay (1998) Gervasoni (1995), Gibson et Calvo (2000) Levitsky (2003), Mainwaring (1999).

bureaucratique qui n'est pas encore suffisamment présente sur l'ensemble du territoire (Briquet, 1998, 12-13). La dimension téléologique de ces études subordonnant le clientélisme à un processus de modernisation inachevé, plus au moins inéluctable, abonde parmi les analyses jusque dans les années 1980 (Guellner et Waterbury 1977, Schmit et al., 1977).

Outre le monde rural, les études concernaient les populations des migrants habitant des zones péri-urbaines. Dans cette même veine, la sociologie américaine a décrit la « machine politique » (partis politiques ou institutions équivalentes) comme un dispositif de compensation palliant les dysfonctionnements des institutions publiques et permettant à des populations marginalisées d'être intégrées au système politique officiel[564]. Les modes d'organisation de ces machines politiques concernent, notamment, des mobilisations électorales dans les quartiers d'immigration (Whythe, 1995) ou, plus généralement, des relations entre les groupes contrôlant le pouvoir local dans certaines grandes villes. Roniger (2004) met en exergue un trait commun majeur dans les premières caractérisations du concept de clientélisme. Celui-ci était considéré comme un vestige caractéristique des sociétés pré-modernes, que le développement politique et économique, allait rendre obsolète, et finalement allait vouer à disparaître[565].

Quand on se penche sur l'étude des sociétés modernes, on s'aperçoit que la notion de clientélisme évolue et envisage également l'apparition des médiateurs. Ceux-ci sont des opérateurs politiques capables d'actualiser les relations interpersonnelles entre le patron et le client. En tant que médiateur, le médiateur agit loyalement pour le compte d'une clientèle pour laquelle il obtient un maximum de ressources. Cette loyauté est récompensée par les clients, notamment lors des élections. Sur cette dimension, Scott (27) souligne la coïncidence des intérêts entre patron et client envers un « extérieur » qui permet d'accroître la somme des biens à distribuer et, éventuellement, la taille de la clientèle. En dépit de la présence d'intermédiaires, le rapport clientéliste demeure considéré comme un rapport binaire de rattachement personnel et, parfois, même dépositaire des relations de proximité et, selon certains auteurs, « intimes »[566].

[564] Robert Merton (1949) présentait le clientélisme comme un réseau qui se développait à l'ombre du dysfonctionnement de l'État.

[565] Plusieurs études admettent, néanmoins, que le clientélisme ne se limite pas aux seules sociétés traditionnelles mais apparaît comme une caractéristique « impossible à éradiquer » dans certains pays industrialisés (Roth, 1968). D'autres soulignent son caractère fragile et voué à la disparition en même temps qu'ils admettent la possibilité de son institutionnalisation (Lemarchand, R. et Legg, K., 1972 et Powell, J. D., 1970).

[566] Notamment, Powell, J. D (1970, 64). Dans ce sens, le recueil dirigé par Le Bart et Lefevre (2005) souligne les rapprochements possibles entre une « politique de la proximité » et le clientélisme. Les auteurs soulignent la nécessité d'éviter de naturaliser ce phénomène dans une sorte d'« idéologie de la proximité ».

L'étude des phénomènes de clientèle, ne se réduit pas, par ailleurs, à celles régions où il fut associé à l'origine, les traits du clientélisme évoluant vers des formes toujours plus complexifiées. La distinction entre l'approche culturaliste et structurelle n'est pas excluante. Il nous faut donc approfondir cet examen.

Comme le signale Briquet, appliquée à l'étude des sociétés modernes, la notion de clientélisme s'en est trouvée grandement étendue : d'abord, parce qu'elle a servi à rendre compte de la manière dont pouvaient se structurer, concrètement, des institutions plutôt que de seules interactions circonscrites à l'espace des communautés rurales, enfin parce qu'elle a, dès lors, permis de relever les écarts qui apparaissaient fréquemment entre les logiques effectives de fonctionnement des systèmes politiques et les modèles normatifs à partir desquels ceux-ci ont cherché à fonder leur légitimité au regard des catégories idéologiques de la « modernité » politique (1998, 21). Néanmoins, comme en attestent les études que nous venons de citer, les attributs qui sont dénombrés semblent contradictoires et souvent utilisés dans des contextes où leur signification varie profondément.

L'approche « économiciste » du clientélisme (« economistic approach » Piattoni, 2001, 11) met en exergue les capacités de négociation propres des échanges patron-client. Elle souligne, notamment, le monopole exercé par le patron sur le contrôle des ressources publiques et les possibilités offertes aux clients de redéfinir les termes de l'échange au cours du temps – ou de l'abandonner [l'échange]. Néanmoins, les hiérarchies entre les deux partenaires et leur légitimité peuvent varier en fonction du contexte politique, social et historique. Dans cette configuration, les rapports de clientèle sont considérés comme des échanges intéressés et volontaires. La dimension intéressée, propre de l'échange, se distingue du commerce par sa temporalité, différée, ainsi que par l'inégalité des services rendus. Ceux-ci ne peuvent pas être ramenés à une même valeur à travers l'argent. Le caractère volontaire de la relation permettrait, d'autre part, de distinguer le clientélisme des formes d'exploitation auxquelles il est comparé (Scott, 1977) en raison des différences hiérarchiques entre patrons et clients. La définition restreinte permet ainsi d'opérer un contraste entre l'échange clientéliste et d'autres formes d'échange qui se montre utile à sa clarification. L'échange clientéliste diffère également du troc, où les choix sont faibles et les biens ou services échangés ne peuvent se rendre équivalents sans l'intervention de la monnaie[567]. Veyne, dans son étude sur l'évergétisme[568], précise, en

[567] Les systèmes de troc contemporains pratiqués en Argentine semblent souligner cette différence et rapprocher leur pratique de celle du marché par la création de quasi-monnaies, notamment les *créditos*. Pour une étude des réseaux de troc contemporains en France, nous renvoyons à Laacher (2003) et pour ceux développés en Argentine, à l'ouvrage de Luzzi (2005).

effet, que « dans le troc, le demandeur n'a guère le choix…, et il ne peut faire des comparaisons ; son élasticité aux termes de l'échange sera donc plus faible qu'elle ne le serait sur un marché bien achalandé, bien il acceptera les conditions qui lui sont faites. […] Imaginons un homme de main qui cherche un maître auquel se vouer ; il ne s'engagera pas aux conditions d'un « marché du travail », mais il troquera sa fidélité auprès du maître qui voudra bien de lui et qui le nourrira mieux ou plus mal qu'un autre ; il subira le maître qu'il a pu dénicher, de même que, faute de choix, on subit les institutions de son pays et les fléaux de son époque ». (Veyne, 1995, 71). Ce contraste rend possible une distinction entre le clientélisme des formes d'exploitation et le troc. Les caractères volontaire et intéressé de l'échange proprement clientéliste apparaissent, également, comme des traits constitutifs de ce phénomène dont l'absence devrait nous servir d'indice pour établir le type de rapport établi entre les individus ainsi reliés. Ils demeurent, néanmoins, insuffisants pour caractériser à eux seuls un échange de clientéliste. L'argument de Piattoni étant de démontrer que le clientélisme constitue une forme de représentation des intérêts particuliers sur la scène politique – certes, non-désirable-, elle contribue à surmonter une vision moraliste qui rapproche le clientélisme du pathologique. Nous nous retrouvons, néanmoins, privés des éléments qui pourraient nous aider à distinguer celui-ci d'autres formes de rapport binaires et hiérarchiques.

Par ailleurs, Piattoni considère comme évolutif le caractère volontaire du rapport de clientèle au cours du temps et selon les partis. Les participants ne sont pas, par ailleurs, libres de rentrer dans le rapport de clientèle ni dans la définition des obligations de chacun. Le quasi monopole du patron sur certains biens clefs pour la survie des clients peut expliquer le sens de l'obligation et de son rattachement affectif. Celui-ci se rapproche du troc à faible élasticité. En revanche, dans les sociétés modernes, où l'économie de marché est fortement développée, les clients perdent de la protection en même temps que l'extension progressive de la citoyenneté leur confère des moyens de rétablir un certain équilibre dans la relation avec le patron ou bien de l'abandonner sans encourir de risques vitaux pour eux. L'affluence des clients vers le patron se trouverait ainsi conditionnée notamment par la présence – ou l'absence- des sources alternatives dans la recherche des biens désirés. Si l'individu peut se retourner vers ses pairs, ou bien encore vers des professionnels, la dépendance envers le patron s'en verrait, en quelque sorte, amoindrie. Le système de clientèle entrerait alors en concurrence avec d'autres mécanismes sociaux

[568] Au travers de ce néologisme Veyne établit la possibilité d'un système de gratuité. À la différence de Mauss, l'historien considère possible un don sans « contre-don ». Nous reviendrons sur ce développement par la suite.

pour l'obtention des biens nécessaires (Piattoni, 35-36). L'extension du chômage à de larges composantes de la population apparaît, ici, comme un contexte favorable à l'émergence ou au développement des systèmes de clientèle. A l'exception d'un client particulièrement placé dans une position « stratégique », la capacité de rendre les services ainsi obtenus se voit renforcée, selon cette auteure, par des éléments qui, historiquement, varient, en particulier, le besoin de main-d'œuvre défendant le territoire du patron ou, de manière plus contemporaine, le recrutement d'un électorat permettant de prendre le contrôle des ressources locales. Cette définition « minimaliste » du clientélisme présente pour intérêt de mettre en exergue le clientélisme comme une forme d'échange dans laquelle les configurations sociale, politique et économique, apparaissent comme des facilitateurs ou, au contraire, comme des alternatives qui sont fonction des différents moments historiques. En conséquence, elle considère l'évolution du clientélisme à partir des effets des tendances plus globales de la société en question, notamment, la formation d'un Etat centralisé, le développement du marché, l'extension de l'urbanisation ou l'accès à l'éducation. Cette caractérisation nous semble préciser différentes dimensions significatives. Elle pourrait ainsi nous aider à comprendre la distance qu'adopte notamment Carmen envers différents médiateurs de son quartier[569]. En dépit de ces avances, le terme de clientélisme ne nous permet pas de donner à voir les différents stratégies qui sont développées de manière simultanée par les individus. Ces indications ne prennent pas suffisamment en considération la manière dont, dans les sociétés contemporaines, les liens de clientèle sont questionnés par les individus ou des rassemblements d'individus. D'autre part, cette conception, envisage les formes de représentation – et pas seulement le clientélisme- comme un simple calcul de maximisation des bénéfices. Elle semble, de fait, évacuer les rattachements affectifs à l'origine des engagements politiques en général et la possibilité offerte à ces individus de s'impliquer dans la transformation des engagements en cause plus généralement. Comme nous l'avons montré, au-delà des distinctions analytiques, cette dissociation ne semble guère opératoire dans notre recherche[570]. En effet, les expériences de déception et des victoires passées, dont témoignent les individus, agissent comme des précédents, soulignant l'incertitude de l'issue de leur action dans la recherche d'un travail ou d'un PTT. Les sentiments, notamment de colère ou de déception, ne se réduisent pas au moment de l'engagement. Des travaux sur la délibération soulignent le rapport entre

[569] Nous reviendrons sur son attitude dans les pages qui suivent.

[570] Plus généralement, James Jaspers (2007) affirme nécessaire d'inclure les sentiments moraux dans toute leur complexité. Ainsi, l'auteur souligne-t-il que la colère peut certes apparaître comme un reflexe mais que son maintien exige, notamment, une capacité d'indignation morale.

émotions et argumentation : les émotions vécues dans le présent, en anticipant celles liées aux conséquences négatives possibles dans le futur, colorent les choix (Livet, 2002).

L'argument de la représentation des intérêts par le clientélisme a également amené à reconnaître l'existence d'une certaine capacité d'institutionnalisation. Powell (1970, 420) souligne ainsi, dans son analyse sur le clientélisme dans les sociétés paysannes, que la population ne se démobilise pas dès lors que les individus ont obtenu « un morceau de terre ». Le système de clientèle diffère d'autres formes de représentation politique par sa dépendance aux rapports personnels « almost complete dependency on face-to-face relationships in the building and maintenance of the system » (423). Ce qui est directement inscrit dans la forme du contrat qui les lie. Le contrat entre le client et le patron serait, pour cet auteur, d'ordre privé, non-écrit, fondé sur un accord tacite et à contenu fortement personnalisé. Il échapperait à toute forme de contrôle public, dans sa mise en œuvre, pour son contrôle effectif, ou encore à l'application des sanctions en cas de non respect du contrat. De ces limitations découlent les comportements très fortement arbitraires des patrons et l'absence de « tiers » pour renforcer les accords. Néanmoins, l'auteur soutient la valeur heuristique de la discussion sur les politiques de clientèle par leur pertinence, en particulier, dans l'exploration des comportements des acteurs à bas statuts « low-status actors » (423). En avançant cette proposition, l'auteur revient sur sa conceptualisation en atténuant une valeur heuristique plus générale – qui concernerait toutes les populations- pour seulement la déployer sur les composantes de la population les moins dotées en ressources. L'illégitimité qui pèse sur cette forme de fonctionnement des systèmes politiques au regard des modèles normatifs et de l'autonomie des individus semble, dès lors, priver ces populations des possibilités d'action légitimes. Pour notre part, préciser l'étendue de cette notion nous apparaît encore plus nécessaire afin de rendre compte des rapports établis au sein même des organisations de *desocupados* ainsi que dans les rapports qu'elles cultivent aux autorités et à leurs proches non-membres.

Emilia veut « progresser » : la mobilisation de ressources multiples

Comme nous l'avons vu, certains membres des MTD, le plus souvent ayant quitté le système scolaire avec de faibles qualifications, ont fait appel aux organisations de *desocupados*, autant pour se révolter contre un problème de société que parce qu'ils entrevoyaient la possibilité d'y trouver une aide matérielle, des moyens de remédier à leur situation. Pour eux, le temps de l'engagement au sein des groupes de *desocupados* peut se comprendre en termes de prolongement d'un effort quotidien de la survie, d'une

mobilisation déjà effective, et d'un espace de socialisation particulier[571]. Cette population se trouverait davantage encline, selon les études évoquées, à s'inscrire dans des rapports de clientèle afin de satisfaire, au quotidien, les besoins d'un foyer. Néanmoins, les démarches sont multiples et, de fait, la possibilité d'une dépendance envers un seul « patron », limitée. Quelques extraits de notre journal de terrain nous permettent de faire le point sur les divers moyens d'obtention des ressources possibles dans les espaces locaux. Nous avons proposé à un membre du mouvement de *desocupados* de l'accompagner dans ses activités quotidiennes, ce qui nous a donné un aperçu des modes de vie de ces personnes, de leur ancrage dans le quartier, plus ou moins ouvert vers l'extérieur et orienté vers l'obtention de ressources.

Emilia a 24 ans, elle a trois enfants âgés respectivement de 9, 7 et 2 ans. Elle habite avec son frère dans la maison où elle a grandi. Sa mère et deux de ses autres frères habitent à 400 mètres de là sur le chemin qui mène au siège du MTD. Elle fait partie du MTD depuis sa création en 2001-2002. Pour Emilia, les besoins alimentaires sont assurés grâce à l'apport du mouvement qui apparaît comme une des ressources principales de son foyer. Les 150 *pesos* (du PTT) sont le seul revenu stable et elle mange aussi avec ses enfants le repas préparé à la cantine. À midi, ses enfants ne mangent pas chez elle, mais à l'école municipale ou à la crèche, où la cantine n'est pas payante. Sa sœur, qui n'habite plus dans le quartier depuis qu'elle s'est mariée, est employée comme aide ménagère. Elle lui propose, souvent, des vêtements ou chaussures d'occasion pour ses enfants, offerts par ses patrons. Sa mère fait de même, elle visite un *roperito* de la municipalité où elle peut alors dénicher des vêtements d'occasion à très bas prix[572].

Son fils cadet rentre à la crèche à 7h50 où il demeure jusqu'à 13 heures. Les aînés rentrent un peu plus tard à l'école municipale où ils déjeunent. Quant à elle, elle ne petit-déjeune pas chez elle, mais uniquement chez sa mère ou à la cantine où elle grignote des *tortas fritas* ou un bout de pain. En dépit de cette absence de moyens, depuis qu'elle n'habite plus chez sa mère, elle considère qu'elle est parvenue à *progresser*. Elle multiplie les petits travaux qu'elle trouve grâce à l'aide de son réseau de voisinage[573].

[571] L'engagement peut, ensuite, se formuler en des termes politiques.

[572] Généralement, les prix oscillent entre 0,5 et 1 *peso*, soit la valeur d'un bonbon. Comme sa mère, les femmes qui y travaillent (retouche, rangement et vente des vêtements) sont également rémunérées par les PTT.

[573] Elle fait quelques heures de ménage par semaine chez un *vecino*, parrain de son fils cadet, et distribue, parmi ses connaissances, des catalogues de vente à domicile, ce que lui permet, ensuite, de prendre des commandes ou, en été, elle vend de la bière le soir depuis la fenêtre de la salle à manger de sa maison. Avant, elle préparait des sandwichs pour les vendre à l'université qui se trouve à 11 kilomètres de chez elle. Elle les préparait chez sa mère avec l'aide de sa sœur. Pour s'y rendre, son frère aîné l'y emmenait en vélo. Elle a également participé aux activités du club de troc du quartier. Sa mère m'en parle en rappelant « le tas

Les progrès qu'elle évoque sont s'installer et avoir un « chez-soi ». L'allocation est principalement affectée au paiement des mensualités des achats qu'elle a faits pour acquérir « ses propres choses ». Les meubles qui occupent la maison, font partie des progrès qu'elle évoque. Ils ont été acquis grâce à l'aide de son réseau familial et de voisinage au cours du temps. Ceux que l'on trouve dans la salle à manger (quatre chaises un peu déboîtées et une table en bois), elle les a achetés avec le père de sa fille dans une brocante. Le lave-linge et le sèche-linge, elle les a acquis également, d'occasion, par mensualités. Son frère l'a aidée à se procurer une grande commode et un placard en réduction, en payant en liquide et elle lui a remboursé cette somme sous forme de petites mensualités. A côté de la salle à manger, on trouve la chambre, avec un grand lit et deux lits superposés. Elle tient à nous préciser qu'elle a souhaité que chaque enfant ait son lit. Les lits des enfants, neufs, elle les a réglés en plusieurs mensualités dans un magasin de meubles du centre-ville. Le seul revenu mensuel qu'elle a pu faire valoir a été l'allocation de 150 *pesos*. Pour pouvoir les acquérir, elle a fait appel à l'aide du compagnon de sa mère, retraité, qui s'est porté garant[574]. Ainsi, nous précise-t-elle, elle ne peut pas tout acquérir simultanément. Dès lors qu'elle s'est acquittée de l'une de ses dettes, elle entreprend de nouvelles acquisitions en faisant appel à un autre membre de son réseau pour faire face à des besoins toujours importants.

Par ailleurs, elle est engagée au côté d'autres *vecinos* du quartier, dont certains sont membres du MTD, à réclamer auprès de la Mairie des terres leur permettant de construire sa maison ou bien leur intégration dans un programme d'« auto-construction » des maisons dont le lancement a été annoncé par le gouvernement provincial. Un de ses frères habite également dans la maison, dans la chambre de derrière mais, nous dit-elle, il « passe la plupart de son temps chez sa mère ». Emilia peut donc se tourner vers ses proches pour « faire des progrès », elle obtient auprès de ceux-ci un soutien non négligeable lui permettant d'améliorer ses conditions de vie et celle de ses enfants et de progresser vers l'objectif qui est le sien, « avoir un chez-soi ». La projection qui est la sienne intègre ainsi les attentes caractéristiques des composantes travailleuses et moyennes de la population, à savoir posséder « leur propre maison ».

---

de papiers » qu'elle n'avait pas pu échanger. Aucune de ses activités n'est considérée comme un véritable travail. Certaines d'entre elles n'ont pas été mentionnées lorsque nous l'avons interrogée sur son expérience de travail.

[574] Un retraité n'est pas d'ordinaire considéré comme un véritable garant, leurs retraites n'étant pas saisissables en cas de conflit judiciaire. Néanmoins, il est courant, pour les commerces locaux, d'accepter ce type de garantie.

La décoration de la salle à manger est composée d'objets fabriqués par ses enfants à la crèche et à l'école. L'utilisation de l'espace atteste de ce que beaucoup de ces activités domestiques sont le fruit de sa créativité et de la « ruse », tout cela avec le concours de sa famille, notamment sa mère et ses frères. Ici, ce « chez-soi », elle le projette là où elle ne parvient pas à le réaliser que de manière acrobatique entre sa maison et celle de sa mère et le MTD. Certains des objets qu'elle a achetés, elle ne peut les utiliser que chez sa mère. Accéder à la propriété serait vécu comme la consécration de ses efforts :

> Emilia : J'aimerais que cela aboutisse. Ici, j'ai la piscine, les enfants ont un lapin, ils aiment avoir des animaux et ici, il n'y a pas de jardin, ils n'en ont pas. Juste une toute petite cour. Ils ne peuvent pas en profiter. Pareil pour le linge, bon j'ai une cordelette mais sinon, il faut tout étaler sur les chaises pour que cela sèche. Alors, si tu as un jardin, tu as de la terre, tu peux faire comme tu le veux.
> Pia : […] *tu me disais que parfois la piscine vous l'installiez chez ta mère*
> E : Oui, on l'installe là-bas, mais ce n'est pas pareil
> P : *Les lapins sont là-bas aussi* ?
> E : Si, mais ce n'est pas pareil : Si tu l'as dans *ta* maison, tu peux t'en occuper, faire tout ce qu'il faut et là-bas ce n'est pas pareil
> P : *Prenons le cas des lapins, ta fille les voit souvent où on sait qu'ils lui appartiennent mais ils sont là bas…*
> E : Non, nous y allons, c'est nous qui leurs apportons de la nourriture, tout ce qu'il faut. Parfois, je leur donne à manger le matin quand je vais chez ma mère. Après, quand [les enfants] reviennent de l'école l'après-midi, ils apportent à manger de l'épicerie, on donne [les invendus] aux lapins. Avant, on achetait de l'aliment à lapin, mais il paraît que cela les rendait malade parce qu'ils sont trop petits, alors on a tout arrêté. […] Ma mère avait des cages et son mari les a mises en état…
> P : *Mais les animaux, ça ne prend pas un peu de temps…*
> E : Oui, mais non. Mon fils, le plus grand, il a beaucoup de patience et il aime les animaux…[575]

[575] Emilia, MTD Berisso, 2005. E : No a mi me gustaría que me salga eso porque yo tengo pileta, los nenes tienen conejo, les gusta tener animales y todo eso y acá no tienen tierra. No tienen nada, tienen un patio chiquitito que no disfrutan de nada. […] Lo mismo para tender ropa, tengo que andar, bueno, tiendo en la soguita que tengo y si no tengo que andar tendiendo por las sillas todo para que se me seque. Entonces si ya tenés un patio, tenes tierra y todo ya podés hacer lo que vos queres. P : […] *Vos me decías que por ahí la piletita la ponían ahí en la casa de tu mama…* E : Sí, sí la pileta la ponemos alla, todo, pero no es lo mismo P : *O los conejos que estén allá y eso…* E : Si, pero no es lo mismo. Tenerlo en tu casa, que vos lo cuidás, todo, a que lo tengas alla. P : *Dentro de todo, con el tema de los conejitos y eso, tu hija va seguido a verlos o está medio como que son de ella pero están ahí.* E : No, no. Los vamos a ver, les llevamos para comer, para que coman… con todo […], por ahí cuando yo voy a la mañana le doy yo de comer a la mañana. Cuando ellos vienen a la tarde, […] ellos ya traen comida de la verdulería que van a pedir y le dan de comer ahí. De vuelta. Antes les comprábamos alimento para conejo, pero como, no sé, les estaba haciendo mal porque son chiquitos, entonces no les dimos más. […] E : Las jaulas las armó el marido de mi mama porque tenían… *[...] O sea que los cuidas vos, o… lo que pasa que eso también te lleva más tiempo, no ?* : Sí. Si pero no. El nene mío más grande tiene paciencia y le gustan los animales asi que…

Ainsi, se procurer ces différents objets révèle-t-il une progression couronnée par l'objectif ultime d'avoir un « chez-soi ». Elle n'a pas sa maison, mais n'hésite pas à se procurer certains biens alors qu'elle ne dispose pas de place suffisante pour les utiliser. Le mode d'acquisition et l'usage de ces objets[576] traduisent, dans le cas d'Emilia, le processus lent grâce auquel elle pourrait accéder à un certain degré d'autonomie. Cette dernière ne semble pas atteinte, ici, tant qu'elle ne possèdera pas sa propre maison. Loin d'une vision finaliste où le résultat serait connu d'avance, Emilia semble se débrouiller avec les ressources à sa portée sans pour autant se priver d'essayer plusieurs solutions, parmi lesquelles l'entretien avec les autorités et ses *vecinos*. Autant d'« enjeux d'appropriation » matérielle ou spatiale de l'espace domestique et du quartier qui peuvent être analysés en termes de marqueurs du statut social des individus[577]. Ils révèlent ici, l'activité permanente d'Emilia et sa capacité à se projeter dans l'avenir. Une caractéristique souvent absente des caractérisations de ces milieux, étudiés uniquement sous l'angle de leur combat quotidien, et dépourvus de toute vision à moyen et à long terme. L'accès à la propriété s'inscrit dans cette finalité à long terme dans lequel l'investissement du politique n'est pas étranger. Dans cette perspective, tous les proches sont mis à contribution. Les ressources non monétaires et les solidarités sur lesquelles ils s'appuient revêtent différentes significations. Pour ses enfants, s'occuper des lapins est un loisir ; pour sa mère, une aide naturelle ; pour ses frères, il s'agit tantôt de prêts, tantôt d'aides. Ainsi des ressources négligées du point de vue de l'économie formelle prennent, ici, la forme des liens de solidarité à l'origine des progrès qu'Emilia est parvenue à réaliser.

[576] L'importance de l'usage des objets est évidente dans les méthodes ethnographiques et micro-sociologiques (Desjeux, D., Monjaret, A. et Taponier, S. 1998 et Desjeux, D. et Taponier, S. (dir), 2001) par les ethnologues (Warnier, J-P, 1999) ou dans l'approche pragmatiste (Conein, B., Dodier, N. et Thevenot 1993).

[577] Ces travaux ont nourri la tradition ethnographique des études de la culture matérielle et, en partie, celle des *Cultural Studies* ou de certaines approches de la sociologie contemporaine de la consommation et des modes de vie (Cf. Segalen et Le Wita, (1993) ou Warnier, (1999), entre autres). L'étude récente d'une famille andalouse réalisée par Alain Cottereau et Mohatar Marzok (2010) aborde la consommation dans la perspective d'établir des bilans d'interaction. Les auteurs prennent en compte les différentes modalités d'accès aux ressources et les sens que les membres de cette famille leur confèrent. Ainsi définies, ces interactions ne sauraient se réduire à la seule consommation. Nous nous sommes inspirés de ces recherches afin de mieux comprendre les liens établis entre proches et membres du MTD.

Se déplacer dans le quartier : la réalité « à portée de l'habitant »

Quand nous l'avons accompagnée dans le quartier, Emilia saluait les *vecinos* et nous livrait quelques portraits :

> Vers 11 heures, nous partons à pied vers la municipalité. Plusieurs *vecinos* sont attendus pour discuter de leur inscription au programme de logement qui sera prochainement lancé. La Mairie se situe à un peu près d'un kilomètre de là. Sur le chemin, Emilia […] salue plusieurs personnes qu'elle croise.
> Emilia : Où est ton père ? demande-t-elle à un enfant âgé d'environ 10 ans.
> Enfant : A la maison. Il dort.
> Elle exécute un geste de mépris. Nous lui demandons s'il fait partie du mouvement de *desocupados*.
> E : Non, mais il devrait venir à la réunion. Elle nous explique que la réunion concerne plusieurs *vecinos*. De même, une partie des membres du MTD ne prend pas part à ces discussions.
> Elle salue un homme dans la cinquantaine. Il est le parrain de son fils. Peu après, nous saluons, un membre du mouvement plus âgé. Il marche à côté de son vélo[578]. […] Quand nous arrivons à la mairie, nous rencontrons un autre jeune qui les attendait là pour rentrer. C'est lui qui avait été chargé de prendre le rendez-vous avec les fonctionnaires[579].

Se déplacer dans le quartier permet de savoir qui fait quoi, de voir son camarade en train de se débrouiller, un *vecino* se reposant chez lui au lieu de remplir ses engagements, -se rendre à la réunion pour participer au programme de construction des habitations- de saluer le parrain de son fils, d'échanger des nouvelles et de se livrer à bien d'autres activités caractéristiques du voisinage. La familiarité dans les déplacements et l'occupation de l'espace sont particulièrement présentes. Emilia semble « connaître » tous ses *vecinos* et prendre ses distances avec certains. C'est un espace partagé par les habitants : par ceux qui travaillent, ceux qui perçoivent les *planes*, ceux qui appartiennent au mouvement de *desocupados* mais aussi par ceux qui connaissent seulement les membres du groupe et, enfin, d'autres qui restent indifférents. Ces habitants se croisent dans la rue, à l'école de leurs enfants, à la Mairie où ils partagent une même réalité sociale. La trajectoire de travail de cette jeune femme réaffirme cette familiarité car elle a

[578] Pendant l'assemblée, il se plaignait du fait qu'il devait aller chercher des bouteilles et des métaux à revendre dans la rue car il ne percevait pas encore l'allocation. Nous pouvons constater que c'est précisément ce qu'il est en train de faire avec son vélo.
[579] Notes de terrain, décembre 2003.

principalement travaillé dans de petits commerces du quartier[580], et a été embauchée « parce qu'on me connaît ». De fait, les ressources dont elle dispose combinent l'utilisation des institutions publiques, celles obtenues via les organisations de *desocupados*, et celles apportées par le réseau de voisinage y compris sous la forme de petit « boulots » à caractère occasionnel. Ni les autorités locales ni l'organisation de *desocupados* ne constituent l'unique ressource mobilisée par Emilia dans le cadre de ses multiples démarches.

En particulier, la présence du MTD -elle a participé à sa fondation- permet d'« ouvrir » une autre voie d'accès aux PTT et aux autres ressources par un moyen autre que celui du réseau partisan. Elle aspire, également, à trouver un travail qui lui permettra d'accéder de la manière la plus légitime qui soit aux ressources dont elle a besoin. Dans ce contexte, se dire à la recherche de travail ne peut pas être brandi et analysé comme une simple justification instrumentale, une imposture permettant de « profiter » des allocations, tout en évitant de subir la stigmatisation.

Dans ce même sens, la multiplicité des groupes de *desocupados* (réunis chacun selon ses propres consignes) et leurs diverses exigences envers leurs membres vient soutenir cette interprétation ; les MTD ne sont pas l'unique moyen d'accès aux ressources publiques. Les connaissances d'Emilia, liées au fait qu'elle habite le quartier, lui permettent d'avoir recours à d'autres instances. Dans ce contexte de privation, la création des organisations de *desocupados* accroît les choix qui sont les siens et à sa portée. De même, la rotation des membres entre les organisations permet-elle de saisir les brèches ouvertes dans le système clientéliste par ces organisations, celles-ci offrant des marges d'autonomie plus importantes aux individus. Les *vecinos* étant tenus informés des différents moyens d'accéder aux ressources publiques et étant interpellés par les différents groupes comme des ayants droits, ils peuvent réclamer de se voir appliquer un tel traitement bien que cette voie d'accès aux PTT soit peu orthodoxe. Il pourrait s'agir, tout simplement, de la concurrence à laquelle se livrent plusieurs réseaux de clientèle mais nos témoignages portent surtout sur leur revendications en termes de droits et sont ainsi rattachés aux individus et non pas aux médiateurs. Ces personnes peuvent s'inscrire successivement ou simultanément[581] dans plusieurs organisations du quartier.

Ces relations interpersonnelles jouent, également, lorsqu'Emilia se rend auprès des autorités. Elle s'y rend accompagnée par ses *vecinos*. De fait, si les autorités contrôlent de

[580] Elle se verra, ultérieurement, offrir des opportunités de « sortir » du quartier pour travailler à la ville voisine de La Plata.

[581]Notre étude permet de souligner la participation à diverses organisations locales, club, école, église. Elle peut même s'étendre à la participation à des meetings politiques partisans.

manière plus au moins partisane, selon les cas, les ressources publiques, les citoyens ne se transforment pas automatiquement en clients, en particulier quand ils peuvent s'appuyer notamment sur leur condition d'habitant ou de *vecino*, des catégories qui semblent équivaloir à celle d'ayant droit pour accéder à ces ressources. Ainsi, alors que les réseaux partisans tentent de contrôler les ressources publiques au bénéfice de leurs membres, les habitants n'adhèrent pas, pour autant, automatiquement, à cette solution dès lors qu'il existe une alternative. Les différentes allocations continuent d'être d'origine publique et d'être destinées à des catégories définies des citoyens. La mobilisation à travers des organisations intermédiaires, non partisanes, permet de contourner ces réseaux ; les citoyens tout en s'inscrivant dans un rapport de dépendance car subsistant en partie grâce à l'aide publique, ne renoncent pas pour autant à leur autonomie, surtout, dans les cas des MTD n'entretenant pas de rapports privilégiés avec les partis politiques.

La participation aux différents groupes repose aussi sur le réseau familial et de voisinage qui fournit un soutien également important dans la résolution des problèmes. Fox (1994) argumente de l'importance de la liberté d'association sans encourir le risque de répression sous forme de violence physique ou de l'intervention des espaces de la société civile notamment par cooptation, comme un élément central pour la constitution d'une citoyenneté autonome. La multiplication des espaces de discussion au sein de la société civile constituerait un indice du pluralisme et, plus généralement, des conditions d'un espace public démocratique. Néanmoins, le clientélisme semble un phénomène particulièrement présent dans l'exécution des politiques sociales, notamment à partir des modalités d'intervention mises en œuvre à compter des années 1990, où des politiques sociales focalisées se sont substituées à celles à caractère universel – dont la seule condition exigible était celle d'être citoyen-. Comme nous l'avons constaté, la proximité avec les autorités peut produire des formes de collaboration. Les membres des MTD ne semblent pas pour autant contracter d'obligations envers les autorités qui signifieraient leur inscription dans un schéma de clientèle. Bien évidement, les autorités ne remplissent pas seulement un rôle de médiateurs ou de patrons de clientèle, ces ressources étant également distribuées aux citoyens ayants droits.

II. Défis de la proximité géographique et sociale. Quand l'État et les citoyens ont un nom propre

Les relations de clientèle sont caractérisées par la hiérarchie qui sépare les individus. Celle-ci se donne à voir, via l'accès aux ressources, comme un attribut constitutif du patron. Dans le cas des organisations de *desocupados,* la proximité physique avec les autorités locales joue un rôle important dans l'accessibilité aux ressources. Elle peut rendre les autorités effectivement responsables devant les citoyens[582].

Concernant les PTT, il s'agit, d'après leur formulation, d'une ressource mise à disposition généralisée des citoyens ou plutôt des *vecinos* car une restriction géographique à certaines zones de la ville est posée. La Mairie de Berisso se situe à quelques 1000 mètres du quartier autour de la rue Nueva York où fonctionne le MTD. Ainsi, Andrés, l'un de *référents* que nous avons interviewé peut-il croiser un fonctionnaire dans la rue et s'adresser à lui sans médiation ni présentation préalable parce qu'ils se côtoient, tout simplement. Nous avons accompagné Andrés à la Mairie ; celui-ci s'avisant de la présence d'un fonctionnaire s'est écrié :

> Andrés : N'oubliez pas ce que vous nous avez promis ! Le fonctionnaire répond par un geste affirmatif. Nous lui demandons si les relations avec les autorités locales sont bonnes. Puis il nous répond en justifiant son geste :
> Oui. Mais, vu qu'on est là… que ça serve à quelque chose. En fait, je ne veux pas trop lui dire – il continue en parlant du fonctionnaire- car il nous a déjà envoyé une partie. Comme nous sommes près, ça va, mais de l'autre côté, à Villa España, on les oublie, non seulement le MTD, mais tout le quartier[583].

Ses paroles résument parfaitement le lien entre le sort d'un MTD et celui de son quartier. Le *vecino* n'est pas seulement le membre potentiel de l'organisation mais il est un égal dans ses rapports aux autorités, en tant que *vecino* et citoyen. Le quartier n'est pas seulement un contexte dans lequel se déroule l'action des mouvements de *desocupados,* il nous semble plutôt que cette dernière se construit, en effet, à partir des caractéristiques du quartier en les transformant. La proximité des autorités apparaît, ici, comme une ressource relativement abordable laquelle est investie par les *vecinos*. Le fonctionnement en réseaux des plusieurs quartiers ainsi que de plusieurs organisations de *desocupados* appartenant à

[582] Nous signalons, ici, une possibilité souvent mise en exergue dans les débat propres à la décentralisation aussi bien que dans ceux relatifs à la gestion des budgets participatifs.
[583] Notes de terrain, décembre 2003.

d'autres districts renforce leurs capacités. Cette proximité peut venir atténuer les hiérarchies qui éloignent, d'ordinaire, les autorités du *vecino* et citoyen. Le terme de clientélisme ne nous permet pas de donner à voir les différentes stratégies qui ont été développées, de manière simultanée, par les individus.

Chela expliquait, lors de la réunion des *productivos,* que dans son quartier, les *vecinos* étaient prêts à se mobiliser jusqu'à entreprendre le siège des autorités locales afin d'obtenir l'installation d'un compteur électrique[584]. Ces rapports de coopération avec les *vecinos* sont également importants à l'heure d'analyser les liens qu'entretiennent les mouvements de *desocupados* dans l'espace local. En effet, la coopération avec les *vecinos* souligne l'existence d'une autre forme de rapport entretenue avec les fonctionnaires locaux. « Le quartier » peut monter une manifestation au nom des *vecinos* grâce à la présence des organisations locales parmi lesquelles les organisations de *desocupados* semblent les plus visibles bien qu'elles ne soient pas les seules. Le fonctionnement en réseau permettrait de cultiver une certaine forme d'indépendance envers les autorités et réseaux partisans : l'obtention des ressources ne contraignant alors pas à rendre des services aux autorités au motif d'une loyauté « attendue », aux autorités et réseaux partisans, la totalité des *vecinos* serait bénéficiaire des changements produits (et responsables de leur acquisition). D'autres organisations viennent, également, les inviter à participer à des manifestations diverses[585].

Loin d'être une exception, ces rapports de proximité et de mise à distance des autorités sont également cultivés par les membres du MTD de Berazategui. Nani nous montre un carton rempli de papiers de l'époque où il était président de la *sociedad de fomento*. Les démarches alors entamées concernaient la reconnaissance de l'*assentamiento* et son inscription comme un quartier. Les documents très variés décrivent les activités du quartier au-delà de la seule activité de régularisation de la propriété de la terre[586]. Ce qu'il cherche à nous montrer, il finira par le trouver au milieu des documents. Une coupure du journal local – non datée- de la remise des titres de propriété lors de la régularisation des

[584] Plus tard, ils se mobiliseront auprès de la Mairie pour « appuyer » une sollicitude écrite ; À l'occasion, l'ensemble du réseau avait été mobilisé pour rendre plus visible leur action. Ils font partie de ces quartiers « oubliés », à Berisso.

[585] Nous avons déjà évoqué l'invitation de l'Union des étudiants reçue lors de la réunion des *productivos*. Elle n'est pas la seule. Le MTD de Berisso a aussi été invité à mobiliser, au plan local, contre la répression policière au profit d'associations de parents de jeunes agressés par la police. Le réseau participe, également, aux manifestations pour « l'apparition » [contraire de la disparition/séquestration] de Julio Lopez, témoin clé du jugement des crimes commis pendant la dernière dictature en Argentine dans la ville de La Plata qui a disparu, suite à son témoignage.

[586] Nani chez lui, MTD La Veron, juillet 2005. Entre autres documents, il nous montre un mot qui réclame des fonds : il a été adressé aux membres afin qu'ils participent aux frais d'enterrement d'un *vecino*, une lettre convoquant aux élections du conseil directif, des preuves de démarches réalisées pour que soit installé le réseau électrique dans le quartier.

terres de *l'asentamiento.* Le titre de l'article évoque la remise des titres de propriété des terrains. Une photographie montre le maire d'alors, Anibal Fernandez, sur un scénario improvisé. Il se tient à gauche du microphone, tandis qu'à sa droite, figurent plusieurs membres de la coopérative d'habitation dont Nani. Il tient à me montrer cette image (le texte n'est pas conservé), preuve de la vérité de ses paroles insistant sur le fait qu'il a reçu « toutes les propositions » possibles des politiciens mais qu'il n'en a jamais accepté aucune. Ces antécédents témoignent de son dévouement au bien commun. Que ce soit à travers la *sociedad de fomento* ou le MTD, il se présente comme une personne veillant aux intérêts collectifs et, de concert avec l'esprit de méfiance à l'égard des politiciens, et non pas retirant de l'effort collectif des bénéfices personnels.

Lorsqu'on fouille dans les antécédents de Nani, la proximité qu'il cultive à l'égard des autorités peut sembler problématique. Nani tient à souligner la distance qui le sépare de Fernandez. D'abord, il n'a pas accepté ses propositions ; entre-temps, le dirigeant est devenu Ministre de l'Intérieur, ce qui complique la situation. La distance qui sépare ces deux hommes semble témoigner de la fidélité de Nani à ses propres principes. Les contacts avec les autorités demeurent des épreuves face aux risques de la cooptation. Quand les autorités et les citoyens se côtoient, le maintien des distances et de l'autonomie de chacun semble plus difficile à garantir. Néanmoins, ces contacts représentent une dimension de l'activité de délégué, valorisante pour les membres des quartiers détenant ces positions, reconnaissant – en cas de réussite- leur inclinaison au bien commun, leur honnêteté. Les taquineries de Heroldo à l'égard de ladite amitié d'Andrés et d'un fonctionnaire (évoquée dans l'analyse du fonctionnement de la menuiserie, chapitre 5) apparaissent, ici, comme une autre forme d'évacuation des tensions qui ont été produites par cette proximité. Dans ce cas précis, il devenait possible, grâce à cette blague, d'énoncer cette tension sans qu'elle ne se transforme en une accusation. Une tension qui peut faire basculer leur travail dans le clientélisme. Elle rappelle les critiques adressées au système clientéliste fondé sur les rapports personnels. Nous pouvons, ici, nous demander si la présence de nombreux membres, lors des entretiens avec les autorités, peut également s'envisager comme un rempart. Les relations avec les autorités sont d'autant plus importantes dans le réseau du FPDS où chaque district désigne un délégué ou une déléguée pour participer aux débats de négociation et de décision. Cependant, à la Veron, les réunions des délégués concernent plus souvent les pairs que le contact avec les autorités. Ni Nani, ni Marina ne participent assidument à des négociations avec les autorités. Ce rôle est cantonné à la *mesa* des dirigeants. Ce qui rend les réunions moins

intéressantes, comme on peut le remarquer dans la description qu'en faisait Marina, la déléguée de Berazategui, évoquant « des niaiseries »[587]. Quant à Nani, il ne semble pas s'être laissé tenter par les offres qu'ont pu lui faire les autorités locales. Il conserve les précieuses preuves de son activité et rend compte des fonds qui lui sont confiés, ce qui lui permet d'afficher son honnêteté. La proximité des habitants des secteurs populaires avec les autorités locales évoque ici, à nouveau, comme dans les propos taquins d'Heroldo, des rapprochements entre délégués/dirigeants et politiciens. La position des délégués, tentés par des offres peu scrupuleuses, des tentatives de cooptation ou de corruption, rappelle la méfiance envers le politique et les pratiques clientélistes dont les organisations souhaitent se détacher. La proximité rappelle la composante personnelle souvent caractéristique des rapports clientélistes, mais la manière de la traiter semble indiquer qu'elle ne peut, à elle seule, déterminer le type de rapport instauré au sein des organisations de *desocupados*, dans les quartiers et avec les autorités.

Rendre des comptes aux *compañeros*

L'obligation de rendre des comptes à ses *compañeros* contraste avec les définitions les plus classiques à l'œuvre dans les rapports de clientèle. En effet, la hiérarchie des patrons ne repose pas uniquement sur l'accès privilégié aux seules ressources mais, également, sur l'usage discrétionnaire qui peut en être fait. De fait, elle se manifeste par le caractère arbitraire de la réponse, qui peut être favorable ou non aux services sollicités. Les multiples motivations qui expliquaient l'engagement au sein des groupes de *desocupados*, (présentées dans notre première partie), mettaient en exergue cet arbitraire. Elles nous alertent, ici, sur une conséquence résultant de la forme d'organisation adoptée.

Même si les membres s'apostrophent les uns les autres par un « *compañero* » soulignant l'égalité et la confiance qui règne entre les membres, les épisodes de questionnement ne sont pas rares. Nani a adhéré au MTD comme responsable de son quartier. Il a amené de nouvelles personnes et créé des activités. Il souhaite ouvrir une nouvelle cantine. Aussi, profite-t-il de ses connaissances au club du quartier pour y constituer un *obrador*, un lieu de travail. Mario, le dirigeant, est très enthousiaste et considère que la présence de Nani permettra au MTD de Berazategui de se développer. Il sera bientôt délégué tout comme Marina. Nani m'a montré son cahier comme gage d'honnêteté. « Tout est là »- disait-il alors, en pointant du doigt le cahier rempli de noms

[587] Nous analysons les réflexions de Marina sur le « bon délégué » dans la première partie.

et de chiffres. Plus tard, durant une discussion sur la contribution, « *el fondo* », avec Marina, un jour de distribution de la nourriture, Nani a ressorti le cahier sur lequel il avait consigné la liste des membres qui lui avaient payé leur participation. Il s'agit des personnes qui le considèrent comme étant leur délégué (certaines ont récemment pris la décision de quitter les activités organisées par Marina et de se rendre aux groupes de travail organisés par Nani). Sur la base du nombre de personnes qui lui ont versé cette cotisation, il doit verser une participation proportionnelle à leur nombre pour les frais de transport acquittés au nom de son « groupe »[588] (10 *pesos* selon lui au lieu des 20, exigés par Marina) pour le *transport de la mercaderia*. Nani était visiblement perturbé, comment Marina osait-elle, en effet mettre en doute sa parole devant ses camarades ? Les yeux pleins de colère, il s'est retourné vers ses *compañeros* qui ne se sont pas empressés de plaider sa cause. La discussion demeurait confinée entre délégués, ses *compañeros* le soutenaient, quant à eux, discrètement. Ils suivaient la discussion de près. Plusieurs membres avaient demandé à être changés d'*obrador* pour travailler avec Nani. Mais à qui avaient-ils versé leurs contributions du mois en cours ? Marina a dit ce qu'elle avait à dire et est ensuite repartie vers le local où l'on distribuait les aliments. Probablement gênée par le départ de certains *compañeros*[589], elle cherchait à conserver sa place en dépit du fait que les départs enregistrés témoignaient très clairement d'un désaveu à son endroit. Nani recherche la solidarité de ses camarades qui lui donnent raison, « donne lui seulement les 10 *pesos* après tu verras avec Julia ». Nani est visiblement contrarié, son visage exprime son désarroi. Marina et Nani ont dû se départager, cahiers à l'appui, leurs responsabilités respectives. Mais cela a été fait à l'abri des regards des *compañeros*, entre les délégués et les dirigeants, Julia et Mario. Les camarades de Nani seront informés par ses propres soins par la suite. Cet épisode, si gênant soit-il, n'est guère exceptionnel. La confiance, à l'égard des délégués, semble être soumise à des questionnements plus ou moins ouverts. Les dirigeants, Mario et Julia, ou bien les instances collectives encore (*mesa*, réunion des délégués), s'érigent comme des espaces tiers capables de trouver une réponse adaptée.

Emilia, pour sa part, semble cultiver la distance d'avec la loyauté envers les autorités. Elle n'est pas opposée à une manifestation de méfiance, mais elle emprunte une autre forme, au lieu de chercher à prouver son honnêteté, elle cultive l'irrévérence et la

[588] Comme nous l'avons désigné, le lieu d'habitation n'est pas le seul élément permettant d'installer le lieu de réalisation de la contrepartie. Celui-ci demeure un choix des membres.
[589] Elle avait connaissance du départ de ses camarades et tentait de se montrer indifférente, soulignant de la sorte, qu'ils pouvaient faire à leur guise.

moquerie, disqualifiant l'autorité des fonctionnaires[590]. Elle doit rendre des comptes à ses *compañeros*. D'où la conservation des factures des achats à laquelle elle doit se plier, notamment parce qu'elle est responsable de la cantine. Ils lui seront réclamés ultérieurement. En effet, les conditions de vulnérabilité dans lesquelles se trouvent les allocataires rendent le besoin de ressources critique et son usage d'autant plus surveillé. Les hiérarchies, au sein des organisations de *desocupados,* peuvent être remises en question, les mandats révoqués[591] en cas de manquements. Les membres peuvent, également, opter pour le passage d'un groupe à l'autre soulignant leur préférence pour un délégué en particulier, et la manière dont celui-ci exerce son rôle.

De fait, les membres ne sont pas rattachés à des référents ou dirigeants en tant qu'une extension de leur personne, de leurs biens. En somme, il ne semble pas s'agir d'individus non-autonomes, objets du contrôle exercé par un patron. En même temps, nous l'avons vu, l'appartenance à un même réseau familial et de voisinage constitue l'un des éléments qui favorisent l'engagement au sein des MTD. Le choix du « changement de projet »[592] afin de pouvoir travailler avec un autre délégué montre bien que ces liens ne sont ni immuables ni nécessairement renforcés par la participation aux activités des MTD.

Ces formes de contrôle, instituées par les organisations elles-mêmes, contrastent avec les pratiques décrites notamment par Auyero, (2001, 68) qui souligne un rapport direct entre les autorités locales et les antennes locales du parti péroniste, (Unidades Basicas) où les médiateurs ont la faculté de faire « ce qui bon leur semble » « *do what they want* » avec les ressources. L'information relative à la distribution de nourriture et des autres ressources est aussi fournie aux médiateurs en raison de leur appartenance au parti péroniste. De leur côté, ces derniers tentent de se présenter comme le seul moyen d'accès à l'information et aux ressources locales.

Apparaît ainsi une distinction fondamentale entre les rapports observés au sein des organisations de *desocupados* et ceux instaurés par le réseau partisan. Membres et non-

[590] Le caractère hérétique que James attribuait au péronisme semble, ici, se retrouver dans les organisations de *desocupados*.

[591] Les organisations, rassemblées dans le FPDS, font de la rotation des délégués comme un principe du fonctionnement. Certes, a été signalé le faible taux de rotation de ce poste, néanmoins, la possibilité de destitution doit être prise au sérieux par les délégués qui risquent de perdre leur poste si une telle manipulation venait à être constatée. Nous traiterons dans les pages qui suivent de certaines comparaisons avec le péronisme. Notons simplement, ici, que rendre des comptes aux compañeros semble la forme ultime de justification.

[592] C'est à travers les termes de « changement de quartier » ou de « changement de projet » que cela est exprimé. Il ne s'agit pas d'un déménagement mais, plus précisément, d'un changement de lieu de réalisation de l'activité de contrepartie.

membres peuvent bénéficier des résultats des négociations[593]. L'autonomie relative découle, en premier lieu, de l'acquittement de toute forme d'obligation de contrepartie personnelle envers les candidats politiques, notamment de travail durant les périodes électorales, l'objectif étant d'alimenter le prestige des autorités. Deuxièmement, la contrepartie est circonscrite à des domaines précis et non pas exprimée sous la forme d'une « confiance diffuse ». Cette précision semble encercler la logique des faveurs. De même que la contrepartie a connu une institutionnalisation certaine suite à la création des PTT, la nébuleuse des « faveurs » possibles à rendre a, elle aussi, été remplacée par des formes de travail aux contours délimités. Comme nous l'avons signalé, au sein des groupes, les règles sur lesquelles on s'est accordées ont fait apparaître une forme de légalité qui s'impose aux membres et non-membres des organisations qui participent aux activités susceptibles d'intercéder entre les membres qui ne sont guère livrés aux seuls rapports inter-personnels. Le lieu de leur contrôle demeure l'assemblée.

Accès asymétrique aux ressources publiques et lien volontaire

La concurrence entre plusieurs pôles d'accès aux ressources publiques est mentionnée par la littérature comme un moyen de réduire l'étendue du réseau de clientèle. (Scott, 1977, Fox 1994, Piattoni 2004). Les possibilités de décider de l'allocation des ressources publiques ne constituent pas pour autant un rempart absolu contre le clientélisme politique. La bureaucratie peut, en effet, s'approprier des ressources pour les distribuer sur la base de critères autres que légaux ou administratifs. Elle entre, dans ces cas, en concurrence avec les partis politiques, les syndicats, les *punteros* locales et notamment, les associations qui participent à la mise en œuvre des politiques sociales. C'est ce que des études classiques n'hésitent pas à considérer comme les formes modernes de clientélisme (Lemarchand et Legg, 1972, 167, Almond et Powell)[594]. L'accès des organisations de *desocupados* aux ressources publiques sur le mode de la concurrence avec les partis politiques ne doit donc pas s'interpréter comme un indice de l'abandon des rapports de

[593] C'est le cas de transformations introduites dans la distribution des allocations, en particulier, différentes formes d'augmentation des allocations obtenues, ainsi que de la participation à des projets productifs ouverte à des organisations autres que celle de *desocupados*. Voir pour plus de détails la partie I de notre thèse.

[594] Lemarchand et Legg (1972) considèrent, également, la présence des rapports de clientèle au sein des élites. Dans ce contexte, les hiérarchies s'affaiblissent, mais les rapports demeurent clientélaires en ce qu'ils mobilisent des négociations personnelles et affectives au sein de l'« establishment » (168-171). Il s'agirait d'échanges inégaux, volontaires et différés entre membres d'une élite qui sont, en bien des dimensions, en situation équivalente et non fondamentalement hiérarchique. En fonction des contextes envisagés, cette hiérarchie pourrait facilement se modifier.

clientèle entre autorités et gouvernés. D'autant plus que ces négociations interviennent à partir de positions asymétriques. Comme nous l'avons souligné, la légitimité conférée au titre d'interlocuteur, valable dans la formulation des politiques sociales, demeure circonscrite à la volonté des autorités. Ainsi, lors des créations des nouveaux programmes, ces mêmes interlocuteurs avaient été, lors de moments antérieurs, ignorés ou ostracisés[595]. La mobilisation sociale croissante, comme nous l'avons souligné, a permis d'accroître le nombre des PTT mais ces résultats n'ont pas été garantis comme principes universels. De fait, la présence des organisations de *desocupados* (mais aussi d'autres organisations et associations) rend plus faible la possibilité de contrôle monopolistique des ressources publiques sans pour autant se traduire par la dissolution des liens clientélistes. Les conceptualisations qui ont été réalisées sur le clientélisme à partir du cas Argentin soulignent, d'autre part, que la position des opérateurs politiques peut-être contestée par des factions internes issues d'un même parti politique ou par des adversaires. Autrement dit, la concurrence s'infiltre, y compris à l'intérieur même de ces réseaux.

Auyero, dans ses études sur la politique dans les quartiers populaires du GBA (2001, 2005, 2007), relève que des ressources de l'État sont appropriées par les *punteros* -des opérateurs politiques locaux- et par les médiateurs des quartiers. Il s'agit de médiateurs qui tentent de se présenter comme étant les seuls en mesure d'avoir accès aux biens publics et sur cette base d'imposer un lien hiérarchique. Rouquié (1978, 67) souligne, à ce propos, que la relation de clientèle est fondamentalement asymétrique. Tout en suivant une orientation en partie instrumentale pour les deux « contractants », elle demeure fondamentalement asymétrique. Cet auteur met en exergue l'échange clientéliste comme étant inégal avant d'être réciproque (Rouquié, 1978, 71). Certes, le besoin de clientèle n'est pas superflu pour le patron, mais le besoin de patronage peut s'avérer critique, voire vital pour le « client » démuni. De fait, dans le rapport de clientèle, cette dépendance n'est pas toujours liée à l'exploitation mais elle peut l'être aussi à la possibilité de donner et de rendre des services réciproques y compris d'inégale valeur. Le rapport qu'Emilia entretient avec son entourage et la manière dont celui-ci se voit prolongé et élargi par son appartenance au MTD nous permet, par ailleurs, d'entrevoir une autre logique. Il s'agit d'un rapport générant une certaine interdépendance entre délégués et membres, plutôt que d'un monopole sur le contrôle des ressources exercé par l'organisation de *desocupados*. Comme nous l'avons constaté, l'analyse de cette relation dans la durée souligne, de

[595] C'est notamment à partir de la création du programme de soutien aux coopératives « Argentina Trabaja » en 2009 que les réseaux des organisations de *desocupados* entreprennent de se mobiliser en dénonçant leur exclusion du programme.

manière simultanée, la possibilité de quitter un groupe pour en rejoindre un autre. Le phénomène des organisations de *desocupados*, installées dans un même quartier ou district, permettrait, semble-t-il, d'accroître la concurrence entre les médiateurs dans la conquête du soutien d'un plus grand nombre de membres, ce qui atteste de la dépendance des médiateurs envers leurs supposées clientèles. Cette forme de concurrence – notamment du fait de l'existence de plusieurs modes d'accès aux allocations- permettrait d'atténuer l'asymétrie du rapport entre les médiateurs et les adhérents.

Le sens conféré à l'échange clientéliste en tant que rapport de confiance ou d'aide mutuelle ne désigne pas, à lui seul, la présence ou l'absence des rapports de clientèle. Ces formes de loyauté ont été conceptualisées comme des caractéristiques d'un « clientélisme affectif » ou bien d'un « habitus de clientèle »[596]. Selon Auyero (2001), néanmoins, seul les liens entre le médiateur et son cercle rapproché sont « intenses » tandis que ceux avec les membres externes sont discontinus et intermittents[597]. Les membres du cercle rapproché connaissent les médiateurs depuis plus de quatre ou cinq ans, et les médiateurs leur ont « tendus la main » à un moment de grande détresse ; « ils pointent une faveur fondatrice qu'inaugurerait une relation durable » et, dit l'auteur, « très utile ». Le caractère discontinu souligne l'apparition du politique rythmé par les calendriers électoraux.

L'auteur apporte ainsi des précisons à la définition du clientélisme politique qui sont fonction du contexte local, mais celles-ci ne semblent pas en mesure de décrire des rapports politiques qui se développent en dehors des partis politiques. Elles ne semblent pas satisfaisantes pour résoudre le problème que pose la considération du clientélisme comme « subordination politique en échange des récompenses matérielles » (Fox, 1994, 153)[598]. Autrement dit, considérés sous l'angle de clients, les individus sont privés d'autonomie politique et réduits à leurs besoins matériels. Selon Piattoni (16), le propre des échanges clientélistes ne réside pas dans le rapport affectif ou personnel, celui-ci pouvant varier, au cours du temps, et en fonction des aires géographiques. Mais il s'agirait d'un lien dont l'accès intervient toujours de manière volontaire. En conséquence, ces rapports peuvent se transformer et les individus peuvent préférer d'autres formes de

[596] Voir Svampa et Martuccelli (1997) pour le premier cas, et Auyero (2002), pour le second. Les deux concepts font allusion à l'appartenance des membres au parti péroniste.

[597] Les médiateurs sont décrits comme « venant au secours sans motivations occultes » (2001, 66). La différence entre liens faibles et forts serait, en termes de temps, l'intimité et l'intensité émotionnelle caractérisant le rapport.

[598] Dans une autre perspective, les « recompenses matérielles » peuvent être conceptualisées comme des « incitations » nécessaires à la mobilisation des individus. Bien qu'elle ne soit pas la nôtre, elle reconnaît aux individus la possibilité d'adhérer à un projet mais seulement si les motifs qui leur sont attribués sont rendus homogènes selon la logique de l'homo œconomicus.

représentation et établir d'autres types d'échanges politiques, voire même les négocier. Ainsi, placer entre parenthèses la dimension affective des relations entre les membres des réseaux dit de clientélisme permet-elle, de reconnaître des marges de manœuvre qui s'activent au sein de ces relations.

Comme nous l'avons signalé, le caractère volontaire des liens de clientèle entretient un rapport avec la possibilité de choix permettant de contourner les patrons sans que cela ne présente de risques plus au moins vitaux pour les individus. La concurrence entre réseaux semble, dans ce contexte, augmenter les marges de manœuvre des individus. La forme clientéliste ainsi précisée ne semble pas toutefois à même de saisir les liens instaurés au sein des organisations ici étudiées. Après avoir obtenu son travail –elle est « agent de surface »-, Emilia prolonge, durant un certain temps, son engagement dans le MTD. Elle continue notamment de s'acquitter de sa fonction de membre de la Commission responsable de la gestion des ressources du FOPAR et participe aux activités culturelles avec ses enfants. Il lui arrive, de manière occasionnelle, de se rendre à des assemblées[599] ainsi qu'à des manifestations. Elle mettra fin environ six mois après le début de son emploi, à ses responsabilités dans la gestion du FOPAR. Cette forme d'engagement volontaire renvoie clairement aux formes de militantisme. La moindre difficulté, au plan de la disponibilité, ne débouche pas forcément un éloignement ou sur un désintéressement moral.

Les définitions, quelque peu paradoxales, de ce que serait une relation clientéliste, se montrent donc particulièrement déroutantes à l'heure où il nous faut saisir cet engagement volontaire. En ce sens, les organisations de *desocupados* peuvent être considérées comme une « exception » pour accéder de manière « privilégiée » à certaines ressources publiques. Rappelons, ici, l'usage particulier qui est fait des conditions de focalisation des programmes publics. Considérées injustes, on n'hésite pas à y « déroger », les MTD autorisant, notamment, l'allocation de plusieurs PTT à une même famille, en prenant en compte les situations individuelles. Selon les évaluations des experts sur la distribution des allocations, les organisations partisanes appliqueraient ces mêmes pratiques. Néanmoins, dans ces cas précis, ce traitement serait réservé au cercle rapproché des médiateurs. La re-signification de ces pratiques à partir d'une éthique de l'égalité, accessible à la totalité des membres des organisations, apparaît comme un indice des possibilités d'élaborer d'autres types de rapport dans des contextes de pauvreté où le

[599] L'arrivée d'un nouveau membre (un délégué qui a déménagé d'un autre quartier) avait généré bien des tensions. Elle s'est donc rendue à l'assemblée pour discuter avec lui, craignant que ses camarades ne parviennent pas à lui faire face. Ce jour-là, cette personne était absente, elle a seulement encouragé ses « anciens camarades » à lui parler. La question a finalement été traitée en assemblée en présence d'Heroldo.

clientélisme semble généralisé. Elle surgit de manière marginale, le nombre des personnes étant susceptible d'en bénéficier était faible-, en tant qu'une violation à des contraintes imposées par l'administration considérées comme illégitimes et non applicables et comme une contestation de l'autorité qui les a formulées. Elle n'en est pas moins, pour autant, à même de proposer des pratiques alternatives aux rapports clientélistes sans qu'il soit question d'acquérir une légitimité publique – à l'extérieur du groupe-.

L'accent mis sur la « subordination politique » du rapport de clientèle privilégie, le plus souvent, des aspects de coercition. Ceux-ci se font d'autant plus fortement ressentir que les marges de manœuvre des individus s'affaiblissent. Quand tel est le cas, les formes coercitives et les menaces voilées se font plus explicites. Dès lors, la possibilité de transformation des rapports de clientèle sous de formes d'extorsion doit également être considérée. C'est pourquoi la menace explicite de perte de l'allocation devrait nous alerter sur la réalité d'un phénomène coercitif et d'un possible passage à une relation de caractère extensif dépourvue de toute forme d'adhésion et de légitimité. Comme le souligne Scott, les clients peuvent aisément distinguer entre protection et extorsion, cette dernière ne revêtant pas de légitimation possible (Scott, 1977, 36). Les multiples organisations susceptibles de rendre possible l'accès aux ressources publiques peuvent représenter alors des issues qui atténuent la vulnérabilité des « clients ».

III. Réciprocité au sein des MTD et dans l'échange clientéliste : le moment de rendre.

Un des traits problématiques du rapport de clientèle est celui de la loyauté du client envers le médiateur ou le patron. Elle participerait du renforcement de la position de domination des médiateurs. Auyero (2000, 70) décrit, sur la base « de la perspective du client » les liens personnalisés entretenus entre le médiateur et son « cercle rapproché » à partir de l'idée d'une communauté « d'entre-aide » et de solidarité « protectrice ». Les médiateurs seraient des amis personnellement « responsables » de la distribution généreuse des ressources. L'auteur insiste sur le fait que les membres du cercle rapproché estiment que c'est le médiateur et non pas l'État, le gouvernement local, provincial ou national, qui distribuerait ces ressources. Ceux qui bénéficient de ces aides savent qu'ils doivent apporter leur soutien aux médiateurs, qu'ils contractent une obligation de rendre. Le raisonnement, présenté sous la forme de la faveur, se situerait à l'origine d'une sorte de légitimité du médiateur, affective et personnelle. Elle occulterait, ainsi, l'appropriation

des ressources publiques par ce dernier. Eisenstadt et Roniger (1984, 49), des auteurs abondamment cités dans la littérature, conviennent que la « combinaison des caractéristiques… produit plusieurs contradictions paradoxales », notamment, la « combinaison des rapports coercitif et d'exploitation et des relations volontaires d'obligations réciproques »[600]. La caractérisation des rapports de clientèle telle qu'elle a évolué à partir de l'analyse de plusieurs études de cas donne lieu à des définitions souvent paradoxales.

Paul Veyne (1995), à partir de son analyse des conduites de don distingue deux composantes, la chose donnée et l'acte de donner. « La chose donnée est un bien qui peut procurer une satisfaction à lui tout seul ; l'acte de donner, de son côté, suppose l'existence d'une relation entre deux individus ». Le cadeau découle alors de cette relation, l'a crée ou la symbolise. La satisfaction que procure le bien et celle que procure au bénéficiaire l'action de donner elle-même, ont une importance relative qui varie fortement selon les cas ; dans l'échange, le bien est ce qui compte le plus (1995, 74-75). Le don, lui – poursuit l'auteur- « le cadeau, ne vise pas à obtenir des biens ; au contraire, il sacrifie une satisfaction matérielle pour satisfaire à une relation personnelle. Même si ce sacrifice oblige moralement autrui à s'immoler à son tour, à me rendre mes cadeaux ou à me procurer une satisfaction matérielle, il y aura don authentique, et non troc déguisé, si les liens que j'ai ou que je noue avec le partenaire m'importent avantage que son contre-don ». L'acte de donner n'est qu'un épisode de ces relations où le donateur exprime ses sentiments : du dévouement, de l'admiration, de la bienveillance ; le don véritable est l'épisode d'un rapport d'amitié, de déférence, de protection, de respect ; en somme des rapports des plus variés.

Cette distinction entre la chose donnée et l'acte de donner nous permet de préciser ce qui le distingue de l'échange clientéliste dans lequel l'objet échangé institue un rapport intéressé avec des partenaires qui connaissent les termes de l'échange. D'après l'analyse de Veyne (1994, 74-77), un « abîme sépare le don de l'échange ». Le don et l'échange ne peuvent pas être considérés comme étant au fondement d'un même épisode. Les médiations et négociations diverses qui ont lieu entre référents, dirigeants et autorités ne peuvent à la fois générer des rapports personnels, d'amitié et loyauté et des échanges intéressés entre les membres et ses différents représentants. Le rattachement à ces traits affectifs relève donc d'une confusion entre le don et l'échange.

[600] Notre traduction d'après: « the combination of these caracteristics… creates several paradoxical contradictions », one of which is « a combination of potential coercion and exploitation with voluntary relations and mutual obligation ». Eisenstadt et Roniger (1984, 49).

Mercedes n'est pas membre du MTD mais participe aux activités

La compagne de Nani, Mercedes, s'inscrit dans une position particulière. Elle accompagne Nani aux manifestations, elle partage les activités réalisées chez elle, elle est présente aux réunions. En raison de l'activité de délégué de Nani, elle connaît intimement le fonctionnement du MTD. Durant nos conversations, elle s'intègre au MTD et lâche un « nous » lorsqu'elle évoque ces activités. Néanmoins, Nani précise et Mercedes confirme, qu'elle n'est pas membre du MTD. Elle travaille et participe aux manifestations en remplaçant sa belle-fille qui, ayant un enfant en bas âge, ne peut pas s'y rendre. Pour sa part, elle perçoit l'allocation parce qu'elle s'est inscrite à la Mairie, et elle « sait », nous dit-elle, que lors des élections, elle « doit » s'y présenter. Par ailleurs, son fils le lui a rappelé[601]. Il a croisé un dirigeant local au club où il joue au football et il lui aurait demandé des nouvelles de sa mère. Les élections se rapprochant dans quelques mois[602], elle se présentera bientôt au club pour voir « ce qu'elle doit faire ». Elle semble retarder le plus possible ce moment mais elle insiste sur le fait qu'elle « doit » s'y rendre. Cela fait partie de ses obligations envers les dirigeants locaux qui lui ont facilité l'accès au PTT. La situation de Mercedes révèle une tension entre son quotidien – proche du MTD- et son devoir qui consiste à rendre « un service » aux médiateurs partisans. Elle a recours à ses anciennes connaissances en même temps qu'elle soutient l'activité de son mari. Elle semble se tenir à distance des médiateurs grâce auxquels elle s'est procurée le *plan*, ce qui a été facilité par le fait qu'elle n'habite plus le quartier, mais elle continue à y être présente, à cause de ses enfants. Néanmoins, il suffit d'un rappel -que l'on ne saurait qualifier de menace- pour lui ramener à l'esprit les obligations qui l'attendent. Ainsi, peut-elle adopter une forme de posture « opportuniste », selon le qualificatif exprimé par certains dirigeants mais elle ne pense pas son rapport aux médiateurs en termes de faveur et de réseau d'entraide. Il s'agit-là d'une caractérisation qui souligne l'absence de rapport affectif à l'égard de ces dirigeants. Elle reconnaît, pourtant, qu'il est nécessaire de répondre aux appels et de s'acquitter de ses obligations pour être certaine de continuer à percevoir le *plan*. La proche connaissance de l'organisation bien qu'elle participe déjà à plusieurs des activités, n'entraîne pas, de sa part, l'abandon de ce réseau (dit de clientèle). Dans la mesure du possible, elle continue même à cultiver ses différents réseaux. Il semble plus important de continuer à remplacer sa belle-fille au sein du MTD et de

[601] Août 2005. Mercedes, non membre du MTD. Elle a 43 ans. Elle vit avec Nani, son compagnon, et l'un des enfants de ce dernier depuis 2000. Il s'agit de l'un de ses enfants issus de son premier mariage. Ils n'habitent pas ensemble.
[602] C'est le mois d'août et les élections législatives auront lieu en octobre 2005.

remplir des obligations qui semblent faibles et de courte durée envers le réseau partisan[603]. Rares sont les allocataires qui, à l'instar de Mercedes, inscrits à la Mairie, participent à des manifestations des MTD au point où l'on pourrait y compris douter qu'elle conserve un quelconque attachement à l'endroit des autorités locales[604]. La situation inverse est pourtant commune : Des membres des MTD peuvent se rendre aux activités, qui sont développées dans les quartiers par les *punteros* locaux, sans que cela ne leur pose problème. Ces situations nous rappellent que la forme d'obligation contractée par des liens de clientèle, différés et non appuyés sur des ressorts institutionnels, peut à tout moment être discréditée par l'individu qui y était attaché ou reformulée de sorte à réduire la teneur des obligations auxquelles il répond. L'intervalle entre l'accès à un bien et le devoir de rendre rend tout à fait possible l'exercice d'une autonomie majeure, susceptible de transformer les rapports de clientèle.

Clientélisme et générosité : Les enfants n'ont pas d'obligation de rendre

En août, en Argentine, on célèbre la fête des enfants. Les parents achètent des cadeaux à leurs enfants ou font un goûter spécial. Dans les quartiers populaires, les organisations locales, clubs sportifs, églises, parfois avec le concours de la Mairie, organisent un goûter et distribuent même des cadeaux[605]. Les membres des MTD organisent, également, des kermesses pour les enfants de leurs quartiers. On prépare alors du chocolat chaud et des gâteaux. En fonction des activités culturelles choisies, les enfants montent des spectacles qu'ils jouent devant leurs parents et les *vecinos*. Cette participation active au goûter du MTD n'empêche pas, certains d'entre eux, de se rendre, également, au goûter organisé par la Mairie. C'est pour cette raison que, les membres nous racontent, avec fierté, les épisodes où les enfants préfèrent rester avec eux, ou « aller chercher les cadeaux et revenir après ». Les adultes rient de cette attitude des enfants, insouciante, parce qu'ils choisissent de venir avec eux après s'être emparés de « leurs » jouets, sans manifester par leur présence, la moindre gratitude envers les organisateurs de l'autre fête. En effet, les enfants ne sont pas tenus par des calculs rationnels. L'anecdote, ponctuée de sourires, souligne ce

[603] À ce propos, Landé souligne la difficulté de cerner l'étendue d'un réseau dont les obligations sont instaurées au moyen de la coopération entre deux individus, notamment dans les périphéries des réseaux. Dans la mesure où la distance qui sépare les individus des leaders s'accroît, les obligations deviennent plus faibles jusqu'à disparaître complètement.441-442

[604] C'est d'ailleurs le pari des dirigeants du MTD – Julia et Mario- qui estiment respecter l'engagement volontaire de chacun de leurs membres.

[605] Le plus souvent, il s'agit de jouets d'occasion ou de dons faits par les commerces.

que l'on ne pourrait pas qualifier d'opportunisme de la part des enfants, mais de refus – de la part des parents- de toute tentative de récupération par la distribution de cadeaux d'une fête qui se doit de demeurer avant tout familiale. Les cadeaux ne sont pas distribués lors de toutes les activités organisées, mais, souvent, seulement là où le rapport avec la Mairie est privilégié. En dépit des cadeaux, les autorités ne peuvent donc compter sur la présence de ces enfants que de manière très éphémère.

Les cadeaux, dans les situations où il n'existe pas de relation personnelle, semblent échouer à produire du contre-don à tout le moins sous la forme de la reconnaissance et de prestige. Les fêtes, à l'instar d'autres manifestations publiques, ne font pas exception aux yeux des organisateurs au jeu de la concurrence avec les autorités. Elles sont autant de moments d'expression de la rivalité entre les différents réseaux et leur capacité respective à répondre aux besoins des habitants. Les enfants peuvent être présents lors des deux manifestations et choisir où ils vont passer leur journée d'enfant. L'affirmation de la relation personnelle à travers des cadeaux revêt, ici, un caractère performatif. En l'affirmant, cette relation est créée ou cultivée. Mais lorsque le cadeau n'est pas échangé sur la base des rapports personnels, l'affirmation est démentie.

Une analyse critique de la supposée loyauté des clientèles nous permet d'éclairer les conditions de possibilités de celle-ci. Elle est présente comme cela a pu être relevé chez les membres du cercle rapproché des « clients » qui entretiennent de nouer des liens personnels avec les médiateurs. Ils apparaissent plus à même d'épouser les perspectives des médiateurs et de rendre les faveurs sous forme de reconnaissance et de prestige. Ce que certains de médiateurs aimeraient voir traités comme des faveurs sont, du point de vue des individus tels Mercedes, des échanges intéressés, ou encore dans le discours des membres des organisations de *desocupados*, des droits. Ils ne peuvent pas être envisagés comme faisant partie d'un épisode marquant une relation affective. Dans ce sens, Veyne (1995) compare l'importance du don dans la société romaine à celles des œuvres pieuses et charitables, ou à celles des sociétés dominées par la « fiscalité redistributrice » et à l'aide au Tiers-Monde : autant de formes que revêt la distribution selon les différents contextes historiques envisagés. Les cadeaux constituent une sorte de traitement qui affirme une relation personnelle. Ils relèvent des mobiles les plus différents : arrivisme, paternalisme, corruption, consommation ostentatoire, patriotisme local, goût de rivaliser, désir de tenir son rang, docilité envers l'opinion publique, peur du tumulte, générosité, foi en des idéaux (1995, 16). Chacun de ces traitements particuliers inscrit les individus dans des rapports précis qui ne sauraient se confondre avec ceux de clientèle.

Les dirigeants et militants mettent toute leur énergie à faire valoir le « droit » du travail et, plus généralement, un traitement d'ayant droit qui conférerait l'accès à des allocations. Ce discours renvoie leur obtention non à la générosité, volonté ou habilité propre aux dirigeants ou référents mais à celles de l'ensemble du groupe. C'est cette même force performative qui s'ensuit de la réclamation de l'accès aux droits qui peut être considérée comme un indice matériel de la constitution d'une forme de légitimité non clientéliste. Dans ce sens, Daniel Cefaï souligne que « faire voir des situations et faire valoir des droits et des devoirs est une façon de *produire* une vérité, de demander que la justice soit faite ou d'exiger que la morale soit respectée » (1996, 55). Le prisme des faveurs à travers lequel sont saisis les échanges de clientèle privilégie l'élément affectif qui, par ailleurs, ne saurait être fondamental en dehors du cercle rapproché des médiateurs. De plus, le rapport de clientèle ne rend pas compte de ce qui du point de vue des organisations de *desocupados*, constitue une revendication des droits[606]. Prendre au sérieux le sens de leurs actions permet l'inscription de la prise de parole comme citoyens qui, via la formulation d'une cause, révèle l'action politique.

Les citoyens ne sont pas obligés par la relation clientéliste

Pour les membres des MTD, le rapport avec le réseau partisan, fait de conflits, de négociations et de collaborations, est loin d'être personnel. Même s'ils concluent des accords avec les autorités et les médiateurs partisans et participent à plusieurs programmes sociaux et reçoivent des financements pour réaliser certaines activités, les échanges semblent plutôt mettre l'accent sur les obligations du gouvernement, des autorités, envers les citoyens. Ainsi, concernant le fonctionnement de l'atelier textile, Chela nous explique-t-elle :

> La relation que nous entretenons avec « *El Evita* » [une organisation intermédiaire proche du gouvernement] se réduit à « je rends les blouses, donne-moi mon chèque que je puisse aller l'encaisser »… Si, demain, nous entrions en confrontation avec eux, nous serions obligés de traiter avec eux. C'est *comme* des fonctionnaires, ils travaillent avec le gouvernement. De même, s'ils ne voulaient pas de nous, ils seraient obligés de traiter avec nous parce que ce sont des

[606] Piattoni (2001, 11) souligne, à partir de considérations stratégiques, que l'accord avec la clientèle « clientelistic deal » ne sera pas forcément honoré. Selon cette auteure, la nature de ces rapports serait obscurcie par leur réduction à une relation affective entre deux membres du binôme. Plus précisément, les valeurs et normes pourraient être soumises à de multiples interprétations et ne seraient pas en mesure de prescrire un seul et unique cours d'action (207).

> fonctionnaires du gouvernement et qu'ils ont l'obligation de *satisfaire les accords* que nous avons conclus[607].

Si la revendication des droits a été amplement constatée, ici, la notion d'obligation apparaît de manière explicite et dévoile un rapport impersonnel. Dans ce récit, loin d'être un service ou une faveur des médiateurs ou des autorités, l'accès aux ressources publiques s'explique par les accords conclus entre les organisations de *desocupados* en tant qu'interlocuteurs valables et le gouvernement. Ces accords donnent lieu à un rapport impersonnel, avec les « fonctionnaires ». Ce n'est pas par amitié avec le gouvernement ou ses alliés que ce groupe accède au programme. En dépit des conflits qui pourraient survenir, les uns et les autres doivent s'en tenir aux accords engagés. Certes, dans l'obtention de ces ressources, ils ne parviennent pas à transformer le type de rapport que le gouvernement peut établir avec d'autres organisations et a fortiori avec les citoyens. Considérés comme des alliés et bénéficiant d'un traitement de faveur, les dirigeants de ces organisations se voient alors « promus », bien que provisoirement, au rang de fonctionnaire. Il ne s'agit pas, cependant, de fonctionnaires au sens strict et leur traitement « privilégié » (qui contraste avec le traitement des membres des MTD) ne fait pas l'objet d'un statut différent mais renvoie uniquement à l'accès privilégié et au contrôle des ressources, (et à d'autres ressources comme des postes de travail) ce qui pourrait changer en fonction de leur rapport avec les autorités ou du changement de celles-ci[608].

En revanche, la revendication des droits va de pair avec celle de l'égalité du statut de citoyen. Dans cette perspective, il n'y a pas de loyauté envers les autorités à attendre de la part des organisations de *desocupados* étudiées ici. Lorsque les accords conclus ne sont pas respectés, les groupes tentent de promouvoir différentes formes de solution. En dépit de l'impossibilité de transformer plus profondément les conditions générales de distribution des programmes sociaux, leur action permet de fonder une certaine légitimité des actions collectives. Elle érode la validité des arguments propres aux rapports de clientèle basés, (dans le cercle rapproché des médiateurs) sur l'idée de faveur et de services mutuels au sein de rapports hiérarchisés. Mercedes – qui n'est pas membre du

[607] Chela, MTD Berisso, 2005. La relación con ellos es « te devuelvo tanto, hacéme el cheque que yo lo voy a cobrar ». Si nosotros mañana tenemos un enfrentamiento con *el Evita* tendríamos que seguir tratando igual. Ellos son como funcionarios del gobierno, están *laburando* con el gobierno, de hecho si ellos no nos quieren a nosotros también tendrían la obligación de tratar con nosotros porque son funcionarios del gobierno y tienen la obligación de cumplir los acuerdos con nosotros.

[608] En effet, en 2009, certaines organisations jusqu'alors considérées comme favorables au gouvernement, (Kirchneristas) commencèrent à organiser des manifestations parce qu'elles avaient été exclues de l'accès à un nouveau programme destiné à la formation des coopératives de travail. Il s'agit du programme national *Argentina Trabaja*, localisé dans la province de Buenos Aires. Ladite cooptation des dirigeants n'est donc que provisoire.

MTD- reconnaît bien qu'elle a des obligations envers les médiateurs mais qu'elles sont limitées et de courte durée. Avant les élections, elle devra se rendre au club et se verra, ensuite, affectée à la réalisation d'une tâche. Entre-temps, elle continue à assister aux manifestations et à travailler pour le MTD.

L'appui sur le droit dans le combat des organisations de *desocupados* prend toute sa signification lorsqu'il s'agit de caractériser le clientélisme. Il permet de légitimer l'action de l'ensemble des membres sans avoir à prendre en considération le degré d'investissement de chacun, bien que celui-ci soit distingué grâce à différents critères par les groupes eux-mêmes. Les échanges successifs, partagés par les participants, semblent rendre possible un décryptage commun à ceux-ci. Julia (dirigeant du MTD) a souligné que Mercedes a même présenté de nouveaux membres. Mercedes ne considère pas s'être engagée dans une relation de clientèle mais qu'elle a une obligation *de travail* à fournir. Les participants qui s'y engagent connaissent les règles de jeu même si, comme ici, la règle nécessite un rappel et l'obligation apparaît interprétée par Mercedes de manière minimale. Ces glissement de sens, dans l'interprétation des obligations, relève des modifications que les participants, au fur et à mesure de la relation, impriment à leurs rapports. Ils témoignent ainsi d'un éloignement de la sphère du clientélisme pour accoster à celle du contractuel. Ils sont d'autant plus fréquents dans les rapports de clientèle que ceux-ci, nous l'avons signalé, n'ont pas une légitimité reconnue. La durée dans le temps de ces rapports permet d'introduire des variations qui sont davantage ressenties dès lors qu'apparaissent des modalités alternatives dans l'accès aux ressources publiques (par le biais des organisations de *desocupados* ou des associations locales). Le médiateur a, de ce fait, moins de possibilités de contraindre ces « clients » à l'accomplissement de contreparties. Il s'agit, dans notre analyse, des interstices qui peuvent laisser place à l'action des dits « clients » et « transformer » la modalité de leurs rapports. Tout en soulignant la réalité de cet espace, il convient de se rappeler que la transformation ne se produit pas sur un fait déjà accompli mais à partir d'un acte qui est en train de s'accomplir au fur et à mesure que les échanges se succèdent. Si l'on revient sur les actes de langage, d'après Austin, l'usage *incorrect* du langage[609] produit des glissements dans les formules qui testent les actes perlocutoires. Cependant, l'interaction des sujets se déploie à travers des actes de discours qui génèrent une certaine appropriation du langage. Autrement dit, l'usage de verbes perlocutoires maniés (en apparence) *incorrectement* – privilégiant les

[609] Austin (1970, 132). Nous soulignons.

intentions du locuteur- revêt une autre signification. Un des exemples du philosophe en atteste assez clairement :

> …les gens disent « est-ce que vous m'intimidez en ce moment ? » au lieu de « menacez », et de là qu'ils peuvent dire « En disant *x*, il m'intimidait »[610].

En d'autres termes, Austin considère le passage de la menace à l'intimidation comme une erreur d'usage. Il transforme, certes, l'intention du locuteur, mais c'est néanmoins un glissement qui s'est bien opéré à partir de la prise de parole. L'interlocution permet ainsi à la personne interpellée -menacée d'après l'exemple de l'auteur- de faire valoir sa possibilité d'agir et, par ce biais, de gagner des marges d'action (tout en considérant la menace comme une action plus dangereuse que l'intimidation). Il s'agit, en effet, d'une transformation du « jeu », ou, à tout le moins, d'une tentative plus ou moins stratégique et réussie, permettant au sujet de modifier sa position vis-à-vis d'autrui. Plutôt que d'une erreur, il s'agit d'un changement de position de l'interlocuteur ; celui-ci redéfinit le sens de sa première intervention. Nous remarquons que ce type de glissement est d'autant plus fréquent qu'il existe un intervalle entre l'énonciation et l'acte, une médiation temporaire, qui permet d'introduire certaines nuances ou même de modifier, de manière radicale, l'intention[611]. L'interaction ne revêt un sens complet qu'après l'intervention des deux individus ; la définition de la situation d'échange variera en fonction des contextes, du rapport entre les interlocuteurs, etc. Mercedes mobilise cette marge à son profit afin de réduire l'étendue de ses obligations, bien qu'elle ne parvienne pas à s'en *affranchir* complètement. Elle pourrait, également, chercher à maintenir ce rapport car il lui permet, au sein de son foyer, d'atténuer les risques de manque de ressources et de multiplier les moyens d'accès. Le recours de Mercedes à ces réseaux nous fait songer à l'analyse défendue par Piattoni. Cette auteure propose, en effet, d'interpréter les rapports de clientèle comme des rapports stricts d'échange et d'évacuer les dimensions affectives. Elle maintient qu'il s'agit d'une relation guidée par le seul objectif économique de maximisation du bénéfice « *a relationship ruled by the pure economic goal of benefit-maximization* ». Bien que cette proposition semble intégrer le phénomène de représentation d'intérêts, elle le fait au prix d'une réduction de l'agir politique à un calcul instrumental. L'affectivité est ainsi réduite à la loyauté et à la subordination et se pose

[610] Notons qu'Austin (1970, 132) donne cet exemple pour signaler une erreur qui n'invalide pas la phrase « en disant *x* vous m'intimidez ».

[611] Veron (1987) analyse ce type d'énoncés et les qualifie de pseudo-performatifs ou « leur sens est déterminé par la réponse qui leur est donnée, et cette dernière dépend de la situation d'échange : elle variera selon les contextes, le rapport entre les interlocuteurs, et bien d'autres facteurs » p. 179.

comme le contraire de l'idéal de l'individu autonome. Notre perspective permet de restituer d'autres formes d'engagement affectif qui ne relèvent pas de la loyauté. Ils intégrent l'estime de soi, mais également des conceptions morales du juste, et la capacité de discerner entre adhésion à des pratiques et imposition sur le mode de la coercition.

La coercition au sein des rapports de clientèle

Un des paradoxes attachés au concept de rapport de clientèle est celui de la coercition qui se déploie dans des rapports d'échange considérés comme volontaires. Marin (2006, 61), évoque le « caciquisme » catalan de la fin du XIX^{e} siècle comme « une forme structurante de l'univers politique des élites dirigeantes […] régi par un code normatif basé sur l'honneur ». Il consolidait « l'autorité *caciquile* dans la mesure où la soumission consentie à cet ordre politique arbitraire qu'il représentait était perçue comme « naturelle » » (Marin, 2006, 201). Sur la base de ce paradoxe, ce qu'il nous est possible de dire, c'est que la tension qui anime le clientélisme comme un réseau d'interconnaissances apporte des solutions aux problèmes mais remplit aussi le rôle de contrôle social. Dans quelle mesure les médiateurs peuvent-ils avoir recours à la coercition pour réclamer l'obéissance ?

Auyero (2000, 73) souligne l'effort des médiateurs péronistes pour dénier leur influence. Ils disent « inviter » les clients à participer aux campagnes électorales. Dans ce sens, ils ne seraient pas tenus d'y assister. Les médiateurs présentent leur travail politique comme étant l'expression d'« une passion pour les gens ». Ces derniers, en particulier les personnes du cercle rapproché, se disent loyaux et pleins de gratitude pour les faveurs reçues ; en même temps qu'ils produisent une « réciprocité diffuse » et « étendue ». Cette conceptualisation rend explicite la fragilité du rapport de clientèle et le mode elliptique à travers lequel le médiateur peut prétendre à une certaine légitimité. Les services des médiateurs peuvent ne pas être rendus et les invitations refusées. Bien qu'il s'agisse, ici, de l'auto-perception de médiateurs souvent niée par ceux qui ne participent pas aux réseaux péronistes, elle permet de souligner l'adhésion que comprend ce lien. La menace explicite de perte des ressources – par exemple le PTT- peut-elle être toujours considérée comme relevant d'une forme de clientélisme ou devrait-elle être assimilée à des formes d'exercice de la force plus proches de l'extorsion ?

L'adhésion volontaire est également un enjeu des réseaux des MTD étudiés ici[612]. Contrairement à ce qui caractérise l'étude du reseau partisain réalisé par Auyero, ici, les règles sont rattachées aux décisions des assemblées. Celles-ci peuvent adopter des positions contraires, fonction de l'organisation concernée (la présence dans les manifestations est ainsi un critère de mérite pris en considération dans la distribution des aliments dans les groupes du réseau de La Veron et demeure un critère d'engagement volontaire pour les organisations du réseau D. Santillan).

Le rattachement au quartier des activités développées est considéré classiquement comme une appartenance de naissance, non choisie, à l'origine d'atteintes à l'autonomie individuelle. La dimension territoriale de ces groupes est interprétée en fonction de l'origine des rapports de clientèle en ce qu'elle serait une limite qui ne peut être dépassée. Comme nous l'avons signalé, les membres revendiquent cette appartenance au quartier comme une forme de légitimation de l'activité politique. Les quartiers néanmoins analysés, ici, ne constituent pas des frontières infranchissables. (En sortant du quartier, pour le travail ou en fonction des réseaux d'appartenance plus amples, les parcours de ces individus semblent plutôt nous alerter sur le danger qu'il y a à considérer ces quartiers populaires comme des ghettos). Emilia parviendra à trouver un travail en 2006. Elle se fera embaucher par une entreprise de nettoyage, prestataire des services pour les bureaux du gouvernement provincial de la ville de La Plata. Elle sort donc du quartier et même du district. Les adhésions volontaires qui dépassent les contours géographiques des contraintes par la naissance semblent aussi possibles. Ces voies empruntées, avec plus ou moins de succès, sont certes plus restreintes dans les moments les plus critiques d'urgence sociale, mais elles demeurent des tentatives investies, de manière récurrente, par les individus et sont parfois couronnées de réussites, notamment, dans le cas d'Emilia, puisqu'elle accède à un travail déclaré dans la ville voisine de La Plata en 2006.

La continuité de la présence d'Emilia dans son quartier ne doit pas non plus nous faire oublier les multiples manières d'être. Emilia va ainsi apparaître comme usagère des services publics ; durant de courtes périodes, elle a été « troqueuse » dans un club de troc local ; *vecina* lorsqu'elle a cherché à améliorer la vie du quartier ; citoyenne lorsqu'elle s'entretenait avec les autorités, ou lors de rassemblements, dans son combat pour l'obtention des « droits », etc. Il s'agit d'un jeu multiple et complexe qu'il est difficile d'enfermer d'un seul tenant qui cultive une conception du quartier comme extension du domestique et lieu de renfermement en dehors de la sphère publique.

[612] Voir Chapitre 2, « Un discours qui divise les MTD ».

La distribution des PTT a déjà été soulignée comme étant un élément qui contribua à mettre fin au processus de mobilisation généralisé qui atteignit sont point le plus élevé durant les années 2001 et 2002. C'est alors que des centaines d'organisations de *desocupados* ont été créées, notamment celles qui ont été analysées ici. Si la distribution des ressources peut jouer un rôle modérateur des conflits sociaux, force est de constater qu'il s'agit d'un phénomène complexe où les mobilisations sont transformées dans leur forme et leur durée, débouchant sur une moindre présence des réseaux des organisations de *desocupados* sur la voie publique. Les organisations, elles, continuent à exister lorsqu'elles canalisent des doléances, produisent et distribuent des ressources[613].

Une des caractéristiques soulignées, comme relevant du contrôle social à travers le clientélisme, s'appuie sur la conclusion de liens personnels entre les électeurs et les hommes politiques qui empêcheraient que les conflits ne soient formulés en termes strictement politiques et idéologiques. En revanche, lorsque les problèmes sont résolus au cas par cas, grâce à la conclusion d'accords inégaux et personnalisés, l'émergence d'une mobilisation sociale revendicative est rendue plus difficile et nettement plus improbable. La formation de solidarités verticales clientélistes irait ainsi à l'encontre des solidarités horizontales et favoriserait une fragmentation interne aux espaces locaux[614]. Encore faut-il que la mobilisation soit acceptée pour instaurer la dite solidarité verticale. Lorsque les solidarités sont remplacées par une menace explicite, notamment de perte d'une ressource, le lien établi ne s'impose pas alors comme un support propice à la loyauté recherchée :

> Epoux : C'est comme cela que l'on fait à la Mairie. J'y étais. Une fois on m'a dit, « ne viens pas vendredi au travail et le samedi à 15 heures, rends-toi à tel endroit parce qu'il y aura Untel et tu dois te rendre à l'acte [de campagne] d'Untel »
> Graciela : La plupart y vont.
> E : Si je ne m'y rends pas, je suis marqué « absent » [sur la liste de présence][615].

[613] Verta Taylor soutient la thèse de la continuité des mouvements sociaux par la mise au repos du fonctionnement (*abeyance process*) de certaines structures (*abeyance structures*) des mouvements sociaux précédents lors des périodes de faible mobilisation. Cet argument permet d'expliquer le rôle de « passeurs entre deux étapes d'une mobilisation » (2005, 230). Néanmoins, l'argument privilégie les modalités d'action les plus visibles. Les activités précises qui rendent possible l'instauration des continuités et des transformations demeurent secondaires.

[614] Auyero estime, en revanche, qu'un régime clientéliste produirait se propres formes de contestation. Voir également les travaux de Farinetti (1999) qui plaident en ce même sens.

[615] Gabriela, MTD Berazategui, et son époux, non membre, décembre 2005. Il est ancien allocataire du JJHD. Depuis, il travaille dans un atelier mécanique où il gagne 120 *pesos* par semaine. E : En el municipio hacen eso, porque yo estuve en el municipio […] una vuelta a mi le dijeron, no vengas al viernes a trabajar y el sábado a las tres de la tarde anda a tal parte porque va a venir Fulano de tal y tenés que ir al acto de fulano de tal. G : La mayoría va (al acto) H : si yo no voy me ponen ausente.

Le récit produit au cours du dialogue contient une modalité de dénonciation des pratiques subies. Il fait apparaître un contraste entre les manifestations pour la candidature « d'Untel » et la mobilisation en tant qu'activation « pour soi-même » au sein du MTD de Berazategui. Bien que les deux réseaux procèdent à un contrôle avec des listes de présence, dans le premier cas, l'entretien confirme « l'utilisation politique » des gens, son caractère non légitime, dans le second, intégré à « la lutte des gens », le contrôle de présence est présenté comme une stratégie relativement légitime. Le contrôle exercé apparaît, souvent, sous des formes de solidarité verticales, mais toutes les deux ne se confondent pas. Dès lors que la menace est explicite, la relation perd de sa légitimité.

Les solidarités verticales sont plus visibles dans les processus de cooptation. C'est en particulier le cas lorsque certains dirigeants des organisations de *desocupados*, devenus fonctionnaires[616], favorisent les membres de leur propre réseau pour pouvoir obtenir des postes de travail. Cette « cooptation » est pourtant multiforme. Les organisations cultivent différents degrés d'autonomie qui sont fonction de leur degré d'adhésion aux politiques gouvernementales. Elle se traduit par la fragmentation et la division des réseaux en fonction de leur orientation envers les autorités nationales et dans les distinctions opérées qui semblent redéfinies lors de chacune des échéances électorales[617]. Les organisations deviennent de plus en plus fragmentaires. Les réseaux se divisent sans cesse du fait du passage de certains sous-groupes dans le camp « favorable » au gouvernement ou « adverse ».

La distinction entre patron et clients semble faire partie des simplifications excessives, qui ne sont pas à même de restituer ce qui intervient dans les transactions et les échanges multiples. C'est ce que montre le rapport au gouvernement des organisations qui revendiquent leur autonomie vis-à-vis des autorités, et en même temps, leur accès aux différents programmes. Selon l'expérience de Chela, déjà évoquée, certaines organisations bénéficieraient de privilèges, il y aurait des « accords » à respecter et de l'accès réglementé pour d'autres. Du fait du fonctionnement en réseau des organisations de *desocupados*, la possibilité d'instaurer des liens horizontaux peut entrer en concurrence avec les tentatives de cooptation conduites par le gouvernement sans pour autant pouvoir faire naître une tendance générale à résoudre les situations en fonction des rapports – privilégiés ou non- aux autorités et non pas en fonction de critères plus universels. Plutôt

[616] D'Elia, et Persico ont obtenu des postes dans le MDS.
[617] Lors de l'élection présidentielle de 2007, le réseau MTD A Veron se scinda à nouveau entre ceux qui décidèrent d'apporter leur soutien aux nouvelles autorités et ceux qui persistèrent dans une position contestataire.

que d'une culture clientéliste, nous serions plus enclins à relever qu'il existe différents modes de fonctionnements possibles, fonction des moyens octroyés ou conquis, dus à la ruse, au droit ou à la violence (envers la propriété), d'accès aux ressources publiques, soit pour s'élever au-dessus de la norme sous la forme d'un privilège, soit pour transformer la norme. Si les organisations locales se transforment en intermédiaires entre l'État et la population, elles le font de manières diverses et non nécessairement sur un mode clientéliste. A l'inverse, les démarches de type clientéliste, elles mêmes, posent problème dans un pays qui se veut démocratique. En effet, l'étude analytique des dimensions qui caractérisent les dits rapports de clientèle (liens d'échange binaire, hiérarchisé, personnel et réciproque) les oppose à celles de la publicité de la sphère publique (espace ouvert à la conversation au sein duquel les individus s'engagent volontairement et potentiellement dans des conditions égalitaires). Les liens caractéristiques du clientélisme ne peuvent, néanmoins, pas être assimilés à des actes de menace et d'extorsion dans lesquels les marges d'action des individus sont réduites.

IV. La représentation des desocupados : une configuration « hérétique »

Leonor a crée « son projet » dans le quartier et elle raconte avec enthousiasme les efforts qu'elle a dû réaliser, les problèmes rencontrés, ses capacités à les résoudre et cela pour conclure que, en réalité, celui-ci ne lui « appartient » pas mais qu'il s'agit d'un projet collectif qui appartient au MTD. Elle a alors plus de cinquante ans et son activité au sein du MTD de Berisso depuis quatre ans est la seule qu'elle admet reconnaître comme étant une expérience militante. Pour sa part, Andrés nous expliquait la manière dont il faisait tourner l'activité afin que ses *compañeros* fassent l'apprentissage des différents « postes » de l'organisation. C'est l'un des jeunes qui a intégré le MTD, depuis ses origines, et il a pris part à presque tous les projets proposés. En s'identifiant aux militants, il conférait un autre sens à son engagement lui permettant de ne pas adopter la place du plus démuni, de la victime. D'ordinaire, on oppose la relation de type personnel à l'anonymat qui s'impose à partir d'une norme. Néanmoins, l'investissement physique et intellectuel est d'autant plus personnel qu'il se communique aux attachements familiaux et de voisinage. Mais peut-il y avoir un engagement politique qui soit purement rationnel ? De quelle forme de rationalité parle-t-on ici ?

Les organisations de *desocupados* ont souvent été comparées au péronisme. Le rapprochement n'est pas sans fondement puisque, comme nous l'avons remarqué, plusieurs délégués ont connu une première expérience dans des réseaux locaux péronistes. Plusieurs membres y ont eu recours avant d'adhérer à ces organisations, mais certains ont continué à y avoir recours y compris alors qu'ils étaient membres des MTD. Grimson et Cerruti (2005, 130) considèrent que le péronisme a constitué une « culture profondément clientéliste ». Elle suppose « l'institution d'un sens commun selon lequel certaines nécessités vitales peuvent se résoudre par des liens de réciprocité asymétriques à travers des intermédiaires politiques par la gestion personnalisée de quelqu'un qui possède une voie d'accès aux ressources publiques ». D'après ces auteurs, les organisations de *desocupados* viendraient prendre appui sur cette culture – peut-être en dépit de ses dirigeants et militants- actualisant sous une autre bannière la composante clientéliste de cette tradition[618]. Le clientélisme, au sein des organisations de *desocupados* serait, d'après cette analyse, une forme de résidu de la culture politique clientéliste du péronisme.

A propos du péronisme, Daniel James (1995) a relevé que les modes d'expression répondaient à une transgression des attitudes, acceptables publiquement chez les ouvriers et à la constitution même d'une représentation « hérétique »[619]. Cette dimension soulignait la possibilité d'articuler, au sein d'un discours politique, des expériences jusqu'alors vouées au silence ; une prise de parole qui, souvent, renversait le sens stigmatisant des qualifications (James, 1990). Le pouvoir hérétique réside dans une contre-culture, une forme de résistance et aussi dans une identité qui inscrit les secteurs populaires au cœur de la scène en tant que protagonistes de l'histoire. Le caractère hérétique se révèle, également, dans le refus des modalités de protestation – comparées à une *murga*, une danse populaire des carnavals- par les représentants jusqu'alors classiques de la « classe ouvrière » -syndicats communistes, anarchistes venus d'Europe- mais aussi dans la perpétration des actes de violence qui prennent pour cible les symboles de la bourgeoisie locale, et leur lieux de vie sociale, notamment le journal El Dia, ou encore le bâtiment du Jockey Club de la ville de La Plata. Il s'agit d'une violence qui apparaissait « sous-

[618] Celle de la manipulation et l'assujettissement.

[619] L'auteur privilégie une démarche inspirée des recherches sur l'économie morale développées par E.P. Thompson (1971). En opposition à l'analyse majoritaire selon laquelle le soutien des ouvriers à Peron était fondé sur la manipulation des « nouveaux travailleurs » arrivés des provinces (Germani 1962). Les membres de la classe ouvrière, descendants des immigrants européens, seraient demeurés fidèles à ces institutions de classe. En particulier, la mobilisation du 17 octobre 1945, fait considéré comme fondateur du péronisme, a été considérée comme un moment de rupture entre la vieille et la nouvelle classe ouvrière (James, 1995, 86). La position de Germani fit, également, l'objet des critiques des analyses qui soulignent l'importance des organisations syndicales lors de ces événements qui se conclurent par la libération de Juan D. Peron, retenu prisonnier et quelques mois plus tard, son élection en tant que Président en janvier 1946 (Tulio Halperin Donghi, Juan Carlos Torre, 1973, Miguel Murmis et Juan Carlos Portantiero, 1973)

estimée » dans les récits des témoins et qui reconnaît l'autorité de l'État dans la mesure où ne s'est pas produite lors de ces mobilisations, d'attaques contre les institutions ou d'affrontements avec la police[620]. Si cette construction culturelle a été souvent reconnue comme se situant à l'origine de la persistance du péronisme en tant que vecteur d'expression des secteurs populaires, sa dissolution, à son tour, et son remplacement par des « rapports de clientèle » a été souligné comme constituant un élément central de la « crise du péronisme » (Svampa et Martucceli, 1997).

En septembre 2005, un conflit avec le gouvernement -péroniste- éclata autour de la possibilité de se rendre dans l'espace de « *la plaza* » ; c'est-à-dire la Plaza de Mayo, ce lieu qui symbolise les origines de la République Argentine où « le peuple » prétend occuper une place active[621]. Le gouvernement avait interdit son accès aux manifestants *piqueteros*, mais les différents réseaux avaient appelé à la tenue d'une manifestation générale rassemblant des représentants des partis politiques de l'opposition, des syndicats (notamment la CTA, non péroniste) et des représentants des organisations sociales. Ils obtinrent le recul du gouvernement qui autorisa la manifestation. Le cri de « *la plaza es nuestra* », « la place est à nous » énoncé pendant que les lieux furent investis, semble mettre en exergue la dispute autour de la légitimité d'un droit de cité. L'investissement personnel dont firent preuve les membres et délégués des organisations de *desocupados* analysées ici, nous semble plus à même de décrire une reformulation de la dimension hérétique de la représentation des populations les plus démunies à partir de laquelle elles peuvent ré-occuper un rôle central sur la scène politique nationale. En revanche, la modalité que revêt cette médiation se distingue, en l'absence d'un dirigeant charismatique unique, par des traits qu'il nous faut, à présent, mieux préciser.

[620] Les organisations de desocupados nient l'utilité des actes de violences (à l'exception du groupe dénommé Quebracho). Quand ceux-ci se produisent, ils sont attribués –vraisemblablement- à l'intervention des effectifs policiers de civil tentant de justifier la répression. Le port de « foulards » et de T-shirts pour se couvrir le visage ou les bâtons utilisés lors des manifestations pour établir le périmètre de « sécurité » sont, d'une part, affectés d'une valeur symbolique et, d'autre part, considérés comme une nécessité face à la persécution policière dont ils sont les victimes. Les organisations dénoncent la « pénalisation » de la mobilisation sociale, par sa transformation en délit, sous la forme notamment d'un « attentat à la démocratie ».

[621] Il est significatif que certains militants l'appellent *la plaza*, sans expliquer de quelle place l'on parle comme s'il s'agissait de la seule existante. Silvia Sigal (2007) a, par exemple, écrit une chronique sur l'utilisation de la Plaza de Mayo à différents moments de l'histoire.

V. Conclusion : Faire valoir sa légitimité

L'exclamation, « la place est à nous ! », peut, ici, être analysée comme étant l'expression d'un acte de langage performatif [622] à travers lequel les membres mobilisés exercent leur droit de cité. Ce qui pourrait être banal dans une société démocratique revêt alors, dans ce contexte, des allures hérétiques, l'affirmation de l'exercice de la citoyenneté des ces populations n'étant pas, pourtant, sans rencontrer des barrières que des attitudes radicales et hérétiques pourraient briser.

Si l'on entend prendre au sérieux la perception des membres, le sens qu'ils confèrent à leur action doit alors être restitué à l'intérieur de notre analyse. Ils considèrent jouer un rôle central dans les changements qui conduisent à une amélioration de leur situation économique et sociale – par l'obtention des ressources stables et l'extension de leur réseaux d'appartenance. Nous pouvons constater à travers l'analyse des échanges, la constitution de relations politiques au sein des MTD analysés ici, dont le clientélisme ne décrit pas la forme fondamentale – bien que certains de ses traits soient partiellement présents et pourraient l'être davantage selon les groupes.

La formulation d'une cause politique, en termes de droit, permet d'éloigner les pratiques qui y seraient mises en œuvre comme étant particularistes. Comme cela a été souligné (Briquet, 22), l'essentiel des formulations théoriques sur la notion de clientélisme reprennent, sous des formes guère différentes, le présupposé d'un antagonisme essentiel entre l'ordre clientéliste et l'ordre de la modernité étatique. Ici, l'invocation du droit ne saurait suffire à rendre effective cette notion et, notamment, à construire des rapports à partir de principes universels, différents de ceux du clientélisme qui semblent coloniser les espaces politiques locaux. Ce qu'elle met en exergue, c'est une lutte plus au moins efficace pour modifier les termes et les modalités d'intervention de l'État dans son rapport aux populations les plus démunies. La formulation des PTT, en termes de droits, semble répondre à cet enjeu. L'écart qui existe entre celle-ci et son application effective devient alors un révélateur des responsabilités non pris en charge par l'État. Leur accès ne relèverait pas de la générosité des hommes politiques mais de l'ordre des responsabilités. Certaines approches historiographiques sur le clientélisme font apparaître la dynamique (re)-distributive déclenchée par celui-ci, mais qui demeure opaque parce qu'étiquetée comme clientélisme (Campos, 2008). Considérer les PTT

[622] John L. Austin, Quand Dire, C'est Faire, Seuil, Paris 1970.

comme étant, fondamentalement, des opérations de distribution [mais pas seulement] à travers son analyse, au cours du temps, souligne les évolutions auxquelles sont confrontées les différentes allocations, la multiplication de leur nombre et la prise en charge par ces dispositifs très différents d'une responsabilité étatique en matière de lutte contre le problème de chômage jusqu'alors abordé comme relevant du domaine privé.

Au sein de chacune des organisations de *desocupados,* le processus de médiation revêt des caractéristiques singulières. Dans les deux réseaux, nous avons constaté la création et le maintien des solidarités horizontales mais aussi verticales. Nous avons vu à quel point les hiérarchies existantes peuvent être questionnées et souvent remises en question. Elles sont légitimées par la responsabilité qu'elles exigent des délégués et référents ainsi que par la possibilité que leur est offerte de rendre compte aux *compañeros*. Les hiérarchies et rapports inégaux qui se créent au sein des organisations ici étudiées peuvent être ainsi rattachés à des obligations. Non seulement celles instituées par le droit et la rationalité bureaucratique mais aussi celles afférentes au « bon droit » qui accorde, en fonction des critères combinés de besoin et de mérite divers, en particulier des engagements pris et tenus. Ceux-ci sont validés de manière collective sur la base d'une réciprocité, qui s'exerce à l'endroit du collectif. L'institution des règles non-personnelles mais d'étendue limitée, pour les membres, semble possible dans des conditions particulières qui sont celles de groupes de taille moyenne comme ceux qui ont été analysés ici. Préciser de manière analytique les rapports entre les membres des MTD et entre ceux-ci et les autorités permet de repérer ces formes de médiation, éloignées des arguments de la générosité des « patrons », qui caractérisent le clientélisme, et met en exergue le caractère arbitraire et facultatif de la réponse. Ces relations se présentent comme une forme politique soumise à des formes de contrôle et à une éthique égalitaire. En revanche, en relation à l'État, les modalités de distribution des ressources particularistes ne sont pas complètement abandonnées. Les organisations bénéficient d'un traitement différent, fonction de leurs alliances établies et des mécanismes de « cooptation » qui se renouvèlent au cours du temps. La cooptation conduit à la démobilisation du groupe en échange de quelque chose. Elle ne peut pas être systématiquement assimilée à des appropriations individuelles des efforts collectifs, et à des différentes formes de « trahison de la représentation » sans rendre compte de ce quelque chose. Celle-ci peut être un bien collectif, ce qui rend moins pertinent l'usage de la catégorie de cooptation. En effet, nous proposons, de situer les activités de *desocupados* à l'intérieur même des organisations, et d'une manière plus élargie, les activités de leurs familles, dans leurs quartiers tout en

mobilisant un ensemble des ressources. Le terme de « cooptation » nécessite, dès lors, d'être précisé si l'on veut décrire le phénomène en question

Aussi, la disponibilité envers la mobilisation, fonction des différents temps biographiques, nous alerte-t-elle sur la difficulté à lui conférer une continuité alors que ses propres membres se désinvestissent. Le passage par les organisations de *desocupados* semble provisoire et rattaché à un moment biographique qu'il est difficile de rendre pérenne bien qu'il puisse être re-signifié. Nous reviendrons sur ce sujet dans le chapitre suivant.

Au-delà de cette analyse qui concerne plus particulièrement ces groupes, notre questionnement du type de rapport institué permet d'interroger, avec profondeur, la pertinence de la notion de clientélisme. Sous ce terme, les individus, privés de leur choix, en sont réduits à la manipulation – utilisés par des « patrons » intéressés et peu scrupuleux – ou encore à l'opportunisme. Cette caractérisation agit, hâtivement, comme une étiquette qui ne permet pas vraiment de saisir de manière significative ce qui se passe à l'intérieur des réseaux concernés. Plutôt que de trancher sur la caractérisation des réseaux exposés, ici, comme relevant ou non du clientélisme, notre recherche semble indiquer la nécessité d'étudier davantage les phénomènes ordinairement qualifiés de clientélistes, traités à partir de leur propre dynamique interne pour en comprendre la logique. L'activité des délégués, considérée comme un travail, permet d'abord d'expliciter le profil du « bon délégué ». L'activité politique peut ainsi se développer sans faire constamment l'objet de discrédit et de cynisme, pourtant présents, lorsqu'il s'agit d'invalider l'implication partisane. En même temps, ce travail constitue un rempart qui permet de ne pas avoir à envisager les acquis de la mobilisation comme des services rendus par ceux-ci, des faveurs que l'on doit obligatoirement retourner. C'est ce qui nous conduit, à présent, à préciser les modalités de prise de parole activée au sein des espaces de délibération des organisations analysées.

CHAPITRE IX :

ESPACE PUBLIC ET DELIBERATION

> « A côté de la sphère publique hégémonique et entrelacée à elle, une sphère publique plébéienne se forme ». J. Habermas, Préface, 1992.

I. Espace public et reconnaissance

L'attention, portée aux sentiments collectifs d'injustice, suscite l'avènement de modèles qui rapportent l'émergence et le déroulement des luttes sociales aux expériences morales que vivent certains groupes du fait de leur exclusion sociale ou juridique. À ce propos, les nombreux débats en philosophie et en sciences sociales sur les théories de la reconnaissance s'appuient sur les dimensions intersubjectives des liens sociaux et politiques. En effet, la plupart des théories de la reconnaissance reposent sur cette même conviction que certains aspects de la vie sociale ne se laissent pas saisir par le paradigme de la justice distributive[623]. Le recours à la dimension intersubjective produit une rupture, en particulier évidente chez Axel Honneth. Il affirme sa volonté de se différencier « des modèles théoriques qui rapportent l'émergence et le déroulement des luttes sociales à la tentative de groupes sociaux pour maintenir ou accroître leur accès à certaines possibilités de reproduction ». Il propose, alors, de situer, sur ce plan, les approches qui visent à élargir le spectre des luttes d'intérêts en incluant les biens culturels et symboliques dans la définition des possibilités de reproduction spécifiques des différents groupes sociaux. L'analyse traite, dans le paradigme distributif, de la concurrence pour l'acquisition de biens rares, dans le paradigme de la reconnaissance, en revanche, les études font place à « une lutte pour l'instauration des conditions intersubjectives de l'intégrité personnelle » (Honneth, 2000, 197).

[623] Dans des perspectives différentes, les problèmes de la reconnaissance ont été abordés par Honneth (2002), Roman (2005), Fraser (2005) et Ricœur (1990).

Dans son ouvrage *Repenser l'espace public*, Fraser, entreprend, pour sa part, de se livrer à une critique des démocraties réellement existantes. Elle reprend le concept Habermasien d'espace public pour en souligner certaines insuffisances. Elle prend appui notamment sur les études de plusieurs historiens relatives à l'accès à la vie politique des femmes nord-américaines du XIX^e^ siècle en dépit de leur exclusion de l'espace public officiel[624]. Elles utilisaient, avec force créativité, les idiomes de la vie domestique et de la maternité, qui étaient jusque-là la quintessence du « privé », en tant que tremplin vers une activité publique. Pendant ce temps, certaines femmes, moins privilégiées, accédèrent à la vie publique en participant aux activités –dominées par les hommes- de protestation de la classe ouvrière (Fraser, 116-119).

En s'appuyant sur ces études historiographiques, Fraser met en exergue les nombreux moyens qui permettent d'accéder à la vie publique. Ainsi, le point de vue selon lequel les femmes et les Noirs étaient exclus de l'espace public repose-t-il, d'après l'auteur, sur une notion de publicité biaisée par les rapports de classe et de genre, une notion qui reprend à son compte « la prétention du public bourgeois à constituer *le* public ». (Fraser, 117). Habermas, lui-même, semble souscrire à la thèse de la co-existence des espaces publics concurrentiels (*competing public spheres*) (Habermas, 1992, 424).

De manière générale, l'historiographie récente suggère une vision plus opaque de l'espace public que celle stylisée qui transparaît dans l'œuvre de Habermas. Les exclusions et les conflits qui semblaient, chez lui, des caractéristiques accessoires, apparaissent, désormais, constitutifs. Il en résulte un basculement qui modifie le sens même de l'espace public. La caractérisation des interlocuteurs dans un espace public qui se verrait offrir la possibilité de placer entre parenthèses les différences de statut social et de délibérer « comme s' » ils étaient socialement égaux n'est, dès lors, plus possible.

Les observations historiques mobilisées par Fraser alertent sur les manières dont les inégalités sociales peuvent affecter la délibération, y compris en l'absence de toute exclusion formelle. Inscrire entre parenthèses les inégalités sociales dans le processus de délibération répond, certes, à l'idéal de prise de parole de tout citoyen. Mais reste à voir, ensuite, comment s'articulent les inégalités de fait et l'égalité de droit. Dans la plupart des cas, il serait plus approprié de les thématiser de façon explicite – un point qui rejoint l'esprit de l'« éthique communicationnelle » énoncée par Habermas. Dans ce chapitre,

[624] Fraser cite, en particulier, Ryan M. P. (1990), mais également l'étude de Brooks-Higginbothan (1990) qui met en évidence l'existence d'un espace public alternatif animé par les Noirs aux Etats-Unis entre 1880 et 1920 dans les Églises. Dans ces espaces, ils publièrent des journaux, dénoncèrent le racisme nord-américain, critiquèrent les politiques mises en œuvre par l'État et le gouvernement fédéral et débattirent d'une stratégie antiraciste, in Fraser (116-119).

nous tenterons de saisir dans le contexte de la population étudiée, ici, les modalités de rapport au politique que notre enquête a pu révéler. En particulier, le terrain s'avère fécond lorsqu'il s'agit d'explorer les pratiques de publicité, de formation de l'opinion des membres, de débats qui sont développées. Comme le rappelle Alain Cottereau (2005), « du point de vue des citoyens, un espace public se caractérise par les possibilités d'initiative publique, de délibération et de mise à l'épreuve qui peuvent s'y développer ». Il dresse ainsi un programme d'enquête analytique dans lequel il importe de « localiser et décrire les évaluations effectives de la pratique sociale ». Plusieurs scènes de notre terrain montrent comme ces principes de publicité sont mis en œuvre dans l'action. Elles relèvent de domaines différents, l'espace de travail, le quartier, les réunions ou les assemblées. Cette diversité permet, dès lors, de saisir plus précisément les liens de confiance qui font tenir ensemble membres et non-membres dans leurs possibilités d'agir ensemble.

L'aveuglement des différences sociales

La réunion des *productivos* –dont nous avons réalisé une première analyse- nous montre une situation où les différents attributs sociaux conjuguent les inégalités « d'accès » à la discussion sans revêtir une forme définitive, déterminante. Ils ne sont pas placés entre parenthèses, certaines paroles sont rendues, au cours de la discussion plus légitimes que d'autres, mais négociées de manière à ne pas cristalliser une discrimination.

Nous pouvons, ici, à ce propos, évoquer l'écoute de Selma, au sein de la réunion des *productivos*, elle semble d'une part, installer un certain « aveuglement » (inscrire entre parenthèses les différences sociales des membres présents à cette réunion). Des hommes et des femmes de différentes générations, à trajectoires de travail et éducatives très diverses, partagent un lieu de discussion dans lequel tous sont sensés être égaux dans leur droit à la prise de parole et à la prise de décision. Néanmoins, sa tentative ne semble pas avoir pour résultats l'*égalisation* –au sens d'un effacement des différences de fait- que son attitude pouvait laisser présager. Les autres délégués n'osent pas prendre la parole, même lorsqu'elle cherche à s'effacer, ils attendent sa réaction, y compris qu'elle leur donne la parole. Ce n'est que sur sa requête explicite, « qu'est-ce que vous en dites ? », que, les uns et les autres interviennent.

Sa légitimité, à l'intérieur du groupe, se base sur des attributs qu'elle pourrait aussi faire valoir dans l'espace public plus large[625]. Elle intervient à partir de son expérience de

[625] La veille du deuxième anniversaire de la mort des militants du réseau des MTD, les « jeunes » membres ont organisé une activité centrée sur la « mémoire » explicitant les liens possibles entre les luttes des années

militante, qu'elle rapporte à ses années d'étudiante à l'université (elle n'a pas achevé ses études de droit) au cours des années 1970 dans diverses organisations « de base » de la jeunesse péroniste d'alors[626]. Cette expérience n'est pas souvent explicitée mais, au quotidien, elle transparaît dans la résolution des tensions multiples à l'œuvre entre les membres des quartiers et des *productivos* différents.

À d'autres moments de la discussion, elle semble tenir compte des différences d'âge, de genre, de classe, sans pour autant reprendre à son compte les hiérarchies. Elle ramène les membres à la condition de *compañeros*, à une commune appartenance. Elle fait ainsi un pari, celui de faire émerger une commune appartenance, et, de fait, elle suscite l'existence d'un « nous ». Elle s'inscrit dans la droite ligne de l'expérience familiale et l'élargit, en continuité avec celle -ci[627]. Née dans une famille péroniste, elle précise qu'elle était certes militante mais que personne n'y était affiliée[628], elle envisage l'abandon de ses études universitaires sous l'angle d'un choix en faveur du militantisme alors qu'à « l'université il ne se passait rien »[629].

Les multiples valeurs que peuvent revêtir ces attributs sociaux nous alertent sur la nécessité de ne pas considérer comme allant de soi la hiérarchie qui les organise. En particulier, rien n'est moins sûr que la supériorité d'un universitaire de la classe moyenne aux yeux des membres. Les diplômes ne sont considérés comme une preuve du savoir ou une forme de capital social pourrait-on dire, que dans la mesure où ils sont rattachés à un savoir-faire militant qui permet, lui, d'exercer une forme de représentation, de parler au nom des autres. Plusieurs étudiants militent au sein de l'organisation. Certains ont déjà

1960 et 1970 et celles en cours. Dans ce contexte, Selma mentionne les compañeros qui ont disparu, et ceux qui ne sont plus militants. La position qui est la sienne traduit une certaine discrétion. Elle se distingue de celle de beaucoup d'autres témoignages qui mettent en avant le fait d'avoir connu ceux qui, aujourd'hui, sont des élus.

[626] Les autorités locales de Berisso ; Selma partage une même expérience générationnelle mais pour elle, il s'agit de toujours demeurer dans la logique de l'autonomie, de l'indépendance. Les parcours des uns et des autres ont « bifurqué » en raison de leur position pendant la dictature, ou bien au retour de la démocratie. Selma marque une continuité du fait de sa participation à plusieurs associations orientées notamment sur l'aide aux enfants. James décrit l'isolement que peuvent éprouver certains militants en raison de leur refus de souscrire à toute tentative de bureaucratisation, notamment au sein du syndicalisme.

[627] Il s'agissait d'un travail semblable à celui réalisé pour l'amélioration des conditions de vie du quartier au sein du MTD. Elle tient, néanmoins, à préciser une différence par rapport à l'époque de sa jeunesse où les organisations étaient alors plus fortement présentes dans les usines.

[628] Son enfance s'étale sur la période de proscription du péronisme, lorsque, plus précisément, Juan Peron était exilé en Espagne. Nous renvoyons à Daniel James (1990) pour une analyse exhaustive de cette période. L'auteur souligne la caractéristique d'appartenance au péronisme comme une forme d'identification d'après laquelle les militants affirment ne pas être en politique mais être péronistes (265). Selma s'est rendue à La Palta en 1969 pour commencer des études de droit.

[629] L'étude traite d'un phénomène de « bureaucratisation » qui ne se laisse pas saisir par la terminologie de la cooptation. Sous la plume de James (253-256), sa complexité exige de prendre en compte une période lointaine pour notre étude. Celle du péronisme de la « résistance » (1955-1973). Elle n'est pas pour autant complètement absente. Selma l'évoquait comme étant celle du péronisme de ses parents. Voir également Léfort (1970).

obtenu leurs diplômes, néanmoins, comme nous l'avons vu, ils ne possèdent pas la légitimité de l'habitant. Ils se font corriger par des *vecinos,* des *compañeros* travailleurs jouissant d'une légitimité issue de la mobilisation presque naturelle. L'intervention d'un professeur d'université – économiste- durant un séminaire portant sur la commercialisation des produits élaborés au sein des projets productifs semble parfaitement servir notre propos. Il expose son point de vue sur les études de marché mais est rapidement ramené à « la réalité », à leur réalité. Ainsi, le jeune professeur est-il sollicité pour s'interroger sur les problèmes auxquels ces projets sont confrontés, en fonction de leurs besoins ; les questions portent sur les processus de « fermeture sous vide », sur la logistique nécessaire au transport de certains produits, etc. Ainsi, la possibilité d'analyser ces réunions sous l'angle de la multiplicité des espaces publics nous permet-elle de considérer des sujets qui ne sont pas généralisables à l'ensemble de la société, à côté de ceux qui en ont la prétention d'interpeller l'ensemble de la société.

Vers la fin de la réunion de *productivos,* Sebastian introduit et donne la parole à une étudiante d'Agronomie qui est arrivée entre-temps « les *compañeros* de l'Union des étudiants d'Agronomie ont une proposition à nous faire » annonce-t-il. Sebastian rajoute ainsi un sujet à l'ordre du jour qui chevauche les deux réunions qui ont lieu ce jour-là. Les champs de maïs sont prêts pour la récolte. La céréale ne sera pas utilisée par l'université. Elle leur propose de les récolter en une journée de travail et d'utiliser le maïs en le distribuant à différentes cantines populaires et fermes des MTD. Les membres du productif concerné ne sont pas présents mais les délégués des quartiers vont les prévenir. Sera organisée, par ailleurs, une Journée des étudiants d'agronomie avec des étudiants issus de toutes les écoles du pays qui seront logés dans les installations de l'université. Elle souhaite savoir s'ils pourront compter sur les ustensiles des cantines des MTD pour deux repas collectifs. Il s'agirait d'un vendredi soir et d'un samedi midi. Tout les *compañeros* sont, par ailleurs, invités à la fête qui aura lieu le vendredi soir.

Alors qu'elle parle, elle se dirige d'abord vers Selma. Celle-ci l'écoute mais regarde dans le vide, ses pieds. L'étudiante recherche son interlocuteur du regard. Un à un, jeunes, moins jeunes, hommes et femmes, *vecinos* et étudiants, déclinent l'invitation à se poser comme interlocuteurs et baissent les yeux. Sebastian qui lui a donné la parole et connaît vraisemblablement le contenu de son message, en fait de même. Ses camarades sont quelques pas derrière elle et ils n'interviennent pas. Ils regardent aussi, par terre, dans le vide. Personne n'interrompt son récit ni ne pose de questions. Lorsqu'elle s'interrompt,

quelques secondes de silence s'installent. Elles sont coupées par Selma qui, regardant autour d'elle, demande à ceux qui sont présents, « alors, qu'est-ce que vous en dites ? »[630].

Si le regard peut-être considéré comme un indicateur de l'ascendant qu'exerce un référent sur le groupe, cette scène semble bien illustrer le malaise éprouvé quant, à l'impossibilité de mettre en œuvre pleinement le principe d'horizontalité. D'une part, la difficulté de cette étudiante à parler alors que personne ne la regarde. L'inhabituel de cette situation semble exprimé pendant une large partie de son discours durant lequel elle se dirige vers Sebastian. Celui qui, a priori, connaît déjà ce qu'elle est venue dire. Quand il se tourne vers l'assemblée et perçoit la scène, il imite alors ses camarades. Ce malaise semble, également, repérable par le silence produit lorsque l'étudiante achève de présenter sa proposition. Personne ne réagit de manière spontanée. On pourrait même dire que l'on se tait de manière attentive, afin de trouver le moment adéquat pour intervenir. Ce n'est qu'après la question de Selma que surviennent quelques réactions.

Ainsi, cette scène, semble souligner ce que Fraser (2005, 127-128) contribue à mettre en exergue : la possibilité du développement des arènes discursives dans lesquelles les membres des groupes sociaux subordonnés élaborent et diffusent des contre-discours, « ce qui leur permet de développer leur propre interprétation » de leurs intérêts et de leurs besoins. Habermas a saisi cette dimension de la publicité lorsqu'il fait observer que quelle que soit la portée d'un public dans sa manifestation empirique à un moment donné, ses membres se considèrent comme faisant partie d'un public potentiellement plus large, le « public en général ». La relation à un espace public plus large semble, en effet, évidente lorsque les objectifs formulés relèvent d'un changement de la société en général et non pas d'une fermeture sur soi. Le rapport à la parole et les possibilités d'expression des uns et des autres, signifiant leur désaccord et leurs différences, révèlent une forme de publicité qui est mise en œuvre durant cette réunion. Elle permet l'investissement de cet espace dans la mesure où les différentes voix sont tenues pour légitimes du fait de la proximité, de la connaissance mais aussi du savoir-faire des membres. Ils semblent « acquérir » ou faire montre de la reconnaissance de l'égale condition de membre et de *compañeros*. Elle consiste à « porter au crédit » des membres la présomption d'innocence, mais aussi le rapport positif du groupe à la personne et, par voie de conséquence, de la personne à elle-même et à autrui. Les théories de la reconnaissance soulèvent la nécessité de prendre en considération les attentes de reconnaissance exprimées par les personnes lors du processus de délibération (Voirol). Puisque le rapport à soi est une construction sociale qui prend

[630] Nous avons déjà apporté des informations biographiques sur Selma plus haut.

forme dans les relations du sujet à autrui, il s'expose à sa propre vulnérablité et à l'expérience du mépris social. (Renault, 2000)

En dépit d'une méfiance exprimée envers la politique institutionnelle, souvent rabaissée au rang d'une politique des intérêts personnels, un rapport au politique se met en place avec des formes hérétiques différentes de l'espace public formel lequel apparaît, dans le vécu des acteurs comme dégradé. La complexité de ce rapport hérétique tient à ce qu'il ne demeure pas extérieur à la politique institutionnelle, ni parallèle, mais en permanente relation avec celui-ci et traversé par les contraintes que celui-ci lui impose. En ce qui concerne les activités économiques développées par les organisations de *desocupados,* les différents programmes étatiques constituent, on l'a vu, une source de financement centrale.

Les difficultés à se faire entendre

Les liens avec la société, en règle générale, apparaissent, souvent, sur le mode de la dénonciation. Par exemple, lorsque les revendications ne sont pas entendues en dépit du fait qu'ils soulignent l'étendue de leurs revendications et de leurs effets :

> Nous ne voulons pas de l'augmentation seulement pour nous. Nous voulons l'augmentation pour tous ! Et il ya eu des augmentations pour tout le monde. Pour les retraités, pour tous, du fait que nous sommes sortis pour l'exiger. Alors, c'est aussi rageant car *la société a les yeux bandés*. Et ça c'est aussi qui est rageant, car si nous n'avions pas été organisés, *ils* n'auraient rien eu[631].

Il ne s'agit pas, ici, de prendre au sens littéraire ces mots et leurs conséquences sur les actions des organisations. Les contributions effectives des mobilisations tendent parfois, d'ailleurs, à être surévaluées. Les augmentations de salaire qui sont ainsi intervenues au cours de la seconde moitié de 2003, auxquelles le témoignage fait allusion, n'ont, ensuite, pas été suffisamment importantes pour contrecarrer l'effet de la dévaluation de la monnaie décidée un an auparavant[632]. Cet extrait d'entretien nous permet de rendre compte des tentatives de Julia d'exprimer sa voie, en tant que membre d'un réseau des organisations

[631] Julia, dirigeante, MTD La Veron, décembre 2003. Au cours de cette année, le SMIC et les retraites ont été réévalués à la hausse. "No estamos pidiendo el aumento para nosotros solos. ¡Estamos pidiendo aumento para todos ! Y hubo aumento para todos, para los jubil*a*dos, para todos hubo con lo que nosotros salimos a pedir. Entoces ahí también te da bronca que la sociedad todavía tiene unas vendas en los ojos, entendés?, y eso también te da bronca porque si no fuera por nosotros que estamos organizados, no tendrían [el aumento].

[632] Alors que la dévaluation a fait passer la parité de 1 peso= 1 dollar, à 1 peso = 3 dollars, le SMIC est, lui, passé de 200 *pesos* à 300 *pesos* au mois d'août 2003.

de *desocupados*, sur la scène politique. Nina Eliasoph, dans son ouvrage *Avoiding politics* (1998), nous rappelle l'importance qu'il y a à considérer la capacité des individus à donner forme à la sphère publique. Ici, cette capacité semble revendiquée bien qu'elle ne semble pas effective. Les revendications concernent tous les allocataires mais aussi les populations potentiellement concernées pour lesquelles les multiples ressources devraient être accessibles. L'aveuglement apparaît, dans les termes de Julia, comme une métaphore du déni de justice. Un puissant sentiment d'injustice semble découler non seulement de la position gouvernementale mais aussi de l'absence de reconnaissance de la part de la société, en général, de la portée de leur mobilisation. Celle-ci, tout en bénéficiant des résultats de l'investissement militant, demeure aveugle aux réclamations des MTD, au sens où elle ne s'en solidarise pas. L'aveuglement de la société semble vraiment « rageant » pour Julia alors qu'elle semblait s'attendre à l'expression de sa solidarité[633]. Elle parle encore en termes de justice et de reconnaissance de la valeur des manifestations y compris pour d'autres populations et non pour les seuls *desocupados*. Elle nous rappelle l'importance de saisir l'étonnement ou l'indignation ressentie lors de la confrontation à l'expérience d'effondrement de la validité des schèmes de perception comme, par exemple, dans les cas de situations de forte augmentation du chômage, où l'on risque de se voir à la place de l'étranger. La formulation d'objectifs plus larges, concernant l'ensemble de la société, apparaît plus explicitement depuis la réclamation de l'universalisation des allocations, au nom et pour toute une partie de la population qui se voit refuser l'accès à ces programmes à partir du moment de clôture des inscriptions.

Le difficile partage du « public » et du privé

Comment distinguer ce qui relève de l'intérêt « commun » de ce qui est afférent à l'intérêt privé ? Certains principes concernent-ils plus naturellement l'intérêt public ? D'autres le privé ? Arendt (1983, 38) souligne les « diverses ordonnances de la hiérarchie des activités » publique et privée au point de vue historique. Ces sphères apparaissent interconnectées. Pour John. Dewey, la reconnaissance des conséquences préjudiciables s'inscrirait à la base d'un intérêt commun susceptible de générer un fort investissement. Sa protection « requiert certaines personnes qui en sont les gardiens, les interprètes et, si besoin, les exécutants » (Dewey, 2005, 64). Comme le signalent les travaux de cet auteur,

[633] Elle a été plus forte au début de l'année 2002 mais a commencé à se dissiper à partir de l'élection de Kirchner. Selon Svampa (2005), le moment d'infléchissement plus net de cette solidarité est marqué en 2004 lors de la formulation du code de la ville de Buenos Aires qui régule, entre autres, les manifestations de rue dans la capitale.

la perception commune est loin de constituer une évidence naturelle, reposant sur les attributs des membres mais elle est plutôt l'aboutissement de ce que Dewey appelle un travail collectif, un « travail d'enquête » (1993).

En outre, pour qu'un problème, à l'origine d'une cause, devienne réel et acceptable, il doit d'abord être compris par l'ensemble des membres du collectif[634], qui poursuivront ou non, selon leur capacité d'agir ensemble, leurs efforts pour lui apporter une solution. Dans nos observations, le *compañerismo* apparaît comme un révélateur des difficultés à faire face. L'utilisation du pronom « nous » a constitué un outil propice à la visibilité accrue de ce basculement. Il apparaît, clairement, dans le cadre de l'expression du retrait qui est celui de Carmen.

L'exemple d'une délibération insatisfaisante. Carmen et son « in-group »

Comme nous l'avons signalé, les espaces de décision et de fonctionnement des organisations se superposent aux lieux de vie familiale et aux rapports entre membres et non-membres (ou encore des membres des catégories en évolution). A l'intérieur des collectifs, les investissements sont évalués au fur et à mesure que le temps passe. La distribution inégale des responsabilités pose problème, en particulier lorsqu'elle est visible pour les membres de la famille :

> -En décembre, j'ai fermé la cantine de chez moi. Elle a été ouverte chez Marina. Et bon, alors…
> -*Quand tu as parlé à Julia, qu'est-ce que tu lui as dit ?*
> - ben, que je ne pouvais pas continuer, que je n'y arrivais pas avec les dépenses. Et bon, Julia connaissait mes problèmes parce que j'avais discuté avec elle avant, eh… les problèmes avec mon mari et tout cela. Et ben, Julia savait et on a continué quand même un moment. Jusqu'à ce que je lui dise « je ne peux plus continuer ». Et c'était fini. C'était trop. Les *problèmes internes* étaient de plus en plus importants. Alors, lors d'une réunion de responsables, j'ai dit à Julia et Mario que je n'en pouvais plus et que j'étais décidée à fermer la cantine. À ce moment-là, nous avons discuté pour savoir si la fermeture était définitive ou temporaire. Ici, on faisait tout, les réunions des responsables, la répartition des colis. Tout. Moi, ce que je me demandais : c'est comment était-il possible que l'on ne pouvait pas m'aider avec les dépenses [du local] ? Imagine-toi, si *La Veron* décide de faire un loyer, personne ne va leur prêter un local comme moi je le faisais.

[634] Ainsi, d'après Luc Boltanski (1984), la critique portée par un individu isolé risque de se retourner contre lui, faisant de l'auteur un fou aux yeux de la société, [avec Y Darré et M.-A. Schiltz].

> - *L'autre jour, quand il y a eu la répartition des colis […] j'ai eu l'impression que les gens rentraient et sortaient. Ils ne se sentaient pas chez eux.*
> -C'est que là c'est une maison de famille. […] c'est chez une des *compañeras,* il y a seulement la distribution des colis, on n'y fait pas de réunions. [635]

Plusieurs tensions affleurent du récit précédant à l'égard, à la fois, de la distinction entre public et privé et de l'identification d'un intérêt commun : Les difficultés du groupe à trouver un lieu commun, dont nous avons déjà mentionné les enjeux qu'il pose pour le progrès des intérêts communs, traversent le récit. La cantine qui passe d'une maison à l'autre, les activités qui ont lieu chez différents compañeros, sont autant de difficultés rencontrées dans le développement du groupe. D'autres éléments retiennent, également, notre attention : la discussion sur le groupe de *desocupados* à l'intérieur du foyer ; la distance que Carmen installe entre elle et La Veron et finalement, la distinction entre le local et la maison de famille. L'épuisement de Carmen, « je ne peux plus continuer » rappelait-elle, semble évoquer l'impossibilité qu'il y a à faire coïncider les besoins du groupe et ceux de son foyer. Si, au début, cela apparaissait possible, Carmen perçoit comme un désengagement de la part du collectif, *La Veron*, « comment cela est-il possible ? » lâchait-elle, ces tensions font de l'engagement de Carmen un engagement excessif.

Pendant un moment, Carmen a fait coexister les deux intérêts mais des compromis - qu'elle ne semblait pas vivre alors comme tels- rencontrent une limite qu'elle exprime au moyen de l'étonnement ou de l'incrédulité. Alors, Carmen se détache et refuse de continuer à perdre le bénéfice que sa famille pourrait retirer du loyer de son local au profit du MTD. L'équilibre qu'elle « fait tenir » ensemble, les besoins de sa famille et ceux du MTD, devient apparent, visible, lorsqu'il ne tient plus. Carmen rencontre des problèmes avec son mari à cause de l'affectation du local et de son utilisation comme lieu de

[635] Entretien chez Carmen, juillet 2005. En diciembre yo cerré el comedor y se abrió comedor en la casa de Marina. Y bueno cerré acá y…-*Cuando hablaste con Julia ¿qué le dijiste ?* -Que no podía seguir porque no daba los gastos y bueno Julia sabia mis problemas porque yo ya había hablado con ella antes eh…las cosas que pasaban con mi marido y eso. Y bueno, Julia algo sabia y seguimos estuvimos un tiempo. Hasta que llego un momento que yo le dije : « no puedo seguir ». Y se termino. Porque era mucho y se iban haciendo cada vez más grandes los problemas internos. Entonces agarré y le dije a Julia y a Mario, en una reunión de encargados, que no podía seguir más y que estaba decidida a cerrar el comedor. En ese momento se planteo si cerraba definitivamente o por un tiempo. Todo, porque acá se hacían las reuniones de encargados, se bajaba la mercadería (…) Yo decía que ¿como siendo la cabeza principal no me podían ayudar por los gastos [del local] ? porque vos ponete a pensar que si La Veron decide alquilar un local, nadie les va a prestar un local como se los prestaba yo […] Yo siempre traté de atenderlos lo mejor posibles y la gente no se daba cuenta de eso en una palabra […] a mi me ha tocado muchas veces ir a otros lugares a reuniones y jamás me convidaron un mate. -*Bueno, el otro día cuando en el reparto de mercadería, […] a mi me dio la impresión de que la gente entraba y se iba, no sentía en un lugar de ellos…*-Lo que pasa que eso es una casa de familia, no se hacen reuniones ahí, solamente se entrega la mercadería, es la casa de una de las compañeras, ahí no se hacen las reuniones.

centralisation des activités de Berazategui. Une utilisation permanente qui ne se réduit pas à la seule prestation de la cantine. Il s'agit d'une utilisation qui rend possible la centralisation des activités de gestion –« toutes les réunions »- en un seul lieu. Ce qui permet la rencontre des uns et des autres et une certaine appropriation des lieux. Le prêt du local est une pratique courante, mais elle permet à Carmen de souligner le manque à gagner résultant de ce prêt. Carmen produit une différenciation. Elle considère le prêt avec le regard du propriétaire et refuse de faire sien le rôle de membre du MTD. Elle prête le local à La Veron, le réseau d'organisations auquel appartient le MTD de Berazategui. Evoquant la situation du local, elle réfute l'usage d'un « nous » pour lui préférer le « ils ». Elle se désolidarise, du moins temporairement, de son appartenance au groupe. La limite qu'elle introduit à son engagement brise sa référence à l'*in-group*. Elle évoque le fonctionnement du groupe sans s'inclure en relation avec le « nous ». D'après son récit, ce n'est ni à elle ni à son quartier de résoudre le problème ou de récolter des fonds. Elle se limite à rapporter le problème à la déléguée qui siège au sein de l'instance plus large de La Veron, la *mesa*. Dans ce cas précis, la distance introduite semble exprimer le désaccord de Carmen à l'égard de la réponse de Julia retournant la résolution du problème du financement du local aux membres du quartier. Ainsi, le concept Schützien, accordé à des situations précises, permet-il de saisir le détachement de Carmen (à l'appui de sa famille ou exhorté par celle-ci) à l'égard d'un monde de situations communes dans lequel les problèmes communs aux membres du MTD n'émergent qu'au sein d'un horizon commun évoqué sur le mode de la lutte envers l'adversité et le *compañerismo* entre les membres.

Quand cet horizon commun joue pleinement, les mêmes activités sont développées autrement, en tant qu'un processus de partage des difficultés et des solidarités dans lequel le « nous » dépasse la co-présence des membres dans un même lieu. Ce « nous », plus fort, évoque la coordination à partir d'un langage partagé et d'un pari composé de confiance mutuelle[636]. L'éthique de l'égalité réunit tous ceux qui sont considérés comme des compañeros dans un seul et même statut. Au contraire, dans une maison de famille, les membres, bien que se connaissant tous, bien que s'y rendant régulièrement, tout en reconnaissant l'effort des *compañeros* qui prêtent une partie de leur maison à cette fin, l'horizon commun semble comme fragilisé ou peine à se construire. Les membres peuvent être « bien accueillis » mais retournent à leurs occupations, une fois l'activité accomplie.

[636] Pour Claude Lefort (1983), le « contrat » démocratique est fondamentalement établi par des croyances provisoires.

La faiblesse de certains publics a été relevée en fonction de différentes dimensions, par exemple la capacité à prendre des décisions (Fraser, 2005), ou bien, la capacité à avoir recours à un argument universalisable (Eliasoph, 2003). Fraser qualifie de *publics faibles*, les publics dont les pratiques de délibération consistent exclusivement en la formation d'une opinion et ne comprennent pas la prise de décision. C'est en tout cas ce que suggère la formulation initiale par Habermas du modèle libéral. Le philosophe considère ainsi l'émergence de la souveraineté parlementaire, comme une forme d'espace public *au sein* de l'État[637].

Cette précision permet d'explorer le fonctionnement des différents espaces de l'organisation selon les hypothèses qui sont celles de la configuration d'un espace public. Nous analysons ainsi les différentes activités, productives ou de fonctionnement de l'organisation, les conversations avant, pendant et après les réunions et décisions pour seulement, en fonction de ces analyses, distinguer les caractéristiques des espaces décisionnels, formellement l'assemblée. Nous intégrons également les discussions qui se déroulent en dehors de celle-ci. Les échanges, dans les coulisses des réunions, attestent de la proximité comme moyen d'accéder à la parole bien que l'inégalité affecte les relations entre les membres. Ceux-ci sont plus enclins à s'exprimer en face-à-face dans les ateliers de travail, moins nombreux et sur des questions dont ils sont « experts ». Ces échanges peuvent, par la suite, être repris par les délégués ou référents qui, par leurs « conseils » ou réactions, orientent les décisions. Si l'on revient à la décision de Carmen de ne plus continuer la cantine – c'est en particulier le thème de l'entretien qui déclenche son explication mais sa décision concerne, plus globalement, le prêt de son local au groupe-, on constate qu'une décision est formulée en deux temps. Carmen se confronte, d'abord, en face-à-face à la déléguée. Carmen lui explique les difficultés qui sont les siennes à continuer à gérer les « problèmes internes ». Julia lui explique, à son tour, les possibilités qui s'offrent à elle, notamment la récolte des fonds avec ses camarades. S'ensuit, juste après, une discussion entre les délégués, l'objectif étant de trouver un espace de réunion et de travail alternatif. Au final, les activités sont dispersées entre plusieurs maisons, où l'on effectue, dans certaines d'entre elles, la distribution des colis, ailleurs, la cantine, etc... Les membres ont des capacités d'intervention qui diffèrent, et ils peuvent se voir plus ou moins contraints de mettre à disposition un lieu pour le groupe, chez eux, provisoirement ou à plus long terme, mais ils ne semblent pas y rester contre leur volonté. Pour comprendre cette décision, l'examen de l'espace de la réunion des délégués s'avère

[637] En outre, Fraser qualifie les parlements souverains de publics forts, c'est-à-dire de publics dont le discours comprend à la fois la formation de l'opinion et la prise de décision. Nancy Fraser (2005, 140).

insuffisant. Celle-ci semble plutôt enfermée dans un circuit, la réunion des délégués apparaissant comme le lieu de discussion ouverte et de cristallisation – temporaire- de cette décision. Dans ce sens, il ne s'agirait pas d'un public faible. Le retrait – relatif- de Carmen sonne comme un échec dans la résolution du problème commun. Le local n'a pas été durablement remplacé par un autre lieu équivalent, capable de faire naître les formes de sociabilité que l'on a vu se développer liées à l'existence d'« un lieu propre », appartenant aux organisations.

La formulation des intérêts communs

Nina Eliasoph (1998, 14), dans son étude sur les « publics faibles », nous offre une définition qui présente le mérite d'intégrer les intérêts particuliers sans pour autant réduire la sphère publique à la seule représentation de ceux-ci : *The public sphere is not just a closed, hierarchical workplace and not just family but a third setting of conversation, with three main characteristics : participation is optional, potentially open to all, and potentially egalitarian*[638]. La sphère publique serait donc un espace ouvert à la conversation au sein duquel les individus s'engageraient volontairement et potentiellement dans des conditions égalitaires. Cette approche laisse ainsi ouverte le contenu des débats publics qui sont eux définis de manière contextuelle selon les différentes sociétés et les époques considérées.

Le traitement de ces groupes, à l'aide d'un concept, celui de sphère publique, s'oppose à l'usage de l'étiquetage caractéristique du clientélisme. Celui-ci apparaît à l'origine d'une réduction qui tend à considérer les seuls intérêts privés exprimés au moyen de contestations. Cette étiquette ne prend pas en considération les éléments qui suscitent des questionnements soulevés par les groupes, tant au sein des quartiers que dans les ateliers de travail et les manifestations, un problème, qui concerne la société en général. Il s'agit de la possibilité de défier en tant que *vecinos*, travailleurs ou citoyens, les caricatures qui présentent ces populations comme une masse informe, manipulable ou, au mieux, volontariste et instrumentalisée, afin de rendre visible les possibilités de transformations qui s'ébauchent. A travers les organisations de *desocupados,* les habitants des quartiers peuvent « s'exprimer » et faire entendre leurs voix au sein de l'espace national. Remarquons que, dans le concept de sphère publique proposé par Eliasoph, les traits attribués au clientélisme résonnent comme son contraire. Ce dernier tend à s'enfermer

[638] In theorising these kinds of citizen groups that Could open up space for political conversation, theorists and historians have searched for public life in a wide range of places, all called « public », p. 14.

dans des liens hiérarchiques et définit un à un au sein des multiples dyades patron-client. En revanche, la sphère publique se caratérise par la contrainte de publicité ; un dispositif potentiellement ouvert à la prise de parole et à la revendication d'égalité. La possibilité d'exprimer un point de vue autonome devient ainsi une dimension inhérente à la notion de sphère publique.

Le quartier et le primat de la rencontre en face-à-face

Si l'appartenance à une organisation de *desocupados* peut être marquée par une rupture biographique, celle du chômage personnel ou d'un proche, nous avons pu établir la réalité de différents registres d'appartenance à l'intérieur desquels nous relevons le caractère central du réseau familial. Souvent, des maris de femmes, membres ou délégués, qui n'ayant pas un travail déclaré, peuvent accepter, de bon ou mal gré, l'activité de leurs épouses dans les organisations[639]. Un mode de recrutement passe par l'engagement de son propre réseau familial dans l'organisation, le plus souvent les frères et sœurs mais aussi les enfants des parents (et inversement), ce qui n'est pas sans poser des problèmes. L'effet de ces réseaux familiaux, superposés au réseau des organisations, entraîne des renversements de hiérarchies qui ne sont pas toujours acceptés par les protagonistes, en particulier lorsque les nouvelles générations prennent la place des déléguées, ce qui est souvent le cas, ou bien encore quand les femmes exercent le rôle de délégué, suscitant des jugements sur « l'abandon » des enfants ou de la famille. La solidarité entre *compañeros* apparaît entrer en concurrence avec celle des frères ou sœurs.

Ce constat, soulevé à propos du besoin d'espace commun de fonctionnement, nous permet de saisir la fluidité de l'espace public local et les conditions qui président aux possibilités de s'y exprimer. Le face-à-face n'est pas seulement une contrainte de publicité mais il semble, également, développer un savoir-faire transmissible. Nous avons, par exemple, rencontré José qui nous a expliqué quel était son rôle dans la « Commission de mangueo ». Il parcourt tout le quartier en vélo :

> « Le gens du quartier me connaissent, ils savent que c'est pour la cantine ». J'y vais toujours avec quelqu'un, je n'aime pas être le seul à le faire, *il faut qu'il y en ait d'autres que puissent le faire*. Et pour ça, il faut que les gens [*vecinos*] te connaissent[640].

[639] Rappelons, ici, la forte présence féminine dans les organisations de sans-emploi.
[640] José, membre du MTD La Veron.

La contrainte d'être connu s'exerce sur la circulation dans le quartier. Plutôt qu'un anonymat dans lequel les différences s'effacent au profit du traitement du public, c'est le face-à-face qui est privilégié. Les échanges semblent alors construire des rapports de confiance mutuelle durables sur le voisinage. Les cantines représentent l'activité des organisations la plus légitime dans les quartiers et pour laquelle les *vecinos* peuvent plus aisément s'engager. En effet, cette implication dans les cantines populaires est l'occasion d'inscrire entre parenthèses les désaccords concernant la mobilisation. Notons qu'il s'agit, ici, de présentations en face-à-face en tant que *vecinos* et non seulement comme *piqueteros* ; elles appellent donc à instaurer un horizon commun entre *vecinos* bien que les populations ne soient pas homogènes et que le rayonnement des activités puisse s'étendre comme c'est, par exemple, le cas des déplacements au marché central des fruits et légumes. Afin que d'autres camarades puissent poursuivre l'activité sans lui, c'est lui-même qui choisit de prendre en charge leur « formation ». Elle consiste à savoir aborder les *vecinos* avec les bons arguments, de mettre en avant les prestations de la cantine, mais également et tout simplement de montrer, par leur présence côte à côte, leur travail commun.

Légalité et légitimité

La participation des organisations de *desocupados* aux décisions les concernant ne semble pas leur conférer de possibilité de questionner les décisions du pouvoir politique en dépit des formulations qui font référence au droit. À ce propos, Guillermo O'Donnell (2001, 209) rappelle l'importance des relations entre bureaucraties et « citoyens ordinaires » à l'heure d'évaluer le fonctionnement d'un Etat démocratique. Le politologue, abondamment cité dans les analyses des démocraties latino-américaines, souligne ainsi les nombreux obstacles auxquels sont confrontées les personnes vulnérables lorsqu'elles doivent décrocher un travail, ou un permis de travail, réclamer des pensions de retraite ou encore se rendre à l'hôpital. Ces populations « doivent non seulement faire face à d'énormes difficultés pour obtenir ce qui, légalement, est leur droit, mais aussi affronter l'indifférence et le dédain de ceux qui doivent le leur accorder ». De fait, la loi qui, formellement, est sanctionnée, « est appliquée de façon intermittente et inégale » (O'Donnell, 2001, 210-211).

Le rapport complexe à la légalité apparaît dans une scène rapportée par Andrés concernant l'usage d'un terrain appartenant à l'Etat en vue de faire le potager semble pouvoir montrer les pratiques du groupe :

> On a décidé de faire un potager, là, derrière, dans la rue qui est abandonnée. Les gens de la Mairie sont venus nous dire que c'était une rue, qu'on ne pouvait pas y faire un potager. On lui a dit, « nous sommes des *vecinos* du quartier. Tu préfères que ce soit une décharge d'ordures comme auparavant, et le type a dû partir ». […] c'était un seul type et on l'a fait fuir. Alors qu'est-ce qu'ils font les gens de la Mairie ? Ils appellent le gens du Port, car en fait ceci appartient à l'administration du port, c'est-à-dire que c'est la Préfecture, c'est National.
> Alors quand ils arrivent, nous étions justement en train de faire une assemblée. Je n'étais pas là mais on m'a raconté. A ce moment- là, nous étions déjà quinze personnes et il y avait beaucoup de femmes et d'enfants. La Mairie leur avait dit que nous allions construire. Des mensonges ! C'était juste fermé pour éviter que les personnes ou les chevaux rentrent et casent les légumes. Le type nous a expliqué ce que leur avait dit la Mairie, ceci, cela. Alors nous lui avons expliqué que c'était un potager et que nous avions une cantine et que tout allait à la cantine. Il nous a dit « ceci est une rue », c'est tout ce qu'il a dit. « Prévenez-nous quand vous ferez la rue, nous déménagerons sur le trottoir », (rires). Après ils [les gendarmes] ont prévenu les gens de Repsol du fait que nous avions une cantine et ils nous envoyaient de la nourriture. [Il nous explique] C'est que le gens de Repsol envoient des trucs aux cantines, des bonnes choses, rien à voir avec les produits de la Mairie…[641]

Les débuts du potager sont liés aux premières actions de ce MTD. Elles ont lieu dans un lieu public. Faute d'espace de réunion, les premières assemblées se tiennent dans la rue. Le potager est lui aussi implanté dans une rue abandonnée. Ces activités vont susciter l'intérêt des autorités, jusqu'alors considérées comme absentes, qui vont chercher à contrôler cette occupation des lieux. Interpellés par les autorités, les membres du mouvement mettent en avant leur appartenance au quartier et leur volonté d'améliorer l'habitat. Se présenter en tant que *vecino* permet de s'identifier à une série de connotations positives, en tant qu'habitant concerné par l'espace local et en même temps, de mettre entre parenthèse face à l'inégalité de ressources, la concurrence avec les instances politiques locales dans le contrôle du territoire.

[641] Andrés, référent, MTD de Berisso, 2005 : Se decidió de hacer una huerta ahí atrás en la calle. […] Vinieron los del municipio a decir que no se podía hacer una huerta ahí que eso era una calle, y le dijimos « mira nosotros somos vecinos de acá, ¿qué querés ? ¿que sea un basural todo esto como era antes ? » Y que no bla, bla, y lo sacamos cagando al tipo […] un tipo solo, lo volamos! Y ¿qué hace la municipalidad ? Llama a la gente de Puerto, porque eso pertenece a puerto, Puerto viene a ser nacional. Vienen los de prefectura y justo estábamos de…, yo no estaba pero me contaron que justo estaban de asamblea y acá había muchas mujeres con hijos ya éramos como 15. Vienen así y la municipalidad les había dicho a ellos que nosotros estábamos por edificar. Mentiras, estaba cerrado con cadenas para que no entren los caballos, los animales y rompan la verdura. Y nos contó, « en la municipalidad nos dijeron esto, esto, esto », y le dijimos que era una huerta, que tenemos un comedor y que esto va para el comedor. « Esta es una calle » no mas dijo. Cuando hagan la calle ¡avísenos que nosotros nos corremos para la vereda!! (risas) Y bueno ellos nos hicieron contacto con la gente de Repsol que como nosotros le dijimos que teníamos un comedor nos mandaban cosas, porque la gente de Repsol le manda cosas a los comedores. Cosas buenas, no como la municipalidad…

En la reproduisant au style direct, Andrés imagine la scène avec plaisir, (« Prévenez-nous quand vous ferez la rue, nous déménagerons sur le trottoir ») non sans ironie, puisqu'il *sait* que le jour où la rue sera réhabilité[642] n'est pas prêt d'arriver. Dans cet échange, ce face-à-face[643], chacun a confronté ses propres certitudes, d'une part c'est une rue, de l'autre, on ne va jamais plus s'en servir comme tel. Les propos des Préfets devant l'assemblée, et confrontés à la perspective d'un potager naissant, peuvent apparaître bien paradoxaux, et encore davantage si l'on tient compte de ce qu'ils font par la suite, rapporter l'existence de leur cantine à l'entreprise principale usagère du port, pour que le groupe reçoive de la nourriture. En fait, ils sont pertinents du point de vue de leur fondement juridique.

Pour le groupe, en revanche, ce qui compte, c'est la présence, c'est « être là » au moment où les Préfets arrivent, déployer une activité de *vecinos* dans le quartier. Cette pratique désigne une conception de la « propriété » des lieux qui revêt des allures Lockiennes, fondée qu'elle est sur l'occupation de fait et l'investissement du travail et du corps dans la transformation de cette rue abandonnée en un potager. En effet, chez Locke, le droit de propriété vient de l'individu qui s'investit dans le monde et le transforme à partir de son effort, de son travail. Dans cette logique, la propriété de soi s'étend à l'espace et aux objets transformés par le travail de l'homme. Dans son argumentation, le philosophe fait précisément allusion au travail agricole et au labour des champs aussi bien qu'à la cueillette des fruits produits par la nature sous l'angle d'une relation d'appropriation des choses. En effet, comme le remarque Descombes[644], à partir de la théorie de l'appropriation, Locke propose une théorie de la propriété juridique dont l'origine est l'individu. Ici, le travail semble à l'origine de l'exercice de la propriété mais il s'agit d'une revendication collective qui appelle à l'acceptation de cet usage de la part du propriétaire légal, la Préfecture. L'argument de l'usage social de l'espace (des *vecinos* qui souhaitent installer un jardin potager dans un espace laissé à l'abandon) met en avant la volonté de réhabilitation d'un espace ainsi que la finalité du travail : la cantine populaire, le besoin alimentaire. Poser le périmètre du potager est, par ailleurs, présenté comme mû par un besoin pratique, celui d'éviter les inconvénients qui pourraient naître de ce qu'il reste ouvert, et donc de sauvegarder les fruits de l'effort qui est le leur, le groupe

[642] C'est une rue qui se situe dans l'enceinte de la Préfecture qui était utilisée pour acheminer les marchandises jusqu'au port.
[643] Schütz présente les relations de face-à-face comme une mise à l'épreuve des expériences *communes*, « de la croyance dans l'identité substantielle de l'expérience intersubjective » qui permet d'établir la communication ; in Don Quichotte et le problème de la réalité p. 135.
[644] Séminaire de Vincent Descombes La partie et le tout, EHESS, 2006.

décide donc d'établir un périmètre fermé sur un territoire qui ne lui appartient pas. Contrairement à l'hypothèse lockéenne, l'origine, ici, est collective et enracinée dans les appartenances locales. Il se rapporte à l'usage de la terre en même temps qu'aux autorités avec lesquelles il entre en concurrence et s'accorde pour établir l'usage du territoire. Au moment de travailler la terre, le périmètre sera instauré afin d'empêcher que leurs efforts ne soient anéantis. Dans ce sens, la catégorie de *vecinos* évoque bien l'utilité sociale de leur activité.

Les connotations juridiques et sociales liées à la fermeture de ce terrain comme principe de possession sont évoquées non seulement par les Préfets mais aussi par ce militant, protéger ce champ « des gens » apparaissant comme empêcher l'entrée des étrangers (inconnus, autorités locales, ou toute autre présence) et donc exercer *un droit de* propriété sur les lieux, la possession, qui est possible par la présence et le travail. La possession est reconnue au plan juridique comme un principe donnant droit à la propriété à partir d'un usage étendu dans le temps.[645] Si la fermeture ne confère pas une reconnaissance immédiate de la propriété du terrain, réclamée par les préfets, elle assure la propriété des récoltes. Les principes juridiques semblent acceptés par les membres de l'organisation qui signalent depuis qu'ils ont fait « un potager dans la rue ». Ainsi, lorsque les Préfets insistent-ils sur la définition juridique de ces lieux, tout en semblant en décalage avec ce qu'ils voient et leurs actes (contribuer à la cantine du MTD), ils désignent l'actualisation d'une réalité sociale multiple qui se constitue de fait, sur le mode de la présence et de l'action. Autant le potager peut fonctionner dans une rue abandonnée, autant il risque d'être déplacé par la force et détruit[646]. L'usage permis ou toléré de la rue pour développer le potager semble délimiter des éléments partagés, légitimes (besoins et utilité sociales) et des dimensions d'opposition (légalité) des perceptions de chacun. Le schème d'interprétation qui vaut pour ce MTD et les Préfets semblerait partager les divers éléments tout en les inscrivant différemment dans une hiérarchie.

Dans cette scène, nous pouvons saisir l'exercice de l'autorité tel qu'il est pratiqué. Sans renoncer à la position qui est la leur, de « gendarmes » des lieux publics, les préfets,

[645] La possession est reconnue à l'origine de la propriété dans le code civil argentin à partir du moment où il existe un désir de propriété. L'usucapion, à partir de l'attestation de vingt ans d'occupation d'un immeuble - ou dix ans à certaines conditions- exige une démarche juridique pour devenir effective. Par ailleurs, les occupations de terrains vagues situés à la périphérie des villes, appartenant, en général, à l'État, à des fins de création des *asentamientos* a été souvent une manière d'accéder au logement pour les secteurs populaires. Par la suite et parfois après des processus de négociation, les *asentamientos* peuvent être reconnus et légalisés par les autorités locales, mais cette décision politique demeure du ressort de l'exécutif.

[646] Ce type d'incident est connu des mouvements de *desocupados*. Certains groupes, en 1996, notamment le MTL, à l'époque non organisés sous la forme de *piqueteros*, ont ouvert une soupe populaire devant la Mairie et ont été réprimés. Cette expérience est considérée comme une des actions fondatrices du MTL. Pour une présentation détaillée de ces événements, voir notamment Svampa et Pereyra (2002).

confèrent, de fait, sans que n'interviennent la médiation d'un acte écrit ou encore l'intervention d'un supérieur hiérarchique, un usage différent aux *vecinos*-membres du MTD. L'absence d'acte écrit suggère un accord *de facto* et non *de jure,* conforme à l'ordre légal. Il s'agirait, dès lors, d'une action révocable, permettant de suspendre les attentes des uns et des autres dans l'exercice de l'autorité. Irène Théry inscrit au cœur d'une analyse relationnelle le questionnement de ce mythe d'origine qui est le contrat social. En valorisant l'idée fondamentale de la laïcité démocratique, ce mythe procède néanmoins, « de la croyance en la seule réalité de l'individu » (14). Ceci ne permet pas de « reconnaître une véritable réalité aux relations instituées ». En revanche, considérant les scènes des interactions concrètes de la sorte, les liens d'interdépendance se prêtent davantage à une description pertinente. Les uns ne respectent pas le droit de propriété, tandis que les autres ne le font pas respecter. Tout les deux semblent s'accorder sur la valeur préférable d'un espace entretenu (plutôt que d'une rue abandonnée) et de la production des aliments pour le fonctionnement de la cantine. Le droit de propriété semble ainsi reformulé à l'intérieur d'une reconnaissance faite d'enchaînements logiques. Les représentants de l'autorité agissent plutôt à partir de leur marge de manœuvre personnelle, sans laisser de trace écrite de l'accord établi. C'est ce qui suggère que la seule trace de leur accord soit le témoignage et les faits : durant des années, les *vecinos*-membres du MTD pourront utiliser la rue pour faire un potager.

Le terme de *vecinos*-membres ne désigne pas le simple usage stratégique de la catégorie de *vecinos* que pourraient en faire les *desocupados*. En effet, comme nous l'avons constaté, à partir de la création de la menuiserie[647] le potager a été progressivement déserté par les membres qui ont changé de projet tandis que d'autres ont trouvé un travail rémunéré. Le potager est réinvesti par les proches de membres qui, se servant de la serre, ont créé une pépinière. La légalité et la légitimité ne sont donc pas toujours compatibles mais les pratiques les font coexister de manière créative. Le débat et le conflit sur la définition du bien commun sont mises en œuvre dans l'espace local. À ce propos, pour Ricœur, (1995) la finalité de tout conflit politique est d'« arriver à des accords raisonnables », un accord qui s'appuie sur de bonnes raisons qui se réclament de principes généraux pour convaincre « tout le monde ».

Dans son ouvrage sur la révolution calviniste, *La révolution des saints*, Walzer (1987) parvient à démontrer que ce sont les calvinistes qui, les premiers, ont déplacé le centre de la pensée politique du prince vers le saint. Ce déplacement s'est opéré, ensuite, vers le

[647] Voir le chapitre cinq.

citoyen ou groupe de citoyens élaborant une justification théorique de l'action politique indépendante. La radicalité de cette transformation va jusqu'à poser la résistance comme un devoir légal et même, jusqu'à souscrire à certaines formes d'action violente (81-82). En se rappropriant symboliquement l'héritage des jeunes militants des années 1970, dont certains sont devenus référents, délégués ou dirigeants, les membres des organisations de *desocupados* montrent qu'ils n'ignorent pas les enjeux de la revendication de la violence politique. Les organisations affichent, avant tout, le droit à la vie. La radicalité chez les organisations des *desocupados* ne saurait revêtir la forme d'une revendication ouverte de la violence. D'une part, elle devient visible lorsque les organisations ironisent à partir du mépris des autorités. C'est notamment le cas dans ce communiqué de presse qui répond au Président Duhalde qui les traite de délinquants et dont le titre est parfaitement éloquent : « Réponse à celui qui squatte la casa rosada »[648]. Le terme de « squatteur » indique, ainsi, les circonstances dans lesquelles fut nommé le Président Eduardo Duhalde, par l'Assemblée nationale au lieu d'être, élu, par le suffrage universel. Sur ce point, les différents positionnements publics font le pari, au contraire, de la dénonciation de la répression et de la violence policière parfois meurtrière. La société argentine (et internationale au travers des réseaux de solidarité) est prise à témoin. La radicalité consiste plutôt à multiplier les efforts réalisés sur les biens et avec l'aide de toute personne quelle qu'elle soit, sans préoccupation particulière du respect du droit de propriété. Ce dernier n'est pas considéré comme absolu mais, au contraire, est soumis à la légitimité, à une éthique du politique, centré sur l'égalité. Il est respecté lorsqu'il s'agit de respecter les accords de prêts, donc les engagements du groupe envers une personne en particulier mais suspendu lorsqu'il s'agit d'investir des terrains vagues ou une « propriété abandonnée ». On ne saurait affirmer, cependant, qu'il y a vacance totale de l'État. Les actions susceptibles d'entraîner des actions répressives, notamment les occupations, sont précédées de démarches précises effectuées au sein des espaces administratifs, notamment du cadastre, afin d'évaluer le risque encouru.

II. Délibération et lieu de travail

Dans un article consacré à la situation de travail et à l'espace public, Christophe Dejours argumente sur le rapport entre ces deux termes. Il met notamment en exergue

[648] « Respuesta a ese que ocupa la casa rosada » Movimiento de Trabajadores Desocupados (MTD) Aníbal Verón, Janvier 2003, communiqué de presse. Http ://argentina. indymedia. org/news, consulté en février 2003.

l'importance du travail en tant qu'un espace qui conjugue les problématiques subjectives et sociales. Le travail soulève également des questions éthiques en rapport avec la discussion sur l'espace public. Dans les chapitres précédents, nous avons montré qu'il est possible d'établir un parallèle entre les formes de l'économie solidaire et la dynamique d'un espace public. La possibilité de prendre la parole et les manières de le faire s'avèrent autant d'éléments centraux à l'heure de préciser les liens qui se nouent au sein de ces groupes.

Lors de la réunion des *productivos* évoquée plus haut, Selma semble refuser de représenter, de s'approprier ou d'exprimer à elle seule, la voix et la volonté de ceux qui sont là. L'enjeu des propositions n'est pas en soi décisif pour le groupe. Il s'agit de propositions qui n'apparaissent guère problématiques aux yeux des membres. Les coopérations avec les étudiants d'Agronomie sont nombreuses et connues, surtout dans cette réunion à laquelle participent, majoritairement, des délégués et référents assidus de cet espace et de la « table de coordination ». Les interventions, lorsqu'elles ont lieu, se montrent plutôt favorables à l'acceptation des propositions ou, plus exactement, à leur relais dans les quartiers. Il ne s'agit pas pour autant d'une proposition dépourvue d'intérêt : tant les ressources, le maïs, par exemple, que l'éventualité de participer à une activité sociale sont appréciables et appréciées, car les membres finiront par participer aux deux activités. Le silence ne se veut pas une manifestation d'indifférence à l'égard des propositions qui viennent d'être avancées.

Selma semble à la recherche de l'« horizontalité » ; ce principe prôné au sein du réseau FPDS. Cette recherche ne se limite pas au moment de l'écoute mais aussi, au moment où il s'achève. Selma laisse s'écouler quelques secondes avant d'intervenir. Au moment où elle relève la tête, tous la regardent. D'ailleurs, elle s'exprime de manière à encourager les membres présents à se prononcer. Au cours de la réunion, plusieurs membres se donnent la parole les uns les autres. Ils permettent ainsi à ceux qui ont moins l'habitude de le faire de s'exprimer, par exemple le délégué, qui parle au nom du conducteur de bus pour que son sujet soit traité en premier et lui cède ensuite la parole. C'est le conducteur lui-même qui expose le problème. Chela, la déléguée du quartier, donne la parole à la responsable de la boulangerie, alors qu'elle aussi connaît le problème, en tant que déléguée et habitante du quartier. Il s'agit non seulement de faciliter la parole de certains membres mais également de reconnaître un savoir-faire découlant de leur expérience de travail et de leur présence dans l'exercice d'une activité ponctuelle. Selma, elle-même, invite ses *compañeros* (de l'atelier de peinture) à s'exprimer alors que ceux-ci n'ont pas réclamé la

parole ni sont pressés de donner leur avis à la suite de la discussion sur le prix des matières premières lancée par l'intervention de Mario. C'est la voix de Selma et les propositions qu'elle soutient qui ont été prises en considération, et que l'on peut donc assimiler à une décision, faute de vote et bien qu'elle ne s'exprime pas sur le mode de l'impératif. Elle refuse, son regard l'indique, tout comme ses invitations à s'exprimer, de prendre la place de dirigeant. À ce mot, dans l'organisation, on oppose celui de *référent*. Le déni s'est érigé comme un enjeu qui traverse les instances de décision et de consultation de cette organisation[649]. Nous ne pouvons pas pour autant négliger les contraintes de consensus qui surgissent comme des réactions spontanées. Le questionnement de Mario, la plainte formulée à voix basse par Lorena, semblent autant de protestations s'abattant sur le cours des discussions qui obligent à rectifier les formulations proposées. Comme nous le constatons ici, la réunion ne constitue pas un espace de décision au sens fort. Néanmoins, des décisions y sont prises, notamment sur les procédures à suivre avant de déclencher une mobilisation dans l'espace local, sur la possibilité de travailler avec un individu extérieur au groupe, ou encore, dans le cas de la peinture, sur l'utilisation optimale des ressources. Celles ci, sont encore une fois, considérées comme collectives au sens où elles sont obtenues grâce à une mobilisation qui dépasse celle du seul groupe de personnes inscrites dans un projet particulier. Cette dimension rend, notamment, la réflexion de Mario, dont le questionnement sur la manière dont ses *compañeros* de l'atelier voisin dépensent leurs lignes de budget, déplacée. Mario s'exprime sans même distinguer si l'argent est attribué par les autorités ou s'il provient de fonds récoltés grâce à des activités locales. Le cas des cantines ou la marchandise « disparaît » plus vite que prévu, souligne cette appropriation collective par son contraire, l'appropriation individuelle de l'effort collectif. Les ressources doivent être réparties à l'intérieur des groupes en fonction de critères sur lesquels on s'est ouvertement accordé lors des assemblées générales ou de projets. Si tel n'est pas le cas, et lorsque le problème est détecté, les membres réagissent très fortement, car ce sont eux-mêmes qui sont en train de se faire voler ! Pour faire retomber la tension ainsi instaurée, on a prévu des lieux de stockage des marchandises, destinés à cette seule fin et fermés sous cadenas. Ces derniers sont devenus, par conséquent, une trace des conflits précédents. Le statut des membres

[649] On pourrait rapprocher cette prise de décision par défaut des processus de décision par « consensus apparent ». Urfelino étudie, sous cette catégorie, les décisions qui sont adoptées à l'unanimité. Il s'agit plus d'une réunion d'échange d'information. Les décisions prises en assemblée obéissent à la règle de la majorité. L'auteur constate que ces décisions émergent quand il n'y a pas d'opposition explicite. Le décomptage des voix étant inexistant, la décision est arrêtée lorsque personne ne s'oppose à la proposition formulée. Il remarque aussi que cette règle n'exclut pas la décision par décompte des voies puisqu'elles peuvent s'avérer complémentaires.

subit alors une nouvelle épreuve de confiance, ceux qui disposent des clés permettant d'ouvrir les portes au sens strict, sont *hiérarchisés*. Cette modalité collective d'appropriation et distribution des ressources apparaît, également, lorsque les espaces des différents projets sont utilisés pour poursuivre des finalités diverses, notamment le partage des lieux prévus pour la menuiserie afin d'y installer la boulangerie d'abord puis ensuite l'atelier de sérigraphie. Ces décisions se prennent au sein des assemblées mais elles sont également traitées lors des réunions de *productivos*. L'accord de Selma semble alors indispensable. Si l'on analyse ce fonctionnement à la lumière de l'approche relationnelle, nous pouvons mieux comprendre l'évolution des tours de parole entre les membres au sein de cet espace. En effet, en dépit de la présence de membres porteurs de différents rôles au sein de la réunion, le principe à respecter reste celui de l'expression de tous. Plus précisément, la parole est surtout donnée à ceux qui sont – de différentes manières- au plus près de la situation ou du problème discuté. Et c'est en fonction d'une expertise qui évolue d'ailleurs en fonction des sujets traités que le savoir-faire de la prise de parole est acquis ou du moins exercé, pratiqué et réalisé. Certains délégués prennent, cependant, la parole plus facilement que d'autres durant les discussions, alors que d'autres vont attendre que la parole leur soit donnée ou que l'on demande leur avis. Le nombre relativement faible – une vingtaine- de participants à la réunion semble alors faciliter l'expression des plus réticents. Ils ne s'expriment pas en fonction des attributs sociaux qui sont les leurs mais en fonction d'un savoir-faire qui est produit au sein du groupe et de la légitimité afférente qu'ils peuvent y faire valoir. Les lieux de travail ou les espaces qui se situent dans une sphère de plus grande proximité de la résolution des problèmes – comme c'est le cas de cet espace de réunion- autorisent la valorisation de plusieurs savoir-faire au-delà de celui de la seule prise de parole, qui, elle-même, permet de déplacer des hiérarchies que peuvent, par ailleurs, dans d'autres espaces se faire plus pesantes. Il s'agit d'une forme d'institution du rôle de délégué, sous l'œil attentif de Selma, qui confère une tonalité pédagogique à cette activité. C'est aussi un espace conçu sur la base de la contribution de chacun au développement du mouvement à travers la co-présence et la coordination. Être présent au sein des différents espaces de discussion, là où les enjeux sont formulés et les décisions adoptées, et contribuer à la diffusion de ces décisions et du savoir-faire ainsi produit, à l'intérieur des organisations, semble différencier la participation des membres de celles des délégués et référents.

L'exercice de la discussion concernant les lieux de travail, comme la réunion des *productivos*, ne se réduit donc pas à ceux-ci. Il débouche, comme nous le voyons, lors de

cette réunion, sur des considérations qui ont trait à l'habitat, à l'évaluation des politiques publiques, ou encore à un espace de sociabilité propice à la diffusion des informations qui peuvent sembler des plus banales (festival de hip-hop, invitation à la fête des étudiants). Les occasions informelles supposées, centrées exclusivement sur des échanges de convivialité ordinaire, contribuent ainsi à la dynamique des réseaux. A l'inverse de cette banalité, l'effacement de l'espace de discussion à l'intérieur de l'entreprise, rappelle Dejours, risque d'avoir des conséquences sur le fonctionnement de l'espace public au sens strict, à savoir un repli individualiste sur la sphère privée. Disposant des informations techniques, « incluses leurs considérations sur les conséquences humaines, lorsqu'elles sont réintégrées dans le monde du vécu, elles offrent une prise beaucoup plus facile à la compréhension ».

L'espace prévu pour la discussion sur le travail en tant que production matérielle, débouche sur la production d'un travail comme action humaine de coordination et d'expression. La présence, dans ces espaces, de personnes considérées comme des *compañeros* mais cultivant des positions différentes et même, parfois, ne participant pas aux mobilisations de rue, élargit la contrainte de publicité entre les participants en même temps qu'elle contribue à la présence de l'organisation elle-même dans la vie quotidienne des *vecinos* et des proches des membres.

III. Assemblées Générales, confiance, formes de prise de parole et d'argumentation.

Le retard des colis : rumeurs et tentative de restauration de la confiance

Si l'assemblée générale est, de manière typique, un lieu de décision, nous avons vu au cours de notre recherche qu'il n'est pas le seul espace à remplir ce rôle. Au cœur de la légitimité démocratique, revendiquée par les groupes, légitimité selon laquelle c'est l'espace principal des organisations, la dynamique des assemblées générales semblerait pouvoir décrire à elle-seule, les liens qui sont au fondement des groupes. Une vision sceptique quant à l'intérêt que présente cet espace voudrait que les assemblées générales ne remplissent qu'un rôle de simple espace d'information et non de décision, le décomptage des voix étant inexistant. Le doute semble raisonnable surtout quand il s'agit d'assemblées très nombreuses où la prise de parole est réduite à quelques délégués. Quels

sont donc les enjeux véhiculés par ces espaces investis, semaine après semaine, par toutes les catégories de membres et non-membres[650] des organisations ? Dans quelle mesure s'agit-il d'un espace de circulation de l'information ? S'agit-il d'un simple rituel durant lequel l'appartenance au groupe serait affirmée ou déniée ?

Lorsqu'on rapproche les dates et les événements considérés comme étant les plus importants par les organisations de *desocupados,* les processus de mobilisation et de mise en scène de leur organisation s'accentuent. C'est notamment ce que nous pouvons observer au cours du mois de juin 2005, à l'approche des hommages rendus à l'occasion de la date anniversaire des victimes de la Masacre d'Avellaneda[651]. Lors d'une assemblée générale, tenue par les MTD en association avec le réseau de La Veron, réunissant les membres de la totalité des districts, elle convoque plus de mille personnes. L'assemblée se tient à côté de la gare sur un terrain désaffecté de l'entreprise du service ferroviaire. Lucas, le dirigeant, qui s'exprimera tout au long de l'assemblée, est entouré des quelques délégués, et membres de la *mesa* au milieu du terrain. Nous sommes accueillis par son épouse, également militante de l'organisation, qui vient à notre rencontre. Il lui rappelle l'obligation de surveiller ses enfants -ceux-ci jouent pas loin de là- tout en nous accompagnant auprès de Julia. Nous fendons plusieurs groupes, les délégués la saluent, certains viennent lui rapporter des problèmes qui sont survenus à propos de la *mercaderia* ou encore à propos de l'approbation d'un *plan*. Quand nous rencontrons Julia, auprès des différents membres de Berazategui, elle prend congé en nous disant « je te laisse entre de bonnes mains »[652] une phrase, qui marque la confiance, que nous entendons à maintes reprises. Alors que nous discutions, nous voyons Lucas arriver dans une vieille voiture et installer des haut-parleurs et un microphone sur une murette qui sera improvisée en tribune. Tout le monde est là pour assister à l'assemblée, tout semble prêt pour commencer, mais personne ne se presse pour se rapprocher de l'estrade. A plusieurs reprises, Lucas, le dirigeant, convoque les assistants. Egalement pressés par les délégués, ceux-ci finissent par s'approcher de la tribune et faire taire leurs conversations pour laisser place à l'« assemblée ». Lucas commence par énumérer les quelques nouvelles. Un des délégués lui souffle un sujet qu'il semble avoir oublié, la question de la *mercadería*,

[650] Les proches des membres peuvent y assister pour pouvoir ensuite informer les membres.
[651] Un livre publié à partir des témoignages des militants fournit une version de ses événements qui ont marqué l'ensemble des MTD. Signé collectivement, l'ouvrage mérite une analyse particulière qui dépasse l'objectif poursuivi ici. Signalons, cependant, que Mario tient à nous préciser, qu'en réalité, c'est un référent du MTD de Lanus qui aurait pris en charge l'écriture. Le document aurait, ensuite, circulé entre les différents MTD dont les membres ont confirmé ou apporté des précisions sur certains passages. Le livre est riche en photographies et dénonce le dispositif policier.
[652] *Te dejo en buenas manos*.

les colis alimentaires. Les tensions récurrentes concernant la distribution d'aliments attestent d'une confiance toujours soumise à réexamen que le dirigeant tente de conforter. Bien qu'il annonce qu'il s'agit d'une parenthèse et que celui-ci n'est pas le sujet à traiter, il commence par évoquer la question des colis :

> Sur les problèmes de colis, vous l'avez discuté avec les délégués mais nous n'avons pas fait un rapport lors de l'assemblée. […] Depuis le mois de janvier, le gouvernement provincial nous doit une partie importante des colis. Une fois, nous l'avons remplacé avec notre stock et ainsi de suite. Qu'est-ce que cela veut dire ? Nous avons discuté avec le gouvernement provincial et nous travaillons pour que la prochaine distribution puisse se faire avec le colis renforcé. Mais la différence ne répond à *aucun critère*. Simplement, il y avait moins et nous avons distribué moins partout et nous sommes en train de discuter avec le gouvernement pour que le prochain colis puisse être compensé. Nous nous sommes accordés pour que la prochaine fois, ce soit normalisé mais cela dépend de la quantité envoyée par le *gouvernement*. Nous sommes d'accord sur ce point *compañeros* ? [Quelqu'un dans l'assemblée pose une question. Nous n'entendons que la réponse] Non ! Nous n'allons pas suspendre le *corte* du dimanche. Pour le repas du dimanche, il y en a, ne vous en faites pas.
> Ça par rapport au gouvernement provincial et national. A présent, il y a des nouvelles concernant le gouvernement municipal. *Vous savez* que nous avons entrepris des démarches concernant la qualité des repas des cantines. *Vous savez* qu'après une longue période, nous avons réussi à livrer de la viande dans les cantines, des fruits et des légumes. Et tous ceux qui se sont inscrits et ont apporté la bonbonne, il y a une bonbonne de gaz [pour eux]. Alors c'est une bonne et une mauvaise nouvelle *compañeros*. C'est-à-dire que cela compte également, nous sommes en train de renforcer comme il le faut les cantines. Je voulais faire le point sur cela car le *compañero* m'en a parlé. Il paraît que des rumeurs circulaient dans les quartiers, je voulais que ce soit clair, et que vous soyez bien informés. Sûrement les délégués vous en ont-ils déjà parlé mais, ici, on vous le *réaffirme*. Y a-t-il des doutes là-dessus ?….[653]

[653] 23 juin 2005, assemblée de La Veron à Florencio Varela. Dirigeant Lucas : Faltaba que informemos en la asamblea. […] desde enero a esta parte el gobierno provincial nos queda debiendo una parte importante de mercadería, una vez lo cubrimos con reservas y así sucesivamente ¿Qué quiere decir esto ? Lo estuvimos hablando con el gobierno provincial y estamos trabajando para que la próxima entrega pueda salir con el bolsón reforzado. Pero no se debe a ningún tipo de criterio, simplemente vino menos y entonces se repartió menos en todos lados y estamos discutiendo con el gobierno para que se ponga al día, quedamos que la próxima entrega este en los parámetros de siempre pero eso depende de la cantidad que llegue del gobierno ; esta compañeros eso. Noo, ¿como vamos a suspender el corte del domingo ? No para comer el domingo hay, no se hagan problema. por un lado. Con respecto al gobierno provincial y nacional. Ahora por ha habido otros avances en lo que hace al gobierno municipal. Este, ustedes saben hemos hechos gestiones con respecto a la calidad con el tema de la comida de los comedores. Bueno, todos saben que hay carne después de mucho tiempo, recién ahora estamos pudiendo entregar carne en los comedores, frutas verduras, y para todos los que se empadronaron y trajeron el envase de la garrafa también hay una garrafa de gas así que bueno, una de cal y una de arena. Eso también es para tener en cuenta, que por otro lado lo que es comedores se viene reforzando y se viene reforzando bien. Quería aclarar esto porque me pidió el compañero. Se ve que había unos comentarios en los barrios y quería que esto este todo claro y que sepan bien. Seguramente los delegados ya les dijeron pero les reafirmamos acá. Hay alguna duda, pregunta al respecto…

Ce long détour qui intervient, avant de commencer à discuter des « vrais » thèmes du jour, n'est pas anodin. La moindre qualité des colis distribués est expliquée aux membres. Elle serait due au désinvestissement des autorités, désinvestissement compensé par une certaine capacité de stockage et de prévision permettant de s'assurer qu'un colis soit malgré tout distribué à chacun, bien que celui-ci soit d'une qualité – et d'une quantité – inférieure à d'habitude.

Le changement de qualité est à l'origine des doutes et rumeurs que le dirigeant se doit de dissiper. Nous avons déjà évoqué ce type de problèmes à travers le témoignage des membres qui accréditent le récit du dirigeant, en le citant (« Lucas a dit », « lors de l'assemblée, on a dit », etc.). La rectification des conversations échangées avec les délégués par le dirigeant lui-même semble un élément crucial de dissipation des doutes et de rétablissement de la réalité des faits. Néanmoins, Lucas produit cette vérité en évoquant, de manière récurrente, les délégués et les discussions précédentes, et c'est grâce à eux qu'il est en mesure de délivrer les informations nécessaires susceptibles d'apaiser les rumeurs. Il affirme ainsi leur autorité et leur rôle. Il rappelle les informations qui ont déjà été communiquées (vous savez…) lors des assemblées précédentes renforçant, de ce fait, les espaces de décision de l'organisation y compris l'assemblée.

Lucas explicite le mode de résolution du problème : en ayant recours au stock commun et en répartissant entre tous les quartiers les « mêmes quantités ». Ce qui signifie que tout le monde à reçu moins que ce qu'il attendait, mais que tous ont néanmoins reçu un peu et en parts égales. Il énonce et renforce, de ce fait, les règles sur lesquelles on s'est accordées concernant le fonctionnement de la distribution des ressources à l'intérieur du groupe[654]. Les biens distribués ne sont pas les seuls en question, la manière de le faire l'est également. Malgré l'incertain, toujours inscrit dans l'attitude inconstante des autorités qui modifient, unilatéralement, les portions de ration distribuées, les règles adoptées par les membres de l'organisation ont été respectées, mais adaptées à ce qui apparaît comme une contrainte externe, le gouvernement provincial n'ayant pas respecté ses engagements[655]. De fait, les membres sont alertés des motifs qui ont conduit à ces modifications dans la composition du colis en même temps que les délégués sont

[654] Nous rappelons que, dans ce réseau, la taille des colis distribués aux personnes varie en fonction de leur présence aux manifestations de rue. Nous avons traité plus en détail le sujet dans l'axe 1.

[655] Ces changements unilatéraux ne sont pas exclusifs des organisations de desocupados. D'Amico (2009), dans son papier sur le fonctionnement des « verres de lait » gérés par des « organisations des quartiers », autres que les organisations de *desocupados*, rapporte que dans la délégation municipale, les colis alimentaires distribués aux familles sont modifiés [et donc réduits] afin de compenser le manque de lait à distribuer par les *copas de leche*.

disculpés de toute responsabilité dans ce changement. L'affirmation de la confiance qui est ici rendue visible apparaît de manière répétée, elle est révélée comme un indice permettant de caractériser les rapports entretenus par les membres. Elle nous suggère que la confiance est construite et mise à l'épreuve de manière permanente ; le dirigeant se doit d'*informer* les membres et de *réaffirmer* ce qui a déjà été expliqué par les délégués. Les membres, loin de s'inscrire dans un schéma d'obéissance aveugle, expriment par l'intermédiaire des délégués ou des rumeurs qui circulent anonymement, leurs doutes. La rumeur apparaît, ici, comme une forme de communication relativement effective. Certes, elle demeure anonyme et peu contraignante car les délégués et dirigeants pourraient choisir de l'ignorer, ou de se tromper sur le traitement à lui appliquer. Sachant qu'elle a trait à des questions importantes aux yeux des gens, les aliments et la continuité de la confiance exprimée envers le groupe, ici, le dirigeant, ne le fait pas. Le fait de transformer ces rumeurs en un doute fondé (effectivement, les colis sont « en retard »), souligne, également, la réalité d'un régime de confiance au sein duquel les délégués apparaissent comme des porteurs de mauvaises nouvelles, toujours au risque, d'ailleurs, d'être considérés comme les responsables des dysfonctionnements. Lucas leur attribue une cause plausible, le désengagement des autorités, ce qui permet de réanimer la confiance. C'est aussi la compétence des dirigeants qui est en jeu ; ils apportent au problème une réponse conséquente, le remplacement des produits manquants par d'autres puisés dans les stocks, dialoguent avec les autorités pour rétablir les colis, négocient avec des autorités multiples, semblent apporter une solution satisfaisante à la situation. A tout le moins, cette formulation permet à Lucas de faire preuve d'un optimisme relatif, l'autorisant en même temps à souligner le parfait accomplissement de son rôle de dirigeant de ce groupe et de ceux des délégués. Cette scène nous rappelle le rôle majeur attribué par Arendt au langage dans le processus de la définition du politique : « Dès que le rôle du langage est en jeu, le problème devient politique par définition, puisque c'est le langage qui fait de l'homme un animal politique ». L'action intentionnelle, l*'information* et la *réaffirmation,* apparaissent, par la suite, comme une parenthèse avant d'introduire les thèmes qu'il faut traiter dans la journée, ceux sur lesquels il faut prendre des décisions, mais c'est une parenthèse nécessaire afin de pouvoir passer aux thèmes suivants délestés du poids des rumeurs. Cette allocution revêt ainsi l'apparence d'une réparation de la confiance sans laquelle la poursuite des travaux de l'assemblée serait compromise. Il s'agira, ensuite, de décider des stratégies de mobilisation à adopter.

Nous constatons, ainsi, le lien étroit qu'il existe entre biens distribués, confiance entre les membres et revendication politique. Isoler les critères de justice distributive de ceux d'une revendication portant sur les conditions intersubjectives du « respect », ne peut être qu'un outil analytique. En effet, les dimensions évoquant une justice « distributive » ne semblent pas seulement se préoccuper de l'accès aux ressources mais également de la manière d'y accéder et des conséquences que ces manières peuvent avoir sur les rapports intersubjectifs.

Assemblée Générale. Le déploiement d'un langage

Nous avons montré quelle peut être la distance cultivée par les membres envers les mobilisations de rue. En effet, au sein des quartiers, les personnes accédant aux PTT, et ce par le biais de différents espaces institutionnels, prennent leur distance vis-à-vis des manifestations de rue et, en particulier, des blocages. Les *vecinos* se côtoient les uns les autres, au sein d'une même famille, les membres accèdent aux *planes* via diverses institutions. Les différentes justifications mobilisées, les critiques de ceux mêmes qui bénéficient des résultats des mobilisations, nous ont alertés sur le risque d'imputer aux manifestants une *culture déviante* ainsi susceptible d'expliquer la propension à la mobilisation. Ce qui semble, ici, nécessaire, c'est d'explorer davantage le moment de la décision de la mobilisation. Est-elle prise ou se diffuse-t-elle simplement à l'intérieur des réseaux des organisations ? Voyons, à présent, la manière dont Lucas propose à ses compañeros les alternatives à considérer :

> Bon *compañeros.* Nous devons discuter de deux sujets aujourd'hui : l'activité du 25 et 26 et toutes les questions que pourriez imaginer et la continuité de la campagne de lutte au sujet « des 350 » [*pesos*]. Par quel thème commençons-nous ?
> -L'augmentation ! L'augmentation !
> -Alors, la campagne de lutte, c'est ce que veut la majorité. Avons-nous fait le bilan de la dernière journée, celle du 24, sur le Pont, avec « toutes les organisations » ? [La réponse ne s'entend pas] Pas devant « l'assemblée générale », non ? – il poursuit- Mais est-ce que vous l'avez faite dans les quartiers ? Et avec le corps des délégués ? [Près de lui, les gestes sont affirmatifs, autour de nous, c'est l'attente] A présent, nous sommes en train de discuter avec toutes les autres organisations qui ont participé à la lutte « des 350 » sur la manière de continuer en juillet. Vous vous rappelez que nous avons clairement affirmé une position ; ici devant l'assemblée, sur le Pont, et devant la presse : si, en juillet, il n'y a pas une réponse officielle de la part du gouvernement, c'est-à-dire, s'il n'y a pas d'augmentation, nous renforcerions la lutte. C'est ce que nous

> appelons, accélérer, se dépêcher. Quelle est notre tâche principale ? Dans la mesure où les élections approchent, si le gouvernement fait le fou maintenant et ne nous accorde pas l'augmentation, imaginons ce que nous pouvons attendre après les élections ? Même s'il gagnait par une faible marge, la presse le présentera comme ayant gagné. S'il n'est pas prêt au dialogue avec les travailleurs maintenant, imaginez-vous ce qu'il en sera après les élections ? Rien ! Il va nous dire « au revoir les gars ! » « Je ne sais pas qui tu es, on ne vous connaît pas, assez des *piquetes*, non sous la pression, non sans pression non plus ! » [Se moquant de l'accent du Président, il reprend quelques déclarations récentes] […] Si nous voulons l'emporter [« les 350 »], gagner le bras de fer ou *entrer au minimum dans les discussions* avec le gouvernement, si nous voulons discuter de combien… [Alors il faut « accélérer »]. Des rumeurs circulent, dans les radios, parfois à la télé et ceux qui font circuler les « *punteros* » dans les quartiers. Les « *punteros piqueteros* » et « *punteros* du PJ » même viennent dire que nous vous faisons sortir pour rien. Ils vont même jusqu'à dire que nous vous faisons manifester pour rien. Vous vous souvenez de cette phrase ? […] Depuis que nous avons entamé ce combat, nous entendons la même chose, nous étions en février, et nous sommes en juin ! [656]

Son discours se poursuit en expliquant les différentes stratégies envisageables notamment par les autres organisations. Les considérations stratégiques sur l'opportunité créée par l'échéance électorale pourraient sembler excessives rapportées à une organisation qui refuse de participer au jeu électoral. Mais s'attendant à une victoire relative du gouvernement, le scénario d'après les élections, serait encore plus défavorable. Ce dirigeant qui a connu un moment de dialogue avec le Président Kirchner peu après son

[656] Lucas, dirigeant MTD La Veron. Juin 2005. L : Bueno compañeros, tenemos dos cosas para hablar básicamente hoy : lo del 25 y 26 con todas las preguntas y cosas que se les ocurran y la continuidad del plan de lucha por el tema de los « 350 ». ¿Por cuál de los dos temas arrancamos primero ? –¡Por el aumento !! - ¡Por el aumento !! Bueno, respecto del plan de lucha que es lo que opina, acá, la mayoría. ¿Hemos hecho un balance de lo que fue la jornada del 24 ahora en el puente con todas las fuerzas juntas ? Acá en la asamblea general no ¿no ? Pero no lo hago mejor porque si no vamos a terminar a las 8 de la noche. Pero, en los barrios ¿se hizo el balance ? ¿y en el cuerpo de delegados ? Ahora estamos discutiendo con todas las otras organizaciones que participaron de la lucha por los « 350 » cuál es la continuidad en julio. Ustedes se acuerdan que nosotros planteábamos claro acá en la asamblea, en el puente y a los medios de prensa : de que en julio si no había respuesta oficial de parte del gobierno, o sea si no había aumento, se iba a profundizar la lucha, lo que llamábamos nosotros apretar el acelerador. Y apurar. ¿Cuál es el principal análisis que hacemos ? En la medida en que se acerquen las elecciones si el gobierno se hace el loco ahora ; y todavía no nos da el aumento ¡imaginémonos después de las elecciones ! Aun ganando con poco margen de votos toda la prensa lo va a presentar como victorioso y si no esta dispuesto a dialogar ahora con los trabajadores desocupados ¡imagínense después de las elecciones ! Minga nos va a decir, chau muchachos. No se quienes son, no los conocemos, basta de piquetes, no, con presión no, sin presión tampoco » –imitando es ceceo de Kirchner- Así que decimos, mucho antes de octubre que son las elecciones, nosotros tenemos que obtener esta conquista, o bien hacer el nudo de la lucha, o la parte mas tensa si se quiere de la lucha, mucho antes de las elecciones […] si el gobierno no responde, si se quiere tener dos meses para torcerle el brazo y mínimamente, entrar en la discusión con el gobierno, decir bueno, queremos discutir de ¿cuánto ? […] Cuando salen esos son todos los rumores que hay, en lo que es las radios, de vez en cuando la televisión, y lo que hacen circular los punteros en los barrios. Los punteros piqueteros y los punteros PJ incluso salen a decir que los estamos haciendo salir al pedo a la calle porque el aumento ya estaría, ¿se acuerdan esta frase ? […] Desde que arrancamos el plan de lucha en febrero por esto, venimos escuchando lo mismo. ¡Estamos en junio !

investiture est, à présent, privé de tout dialogue. Le fait de porter en dérision Nestor Kirchner suscite des sourires mais ce type d'attitude comprend également un aveu des difficultés qu'il rencontre, aujourd'hui, pour être écouté du Président Kirchner. Les délégués suivent attentivement le discours dans les premiers rangs et interviennent pour poser des questions. Quelle serait la durée des journées ? Avec quelles autres organisations pourraient-ils marcher ? Certains interviennent sous la forme d'une plaidoirie en faveur de la mobilisation, bien que l'on ne puisse pas écarter l'éventualité que d'autres organisations n'y adhèrent pas. Lucas reprend les interventions de manière synthétique avant de réagir. À quelques pas de nous, un jeune se plaint à voix basse à son collègue, « ceci, n'est pas une vraie assemblée, il n'a pas à jouer le ventriloque » lance-t-il. Un des membres de la *mesa* passe par devant et le salue, « ne me dit pas que tu es déjà avec tes histoires anarcho-syndico je ne sais pas quoi » lance-t-il comme s'il était habitué à ce type de réactions. Mario se rapproche de nous, nous salue, en dépit de son engagement habituel, il ne suit pas les discussions, comme s'il en connaissait déjà l'issue. Malgré l'enthousiasme dont il fait preuve, et les arguments qu'il avance en faveur de l'adoption d'une stratégie de mobilisation, Mario nous souligne que rien n'est encore gagné dans leur combat. Devant nous, un jeune qui prenait des photos est interpellé par l'un des membres de la *mesa* et pris à part. La familiarité avec laquelle les uns et les autres interagissent donne à comprendre que cette apparente multitude anonyme accueille des individus qui se connaissent tous, capables d'anticiper les positions de chacun, de comprendre un langage commun, d'identifier les intrus.

La terminologie employée par Lucas apparaît peuplée de sous-entendus : « Le combat pour les 350 » est décrypté par l'assemblée comme étant le combat pour « l'augmentation ». L'expression « Toutes les organisations » se réfère à celles qui, comme eux, persistent dans une stratégie de mobilisation en faveur de l'augmentation et avec lesquelles le dirigeant est en train de dialoguer en vue de préparer des actions communes. Ce rassemblement est décrit comme étant « l'assemblée générale », l'un des lieux où l'on « établit des positions ». « Le pont » est un des lieux habituels des blocages, c'est une autre tribune où l'on « établit des positions ». Il y a là une force performative de langage qui se met en place ; elle ne consiste guère à suivre une règle ou un mode d'énonciation mais à tester le caractère raisonnable de l'argument à la tribune de l'organisation. Notre recherche atteste ainsi de la « performativité » créatrice, mise en œuvre dans l'action, et capable de produire un *récit* et une *mise en intrigue*, qui reconnaissent les membres comme protagonistes de la scène publique.

Lucas parle des « *punteros piqueteros* », désignant les médiateurs des organisations qui se sont alliés au gouvernement et des « *punteros* du PJ », médiateurs de ce parti politique qui sont accusés d'être à l'origine de la diffusion des fausses rumeurs, afin de décourager les mobilisations : « l'augmentation serait déjà accordée ». Il s'agit d'expressions renvoyant à un langage commun, à un langage du politique organisé, en l'occurrence, autour des élections. Bien que ce groupe ne présente pas ses propres candidats ni ne soutienne ceux d'un autre parti politique, le dirigeant mesure la portée de celles-ci sans pour autant engager la concurrence dans le domaine électoral.

A l'aide de ce langage politique, le dirigeant est en mesure d'identifier ce qu'il appellera, à un autre moment de son discours, le « champ populaire ». La métaphore du champ magnétique fait montre, ici, de toute sa pertinence, en ce qu'elle désigne des positions qui ne sont pas absolues mais qui varient en fonction de l'attraction et du refoulement que produisent les différents pôles les uns sur les autres. Dans les propositions présentées, le dirigeant s'efforce de clarifier l'objectif principal : « poursuivre un bras de fer » pour interpeller les autorités et entamer un processus de négociation. De fait, l'objectif consisterait à rompre avec l'ostracisme dans lequel les organisations de *desocupados* – en réalité seules celles qui réclamaient l'augmentation- sont maintenues par le gouvernement qui déclare[657] ne pas vouloir « négocier sous pression »[658]. Les négociations, quant à elles, devraient conduire à l'obtention de l'augmentation. En ce sens, les élections semblent presque contraires à l'inclusion dans un processus de négociation. Le discours actualise, ainsi, les pratiques que nous avions répertoriées auparavant (dans le cadre de la première partie) concernant la mobilisation comprise comme une modalité d'interpellation de l'État. A présent, ce qui apparaît, également, ce sont les limites de cette interpellation qui perd de son efficacité, faute de pouvoir être relayée par le gouvernement. Les positions ne sont donc pas absolues mais interdépendantes de l'action étatique ce qui, selon Norbert Elias (1996), se traduit par des configurations sociales particulières. Le discours du dirigeant n'inclut plus nombre d'organisations qui, à présent, optent pour des actions de mobilisation plus faibles, ce qui est considéré comme la marque d'un rapprochement avec le gouvernement, d'une dérive vers le camp gouvernemental et donc partisan[659].

[657] Clarin. com. ar 20-08-2005: « Kirchner fustigó a los piqueteros y reclamó a la justicia que actúe. » [Consulté en août 2006]. Le Président a accusé les mobilisations d'être "des extorsions et de faire de la provocation". Quant aux dirigeants, ils n'ont pas été reçus.

[658] Manzano (2009) analyse les *piquetes* de La Matanza en 2000. Elle souligne le sentiment de « victoire » résultant de la possibilité d'avoir pu entamer les négociations sans dissolution du *piquete*.

[659]Dans un autre passage de son discours, le dirigeant évoque les tentatives des organisations partisanes de « caser » leurs quartiers, autrement dit de les diviser et de les détacher de l'organisation.

Il s'agit d'un langage et de diagnostiques qui, par la suite, sont repris lors des réunions de délégués, comme l'a expliqué Marina ainsi que tant d'autres délégués, et dans les *obradores*. Les délégués peuvent ainsi recueillir des réactions qui ne parviennent pas à s'exprimer pendant l'assemblée générale. Ils font circuler ces paroles et testent les réactions. Mais l'assemblée générale demeure le lieu privilégié de leur expression, quelles que soient les modalités et conséquences de ces prises de paroles. Lors des « campagnes de lutte », ce sont les assemblées générales qui décident de la continuité de la mobilisation, elles se rapprochent alors et peuvent aller jusqu'à se réunir plusieurs fois par semaine.

L'assemblée se constitue dans un espace public au sens où les enjeux deviennent accessibles et perceptibles à la totalité des membres. Dans ce sens précisé par Hannah Arendt, le mot « public » signifie d'abord que tout ce qui paraît en public, peut être vu et entendu de tous, jouit de la plus grande publicité possible » (Arendt, 1994, 89-90) Mais comment se produit la décision, si décision il y a d'ailleurs… ?

L'assemblée générale : lieu de décision ou d'information ?

Sur la participation électorale, Lucas livre son analyse, sa position personnelle. Il le fait, néanmoins, à partir d'un « nous » qui change le nom auquel il fait référence. Son usage semble hésitant, entre tout le groupe et lui-même. Tout en expliquant les inconvénients découlant, selon lui, d'élections pour la représentation de leurs intérêts, il précise :

> Les élections ne vont pas seulement nous affecter du fait de la position du gouvernement. De ce côté [de leur côté] ici, il y a également des organisations politiques qui ont des organisations de *desocupados* et qui vont participer aux élections. Alors, lorsque nous nous serons rapprochés des élections, ces organisations vont affaiblir l'intensité de leur combat en faveur de « l'augmentation » au profit de la campagne électorale. De « notre » point de vue, c'est un délit. Pas tellement parce qu'elles proposent des candidats, même si nous ne sommes pas d'accord pour être candidats, mais du fait que l'on subordonne les intérêts des *compañeros* travailleurs *desocupados*, à la campagne électorale. Cela constitue un délit. Car les gens sont avec eux à cause de la faim et de leur besoin de vivre mieux, et eux, ils s'emparent de cette force et au lieu de s'investir dans le combat, ils investissent la campagne. Et une campagne ça coûte de l'argent, du temps et encore d'autres choses… les mesures qu'ils proposent s'inscrivent dans le cadre des objectifs des campagnes… Qu'est-ce qu'elles nous

ont proposés ? Une au moins a été sincère, chez le MAS, on nous a dit, nous sommes déjà en campagne, nous avons beaucoup de choses à faire »[660]

Occupé à expliquer sa position, le dirigeant fournit des détails de ses conversations avec les dirigeants des autres groupes et les positions politiques qui les en différencient. Les enjeux sont livrés, à portée de tous, bien qu'ils soient orientés par un diagnostique qui lui est propre. Il explique, en même temps qu'il définit des stratégies possibles, et des stratégies légitimes. Le « nous » qu'il exprime, dans cet extrait, laisse à paraître une ambiguïté, celle qui consiste à parler à la fois en son nom propre et au nom du collectif. En effet, alors qu'il est en train d'expliquer une position qui concerne tout le monde, « lorsque nous serions plus près des élections », il donne son propre point de vue, assez radical, « d'après nous » estime-t-il, l'engagement dans des élections serait criminel. Nous pouvons remarquer qu'il s'agit-là d'une opinion qui lui est propre. En effet, il ne s'agit pas d'affirmer une position déjà discutée. Lorsque cela est le cas, nous l'avons vu, il insiste et évoque les lieux et les moments où ces positions ont été fixées (« par l'assemblée », « avec la presse », « sur le Pont »). Avec ce « nous », une partie de l'assemblée sera plus d'accord qu'une autre. Il s'agit, en partie, d'arguments qui fondent la décision qu'il soumet à l'assemblée, celle « d'accélérer » le combat pour emporter « l'augmentation ».

Par ailleurs, encore une fois, les limites du légal son redéfinies au profit du légitime. Certes, il s'agit d'une métaphore. Si l'on la suit, le délit en question s'assimilerait à un détournement de fonds publics à des fins « personnelles » ou bien encore à des fins autres que celles établies par le législateur ou le mandataire. Ce n'est probablement pas la position des organisations qui participent aux enjeux électoraux, considérant qu'ils ouvrent ou disputent des espaces d'action politique. Il se donne ainsi le pouvoir de juger, du légitime et de l'illégitime, du désirable et du condamnable, sans hésiter à porter le discrédit non seulement sur les autorités instituées mais également sur d'autres

[660] Lucas, dirigeant MTD La Veron. Juin 2005. L: Las elecciones no son solamente algo que nos va a afectar de parte del gobierno… también de este lado hay organizaciones políticas que tienen organizaciones de desocupados que van a participar de las elecciones. Entonces cuanto mas cerca estemos de las elecciones, esas organizaciones menos fuerza le van a poner al plan de lucha y mas fuerza la van a poner a la campaña. Para nosotros cometen un « delito ». No tanto por ser candidatos, aunque no estamos de acuerdo por ser candidatos, sino por subordinar los intereses de los compañeros trabajadores desocupados por una campana electoral. Eso si es un delito. Porque la gente sale con ellos no por votos salen con ellos porque tienen hambre y porque quieren vivir mejor, y ellos agarran esa fuerza y en vez de profundizar la lucha para que esa gente este mejor, cuando se aceran las elecciones profundizan la campana. Estar en campana lleva plata ; tiempo y algunas cosas mas. Y también las medidas que proponen son de índole de campana también. Las principales estructuras que hay, que salvo la CCC, las demás van todas a elecciones, que nos planearon ? Una nos fue de frente, por lo menos fueron sinceros, « nosotros ya estamos en campaña, tenemos que hacer muchas cosas », esos fueron los del MAS, el MAS con la FTC del MAS

organisations de *desocupados* associées à des partis politiques, et dont l'autonomie s'en verrait amoindrie par ce rattachement. Les penchants de la sociologie de l'action collective tendent, face à ce type de constat, à regretter la fragmentation bien réelle des organisations des *desocupados* qui entame leur efficacité. En ce qui nous concerne, nous tentons de rendre cette radicalité visible afin de l'analyser, notamment à l'aide des indications établies par la sémiotique.

Veron et Sigal (2003, 246), dans leur ouvrage sur *les fondements discursifs du phénomène péroniste*, examinent le jeu discursif dans un cadre démocratique. Pour les auteurs, chaque discours énonce sincèrement une vérité, plus précisément encore, les auteurs soutiennent qu'il agit comme une description « du réel tel qu'il est ». Pour chaque énonciateur, le problème consiste à dénoncer la parole des autres comme étant mensongère ou erronée. Néanmoins, les auteurs précisent qu'il ne s'agit pas des « idées » ou des « représentations » que les personnes ont « dans leur tête ». Une advertance s'impose : les auteurs s'intéressent à la dynamique relationnelle à « la matière d'échanges entre les acteurs sociaux au sein des processus politiques ». Il ne s'agit donc pas d'opposer le faire et le dire, le premier étant « un donné objectif » et le second exprimant la « subjectivité de l'acteur ». D'après l'analyse des actes d'énonciations et des énoncés, le discours n'est pas un « contenu isolé » mais constitue l'expression de quelqu'un situé à l'intérieur d'une « configuration matérielle », un réseau « des relations d'énonciation » analysable au travers des discours.

En ce sens, le glissement d'un « nous » qui se réfère au collectif vers un « nous » qui se réfère, lui, à l'interlocuteur, permet à celui-ci de proposer un diagnostique qui sera évalué, accepté ou rejeté par les membres. Son efficacité reposerait ainsi sur la croyance ou l'acceptation de « l'argumentation ». Ainsi, si nous avions signifié l'importance qu'il y a à ne pas réduire le collectif à la simple agrégation d'individus, la prise en compte des formes discursives permettrait de cerner les manières dont un rapport au politique est actionné. En effet, bien que nous puissions décrire cette position comme un argument à discuter, approuver ou bien rejeter, la croyance excède largement ce statut. Il s'agit d'un rapport au politique dans la retenue et dans la mise à distance des formes institutionnelles, en particulier les élections. Veron et Sigal rattachent cette croyance à une forme de crédit dans lequel les membres s'engagent de manières différentes, partielles, convenues ; pour certains, ce sera stratégique, pour d'autres, ce sera vital, pour d'autres encore, ce sera plus une épreuve *a contrario*, dont l'échec viendrait confirmer leur méfiance. De ce fait, il ne s'agirait pas d'une question psychologique individuelle mais de l'inscription des rapports

dans le temps[661]. Le refus de « participer » aux élections, Lucas l'inscrit dans une méfiance généralisée envers la classe politique. Alors qu'il est en dialogue avec le Président Kirchner, il souligne la continuité dans le caractère excluant des politiques implémentées, « s'il gagne ce sera plus doux, mais pour le peuple, il y aura toujours du bâton », scande-t-il. Il s'agit d'une méfiance qui n'empêche pas de reconnaître les possibilités ou la nécessité de « s'asseoir à la table des négociations » avec ceux mêmes en qui il n'a pas confiance, ou peu. Il affiche plutôt sa confiance dans la possibilité de mobiliser les organisations du « camp populaire » et dans leur capacité d'interpeller les autorités même si, pour cela, il faudrait faire un sacrifice, « accélérer » et descendre dans la rue plusieurs fois par semaine. Nous pouvons faire ici l'hypothèse qu'il s'agit d'un mode du rapport au politique. Celui-ci ne se réduirait pas au cynisme mais rejetterait les formes institutionnelles du politique.

Comment s'exprime-t-on dans l'assemblée ?

L'action de délibérer, notamment en assemblée, est souvent décrite comme le fait d'échanger des arguments, l'objectif étant de parvenir à la décision. Néanmoins, les critères normatifs susceptibles de distinguer le caractère déterminant ou illusoire de la délibération pour la prise des décisions, ne sont pas déterminables à l'avance. Interroger cette pratique mise en œuvre au cours de l'assemblée générale au vu de ce que font les participants, non seulement les prises de parole mais aussi de manière élargie, leurs gestes et le sens qu'ils confèrent à leur activité, redeviennent alors centraux pour comprendre le rapport au politique tel qu'il est établi au sein du groupe. Le moment où la décision de mobilisation est arrêtée peut nous orienter dans cette direction :

> Un membre de la *mesa* s'approche de Lucas, ils échangent quelques mots. Lucas enchaîne : Gaby me rappelle qu'il faut prendre en compte [quelque- chose]. […] la dernière journée de 24 heures sur le Pont fut un sacré coup pour le gouvernement. Quand le mouvement a été de taille plus modeste, et qu'il n'a pas eu le poids social escompté, nous avons guetté d'autres conflits à caractère national pour pouvoir « sortir » dans la rue. Je ne sais pas si vous vous souvenez, vous les plus anciens. Le commentaire était « che, on y va maintenant qu'il y a le bordel partout » […] avec le temps, le mouvement s'est étendu. Aujourd'hui […], le mouvement est en mesure de produire le conflit, d'affirmer le conflit. […] Maintenant, que faut-il faire pour que cela vienne à s'inscrire à l'agenda

[661] Les auteurs souscrivent ici aux propos de Michel De Certeau, « Croire : une pratique de la différence », Documents de Travail, Centro Internazionale di Semiotica e di Linguistica, Università di Urbino, Italia, N° 106, Sp ; 1981, Seria A, p. 2 (Veron et Sigal, 2003, 253)

public ? Il faut arrêter de faire une ou deux activités par mois et comme nous le disons, « appuyer sur l'accélérateur ». Qu'est-ce que cela veut dire pour nous ? Cela veut dire que durant le mois de juillet, nous devons nous préparer à faire une manifestation par semaine sur la question « des 350 », et la possibilité d'en faire deux, voire trois, vers la fin du mois. […] Vous comprenez *compañeros* ? [662]

Après quelques questions, le dirigeant reprend :
- Qu'est-ce qu'on fait *compañeros* ? Laquelle des variantes appréciez-vous le plus ? Où est-ce qu'on va ? On sort [*salimos*] le 4, nous discutions ? Nous allons, nous revenons ?[663] [Pour toute réponse, il recueille le silence]
- Une question – lance un délégué-, le 4 juillet, ce sont combien d'heures sur le pont ?
-Environ six heures. Nous pensions faire plus d'un pont.
- *Compañero*, Je suis d'accord. Mais il faut se rappeler une chose. Nous, nous n'avons plus de temps. Ses fils de pute ont tout le temps du monde ! Il faut sortir *compañeros* !!! - surenchérit un autre délégué. L'assemblée applaudit.
Au fur et à mesure que les délégués se succèdent, l'assemblée applaudit les discours. Lucas reprend la parole :
-C'est cela notre esprit. Vous êtes disposés à cela ? Si vous y êtes, alors, on met première, on met seconde, et troisième *compañeros !* Êtes-vous sur la même longueur d'onde, *compañeros* ?
[Des applaudissements] Une autre intervention qui plaide dans le même sens et le dirigeant questionne à nouveau :
-Vous allez tenir ?
- Oui, oui, oui, répondent les plus convaincus.
- Bon, *on verra* -continue Lucas. Dans cette position, nous aurons quelques alliés […] cela va nous permettre d'être mieux positionnés pour la discussion avec les autres[664].

---

[662] Lucas, dirigeant MTD La Veron. Assemblée, juin 2005. Me recuerda Gaby, que tengamos en cuenta que, si bien no vamos a hacer un balance muy profundo al respecto que la ultima jornada en el puente de 24 hs fue un golpe de la puta madre al gobierno […] Cuando el MTD era mas chico y mas pequeño y que no tenia tanto peso social, estábamos a la, expectativa de que hubieran conflictos en el país para salir a la calle. No se si se acuerdan los mas viejos « che, vamos ahora que hay kilombo por todos lados, era el comentario » […] Con el tiempo el movimiento fue creciendo, y ya el movimiento hoy, hay conflictos salariales por todos lados el en país, hay muchísimos. Pero halla o no halla conflicto, hoy el movimiento esta en condiciones de generar el conflicto, de plantearle el conflicto, y esa posibilidad, esa fuerza que tiene el movimiento, el movimiento nuestro y el popular en su conjunto con las otras organizaciones hace que otros conflictos que venían mas tranquilos, salgan a la calle, […] Ahora, que hay ¿qué hacer para que eso se instale en la agenda pública ? Hay que dejar de hacer una o dos movidas por mes hay que como decimos nosotros apretar el acelerador. ¿Y que significa apretar el acelerador para nosotros ? Significa que en el mes de julio debemos prepararnos para hacer por el tema de los 350 una jornada por semana, con la opción, hacia fines de julio, en las ultimas dos semanas de hacer 2 movidas y hasta 3 movidas en las ultimas 2 semanas del mes, se entiende compañeros ? […] ¿se entiende ?

[663] Lucas, dirigeant MTD La Veron. Assemblée, juin 2005. ¿Qué hacemos compañeros, cual de todas las variantes les gusto mas ? Pa'donde vamos, salimos el 4 discutimos, ¿vamos ? ¿Volvemos ? (silencio). El hombre de55 anos que después encontré en el tren. ¡Compañero! Una pregunta, le del 4 de julio, ¿cuantas horas en el puente ? -6 horas más o menos pensábamos, en mas de un puente. Compañero a mi me parece bien, pero acuérdese bien, que nosotros no tenemos mas tiempo ¡y estos hijos de puta tienen todo el tiempo del mundo!

[664] Lucas, dirigeant MTD La Veron. Assemblée, juin 2005.L: ¿Están dispuestos para una cosa así ? Si ustedes están dispuestos esta todo bien, agarramos ponemos primera, segunda tercera compañeros (huevos compañeros) ¿están en esa compañeros ? (aplausos)[otro comentario] ¿Se la van a aguantar ? – ¡Si, si si ! –

Les délégués qui interviennent semblent être les plus expérimentés. Hugo, l'un des premiers à s'exprimer, est un ancien travailleur de la métallurgie et a connu le syndicalisme[665]. Teresa, une des femmes qui intervient, a également milité dans sa jeunesse. Elle exprime un certain désaccord, traduit à ses camarades par Lucas qui affirme, « la *compañera* me court par la gauche », c'est-à-dire qu'elle cherche à radicaliser la proposition du dirigeant. Cette assemblée ne semble pas même refléter l'expression de tous mais la volonté de Lucas à tenter de faire surgir le plus de positions possibles. Il semble en avoir besoin pour établir l e contenu de la position à discuter avec les autres organisations.

Ces interrogations servent également à établir la conviction des membres et leur « réelle » disposition à « sortir », à se mobiliser. Sa prudence finale, « on verra » dit-il, indique une forme de scepticisme à l'égard de ce qui est en train de se passer. Ce n'est qu'au fur et à mesure des « sorties » que l'on pourra « vraiment » connaître l'intensité de l'accord ou du désaccord de ses *compañeros*. La force des faits apparaît à nouveau comme un élément central dans leur rapport au politique. Nous l'avions constaté lors des analyses sur les ateliers productifs, dans lesquelles l'occupation de l'espace l'emporte sur les considérations légales. Ici, cette même disposition semble se manifester comme l'élément décisif qui permettra de connaître leur disposition. L'action est érigée en mode d'expression, de prise de parole. Les questionnements successifs du dirigeant semblent autant de défis et d'encouragements. Ils appellent à la réaffirmation du principe de la mobilisation. Les différentes questions et réflexions des délégués s'orientent, en effet, autour de la précision des modalités de mobilisation mais celle-ci n'est aucunement questionnée. En d'autres termes, le recours à la mobilisation semble organisé à l'intérieur d'une « réserve d'expérience préalable », d'après le concept développé par Alfred Schütz (1987). Ces expériences « sous forme de « connaissances disponibles » fonctionnent comme un schéma de référence » et d'orientation de l'action (1987, p. 12). Les organisations de *desocupados* sont en train de constituer ce réservoir depuis maintenant plus de dix années. Celui-ci rend « lisibles » des situations de non-dialogue avec les autorités, dans lesquelles faire « des coups » apparaît comme la manière de faire entendre

---

Bueno, vamos a ver. En esta igualmente algunos aliados vamos a tener, […] eso nos va a parar mejor en la discusión con el resto

[665] Nous l'avions déjà rencontré dans d'autres espaces collectifs. Il nous a alors rappelé que, pour lui, le plus dur était de dépendre de ses enfants pour sa subsistance alors que cette obligation à les aider devrait lui incomber. Il considère que beaucoup de ses camarades ne savent pas s'exprimer en assemblée. Surtout les jeunes, tient-il à préciser.

une exigence considérée comme urgente (« nous n'avons plus de temps » rappelait Hugo). Ce schéma commun permet de distinguer le légal et le légitime, de revendiquer dans des situations d'injustice, de s'indigner publiquement en brandissant son *bon droit*. La parole circule entre un nombre restreint de membres qui s'expriment en parlant au dirigeant, celui-ci leur répond en s'adressant à tous ceux qui sont présents. Nous pouvons, de ce fait, interpréter ces échanges dans le cadre des rapports qui sont définis par Irène Théry (2007) comme des « hiérarchies englobantes ». Dans ces rapports, « un statut hiérarchique correspond à un rôle statutaire que l'on joue parce que c'est nécessaire pour coordonner des rôles asymétriques au sein d'une action complexe commune, en préservant deux valeurs au sein de cette action » (294). Des termes tels que jeu ou rôle n'évoquent en rien une dimension fictive ou superflue des interactions mais rendent possible la prise en compte de la dramaturgie des situations, telles des expériences et des épreuves comme celles analysées ici sans qu'il ne soit attribué aux individus des caractéristiques réifiées qui nous empêcheraient de restituer la dynamique en œuvre.

Ainsi, dans la délégation d'un mandat et la représentation, la hiérarchie est donnée au représentant mais il ne peut guère tenir son rôle sans le soutien de mandataires qui confèrent sens et légitimité à sa démarche. Le mandataire constitue, pour le délégué, comme pour le référent, le fondement et l'autorité qui fondent sa représentation. Cela ne signifie pas que toute prétention à exercer le rôle de délégué ou de dirigeant est considérée comme légitime ou équivalente. Nous avons déjà évoqué le cas de délégués qui sont remis en question et éloignés. Concernant les hiérarchies propres à tout système démocratique, Théry précise que « la caractéristique de l'individualisme démocratique est que nous n'admettons en aucune manière que l'asymétrie ou la hiérarchie soient liées à une identité des personnes, la rupture démocratique fut le refus de tout statut asymétrique par droit de naissance, de toute hiérarchie entre les individus » (295). Ce qu'il semble important de rendre visible dans l'analyse sociologique, c'est la manière dont chaque individu apparaît, dans la vie sociale, lié aux autres, et sans cesse engagé dans des relations asymétriques et interdépendantes. La valeur suprême de l'autonomie semble, dès lors, définie en situation.

Telle qu'elle se développe dans l'assemblée restituée ici, émerge une relation solidaire dans laquelle le dirigeant, placé en position hiérarchique, ne peut s'ériger comme tel sans avoir reçu mandat de l'assemblée. De fait, il propose plusieurs alternatives, qui sont fonction des propositions à l'étude avec d'autres organisations qui, comme elle,

considèrent que la mobilisation est le moyen de se faire entendre des autorités[666]. A l'intérieur du groupe, la nécessité de l'augmentation ne fait pas débat. La résolution de la question « des 350 » est posée comme une évidence, elle fait partie des schèmes d'interprétation partagés, selon l'expression proposée par Schütz (1998, 135). Et pourtant, cette nécessité demeure difficile à activer « dans l'agenda public ». Le ton passionné des allocutions peut ainsi se comprendre comme l'expression d'une colère face à des positions qui leur apparaissent relever de l'obstination, perçue comme une insulte. L'irruption des salves d'applaudissements à ce moment précis de l'intervention atteste du partage généralisé de ces sentiments. Le dirigeant n'a pas été applaudi, mais Hugo, le délégué, l'a été, qui au-delà des stratégies considérées, a laissé s'exprimer sa colère. Ces émotions ne doivent pas pour autant nous amener à considérer la dialectique en cours comme dépourvue de rationalité. Sur cette question des émotions, Faavrét Saada (1994, 16-17) souligne l'importance de prendre au sérieux les aspects affectifs de toute relation. En ce sens, l'anthropologue nous invite à considérer les émotions comme des aspects ou des dimensions d'une relation qui ne peut être ni exclusivement rationnelle ni exclusivement affective[667]. Le traitement de la catégorie de l'affect ou de l'émotion comme une catégorie résiduelle apparaît, souvent, dans le contexte du « populaire » ou bien encore dans celui de la « subversion de l'ordre social ». Ces réflexions sont donc pertinentes et nous servent d'avertissement pour ne pas refuser à l'assemblée générale que nous venons de citer, le statut – et la dignité qui en découle. Sous prétexte d'un excès d'émotions (et de langage) que la sociologie rencontre, parfois, des difficultés à restituer, le phénomène risquerait de se retrouver réduit à l'irrationnel. Le risque étant, premièrement, d'en déduire une absence de rationalité dans les propos des intervenants. D'autre part, le risque est également fort, comme nous l'avons vu, d'occulter les dimensions affectives, les renvoyant au domestique, comme un espace scindé de l'espace public ou situé du côté de l'« impensable ».

Pour notre part, nous avons suivi le sens conféré à ces échanges par les acteurs. Considérées sous l'angle de l'organe de décision et comme la source même de la légitimité des dirigeants, les assemblées générales se laissent explorer comme des lieux d'affirmation des positions, mais également de l'existence collective dans la sphère publique ou certains « schèmes communs » sont actualisés. En ce sens, le rappel des

[666] À la différence de celle-ci, nous l'avons vu, dans d'autres organisations, le rapport au politique n'empêche pas de se présenter aux élections.

[667] Favret-Saada refuse, dans cet article, d'accorder la place que Max Weber confère aux affects, à l'origine des perturbations et de la « déviance » mais aussi toute pensée dichotomique qui contraindrait les sociologues à « faire tomber l'affect du côté de l'impensable » (1994, 23).

positions précédentes (qui marquaient « au pont », « dans la presse », et « ici », la nécessité de se mobiliser), l'interpellation des anciens (sur l'organisation de manifestations opportunes), la mise en dérision du Président Kirchner (jouant sur son défaut de diction, mais aussi sur l'incohérence de ces positions, fluctuantes) actualisent et recréent ces schèmes communs, autant par le biais des « raisons » que de « l'affect ». L'expression, sous forme d'applaudissements et, à travers eux, des délégués, peuvent donc constituer une forme d'assemblée et de prise de décision qui ne se réduit pas à l'espace temps de l'assemblée. Elle puise ses racines dans le passé commun, récent ou plus lointain, qui guident les interrogations et les modalités d'intervention des membres, y compris celles des dirigeants. Elle s'étend au futur proche, car seul le jour de la mobilisation, conclut le dirigeant, nous saurons si le soutien aux propositions qui avaient été applaudies, était bien réel. A présent, nous pouvons nous interroger sur le fait de savoir dans quelle mesure cette forme de décision, rattachée à l'assemblée mais réaffirmée dans les faits, peut-elle être considérée comme une forme d'argumentation.

L'argumentation comme un jeu de langage

Dans l'ouvrage de Paul Ricœur, (1990), Soi même comme un autre[668], le philosophe développe une discussion sur les principes de l'argumentation. Elle peut nous aider à mieux comprendre les tensions qui sont à l'œuvre dans les pratiques d'assemblée, tel que nous venons de les voir et la difficulté qui est la nôtre, alors, pour les restituer, en dehors des catégories dichotomiques, comme la raison et l'émotion, le politique et le domestique, la vraie et la fausse décision, ou encore l'argumentation et la manipulation. En reformulant sous la forme d'un dilemme, entre *universalisme* et *contextualisme*, les conflits suscités par une conception procédurale de la justice et par une conception abstraite de l'humanité commune à toutes les personnes, le philosophe dégage une discussion centrée sur l'éthique de l'argumentation.

[668] Nous reprenons, ici, une partie de cette réflexion. Ainsi, Ricœur considère-t-il l'ordre de priorité chaque fois institué entre les sphères de justice et les biens divers et potentiellement rivaux qui leur correspondent. En ce sens, toute distribution, au sens large attribué à ce mot, par le philosophe, apparaît problématique : de ce fait : « il n'existe pas de système de distribution universellement valable et tous les systèmes connus expriment des choix aléatoires révocables, liés à des luttes qui jalonnent l'histoire violente des sociétés » (1990, 330). La même historicité affecte, pour l'auteur, tous les niveaux de la *pratique politique*, dans la mesure où celle-ci a précisément pour enjeu la distribution du pouvoir d'où dépend la priorité assignée, chaque fois, entre les biens à distribuer. « D'un niveau à l'autre de la pratique politique – de celui du débat politique institutionnalisé dans les démocraties pluralistes à celui de la discussion portant sur les fins du bon gouvernement (sécurité, prospérité, égalité, solidarité, etc.) enfin à celui de la légitimation de la démocratie elle-même – une indétermination croissante des fins poursuivies s'est affirmée » (1990, 331).

Ricœur rappelle la perplexité face à l'interprétation purement procédurale des principes de justice en particulier, chez Rawls. Cette interprétation légitimait le renvoi de toute considération téléologique à la conscience privée des partenaires de pacte social[669]. D'un point de vue sociologique, Irène Théry (2007) développe à partir de la perspective relationnelle, une manière de s'affranchir d'une fiction du contrat social basé sur l'hypothèse de la possibilité d'un individu pré-social. Le caractère historique inscrit au premier plan permet de rendre compte de l'éclatement de l'idée unitaire de justice en faveur d'une pluralité de sphères en fonction de la diversité des estimations qui régissent la signification attachée aux biens considérés (citoyenneté, besoins, marchandises, position de responsabilité ou d'autorité, etc.).

L'exigence d'universalisation attachée au principe d'autonomie qui définit, selon les termes de Ricœur, l'ipséité morale, trouve son champ privilégié de manifestation dans les relations interpersonnelles régies par le principe du respect dû aux personnes et dans les institutions régies par la règle de justice. Plus une conception de la justice se veut strictement procédurale, plus elle s'en remet à une éthique argumentative pour résoudre les conflits qu'elle engendre. Bien que l'invitation à rechercher en toutes circonstances et en toutes discussions le meilleur argument semble un principe attaché à l'éthique démocratique, le risque souligné par Ricœur est celui d'évacuer la médiation contextuelle sans laquelle l'« éthique de la communication » demeure sans prise réelle sur la réalité. Pour éviter cet écueil, le philosophe propose de restituer « une dialectique fine entre argumentation et conviction, laquelle n'a pas d'issue théorique, mais seulement l'issue pratique de l'arbitrage du jugement moral en situation ». Dans les termes de Ricœur :

> « Dans les argumentations réelles, sous forme codifiée, stylisée, voire institutionnalisée, n'est qu'un segment abstrait dans un procès langagier qui met en œuvre un grand nombre de jeux de langage ayant eux aussi un rapport au choix éthique dans les cas de perplexité ; on recourt par exemple à des récits, à des histoires de vie… certes, l'argumentation n'est pas un jeu de langage comme les autres, précisément en raison de son exigence d'universalisation. Mais cette exigence ne devient opérante que si *elle assume la médiation des autres jeux de langage participant à la formation des opinions* qui sont l'enjeu du débat…. Mais cette action corrective de l'éthique de l'argumentation présuppose que l'on discute sur quelque chose, sur « les choses de la vie ». (Ricœur, 1990, 332-334).

[669] Cette forme de solipsisme a été critiquée en sociologie par Irène Théry (2007) qui s'appuie notamment sur Wittgenstein. Elle considère ainsi que la règle ne peut pas être considérée come la cause efficiente de la conduite mais qu'elle est une norme que les gens suivent parce qu'ils veulent s'en servir pour se diriger dans leur vie. Pour de plus longs développements, voir B. Karsenti, (1997), Descombes (1996).

Au lieu de faire la part entre l'information et la croyance, la critique formulée par Ricœur permet d'inclure la croyance dans l'argumentation. Au sein de l'assemblée, nous constatons qu'elle constitue un enjeu central. Chaque thème abordé, à un moment ou à un autre, fait ainsi l'objet d'une analyse qui permet de différencier les rumeurs (plus ou moins fondées) des informations, relayées par les délégués et affirmées et confirmées par le dirigeant. L'assemblée a été, à maintes reprises, appelée à valider la mise en intrigue proposée par le dirigeant.

Confrontées à nos observations de terrain, ces réflexions nous permettent de comprendre les difficultés qu'il y a à considérer ces espaces de décision comme les équivalents de formes codifiées et institutionnalisées de débat, dont la formalisation la plus élevée est probablement celle des Assemblées Nationales dans un Etat démocratique[670]. En revanche, il s'agit d'une pratique qui apparaît comme une forme intermédiaire, nécessaire pour pouvoir prendre part à l'argumentation la plus universalisable, celle qui se tient dans l'espace public, et qui est mise en perspective avec d'autres opinions y compris des non-membres. Ce qui est considéré, décrit par le fait de le nommer ainsi, comme l'assemblée générale par les membres, participe de l'information, de la prise de positions, de l'affirmation, du débat interne entre les membres. Nous observons, au sein de cet espace, l'actualisation d'un « système de typifications » qui concerne ce que Schütz nomme « le mode de vie de l'in-group ». Le monde de l'in-group est un monde de situations communes dans lequel les problèmes communs émergent au sein d'un horizon commun, des problèmes qui appellent la mise en œuvre de solutions typiques à l'aide de moyens qui le sont autant afin de réaliser des fins typiques. Il s'agit de solutions qui s'appuient sur de *bonnes raisons,* sur des arguments *raisonnables.* Pour reprendre Ricœur :

> « Entre le sophisme et la démonstration scientifique, le langage du politique et de la justice reste rhétorique ; on y cherche le probable, le vraisemblable en prenant acte de la pluralité des formes de langage », Le juste entre le légal et le bon, Esprit 9 p. 5-21.

Au sein-même de ce système de pertinence, le schème d'interprétation fonctionne en même temps comme un schème d'orientation pour l'action (Schütz, 1962, 233-238). La croyance dans ces arguments peut ainsi se manifester, d'une part, comme le propose le dirigeant dans les faits : « on verra », lance-t-il sur un ton un peu sceptique pour clôturer

[670] L'argument avancé par Ricœur concerne également les Assemblées nationales où la part de la croyance peut apparaître codifiée et plus difficile à rendre visible.

la discussion. Mais nous l'observons également à l'œuvre lorsque les membres formulent eux-mêmes les termes des enjeux et deviennent capables de débattre avec leurs *vecinos*, avec leurs proches, qui manifestent leur doute envers leurs engagements, de prendre la parole dans la rue, de se confronter aux autorités, comme nous l'avons constaté tout au long de notre terrain.

Nous avons vu quelle était la défense des « *piqueteros* », d'un membre face à sa *vecina* ou d'une épouse qui nuançait les propos de son mari. Quelques jours après la tenue de cette assemblée, Carina, une femme de 40 ans, s'encourageait, à l'occasion de l'entretien, à relier l'aspect le plus intime de son expérience à l'activité qui était la sienne au sein du MTD de Berazaegui. Elle se trouvait alors en compagnie d'une jeune, Laura, qui travaille dans la même activité qu'elle, au potager :

> -Carina : J'étais enragée quand j'ai vu les faits de Kosteki et Santillan. Je l'ai vu à la télé.
> -L : Ils sont morts parce qu'ils se battaient.
> -C : J'étais pleine de rage parce que j'ai perdu un fils. Je *les* ai vus et il me semblait voir mon fils. *Ils* [les MTD] sont en train de se battre pour Kosteki et Santillan. *Ils* ne vont pas laisser faire pour qu'il ne sorte rien de tout cela. *Ils* font la lumière sur tous les faits.
> - L : *Nous* voulons que le cas soit éclairci.
> - C : Le gouvernement voulait tout dissimuler mais parce que *nous* sommes en train de *nous* bouger, tout est en train d'aller de l'avant. Les responsables doivent être incarcérés et payer [cumplir] pour ce qu'ils ont fait[671].

Dans ce témoignage, un épisode des plus intimes est relié à l'activité des organisations de *desocupados,* à leur revendication de justice dans leur sens le plus institutionnel, à savoir le jugement des responsables de faits délictuels. Carina est héistante lorsqu'elle évoque son identification, elle parle à un moment de « ils », de manière très générale. Dans le contexte, ce pronom pourrait être remplacé par les collectifs qui se battent pour cette cause, comme nous le suggérons dans l'extrait, mais également par les dirigeants. Laura n'hésite pas à s'inclure en tant que protagoniste dans cette exigence de justice. Elle intervient directement sous le mode inclusif du « nous ». Carina s'approprie cette position et prolonge son idée en rectifiant le mode d'énonciation. Encore une fois, le « nous »

[671] MTD de Berazategui, 2005. Carina : Además a mi me dio bronca cuando vi lo de Kosteki y Santillan. Lo vi por la tele. Laura : y ellos murieron por luchar C : Me dio bronca porque a mi me mataron un hijo y los vi a ellos y me parecía ver a mi hijo. Pia : *Consideran que aprendieron en el movimiento ?* C : La lucha, L : si la lucha. C : que ellos [el MTD] están peleando por Kosteki y Santillan y no dejan que quede todo en la nada, sacan a relucir todo. L : Queremos que se esclarezca ese caso. C : el gobierno quería tapar todo y gracias a que nosotros nos estamos moviendo esta saliendo todo adelante, los que hicieron algo tienen que ir presos y cumplir por lo que ellos hicieron.

institué à l'intérieur de ce groupe, est plus clairement affirmé dans les situations qui appellent à la mobilisation d'une solidarité plus radicale, notamment dans les réclamations de justice qui s'ensuivent des épisodes de répression policière. Nous avons constaté que les modalités de mobilisation, sur ces événements, ont été le motif de conflits et de scission au sein des réseaux des organisations de *desocupados*[672]. Ce témoignage nous permet de relever, ici, que les exigences éthiques sont également revendiquées par les membres du réseau A. Veron. Ce dernier, rappelons-le, était accusé par les autres organisations de ne poser que des revendications matérielles lors de ces manifestations, hautement symboliques. L'expression proposée par Laura, en tant que *cas*, témoigne de la réalité d'une formulation distanciée qui diffère de la comparaison entreprise par Carolina concernant la situation de son fils.

En somme, au travers des assemblées et différentes activités collectives, le lien politique et social des membres se constitue. Il s'agit d'activités informatives, réflexives, expressives, d'entraînement et d'analyse qui semblent transformer les membres en « citoyens bien informés ». Le jeu de langage qui se dévoile au sein des assemblées les plus fréquentées semble à l'origine de ces discours et de ces positions qui revêtent la forme d'une critique du privilège des plus puissants et d'un attachement radical à la participation du peuple aux affaires publiques.

IV. Remarques Conclusives :

Dans ce chapitre, nous avons proposé de nous livrer à une analyse des différentes scènes où se déroulent des discussions diverses, concernant notamment l'usage qui est fait de l'argent des organisations, le travail des membres, la nourriture des familles ou encore la mobilisation en période d'élections législatives et la représentation d'intérêts.

Le quartier, le lieu de travail, l'assemblée, apparaissent ainsi traversés par des tensions qui ne se laissent pas saisir par une analyse dichotomique qui tendrait à traiter de manière scindée les dimensions distributives et intersubjectives de l'activité politique. Probablement, ces tensions révèlent-elles différents modes de visibilité, fonction des lieux d'expression et des modalités de prises de paroles qu'ils rendent possibles. Ces expériences mettent en exergue l'émergence de rapports sociaux et politiques susceptibles d'emprunter la forme de modalités citoyennes. Les membres et leurs proches, placés en situations de devoir faire des choix difficiles, avec des évaluations croisées des réussites

[672] Voir la section « Une discussion qui divise les MTD… ».

ou des échecs, sont mobilisés par leurs émotions et raisons au centre de la scène politique et sont invités à y prendre la parole de manière quelque peu hérétique.

Quelques précautions s'imposent. Les matériaux présentés relèvent des différents domaines des relations et les contextes dans lesquels ils sont produits ne sont pas interchangeables. Ils montrent des relations entre *compañeros* mais aussi, entre eux et leurs familles, avec leurs délégués et dirigeants. Ils attestent de la réalité de hiérarchies différentes et de modes de résolution des tensions, eux aussi différents. La décision de reprendre son propre local discutée entre Carmen et Julia d'abord, et ensuite, présentée en réunion des délégués montre, néanmoins, un cheminement qui apparaît de manière récurrente. Il s'agit d'un mode de décision qui procède par tâtonnements, au cours duquel l'espace prévu pour la décision, assemblée ou réunion des délégués, est débordé.

Les doutes exprimés par Carmen s'orientaient, d'abord, autour de son désir d'obtenir une réparation pour l'usage des locaux. La décision de reprendre le local était difficile, elle n'a pas été prise en une seule fois. Pour y arriver, Carmen a dû discuter à plusieurs reprises avec Julia, ainsi qu'avec son mari, Julia, pour sa part, présente la situation au sein de la mesa, mais elle ne lui procure pas la solution qu'elle attendait. Les discussions reprennent, entre Carmen et sa famille d'un côté, et de l'autre, avec ses camarades, ainsi qu'entre eux. Les confiances mutuelles sont ainsi testées, le *compañerismo*, ce lien de camaraderie, mis à l'épreuve. Dans ce cas, le test se soldera par sa reprise et, après une période d'usage à des fins familiales, le local sera loué. Un échec pour le collectif qui, depuis, ne parvient plus à pérenniser la localisation et le fonctionnement de cette cantine, ni à rassembler toutes ces activités en un seul lieu. Il semble redondant, mais à la fois nécessaire de l'expliciter, les issues des discussions ne sont pas connues à l'avance. Dès lors, les résultats de ces échanges apparaissent comme autant de leçons qu'ils tirent de leur expérience.

Le témoignage de José nous présentait les rapports aux *vecinos* comme une forme possible de la transmission de la publicité, celle de l'interconnaissance et de la proximité. Ici, l'enjeu semble plutôt de gagner la confiance des *vecinos* et de la *transmettre* aux autres membres. Ce glissement n'est pas mineur car il s'agit, pour José, de partager avec d'autres membres, en qui il a confiance, le respect qu'il a conquis auprès des *vecinos*. Le rapport de confiance serait ainsi étendu à d'autres membres et, sur le long terme, s'il réussit son pari, à l'organisation elle-même. Tout en demeurant rattachée à l'interconnaissance, la confiance des *vecinos* envers certains autres de leurs *vecinos*, s'étend aux membres des MTD et, plus généralement encore, au réseau. Les recherches

menées par Nina Eliasoph ont attiré notre attention en ce qu'elle s'appuie sur l'étude des groupes de citoyens existant dans la sphère publique sans délimiter à l'avance les objectifs susceptibles de revendiquer un sens du juste. Conférant une égale place hiérarchique à des revendications distributives et de reconnaissance, elle souligne le caractère volontaire de l'association tandis que les éléments d'ouverture- signalant qui est en mesure accéder à ces espaces- et d'égalité entre les membres, relatifs au fonctionnement des groupes, demeurent modulables en fonction des contextes historiques. Ainsi, tout au long de notre travail, avons-nous observé des dimensions de rupture biographique des personnes qui, se retrouvant dans une situation de chômage, frappaient aux portes des organisations de *desocupados* qu'elles considéraient jusqu'alors avec dédain et mépris. L'ouverture offerte à ces nouveaux membres attestait, pour certains, de la réalité d'un lieu de *compañerismo,* de solidarité et de camaraderie, l'expérience de José témoignant, par exemple, d'une certaine capacité à cultiver ce *compañerismo* et à reproduire cette solidarité. Si José parvient à trouver un travail ou à quitter le groupe pour diverses raisons, ses camarades seront alors en mesure de prendre la relève.

Le face-à-face, avec les *vecinos* (dans le cas de José) ou avec les autorités (dans le cas d'Andrés) se donne à lire comme un élément susceptible de construire une forme de légitimité, néanmoins, fragile et provisoire. L'insoumission à la légalité apparaît, dès lors, nécessairement juxtaposable avec l'inconsistance d'un Etat dont les droits sont établis de manière « intermittente ». D'après Chela :

> Se battre pour son propre *plan* produit déjà une contradiction dans le sens où : comment ? Le *plan* est universel et il y a une obligation [envers l'ayant-droit]. Pourquoi faut-il « sortir » et faire face aux *difficultés* de mobilisations auxquelles j'ai fait mention : la mobilisation, le froid, la chaleur, la pluie… et de *ne pas savoir* ce à quoi tu dois faire face. Pourquoi dois-je me battre pour quelque chose qui, légalement, m'appartient ?[673]

L'indignation que ce témoignage manifeste rend visible la confrontation, presque omniprésente, entre avoir droit à quelque chose et y avoir accès. La manière dont ce droit est finalement établi, c'est-à-dire le sacrifice et l'incertitude qu'implique la mobilisation, constitue, également, une partie des réclamations. Le « changement social », tel est

[673] Chela référent, MTD de Berisso, 2006. CH : Salir a pelear tu propio plan ya genera una contradicción en el sentido de qué, ¿como si el plan es universal y tienen la obligación, porqué yo tengo que salir y enfrentarme con todo esto que yo te decía antes ?, de las movilizaciones el frío el calor, la lluvia de no saber con que te vas a enfrentar ¿porqué tengo que salir a pelear algo que legalmente es mio ?

l'objectif formulé par les MTD analysés ici, semble renvoyer à des logiques caractéristiques d'une réclamation citoyenne.

La radicalité dont elle est porteuse semble ainsi se rapprocher d'un mode hérétique du rapport au politique qui déborde les lieux institutionnels censés l'encadrer et le canaliser. Elle puise ses origines et agit sur des choix afférents à la vie personnelle pour devenir un mode de vie qui englobe notamment la vie privée, la vie familiale et le voisinage. Cette radicalité, dans le sens d'une éthique de l'égalitaire, permet de mieux comprendre le fort investissement des membres qui ne sont pas, au prime abord, des militants. De même, le rapport avec les non militants proches, est assimilé, par le traitement comme *compañero* ou *vecino,* à un égal à soi-même. Le fonctionnement particulier des lieux de discussion et de décision, tant au plan des activités économique que politique, en présence des non-membres, accroît l'exigence de publicité. Leurs interventions sont plus rares mais elles ne sont pas pour autant disqualifiées. Les critères et modes de fonctionnement de l'« in-group » sont connus des non membres et souvent questionnés. Ces lieux sont, en permanence, sollicités par des logiques qui excèdent le strictement politique, dans un sens institutionnel, pour déborder vers d'autres formes difficilement classifiables si l'on demeure attaché à des catégories dichotomiques qui distinguent « privé » et « public », domestique ou civique.

Ces espaces sont, en quelque sorte, maintenus par un « choix », celui de poursuivre sur une voie qui semble fort difficile et qui continue, néanmoins, à perdurer grâce à un volontarisme sans cesse renouvelé :

> Depuis la création de l'atelier, on se bat. Si nous avons *persisté* durant cette année de formation de l'atelier, c'est parce que nous sommes convaincues que nous voulons être là. Le défi se posera lorsque le moment viendra d'incorporer de nouvelles *compañeras* à la coopérative et de tenter d'obtenir un salaire[674]

Cette réflexion de Chela souligne oh combien il convient de se garder de généralisations trop rapides à propos de ces caractères radicaux qui exprimeraient une éthique de l'égalitaire inclinant à une radicalisation du politique. L'horizon mobilisé sur le long terme demeure celui d'une société salariale. Peut-être la singularité réside-t-elle dans le fait qu'il ne s'agit pas d'un retour nostalgique vers des formes de salariat du passé.

[674]Chela. MTD Berisso, 2005. Todo el tiempo se esta pelea[ndo]… nosotros, las que subsistimos durante este año de la formación del taller es porque tenemos la convicción de que queremos estar ahí. El desafío nuestro empezara a partir de que se incorporen estas compañeras nuevas en la cooperativa y empezar a pelear con el tema del trabajo asalariado.

Il semble plutôt un pari vers des formes plus égalitaires, comme la coopérative ou le travail sans patron, dans lesquelles les modalités de travail (temps de travail, poste de travail, travail militant) peuvent s'émanciper des injonctions à la productivité.

CONCLUSION

> « Il n'est pas indispensable de se montrer parfaitement conforme aux normes dominantes pour influer positivement sur le jugement des dominants. Dans certains cas, il est même peut-être préférable pour les « marginaux » d'assumer une certaine déviance qu'ils savent tolérée par les représentants de l'Etat et/ou par les « établis ». Cette stratégie implique évidement de connaître les normes de référence et les marges de jeu acceptées ». Howard Becker, *Outsiders*, 1985, p. 37.

Au cours de notre enquête, nous avons pu constater à quel point la recherche sociologique peu devenir le moment d'expliciter une rupture dans les schémas d'interprétation. Les schémas tout prêts n'arrivent pas à rendre compte des situations. Les notions de « travail », de « chômage », de « droit », ne permettent plus d'exprimer les réalités, telles qu'elles sont conçues par les intéressés. De plus, dans ces expériences sans repères communs, les gens ne voient plus la même chose, les descriptions et les perceptions sont dispersées et ne communiquent pas toujours. C'est le cas des allocataires des *planes*, alors qu'ils sont *desocupados,* ils considèrent tout de même l'activité de contrepartie comme une forme de travail. Alors qu'ils continuent à chercher du travail, ils sont considérés par les statistiques nationales comme ayant un travail. La formulation de la politique sociale participe à cette rupture. Considérées comme un droit universel, les allocations n'atteignent pas toute la population ciblée et sont loin de toucher toutes les personnes en recherche d'activité. La signification de termes comme « gens normaux », « avoir un chez soi » ou « faire des études », ne va plus de soi. Comme le remarquait Marina, vouloir être normal peut viser, selon les cas, envoyer ses enfants à l'école, avoir sa propre maison, ou comme on l'exprime dans les différentes cantines, manger de la viande. Vues de l'extérieur, les activités au sein d'un MTD sont loin d'être considérées comme traduisant une situation ordinaire. La sociologie, en distinguant entre pauvres structurels et nouveaux pauvres, ne semble pas mieux saisir la désorientation instruite par cette crise. La situation d'Emilia est exemplaire du déplacement opéré. Son « chez-soi » n'est plus seulement dans sa maison (dont elle n'est pas propriétaire), elle se sent aussi habiter légitimement à la cantine du MTD. Or, d'un point de vue extérieur, elle ne serait considérée que par son manque de propriété et de ressources pour s'acquitter d'un loyer.

Entre les générations, ce clivage entre perception interne et externe apparaît également dans l'évaluation de ce que veut dire faire des études. Certains parents considèrent avoir contribué à l'étude de leurs enfants s'ils ont suivi l'école primaire, pendant que ces derniers considèrent ne pas avoir fait d'étude, s'ils n'ont pas terminé l'école secondaire ou même, pour quelques-uns, l'université. Comme Martin, qui regrette être entré à l'Université en qualité de *desocupado* au lieu de le faire comme étudiant.

Le premier pas était donc de prendre la mesure de ces éclatements de sens, de parcourir chacune des perceptions de situation dans leur contexte et leur intérieur, puis d'étudier les manières de reconstruire ou non du commun. Il était indispensable d'abandonner le seul regard des organisations sur elles-mêmes, sur ceux qui les suivent et sur ceux qui ne les suivent pas.

Le second pas décisif a été de recadrer le terrain, pour en faire le dispositif expérimental de la thèse, à savoir : comparer, sur leur site, les parcours militants et les parcours non-militants. Pour y parvenir, il a fallu replacer les militants dans le contexte de leurs conditions de vie, nouer des contacts avec leurs proches, et poser ainsi la question centrale : pourquoi, dans des conditions identiques ou voisines, certaines personnes deviennent-elles militantes, et d'autres ne le deviennent pas ? Pourquoi, suivant un langage courant, certains « s'engagent », et d'autres « ne s'engagent pas » ? C'est une question que peu de militants se posent eux-mêmes, dans la pratique. En général, ils répondent par des raccourcis qui font porter tout le poids du non-engagement supposé sur les« mentalités ». Certains vont jusqu'à disqualifier d'entrée de jeu ceux qui n'entrent pas dans leur mouvement. « Les gens sont conformistes », est une réponse couramment entendue ; « ils se sont habitués à une culture de la dépendance», « ils préfèrent rester chez eux plutôt que se mobiliser », ou bien « ils ont peur ». Pour vraiment comprendre la différence de cheminement entre ceux qui s'engagent et ceux qui ne s'engagent, il a donc fallu suivre, sur le terrain, dans les mêmes situations ou des situations analogues, les comportements divergents de personnes aussi proches que possible.

Suivant la même démarche, ont été dégagés petit à petit les repères, les catégories, les distinctions à l'œuvre à l'intérieur des milieux ainsi scrutés au jour le jour. Ce qui nous a conduit à faire ressortir progressivement comment ces gens se tiennent ensemble, agissent de concert, y compris lorsque, pour des regards extérieurs, ils peuvent apparaître en divergence, voire même, en contradiction. Trois points fondamentaux se dégagent de cette enquête, dont il convient de souligner les grandes lignes.

—1) **Les modalités d'engagement**, qui sont apparues sous un jour nouveau grâce à l'enquête biographique simultanée sur les itinéraires de ceux qui s'engagent et ceux qui ne s'engagent pas.

—2) **Les conceptions du travail et de l'activité**, fortement redéfinies au sein des quartiers étudiés, et qui, ainsi transformés, redeviennent, cependant, les marqueurs principaux de la conduite exemplaire.

—3) **L'intrication étroite des aspects militants dans un mode de vie critique** partagé beaucoup plus largement.

1) Les modalités d'engagements :

L'engagement au sein d'une organisation de *desocupados* se décline au sein d'un réseau familial et de voisinage. Certains membres d'une fratrie en font partie, d'autres non, mais les accompagnent, et suivant leurs disponibilités, les *remplacent* dans des activités qu'ils doivent accomplir au sein du MTD. Maris et femmes y prennent place, mères et enfants s'y accompagnent. Les proches mettent en place une forme de « tour de rôle » dont la caractéristique est que les moments militants en viennent aussi à concerner ceux qui ne sont pas membres des organisations de *desocupados*. Dès lors, le quotidien des organisations de *desocupados* se voit saisi par le registre du familial. Comme nous l'avons vu (au chapitre 2) dans la manière dont les personnes accèdent aux allocations, ce registre est très présent, même en dehors des organisations de *desocupados*. Il en est de même de l'engagement des jeunes mineurs qui accèdent aux PTT grâce à l'intervention de leurs parents et proches de confiance ; ces derniers donnent leur accord pour prêter leurs papiers officiels, les laisser s'inscrire sous leurs identités, leur permettant, de la sorte, de percevoir l'allocation correspondant à leur engagement, par personne interposée (chapitre 3).

C'est cette même proximité entre registre familial et registre militant qui opère, en sens inverse, quand un atelier de travail perd son espace, lorsque le lieu est récupéré pour les besoins des enfants, ou encore, par suite du désaccord d'un époux avec l'activité introduite dans le foyer par sa femme (chapitres 2 et 5). La hiérarchie des membres, au sein de la famille, en ressort bousculée. Quand plusieurs membres d'une famille participent au MTD, les rapports d'autorité entre générations peuvent s'inverser. Comme nous l'avons souligné, les jeunes sont les plus à même de s'engager comme délégués. S'investir dans l'espace de l'organisation revient néanmoins à pouvoir s'appuyer sur sa

famille pour mener à bien son rôle de délégué, notamment en ce qui concerne la garde des enfants. C'est le cas de Marina qui se reposait sur sa belle-mère pour assurer une permanence au foyer, et prendre les enfants à la sortie de l'école. S'agissant des garçons, des remplacements interviennent lorsqu'une occasion de petit boulot extérieur se présente : le membre du MTD va faire le petit boulot et se fait remplacer par un proche. Ce sont parfois les femmes qui les remplacent au MTD ou bien leurs frères ou leurs mères quand ils sont célibataires. Ils semblent porter, par ailleurs, la charge des obligations familiales. Andrés et Gustavo ont notamment contribué à la construction d'une maison en brique. La fille de Nora paye une partie des frais de scolarité de sa sœur cadette. Une fois constitué leur propre ménage, cette obligation des enfants cesse, au profit de leur nouveau foyer.

Ce genre d'évolution peut prendre également la forme d'un passage de position de membre à celle d'ancien membre. C'est le cas de Rubén, l'époux de Marina (chapitre 3) qui bien qu'ayant été délégué, s'éloigne des activités militantes, au sens classique, mais soutient Marina dans ce rôle. C'est également la situation d'Emilia, lorsqu'elle trouve un emploi déclaré, ou même de Mercedes, qui accompagne Nani dans les activités de délégué (chapitre 8).

La notion de « carrière militante » s'est ainsi avérée un outil de départ utile, mais il nous semble que le pas important, expérimenté ici, a été de rassembler les parcours de tout un milieu, ce qui a révélé non plus à proprement parler des « carrières militantes » au sens premier, mais plutôt, des *moments militants* dans les parcours croisés des milieux sociaux concernés, avec une implication plus ou moins complice des proches. Cette expression de *moments militants* permet de saisir les manières dont Clara, Rubén et d'autres se prêtent au jeu de leurs proches, traversent les organisations de *desocupados* et prennent la parole lors des assemblées (chapitre 6). Ils deviennent militants à tour de rôle, en division du travail de la même famille. Il s'agit donc plutôt de *tours militants* assumés par des petits collectifs de proches.

Les *tours militants* se retrouvent à l'échelle du quartier. Souvent, nous l'avons relevé, l'investissement au sein de ces groupes est provisoire, transitoire, constitué même de navettes pour ceux qui trouvent des petits boulots de manière intermittente. Le passage à la situation de « non membre » ne produit guère de rupture. Les rapports familiaux et les liens de voisinage persistent, le *retour* est dans ce cas fréquent[675]. La participation aux

[675] Kessler souligne un phénomène d'isomorphisme (2007) entre les carrières professionnelles devenues plus instables et le recours, parmi les jeunes, au délit. Il s'agit alors d'incursions faites également de manière tâtonnante et provisoire.

activités culturelles ou le remplacement des proches dans leurs obligations ne s'interrompt pas. Pour d'autres, le moment militant est lié à la possibilité de financer leurs études. C'est le cas de Claudia, étudiante infirmière, qui n'hésite pas, pour autant, à inviter des proches à faire partie du mouvement (Chapitre 3).

Les diverses positions de *proche non-membre* révèlent ainsi des formes d'articulation entre membres et apparents non-membres. En effet, une grande partie des activités des groupes, nous l'avons vu, s'inscrivent en continuité avec les routines locales, avec les petits boulots possibles et même les pratiques de mobilisation. Membres et proches non-membres partagent, également, les mêmes jugements concernant le travail et l'éducation, comme un moyen d'obtenir son dû, d'accéder notamment à un service de santé, au logement, de posséder sa propre maison « *la casa propia* » et plus quotidiennement, de faire des choix pour soi et sa famille (chapitre 5) ou de manger de la viande (chapitre 7). Le modèle de citoyenneté, par l'accès à certains biens, s'affirme donc bien au-delà du milieu militant le plus visible. Néanmoins, les moyens d'y accéder ou l'impossibilité d'y parvenir sont, ici, traités de manière particulière.

Il s'y développe également un non conformisme radical. Celui-ci s'appuie sur des appels au *bon droit*, à une légitimité qui fait valoir la possibilité d'agir politiquement, d'occuper l'espace public et d'exprimer une parole « pour soi-même ». Il hérite des luttes des organisations des droits de l'homme qui ont fortement influencé l'avènement de la démocratie en 1983. Il se manifeste dans la recherche d'une autonomie par rapport aux partis politiques et dans l'exemplarité qu'exerce toujours cette référence, par exemple avec les *madres de Plaza de Mayo* dont on a vu la fierté de partager leur lutte, devenue une icône. Cette fierté déborde, elle aussi, le cercle des militants les plus visibles. Elle touche plus largement les délégués, *référents* et *compañeros, desocupados*, dont la seule expérience d'activité politique est celle des MTD. Elle s'étend même comme legs à transmettre à ses propres enfants.

Ce constat permet de mettre en question la pertinence, dans notre cas, de ce que Sommier appelle (2001, 50) « la thèse de certains spécialistes américains de l'action collective qui ont repéré depuis les années 1968, l'existence de "professionnels de la contestation" et distingué les "membres bénéficiaires" de l'action collective des "membres par conscience" s'engageant par altruisme »[676]. Notre étude donne à voir

[676] Concernant les organisations de chômeurs en France, Valérie Cohen atteste de ce que la question de l'extériorité des militants professionnels à la cause des chômeurs ne peut être posée telle quelle, « dans la mesure où leur projet n'est pas de mobiliser spécifiquement ces derniers » mais plutôt de « créer une fédération composée de syndicats, d'associations, associant chômeurs et salariés, rassemblés au sein de collectifs unitaires luttant pour une autre répartition du temps de travail et des richesses ».

autrement l'engagement des supposés non militants ou « membres bénéficiaires ». La volonté de Carlos de s'acquitter des obligations « pour soi-même » et non pas en vertu du contrôle exercé par les instances du groupe est un exemple de la non pertinence des distinctions entre intérieur et extérieur du militantisme, à partir de prétendues motivations égoïstes ou altruistes (Chapitre 6).

Certes, il existe des degrés dans l'adhésion. Des proches non membres ne manquent pas ainsi de critiquer des aspects de l'organisation. Luis, par exemple, regrettait un certain manque d'efficacité, concernant le volume des heures travaillées (chapitre 5). Un proche d'un membre peut intervenir pour faire valoir des règles de sens commun « ici, on ne se cri pas », rappelait-on dans l'assemblée (chapitre 6). A l'inverse, des proximités peuvent être mises en avant au nom de principes généraux. Ainsi, le terme de *compañeros*, sonne comme un appel à une éthique d'égalité qui rassemble sans distinction les membres et proches non membres. Une autre proximité s'établit avec les militants par le simple fait d'apprendre un rôle de délégué ou de référent. Ces membres se situent dans la suite de l'histoire des luttes de travailleurs et des *vecinos* pour l'accès aux droits. En particulier, pour les membres du MTD de Berisso, l'héritage des jeunes militants des années 1970, restitué avec des figures symboliques[677], est en lui-même un motif incitant à prendre des responsabilités de délégué ou de référent, ce qui les rapproche des militants, tout en faisant un tri dans l'histoire des aînés : ils fustigent notamment l'ancienne action violente des actions de *guerrilla* urbaine.

La revendication, en termes de droit, procède, également, d'un héritage important légué par la figure consacrée du travailleur comme ayant-droit, via la reconnaissance qui lui est faite de droits sociaux. Cet héritage ne joue pas directement comme ligne de défense, puisqu'un grand nombre de membres n'ont pas expérimenté la condition de salariat. Mais il joue indirectement comme une exigence d'avoir, eux aussi, des droits sociaux. Lorsque le travail est envisagé comme un droit au travail digne, il peut être mobilisé en creux, le non-travail apparaissant alors comme un espace de non-droit. Ce contraste s'est avéré un élément de poids lorsqu'il s'est agi de refuser une *changa* (petit boulot) dont les conditions de travail se sont dégradées au point d'être comparées à de l'esclavage et à de la maltraitance (chapitre 5).

Se réclamer comme « ayant droit au travail digne », c'est revendiquer une légitimité nouvelle, celle d'un accès à une série de biens valorisés (éducation, logement, reconnaissance). Ce genre d'articulation entre, d'une part, diverses traditions (droits de

[677] Elle passe par l'allusion à des figures symboliques, comme Che Guevara, la lecture de ses écrits, etc.

l'homme, droits sociaux) et, d'autre part, l'extension de droits à faire valoir, met en relief un effort de créativité expérimentant un travail de redéfinition des droits adressé à la société entière[678].

Nous avons vu que les conditions de travail rencontrées (première partie), soulèvent la question de l'absence de l'Etat en tant que tiers garant des règles communes dans les relations contractuelles du travail. Dans ce contexte, il est d'autant plus remarquable que les organisations de *desocupados*, avec leurs mouvances, aient pu créer des normes de régulation originales, en s'appuyant sur des conceptions élargies du travail mises en œuvre dans le cadre de différents espaces d'activité.

2) Les conceptions du travail et de l'activité :

Les conceptions du travail et de l'activité fortement redéfinies au sein des quartiers étudiés, demeurent le repère principal de la conduite exemplaire. Ce père de famille, par exemple, nous dessinait le portrait de son idéal de travailleur : se levant toujours à cinq heures du matin, mobilisant tout ses forces pour subvenir à ses besoins et à ceux de sa famille, n'hésitant jamais à accepter la moindre tâche « pour gagner son pain » (chapitre 2). Cette image apparaît, néanmoins, mitigée chez les plus jeunes. Ces derniers expriment les difficultés qui sont les leurs d'entrer sur le marché du travail et considèrent certaines des possibilités existantes comme caractéristiques de l'exploitation. Nous avons relevé que se produisait un détachement de ce modèle à partir de l'expérience de l'activité au sein des MTD. Ces membres revendiquent vis-à-vis des non-membres leur droit légitime à ne pas accepter « n'importe quel travail ». Parfois, c'est la Mairie qui, elle-même, est désignée comme à l'origine de l'exploitation, comme le soulignait Nora, comparant sa position avec celle d'une *vecina* qui a travaillé au service de maintenance d'une école sans se voir reconnue le statut de salarié (chapitre 2).

En d'autres occasions, la critique s'élève contre les employeurs qui *donnent* un boulot, mais dans des conditions indignes. Pour un proche, non-membre, comme notre enquête a permis de le révéler, la possibilité d'opérer des choix effectifs, pour les acteurs, apparaît comme un des éléments permettant d'accéder à une relative maîtrise de soi, de son sort et de celui de sa famille (chapitre 5). Pour les femmes, elle se dévoile, plus amplement, parmi celles qui n'exerçaient pas un métier rémunéré avant leur intégration aux groupes

[678] L'enquête sur le sens du juste en Chine mené par I. Thireau et L Hua (2001) nous rappelle l'usage articulé des différentes traditions politiques et philosophiques comme une possibilité de faire valoir le « bon droit ». Les marges de manœuvre, dégagées par leurs usages originels, rencontrent, en Chine, une limite en ce qu'elles ne peuvent prendre à témoin ni le peuple Chinois ni même les observateurs extérieurs.

des *desocupados*. Cette valorisation est relative dans la mesure où la conception du *vrai* travail, celui qui permet de « vivre en travaillant », demeure attachée à un travail à temps complet, et le plus souvent, à celui des hommes.

Si donc le travail est la manière la plus légitime de parvenir à conquérir une certaine autonomie, cet effet ne peut se développer que si les conditions de travail respectent le principe de la dignité de la personne. Dans cette logique, le MTD constitue un recours puissant pour préserver une certaine maîtrise et prévenir ce risque.

La notion de travail est étendue, également, à l'activité politique. Cette extension ne tient pas au fait que tous les membres pourraient devenir des « militants professionnels ». La politique n'est pas un « job ». En revanche, le fait que chacun prenne au sérieux sa participation donne aux liens tissés autour du MTD, à chaque niveau, la portée d'un véritable exercice de responsabilité, et à ce titre, confère aux activités une valeur de travail. L'obligation de présence y tient un double rôle, effectif et symbolique à la fois. D'une part, elle est invoquée comme un devoir légitime à remplir, manifestant le collectif ; d'autre part, elle procède d'un besoin d'information ressenti fortement par tous, nous l'avons constaté à maintes reprises. La présence des non membres, au sein même de ces espaces, est récurrente. Le fonctionnement en réseau permet, en effet, de confronter divers point de vue mais requiert une présence afin de pouvoir, par la suite, participer aux décisions. Les non membres proches qui jouent ce jeu de passeurs d'information rentrent ainsi dans la dynamique de l'interconnaissance du milieu local.

Ce fonctionnement nous rapproche de ce que Schütz (1987) analyse sous l'angle de l'« expert » et du « citoyen bien informé », celui qui récuse les opinions toutes faites et cherche les moyens de se forger une opinion raisonnable[679]. Après avoir recherché l'information pertinente et l'avoir évaluée selon des critères de fiabilité en rapport avec la source d'information, le citoyen bien informé va se forger une opinion personnelle dans des domaines dont il n'a pas l'expérience directe. Il pourra apprendre des choses de l'expert s'il ne s'estime pas suffisamment compétent. Il saura surtout quel avis prendre après avoir entendu et discuté des points de vue différents[680]. Les membres et non membres, délégués et référents présents dans les différents espaces de discussion,

[679] Une troisième figure complète le tableau schutzien, celle de l'homme de la rue.

[680] Louis Quéré, (1990) montre, de façon détaillée, comment l'on peut affirmer une opinion publique et revendiquer une valeur de généralité qui prenne en compte l'avis général comme condition. « Le locuteur revendique implicitement pour son jugement une capacité d'établir un sens partagé d'une réalité commune » (1990, 41).

agissent, à tour de rôle, comme des experts qui apportent l'information nécessaire à l'évaluation et à la prise de décision concernant les uns et les autres.

Les membres de la famille qui remplacent leurs proches ne vivent pas le même degré d'implication. Par exemple Mercedes, souvent aux côtés de Nani, Monica qui accompagne ses enfants sans perdre ses contacts à la Mairie, n'insistent pas sur leur appartenance.

Parmi les proches non membres qui travaillent dans les ateliers (Susana, qui bien que travaillant à l'atelier de couture ne veut pas franchir le pas et devenir membre), la proximité s'établit sur une base différente, en insistant notamment sur la valeur de l'activité réalisée en commun. Enfin, parmi les membres des associations implantées dans les quartiers, qui échangent des « coups de main » avec ceux du MTD, comme l'atelier pour adolescents évoqué à Berisso, la différenciation s'exprime plus fortement, entre associations et MTD. Elle suggère une certaine distance, si réduite soit-elle, et un évitement d'identification complète à la cause des *Piqueteros*. Dès lors, évoquer la position commune de travailleur permet de mettre de côté cette différence et d'instaurer des règles connues et acceptées de tous. Chaque groupe a adapté des règles particulières en fonction de sa situation. Mais, dans tous les cas, elles procèdent du même souci de régler un fonctionnement juste et mettent en place autant de repères partageables.

Les règles de fonctionnement établies à l'intérieur des organisations s'inscrivent à la fois dans la législation du droit des travailleurs, dont certains anciens travailleurs avaient connaissance, et dans le cadre de principes de légitimité rendus explicites. Le manquement à ces principes est vécu sur le mode de l'indignation mais également sur celui du déni de réalité, révélé par l'expression « *no es así* ». L'indignation est également manifestée par les refus d'exécuter certains petits boulots.

Le choix individuel est placé au cœur du fonctionnement, les règles dessinées sont souvent adaptées à la situation des personnes, y compris dans la réalisation de la contrepartie. Nous l'avons constaté dans le MTD de Berazategui, où l'obligation de se mobiliser admet une exception pour les adolescents scolarisés et jeunes étudiants, ainsi que pour les personnes âgées, ou encore dans le MTD de Berisso qui fait de la mobilisation une option volontaire. Cette orientation se retrouve dans l'exercice des *productivos* où elle permet de se rapprocher de son domicile pour réaliser l'activité ou même de créer une activité dans son propre quartier comme en atteste l'implication de Lola dans la présentation du projet de travail textile, parce qu'aucun projet de ce type n'avait été mis en œuvre près de chez elle (Chapitre 6). Certes, cela produit, parfois, des

conséquences non désirées, telle une certaine instabilité des membres, que les non-membres proches assimilent à une absence d'organisation. Cette difficulté apparaît fortement, en particulier au sein de l'atelier textile du MTD de Berisso, alors que Chela souligne les difficultés à tenir pendant la première année des *producitvos* et la nécessité d'une orientation vers la production et la vente des articles produit.

Le recours à des séminaires apparaît, dans cette dynamique, comme une appropriation de savoirs plus formalisés, vouée à la résolution des difficultés rencontrées (chapitre 9). Il fait partie des tâtonnements pour trouver de nouvelles légitimités de l'activité. D'autres solutions ont été trouvées plus empiriquement, au fur et à mesure des tensions à surmonter. Il en est ainsi de l'importance primordiale conférée aux assemblées comme lieux de décision, aux formes coopératives données à certaines activités de production et de commerce : autant d'inventions improvisées qui confèrent un sens fort au mot « solidaire ».

Ainsi, le choix de Manuel en faveur d'un travail « plus libre » au sein du MTD traduit-il les possibilités qui se dessinent : il s'agit d'échapper à un travail trop oppressant au point qu'il pourrait anéantir sa vie privée. On voit, ici, comment le paradoxe d'une revendication de légitimité par le travail, au regard de la situation de chômeurs, trouve son cheminement logique : sa légitimité s'affirme par la mise en avant de meilleures conditions de travail, comparées à celles qu'offre le marché de travail local établi.

La place du choix individuel apparaît également comme un élément essentiel pour régler les relations avec les proches non membres, notamment au sein des *productivos* où ceux-ci occupent une place parfois prépondérante rapportée à celle de membres du MTD en raison de leur connaissance du métier. Le titre de *compañero* semble, dans ces cas précis, susceptible de faire oublier les différences, une fois de plus. La conviction avec laquelle Susana affirmait que le travail idéal était le « travail à la chaîne » peut sembler extrême. En fait, elle met en avant l'effort permanent indispensable au « travailler ensemble », et surmonter, de la sorte, l'hétérogénéité des trajectoires des personnes qui mettent en œuvre un *productivo*. C'est également ce qui ressort alors que l'on réclame l'obéissance à la règle. Par exemple, lors de la dispute qui a éclaté sur l'utilisation de la cuisine de l'atelier — est-elle réservée aux seuls travailleurs ?— le critère de débat et d'arbitrage est l'aménagement du vivre ensemble dans l'atelier (chapitre 5).

Le fonctionnement par assemblée apparaît donc comme un opérateur d'assentiment des *compañeros* à la règle[681]. Contrairement aux expériences de travail connues, travailler pour soi-même, mais aussi établir des règles de fonctionnement dans l'atelier, partager son savoir-faire, traduisent une dimension de l'action humaine, comme exercice d'initiative et de liberté, à l'encontre d'une réduction à la seule reproduction biologique. Le cas a été souligné pour Miguel et Susana (chapitres 3 et 6). Pour Gustavo, en revanche, proche mais non membre du MTD, les possibilités qu'offre le marché sont draconiennes : accepter ou non les conditions imposées, jusqu'à mettre sa vie en péril (chapitre 6). Jouir de la possibilité d'établir ses propres règles et conditions de travail fait figure de critique radicale, dans le contexte d'un marché du travail dégradé par le chômage et présenté, politiquement, comme le seul horizon réaliste.

3) L'intrication étroite des aspects militants dans un mode de vie critique partagé beaucoup plus largement

Nos observations nous permettent de marquer une dimension militante dans les engagements des *vecinos* et *compañeros* de quartier qui s'investissent « corps et âme »[682] afin de faire valoir leur légitimité. Ces *compañeros* partagent un même dévouement bien qu'ils ne portent pas les « dispositions favorables » attribuées d'ordinaire aux militants professionnels[683]. Présupposer un cloisonnement entre "professionnels de la contestation" et "membres bénéficiaires" de l'action collective empêcherait, par conséquent, de saisir la dimension militante des activités mises en œuvre par les membres et leurs proches, leurs prises de parole, leurs revendications d'un droit de cité et leur ancrage dans un mode de vie critique.

La confrontation entre droit et clientélisme (chapitre 8 et 9) nous a permis de nous rapprocher, à travers ce contraste, de notre objectif de comprendre la nature des liens qui se tissent à l'intérieur des organisations de *desocupados*. Dans la mesure où le clientélisme peut être défini en opposition à l'espace public, il apparaît comme une

[681] Ici, Théry rappelle la clarification décisive opérée par Wittgenstein en philosophie qui permet de mieux saisir la portée de la règle. La règle n'est pas la cause efficiente de la conduite (un mécanisme, psychologique ou autre), d'autant plus que les possibilités d'imposer des sanctions que se donnent les groupes sont limitées. Voir pour plus de développements, Théry (2007, 35), Descombes, (1996, 222).

[682] C'est ainsi que Susana Bleil (2009) résume l'engagement des militants du mouvement sans terre du Brésil. Elle souligne, de fait, que l'abandon du collectif comporte, pour les militants, un abandon d'une partie de soi.

[683] Une analyse de la sorte met, par exemple, en exergue « la tradition familiale militante, l'écart entre ressources économiques et capital culturel, la trajectoire sociale ascendante menacée », etc. (Philipe Juhem, 2001, 136).

qualification connotant un discrédit plutôt que comme une catégorie analytique capable de rendre compte des rapports à l'œuvre au sein des quartiers. Ce terme est d'autant moins pertinent que, sur notre terrain, nous l'avons vu, il ne s'agit pas d'appropriation des biens publics, ce que pourrait recouvrir le terme de clientélisme, mais bien plutôt de redistribution des biens publics. En revanche, il convient de signaler une autre confusion possible, autour de la critique populaire de « la politique » en général, et de la classe dirigeante en particulier.

Il est courant d'entendre des accusations formulées envers les dirigeants comme quoi ceux-ci « boiraient » ou « mangeraient » l'argent des *compañeros*. Dans la première partie, nous avons vu que ce genre de propos, contrairement aux apparences, ne fonctionne pas comme un simple rejet du monde politique. En réalité, il se retrouve comme une sorte d'invocation rituelle au cours des prises de parole. Loin de recouvrir un apolitisme ou un cynisme démobilisateur, il peut, au contraire, être lié à une implication forte en cours d'assemblée, traduire un désaccord avec un responsable pour, au final, être en mesure de contribuer à une décision, de trouver une solution.

Le changement des délégués, ou encore des lieux d'activité, signale une maîtrise relative des contraintes imposées par le contexte. La popularité accrue de Nani dérange apparemment Marina, mais elle est contrainte de se rallier au fait que plusieurs de ses *compañeros* choisissent l'atelier de Nani pour accomplir leur activité de contrepartie et lui font confiance (Chapitre 8). L'éthique égalitaire, invoquée par les organisations, se concrétise directement dans les pratiques de bonne conduite. Elle se manifeste dans la manière répétée d'inciter à prendre la parole, non seulement lors des assemblées, mais aussi dans les espaces de travail ou dans les moments d'attente entre une activité et une autre. Ainsi, Andrés propose-t-il à ses compañeros de reprendre les discussions de l'assemblée de la veille, alors qu'ils attendent pour débuter une réunion (chapitre 3), Marina apprend à discuter avec « tous » (chapitre 4), Laura s'identifie aux revendications de « justice » défendues collectivement. Nous avons vu comment la pratique de nombreux participants, y compris celle de remplaçants et de proches, est révélatrice de cette éthique de l'égalité en ce qu'elle rend possible une forme d'action commune avec ceux qui ne sont pas membres.

La transmission de ces savoir-faire critiques intervient lorsque, successivement, dans le cadre de la division du travail à l'intérieur de la même famille, les membres deviennent délégués. Raul et Marina ont occupé cette place à tour de rôle. Pour sa part, Marina met en rapport son dévouement et le soutien moral que lui a apporté le MTD lors de la

maladie de son fils. Ce fils, de son côté, réagit en destinataire de ses efforts, il connaît les chants des manifs et a déjà marché sur la *plaza de mayo*. Pour sa part, Raul épaule sa femme, avec complicité, mais en retrait. Ce tour de rôle s'étend au milieu local quand d'autres associations viennent rechercher le soutien des organisations de *desocupados* pour faire valoir leurs exigences auprès des autorités locales ou nationales, et inversement, lorsque celles-ci convoquent les *vecinos* afin de faire progresser un dossier.

Dans les études relatives aux quartiers en Amérique latine, les analyses sont trop souvent limitées aux seules dimensions de la famille et du voisinage, comme si on ne pouvait rencontrer que du domestique élargi. Ce qui nous est apparu fondamental, sur notre terrain, a été la découverte des enjeux de pratique démocratique à l'intérieur même de la vie du quartier, et à un autre niveau. Nous nous sommes donc ici retrouvés aux antipodes d'une « culture de la pauvreté », si celle-ci doit désigner un monde apolitique à part, polarisé par les seules questions de survie, condamné à sa propre reproduction. Loin des fausses antinomies, nous avons progressivement découvert la réalité d'une intégration de la dimension politique au sein même de modes de vie critique. Pour y parvenir, il nous a fallu écarter la fausse opposition entre la communauté *traditionnelle* et le monde moderne, qui empêche de percevoir le renouvellement des liens de proximité et isole les innovations de leur portée politique dans le monde contemporain[684]. Les obligations envers les proches se transforment avec les prises de responsabilité, au fur et à mesure que sont développées des formes d'explication, de comptes rendus et d'évaluation.

Affirmer que l'adhésion aux organisations de *desocupados* relève d'un choix ne signifie nullement, dans le cadre de notre recherche, que soit affirmée l'existence d'une culture de la pauvreté ou de l'assistanat. Nos observations nous ont, en effet, permis d'établir une forte présence du travail comme principal repère des activités économiques. « Vivre en travaillant » apparaît comme l'idéal de mode de vie, s'opposant à celui qui consiste à « vivre des *planes* », c'est-à-dire un mode d'existence qui ne permet pas de gagner sa vie et conduit à la stigmatisation caractéristique des « *vagos* », celle de fainéant. Dans les modalités de travail mises en œuvre au sein des *obradores* et *productivos*, dans les formes d'engagement, on voit se dessiner une autre possibilité, celle de « vivre du *productivo* », comme le rappelait Chela s'exprimant à propos de l'atelier textile, celle d'un travail « tranquille », que *tu fais pour toi*, d'après Carlos, ouvert à la parole, plus

[684] Ainsi Ricœur regrette-t-il : « L'interprétation de la modernité en termes quasi exclusifs de rupture avec un passé supposé figé dans des traditions soumises au principe d'autorité et donc soustraites *par principe* à la discussion publique » (Ricœur, 1990, 334) C'est nous qui soulignons.

libre, d'après Manuel, car fonction d'engagements volontaires, reposant plus largement sur la capacité de formuler des jugements et des critiques faisant valoir ses droits.

L'affirmation d'un choix, lors de l'inscription au sein des MTD, atteste de l'articulation des raisons personnelles, liées à la biographie et à la trajectoire des personnes ; familiales, compte tenu des inscriptions multiples au sein d'une famille ; institutionnelles, en fonction des conditions établies par les politiques sociales ; et enfin, politiques, centrées sur une éthique de l'égalité et d'un mode de vie critique.

C'est véritablement dans l'initiative et dans l'improvisation des solutions que s'inventent des pratiques qui, en un sens, sont hérétiques, critiques et dérangeantes. Mais, néanmoins, elles n'appartiennent en aucun cas à une sortie sectaire, dans des modes de vie isolés. Ils demeurent, au contraire, inscrits dans le droit fil de la vie ordinaire. Mais ils y inscrivent des solutions pratiques qui revêtent simultanément une portée symbolique et critique. Cette forme d'ethnographie du politique met en évidence la critique du privilège, la méfiance à l'égard de la proximité du pouvoir, l'attachement aux formes de démocratie directe. Autant de formes qui relèvent d'une éthique de l'égalité, combinée à un exercice de liberté qui ne dissocie pas la vie privée, de la vie familiale et de voisinage.

Membres et non membres agissent de manière coordonnée, pour établir une forme de *militantisme du travail* transgressant les critères classiques de jugement. Au lieu de chercher à maximiser le profit, on tente de maximiser les prises de parole. La circulation des savoir-faire, le don de soi, inspirent les membres et non membres au cours des *moments militants*, moments au cours desquels chacun contribue à ce mode de vie critique. La concurrence, dans le milieu, cède la place au *tour de rôle*. Nous avons ainsi pu observer des formes de transgression dans lesquelles le travail demeure au centre des représentations de l'activité légitime, mais recouvre de nouvelles pratiques et de nouvelles formes d'activité radicalement opposées à l'instrumentalisation des liens ou à la seule loi du marché.

BIBLIOGRAPHIE

I. BIBLIOGRAPHIE METHODOLOGIQUE

BECKER Howard S. Ecrire les sciences sociales, Paris, Economica, 2004.

CEFAI Daniel. (dir.), L'Enquête de terrain, Paris, Série Bibliothèque du MAUSS : Editions La Découverte, 2003.

FAVRET-SAADA Jeanne. *Etre affecté,* in Gradhiva. 1990, N°8, pp. 3-9.

GEERTZ Clifford. *La description dense*, Inédits, in Enquête. 2002, N° 6, pp.73-105.

GEERTZ Clifford. Savoir local, Savoir global, Paris, PUF, 1986 [1983].

LIVET Pierre. *Les diverses formes de raisonner par cas*, in Jean-Claude PASSERON, Jaques REVEL, Penser par cas. Paris, Ed. EHESS, 2005.

PASSERON Jean-Claude, REVEL Jaques. *Le cas et la preuve. Raisonner à partir des singularités*, in Jean-Claude PASSERON, Jaques REVEL, Penser par cas. Paris, Ed. EHESS, 2005.

SELIM Monique. « L'entreprise », in ALTHABE, G. et SELIM, M., Démarches ethnologiques au présent, Paris et Montréal, L'Harmattan, 1998, pp. 101- 149.

SILVERMAN David. Interpreting qualitative data. Methods for analyzing talk, text and interaction, London, Sage, 1993.

VAN DIJK Teun A. Elite discourse and racism**.** London, Routledge, 1993.

VAN DIJK Teun A. « The critical discourse analysis », in Discourse theory and practice. London, Sage, 2001.

II. BIBLIOGRAPHIE GENERALE

ABSI Pascale. « Il ne faut pas mélanger les fortunes : travail, genre et revenus chez les commerçantes de Bolivie », in HERNANDEZ V., OULD-AHMED P., PAPAIL J., PHELINAS P., (dirs.) ; Turbulences monétaires et sociales. L'Amérique Latine dans une perspective comparée, Paris, L'Harmattan, 2007, pp. 355-394.

ALTHABE Gérard, SELIM Monique, MARCADET Christian et DE LA PRADELLE Michèlle. Urbanisation et enjeux quotidiens. Terrains ethnologiques dans la France actuelle, Paris, Anthropos, 1984, 198 p.

ARENDT Hanna. Condition de l'homme moderne, Paris, Calmann-Levy, 1983.

BAKSHI, Rajni *An Economics for Well-Being,* Centre for Education and Documentation, Mumbai & Bangalore, 2007.

BARRIL REJMAN Claudia. « Transformer sa propre image. Initiatives d'associations mapuches dans l'espace public chilien », in BARRIL C., CARREL M., GUERRERO J.-C. et MARQUEZ A. (dir.) Le public en action. Usages et limites de la notion d'espace public en sciences sociales Paris, L'Harmattan, 2003. 384p.

BAUMANN Eveline, BAZIN Laurent, OULD-AHMED Pepita, PHÉLINAS Pascale, SELIM Monique et SOBEL Richard (dirs.). L'argent des anthropologues, la monnaie des économistes, Paris, L'Harmattan, 2008.

BAZIN Laurent. « Le salaire de la peur : travail, Etat, dépendances et circulation monétaire en Ouzbékistan », in BAUMANN E., BAZIN L., OULD-AHMED P., PHELINAS P., SELIM M., SOBEL R., (dirs.) ; L'argent des anthropologues, la monnaie des économistes, Paris, L'Harmattan, 2008, pp. 291-318.

BEAUD Stéphane, PIALOUX Michel. Violences urbaines, violence sociale. Genèse des nouvelles classes dangereuses, Paris, Fayard, 2003.

BECKER Howard S. Ousuders. Etudes de la sociologie de la déviance. Paris, Métailié, 1985, 248. [Outsiders, studies in the sociology of deviance, London, The Free Press, 1966].

BEVORT Antoine, BUCOLO Elisabetta. Economie sociale et capital social in Dictionnaire de l'autre économie. LAVILLE J-L, CATTANI A. (dir), Paris, Folioactuel, 2006.

BEY Marguerite « La transformation de la société locale mexicaine par les programmes sociaux » in Penser le politique en Amérique Latine Natacha BORGEAUD-GARCIANDIA, Bruno LAUTIER, Ricardo PENAFEL et Ania TIZZIANI (éds.) Karthala, Paris, 2009, 408 p.

BLEIL Susana. « Tensions entre le communautaire et le public. L'expérience d'un *assentamiento* des sans-terre », in BARRIL C., CARREL M., GUERRERO J.-C. et MARQUEZ A. (dir.) Le public en action. Usages et limites de la notion d'espace public en sciences sociales Paris, L'Harmattan, 2003. 384 p.

BOLTANSKI Luc. Les cadres : La formation d'un groupe social, Paris, Minuit, 1982.

BOLTANSKI Luc. L'amour et la justice comme compétence, Paris, Editions Métailié, 1990.

BOLTANSKI Luc. La souffrance à distance, Métaillié, Paris, 1993.

BOLTANSKI Luc. [avec Y. Darré et M.-A. Schiltz], *La dénonciation*, in Actes de la recherche en sciences sociales. 1984, N° 51, pp. 3-40.

BOURDIEU Pierre. Langage et pouvoir symbolique, Paris, Editions Fayard, 1991.

BOURDIEU Pierre. La distinction. Critique sociale du jugement, Paris, Minuit, 1979.

BOUQUET Birgitte, « Violences, emploi et santé chez les travailleurs sociaux », in Christophe DEJOURS (dir) Conjurer la violence. Travail, violence et santé. Paris, Payot, 1997, pp. 131-135.

BUTLER Judith. Excitable Speech, New York et London, Routledge, 1997.

BREVIGLIERI Marc et PATTARONI Luca, « Le souci de propriété. Vie privée et déclin du militantisme dans un squat genevois

BROOKS-HIGGINBOTHAN E. Rigtheous Discontent : The Women Movement in the Black Baptist Church, 1880-1920, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1990.

CALVES Anne-Emmanuèle. *« Empowerment » : Généalogie d'un concept clé du discours contemporain sur le développement*, in Tiers Monde. Octobre-décembre 2009, N° 200, pp. 735-749.

CARREL Marion. « Susciter un public local. Habitants et professionnels du transport en confrontation dans un quartier d'habitat social », in BARRIL C., CARREL M., GUERRERO J.-C. et MARQUEZ A. (dir.) Le public en action. Usages et limites de la notion d'espace public en sciences sociales Paris, L'Harmattan, 2003. 384 p.

CASTEL Robert. Las metamorfosis de la cuestión social. Una crónica del asalariado, Buenos Aires, Paidos, 1997.

CEBALLOS Marco. « De la polyphonie autour des plans d'emploi en Argentine. Le cas du « Programme chefs et cheffes de foyer au chômage » » in Penser le politique en

Amérique Latine, Natacha BORGEAUD-GARCIANDIA, Bruno LAUTIER, Ricardo PENAFEL et Ania TIZZIANI (éds.) Karthala, Paris, 2009, 408 p.

CEFAI Daniel. *Type, typicalité, typification. La perspective phénoménologique,* in Bernard FRADIN, Louis QUERE et Jean WIDNER (dirs.), L'enquête sur les catégories, Raisons pratiques/5. Paris, EHESS, 1994.

CERTEAU Michel de. L'invention du quotidien, Tome 1 : Arts de faire, Paris, Gallimard, 1990.

CHAMOUX M-N. *Sociétés avec et sans concept de travail*, Sociologie du travail Hors série vol 36, 1994, pp. 57-71.

CHAMPAGNE Patrick. Faire l'opinion. Le nouveau jeu politique, Paris, Les éditions de Minuit, 1990.

CONATY Pat. Homeopathic finance : equitable capital for social enterprises New Economics Foundation, 2001.

COTTEREAU Alain. *Esprit public et capacité de juger. La stabilisation d'un espace public en France aux lendemains de la Révolution*, in A. COTTEREAU et P. LADRIERE (dirs.) Pouvoir et Légitimité, Raisons pratiques/3. Paris, EHESS, 1992, pp. 239-272.

COTTEREAU Alain. *Théories de l'action et notion de travail. Note sur quelques difficultés et perspectives*, in Sociologie du Travail. Hors série sur « Les énigmes du travail », 1994.

COTTEREAU Alain. *Droit et bon droit. Un droit des ouvriers instauré puis évincé par le droit du travail (France, XIX^e siècle),* in Annales, novembre-décembre 2002, N° 6, pp. 1521-1557.

COTTEREAU Alain, QUERE Louis. *Postface* à BARRIL, C., CARREL, M., GUERRERO, J.-C., MARQUEZ, A. (dir.), Le public en action. Usages et limites de la notion d'espace public en sciences sociales, Paris, L'Harmattan, 2003, pp. 219-240.

COTTEREAU Alain. *Dénis de justice, dénis de réalité : Remarques sur la réalité sociale et sa dénégation,* in P. GRUSON et R. DULONG, L'expérience du déni. Paris, MSH, 1999.

COTTEREAU Alain et QUERE Louis. « Postface », in BARRIL C., CARREL M., GUERRERO J.-C. et MARQUEZ A. (dir.) Le public en action. Usages et limites de la notion d'espace public en sciences sociales Paris, L'Harmattan, 2003, 384 p.

COTTEREAU Alain et MARZOK Mohatar. Une famille andalouse. Ethnocomptabilité d'une économie souterraine, Paris, Bouchene, 2011 [à paraître].

CONEIN B., DODIER, N. et THEVENOT L. (dir). Les objets dans l'action : de la maison au laboratoire, in Raisons Pratiques, N° 4, 1993.

COUSIN Olivier. Quelle place accorder au travail ? L'Homme et la société N°162, L'Harmattan, 2007/1.

COUTANT Isabelle. Politiques du squat, scènes de la vie d'un quartier populaire, Paris, La dispute, 2000.

DEJOURS Christophe. *Pathologie de la communication*, in A. COTTEREAU et P. LADRIERE (dirs.) Pouvoir et légitimité, Raisons pratiques/3, Paris, EHESS, 1992.

DEJOURS Christophe. L'évaluation du travail à l'épreuve du réel, Paris, Editon INRA, 2003.

DEMAZIERE Didier. Le chômage : comment peut-on être chômeur ? Paris, Belin, 2003.

DEMAZIERE Didier. Sociologie des chômeurs, Paris, La Découverte, 2006.

DESCOMBES Vincent. Les institutions du sens, Paris, Ed de Minuit, 1996, p. 222.

DESJEUX Dominique, MONJARET Anne, TAPONIER Sophie. Quand les Français déménagent : circulation des objets domestiques et rituels de mobilité dans la vie quotidienne en France, Paris, Presses Universitaires de France, 1998.

DEWEY John. Logique. La théorie de l'enquête, Paris, PUF, 1993 (1938).

DEWEY John. Le public et ses problèmes. Pau, Publications de l'Université de Pau, Farrago, Ed. Léo Scherrer, 2005 (1927).

Dictionnaire Historique de Langue, Dictionnaires Le Robert, Paris, 1993.

DURAND Jean-Pierre. *Combien y a-t-il de souffrances au travail ?* in Sociologie du travail. 2000, n° 42, pp. 313-322.

DUSSUET Annie et LAUZANAS Jean-Marc. L'économie sociale entre informel et formel, Paradoxes et innovations, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2007.

ELIAS Norbert. La Sociedad Cortesana, México, Fondo de Cultura Económica, 1996.

ELIASOPH Nina. Avoiding politics. How Americans produce apathy on everyday life, Cambridge, Cambridge University Press, 1998.

ELIASOPH Nina. « Publics fragiles. Une ethnographie de la citoyenneté dans la vie associative » in Cefai, D. et Pasquier, D. (dir.), Les sens du public. Publics médiatiques, publics politiques, Paris, PUF, 2003.

ESPING-ANDERSEN G. Les trois mondes de l'État-providence, Paris, PUF, 1999.

ESPING-ANDERSEN G. À Child-Centred Social Investment Strategy, in G. ESPING-ANDERSEN, D. GALLIE, A. HEMERIJCK, J. MYLES (eds), Why We Need a New Welfare State. Oxford, Oxford University Press, 2002, pp ; 26-67.

FRASER Nancy. Qu'est-ce que la justice sociale ? Reconnaissance et redistribution, Paris, La découverte, 2005.

FAVRET-SAADA Jeanne. *Etre affecté,* in Gradhiva. 1990, N°8, pp. 3-9.

FAVRET-SAADA Jeanne. *Weber, les émotions et la religion*, in Terrain. 1994, N° 22, pp. 93-108.

FAVRET-SAADA Jeanne. Les mots, la mort, les sorts, Paris, Gallimard, 1977.

FOX Johnathan. *The Difficult Transition from Clientelism to Citizenship : Lessons from Mexico* in World Politics, Vol. 46, No. 2 (Jan., 1994), pp. 151-184.

FREIRE Paulo. L'Éducation : pratique de la liberté, Paris, Cerf, 1971 [1967].

FREIRE Paulo. Pédagogie des opprimés, Paris, Maspero, 1974 [1969].

FREEMAN Susan T. « Estructuras igualitarias en los sistemas sociales Ibéricos : los contextos de rotación en lo urbano y rural », in PRAT J., MARTINEZ U., CONTRERAS J., MORENO I., Antropologia de los pueblos de España, Madrid, Taurus universitaria, 1991, pp.520-539.

GARABUAU-MOUSSAOUI Isabelle et DESJEUX Dominique, (dir). Objet banal, objet social. Les objets quotidiens comme révélateurs des relations sociales, Paris, L'Harmattan, 2001

GUERIN Isabelle. Femme et Economie solidaire, Paris, La Découverte/M.A.U.S.S, 2003.

GUILHAUMOU Jacques. La Langue politique et le Révolution française, Paris, Meridiens Klincksieck, 1989.

GOFFMAN Erving. La mise en scène de la vie quotidienne, 1, La présentation de soi, Paris, Les éditions de Minuit, 1973.

GOFFMAN Erving. Les cadres de l'expérience, Paris, Les éditions de Minuit, 1991, [1974], 573 p.

GOFFMAN Erving. Stigmate, Paris, Les éditions de Minuit, 2001, [1963], 175 p.

HABERMAS Jurgen. L'espace public trente ans après, in Préface à une nouvelle édition de L'espace public. Paris, Payot, 1993.

HABERMAS Jurgen. Further reflections on the Public Sphere, in C. Calhoun (ed), Habermas and the public sphere. Cambridge (Mass), MIT press, 1992.

HABERMAS Jurgen. Théorie de l'agir communicationnel, Paris, Fayard, 1987 [1981].

HIRATA Helena, KERGOAT Danièle. « Rapports sociaux de sexe et psychopathologie du travail », in C. DEJOURS (Dir.), Plaisir et souffrance dans le travail Séminaire interdisciplinaire de psychopathologie du travail II, *1986-1987,* S. 1 : éd. de l'A.O.C.I.P., 1988, pp. 131-176.

HONNETH Axel. La lutte pour la reconnaissance, Paris, Ed. du Cerf, 2000, 232 p.

HONNETH Axel. *Invisibilité : sur l'épistémologie de la « reconnaissance »*, in Réseaux, 129/130. 2005, pp. 39-57.

JUHEM Philippe. *Entreprendre en politique de l'extrême gauche au PS : La professionnalisation politique des fondateurs de SOS-Racisme*. In Revue Française de Science Politique, vol. 51, Nº 1-2, février-avril 2001, pp. 131 – 153.

KARSENTI Bruno. L'homme total, Paris, PUF, 1997, p. 405.

KELSEN Hans. Théorie générale du droit et de l'État, Dalloz, Paris, 1962.

KERGOAT Danièle. Les ouvrières, Paris, Le Sycomore, 1982, 274 p.

LAACHER Smaïn. Le SEL, une utopie anticapitaliste en pratique, Paris, La dispute, 2003, 171 p.

LACLAU Ernesto, MOUFFE Chantal. Hegemony and Social Strategy, London, Verso, 1985.

LAROUSSE, Grand Larousse Universel, Tome 10, 1995.

LAVILLE Jean-Louis.*Travail : la nouvelle question politique*, in Revue du MAUSS, n° 18, 2/2001 pp. 79-91.

LAVILLE Jean-Louis. *Services aux personnes et sociologie économique pluraliste*, in Revue Française de Sociologie Economique, n° 2, 2/2008 pp. 43-58.

LAVILLE Jean-Louis. *Economie solidaire. Forum sociaux et Unesco*, in Alternatives Economiques, Février 2010. http://alternatives-economiques.fr/blogs/laville/2010/02/10/economie-solidaire-forums-sociaux-et-unesco/#more-18, [consulté en mars 2010].

LAVILLE Jean-Louis. Politique de l'association Paris SEUIL, 2010 p.359.

LAVRIN Asunción. Women, Feminism, and Social Change in Argentina, Chile and Uruguay, 1840-1940, Lincoln, Unuversity of Nebraska Press, 1995, pp. 54-85.

LAZARSFELD Paul, JAHODA Marie, ZEISEL Hans. Les chômeurs de Marienthal, Paris, Minuit, 1981.

LAZARUS Jeanne. Les *pauvres et la consommation*. In Vingtième siècle, n°91, 2006, pp. 136-152.

LE BART Christian et LEFEVRE Rémy. (dir.). La proximité en politique. Usages, rhétoriques, pratiques, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, 2005.

LE MOUEL Jacques. *Le chômage des jeunes : des vécus très différents*, in Sociologie du travail N° 2. 1981.

LEFORT Claude. « La question démocratique », in Le retrait du politique. Vol. Col., Galilée, 1983, pp. 82-84.

LEFORT Claude. L'invention démocratique, Paris, Fayard, 1981.

LEFORT Claude. Les formes de l'histoire. Essais d'anthropologie politique, Paris, Gallimard, 1978.

LEVI Primo. Les naufragés et les rescapés. Quarante ans après Auschwitz, Paris, Gallimard, 1989.

MARQUES PEREIRA Jaime. « Les politiques publiques de lutte contre la pauvreté : consensus, accords sociaux ou compromis politiques ? » in Penser le politique en Amérique Latine Natacha BORGEAUD-GARCIANDIA, Bruno LAUTIER, Ricardo PENAFEL et Ania TIZZIANI (éds.) Karthala, Paris, 2009, 408 p.

MEAD George H. L'esprit de soi et la sociéte, Taduit par Louis Quéré et Daniel Cefaï, Paris, PUF 2006 [1963].

MERTON Robert, « La prédiction créatrice », in Éléments de théorie et de méthode sociologique, [1949] A. Colin, Paris, 1997, 384 p.

METAYER Michel. *Vers une pragmatique de la responsabilité morale*, in Lien social et politiques – La responsabilité : au-delà des engagements et des obligations. RIAC, 46, automne 2001, pp. 19- 30.

PAPERMAN Patricia. *Les gens vulnérables n'ont rien d'exceptionnel*, in Paperman, P., Laugier, S., (éds.), in Raisons Pratiques, Le souci des autres. Éthique et politique du care, n°16, Paris : éditions de l'EHESS. (2006),

PAPERMAN Patricia. *Pour un monde sans pitié*, in *La Revue du M.A.U.S.S.*, n° 38/2, pp.267-283, 2008.

PAUGAM Serge. La disqualification sociale, Paris, PUF, 1991.

PERRET Bernard. Les nouvelles forntières de l'argent, Paris Seuil,1999, 300 p.

PITKIN Hanna. The Concept of Representation, Berkeley et Los Angeles, University of California Press, 1967.

RANCIERE Jacques. Aux bords du politique, Paris, Osiris, 1990.

RICŒUR Paul. Soi même comme un autre, Paris, Seuil, 1990.

RICŒUR Paul. « Le juste entre le légal et le bon » in Esprit, p 5-21, Septembre, 1991.

RYAN Mary P. « Gender and public access : Women's politics in the nineteenth century America », in C. Calhoun (ed), Habermas and the public sphere. Cambridge (Mass) : MIT press, 1992.

RYAN Mary P. Women in public : Between banners and ballots, 1825-1880, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1990.

SALAMA Pierre. Le défi des inégalités, une comparaison économique Asie/Amérique Latine, Paris, La découverte, 2006.

SCHNAPPER Dominique. L'épreuve de chômage, Paris, Gallimard, 1981.

SCHÜTZ Alfred. L'étranger : un essai de psychologie sociale, Pars, Alia, 2003, 77p.

SCHÜTZ Alfred. Eléments de sociologie phénoménologique, Paris, l'Harmattan, 1998.

SCHÜTZ Alfred. Le chercheur et le quotidien. Phénoménologie des sciences sociales, Paris, Méridiens-Klincksieck, 1987, 286 p.

SCHÜTZ Alfred. The Phenomenology of the Social World, (trad. Walsh, G. et Lehnert, F.), Evanston, Northwestern University Press, 1967.

SCHÜTZ Alfred. Collected papers, vol 1 : The problem of social reality, The Hague, Martinus Nijhoff, 1962.

SCHÜTZ Alfred. « Equality and social meaning structure of social world » Collected papers, Studies in social theory, vol 2 : The Hague, Martinus Nijhoff, 1962.

SCHÜTZ Alfred. *The Homecomer*, in American Journal of Sociology, 1945, vol. 50, n° 5, pp. 369-376.

SCOTT Joan. « El género : una categoría útil para el análisis histórico », in Lamas Marta (comp.) ; El Género : la construcción cultural de la diferencia sexual. México ;

Programa Universitario de Estudios de Género, Universidad Nacional Autónoma de México, 1996.

SELIM Monique. Pouvoirs et marchés au Vietnam. Le travail et l'argent. Tome 1 Paris, L'Harmattan, 281.

SEN Amartya. Ethique et économie, Paris PUF, 1993 [1987].

SEN Amartya. Un nouveau modèle économique. Développement, justice, liberté, Paris, Odil Jacob, 2000 [1999] 356 p.

SIMMEL George. « Le problème de la sociologie », in SIMMEL, G., Sociologie. Étude sur les formes de la socialisation. Paris, PUF, 1999 [1908], p. 39-79.

SIMMEL George. Les pauvres. Paris, PUF, 2002 [1908].

STEPHEN Lucie, RYAN COLLIN Josh et BOYLE David. Londres, NEF, 2008.

STROBEL Pierre. Les chômeurs sont-ils responsables de leur sort ? in Lien social et politiques, La responsabilité : au-delà des engagements et des obligations, RIAC Nº 46, automne 2001, pp. 163-170.

TAYLOR Charles. La diversité de l'expérience religieuse aujourd'hui : William James revisité, Québec, Bellarmin 2003.

THALINEAU Alain. L'individu, la famille et l'emploi : esquisse d'une lecture sociologique de la relation d'attachement, Paris, l'Harmattan, 2004, 220 p.

THERY Irène. La distinction de sexe : une nouvelle approche de l'égalité, Paris, O. Jacob, 2007, 676 p.

THERY Irène. Le démariage : justice et vie privée, Paris, O. Jacob, 2001, 469 p.

THIREAU Isabelle, HUA Linshan. Le sens du juste en Chine. En quête d'un nouveau droit du travail, in Annales, 2001, 6, pp. 1283 – 1312.

THOMPSON Edward Palmer. The Moral Economy of the English Crowd in the Eighteen Century, in : Past and Present 50, Oxford, Oxford University Press. 1971, pp. 76-136.

THOMPSON John. Studies in the theory of ideology, Cambridge, Polity Press, 1984.

TOPALOV Christian. Naissance du chômeur : 1980-1910, Paris, Albin Michel, 1994.

TULLY James. *The pen is a mighty sword : Quentin Skinner's analysis of politics*, in Meaning and context, Tully ed. Cambridge, Polity Press, 1988.

VIDAL Dominique. La politique au quartier. Rapports sociaux et citoyenneté à Recife, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 1998

VIDAL Dominique. « Le respect : catégorie du social, catégorie du politique dans une favela de Recife » in Cultures & Conflits n°35, 1999, pp. 195-124.

VIDAL Dominique. « Entrer pauvre dans la vie adulte à Recife » in Lusotopie, 2003, pp. 11-31.

VIDAL Dominique. Les bonnes de Rio. Emploi domestique et société démocratique au Brésil. Villeneuve d'Ascq – France, Presses Universitaires du Septentrion, 2007.

WALZER Michel. La révolution des Saints, Paris, 1987, [1965], 409 p.

WALZER Michel. Sphères de justice. Une défense du pluralisme et de l'égalité, Paris, Seuil, La couleur des idées, 1997.

WETHERELL Margaret. *Themes in Discourse Research : The Case of Diana*, in Discourse Theory and Practice. London, Sage, 2001.

ŽIZEK Slavoj. The sublime object of ideology, London, Verso, 1989.

III. BIBLIOGRAPHIE SUR L'ACTION COLLECTIVE

BLEIL Susana. Engagement corps et âmes. Vies et luttes des Sans terre dans le Sud du Brésil. Thèse EHESS, 18 mai 2009.

BOLTANSKI Luc. [avec Y Darré et M.-A. Schiltz], « La dénonciation », in Actes de la recherche en sciences sociales, 1984, N° 51, pp. 3-40

CEFAÏ Daniel. Pourquoi se mobilise-t-on ? Les théories de l'action collective, Paris, La Découverte-M.A.U.S.S., 2007, p. 731.

CEFAÏ Daniel. « La construction des problèmes publics », in Réseaux, 1996, n° 75, p. 43-66.

COHEN Valérie. Trajectoires sociales de chômeurs mobilisés : parcours ordinaires et expériences inattendues, Congrès de l'AFS, 14-17 avril 2009.

COTTEREAU Alain. *L'action collective locale et l'espace public : Des outils pour une approche analytique (et non pas normative)* in Atelier L'action collective à l'échelle locale au Magreb, Paris, EHESS, 2005, 13p.

CUNHA COMERFOD John. Fazendo a Luta, NAUP, Relume-Dumara, 1999.

DEMAZIERE, D. *Des chômeurs sans représentation collective : une fatalité ?*, in Esprit, n° 10, novembre 1996.

DEMAZIERE, D. et M-T. PIGNONI, Chômeurs : du silence à la révolte, Paris, Hachette Littératures, 1999. 261p.

DEMAZIERE, Didier. *Les actions collectives de chômeurs, une réinvention du chômage*, Ceras - revue Projet n°262, Juin 2000. URL : http://www.ceras-projet.com/index.php?id=2051. [consulté en février 2002]

DESCOMBES Vincent. *L'action*, in Notions de Philosophie II, volume II, sous la direction de Denis Kambouchner, Paris, Gallimard, 1995.

FASSIN Didier. L'empire du traumatisme. Enquête sur la condition de victime, Paris, Flamarion, 2007.

FILLIEULE Olivier. Conscience politique, persuasion et mobilisation des engagements. L'exemple du syndicat des chômeurs, 1983-1989, in Olivier Fillieule, Sociologie de la protestation, Paris, L'Harmattan, 1993.

FORNI Floreal, CARDENAS Luis. *Formas de acción colectiva en un proceso de desarrollo local espontáneo. El surgimiento de Barrios en Cuartel V* in Forni, Floreal, De la exclusión a la Organización, Hacia la integración de los pobres en los nuevos barrios del conurbano bonaerense, Buenos Aires, Ed. CICCUS, 2002.

FAULK Karen Ann. «'If they touch one of us, they touch all of us'. Cooperativisme as counterlogic of neoliberal capitalisme ». Pp. 579-614

FRENCH John D. et JAMES Daniel. *Women's factory Labor, Gender, Ideology and Necessity* in The Gendered worlds of Latin American WomenWorkers, John D. FFRENCH et Daniel JAMES, eds. Durham and London, Duke University Press, 1997.

GALLAND Olivier, LOUIS Marie-Victoire. *Chômage et action collective*, in Sociologie du travail, n°2, 1981.

GRIMSON Alejandro, CERRUTI Marcela. *Buenos Aires, neoliberalismo y después. Cambios socioeconómicos y respuestas populares*, in Portes, Roberts y Grimson (eds), Ciudades Latinoamericanas, Buenos Aires, Prometeo, 2005, pp.128 – 134.

GRIMSON Alejandro, PEREYRA Sebastián. « La question (trans)nationale dans l'analyse d'expériences d'action collective ». In HERNANDEZ V., OULD-AHMED P., PAPAIL J., PHELINAS P., (dirs.) ; L'action collective à l'épreuve de la globalisation, Paris, L'Harmattan, 2007, pp. 81-102.

JELIN Elizabeth. « À propos du global et du local : les mouvements sociaux et l'action collective. s du global et du local : les mouvements sociaux et l'action collective ». In HERNANDEZ V., OULD-AHMED P., PAPAIL J., PHELINAS P., (dirs.) ; L'action collective à l'épreuve de la globalisation, Paris, L'Harmattan, 2007, pp. 103-110.

JELIN Elizabeth. *Otros Silencios, otras voces : el tiempo de la democratización en la Argentina* in Fernando Calderón Los movimientos sociales ante la crisis, Buenos Aires, Universidad de las Naciones Unidas, 1986.

MAURER Sophie. Les chômeurs en action (décembre 1997- mars 1998), Mobilisations collectives et ressources compensatoires, Paris, L'Harmattan, 2001.

MELUCCI Alberto. *Asumir un compromiso : identidad y movilización en los movimientos sociales*, in Zona abierta, Madrid, 69, 1994.

MAC CARTHY John D. et ZALD Mayer N., The Trend of Social Mouvements in America : Professionalization and Resource Mobilization, Morristown, General Learning Press, 1973.

NEFFA Julio (coord.), PANIGO Demian, PÉREZ Pablo, GINER Valeria. *Actividad, empleo y desempleo : conceptos y definiciones*, CEIL-PIETTE/CONICET, Miño y Davila, 2005, 160 p.

NEVEU Eric. Sociologie des mouvements sociaux, Paris, La découverte, 2002.

NORVAL Areta. *Frontiers in question*, in 2 Acta Philosophica, 1995.

OLSON Mancour. Logique de l'action collective. Préface de Raymond Boudon, PUF, 1978 [1971].

PIGNONI Maria-Teresa. *Silence, on chôme !* in Informations sociales, 1984, n°37.

PARFIT Derek. Reasons and persons, Oxford, Clarendon Press, 1984.

PROST Antoine. *Résistance et société*, in Le mouvement social, juillet- septembre 1997, Nº180.

SIMEANT Jeanne. La cause des sans-papiers, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1998.

SOMMIER Isabelle. Les nouveaux mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation, Paris, Flammarion, 2001.

TARROW Sydney. *Ciclos de protesta* in Zona Abierta, 1991, Nº 56.

TARROW Sidney. Democracy and Disorder, Protest and Politics in Italy 1965-1975, Oxford, Clarendon Press, 1989.

TAYLOR Verta. « La continuité des mouvements sociaux. La mise en veille du mouvement des femmes », in Olivier Fillieule (dir.), Le désengagement militant, Paris, Belin, 2005, p.

TILLY Charles. La France conteste de 1600 à nos jours, Paris, Fayard, 1986.

TILLY Charles. *Introduction,* in TILLY, L. et TILLY Charles, (editeurs) Class Conflict and Collective Action, Londres, Sage, 1981.

TILLY Charles. *Action collective et mobilisation individuelle*, in Sur l'individualisme, Jean Leca et Pierre Birnbaun (dirs), Paris, Sciences Po, 1er ed. 1986, pp. 214- 243.

TOURAINE Alain. Le retour de l'acteur, Paris, Fayar, 1983.

VEYNE Paul. Le pain et le cirque, Paris, Seuil, 1995.

VEILLON Dominique, SAINCLIVER Jacqueline. *Quelle différence entre réseaux, mouvements et maquis ?* in Le movement social, juillet- septembre 1997, Nº180.

VERON Eliseo, SIGAL Silvia. Perón o muerte. Los fundamentos discursivos del fenómeno peronista, Buenos Aires, Eudeba, 2003.

VERON Eliseo. La sémiosis sociale. Fragments d'une théorie de la discursivité, Presses Universitaires de Vincennes, 1987, 230 p.

VERON Eliseo. *La sémiosis et son monde,* in Langages, 14e année, 1978, N° 58, pp. 61-74.

VIDAL Hernán. *La Frontera Después del Ajuste. De la Producción de soberanía a la producción de ciudadanía en Río Turbio*, in Cuadernos para el debate Nº 1, Buenos Aires, IDES, 1998.

VIDAL Dominique. La politique au quartier. Rapports sociaux et cioyenneté à Recife, Paris, MSH, 1999, 234 p.

WALZER Michel. La révolution des Saints. Ethique protestante et radicalisme politique, Paris, Belin, 1987 [1965], 409 p.

IV. BIBLIOGRAPHIE SUR LE CLIENTELISME

ALMOND Gabriel, BINGHAM POWELL G. Jr. Comparative Politics : A Developmental Approach, Boston, Little Brown, 1966.

AUYERO Javier. Características del Clientelismo, in *Revista Sociedad.* 1996, Nº 8- UBA, pp.41-50.

AUYERO Javier. The Logic of Clientelism in Argentina : An ethnographic account, in *Latin America Research Review. 2000, vol. 35,* Nº 3, pp. 55 – 81.

AUYERO Javier. La Política de los pobres. Las prácticas clientelistas del peronismo, Buenos Aires, Manantial, 2001.

BRIQUET Jean-Louis. *La politique clientélaire. Clientélisme et processus politiques* in Jean-Louis Briquet et Frédéric Sawicki, Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines. Paris, PUF, 1998.

CAMPOS Martin. La política social en el periodo 1915-1931, III Jornadas nacionales de políticas sociales en perspectiva histórica, UNGS-CEDES, Argentina. Papier.

EISENSTADT Shumel, RONIGER Luis. Patrons, clients and friends, Cambridge, Cambridge University Press, 1984.

GELLNER Ernest. *Patrons & Client*s, in Patrons and Clients in Mediterranean Societies, Gellner, E et Waterbury, J. (eds.). London, Duckworth, 1977.

GERVASONI Carlos. "El impacto electoral de las politicas de estabilizacion y reforma estructural en América Latina." Journal of Latin American Affairs,1995, 3 no. 1 : 46-50.

GIBSON Edward L. et CALVO Ernesto. Federalism and Low-Maintenance Constituencies : Territorial Dimensions of Economic Reform in Argentina Studies in Comparative International Development 35, 2000 no. 3 : 32-55.

GIORAND Camille. *Clientélisme et politisation populaire à Rio de Janeiro,* in Jean-Louis Briquet et Frédéric Sawicki, Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines. Paris, PUF, 1998, pp. 111-144.

GUNES-AYATA Ayse. *Clientelism : Premodern, Modern, Postmodern* in Güneş-Ayata, A. et Roniger, L. (eds.) Democracy Clientelism and Civil Society. Londres, Lynne Reinner, 1994.

GONZALES ALCANTUD José A. *Jerarquía versus igualdad: El clientelismo político mediterráneo desde la antropología,* in Robles Egea A. (comp.), Política en penumbra. Patronazgo y clientelismo políticos en la España contemporánea. Madrid, Siglo XXI, 1996.

LEMARCHAND René, LEGG Keith. Political Clientelism and Development: A Preliminary Analysis, in Comparative Politics. Jan. 1972, vol. 4, No. 2 pp. 149-178.

LEVITSKY Steven. Transforming Labor-Based Parties in Latin America : Argentine Peronism in Comparative Perspective, New York : Cambridge University Press, 2003.

MAINWARING Scott P. Rethinking Party Systems in the Third Wave of Democratization : The Case of Brazil, Stanford, CA : Stanford University Press, 1999.

MARIN Manuel. Clientélisme et domination politique en Espagne. Catalogne, fin du XIX^e^ siècle, Paris, L'Harmattan, 2006, 213 p.

POWELL John D. « Peasant Society and Clientelist Politics », in The American Political Science Review, Jun. 1970, vol. 64, No. 2, pp. 411-425.

PIATTONI Simona. *Clientelism in historical and comparative perspective,* in Clientelism, intrests, and democratic representation. The european experience in historical and comparative perspective, Simona Piattoni (ed). Cambridge, Cambridge University Press, 2001.

RONIGER Luis. *Clientelism & Civil Society*, in GUNES-AYATA, A. et RONIGER, L. (eds.) Democracy Clientelism and Civil Society, London, Lynne Reinner, 1994.

RONIGER Luis. « Political Clientelism, Democracy, and Market Economy », in Comparative Politics, avril 2004, vol. 36, N° 3, pp. 353-375.

ROUQUIE Alain. *L'analyse des élections non concurrentielles : contrôle clientéliste et situations autoritaires*, in Des élections pas comme les autres, Guy Hermet, Alain Rouquié et Juan Linz. Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1978, pp. 59-100.

ROTH Guenther. « Personal Rulership, Patrimonialism, and Empire-building in the New States », in World Politics, 20, Janvier 1968, pp. 190-224.

SCOTT James. *Patronge or exploitation ?* in Patrons and Clients in Mediterranean Societies, Gellner, E et Waterbury, J. (eds.). Londres, Duckworth, 1977.

SCHMIDT Steffen. Friend, followers and Factions, Berkeley, University of California Press, 1977.

WHYTE William Foote. Street Corner Society. La structure sociale d'un quartier italo-américain, Paris, La Découverte, 1995.

V. BIBLIOGRAPHIE SUR L'ARGENTINE ET LE CAS DE *PIQUETEROS*

AGUILAR María Angela et VAZQUEZ Estela. *De YPF a La Ruta : Un Acercamiento a Tartagal*, in Trabajo y Población En El Noroeste Argentino. Editores : Marta Panaia, Susana Aparicio, y Carlos Zurita. Buenos Aires, Editorial La Colmena, 2000, pp. 327-45.

AGUIRRE Patricia. *Patrón alimentario, estrategias de consumo e identidad en la Argentina*, in ALVAREZ Marcelo, PINOTTTI Luisa Virginia (comps) Procesos socioculturales y alimentación, Buenos Aires, Ediciones del Sol, 1997, pp. 161-187.

ALTHABE Gérard. *Détour par Buenos Aires,* in ALTHABE, G. et SELIM, M., Démarches ethnologiques au présent, Paris et Montréal, L'Harmattan, 1998, pp. 159- 227.

ANDRENACCI Luciano (comp.). Problemas de política social en la Argentina contemporánea, Buenos Aires, Prometeo, 2005, 337 p.

AUYERO Javier. *Contestation et patronage : intersections et interactions au microscope*, in Revue internationale de politique comparée, 2010/2, Vol. 17.

AUYERO Javier. *L'espace des luttes. Topographie des mobilisations collectives*, in Actes de la recherche en sciences sociales, 2005/5, n° 160.

AUYERO Javier. *Fuego y barricadas. Retratos de la beligerancia popular en la Argentina democrática*, in *Nueva Sociedad* Venezuela, 179, mai-juin 2002.

AUYERO Javier. *La vida en un piquete. Biografía y protesta en el sur argentino*, in Apuntes de Investigación. Buenos Aires, Nº 8, año 6, 2000.

BATTISTINI Osvaldo (coord.). La atmósfera incandescente, Buenos Aires, Trabajo y Sociedad, 2002.

BAYÓN Cristina et SARAVÍ Gonzalo. *Vulnerabilidad social en la Argentina de los años noventa: impactos de la crisis en el Gran Buenos Aires*. In KAZTMAN, Rubén et Guillermo WORMALD (coord.) Trabajo y ciudadanía. Los cambiantes rostros de la integración y exclusión social en cuatro áreas metropolitanas de América Latina. CEBCA, Montevideo 2002.

BECCARIA Luis et al. Sociedad y sociabilidad en la Argentina de los 90, Buenos Aires : UNGS-Biblos, 2002.

BECCARIA Luis et LOPEZ Néstor. Sin trabajo. Las características del desempleo y sus efectos en la sociedad argentina, Buenos Aires, ed. Losada, 1996.

BECCARIA Luis et Mauricio, Roxana, « La inestabilidad laboral en el Gran Buenos Aires ». El trimestre Economico, juillet-septembre de 2004, vol. 71 (3), N° 283, 535-573.

BOUSQUET Jean-Pierre. Las locas de la plaza de mayo. Buenos Aires, El cid editor, 1994, p. 222.

BOYER Robert et NEFFA Julio C. (coords.). La economía Argentina y su crisis (1976-2001) : visiones institucionalistas y regulacionistas. Miño y Davila, CDC, Buenos Aires, CEIL-PIETTE CONOCET, 2004.

BRUSCO Valeria, NAZARENO Marcelo et STOKES, Susan C. "Ingreso, región y la calidad de la democracia en la Argentina", in Democracia local, Samuel Amaral et Susan C. Stokes (eds.), Buenos Aires, Editorial de la Universidad Nacional de Tres de Febrero, 2005.

CELS, Informe 2001, Buenos Aires, Eudeba, 2001.

CELS, Informe 2003, Buenos Aires, Eudeba, 2003.

CELS, Informe 2005, Buenos Aires, Eudeba, 2005.

CHEBEZ Víctor, ROBIN Silvia, FORD Alberto, GUBERMAN Lucio. « Programas de empleo transitorio. Percepciones de beneficiarios del programa Trabajar en el Gran Rosario y el Gran Santa Fe », 1er Congreso Internacional "Pobres y Pobreza en la Sociedad Argentina", Universidad Nacional de Quilmes – Argentina, novembre 1997.

CHESNAIS François, DIVES Jean-Philippe. ¡ Que se vayan todos ! : Le peuple d'Argentine se soulève, Paris, Nautilus, 2002, 230 p.

Colectivo Situaciones. El MTD de Solano, Buenos Aires, Borradores, 2001.

Colectivo Situaciones. 19 y 20. Apuntes para el nuevo protagonismo social, Buenos Aires, Ediciones de Mano en Mano, 2002.

COSTALLAT Karina. Efectos de las privatizaciones y la relación estado-sociedad en la instancia provincial y local : el caso Cutral Co-Plaza Huincul, Buenos Aires, AAG-CEPAS, 1997.

COUSO Claudia. Perspectivas y puntos de vista de los integrantes de los Movimientos de Desocupados del Gran Buenos Aires (2002-2004), Tesis de Magister Scientae en Metodología de la Investigación de la Universidad Nacional de Entre Ríos, 2006.

CRAVINO María Cristina. *Los asentamientos del Gran Buenos Aires. Reivindicaciones y contradicciones*, in NEUFELD, María Rosa et al., Antropología social y política. Hegemonía y poder : el mundo en movimiento. Buenos Aires, EUDEBA, 1999.

CROSS Cecilia et MONTES CATO Juan. *Crisis de representación e identidades colectivas en los sectores populares*, in BATTISTINI, O. (coord.), La atmósfera incandescente. Buenos Aires, Ed. Trabajo y Sociedad, 2002.

D'AMICO Maria V. *Ni punteros ni piqueteros. Notas acerca de los modos de organización de los sectores populares urbanos atravesados por políticas de planes de empleo* 2009, in VIII Reunión de Antropología del Mercosur (RAM)- "Diversidad y poder en América Latina", Buenos Aires, Argentina, du 29 septembre au 2 octobre 2009, 23 p.

DANG Ai-Thu et LETABLIER Marie-Thérèse. « Citoyenneté sociale et reconnaissance du « care » : nouveaux défis pour les politiques sociales » in CEE Document de Travail N° 108, 2008, 28 p. http://www.cee-recherche.fr [Consulté en janvier 2009].

DELAMATA Gabriela. Los barrios desbordados. Las organizaciones de desocupados del Gran Buenos Aires, Buenos Aires : Libros del Rojas, UBA, Eudeba, 2004.

DE RIZ Liliana et PORTANTIERO Juan Carlos. *Aportes para el desarrollo humano en Argentina/2002*, Buenos Aires, PNUD, 2002, 314 p.

DELICH Francisco. La crisis en la crisis, Buenos Aires, EUDEBA, 2002.

DI LEO Pablo. *Plan Jefes y Jefas de Hogar Desocupados" y régimen social de acumulación neoliberal: una aproximación a sus articulaciones político-simbólicas y estructurales*. In Instituto de Estudios y Formación de la Central de Trabajadores Argentinos (IDEF/CTA), Buenos Aires, 2003. www.cta.org.ar/instituto/politsocial/, [Consulté en août 2004]

DI MARCO Graciela et PALOMINO Héctor. (comp.).Reflexiones sobre los movimientos sociales en la Argentina, Buenos ires, 2004, 152p.

DI MARCO Graciela. *Justice sociale et droits liés au genre*, Revue internationale des sciences sociales, n° 191, p. 51-64, 2007

DORFMAN Adolfo. Cincuenta años de industrialización argentina, 1930-1980, Buenos Aires, Ed. Solar, 1983.

ECHEVERRIA V, Pedro. *Los desempleados piqueteros argentinos*, in Rebelion, Buenos Aires 2002, www.rebelion.org, [Consulté en mars 2002].

EQUIS. Informe sobre pobreza en el Conurbano bonaerense, Mimeo, août 2004.

FARINETTI Marina. *¿Qué queda del "movimiento obrero"? Las formas del reclamo laboral en la nueva democracia argentina*, in Trabajo y Sociedad. Indagaciones sobre el empleo, la cultura y las prácticas políticas en sociedades segmentadas Nº 1, vol. I, Santiago del Estero-Argentina, junio-septiembre de 1999.

FAVARO Orietta, BUCCIARELLI Mario, et IUORNO Graciela. *La Conflictividad Social En Neuquén. El Movimiento Cutralquense y Los Nuevos Sujetos Sociales*. Realidad Económica Nº 148, mai-juin 1997, pp. 13-27.

FEIJOO Maria del Carmen with NARI Marcela Alejandra. *Women and Democracy in Argentina,* in Jane S. Jaquette The Women's movement in Latin America, Participation and Democracy. Oxford, Westview Press, 1994.

FREEMAN Susan T., « Estructuras igualitarias en los sistemas sociales Ibéricos : los contextos de rotación en lo urbano y rural », in Prat J., Martinez U., Contreras J., Moreno I., Antropologia de los pueblos de España, Madrid, Taurus universitaria, 1991, pp.520-539.

GABRINETTI Mariana Andrea. Análisis del impacto subjetivo de los planes de empleo en la población beneficiaria. Estudio de caso, La Plata, Tesis UNLP, 2005.

GABRINETTI Mariana Andrea. Análisis del impacto subjetivo de los planes de empleo en la población beneficiaria. Estudio de caso, in VI Congreso ASSET. Los Trabajadores y el trabajo en la crisis. Buenos Aires, 2003.

GERMANI Gino. Política y sociedad en una época en transición, Buenos Aires, Paidós, 1962.

GERMANI Gino. « Las transformaciones del peronismo », in Desarrollo Económico, n° 51, vol. 13, Buenos Aires, octobre-décembre 1973.

GODIO Julio. Las políticas laborales de los organismos multi-bilaterales de crédito y su impacto en las relaciones laborales en América Latina, Instituto del Mundo del Trabajo, août 2002. En internet : www.fes.org.ar/paginas/publicaciones/socio-laboral/PAPER % 20JULIO % 20GODIO. Doc [consulté en août 2004]

GOLBERT Laura. La pobreza Argentina : Un problema distributivo. Centro Interdisciplinario para el Estudio de las Políticas Publicas, DT N° 43, Buenos Aires, CIEPP, 2003.

GONZALEZ Bombal Inés. Los vecinazos. Las protestas barriales en el gran Buenos Aires, 1982-83. Colección Hombre y Sociedad, Nº 14, Buenos Aires, Ediciones del IDES, 1988, 108p.

GONZALEZ Bombal Inés. *Sociabilidad en clases medias en descenso : experiencias en el trueque,* in BECCARIA, Luis et al ; Sociedad y sociabilidad en la Argentina de los 90. Buenos Aires, UNGS- Biblos, 2002.

GRASSI Estela. Políticas y problemas sociales en la sociedad neoliberal : la otra década infame I, Buenos Aires, Espacio, 2003-2004, 2 vol. (328, 244 p.)

GRASSI Estela. "Procesos político-culturales en torno al trabajo. Acerca de la problematización de la cuestión social en la década del `90 y el sentido de las "soluciones propuestas", Revista Sociedad, Nº 16, Facultad de Ciencias Sociales 2000.

GRIMSON Alejandro, KESSLER Gabriel. On Argentina and the southern cone : Neoliberalism and national imaginations, New York, Routledge, 2005, 221 p.

GRIMSON Alejandro. Conflictos globales voces locales, Buenos Aires, Prometeo, 2008.

HERNANDEZ Valeria. Entrepreneurs sans terre et « pasteurs de la connaissance » : une nouvelle bourgoisie rurale » in HERNANDEZ V., et al. (dir) Turbulences monétaires et sociales. L'amérique latine dans une perspective comparée, Paris, L'Harmattan, 2007. 401 p.

HILLCOAT Guillermo. « Hétérodoxie et orthodoxie dans les politiques de stabilisation en Argentine : de l'échec monétariste au plan Cavallo ». In COLLIN-DELAVAUD, Anne ; NEFFA, Julio César (coord.). L'Argentine à l'aube du troisième millénaire. Paris : Ed. de l'IHEAL, 1994, 99-120.

INDEC-MTEySS-BM, La informalidad laboral en el Gran Buenos Aires, 2006.

INSUA Mirna et RIUS Pía. « Participacion de los Padres en la escuela », E. Tenti (dir.) *UNICEF – GADIS,* Mémoire interne Unicef-Gadis, 1999.

IñIGO CARRERA Nicolás et COTARELO María Celia. *Reestructuración productivas y formas de protesta social en la Argentina,* in Raúl De la Garza Toledo Ed., Restructuración Productiva, Mercado de Trabajo y sindicatos en America Latina, CLACSO. En internet : http://www.clacso.org/trabajo2/3.pdf, 27-08-00.

ISMAN, Raúl. Los piquetes de la Matanza. De la aparición del movimiento social a la construcción de la unidad popular, Buenos Aires, Ediciones Nuevos Tiempos, 2004.

JAMES Daniel. Resistencia e integración. El peronismo y la clase trabajadora argentina 1946-1976, Buenos Aires, Sudamericana, 1990.

JAMES Daniel. Doña María : historia de vida, memoria e identidad política, Buenos Aires, Manantial, 2004, 291 p.

JELIN Elizabeth. *Otros Silencios, otras voces : el tiempo de la democratización en la Argentina,* in Fernando Calderón Los movimientos sociales ante la crisis. Buenos Aires, Universidad de las Naciones Unidas, 1986.

KESSLER Gabriel et GAYOL Sandra (éd). Violencias, delitos y justicias en la Argentina, Buenos Aires, Manantial, 2002, 385 p.

KESSLER Gabriel. In BECCARIA Luis et LOPEZ Néstor, Sin trabajo. Las características del desempleo y sus efectos en la sociedad argentina. Buenos Aires, ed. Losada, 1996.

KESSLER Gabriel. *L'expérience de paupérisation de la classe moyenne argentine*, in Culture et Conflit, N 35. 1999, p. 71-93.

KLACHKO Paula. *La conflictividad social en la Argentina de los '90. El caso de las localidades petroleras de Cutral Có y Plaza Huincul, 1996-1997*, in LEVY Bettina (comp.). Crisis y conflicto en el capitalismo latinoamericano : lecturas políticas. Buenos Aires, CLACSO, 2002.

KOHAN Anbal. À las Calles ! Una Historia de los movimientos piqueteros y *caceroleros* de los 90 al 2002, Buenos Aires, Coihue, 2002.

LAUFER Rubén et SPIGUEL Claudio. *Las « puebladas » argentinas a partir del « santiagazo » de 1993*, in Lucha popular Democracia y neo-liberalismo : protesta popular en América Latina en los años del ajuste, Margarita Lopez Maya (Ed). Venezuela, Nueva Sociedad, 1999.

LENGUITA Paula. Los desafíos teóricos de la « identidad *piquetera* », CEIL – PIETTE-CONICET, 2002.

LEVITSKY Steven. « Crisis, adaptación partidaria y estabilidad del régimen en la Argentina : 1989-1995», n° 6, Revista de Ciencias Sociales, Universidad Nacional de Quilmes, septembre 1997, p. 85-131.

LEVITSKY Steven. Transforming labor-based parties in Latin America : Argentine Peronism in comparative perspective, New York, Cambridge University Press, 2003.

LLACH Juan J. « Estructura ocupacional y dinámica del desempleo en la Argentina : Sus peculiaridades. 1947-1970 », in Desarrollo económico, N° 68, vol. 17, janvier-mars 1978.

LOBATO Mirta et SURIANO Juan. La protesta social en Argentina, Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica, 2003.

LOPEZ ECHAGUE Hernán. La política está en otra parte, Buenos Aires, Norma, 2002.

LO VUOLO Rubén M. « L'apparente rénovation des politiques sociales en Amérique Latine » in Penser le politique en Amérique Latine Natacha BORGEAUD-

GARCIANDIA, Bruno LAUTIER, Ricardo PENAFEL et Ania TIZZIANI (éds.) Karthala, Paris, 2009, 408 p.

LUZZI Mariana. Réinventer le marché ? Les clubs de troc face à la crise en Argentine, Paris, L'Harmattan, 2005.

MALLIMACI Fortunato et GRAFFIGNA María Luisa. *Constitución de redes y movimientos sociales solidarios como estrategia de satisfacción de necesidades*, in FORNI Floreal, De la exclusión a la Organización, Hacia la integración de los pobres en los nuevos barrios del conurbano bonaerense. Buenos Aires, Ed. CICCUS, 2002.

MANERO Edgardo. *Argentine : Chronique de morts annoncées*, in Observatorio Argentino, 2003. www.argentinaobs.org.

MANZANO Virginia. « *Piquetes » y acción estatal en Argentina : Un análisis etnográfico de la configuración de procesos políticos*, in GRIMBERG Mabel, FERNANDEZ ALVAREZ María, CARVALHO ROSA Marcelo (eds.), Estado y movimientos sociales : estudios etnográficos en Argentina y Brasil. Buenos Aires, Antropofagia, 2009, 208 p.

MARGHERITIS Ana, Ajuste y reforma en Argentina 1989-1995 : la economía política de las privatizaciones, Buenos Aires, Nuevo hacer, 1999, 358 p.

MASSEO Miguel. Piqueteros : Notas para una tipología, Buenos Aires, Fundación de Investigaciones Sociales y Políticas, Manuel Suárez Editor, 2004.

McGUIRE James W. 1996, *Strikes in Argentina: Data sources and recent trends,* in Latin American Research Review, 31, N° 3, 127-150.

MERKLEN Denis. *Vivir en los márgenes : la lógica del cazador. Notas sobre la sociabilidad y cultura en los asentamientos del Gran Buenos Aires hacia fines de los 90*, in SVAMPA Maristella (ed.), Desde abajo. La transformación de las identidades sociales. Buenos Aires, Biblos, 2000.

MERKLEN Denis. Inscription territoriale et action collective : les occupations illégales de terres urbaines depuis les années 1980 en Argentine, Thèse Doctorale, EHESS, 2000.

MERKLEN Denis. Pobres ciudadanos, Buenos Aires, Gorla, 2005, 224 p

METAYER Michel. « Vers une pragmatique de la responsabilité morale », in Lien social et politique -RIAC, 46, automne 2001, pp. 19-30.

MTD Aníbal Verón. Darío y Maxi : Dignidad Piquetera, Buenos Aires, Ediciones 26 de Junio, 2003. www.inventati.org/mtd/libro. [Consulté en décembre 2003]

MURMIS Miguel et PORTANTIERO Juan Carlos. Estudio sobre los orígenes del peronismo, Buenos Aires, Siglo XXI, 2004.

MURMIS Miguel. « À propos des transformations dans la production et le monde du travail, in HERNANDEZ V., OULD-AHMED P., PAPAIL J., PHELINAS P., (dirs.) ; Turbulences monétaires et sociales. L'Amérique Latine dans une perspective comparée, Paris, L'Harmattan, 2007, pp. 395-401.

NEFFA Julio César (coord.), PANIGO Demian, PEREZ Pablo, GINER Valeria. *Actividad, empleo y desempleo : conceptos y definiciones*, CEIL-PIETTE/CONICET, Miño y Davila, 2005, 160 p.

NEIBURG Federico. Los intelectuales y la invención del peronismo : Estudios de antropologia social y cultural, Buenos Aires, Alianza, 1998, 290 p.

O'DONNEL Guillermo. *Repenser la théorie démocratique : Perspectives Latino-Américaines* in Revue Internationale de Politique Comparée, Vol ; 8, N° 2, 2001, pp. 199-224.

OULD-AHMED Pepita. « Les formes du politique dans les « clubs de troc » en Argentine » in Penser le politique en Amérique Latine Natacha BORGEAUD-GARCIANDIA, Bruno LAUTIER, Ricardo PENAFEL et Ania TIZZIANI (éds.) Karthala, Paris, 2009, 408 p.

OVIEDO Luis. Una historia del Movimiento Piquetero. De las primeras Coordinadoras a las Asambleas Nacionales, Buenos Aires, Ediciones Rumbo, 2001.

PACHECO Mariano. *Del piquete al movimiento*, Buenos Aires, FISyP, 2004. Site internet : http://fisyp.rcc.com.ar/11.Piqueteros.pdf

PALERMO Vicente. Neuquén : la creación de una sociedad, Buenos Aires, CEAL, 1988.

PALOMINO Héctor. « Las experiencias actuales de autogestión en Argentina », Nueva Sociedad, N° 184, mars-avril 2003, pp. 115-128.

PANIGO Demian et al., *Evaluación de los indicadores económico-financieros de la Pcia. de Buenos Aires y las restantes Provincias Argentinas en los 90.* Informe Final 2002, mimeo.

PANIGO Demian T. et TORIJA ZANE Edgardo. *Una revisión de las crisis económicas argentinas desde la teoría de la regulación*, in BOYER Robert et NEFFA Julio César (coords.), La economía Argentina y su crisis (1976-2001) : visiones institucionalistas y regulacionistas. Buenos Aires, Miño y Davila, CDC, CEIL-PIETTE CONICET, 2004, 761p.

PEREYRA Sebastian. « ¿Cuál es el legado del movmiento de derechos humanos? El problema de la impunidad u los reclamos de justicia en los 1990 » in SCHUSTER F. et al. (coord.) Tomar la palabra. Estudios sobre protesta social y acción colectiva en la Argentina contemporanea. Buenos Aires, Prometeo, 2005.

PEREZ Pablo E. La inserción ocupacional de los jóvenes en un contexto de desempleo masivo. El caso argentino entre 1995 y 2003, Buenos Aires, Miño y Davila, CDC, CEIL-PIETTE/Trabajo y Sociedad CONICET, 2008, 252 p.

PNUD, *Human Developement Repport*, 1994.

PORTES Alejandro et HOFFMAN Kelly. *Las estructuras de clase en América Latina : composición y cambios durante la época neoliberal*, Serie políticas sociales, N 68, Santiago de Chile, CEPAL-ECLAC, Mai 2003, 51p

QUATROCCHI-WOISSON Diana. « Un pays laboratoire », in QUATROCCHI-WOISSON Diana (Dir.), Argentine : Enjeux et racines d'une société en crise. Paris, Tiempo Editions – Le Félin Kiron, 2003.

QUIROS Julieta. *Ser piquetero, estar con los piqueteros. Hacia una etnografía descentrada de los movimientos como objeto de análisis*, in GRIMBERG Mabel, FERNANDEZ ALVAREZ María, CARVALHO ROSA Marcelo (eds.), Estado y movimientos sociales : estudios etnográficos en Argentina y Brasil. Buenos Aires, Antropofagia, 2009, 208 p.

RAGGIO, Liliana (2003), « Evaluación de programas sociales desde una perspectiva cualitativa », in Entre el Trabajo y la política, Javier LINDENBOIM et Claudia DANANI (coord.) Ed. Biblos, Buenos Aires.

RAUBER Isabel. *Piquetes y piqueteros en la Argentina de la crisis*, 2002, 34 p. En Internet : http://www.rebelion.org/docs/4859.pdf

RETAMOZO Martin. « Los « piqueteros » : trabajo, subjetividad y acción colectiva en el movimiento de desocupados en Argentina », in América Latina Hoy, vol. 42. Salamanca, ed. de la Universidad de Salamanca, avril 2006, pp. 109-128.

REYES Cipriano. Yo hice el 17 de octubre, Buenos Aires, ed. GS, 1973, 262 p.

SALAMA Pierre. *L'économie argentine et l'endettement : Chronique d'une crise annoncée,* in QUATROCCHI-WOISSON Diana (Dir.), Argentine : Enjeux et racines d'une société en crise. Paris, Tiempo Editions – Le Félin Kiron, 2003, pp. 263-288

SANCHEZ Pilar. El Cutralcazo. La Pueblada De Cutral Co y Plaza Huincul, Buenos Aires, Cuadernos de Editorial Agora, 1997.

SARLO Beatriz. Una modernidad periférica : Buenos Aires 1920 y 1930, Buenos Aires, Ediciones Nueva Visión, 1988.

SCRIBANO Adrián. *Argentina « cortada » : cortes de ruta y visibilidad social en el contexto del ajuste*, in LOPEZ MAYA Margarita (Ed), Lucha popular Democracia y neo-liberalismo : protesta popular en América Latina en los años del ajuste. Venezuela, Nueva Sociedad, 1999.

SEMAN Pablo. El pentecostalismo y la religiosidad de los sectores populares, in SVAMPA Maristella. (ed.), Desde abajo. Buenos Aires, Biblos, 2000.

SEMAN Pablo et MIGUEZ Daniel. « Culture politique et pentecôtisme en Argenitne. Spiritualisation de la politique ou politisation de l'Esprit ? », in André CORTEN et André MARY (dir.), Imaginaires politiques et pentecôtismes Afrique/ Amérique Latine. Ed. Karthala, Paris, 2000.

SEMAN Pablo et ABOY CARLÉS Gerardo. « Repositionnement et distance du populisme dans le discours de Néstor Kirchner », in André CORTEN (dir.), Les frontières du politique en Amérique Latine. Ed. Karthala, Paris, 2006.

SIGAL Silvia. *La mobilisation d'une société en décomposition,* in QUATROCCHI-WOISSON Diana (Dir.), Argentine : Enjeux et racines d'une société en crise. Paris, Tiempo Editions – Le Félin Kiron, 2003.

SIGAL Silvia. Le rôle politique des intellectuels en Amérique Latine : La dérive des intellectuels en Argentine, Paris, L'Harmattan, 1996, 287 p.

SIGAL Silvia. La plaza de Mayo, Buenos Aire, Siglo XXI, 2006.

SIDICARO Ricardo. La crisis del Estado, Buenos Aires, Libros del Rojas UBA, 2001.

SIDICARO Ricardo. *Poder político, liberalismo económico y sectores populares, 1989-1995,* in Atilio Boron et al. (coord.), Peronismo y Menemismo. Buenos Aires, El cielo por asalto, 1995.

SIDICARO Ricardo. Los tres peronismos. Estado y Poder Económico 1946-55/1973-76 / 1989-99, Buenos Aires, Siglo XXI, 2002. 262 p.

SIDICARO Ricardo. La política mirada desde arriba. Las ideas del diario LA NACION, 1909 – 1989, Buenos Aires, Editorial Sudamericana, 1993.

SOMBRA Paula. *Les dimensions idéologiques d'un mouvement de chômeur : le cas du MTD de Solano*, Paris, IHEAL, Mémoire de DEA, 2005.

SVAMPA Maristella et MARTUCCELLI Danilo. La plaza vacía. Las transformaciones del peronismo, Losada, Buenos Aires, 1997, 462 p.

SVAMPA Maristella et PEREYRA Sebastián. *Les dimensions de l'expérience piquetera : tensions et cadres communs dans l'organisation et la mobilisation des chômeurs en Argentine*, in *Revue Tiers Monde*, vol. XLV, N° 178. Paris, avril-juin 2004, pp. 419-441.

SVAMPA Maristella (ed.). Desde abajo. La transformación de las identidades sociales, Buenos Aires, Biblos, 2000.

SVAMPA Maristella et PEREYRA Sebastián. Entre la ruta y el Barrio. La experiencia de las organizaciones piqueteras, Buenos Aires, Editorial Biblos, 2003.

TEIGER Catherine, LAVILLE Antoine et DURAFFOURG Jacques. Tâches répétitives sous contrainte de temps et charge de travail. Etude des conditions de travail dans un atelier de confection, Paris, CNAM, Rapport N° 39, Octobre 1973.

TENTI FANFANI Emilio. "Exclusión Social y Acción Colectiva en la Argentina de hoy », in Punto De Vista 67, Buenos Aires, 2000, 22-28.

TIZZIANI Ania. « Peuple, appartenance et activité politique. Quelques réflexions à partir des transformations intergénérationnelles des formes de politisation péroniste en Argentine » in Penser le politique en Amérique Latine Natacha BORGEAUD-GARCIANDIA, Bruno LAUTIER, Ricardo PENAFEL et Ania TIZZIANI (éds.) Karthala, Paris, 2009, 408 p.

TOURAINE Alain. La parole et le sang, Paris, Odile Jacob, 1988.

VASALLO Marta. *Los piqueteros. Existir contra el aniquilamiento,* in Le Monde diplomatique. El Diplo. Année 4, Nº 38, Buenos Aires, août 2002.

VI. DOCUMENTS ET SOURCES

Alternativa Socialista. Entrevista a Gustavo Jiménez. Primer Encuentro Nacional MST Teresa Vive, in Nº 343, Novembre 2002.

AMATO Alberto et JURY Daniel. Los fantasmas de la crisis, in Clarín. Buenos Aires, 25/05/1997.

ar. geocities. com/movtrabdesoc/galeriactdav/galeriactdav2.htm

Banque Mondiale, *Workers in an integrating world* World Developement Repport, 1995.

Barrios de Pie. Inundaciones en La Matanza, in Nº 1, 2003.

Barrios de Pie. Opinión piquetera, Revista Barrios de Pie, juillet 2003.

Banco Mundial. Programa Trabajar II. Evaluación Social, Informe final, 1998.

CALDUCCI Norberto. Los fogoneros no están de acuerdo, in Prensa Obrera Nº536, 24/4/97,

Clarín. Continuará Hasta Esta Noche. Los piqueteros mantienen el campamento en Plaza de Mayo, 8/08/2002.

Dignidad. Crece el MIJD en Tierra del Fuego, juillet 2003.

DyN. Presidente Néstor Kirchner encabezará esta mañana un acto con piqueteros y organizaciones sociales, en la Casa de Gobierno. BUENOS AIRES, 13/08/2003.

La Nación. El Presidente alimenta su propia tropa de piqueteros bonaerenses, 24/08/2003.

La Nación. La crisis : denuncia penal de intendentes y presidentes comunales, 13/05/2002.

LOZZA Arturo Marcos. Quieren procesar a Beto Ibarra, in METELE Que se puede, Juin 2003.

Movimiento Teresa Rodríguez. Noticias desde Córdoba, in août 2003.

MTR, Plenario Nacional. No a la farsa electoral, in Noticias del Movimiento Teresa Rodríguez Nº 35, avril 2003.

www.barriosdepie.org.ar

www.cta.org.ar

www.elteresa.org.ar

www.mas.org.ar

http://neweconomics.org

www.pl.org.ar

www.pcr-arg.com.ar

www.piquetesocialista.org

www.po.org.ar

www.pts.org.ar

www.endehors.org

http://endehors.org/news/4239.shtml

http://www.cordobanexo.com.ar/piquetes_y_piqueteros_en_la_arge. htm

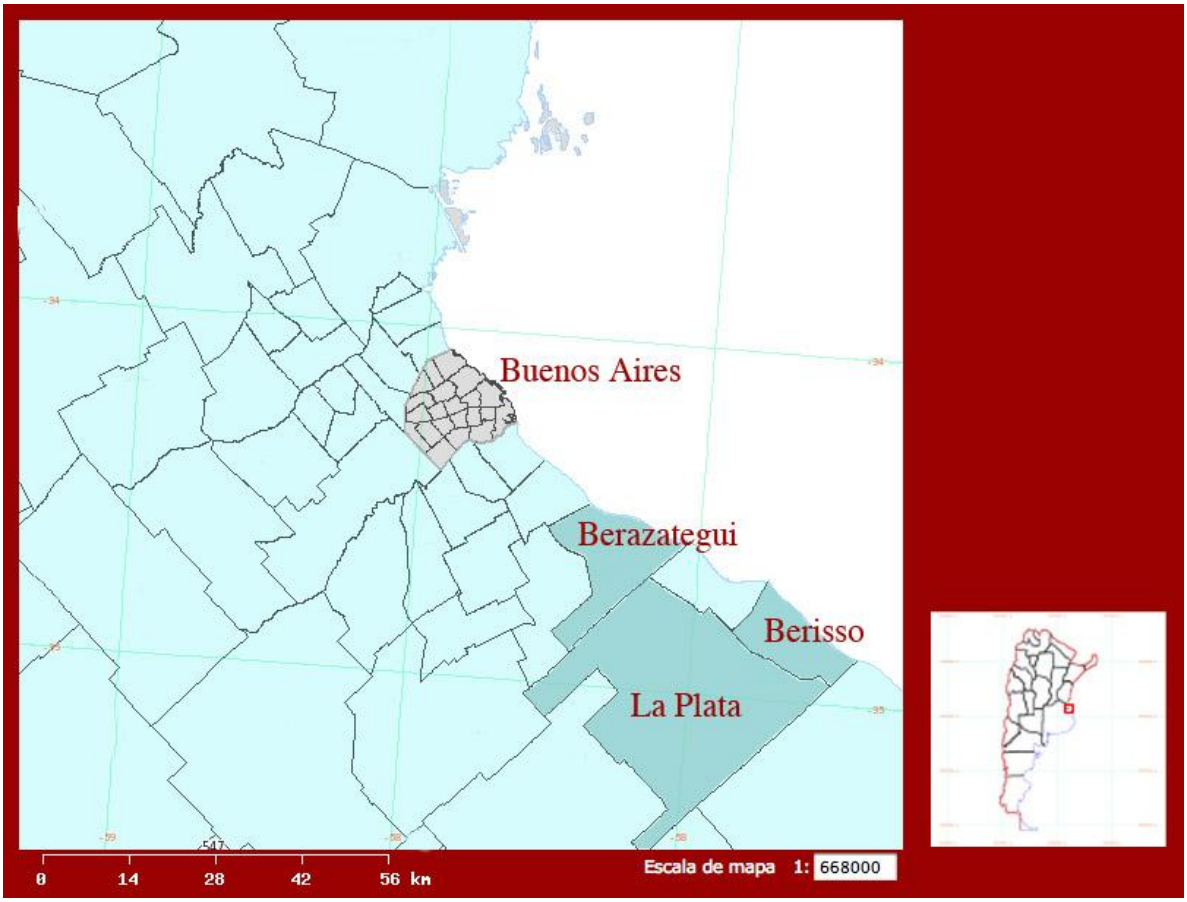
http://old.clarin.com/diario/2001/06/18/p-00602.htm (Siete muertes en seis años)

http://old.clarin.com/diario/2001/06/18/p-00315.htm (dos muertos entre gendarmes y piqueteros).

http://www.corredordelasideas.org/docs/sesiones/comunicaciones1/carolina_adad_cultralco_yplaza_huincul.do

ANNEXE I

SITUATION



ANNEXE II

CONDITIONS DE PAUVRETE ET PAUVRETE EXTREME EN ARGENTINE EN 2003

Les conditions de pauvreté et de pauvreté extrême concernent une grande partie de la population, tant la banlieue de Buenos Aires que dans les autres villes du pays.

Pauvreté et pauvreté extrême : 2° semestre 2003

	Total villes	**GBA**
	Foyers	
Pauvreté	36,50	34,90
Pauvreté extrême	15,08	14,30
	Individus	
Pauvreté	47,80	46,20
Pauvreté extrême	20,50	18,90

Source: EPH, 2° semestre 2003, (Golbert, 2003).

Moyenne de personnes par foyer		
Pauvre	4,28	4,14
Non-pauvre	2,67	2,67
Moyenne des enfants de moins de 18 ans par foyer		
Pauvre	1,80	1,73
Non-pauvre	0,59	0,52

Source: EPH, 2° semestre 2003, (Golbert, 2003).

VALEUR DU « PANIER MENAGER DE BASE » Evolution de 2004 à 2007(1).

Anné	Mois	*Pesos*
2004	Février	718,5
	Mars	717,4
	Avril	720,9
	Mai	721,8
	Juin	723,3
	Juillet	724,8
	Août	730,2
	Septembre	734,5
	Octobre	734,9
	Novembre	735,9
	Décembre	740,0
2005	Janvier	745,4
	Février	760,5
	Mars	772,7
	Avril	772,7
	Mai	771,7
	Juin	778,3
	Juillet	787,1
	Août	791,5
	Septembre	801,8
	Octobre	809,3
	Novembre	828,7
	Décembre	831,6
2006	Janvier	843,6
	Février	848,9
	Mars	860,0
	Avril	857,6
	Mai	852,6
	Juin	856,9
	Juillet	859,0
	Août	861,2
	Septembre	861,9
	Octobre	869,3
	Novembre	879,1
	Décembre	899,4
2007 (2)	Janvier	914,3
	Février	921,7
	Mars	915,5
	Avril	916,4
	Mai	920,7
	Juin	923,5
	Juillet	929,9
	Août	946
	Septembre	952
	Octobre	961,9
	Novembre	948,9

Source : INDEC. (1) Il s'agit pour l'INDEC d'une famille de quatre personnes : deux adultes âgés entre 30 et 35 ans, et deux enfants âgés entre 5 et 8 ans. (2) En 2007, l'INDEC a changé sa méthode de prise en compte des variations des prix. Celui-ci demeure encore très contesté en raison de sa moindre fiabilité qu'antérieurement.

ANNEXE III

PERSONNES INTERVIEWEES

Interviewée	Réseau des MTD	Rapport aux MTD	*Age* *	Situation familiale	Expérience militante	Expérience de travail	Observations
Vanesa	MTD La Veron	Membre	30’	Mariée sans enfant	Non	Commerces de proximité	Son mari n’est pas d’accord avec les manifestations. Il travaille dans la construction.
Susi	MTD La Veron	Membre	50’	Mariée. 4 enfants	Avec son mari	Industrie textile, (avant son mariage)	Responsable d’une cantine.
Orlando	MTD La Veron	Membre	26	Célibataire/ en couple	Non. Sa mère fait parti du PJ	À la mairie	Quitte le groupe en 2002 après s’être mis en couple. Il continue à aller à des manifestations
Hugo	Berisso	Non-membre, compagnon de Monica	60’	Veuf	Non	Retraité	Participe des activités du quartier.
Martin	Berisso	Responsable des projets	34	Célibataire	Non	Construction	Sa famille s’oppose à son activité au MTD. Il a connu la représion policière.
Carolina	Berazategui	Membre	22	En couple, un enfant. Vie avec ses parents	Récente - CCC	Non	Fini l’école et rentre dans la CCC. Veut avoir sa propre maison
Époux de Carolina	Berazategui	Non-membre	24	En couple, un enfant. Vie avec ses beaux-parents	Non	Boulangerie-construction-menuiserie	Ancien allocataire par la mairie.
Carina	Berazategui	Membre.	43	En couple, 7 enfants	Participation à l’église avant de démenager	Premier travail à 15 ans. Nounou. Agent de surface	Le mari est allocataire par la mairie. Prête du terrain pour le potager. Perdu son fils aîné.
Stella Maris	Berazategui	Membre	39	En couple, 4 enfants	Non	Femme de ménage	Travaille quand son mari est au chômage.

Don Pablo	Berazategui	Membre	60	Vie seul. Un fils l'adie	Non	Industrie-construction	Ancien allocataire par la mairie.
Herman	MTD La Veron	Membre-delegué	23	Célibataire. Vie avec ses grands parents	Associations des Droit de l'homme	Commerces-restauration	Commence l'université en 2005 et s'éloigne de l'organisation
Maria	MTD La Veron	Membre	20	Célibataire. Vie avec sa mère	Non	Commerces-nounou-ménage	Aimerai finir ses études mais elle se consacre au MTD
Pablo	MTD La Veron	Membre	27	Célibataire, vit seul	Non	Industrie-construction	Fait aussi des petits boulots. Aimerai faire « la presse » du MTD
Beto	MTD La Veron	Membre responsable du « mangueo »	34	Célibataire, vit seul	Non	Construction	1996-1997/2001-2005 participation *intermittente* au MTD.
Lelo	MTD La Veron	Délégué	23	Célibataire, vie avec ses parents	Non	Boulangerie-construction	Il est fier d'avoir convaincu des membres de sa famille de rejoindre le MTD
Julia	MTD La Veron	Délégué	32	En couple, quatre enfants	Non	Commerces	Le MTD l'a aidé à surmonter une dépression
Hernan	MTD La Veron	Délégué / non-membre en 2006	24	Célibataire	Association des droits de l'homme.	Boulangerie construction,	Ne prends plus part aux activités
Marina	Berazategui	Déléguée	23	En couple, trois enfants	Non	Commerces locaux	Vie avec ses beaux-parents. Études primaires complets
Victor	Berazategui	*Père de Marina* Non membre	52	Marié, 5 enfants. Vie avec sa femme et ses deux enfants célibataires.	Membre du club local	Travaille depuis l'âge de 14 ans. Allocataire à la Mairie	Études primaires incomplets. Regrette l'activité de sa fille au MTD. Se tourne vers le MTD quand il perd le *plan*.
Lucas	MTD La Veron	Dirigeant	34	Marié, deux enfants.	Dans les premiers MTD	Industrie	S'érige en porte-parole de La Veron.
Nani	Berazategui	Responsable de cantine, délégué	53	Veuf, en couple, vie avec un fils célibataire	Association du quartier	Travaille depuis très jeune.	Arrivée à B. Aires à 18 ans. Perdu un enfant avec sa compagne.
Carmen	Berazategui	Responsable de la cantine, membre	40	Mariée, 4 enfants	Accompagnait l'activité politique de son mari (PJ)	En l'industrie avant son mariage.	Née à Berazategui. Famille étendue à proximité. 2 sœurs ont le PTT par la Mairie
Mili	Berazategui	Responsable de goûter	37	Mariée 4 enfants	Récente, au sein du PO	Comme femme de	Elle nous donne RDV quand son

						ménage avant son mariage.	mari n'est pas à la maison, mais il serait d'accord pour son activité.
Necka	MTD La Veron	Référent	38	En couple, sans enfants	Dans l'église locale	Institutrice	Elle a participé des premières organisations de *desocupados*
Valeria	Berazategui	Étudiante de Travail Social, non-membre	28	Célibataire	Non	Cours particuliers	Participe des assemblées mais s'éloigne de certains espaces plus réduits.
Ezequiel	Berazategui	Membre	19	Célibataire. Vie avec ses parents	Non	Non	Accompagne les filles de l'administration
Gabriel	Berazategui	Non-membre *frère d'Ezequiel*	19	Vie avec ses parents	Non	Travaille dans la construction	Remplace sa mère quand il le peut et en campements.
Mercedes	Berazategui	Non-membre	42	En couple 7 enfants	Non	Aide ménagère	Accompagne Nani. Est allocataire par la Mairie
Graciela	Berazategui	Membre	39	Mariée, 4 enfants	Non	Aide ménagère	Venue à Buenos Aires avec son mari et leur fils aîné.
Luis	Berazategui	Non-membre, époux de Graciela	43	Pas d'enregistrement	Non	Industrie alimentaire. Atelier mécanique	Ancien allocataire par la Mairie.
Chela	Berisso	Référent du quartier	28	En couple, sans enfants	Dans un atelier des jeunes	Fabrication et vente par l'auto emploi.	Elle a participé des plusieurs ateliers de travail au sein du MTD. Responsable de l'atelier textile.
Carlos	Berisso	Durant un an il est responsable de la menuiserie	30	Célibataire, un enfant.	Non	Mécanique	Né à Berisso. Il a fait des études primaires. Il continue à aller à certaines manifs.
Manuel	Berisso	Responsable de la boulangerie.	24	Célibataire. Vie dans une chambre louée avec un cousin.	Non	Assistant boulanger	Né à Berisso. Il apprécie les voyages et les *formations* du MTD. Après un engagement continu (2006) il se montre en retrait.
Natalia	Berisso	Membre	22	En couple 3 enfants	Non	Non. Après son passage par le MTD elle a trouvé un travail	Né à Berisso. Ne vas pas aux manifs car elle a peur. Continue à travailler et aller au

						d'aide pâtissière	MTD.
Monica	Berisso	Non-membre	49	Veuve. 5 enfants, dont 2 habitent avec elle.	Non	Agent de maintenance. Femme de ménage. Allocataire par la Mairie.	Migrée à Berisso à 22 ans. Accompagne ses enfants, Andrés et Emilia, dans les activités du quartier.
Andrés	Berisso	Référent	30	Célibataire	Dans d'autres MTD	Marin, de 15 à 28 ans. Mécanique. Petit boulots.	Quitte la maison étant jeune et revient à Berisso quand il commence à travailler dans les bateaux.
Alejo	Berisso	Présence intermittente	29	Célibataire. Vie avec sa mère. Derrière vie une sœur mariée avec ses neveu.	Non	Travailleur agricole depuis l'enfance. Dans la construction à son arrivé à Berisso. Il est vendeur pour son compte.	Migre à Berisso et à La Plata pour rejoindre ses frères en 1992. Repris les études primaires.
Christian	Berisso	Membre	32	Célibataire	Non	Durant l'enfance travail agricole au Nord. Agent de maintenance, peinture.	Migré à Berisso pour rejoindre une sœur. Souhaite un travail « propre ». À repris les études primaires. Il a travaillé à Berisso et à La Plata..
Dario	Berisso	Membre	32	Célibataire	Péronisme	Construction	Présence intermittente
Lola	Berisso	Membre responsable de projet	47	Mariée, 2 enfants. Sa fille habite dans le même terrain	Non	Commerce	Dévient responsable de la formation des apprenties. Pour des raisons de santé elle ne va pas à toutes les activités.
Susana	Berisso	Non-membre	50'	Mariée 3 enfants	Non	Industrie textile. Couturière chez-soi.	Reprend son métier au sein du MTD. Fait des heures supplémentaires.
Emilia	Berisso	Référente	26	Célibataire 3 enfants	Non	Commerces-ménage	Elle n'a pas fini l'école secondaire.
Gerardo	Berisso	Militant	50	Marié, un enfant	Péronisme de base	Industrie locale	Participe à la formation du MTD
Betina	Berisso	Non-membre	19	Célibataire	Non	non	Apprenti dans l'atelier textile.

							Emilia, sa sœur lui a proposé de s'inscrire.
Haroldo	Berisso	Responsable menuiserie	28	Célibataire	A. Étudiants	Commerce	A abandonné ses études mais continue l'activité militante.
Lorena	Berisso	Responsable de l'atelier textile	32	Célibataire	Non	Non	Technicienne en coopérativisme
Valeria	Berisso	Non-membre Travaille dans l'atelier textile	19	Célibataire	Non	Vente	Connaît l'atelier à travers Betina, une camarade de classe.
Anahi	Berisso	Non-membre.	24	Célibataire	Association J *Laguna*	Etudiante à UNLP. Petit boulots à côté	Atelier de sérigraphie et des activités de l'association JL
Edu	Berisso	Non-membre ; sa femme est membre.	45	Marié, 3 enfants	Non	Diplômé en construction	Atelier de sérigraphie dont il a fait une formation
Susana (2)	Berisso	Non-membre	45'	Mariée, 2 enfants	Eglise	Couturière, autonome, petite épicerie.	Son mari est un référent du PJ.

Le tableau résume une trentaine d'entretiens d'une heure et demie. Nous avons intégré certains entretiens informels non enregistrés.
* L'âge indiqué correspond à l'année 2005. (') L'âge signalé est estimé.

ANNEXE IV :

CHRONOLOGIE

Année	Politique – Économique	Manifestations populaires – Grèves Générales
1995	Carlos Menem est réélu Président. Crise financière aux Mexique.	12 avril : Assassinat de Victor Choque à Ushuaia durant une manifestation contre les licenciements massifs d'une usine 21.04 : Convoqué par CTA et MTA. Pendant 24 heures. 6.09 « Marcha del Trabajo ». Convoqué par la CGT, avec l'adhésion de la CTA et du MTA. Pendant 12 heures.
1996	26 juillet : Démission de Domingo Cavallo au ministère de l'Économie. Remplacé par Roque Fernandez. Décembre : Décret de réforme de la loi du travail	20 au 26 juin : Premier barrage de route et pueblada à Cutral-Có et à Plaza Huincul. 8.08 : Grève convoquée par la CGT, CTA et MTA pendant 24 heures. Aussi des marches et repas collectifs. 26-27.09 : Grève convoquée par CGT, MTA et adhésion de CTA. Pendant 36 heures et marche à Plaza de Mayo. 26.12 : Convoqué par CGT et adhésion de CTA et MTA. Pendant 24 heures sans mobilisation.
1997	Création des allocations d'emploi temporaire « Plan Trabajar » Constitution de l'Alliance UCR-FREPASO	12 avril : Assassinat de Teresa Rodriguez lors d'un *piquete* à Cutral-Có. U.T.D. Mosconi. Premier barrage de route à Mosconi et à Tartagal. 14.08 : Convoqué par la CTA, MTA, CCC, UOM et les 62 Organisations Péronistes. Mobilisations dans les provinces.
1998	Novembre : De la Rúa est élu candidat de l'Alliance. Début de la récession économique.	Juillet : Création de la FTV dans la CTA
1999	Mai : Duhalde est élu candidat du PJ Novembre : Fernando De la Rúa est élu Président.	6.07 : « Journée National de Protestation » Convoqué par la CTA pendant 24 heures. 17 décembre : Assassinat de Francisco Escobar et de Mauro Ojeda lors d'un piquete sur le pont Corrientes — Resistencia.
2000	Février : Lois de réforme de la loi du travail. Octobre : Démission du vice-président Alvarez qui entraîne la rupture de la Coalition.	5.05 Grève National Contre la réforme de la Loi du travail. 9.06 Grève National Contre l'Ajustement. 10 novembre : Assassinat d'Anibal Verón durant un piquete à Général Mosconi. Lancement d'une Consultation Populaire pour une Assurance National d'emploi et formation par le FreNAPo –composé par des organisations sociales nationales. (CTA), Secteurs de l'Église Catholique en fonction du calcul du seuil de pauvreté. 23-24.11Grève National (suit à la mort d'A. Verón)
2001	Mars : Démission du ministre de l'Économie, José Luis Machinea. Démission de Lopez Murphy au ministère de l'Économie. Le remplaçant est Domingo Cavallo. Août : instauration du fige aux épargnes. Loi 25 453 dite de « Déficit ZÉRO ». Entraîne la réduction des budgets des programmes sociaux et réduction des salaires des fonctionnaires publics de 12 % et des retraites de plus de 500 pesos. Émission des quasi-monaies dans plusieurs provinces. 19 décembre : Déclaration de l'état de siège. 20 décembre : Démission de De la Rúa. Adolfo Rodríguez Saá est nommé le remplaçant.	17 juin : Assassinat de Carlos Santillán et de José Barrios pendant un barrage de route à G. Mosconi. I Assemblée National *Piquetera* Saccages des supermarchés se produisent de manière isolée ; dans différentes provinces du pays. 2.9 II Assemblée National *Piquetera* 19 et 20 décembre : Manifestations populaires dans les grandes villes du pays. La répression fait une vingtaine des morts. Se multiplient les Assemblées de quartier de la ville de Buenos Aires.

	30 décembre : Démission de Rodríguez Saá.	
2002	1 janvier : Eduardo Duhalde est nommé Président par intérim par l'Assemblée National. Janvier : abandon du « plan de convertibilité » et dévaluation. Loi 25 561, « Ley de Emergencia Pública y Reforma del Régimen Cambiario ». Création de l'allocation de travail temporaire *Jefes y jefas de hogar desocupados* (*jefes*).	6 février : Assassinat de Javier Barrionuevo, militant du M.T.D. A. Verón pendant un *piquete.* 26 juin : Assassinat de M. Kosteki et de Dario Santillán après un *piquete* sur le Pont Pueyrredón (Avellaneda – Buenos Aires). 7 juillet : Manifestation des milliers des personnes contre la répression.
2003	Mai : Néstor Kirchner est élu Président. Deux dirigeants des organisations *piqueteras* sont désignés dans la fonction publique (D'Elia – FTV – et Ceballos – Barrios de pié) Août : Ouverture des négociations salariales dans le Conseil du salaire. Une augmentation graduelle des salaires est accordée.	Re-structuration des réseaux des organisations populaires selon le rapport au gouvernement. Un groupe des MTD crée le réseau *Frente Popular Dario Santillan* dans lequel articulent actions politiques ensemble avec des organisations des étudiants et des coopératives.
2004	Commence une période de croissance soutenue de l'économie argentine. Le gouvernement applique des rétentions aux exportations agricoles. La loi d'émergence économique est renouvelée. Lancement des programmes *Manos a la obra* et Familias orientés à substituer l'allocation *jefes*.	Les mobilisations sociales concernant le chômage diminuent. Les luttes pour le salaire prennent de l'ampleur, notamment dans le secteur tertiaire, sans produire des grèves générales. Création des coopératives à partir des organisations des sans-emploi.
2005	Mars : appel du Président Kirchner au boycott de l'entreprise Shell contre l'augmentation des combustibles. Rupture du dialogue avec les organisations *piqueteras* dites d'« opposition ». Septembre : le gouvernement bloque l'accès d'une manifestation multisectoriel à la place de mai. Octobre : élections législatives remportées par le PJ.	L'organisation FTV bloque l'accès à des stations de vente d'essence. Juin-août : plan de lutte pour la réclamation d'une augmentation de l'allocation échoué. Août : les organisations *piqueteras* sont empêchées de couper le Pont Pueyrredon, d'accès à la ville de Buenos Aires, par l'intervention des forces policières nationales et provinciales. 18 septembre 2006 : enlèvement de Julio Lopez, témoin contre le répresseur de l'ancienne dictature (1976-1983) M. Etchegolaz.
2007	Octobre : Cristina Fernandez de Kirchner est élue Présidente. Le taux de chômage est réduit à 11 % selon les chiffres officiels de l'INDEC.	Les mobilisations des organisations de *desocupados* pour justice (apparition de Julio Lopez, commémorations du 26 juin ou du 6 février) deviennent plus importantes que celles pour les allocations.

www.endehors.org: http://endehors.org/news/4239.shtm. Site consulté en mars 2006.

http://www.cordobanexo.com.ar/piquetes_y_piqueteros_en_la_arge.htm Site consulté en 2005.

http://old.clarin.com/diario/2001/06/18/p-00602.htm (Siete muertes en seis años) et (Dos muertos entre gendarmes y piqueteros). Site consulté en 2004.

http://www.corredordelasideas.org/docs/sesiones/comunicaciones1/carolina_adad_cultralco_yplaza_huincul.doc Site consulté en 2005.

http://www.cta.org.ar. Site consulté en 2004.

ANNEXE V :

EVALUATION DU PJJHD

Caractéristiques des titulaires.

Juin 2004 - En pourcentages

Sexe	Hommes	Femmes	Total
Total	**28,8**	**71,1**	**100,0**
	100,0	100,0	100,0
Age			
Jusqu'à 25 ans	14,5	18,6	17,4
Entre 26 et 35 ans	29,1	34,3	32,8
Entre 36 et 45 ans	27,2	28,1	27,9
Entre 46 et 60 ans	23,1	17,5	19,1
60 ans et plus	6,1	1,4	2,8
Etat civil			
Célibataire	12,1	23,5	20,2
Marié(e)/Uni(e)	73,5	39,6	49,4
Divorcé (e)/séparé(e)	12,8	33,0	27,2
Veuf (ve)	1,6	3,9	3,3
Niveau éducatif			
Primaire incomplet	26,3	17,5	20,0
Primaire complet	39,9	35,7	36,9
Secondaire incomplet	21,3	26,8	25,2
Secondaire complet	8,3	11,4	10,5
Plus que secondaire complet	4,2	8,6	7,3
Formation			
Technicien/professionnel	6,5	4,5	5,1
Ouvrière	43,8	19,9	26,8
Sans formation	49,7	75,5	68,1
Expérience de travail			
Possède expérience	98,1	83,3	87,5
Sans expérience	1,9	16,7	12,5
Activité de contreprestation			
Activité communautaire	53,1	48,1	49,5
Gestion adm. municipal/provincial	18,8	15,4	16,4
Assistance à l'école/formation	3,6	9,6	7,9
Micro-emprendimiento productif	6,3	6,1	6,2
Autres	1,6	1,4	1,5
Aucune	16,5	19,3	18,5

Source : Seconde enquête d'évaluation du PJJHD menée en juin 2004 dans Ciud. Buenos Aires, Santa Fe, Tucumán, Córdoba, Formosa et prov. de Buenos Aires. MTEySS - Subsecretaría de Programación Técnica y Estudios Laborales – Dir. Gral. Estadísticas y E. Laborales.